



EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N° 2019-041

Objet : Approbation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Branches

SEANCE DU 04 AVRIL 2019

Le conseil de la Communauté de l'auxerrois, convoqué le 28 mars 2019, s'est réuni le 04 avril 2019 à 09 h 00 à la salle polyvalente de Chevannes, sous la présidence de Guy FERREZ.

Nombre de membres

en exercice : 64

présents : 43

votants : 57 dont 14 pouvoirs

Etaient présents : Guy FERREZ, Alain STAUB, Nicolas BRIOLLAND, Sylvette DETREZ, Joëlle RICHEL, Nadine DROEGHMANS, Jacques HOJLO, Martine BURLET, Guy PARIS, Maud NAVARRE, Didier MICHEL, Jean-Paul SOURY, Philippe AUSSAVY, Yves BIRON, Maryvonne RAPHAT, Jean-Luc EMERY, Annie KRYWDYK, Didier SERRA, Virginie DELORME, Elisabeth GERARD-BILLEBAULT, Frédéric PETIT, Béatrice CLOUZEAU, Stéphane ANTUNES, Gérard DELILLE, Jacques CHANARD, Anna CONTANT, Daniel GIRARD, Josette ALFARO, Christian CHATON, Aurélie BERGER, Jean-Luc BRETAGNE, Patrick CROS, Patrick BARBOTIN, Christophe LAVERDANT, Arminda GUIBLAIN, Christian MOREL, Chantal BEAUFILS, Denis CUMONT, Michel POUILLOT, Christian BRUNEAUD, Bernard RIAANT, Christophe BONNEFOND, Pascal BARBERET.

Pouvoirs : Maryse DUVILLIE à Alain STAUB, Denis ROYCOURT à Maud NAVARRE, Pascal HENRIAT à Jean-Paul SOURY, Najia AHIL à Joëlle RICHEL, Jean-Philippe BAILLY à Guy FERREZ, Sarah DEGLIAME-PELHATE à Guy PARIS, Isabelle POIFOL-FERREIRA à Nadine DROEGHMANS, Rita DAUBISSE à Didier MICHEL, Elodie ROY à Jacques HOJLO, Guillaume LARRIVE à Christophe BONNEFOND, Patrick TUPHE à Virginie DELORME, Jean-Pierre BOSQUET à Jacques CHANARD, Robert BIDEAU à Arminda GUIBLAIN, Rachel LEBLOND à Stéphane ANTUNES.

Absents non représentés : Mourad YOUNI, Malika OUNES, Guy BOURRAT, Bénédicte NASTORG-LARROUTURE, Lionel MION, Michel FOUINAT, Michel BOUBOULEIX.

Secrétaire de séance : Maud NAVARRE.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14, L.153-16 et suivants ;

Vu les statuts de la Communauté de l'auxerrois ;

Vu l'arrêté préfectoral n°PREF/DCPP/SRC/2016/0751 du 30 décembre 2016 modificatif de l'arrêté préfectoral n°PREF/DCPP/SRC/2016/0532 du 24 octobre 2016 portant création d'un nouvel Etablissement Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre issu de la fusion des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de l'Auxerrois et du Pays Coulangeois, à l'exception des communes de Coulangeron, Migé, Charentenay et Val de Mercy ;

Vu la délibération du 22 juin 2015 du conseil municipal de Branches prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune ;

Vu la délibération du 23 mars 2017 de la Communauté de l'Auxerrois affirmant sa volonté de poursuivre les procédures en cours ;

Vu la délibération du 23 mars 2017 du conseil communautaire approuvant la convention fixant les modalités d'exercice de la compétence urbanisme par la Communauté de l'auxerrois et ses communes membres du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017 ;

Vu la délibération du 13 avril 2017 du conseil municipal de Branches autorisant la Communauté de l'Auxerrois à poursuivre la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme engagée par la commune ;

Vu la délibération du 13 avril 2017 du conseil municipal de Branches autorisant la signature de la convention fixant les modalités d'exercice de la compétence urbanisme par la Communauté de l'auxerrois et ses communes membres du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017, et la convention associée

Vu la délibération du 05 octobre 2017 du conseil communautaire portant sur le débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Branches ;

Vu la délibération du 12 décembre 2017 du conseil communautaire de la Communauté de l'Auxerrois tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de PLU de la commune de Branches ;

Vu la délibération du 12 décembre 2017 du conseil communautaire de la Communauté de l'Auxerrois approuvant l'avenant n°1 à la convention fixant les modalités d'exercice de la compétence urbanisme par la Communauté de l'auxerrois et ses communes membres ;

Vu la délibération du 5 février 2018 du conseil municipal de Branches autorisant la signature de l'avenant n°1 à la convention fixant les modalités d'exercice de la compétence urbanisme par la Communauté de l'auxerrois et ses communes ;
Vu l'arrêté n°056 du 3 avril 2018 du Président de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois soumettant le projet de Plan Local d'Urbanisme à enquête publique ;

Vu l'arrêté n°099 du 19 juin 2018 du Président de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois suspendant l'enquête publique ;

Vu l'arrêté n°158 du 15 octobre 2018 du Président de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois portant reprise de l'enquête publique ;

Vu l'avis des différentes personnes publiques associées et les réponses apportées ;

Vu l'avis du 29 mars 2018 de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers mentionnés à l'article L.153-16 du Code l'Urbanisme ;

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 25 mai 2018 au 26 juin 2018 et du 20 novembre 2018 au 21 décembre 2018 ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 17 janvier 2019 ;

Considérant les conclusions et l'avis favorable avec recommandation du commissaire enquêteur ;

Considérant la prise en compte des avis des personnes publiques associées, des observations du public et des conclusions motivées du commissaire enquêteur ;

Considérant que les modifications apportées au projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté ne remettent pas en cause l'économie générale du projet ;

Considérant que les modifications apportées au projet procèdent de l'enquête publique et des avis des personnes publiques associées ;

Considérant que le dossier d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est présenté au conseil communautaire est prêt à être approuvé conformément à l'article L 153-21 du Code de l'Urbanisme ;

L'enquête publique s'est déroulée du 25 mai 2018 au 26 juin 2018 et du 20 novembre 2018 au 21 décembre 2018. Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet d'élaboration du PLU de Branches avec pour recommandation :

- Adapter le règlement de la zone N pour laisser une marge d'évolution pour l'activité située sur les parcelles n° 414 et 542.

Au vu des réponses apportées aux avis émis sur le Plan Local d'Urbanisme, le dossier du projet de Plan Local d'Urbanisme proposé pour approbation ainsi qu'une

synthèse des modifications apportées au Plan Local d'Urbanisme arrêté sont annexés à la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- D'approuver le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Branches tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération.

La présente délibération fera l'objet, conformément au Code de l'Urbanisme, d'un affichage à la mairie de Branches et au siège de la Communauté de l'Auxerrois durant un mois, et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Le Plan Local d'Urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public en mairie de Branches et au siège de la Communauté de l'Auxerrois et à la Préfecture aux heures et jours habituels d'ouverture.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour	: 57
- voix contre	: 0
- abstention	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absents lors du vote	: 7

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Président,

Guy FÉREZ



Affiché le : 10 AVR. 2019

Département de l'Yonne

Commune de BRANCHES



communauté
de l'auxerrois



PLAN LOCAL D'URBANISME

Vu pour être annexé à la
délibération

du 04/04/2019

approuvant
le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :



POS approuvé le 01 décembre 1980

Prescription du PLU le 22 juin 2015

Dossier du PLU réalisé par :

PERSPECTIVES
2, rue de la Gare
10 150 CHARMONT s/B.
Tél : 03.25.40.05.90.
Mail : perspectives@perspectives-urba.com

PLANETE VERTE - Agence Centre-Nord
42 bis, rue de la Paix
10 000 TROYES
Tél : 03.25.40.55.74.
Mail : planeteverte.troyes@orange.fr



COMPOSITION DU DOSSIER

1. RAPPORT DE PRESENTATION

- 1.A. Parties 1 et 2
- 1.B. Parties 3, 4, 5 et 6

2. PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES

3. REGLEMENT

- 3.A. REGLEMENT - DOCUMENT ECRIT
- 3.B. PLAN DE ZONAGE – Plan d'ensemble de la commune (1/5 000°)
- 3.C. PLAN DE ZONAGE – Plan du bourg, du hameau les Courlis et de l'aéroport (1/2 000°)

4. ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

5. ANNEXES

- 5A. SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE ET DONNEES ENVIRONNEMENTALES
 - 5.A.1. Plan des Servitudes d'Utilité Publique
 - 5.A.2. Liste et notices des Servitudes d'Utilité Publique
 - 5.A.3. Plans de la servitude aéronautique
 - 5.A.4. Données forestières
- 5.B. RESEAUX ET ANNEXES TECHNIQUES
 - 5.B.1. Plan du réseau d'eau potable – Ensemble de la commune
 - 5.B.2. Plan du réseau d'eau potable – Bourg
 - 5.B.3. Plan du réseau d'assainissement
 - 5.B.4. Défense incendie
- 5.C. RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES
 - 5.C.1. Carte et notice aléa retrait-gonflement des argiles
 - 5.C.2. Canalisation de gaz
- 5.D. INFRASTRUCTURES ROUTIERES
 - 5.D.1. Carte et arrêté préfectoral n° PREF-DLCLD-2001-0035 du 10 janvier 2001 portant classement sonore des infrastructures de transport terrestre - Autoroute A6
 - 5.D.2. Brochure APRR
- 5.E. PLAN DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN (D.P.U)

MODE D'EMPLOI

- Rechercher sur les **documents graphiques** (pièces 3B, 3C), la zone où votre terrain est situé, et s'il est concerné par un espace boisé classé, ...
- Consulter dans le **règlement** (pièce écrite 3A) :
 - a) Les dispositions générales (titre I)
 - b) La règle applicable à la zone concernée (titre II, III, IV, V)
 - c) Eventuellement les dispositions s'appliquant à l'espace boisé classé (Titre VI).
- Vérifier sur l'annexe "**servitudes d'utilité publique**" (pièces 5A), si votre terrain est grevé d'une telle servitude. Vérifier avec les autres annexes, si votre terrain est concerné par d'autres informations, ...

Département de l'YONNE

Commune de BRANCHES



communauté
de l'auxerrois

1

PLAN LOCAL D'URBANISME

Rapport de présentation



Vu pour être annexé à la
délibération

du 14/04/2019

approuvant
le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :



POS approuvé le 01 décembre 1980

Prescription du PLU le 22 juin 2015

Dossier du PLU réalisé par :

PERSPECTIVES

2, rue de la Gare
10 150 CHARMONT s/B.
Tél : 03.25.40.05.90.
Mail : perspectives@perspectives-urba.com

PLANETE VERTE - Agence Centre-Nord
42 bis, rue de la Paix
10 000 TROYES
Tél : 03.25.40.55.74.
Mail : planeteverte.troyes@orange.fr





BRANCHES

Nombre d'habitants en 2013 : **488**
 (population totale au recensement de 2013)
 Nombre d'habitants en 1999 : **394**
 (population totale au recensement de 1999)

Superficie : **10,99 Km²**

Situation de Branches dans la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois :

Département : **YONNE**

Canton : **Auxerre-2**

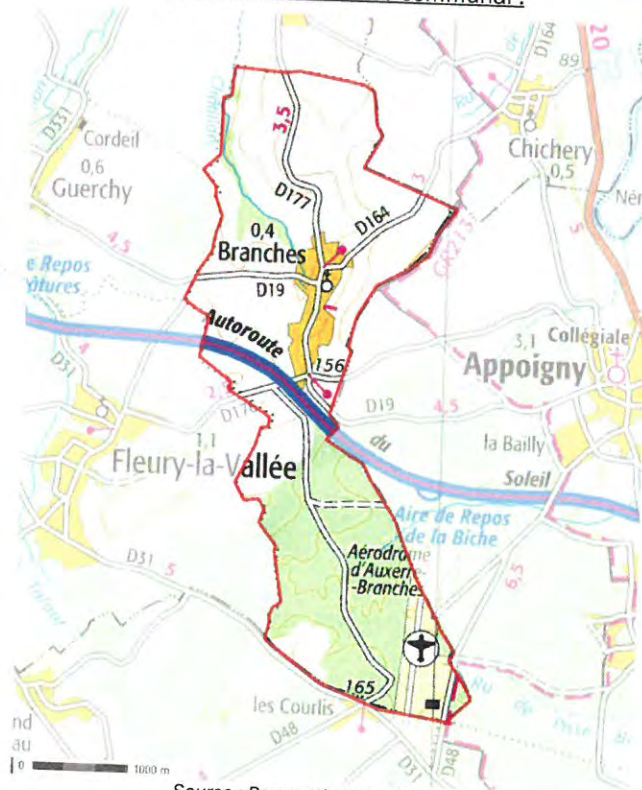
Communauté d'Agglomération :
de l'Auxerrois

Arrondissement : **Auxerre**



Source : Perspectives sur fond Géoportail

Structure du territoire communal :



Source : Perspectives sur fond IGN

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	8
Qu'est-ce qu'un Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) ?	8
Quel est son contenu ?	9
INTRODUCTION	10
Historique des documents d'urbanisme	10
Objectifs de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.....	10
Contexte de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme	11
PARTIE 1 : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	16
1.1 CONTEXTE GENERAL.....	17
1.1.1 SITUATION AU SEIN DES LIMITES ADMINISTRATIVES.....	17
1.1.2 SITUATION DANS L'ARMATURE URBAINE.....	18
1.2 MILIEU PHYSIQUE ET NATUREL.....	18
1.2.1 CLIMAT	19
1.2.2 GEOLOGIE.....	21
1.2.2.A/ CONTEXTE GEOLOGIQUE REGIONAL	21
1.2.2.B/ CONTEXTE GEOLOGIQUE LOCAL	21
1.2.2.C/ CONTEXTE TECTONIQUE.....	23
1.2.3 TOPOGRAPHIE	24
1.2.4 PEDOLOGIE.....	24
1.2.5 BIODIVERSITE ET FONCTIONNALITE ECOLOGIQUE	26
1.2.5.A/ LES ESPACES NATURELS PROTEGES REPERTORIES SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL	26
1.2.5.B/ LES ZONES NATURELLES D'INTERET ECOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE (ZNIEFF)	30
1.2.5.C/ LES INVENTAIRES ZONES HUMIDES.....	35
1.2.5.D/ DESCRIPTION DU MILIEU NATUREL D'INTERET LOCAL	37
1.2.5.E/ TRAMES VERTE ET BLEUE.....	42
1.2.5.F/ LES ENJEUX CONCERNANT LA BIODIVERSITE	47
1.2.6 RESSOURCE EN EAU	50
1.2.6.A/ QUALITE DES EAUX.....	50
1.2.6.B/ ASSAINISSEMENT	58
1.2.7 RESSOURCE EN ENERGIE	60
1.2.7.A/ BILAN DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE.....	60
1.2.7.B/ POTENTIELS D'UTILISATION DES ENERGIES RENOUVELABLES	61
1.2.8 NUISANCES ET POLLUTIONS	63
1.2.8.A/ NUISANCES SONORES	63
1.2.8.B/ POLLUTION DES SOLS	66
1.2.8.C/ QUALITE DE L'AIR ET GAZ A EFFET DE SERRE	66
1.2.8.D/ LA GESTION DES DECHETS.....	69
1.2.9 RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES.....	74
1.2.9.A/ LES RISQUES NATURELS SUR LA COMMUNE	74
1.2.9.B/ LES RISQUES TECHNOLOGIQUES SUR LA COMMUNE	78

1.3 PAYSAGE NATUREL.....	81
1.3.1 LE GRAND PAYSAGE	82
1.3.2 LE PAYSAGE A L'ECHELLE COMMUNALE.....	83
1.3.2.A/ LE PAYSAGE DU VILLAGE.....	84
1.3.2.B/ LE PAYSAGE DU HAMEAU DE COURLIS.....	86
1.3.2.C/ LE PAYSAGE DES ESPACES BOISES.....	86
1.3.2.D/ LE PAYSAGE DE GRANDE CULTURE CEREALIERE.....	86
1.3.2.E/ LE PAYSAGE DE L'AEROPORT.....	87
1.4 PAYSAGE URBAIN.....	88
1.4.1 HISTORIQUE DE BRANCHES.....	88
1.4.1.A/ SITES ARCHEOLOGIQUES.....	88
1.4.1.B/ CARTES ANCIENNES ET HISTORIQUES DE LA COMMUNE.....	90
1.4.1.C/ LE PATRIMOINE BATI LOCAL.....	91
1.4.2 MORPHOLOGIE URBAINE ET REPARTITION SPATIALE.....	93
1.4.2.A/ REPARTITION SPATIALE.....	93
1.4.2.B/ CARACTERISTIQUES DU TISSU URBAIN ANCIEN.....	93
1.4.2.C/ CARACTERISTIQUES DU TISSU URBAIN RECENT.....	95
1.4.3 LES « ENTREES DE VILLAGE ».....	96
1.4.3.A/ L'ENTREE NORD.....	96
1.4.3.B/ L'ENTREE SUD.....	96
1.4.3.C/ L'ENTREE OUEST.....	97
1.4.3.D/ L'ENTREE EST.....	97
PARTIE 2 : ANALYSE URBAINE ET FONCTIONNEMENT COMMUNAL.....	98
2.1 EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE ET TRAITS CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION.....	99
2.1.1 EVOLUTION GENERALE DE LA POPULATION.....	99
2.1.2 EVOLUTION DES MENAGES.....	101
2.2 CARACTERISTIQUES DU PARC DE LOGEMENTS.....	102
2.2.1 ÉVOLUTION ET COMPOSITION DU PARC DE LOGEMENTS.....	103
2.2.2 CARACTERISTIQUES DES RESIDENCES PRINCIPALES.....	105
2.3 DEPLACEMENTS.....	109
2.3.1 RESEAU VIAIRE.....	109
2.3.1.A/ RESEAU VIAIRE MAJEUR.....	109
2.3.1.B/ RESEAU DE DESSERTE LOCALE ET COMMUNALE.....	110
2.3.1.C/ LE STATIONNEMENT.....	111
2.3.1.D/ CHEMIN DE GRANDE RANDONNEE.....	111
2.3.1.E/ SCHEMA DIRECTEUR CYCLABLE.....	112
2.3.2 TRANSPORTS EN COMMUN ET ACCESSIBILITE.....	114
2.3.2.A/ LE RESEAU DE TRANSPORTS EN COMMUN.....	114
2.3.2.B/ L'ACCESSIBILITE.....	114
2.3.3 LE PLAN LOCAL DE DEPLACEMENTS URBAINS (PLDU).....	115
2.4 EQUIPEMENTS ET SERVICES DE LA COMMUNE.....	115
2.4.1 LES EQUIPEMENTS SCOLAIRES ET PERI-SCOLAIRES.....	117
2.4.2 AUTRES EQUIPEMENTS.....	118
2.4.3 VIE ASSOCIATIVE.....	118
2.4.4 LES EQUIPEMENTS TECHNIQUES.....	119
2.4.4.A/ LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE.....	119
2.4.4.B/ N.T.I.C : NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE COMMUNICATION.....	119

2.5 ECONOMIE LOCALE	119
2.5.1 ACTIVITES INDUSTRIELLES, ARTISANALES, COMMERCIALES.....	120
2.5.2 ACTIVITE AGRICOLE ET SYLVICOLE	121
2.5.3 AEROPORT	124
2.5.4 ACTIVITES TOURISTIQUES.....	125
2.5.5 POPULATION ACTIVE	126
2.5.5.A/ COMPOSITION DE LA POPULATION ACTIVE.....	126
2.5.5.B/ MIGRATIONS DOMICILE-TRAVAIL	126
2.6 BILAN DU POS ET CONSOMMATION D'ESPACE DES 15 DERNIERES ANNEES	126
2.7 SERVITUDES ET AUTRES INFORMATIONS	129
2.7.1 LES SERVITUDES RELATIVES A LA CONSERVATION DU PATRIMOINE NATUREL ET CULTUREL	130
2.7.1.A/ MONUMENTS HISTORIQUES (SERVITUDE AC1)	130
2.7.2 LES SERVITUDES RELATIVES A L'UTILISATION DE CERTAINES RESSOURCES ET EQUIPEMENTS	130
2.7.2.A/ ALIGNEMENT (SERVITUDE EL7).....	130
2.7.2.B/ SERVITUDE RELATIVE AUX DEVIATIONS D'AGGLOMERATION (SERVITUDE EL11).....	130
2.7.2.C/ TRANSPORT DE GAZ (SERVITUDE I3)	130
2.7.2.D/ ELECTRICITE (SERVITUDE I4)	130
2.7.2.E/ TELECOMMUNICATIONS – SERVITUDES DE PROTECTION DES CENTRES DE RECEPTION RADIOELECTRIQUE CONTRE LES PERTURBATIONS ELECTROMAGNETIQUES (SERVITUDE PT1)	130
2.7.2.F/ TELECOMMUNICATIONS – SERVITUDES DE PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES APPLICABLES AU VOISINAGE DES STATIONS ET SUR LE PARCOURS DE FAISCEAUX HERTZIENS (SERVITUDE PT2) – ABROGEE.....	130
2.7.2.G/ CIRCULATION AERIENNE – SERVITUDES DE DEGAGEMENT (SERVITUDE T5)	130
PARTIE 3 : CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE P.A.D.D. ET LA DELIMITATION DES ZONES DU P.L.U. MOTIFS DES LIMITATIONS ADMINISTRATIVES A L'UTILISATION DU SOL APORTEES PAR LE REGLEMENT	131
3.1 CHOIX RETENUS PAR LA COMMUNE POUR ETABLIR DE P.A.D.D.	132
3.2 CHOIX RETENUS PAR LA COMMUNE POUR ETABLIR LES DOCUMENTS GRAPHIQUES	136
3.2.1 LES ZONES URBAINES ET A URBANISER	136
3.2.2 LA ZONE AGRICOLE	146
3.2.3 LA ZONE NATURELLE	149
3.3 DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES APORTEES SUIT A L'ELABORATION DU PLU	154
3.3.1 DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES	154
3.3.2 CARACTERES ET LIMITES DES ZONES ET DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES APORTEES SUITE A L'ELABORATION DU PLU	155
3.3.2.A/ LES ZONES URBAINES	155
3.3.2.B/ LA ZONE D'URBANISATION FUTURE	162
3.3.2.C/ LA ZONE AGRICOLE	163
3.3.2.D/ LA ZONE NATURELLE.....	166
3.3.3 CARACTERES ET LIMITES DES ZONES ET DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES APORTEES SUITE A L'ELABORATION DU PLU	168
3.3.3.A/ LES PRESCRIPTIONS LIEES AUX CARACTERISTIQUES URBAINES, ARCHITECTURALES, ENVIRONNEMENTALES ET PAYSAGERES	168
3.4 BILAN DE LA CONSOMMATION D'ESPACES ET BILAN DES SURFACES DU PLU.....	170
3.4.1 BILAN DES SURFACES CONSOMMEES PAR LE PLU	170
3.4.2 BILAN DES EXPLOITANTS IMPACTES PAR LE DECLASSERMENT DE TERRES AGRICOLES	172
3.4.3 PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT ET POTENTIEL CONSTRUCTIBLE DANS LE PLU	173
3.4.4 BILAN DES SURFACES DU PLU.....	175

PARTIE 4 : EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	176
4.1 PREAMBULE	177
4.2 PRESENTATION RESUMEE DES OBJECTIFS ET ARTICULATION DU PLU AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME ET PLANS ET PROGRAMMES	179
4.2.1 PRESENTATION RESUMEE DES OBJECTIFS ET DU CONTENU DU PLU	179
4.2.1.A/ PRESENTATION DES PRINCIPALES ORIENTATIONS DU PADD	179
4.2.1.B/ DESCRIPTION DU ZONAGE DU PLU	180
4.2.2 ARTICULATION AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES	181
4.2.2.A/ ARTICULATION AVEC LE SDAGE SEINE-NORMANDIE.....	185
4.2.2.B/ ARTICULATION AVEC LE SCOT DU GRAND AUXERROIS	190
4.2.2.C/ ARTICULATION AVEC LE SRADDET BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	190
4.2.2.D/ PRISE EN COMPTE DU SCHEMA REGIONAL CLIMAT, AIR, ENERGIE DE BOURGOGNE	191
4.2.2.E/ PRISE EN COMPTE DU PLAN CLIMAT ENERGIE TERRITORIAL (PCET) DE LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS	194
4.2.2.F/ PRISE EN COMPTE DU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH) DE LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS	195
4.2.2.G/ PRISE EN COMPTE DU SCHEMA REGIONAL DES INFRASTRUCTURES ET DES TRANSPORTS, DU PLAN GLOBAL DE DEPLACEMENTS URBAINS ET DU SCHEMA DIRECTEUR CYCLABLE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS.....	195
4.2.2.H/ PRISE EN COMPTE DU SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE DE BOURGOGNE	196
4.2.2.I/ PRISE EN COMPTE DU SCHEMA DEPARTEMENTAL DES CARRIERES DE L'YONNE	198
4.2.2.J/ PRISE EN COMPTE DU PLAN DEPARTEMENTAL D'ELIMINATION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES DE L'YONNE, PLAN DEPARTEMENTAL DE GESTION DES DECHETS ISSUS DE CHANTIERS DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DE L'YONNE ET PLAN INTERDEPARTEMENTAL DE PREVENTION, GESTION DES DECHETS ISSUS DE CHANTIERS DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (NIEVRE, SAONE ET LOIRE ET YONNE)	199
4.2.2.K/ PRISE EN COMPTE DU SCHEMA DECENNAL DE DEVELOPPEMENT DU RESEAU DE TRANSPORT D'ELECTRICITE ET SCHEMA REGIONAL DE RACCORDEMENT AU RESEAU DES ENERGIES RENOUVELABLES DE BOURGOGNE (S3RENDR)	200
4.2.2.L/ PRISE EN COMPTE DU CONTRAT DE PLAN ETAT - REGION 2015-2020.....	201
4.2.2.M/ PRISE EN COMPTE DU SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE ICAUNAIS (SDANT)	202
4.2.2.N/ PRISE EN COMPTE DU SCHEMA REGIONAL DE GESTION SYLVICOLE DE BOURGOGNE ET DE LA DIRECTIVE REGIONALE D'AMENAGEMENT DE LA REGION BOURGOGNE	202
4.2.2.O/ PRISE EN COMPTE DU PROGRAMME D' ACTIONS REGIONAL EN VUE DE LA PROTECTION DES EAUX CONTRE LA POLLUTION PAR LES NITRATES D'ORIGINE AGRICOLE DE BOURGOGNE.....	203
4.2.2.P/ PRISE EN COMPTE DU PLAN REGIONAL DE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE DE BOURGOGNE (2009-2013)	203
4.2.2.Q/ PRISE EN COMPTE DU PLAN DE GESTION DES RISQUES INONDATIONS DU BASSIN SEINE-NORMANDIE (2016-2021).....	204
4.3 EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES ASSOCIEES	205
4.4 LES IMPACTS POTENTIELS DIRECTS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU	206
4.4.1 GENERALITES	206
4.4.2 LES IMPACTS POTENTIELS DIRECTS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU.....	206
4.5 LES INCIDENCES PREVISIBLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ET LES MESURES D'EVITEMENT, REDUCTION, COMPENSATION	211
4.5.1 RESSOURCE EN ESPACE	211
4.5.2 INCIDENCES ET MESURES SUR LE MILIEU NATUREL ET LE FONCTIONNEMENT ECOLOGIQUE DU TERRITOIRE	212
4.5.3 EVALUATION DES INCIDENCES SUR LE RESEAU NATURA 2000 : CONTEXTE REGLEMENTAIRE	215

4.5.3.A/ METHODOLOGIE	215
4.5.3.B/ INCIDENCES SUR LA ZSC N° FR2600990 « LANDES ET TOURBIERES DU BOIS DE LA BICHE »	216
4.5.3.C/ CONCLUSION SUR L'ANALYSE DU RISQUE D'INCIDENCES SUR LE SITE NATURA 2000	218
4.5.4 INCIDENCES ET MESURES SUR LA RESSOURCE EN EAU	219
4.5.5 INCIDENCES ET MESURES SUR LA RESSOURCE EN ENERGIE	221
4.5.6 INCIDENCES ET MESURES SUR LE RISQUE DE NUISANCES	222
4.5.7 INCIDENCES ET MESURES SUR LES RISQUES NATURELS	224
4.5.8 INCIDENCES ET MESURES SUR LES RISQUES TECHNOLOGIQUES	226
4.5.9 INCIDENCES ET MESURES SUR LE PAYSAGE ET LE CADRE DE VIE	227
4.6 JUSTIFICATIF DES CHOIX RETENUS DU POINT DE VUE ENVIRONNEMENTAL POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE.....	229
4.6.1 PRISE EN COMPTE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DANS LE PROJET DE DEVELOPPEMENT	229
4.6.2 JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS PAR THEMATIQUE ENVIRONNEMENTALE.....	230
→ JUSTIFICATIF PAR RAPPORT AU MILIEU NATUREL	230
→ JUSTIFICATIF PAR RAPPORT A LA RESSOURCE EN EAU	231
→ JUSTIFICATIF PAR RAPPORT AUX NUISANCES SONORES	231
→ JUSTIFICATIF PAR RAPPORT AUX RISQUES.....	231
4.6.3 JUSTIFICATION DES EMPLACEMENTS RESERVES	234
4.6.4 LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION	235
PARTIE 5 : RESUME NON TECHNIQUE.....	236
5.1 RESUME DES ORIENTATIONS DU PADD ET DU PLAN DE ZONAGE MIS EN PLACE.....	237
5.1.1 RAPPEL DES PRINCIPALES ORIENTATIONS DU PADD	237
5.1.2 DESCRIPTION DU ZONAGE DU PLU.....	238
5.1.3 ARTICULATION AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES	239
5.2 ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DU TERRITOIRE.....	240
5.3 INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT.....	242
5.4 EVALUATION DES INCIDENCES SUR LE RESEAU NATURA 2000.....	244
5.5 MODALITES DE REALISATION DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	245
PARTIE 6 : INDICATEUR DE SUIVI.....	246
6.1 INDICATEURS DE SUIVI DES INCIDENCES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES	247
6.2 INDICATEURS DE SUIVI DES INCIDENCES DU PLU SUR L'ESPACE URBAIN ET LE PAYSAGE LOCAL	249



PREAMBULE

Qu'est-ce qu'un Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) ?

Suite à la loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13.12.2000, le **Plan Local d'Urbanisme ou « P.L.U. », remplace désormais le Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.)**. Il couvre l'intégralité du territoire communal. La loi dite « ALUR » - Accès au Logement et un Urbanisme Rénové - du 24 mars 2014 a modifié certains aspects du PLU.

Le P.L.U. expose le diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques, et précise les besoins répertoriés en matière de développement économique, d'agriculture, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.

« Un Plan Local d'Urbanisme ou P.L.U. est **un document d'urbanisme** établi à court et moyen termes, qui fixe **les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article L.101-2**, qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire.

Article L151-1 du Code de l'urbanisme

Créé par ORDONNANCE n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.

Le plan local d'urbanisme respecte les principes énoncés aux articles L. 101-1 à L. 101-3.

Il est compatible avec les documents énumérés à l'article L. 131-4 et prend en compte ceux énumérés à l'article L. 131-5.

Un Plan Local d'Urbanisme doit donc, s'il y a lieu, être compatible avec les dispositions du schéma de cohérence territoriale, du schéma de secteur, du schéma de mise en valeur de la mer, de la charte du parc naturel régional, du SDAGE, du SAGE, du PCAER ainsi que du plan de déplacements urbains et du programme local de l'habitat.

Article L.101-1 du Code de l'urbanisme :

Créé par ORDONNANCE n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation.

Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.

En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L. 101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie.

Article L101-2 du Code de l'urbanismeCréé par ORDONNANCE n° 2015-1174 du 23 septembre 2015

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

- 1° L'équilibre entre :
 - a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
 - b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
 - c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
 - d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
 - e) Les besoins en matière de mobilité ;
- 2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;
- 3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;
- 4° La sécurité et la salubrité publiques ;
- 5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;
- 6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;
- 7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

Quel est son contenu ?

Le contenu du PLU est défini par l'article L151-2 du Code de l'urbanisme (Créé par ORDONNANCE n° 2015-1174 du 23 septembre 2015) qui dispose entre autres :

Le plan local d'urbanisme comprend :

- 1° Un rapport de présentation ;
- 2° Un projet d'aménagement et de développement durables ;
- 3° Des orientations d'aménagement et de programmation ;
- 4° Un règlement ;
- 5° Des annexes.

Chacun de ces éléments peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques. Ces documents graphiques peuvent contenir des indications relatives au relief des espaces auxquels il s'applique.

INTRODUCTION

Historique des documents d'urbanisme

La commune de Branches était dotée d'un Plan d'Occupation des Sols approuvé le 1^{er} Décembre 1980, révisé le 18 Juin 1999 et mis en compatibilité le 01 Octobre 2012.

Par délibération en date du 22 juin 2015, le Conseil Municipal de Branches a décidé la révision de son POS par élaboration de Plan Local d'Urbanisme - P.L.U.

La loi S.R.U. entrée en vigueur le 13/12/2000, a entraîné une réforme des documents d'urbanisme. Le P.O.S. s'appelle désormais « Plan Local d'Urbanisme » (P.L.U.) et son contenu diffère de celui du P.O.S. La procédure de révision du P.L.U. suit donc désormais les nouvelles règles fixées par les décrets d'application de la loi, entrés en vigueur à compter du 1^{er} avril 2001.

La loi SRU fut modifiée et complétée par la loi « **Urbanisme et Habitat** » du 02 juillet 2003. Il faut tenir compte des adaptations suivantes liées à l'introduction des lois Grenelle, la loi du 25 mars 2009 (Loi n°2009-323 de **mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion**) et son décret d'application ; le décret n° 2010-304 du 22 mars 2010 pris pour l'application des dispositions d'urbanisme de la loi du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion.

La loi **ALUR** pour l'**Accès au Logement et un Urbanisme Rénové** du 24 mars 2014 est venue récemment étoffer le cadre législatif lié à l'urbanisme. Cette nouvelle réforme insiste sur l'importance de la trame verte et bleue dans l'élaboration du PLU et renforce la politique de l'Etat concernant la limitation de la consommation des espaces naturels et agricoles et la protection de ces espaces contre le mitage.

Objectifs de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme

Cette mission d'urbanisme a été engagée au regard de l'opportunité et de l'intérêt pour la commune de pouvoir maîtriser et gérer son développement en disposant d'un document d'urbanisme adapté.

Les principaux objectifs poursuivis sont :

- Accroître l'offre des zones constructibles au regard de la croissance démographique.
- Mise en conformité avec le plan local de l'habitat de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.
- Mise en conformité avec le schéma de cohérence territoriale de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

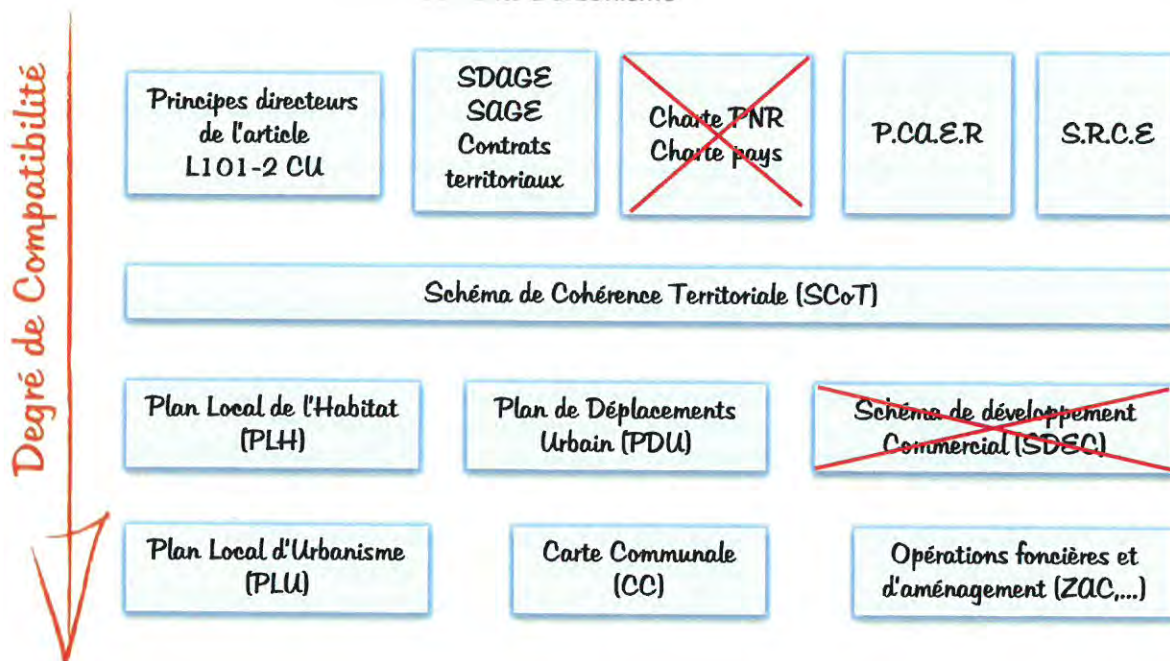
Contexte de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme

Le Plan Local d'Urbanisme en vigueur devra respecter les **dispositions issues de lois telles que** :

- la Loi n°92-646 relative à l'élimination des déchets, ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement du 13 Juillet 1992,
- la Loi n°92-1444 relative à la lutte contre le bruit du 31 Décembre 1992,
- la Loi n°93-24 sur la protection et la mise en valeur des paysages, qui modifie certaines dispositions législatives en matière d'enquête publique du 8 janvier 1993,
- la Loi n°95-101 relative au renforcement de la protection de l'environnement (loi Barnier) du 2 Février 1995,
- la Loi n°96-1236 sur l'Air et l'utilisation de l'énergie du 30 Décembre 1996,
- la Loi n°99-533 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire du 16 Juin 1999, dite « loi Voynet »,
- la Loi « Solidarité et Renouvellement Urbains » du 13 Décembre 2000,
- la Loi « Urbanisme-Habitat » du 02 Juillet 2003,
- le Décret n°2004-531 du 9 Juin 2004 relatif aux documents d'urbanisme et modifiant le code de l'urbanisme,
- la Loi n°2005-32 de programmation pour la cohésion sociale du 18 Janvier 2005,
- la Loi n°2005-157 relative au développement des territoires ruraux du 23 Février 2005,
- la Loi n°2005-809 sur les concessions d'aménagement du 20 juillet 2005,
- l'ordonnance du 8 décembre 2005 et le décret du 5 Janvier 2007 sur la réforme de l'application de droit des sols,
- la Loi n°2006-872 portant Engagement National pour le Logement (ENL) du 13 Juillet 2006,
- la Loi n°2006-1772 sur l'Eau et les milieux aquatiques du 30 Décembre 2006,
- le Décret n°2007-18, réforme du permis de construire, du 5 Janvier 2007,
- le Décret n°2010-365 du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000,
- la Loi n°2009-967, de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, consolidée au 01 Juillet 2010,
- la Loi n°2010-788 portant Engagement National sur l'Environnement du 12 Juillet 2010,
- la Loi n°2010-874 de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010,
- la Loi n°2011-12 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne du 5 janvier 2011,
- le Décret n°2012-90 de mise en conformité de la partie réglementaire du code de l'urbanisme relative aux documents d'urbanisme du 29 février 2012,
- le Décret n°2012-995, relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme du 23 août 2012,
- le Décret n°2012-1492 du 27 décembre 2012 relatif à la trame verte et bleue,
- la Loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite « loi ALUR »,
- la Loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAF),
- le Décret n°2014-1661 du 29 décembre 2014 prolongeant le délai de validité des permis de construire, des permis d'aménager, des permis de démolir et des décisions de non-opposition à une déclaration préalable,
- la Loi n°2015-292 du 16 mars 2015 relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes,
- le Décret n°2015-836 du 9 juillet 2015 relatif à la réduction des délais d'instruction des autorisations d'urbanisme,
- la Loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite « loi Macron »,
- la Loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,
- l'Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre 1er du code de l'urbanisme,
- le Décret n°2015-1782 du 28 décembre 2015 modifiant diverses dispositions de la partie réglementaire du code de l'urbanisme,
- le Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1er du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme,
- le Décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale,

- l'Ordonnance n°2016-1028 du 27 juillet 2016 relative aux mesures de coordination rendues nécessaires par l'intégration dans le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, des schémas régionaux sectoriels mentionnés à l'article 13 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- le Décret n°2016-1071 du 3 Août 2016 relatif au Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoire - SRADDET,
- la loi n° 2016-1087 du 8 Août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.
- la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine

Articulation du PLU avec les autres documents d'urbanisme



Source : réalisation Perspectives

La loi Grenelle 2 a inscrit dans les politiques d'urbanisme une amélioration des performances énergétiques par des mesures environnementales concernant les espaces verts, la densité, les constructions, leurs volumes et orientations traduites dans le PLU.

De ce fait, le PLU devra être compatible avec :

* Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Grand Auxerrois

Le SCoT est un projet de territoire à l'échelle de plusieurs intercommunalités.

En décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois choisissait ses représentants. Elle adoptait son Projet de territoire lors du conseil communautaire du 12 février 2015.

Le Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) du Grand Auxerrois a engagé une consultation relative à l'élaboration du projet de Territoire et du SCoT du Grand Auxerrois. Le PETR du Grand Auxerrois s'est constitué le 20 février 2015. Il regroupe les territoires de l'Aillantais, de l'Auxerrois, du Pays du Chablisien, du Coulangeois, d'Entre Cure et Yonne, du Florentinois, du Migennois et du Seignelay-Brienon.

Communes concernées par le futur SCOT du Grand Auxerrois

Source : Site internet de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois

* Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE)

La Loi portant « engagement national pour l'environnement » du 12 juillet 2010 prévoit l'élaboration dans chaque région d'un Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE.). Ses dispositions ont été précisées par le Décret n° 2011-678 du 16 juin 2011.

Piloté conjointement par le Préfet de Région et le Président du Conseil Régional, sa vocation est de définir les grandes orientations et objectifs régionaux à l'horizon 2020 et 2050 en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, maîtrise de la demande d'énergie, développement des énergies renouvelables, lutte contre la pollution de l'air et adaptation au changement climatique.

Le SRCE s'articule autour de six documents de référence (accessibles sur le site : <http://www.strategie-biodiversite-bourgogne.fr>) :

1. Un diagnostic du territoire régional et une présentation des enjeux relatifs à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques à l'échelle régionale.
2. Un volet présentant les éléments constitutifs de la trame verte et bleue régionale (réservoirs de biodiversité, corridors écologiques, obstacles).
3. Un plan d'action stratégique qui constitue le cadre de référence à l'échelle régionale pour la mise en œuvre d'actions de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques.
4. Une cartographie au 1/100 000e des continuités écologiques bourguignonnes par sous trame ; une carte de synthèse schématique et une carte des actions prioritaires.
5. Un dispositif de suivi-évaluation qui permettra de dresser un bilan de l'évolution de la biodiversité et de la mise en œuvre du SRCE au terme de six ans, et de décider de la nécessité de réviser ce dernier ou non.
6. Un résumé non technique.

Les objectifs sont de :

- Renforcer et approfondir la cohérence territoriale avec les engagements nationaux et internationaux
- Définir les orientations et objectifs régionaux à l'horizon 2020 et 2050
- Élaborer un cadre stratégique pour l'ensemble des acteurs (État, Collectivités, Opérateurs, Entreprises, citoyens)
- Faciliter et renforcer la cohérence régionale

Les résultats attendus sont les suivants :

- Disposer d'un document stratégique et unique qui intègre toutes les dimensions climat, air et énergie
- Fixer à l'échelon du territoire régional et à l'horizon 2020 et 2050 :
 - Les orientations permettant d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter.
 - Les objectifs régionaux en matière de maîtrise de l'énergie pour : le résidentiel, le tertiaire, le transport, l'agriculture, l'industrie, les déchets.
 - Les orientations pour prévenir ou réduire la pollution atmosphérique ou en atténuer les effets.
 - Par zones géographiques, les objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre en matière de valorisation du potentiel énergétique terrestre, renouvelable et de récupération.

Le S.R.C.A.E. de la région Bourgogne a été approuvé le 25 juin 2012.

Le Schéma Régional Éolien de la Bourgogne (annexe du SRCAE) indique que la commune de Branches est une commune comportant des zones favorables au développement de l'énergie éolienne. Il n'y a pas de projet envisagé actuellement à Branches.

* **Le Plan Climat Energie Territorial (PCET)**

Preuve de son engagement en faveur du développement durable, le Conseil Régional de Bourgogne a élaboré un Plan Climat Energie Territorial (PCET), adopté lors de la séance plénière le 25 novembre 2013.

Il est axé sur 3 volets :

Le volet "patrimoine et services" :

Il permet d'engager les actions nécessaires à l'atteinte des "3x20" qui se décline en 4 orientations stratégiques :

- Structurer un patrimoine bâti sobre
- Optimiser le réseau TER et adapter les moyens pour accompagner la hausse de fréquentation
- Organiser la mobilité durable en interne
- Diminuer l'empreinte carbone des achats et de la restauration scolaire

Le volet territorial :

Il doit permettre de :

- Promouvoir un aménagement durable du territoire
- Structurer une filière locale du bâtiment durable sur la rénovation
- Consolider la gouvernance de la mobilité
- Renforcer les transports alternatifs
- Revisiter l'usage de la voiture
- Optimiser les infrastructures de transport
- Accompagner les entreprises dans la transition énergétique
- Favoriser l'intégration des enjeux climat-énergie dans les filières
- Favoriser une agriculture et une sylviculture durables et favorables aux objectifs climat-énergie
- Offrir de nouvelles opportunités aux secteurs agricole et forestier
- Accompagner le développement des énergies renouvelables

Le volet transversal :

Il se matérialise par les orientations suivantes :

- Renforcer la gouvernance autour des enjeux climat-énergie
- Adapter le territoire et les activités au changement climatique
- Identifier et structurer les leviers pour agir
- Mobiliser les citoyens

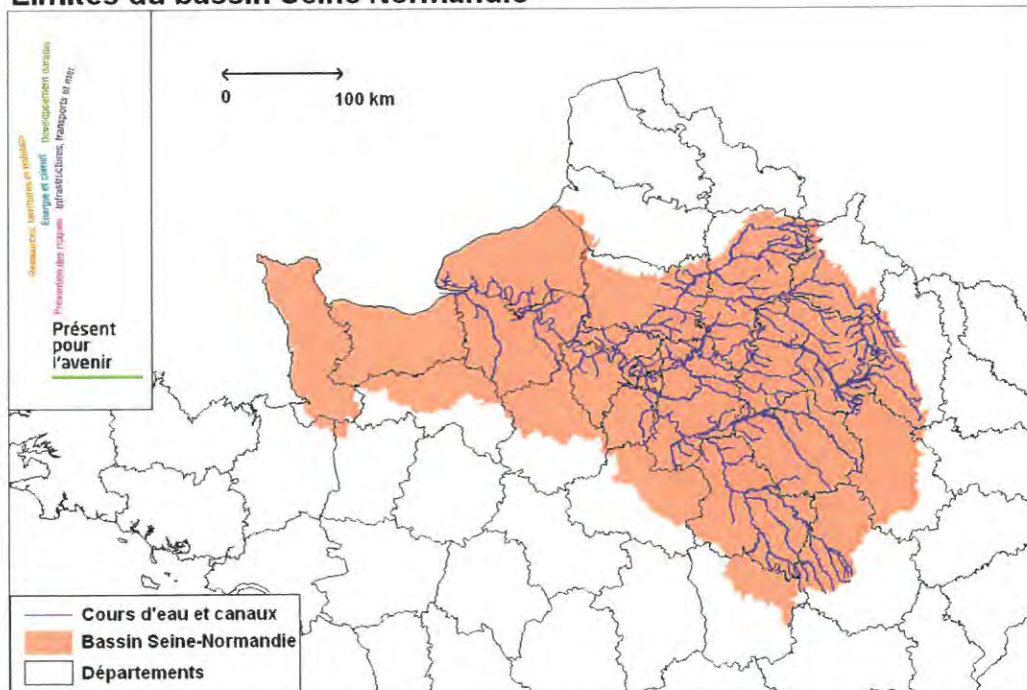
*** Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Seine Normandie**

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un outil de planification et de cohérence de la politique de l'eau.

Le SDAGE Seine Normandie 2010-2015, validé en octobre 2009, découle de la Directive Cadre Européenne sur l'Eau du 23 octobre 2000, établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau. Le nouveau SDAGE et le programme de mesures associé ont été adoptés par le Comité de bassin le 5 novembre 2015. La mise en œuvre du SDAGE s'établit sur la période 2016-2021. Ce nouveau SDAGE, dans la continuité du précédent, compte 44 orientations et 191 dispositions qui sont organisées autour de grands défis comme :

1. La diminution des pollutions ponctuelles,
2. La diminution des pollutions diffuses,
3. La protection de la mer et du littoral,
4. La restauration des milieux aquatiques,
5. La protection des captages pour l'alimentation en eau potable,
6. La prévention du risque d'inondation.

Limites du bassin Seine Normandie



Sources : SNS, BD Carthage

Le PLU devra être compatible avec les orientations et objectifs du SDAGE.



PARTIE 1 :

ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

1.1 CONTEXTE GENERAL

1.1.1 SITUATION AU SEIN DES LIMITES ADMINISTRATIVES

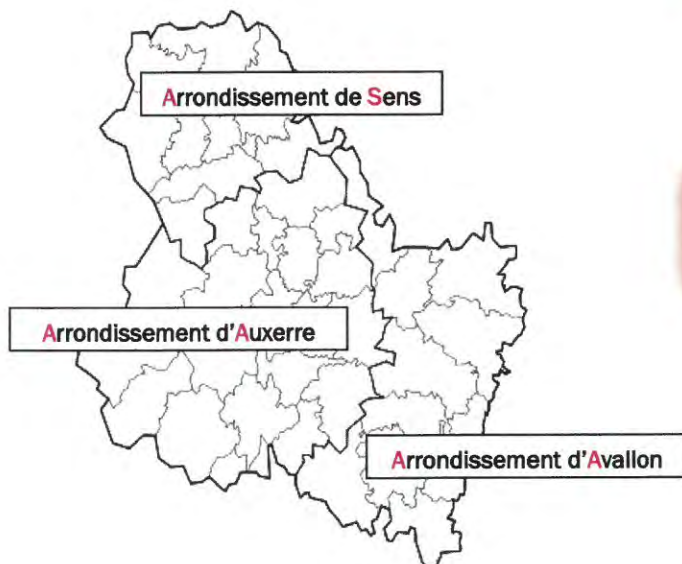
Branches est une commune périurbaine de 10,99 km², qui comptait 488 habitants en 2013.

Située au centre du département de l'Yonne, elle appartient à l'arrondissement d'Auxerre et au canton d'Auxerre-2.

La commune est localisée à 15km au Nord-Ouest d'Auxerre, à 50km au Sud-Est de Sens et à 155km au Sud-Est de Paris.



L'arrondissement d'Auxerre compte 22 cantons, soit un total de 196 communes et 179 222 habitants (2014), soit environ 53.6% de la population du département de l'Yonne.



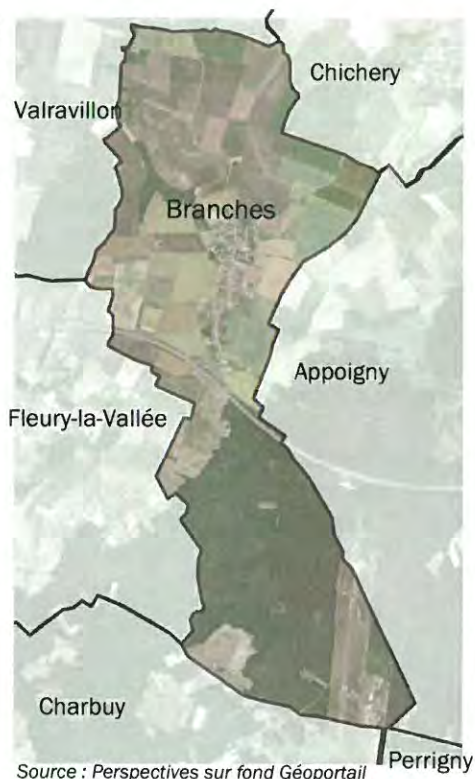
Source : www.ot-auxerre.fr

Branches bénéficie d'une situation géographique stratégique au croisement des liaisons routières (A6, RD19 et RD 177), ferroviaires (Paris Auxerre, Lyon Auxerre) et aériennes (aéroport d'Auxerre-Branches).

Branches fait partie du Canton d'Auxerre-2 créé en 2014, avec 6 communes.

Ses communes limitrophes sont :

- Fleury la Vallée
- Appoigny
- Chichery
- Valravillon
- Perrigny
- Charbuy



Source : Perspectives sur fond Géoportail

1.1.2 SITUATION DANS L'ARMATURE URBAINE

La commune fait partie de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois qui comprend 29 communes et compte environ 71 700 habitants en 2017.

A noter qu'au 1^{er} janvier 2017, 8 communes de la Communauté de Communes du Pays du Coulangeois ont été rattachées à Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (cf. Arrêté préfectoral n° PREF/DCPP/SRCL/2016/0199).

Le périmètre d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) a été défini pour cette intercommunalité au sein du Grand Auxerrois qui réunit 119 communes répartie sur 5 intercommunalités.



Les limites du SCoT se sont appuyées sur le périmètre du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) du Grand Auxerrois. Ce PETR constitué en 2015 a permis de construire le Projet de territoire du Grand Auxerrois défini sur la période 2015 - 2020 et dont la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a été désignée chef de file.

A RETENIR DU CONTEXTE GENERAL :

- ✓ Une commune périurbaine proche d'Auxerre située au centre du département de l'Yonne.
- ✓ Un territoire communal d'une superficie de 10,99 km².
- ✓ La commune comptait 488 habitants en 2013.
- ✓ Branches fait partie de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

1.2 MILIEU PHYSIQUE ET NATUREL

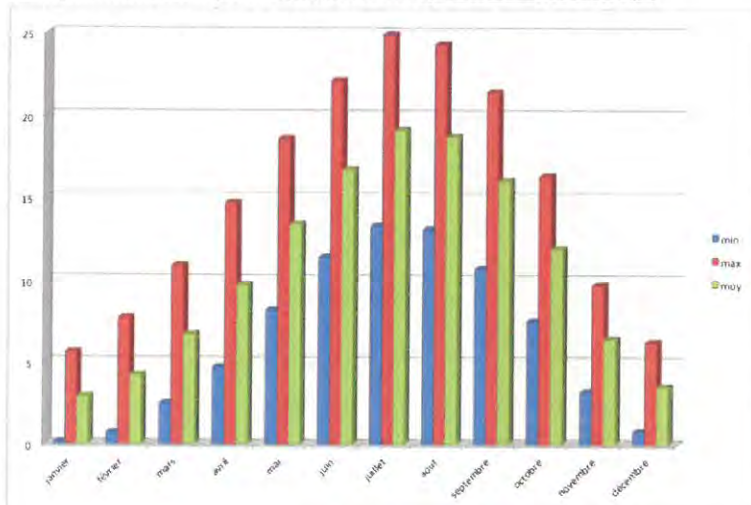
La vocation de l'état initial est de mettre en évidence les principales caractéristiques de l'environnement et les principaux enjeux du territoire, afin de dresser « un inventaire » des éléments susceptibles d'être touchés de manière notable par la mise en œuvre du document.

Le périmètre d'étude retenu pour l'analyse de l'état initial englobe à minima l'ensemble de la commune et ses abords (500 m autour de la limite communale). Cette zone d'étude pourra être étendue, notamment en ce qui concerne l'alimentation en eau potable, le fonctionnement hydraulique du secteur, ...

1.2.1 CLIMAT

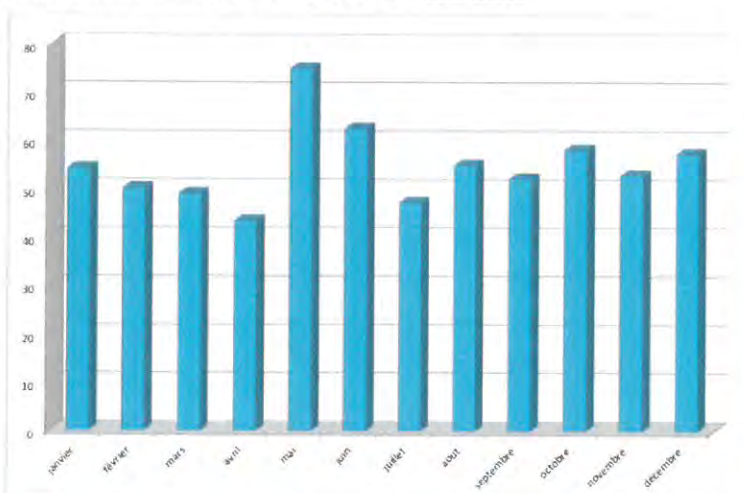
Le département de l'Yonne bénéficie d'un climat à tendance continentale : cela se traduit par une forte amplitude thermique, avec des étés chauds et des hivers froids. Nous pouvons noter que le département est caractérisé par des microclimats variés en fonction de la zone géographique. A titre d'exemple, le climat dans le secteur de l'Auxerrois est souvent sec et chaud. A l'inverse, le Morvan connaît une pluviométrie plus importante et un climat frais en été.

Températures moyennes annuelles (Source : Infoclimat) :



Le secteur de Branches est caractérisé par une température moyenne annuelle de 10,8°C environ. La moyenne de ces températures maximales est d'environ 15,2°C et celle des températures minimales de 6,4°C.

Précipitations moyennes (Source : Infoclimat) :



En ce qui concerne les précipitations dans le secteur de l'Auxerrois, notamment à Branches, le cumul moyen des précipitations est de 656,5 mm environ.

Les précipitations dans la région sont donc relativement importantes et présentent également une légère variation saisonnière avec 47,2 mm en juillet contre 74,9 mm en mai.

Le village de Branches est localisé dans une région relativement orageuse, notamment en été. Toutefois, les indices relatifs au risque orageux sur le territoire sont plutôt moyens et légèrement inférieurs à la moyenne nationale. La densité de foudroiement dans l'Yonne est en effet de 1,9 alors que la moyenne nationale est proche de 2.

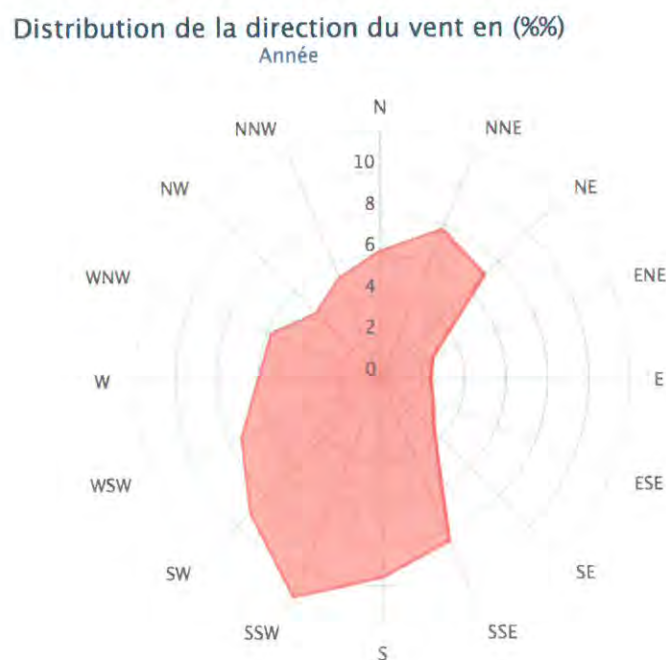
En ce qui concerne les épisodes venteux, la rose des vents établie pour la station de l'aéroport d'Auxerre-Branches est fondée sur des observations s'étendant de 2002 à juin 2016. Elle met en évidence deux groupes de vents principaux :

- ✚ Des vents fréquents, provenant du Sud/Sud-Ouest, avec des vents moyens (vitesse à environ 20 km/h).
- ✚ Des vents relativement moins fréquents provenant du secteur Nord/Nord-Est, de vitesse moindre (environ 15 km/h).

La direction du vent dominant est donc Sud / Sud-Ouest.

La vitesse moyenne instantanée annuelle des vents est d'environ 11 km/h.

Rose des vents (Source : Windfinder) :



1.2.2 GEOLOGIE

1.2.2.A/ Contexte géologique régional

Le secteur de Branches est situé en plein cœur de la Champagne humide, à proximité de la vallée de l'Yonne. Cette rivière, située à environ 3 à 4 km à l'Est du territoire de la commune, ainsi que ses affluents, drainent la vaste dépression établie sur les craies limoneuses et les sables du Cénomanien et de l'Albien.

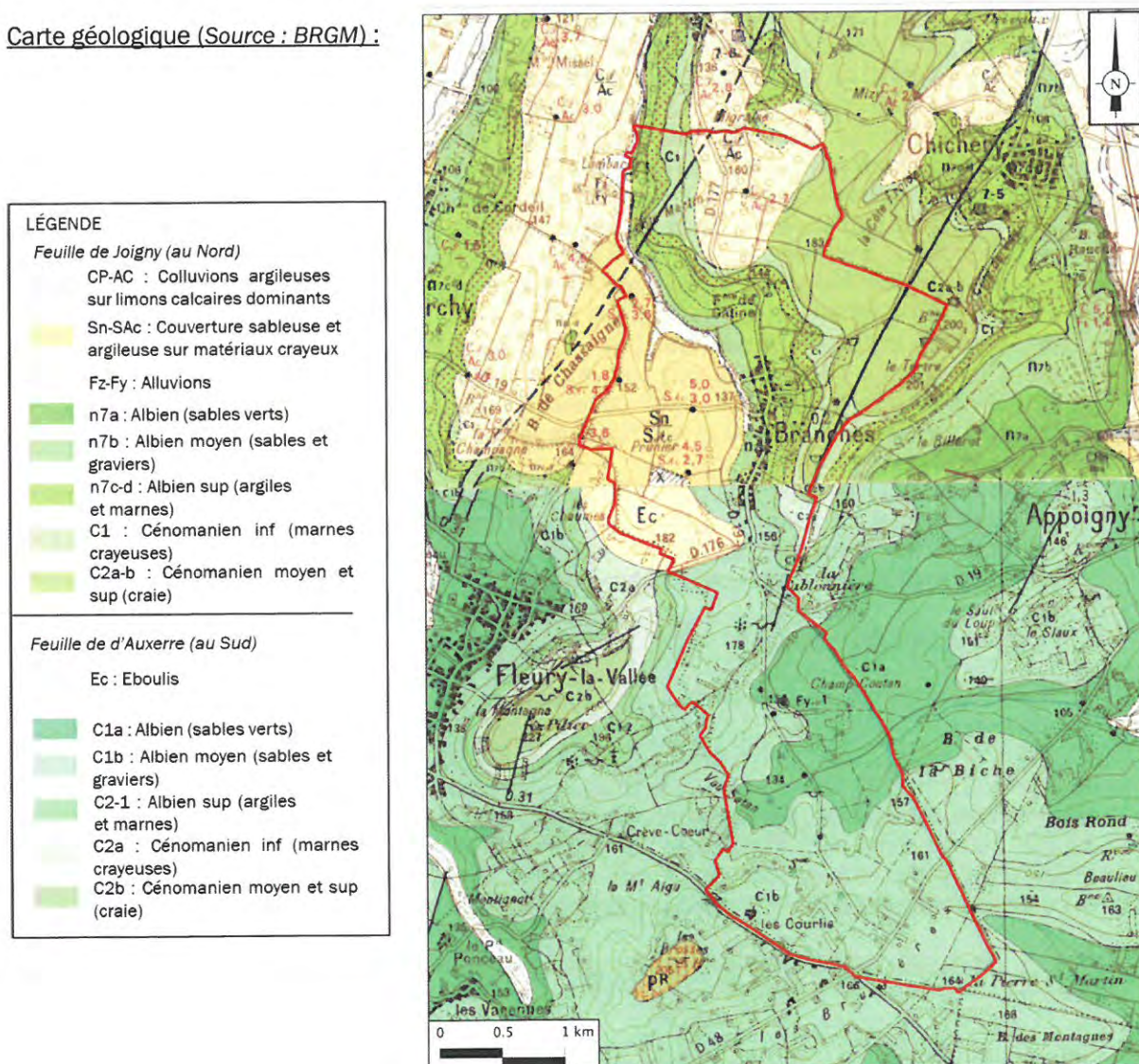
La région appartient aux auréoles jurassiques et crétacées du Sud-Est du Bassin de Paris. Les couches ont un pendage général vers le Nord-Ouest.

1.2.2.B/ Contexte géologique local

Compte tenu de sa localisation en marge Sud-Est du Bassin parisien, le territoire de Branches est concerné par des formations superficielles de type colluvions, formations argileuses et sableuses, mais également par des formations du Mésozoïque (Crétacé).

La carte géologique ci-dessous permet de localiser les différentes formations qui affleurent sur le territoire de la commune et à proximité.

Carte géologique (Source : BRGM) :



Formations superficielles

Le territoire communal de Branches est concerné par les formations suivantes :

- ✚ **Colluvions argileuses et cailloutis remaniés de « sols » plus ou moins anciens (C \mathcal{P})** : ces formations se rencontrent sur des sols plus ou moins anciens formés sur la craie ou sur les matériaux crayeux. C'est le remaniement de ces sols qui alimente dans une large mesure la formation C \mathcal{P} . Elle est caractéristique de versants en pente faible exposés au Nord, au Nord-Est et à l'Est. Elle est formée pour l'essentiel d'argile brune et de limons et renferme des éclats de silex où éléments plus volumineux.
- ✚ **Complexes de formations d'altération et de remaniement de la craie et des limons calcaires. Limons calcaires dominants (Ac)** : Ces complexes sont essentiellement constitués de limons calcaires alternant avec des formations d'altération et de remaniements de la craie. Couverts en surface par des colluvions C \mathcal{P} dont il est malaisé de les dissocier, les complexes Ac atteignent des épaisseurs considérables sur les versants où les chemins creux les entaillent souvent de 4 à 5 m. Les formations limoneuses sont très développées et renferment des intercalations plus ou moins épaisses, généralement inférieures au mètre.
- ✚ **Couverture sableuse et argileuse alimentée pour l'essentiel par les sables, argiles et marnes de l'Albien (Sn) sur des matériaux d'altération et de remaniement de la craie (S \mathcal{A} C)** : dans le secteur, les formations du Crétacé inférieur, en particulier de l'Albien, sont en grande partie masquées par une couverture alimentée par les sables et les marnes de l'Albien. A l'Ouest de Branches, cette couverture a certainement été mise en place par solifluxion (écoulement lent, le long d'une pente, du sol superficiel gorgé d'eau), reposant sur une nappe de matériaux d'altération et de remaniement de la craie.
- ✚ **Alluvions anciennes calcaires et siliceuses (Fy)** : ces alluvions se composent de sables et de matériaux grossiers, parfois mélangés. Les sables sont formés en grande partie de quartz. Les grains peu usés proviennent des roches cristallines du Morvan, les grains usés sont empruntés à l'Albien et aux formations détritiques tertiaires. Les matériaux grossiers comprennent surtout de la grève calcaire et des galets de roches cristallines ou siliceuses, la grève étant alimentée par les calcaires jurassiques traversés par l'Yonne et ses affluents.
- ✚ **Alluvions actuelles et sub-actuelles – argiles sableuses (Fz)** : ces formations occupent généralement des chenaux creusés dans la nappe Fy notamment. Leur remplissage est essentiellement argileux ou argilo-sableux. La mise en place de ces alluvions est précédée d'un creusement assez long, en plusieurs étapes. Ces alluvions sont essentiellement argilo-sableuses, parfois tourbeuses.
- ✚ **Eboulis (Ec)** : ce type d'éboulis est constitué de petits débris crayeux parfois décalcifiés englobés dans des limons sableux très fins et alternant avec eux en stratification oblique. Ils sont surtout abondants sur les pentes des calcaires jurassiques et présentent un dépôt tout à fait typique des plateaux bourguignons.

Formations anthropiques

Le territoire communal de Branches est concerné par une formation superficielle d'origine anthropique :

Remblais (X) : sur le territoire de Branches, cette formation correspond probablement à une accumulation de déblais provenant des tranchées de l'autoroute A6. De manière générale, ces déblais permettaient de combler des carrières d'où étaient extraits les matériaux de qualité nécessaires pour construire les passages de l'autoroute en remblais. Ces déblais peuvent aisément se confondre avec certaines formations naturelles voisines.

D'après les bases de données consultées, aucune carrière n'a été recensée sur le territoire de Branches.

Formations du Mésozoïque

Le territoire communal de Branches est concerné par les formations suivantes :

- ✚ **Albien. Sables verts et argiles noires** (n7a / c1a) : cette formation est la plus ancienne affleurant sur le territoire de la commune. Il s'agit d'un complexe formé d'alternances d'argiles noires et de sables glauconieux.
- ✚ **Albien moyen. Sables de Frécambault, Gravier à Opis** (n7b / c1b) : ces sables de Frécambault débutent généralement par des sables fins, verdâtres, plus ou moins argileux, assez bien classés, puis gris-verdâtre, peu argileux. C'est seulement dans la partie supérieure qu'ils présentent le faciès typique des carrières de Frécambault, c'est à dire sables grossiers, peu argileux se chargeant progressivement en gros grains e quartz roulés. Ds intercalations d'argiles grises micacée, avec des dépôts sableux blancs, apparaissent la partie moyenne de cette formation, dans le secteur de Branches.
- ✚ **Albien supérieur - Vraconien. Argiles du Gault et Marnes de Brienne** (n7c-d / c2-1) : ce sont des argiles silteuses, sableuses vers la base, glauconieuses, un peu carbonatées en général qui peuvent contenir des nodules phosphatés, pyriteux ou limonitiques, parfois fossilifères. Aux environs de Branches, le Gault débute par des sables vert glauconieux, un peu argileux, assez grossiers, avec des graviers de quartz roulés, auxquels succèdent des argiles sableuses et glauconieuses noir-verdâtre, présentant des niveaux à nodules ferrugineux. Cette formation passe progressivement à des marnes franchement carbonatées, silteuses et glauconieuses, de teinte gris-vert, devenant brun verdâtre à noirâtre à la partie supérieure.
- ✚ **Cénomaniens inférieurs. Marnes crayeuses** (C1 / c2a) : à Branches, cette formation débute par une mince couche de marnes verdâtres auxquelles succèdent des marnes crayeuses homogènes grisâtres devenant rapidement plus claires. Sur les derniers mètres apparaissent des bancs de calcaires crayeux et marneux, grisâtres, plus ou moins marbrés, alternant avec des marnes crayeuses marbrées gris et blanc. Au-dessus de la formation, on trouve un gros banc de calcaire crayeux massif, qui constitue la base de la craie sénonienne.
- ✚ **Cénomaniens moyens et supérieurs** (C2a-b / c2b) : la craie est massive, en bancs de 0,5 m à 1 m, dure, grisâtre, avec quelques silex disséminés, plus abondants et plus gros vers le sommet.

1.2.2.C/ Contexte tectonique

La région de Branches est concernée par un certain nombre de failles tectoniques. En effet, on peut recenser dans le secteur trois failles parallèles, orientées Nord / Nord-Est → Sud / Sud-Ouest :

- la faille de Villemer,
- la faille de Chichery qui concerne également le territoire de Branches,
- la faille de Seignelay.

En étudiant le contexte géologique des secteurs proches de la zone d'étude, notamment à Sens et Auxerre, nous pouvons conclure que les phénomènes tectoniques concernant la région s'intègrent dans un fonctionnement global, dépassant le contexte local de Branches, appartenant au réseau d'effondrement de la partie occidentale du Morvan.

En effet, l'enfoncement des couches géologiques de cette partie orientale du Bassin de Paris, en direction du Nord-Ouest a été accompagné de plusieurs ruptures représentées par ces failles.

1.2.3 TOPOGRAPHIE

La commune de Branches est caractérisée par un relief moyennement marqué, notamment au Nord de l'autoroute, avec un point haut au Nord-Est du territoire à 200 m environ au niveau du lieudit « Le Tertre » et un point bas à environ 115 m au niveau du Ru de Châtillon. La pente moyenne entre ces deux points est d'environ 4,5%.

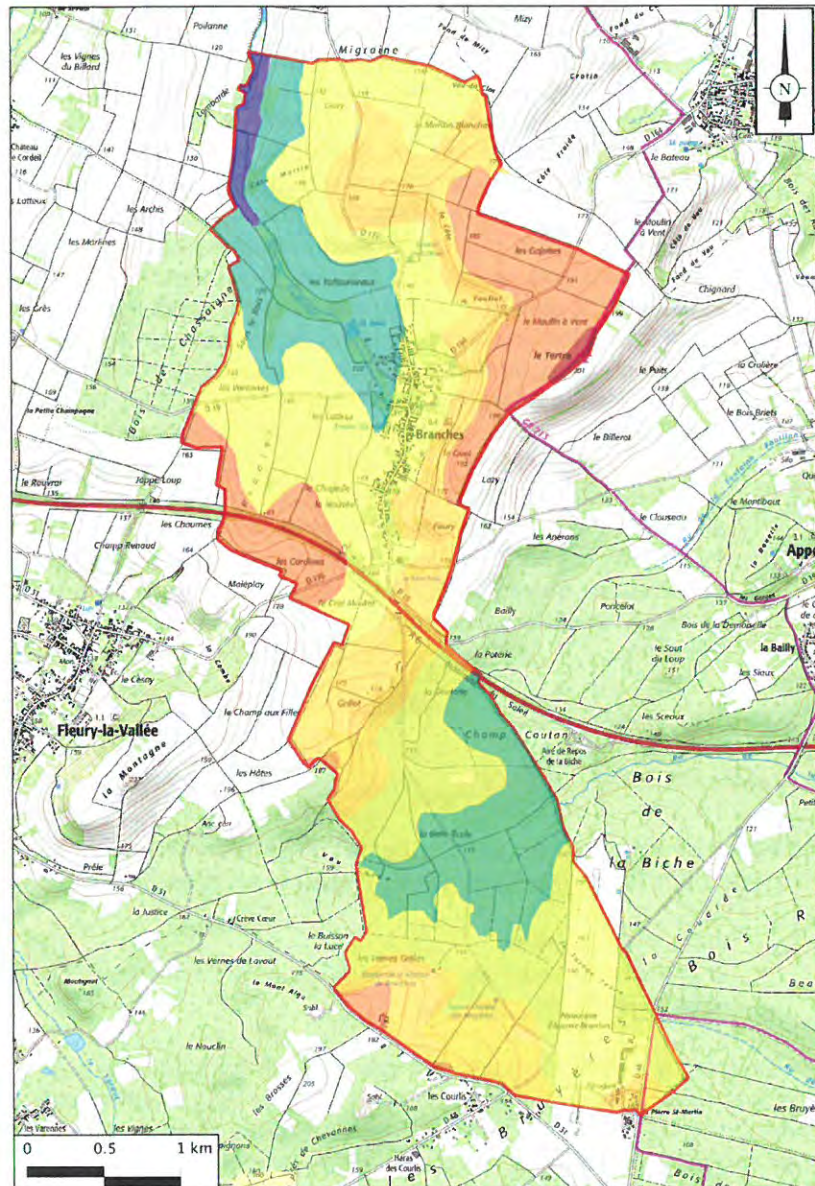
Carte topographique :

Comme illustré sur la carte ci-contre, le bourg est situé sur le versant de « la vallée du Ru de Châtillon ».

Par conséquent, il est susceptible de recueillir les eaux pluviales qui s'écoulent depuis les points hauts situés au Nord-Est du village.

Le territoire de Branches est donc potentiellement concerné par des risques de ruissellement.

Cependant, celui-ci a été pris en compte depuis longtemps par la commune, c'est la raison pour laquelle elle n'a pas dans le PLU édicté de préconisation particulière pour s'en protéger. En effet, des fossés ont notamment été créés ou redimensionnés pour pallier à cet aléa.



LÉGENDE

	Inférieur à 120 m
	Entre 120 et 140 m
	Entre 140 et 160 m
	Entre 160 et 180 m
	Entre 180 et 200 m
	Supérieur à 200 m

1.2.4 PEDOLOGIE

Les sols du secteur de Branches peuvent globalement être classés en trois catégories : les sols crayeux (formations du Mésozoïque), les sols limoneux et les sols argilo-sableux.

Ces sols crayeux sont globalement issus de la roche mère calcaire et/ou de son altération.

La forêt occupe des superficies importantes sur les plateaux, en particulier sur les formations tertiaires ou les limons argileux, tandis que les sols développés sur les limons calcaires et sur la craie ou les formations qui en dérivent se prêtent à la grande culture.

En effet, les sols composés de limons et d'argiles présentent une bonne réserve utile en eau et une profondeur favorable à l'enracinement, ce qui permet potentiellement un bon rendement cultural.

Compte tenu du contexte crayeux du secteur, il est probable que certains sols présentent une proportion de cailloux non négligeables, ce qui peut favoriser la circulation de l'eau mais entraîner une usure précoce et une casse des outils agricoles.

A RETENIR DE LA SITUATION CLIMATIQUE, GEOLOGIQUE, PEDOLOGIQUE ET TOPOGRAPHIQUE :

- ✓ Climat de type continental avec des variations saisonnières marquées, précipitations relativement abondantes.
- ✓ Contexte géologique marqué par les formations crayeuses du Crétacé et des formations superficielles de type colluvions, limons argileux et formations argilo-sableuses.
- ✓ Sols crayeux, limoneux et argilo-sableux.
- ✓ Relief plus ou moins marqué (pente égale à environ 4,5 % du Nord-Est au Nord-Ouest).
- ✓ Risque de ruissellements d'eaux pluviales depuis les points hauts au Nord-Est du village.

1.2.5 BIODIVERSITE ET FONCTIONNALITE ECOLOGIQUE

Le territoire de Branches est caractérisé par une importante surface boisée, notamment au Sud de la commune, mais aussi par un cours d'eau, des zones humides. Ainsi, la commune abrite entre autres un site Natura 2000, un Arrêté de Protection de Biotope, une zone d'inventaire de type ZNIEFF, ainsi que quelques parcelles gérées par le Conservatoire des Espaces Naturels de Bourgogne (CENB).

Le territoire de Branches présente donc une richesse naturelle qui contribue à la biodiversité de la commune, de la région environnante, et qui influe positivement sur la qualité paysagère.

Ainsi, nous aborderons dans ce chapitre les différents milieux naturels présents sur le territoire, qu'ils fassent l'objet d'une protection réglementaire, d'un signallement ou bien qu'ils appartiennent à la nature dite « ordinaire ».

De même, la fonctionnalité écologique du territoire et les enjeux concernant la biodiversité seront étudiés dans un second temps.

1.2.5.A/ Les espaces naturels protégés répertoriés sur le territoire communal

Un espace naturel strictement protégé est répertorié sur le territoire de Branches, il s'agit d'un Arrêté de Protection de Biotope.

De même, un site Natura 2000, une ZNIEFF de type I, un site appartenant au CENB et des zones humides sont présents sur la commune.

I - Arrêté de Protection de Biotope

Les Arrêtés de Protection de Biotope sont des outils de protection des biotopes essentiels à la survie de certaines espèces animales et végétales.

Ils constituent une mesure de protection forte, même s'ils sont dépourvus de la dimension de gestion des milieux. L'arrêté peut interdire certaines activités susceptibles de porter atteinte à l'équilibre biologique des milieux et/ou à la survie des espèces protégées y vivant.

Un site de ce type est présent sur le territoire de Branches. Il s'agit du site « **Vallée tourbeuse de la Biche** », située au Sud-Est de la commune.

Le périmètre de ce site concerne également la commune d'Appoigny.

La protection de ce lieu a pour objectif, d'après l'Arrêté préfectoral du 14 janvier 1988, le maintien de 6 espèces animales et végétales protégées :

- Rossolis à feuilles rondes (*Drosera rotundifolia*),
- Myrte des marais (*Myrica gale*),
- Pyrole à feuilles rondes (*Pyrola rotundifolia*),
- Saule rampant (*Salix repens*),
- Lézard vert (*Lacerta viridis*),
- Vipère péliade (*Vipera berus*).

D'après le document, si les activités forestières sont autorisées librement sur le site, toute modification de la couverture végétale ne résultant pas de l'exploitation courante est interdite. L'utilisation de produits phytosanitaires, d'insecticides et d'herbicides chimiques ne devra en aucun cas compromettre l'équilibre biologique du milieu.

Sont notamment interdit, sauf autorisation préfectorale explicite la réalisation d'opérations pouvant affecter le régime hydraulique de la nappe phréatique en lien avec les zones humides (notamment leur assèchement), le déversement de produits ou matériaux de toute nature, l'abandon de déchets ou d'eaux usées, produits chimiques, matériaux ou tout autre détrit.

II – Le réseau Natura 2000

Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales et de leurs habitats.




La démarche Natura 2000 vise à préserver les espèces et les habitats ainsi identifiés sur le territoire européen, dans un cadre global de développement durable. Deux types de sites interviennent dans le réseau Natura 2000 :

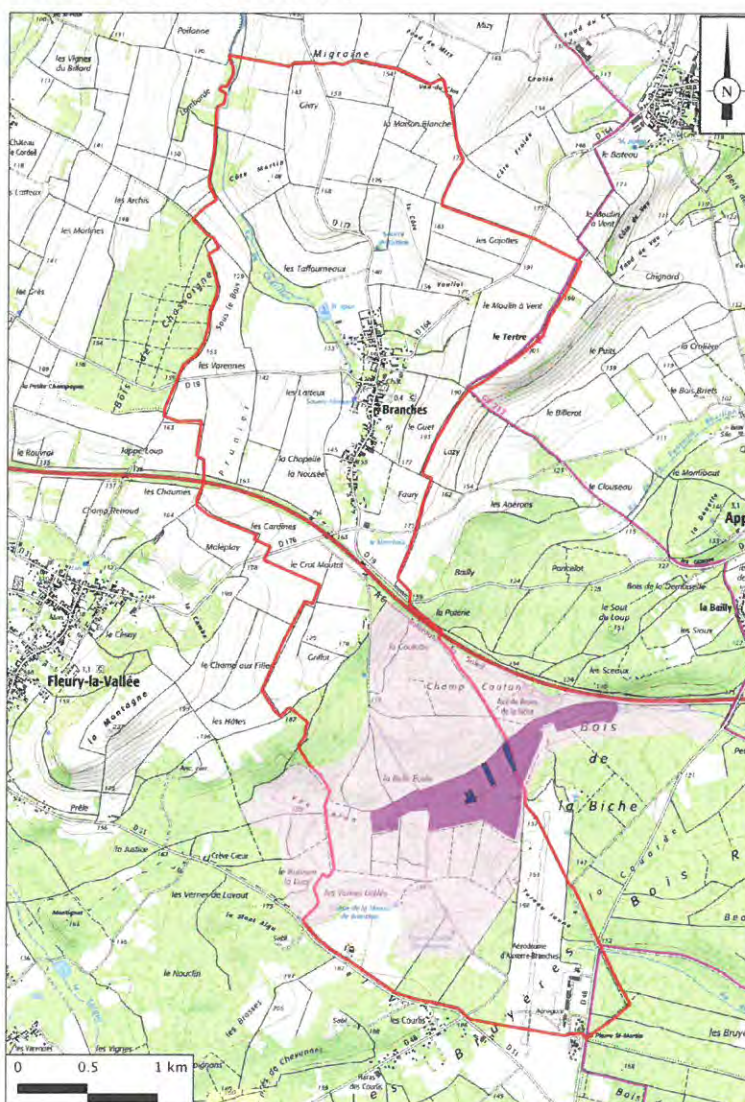
- ✦ Les ZPS ou Zones de Protection Spéciales, étant des zones jugées particulièrement importantes pour la conservation des oiseaux au sein de l'Union Européenne,
- ✦ Les ZSC ou Zones Spéciales de Conservation / SIC ou Site d'Intérêt Communautaire, étant des sites écologiques présentant des habitats naturels ou semi-naturels, des espèces faunistiques ou floristiques d'intérêt communautaire, important de par leur rareté ou leur rôle écologique (dont la liste est établie par les Annexes I et II de la Directive Habitats).

Dans le cadre de l'évaluation des incidences sur les sites du réseau Natura 2000, il est nécessaire de pointer les sites Natura 2000 dans un rayon de 10 km autour de la commune. Dans notre cas, un seul site Natura 2000 est compris dans ce rayon et il concerne notamment le territoire de Branches.

Il s'agit de la ZSC n°FR2600990 « Tourbière du Bois de la Biche ».

Localisation de la zone Natura 2000, de l'Arrêté de Protection de Biotope et des parcelles gérées par le CENB (Source : DREAL Bourgogne) :

LÉGENDE	
	Zone Natura 2000 (ZSC)
	APB
	Parcelles gérées par le CENB



Caractéristiques du site

Ce site concerne une importante partie de la surface boisée présente au Sud-Est de la commune de Branches et sur la commune d'Appoigny, au Sud de l'Autoroute A6.

Il est d'ailleurs caractérisé par environ 60% de forêts caducifoliées et 20% de forêts artificielles en monoculture, telles que des plantations de résineux.

Cette zone Natura 2000 est également caractérisée par des landes, broussailles mais aussi des marais, bas-marais et tourbières.

Qualité et importance

Les tourbières, implantées en fond d'un vallon marécageux, accueillent des espèces hautement spécialisées (sphaignes), à l'engorgement des sols et dont certaines sont rares en Bourgogne (Rossolis, Osmonde royale, Bruyère à quatre angles, Rhynchospore blanc, ...). Leur intérêt est renforcé par la présence d'espèces océaniques en limite géographique Est (Ajonc nain, Piment royal, ...).

Les landes sèches à Bruyère développées sur matériaux sableux pauvres sont colonisées par des espèces protégées en Bourgogne (Persil des montagnes, Bruyère cendrée) et rare (Spiranthe d'été).

Vulnérabilité

Les zones marécageuses et tourbeuses évoluent spontanément vers le boisement et la fermeture du milieu. Il en résulte un assèchement et la disparition des stades jeunes les plus dynamiques et de leur flore associée.

Les landes sèches sont des milieux instables qui évoluent vers la forêt à l'échelle de 30-40 ans. Les espèces qui les composent (Bruyère cendrée, Persil des montagnes) sont des pionnières qui recherchent la lumière et qui disparaissent quand le milieu s'embroussaille.

L'exploitation des boisements avec des engins lourds occasionne des dégâts immédiats importants sur la flore en place et la circulation à l'eau. De même, la plantation des zones tourbeuses ou landes sèches avec des résineux serait très préjudiciable à ces milieux.

Les plantations en périphérie de ces habitats entraînent également la colonisation des résineux dans les zones tourbeuses et les landes sèches.

Quelques dépôts de gravats localisés provenant des travaux dans les zones d'activités et les lotissements proches sont constatés.

Habitats

Les habitats naturels d'intérêt communautaire répertoriés sur ce site sont les suivants :

- ✓ 4010 : Landes humides atlantiques septentrionales à *Erica tetralix* (2% de couverture),
- ✓ 4030 : Landes sèches européennes (8%),
- ✓ 7110 : Tourbières hautes actives (1%)¹,
- ✓ 7120 : Tourbières hautes dégradées encore susceptibles de régénération naturelle (1%),
- ✓ 91D0 : Tourbières boisées (1%)¹,
- ✓ 91E0 : Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (*Alno-Padion*, *Alnion incanae*, *Salicion albae*)¹ (10%).

Nous pouvons noter qu'aucune espèce présente sur le site n'est inscrite sur l'Annexe II de la Directive 92/43/CEE justifiant la création de ce site.

¹ Habitats prioritaires

Toutefois, un certain nombre d'espèces importantes de faune et de flore sont recensées :

- ✓ Amphibiens
 - ✚ Crapaud commun (*Bufo bufo*),
- ✓ Oiseaux
 - ✚ Buse variable (*Buteo buteo*),
 - ✚ Faucon crécerelle (*Falco tinnunculus*),
 - ✚ Autour des palombes (*Accipiter gentilis*)
 - ✚ Epervier d'Europe (*Accipiter nisus*)
 - ✚ Coucou gris (*Cuculus canorus*)
 - ✚ Pic vert (*Picus viridis*)
 - ✚ Pic épeiche (*Dendrocopos major*)
 - ✚ Pic épeichette (*Dendrocopos minor*)
 - ✚ Hirondelle rustique (*Hirund rustica*)
 - ✚ Pipit des arbres (*Anthus trivialis*)
 - ✚ Mésange bleue (*Parus caeruleus*)
 - ✚ Mésange charbonnière (*Parus major*)
 - ✚ Sittelle torchepot (*Sitta europaea*)
 - ✚ Grimpereau des jardins (*Certhia brachydactyla*)
 - ✚ Lorient d'Europe (*Oriolus*)
 - ✚ Bergeronnette grise (*Motacilla alba*)
 - ✚ Troglodyte mignon (*Troglodytes troglodytes*)
 - ✚ Accenteur mouchet (*Prunella modularis*)
 - ✚ Rougequeue noir (*Phoenicurus ochrurus*)
 - ✚ Fauvette des jardins (*Sylvia borin*)
 - ✚ Fauvette à tête noire (*Sylvia atricapilla*)
 - ✚ Pouillot véloce (*Phylloscopus collybita*)
 - ✚ Pouillot fitis (*Phylloscopus trochilus*)
 - ✚ Roitelet huppé (*Regulus regulus*)
 - ✚ Roitelet à triple bandeau (*Regulus ignicapillus*)
 - ✚ Gobemouche noir (*Ficedula hypoleuca*)
 - ✚ Mésange nonette (*Parus palustris*)
 - ✚ Mésange boréale (*Parus montanus*)
 - ✚ Mésange huppée (*Parus cristatus*)
 - ✚ Mésange noire (*Parus ater*)
 - ✚ Pinson des arbres (*Fringilla coelebs*)
 - ✚ Serin cini (*Serinus serinus*)
 - ✚ Chardonneret élégant (*Carduelis carduelis*)
 - ✚ Linotte mélodieuse (*Carduelis cannabina*)
 - ✚ Bruant jaune (*Emberiza citrinella*)



Mésange bleue

- ✓ Mammifères
 - ✚ Hérisson d'Europe (*Erinaceus europaeus*),
 - ✚ Musaraigne aquatique (*Neomys fodiens*),
 - ✚ Martre (*Martes martes*),
 - ✚ Chat forestier (*Felis sylvestris*)
 - ✚ Loutre d'Europe (*Lutra lutra*),
 - ✚ Murin à oreilles échancrées (*Myotis emarginatus*),
 - ✚ Grand Murin (*Myotis myotis*),
- ✓ Reptiles
 - ✚ Lézard des souches (*Lacerta agilis*),
 - ✚ Lézard vert (*Lacerta viridis*),
 - ✚ Lézard des murailles (*Podarcis muralis*),
 - ✚ Vipère péliade (*Vipera berus*).

Lézard des murailles



✓ Flore

- ✚ Blechnum en épi (*Blechnum spicant*),
- ✚ Digitale pourpre (*Digitalis purpurea*),
- ✚ Rossolis à feuilles rondes (*Drosera rotundifolia*),
- ✚ Bruyère cendrée (*Erica cinerea*),
- ✚ Bruyère à quatre angles (*Erica tetralix*),
- ✚ Millepertuis des marais (*Hypericum elodes*),
- ✚ Lycopode des tourbières (*Lycopodiella inundata*),
- ✚ Piment royal (*Myrica gale*),
- ✚ Osmonde royale (*Osmunda regalis*)
- ✚ Persil des montagnes (*Oreoselinum nigrum*)
- ✚ Pyrole à feuilles rondes (*Pyrola rotundifolia*)
- ✚ Renoncule à feuilles de lierre (*Ranunculus hederaceus*)
- ✚ Rhynchospora blanc (*Rhynchospora alba*)
- ✚ Saule rampant (*Salix repens*)
- ✚ Ajonc nain (*Ulex minor*)
- ✚ Myrtille (*Vaccinium myrtillus*)
- ✚ Gagée naine (*Gagea minima*)
- ✚ Linaigrette à feuilles étroites (*Eriophorum angustifolium*).

Actuellement, aucun DOCOB n'est en vigueur sur le site qui est géré par la LPO de Bourgogne et le CENB.

Certaines parcelles du site sont d'ailleurs gérées par le CENB qui en est propriétaire.

Les enjeux principaux sur ce site concernent les habitats d'intérêt européen relictuels que sont les landes sèches, les zones tourbeuses et entre autres les chênaies pédonculées sur sols hydromorphes, la chênaie sessiflore des plateaux et hauts de versants ensoleillés :

- Préserver tous les stades dynamiques des pelouses et des landes sèches par le biais d'activités d'entretien adaptées,
- Maintenir l'alimentation en eau des milieux tourbeux (les actions de drainage ou tout autre aménagement ayant un impact sur le régime hydraulique de ces zones humides étant la principale cause de déclin des tourbières,
- Réaliser des actions d'entretien adaptées afin d'éviter la fermeture progressive des landes sèches sur sable,
- Réhabiliter progressivement les secteurs enrésinés et adopter une gestion sylvicole adaptée aux habitats naturels forestiers.

1.2.5.B/ Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Dans le but de les identifier pour mieux les protéger, le Ministère de l'Environnement a recensé les zones présentant le plus d'intérêt pour la faune et la flore et les a regroupées sous le terme de ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique).

Ce classement n'a pas de valeur juridique directe et ne signifie pas que la zone répertoriée fait systématiquement l'objet d'une protection particulière et spéciale. Toutefois, il y souligne un enjeu écologique important et signale parfois la présence d'une espèce protégée.

L'inventaire ZNIEFF présente deux types de zonage :

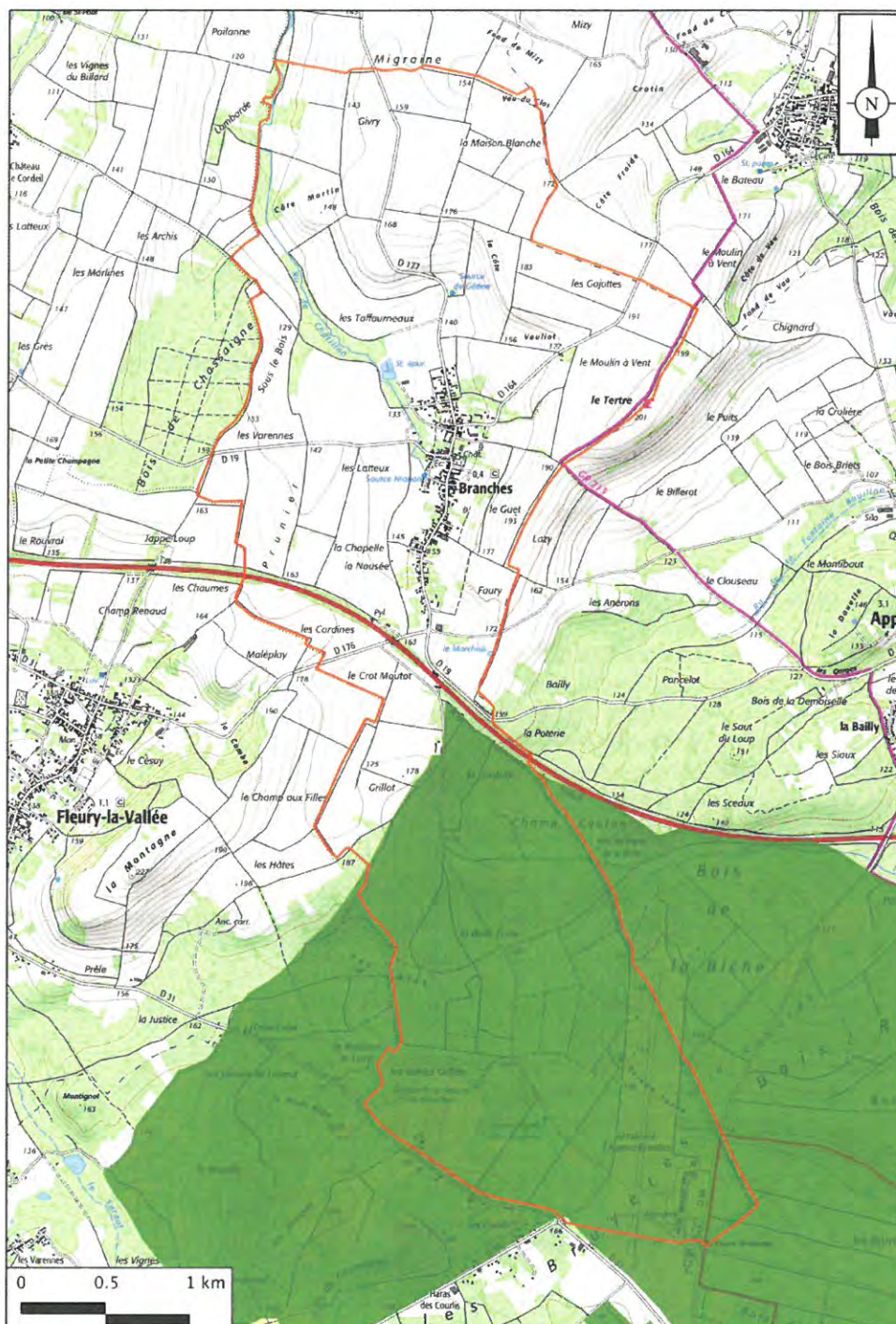
- ✚ ZNIEFF de type I : secteur d'intérêt biologique remarquable caractérisé par la présence d'espèces animales et végétales rares,
- ✚ ZNIEFF de type II : grands ensembles riches, peu modifiés, ou offrant des potentialités biologiques importantes.

Notons que la DREAL Bourgogne a récemment actualisé l'inventaire ZNIEFF.

La commune de Branches est caractérisée par la présence d'une ZNIEFF de type 1, il s'agit de la ZNIEFF n° 260008540 « Massif forestier, landes et prairies du Nord-Ouest Auxerrois », qui englobe en quasi-totalité le périmètre du site Natura 2000, l'APB, ainsi que les parcelles gérées par le CENB.

De même, elle est concernée par la ZNIEFF de type 2 n° 260030469 « Vallées de l'Yonne et de la Baulche et forêts autour d'Auxerre », dont le périmètre est similaire à celui de la ZNIEFF de type 1.

Localisation des ZNIEFF (Source : DREAL Bourgogne) :



I – ZNIEFF 1 n°260008540 « Massif forestier, landes et prairies du Nord-Ouest Auxerrois »Description

Cette zone, d'une surface de 2441 ha, présente sur le territoire de Branches les mêmes enjeux que la zone Natura 2000 relative au site, c'est à dire des enjeux quant :

- aux populations boisées présentes typiques de la Champagne humide,
- aux landes sèches sableuses, notamment présentes à proximité de l'aéroport,
- aux zones tourbeuses à Drosera.

Cet ensemble forestier installé sur les sols sableux de la Champagne humide présente une mosaïque paysagère variée avec landes, bois humides, tourbières, bois de pins, prairies et pelouses sèches.

Tous les milieux caractéristiques de cette petite région sont représentés, ce qui en fait un site d'intérêt régional.

Un cortège exceptionnel d'espèces végétales déterminantes pour l'inventaire ZNIEFF y a été répertorié avec notamment la Flouve aristée, graminée des pelouses sur sables, exceptionnelle en Bourgogne et de nombreuses autres espèces patrimoniales.

Des espèces animales déterminantes pour l'inventaire ZNIEFF se reproduisent également sur le site comme le Lézard vert et le Lézard des souches.

Ce patrimoine naturel dépend d'une gestion forestière à base de peuplements feuillus et de traitements adaptés aux conditions stationnelles conservant les milieux annexes, d'un élevage extensif respectueux des milieux prairiaux, des cours d'eau, des mares et des zones humides.

Intérêt des milieux

Les habitats naturels déterminants répertoriés sur ce site sont les suivants (Code Corine biotopes) :

- ✓ 31.11 – Landes humides atlantiques septentrionales,
- ✓ 31.22 – Landes sub-atlantiques à Genêts et Callune,
- ✓ 35.2 – Pelouses siliceuses ouvertes médio-européennes,
- ✓ 41.241 – Chênaies-charmaies du Nord-Ouest,
- ✓ 41.51 – Bois de Chênes pédonculés et de Bouleaux,
- ✓ 44.91 – Bois marécageux d'Aulnes,
- ✓ 51.1 – Tourbières hautes à peu près naturelles.

Intérêt des espèces

Vingt-huit espèces, dont 26 de espèces floristiques, sont déterminantes pour la désignation de ce site en ZNIEFF :

- ✓ Lézard des souches (*Lacerta agilis*),
- ✓ Lézard vert (*Lacerta bilineata*),
- ✓ Flouve aristée (*Anthoxanthum aristatum*),
- ✓ Conycéphore blanchâtre (*Corynephorus canescens*),
- ✓ Rossolis à feuilles rondes (*Drosera rotundifolia*),
- ✓ Bruyère cendrée (*Erica cinerea*),
- ✓ Bruyère à quatre angles (*Erica tetralix*),
- ✓ Linaigrette à feuilles étroites (*Eriophorum angustifolium*),
- ✓ Genêt d'Angleterre (*Genista anglica*),
- ✓ Chrysanthème des moissons (*Glebionis segetum*),
- ✓ Millepertuis maculé (*Hypericum maculatum*),
- ✓ Porcelle glabre (*Hypochaeris glabra*),
- ✓ Myosotis raide (*Myosotis stricta*),
- ✓ Persil des Montagnes (*Oreoselinum nigrum*),

- ✓ Osmonde royale (*Osmunda regalis*),
- ✓ Pédiculaire des forêts (*Pedicularis sylvatica*),
- ✓ Peucedan de France (*Peucedanum gallicum*),
- ✓ Orchis vert (*Platanthera chlorantha*),
- ✓ Polygala à feuilles de serpolet (*Polygala serpyllifolia*),
- ✓ Pyrole à feuilles rondes (*Pyrola rotundifolia*),
- ✓ Saule rampant (*Salix repens*),
- ✓ Seratule des teinturiers (*Serratula tinctoria*),
- ✓ Spargoute printanière (*Spergula morisonii*),
- ✓ Ajonc nain (*Ulex minor*),
- ✓ Véronique à feuilles d'acinos (*Veronica acinifolia*).

Facteurs influençant la zone

Cette zone est caractérisée par des zones humides et une importante surface boisée. Par conséquent, les principaux facteurs influençant son évolution concernent les drainages, les comblements, conduisant potentiellement à un assèchement.

De même, les modalités de gestion des espaces forestiers, la plantation de résineux influent sur les espaces boisés en modifiant les populations présentes sur le site. De même, l'abandon de la gestion des landes sèches contribuent à la fermeture du milieu.

II – ZNIEFF 2 n°260030469 « Vallées de l'Yonne et de la Baulche et forêts autour d'Auxerre »

Description

Cette zone est caractérisée par une surface de 8670 ha et comprend de nombreux milieux associés à la vallée de l'Yonne, mais aussi de collines et plateaux majoritairement boisés qui abritent des milieux naturels remarquables, comme le site du Bois de la Biche, qui comprennent des landes sèches ou humides, des pelouses sur sable, tourbières, voire prairies marécageuses.

Diverses espèces végétales déterminantes ZNIEFF y sont répertoriées (Cf description de la ZNIEFF de type 1 précédemment).

Intérêt des milieux

Les habitats naturels déterminants répertoriés sur ce site sont les suivants (notons que divers habitats concernent la vallée de l'Yonne et non le Bois de la Biche) :

- ✓ 22.33 – Groupements à Biens tripartitus,
- ✓ 22.42 – Végétations enracinées immergées,
- ✓ 22.422 – Groupements de petits Potamots,
- ✓ 22.43 – Végétations enracinées flottantes,
- ✓ 22.431 – Tapis flottant de végétaux à grandes feuilles,
- ✓ 22.4311 – Tapis de nénuphars,
- ✓ 24.4 – Végétation immergée des rivières
- ✓ 24.43 – Végétation des rivières mésotrophes,
- ✓ 31.1 – Landes humides,
- ✓ 31.11 – Landes humides atlantiques septentrionales,
- ✓ 31.22 – Landes sub-atlantiques à Genêts et Callune,
- ✓ 31.23 – Landes atlantiques à Erica et Ulex,
- ✓ 35.2 – Pelouses siliceuses ouvertes médio-européennes,
- ✓ 37.31 – Prairies à Molinie et communautés associées,
- ✓ 38.2 – Prairies de fauche de basse altitude,
- ✓ 41.23 – Frênaies-chênaies sub atlantiques à primevère,
- ✓ 41.24 – Chênaies-charmaies à Stellaire sub-atlantiques
- ✓ 41.241 – Chênaies-charmaies du Nord-Ouest,
- ✓ 41.51 – Bois de Chênes pédonculés et de Bouleaux,

- ✓ 41.54 – Chênaies aquitano-ligériennes sur podzols,
- ✓ 44.13 – Forêts galeries de Saules blancs,
- ✓ 44.3 – Forêts de Frênes et d'Aunes des fleuves médio-européens,
- ✓ 44.31 – Forêts de Frênes et d'Aulnes des ruisselets et des sources (rivulaires),
- ✓ 44.311 – Forêts de Frênes et d'Aulnes à Laïches,
- ✓ 44.332 – Bois de Frênes et d'Aulnes à hautes herbes,
- ✓ 44.4 – Forêts mixtes de Chênes, d'Ormes et de Frênes des grands fleuves,
- ✓ 44.91 – Bois marécageux d'Aulnes,
- ✓ 51.1 – Tourbières hautes à peu près naturelles,
- ✓ 54.1 – Sources.

Intérêt des espèces

Quatre-vingt-neuf espèces sont déterminantes pour la désignation de ce site en ZNIEFF. Toutefois, rappelons que cette ZNIEFF comprend des milieux associés à la vallée de l'Yonne, milieux qui ne concernent pas le territoire de Branches. Ainsi, seules les espèces déterminantes ZNIEFF susceptibles de fréquenter le site sont listées ci-dessous :

- ✓ Alyte accoucheur (*Alytes obstetricans*),
- ✓ Crapaud calamite (*Epidalea calamita*),
- ✓ Rainette verte (*Hyla arborea*),
- ✓ Grenouille agile (*Rana dalmatina*),
- ✓ Triton crêté (*Triturus cristatus*),
- ✓ Petit Rhinolophe (*Rhinolophus hipposideros*),
- ✓ Phragmite des joncs (*Acrocephalus schoenobaenus*),
- ✓ Remiz penduline (*Remiz pendulinus*),
- ✓ Vanneau huppé (*Vanellus vanellus*),
- ✓ Lézard des souches (*Lacerta agilis*),
- ✓ Lézard vert (*Lacerta bilineata*),
- ✓ Flouve aristée (*Anthoxanthum aristatum*),
- ✓ Conycéphore blanchâtre (*Corynephorus canescens*),
- ✓ Rossolis à feuilles rondes (*Drosera rotundifolia*),
- ✓ Bruyère cendrée (*Erica cinerea*),
- ✓ Bruyère à quatre angles (*Erica tetralix*),
- ✓ Linaigrette à feuilles étroites (*Eriophorum angustifolium*),
- ✓ Genêt d'Angleterre (*Genista anglica*),
- ✓ Chrysanthème des moissons (*Glebionis segetum*),
- ✓ Millepertuis maculé (*Hypericum maculatum*),
- ✓ Porcelle glabre (*Hypochaeris glabra*),
- ✓ Myosotis raide (*Myosotis stricta*),
- ✓ Persil des Montagnes (*Oreoselinum nigrum*),
- ✓ Osmonde royale (*Osmunda regalis*),
- ✓ Pédiculaire des forêts (*Pedicularis sylvatica*),
- ✓ Peucedan de France (*Peucedanum gallicum*),
- ✓ Orchis vert (*Platanthera chlorantha*),
- ✓ Polygala à feuilles de serpolet (*Polygala serpyllifolia*),
- ✓ Pyrole à feuilles rondes (*Pyrola rotundifolia*),
- ✓ Saule rampant (*Salix repens*),
- ✓ Seratule des teinturiers (*Serratula tinctoria*),
- ✓ Spargoute printanière (*Spergula morisonii*),
- ✓ Ajonc nain (*Ulex minor*),
- ✓ Véronique à feuilles d'acinos (*Veronica acinifolia*).

1.2.5.C/ Les inventaires zones humides

Un inventaire des zones humides de Bourgogne a été réalisé pour le compte de la DREAL (ex-DIREN), sur la base des caractéristiques géologiques de la région.

L'inventaire a été réalisé en appliquant les critères de l'article 2 de la Loi sur l'Eau de 1992, ce qui a nécessité une caractérisation écologique de la région Bourgogne, une précision des critères techniques (sol et marques d'hydromorphie, flore hygrophile, période de retour de crue) et de nombreuses prospections de terrain.

La démarche d'identification a été basée en partie sur la géologie et les propriétés lithologiques vis à vis de l'eau qui ont permis de déterminer des enveloppes à probabilité importante de zones humides.

Ensuite, les prospections de terrains, basées sur le sol (sondages pédologiques) et la végétation (inventaires phytoécologiques), de même sur l'analyse du fonctionnement des espaces inondables ont permis de délimiter l'enveloppe des zones humides de manière plus précise.

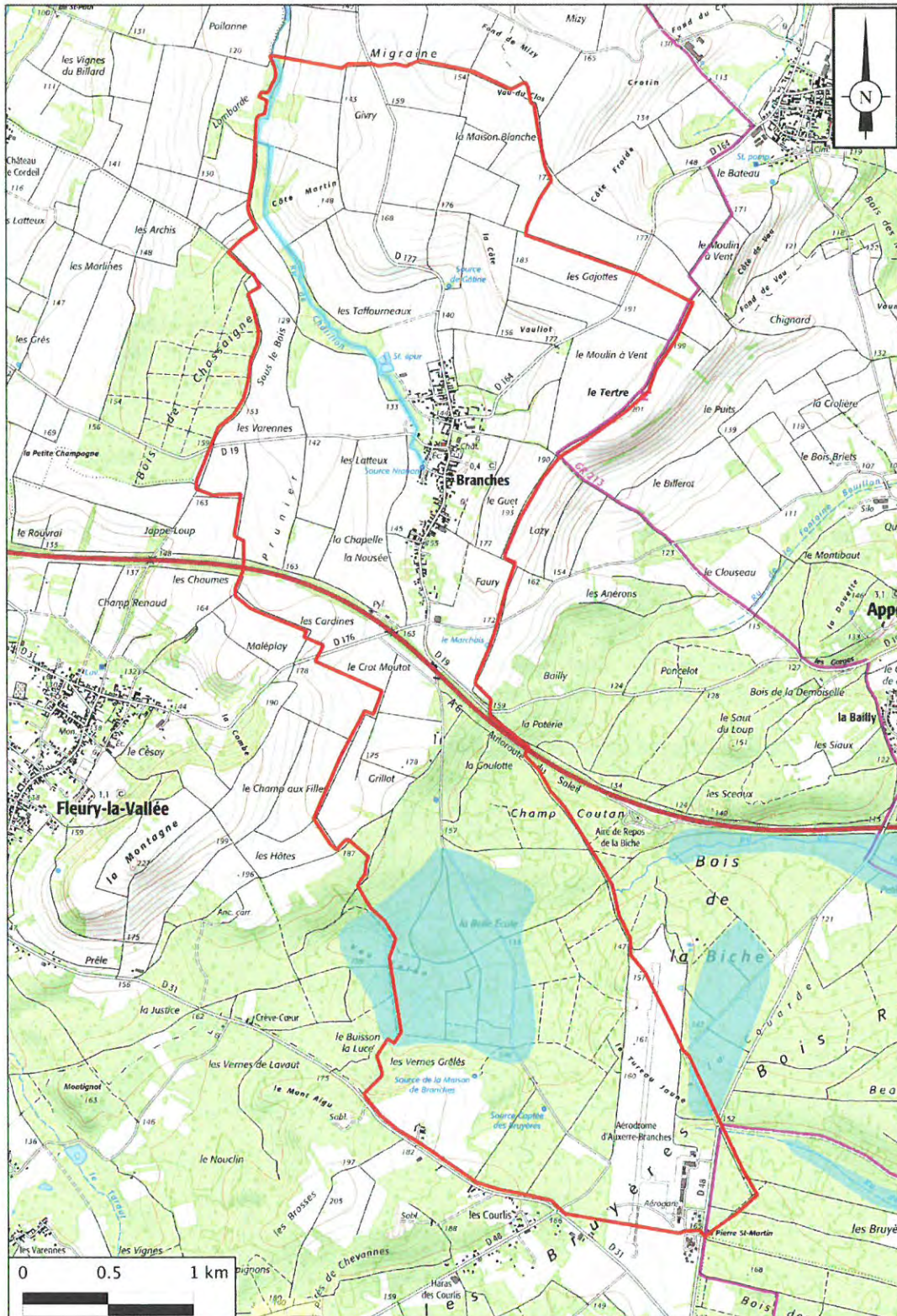
D'après la carte en page suivante, le territoire de Branches est concerné par deux zones humides :

- une au Nord de la commune longeant le Ru de Châtillon, caractérisée par le ru et sa ripisylve,
- une dans la forêt au Sud de la commune, caractérisée par le site Natura 2000, l'APB et la ZNIEFF de type 1 relatifs au Bois de la Biche.


Les zones humides définies sur la commune de Branches ne concernent aucune zone potentiellement urbanisable. En effet, celles-ci se situent autour du Ru de Châtillon pour la partie Nord et correspondent à une formation boisée pour la partie Sud.

Etant donné cette situation, aucun diagnostic zones humides n'est nécessaire.

Localisation des zones humides (Source : DREAL Bourgogne) :



LÉGENDE

 Zone humide

1.2.5.D/ Description du milieu naturel d'intérêt local

I – Les surfaces agricoles

Une partie du territoire, essentiellement au Nord de l'A6, mais aussi au Sud du Bois de la Biche est vouée à la grande culture. Les champs qui y sont présents constituent un écosystème particulier : l'agrosystème.

Intensément exploités et régulés artificiellement, ils diffèrent des écosystèmes naturels par nombre de traits :

- ✚ Grande homogénéité spatiale.
- ✚ Dépendance totale de l'homme.
- ✚ Appauvrissement considérable du nombre d'espèces (végétales et animales) présentes.

Ainsi, ne s'y développent généralement, hormis les espèces cultivées, que quelques adventices de plein champ ne présentant que peu d'intérêt sur le plan botanique. Sur les bandes enherbées bordant ces parcelles cultivées, on ne retrouve également que des plantes communes telles que les liserons, les trèfles, la Chicorée, le Coquelicot, la Matricaire camomille, ou encore le Millepertuis perforé.



En ce qui concerne la faune, le constat est comparable, hormis les lièvres, les perdrix et les cailles des blés, seules les populations de micro-mammifères (campagnols, rats des moissons) et d'oiseaux (Perdrix, Corneille noire, ...) peuvent être importantes. D'autres espèces peuvent encore être rencontrées mais la plupart d'entre elles viennent seulement y chercher leur nourriture (Pigeon ramier, Tourterelle turque, Lapins de garenne, ...).

Les espaces cultivés peuvent cependant être favorables à la présence de certaines espèces avifaunistiques, telles que le Milan noir, observé jusqu'en 2016, en chasse sur le site et dont la nidification est probable à proximité étant donné l'abondance de milieux favorables à sa nidification).

De même, d'autres espèces telles que la Perdrix rouge, la Perdrix grise, ou encore la Caille des blés sont présentes sur ce type d'habitat.

Les principales cultures rencontrées sur le territoire de Branches sont le Blé, le Colza, l'Orge et en surface moindre le Tournesol, protéagineux.

II – Les boisements et bosquets

Les surfaces boisées concernent une importante partie du territoire, notamment les forêts alluviales associées au Bois de la Biche, au Sud de l'A6 les nombreuses peupleraies, plus ou moins jeunes implantées dans la vallée et quelques bosquets éparpillés sur le territoire.

On peut ainsi distinguer :

- ✚ Les petits bois et bosquets isolés au sein des zones agricoles ou de prairies, essentiellement regroupés autour du bourg du village. De même, des boisements peu importants, voire des zones de friches, sont situés de part et d'autre de l'A6. L'ensemble de ces éléments peut servir de zones de refuge pour la faune au sein des espaces agricoles.



- ✚ La « ripisylve » du Ru de Châtillon, associée aux peupleraies présentes dans la continuité de ce cours d'eau, au Nord du territoire. La diversité au niveau des peupleraies est plutôt faible.

- ✚ La forêt située au Sud du territoire formée de diverses formations de résineux, de mélange de feuillus, de Chênes entre autres. En fonction de l'âge de ces boisements, ainsi que de leur niveau d'entretien, la diversité des milieux est variable. De manière générale, les zones les plus « riches » sont comprises dans les boisements plus naturels que les résineux, notamment au niveau de la zone Natura 2000 et de la ZNIEFF de type I.



Cette forêt abrite, pour les plus anciennes formations, un certain nombre d'habitats typiques des zones humides tels que des tourbières, des marécages. A l'extrême Sud, on peut également constater la présence de landes.

Nous pouvons noter que certaines parcelles comprises dans le vaste espace boisée situé au Sud de la commune correspondent à la Forêt communale de Branches.

III – Les haies et alignements d’arbres

Ce type de formation est peu présent sur le territoire de Branches.



Haie au Nord-
Est du bourg

Quelques haies sont présentes le long d’un chemin rural à l’Est de la commune, au niveau du Circuit de Grande Randonnée n°213, ou encore ponctuellement, afin de délimiter deux parcelles agricoles.

Ce type de milieu consiste essentiellement en un réseau de haies formant un prolongement des boisements ou bosquets proches du village, ou situées en bordure de chemin.

Etant donné la situation de la commune sur un versant, nous pouvons noter que les haies et alignements d’arbres localisés dans la partie Nord-Est de la commune (à l’Est du bourg du village) sont susceptibles de jouer un rôle quant au fonctionnement hydraulique du secteur (infiltration des eaux pluviales limitant les ruissellements jusqu’au village, ...).

Ces réseaux peuvent également avoir une importance quant au fonctionnement des continuités écologiques entre les divers éléments du territoire.

IV – Les prairies et les jachères

Ce type d’habitat n’est que très peu représenté sur le territoire de la commune. Il existe quelques espaces enherbés aux abords du Ru du Chatillon, à proximité de la déchèterie, ainsi que quelques prairies à proximité du bourg de la commune. Il s’agit dans ce cas de prairies mésophiles².

De même, il existe une surface enherbée au Sud de la commune, enclavée dans le Bois de la Biche, de même qu’au niveau de l’aéroport d’Auxerre-Branches, situé au Sud du territoire.



Jachère au Sud

Les espaces ouverts les plus intéressants sur la commune concernent les landes sèches identifiées au sein du périmètre de la zone Natura 2000. Rappelons que ces milieux sont rares puisque de manière naturelle, ils sont instables et évoluent vers la forêt à l’échelle de 30 à 40 ans. Ces landes se développent sur des matériaux sableux pauvres et abritent des espèces floristiques rares et/ou protégées en Bourgogne, notamment le Persil des montagnes ou encore la Bruyère cendrée.

² Prairie se développant sur des sols ni trop humides, ni trop secs.

V – Jardins et autres espaces verts à proximité des habitations

Au niveau des habitations, notamment à proximité du centre du village se sont développés un certain nombre de jardins et autres espaces verts de type vergers, ...

Photographie aérienne du centre de Branches illustrant la présence de nombreux espaces verts
(Source : Géoportail) :

Nous pouvons en effet observer sur la photographie aérienne ci-contre que les habitations du village sont entourées de végétation, de type jardins privés, haies, ...

Ces espaces verts sont susceptibles de constituer un habitat intéressant pour la petite faune notamment, sous réserve de l'absence d'utilisation de produits chimiques de type engrais, ...

Les haies entourant le village peuvent constituer des axes de déplacement privilégiés locaux, permettant de rejoindre notamment les massifs boisés plus importants.

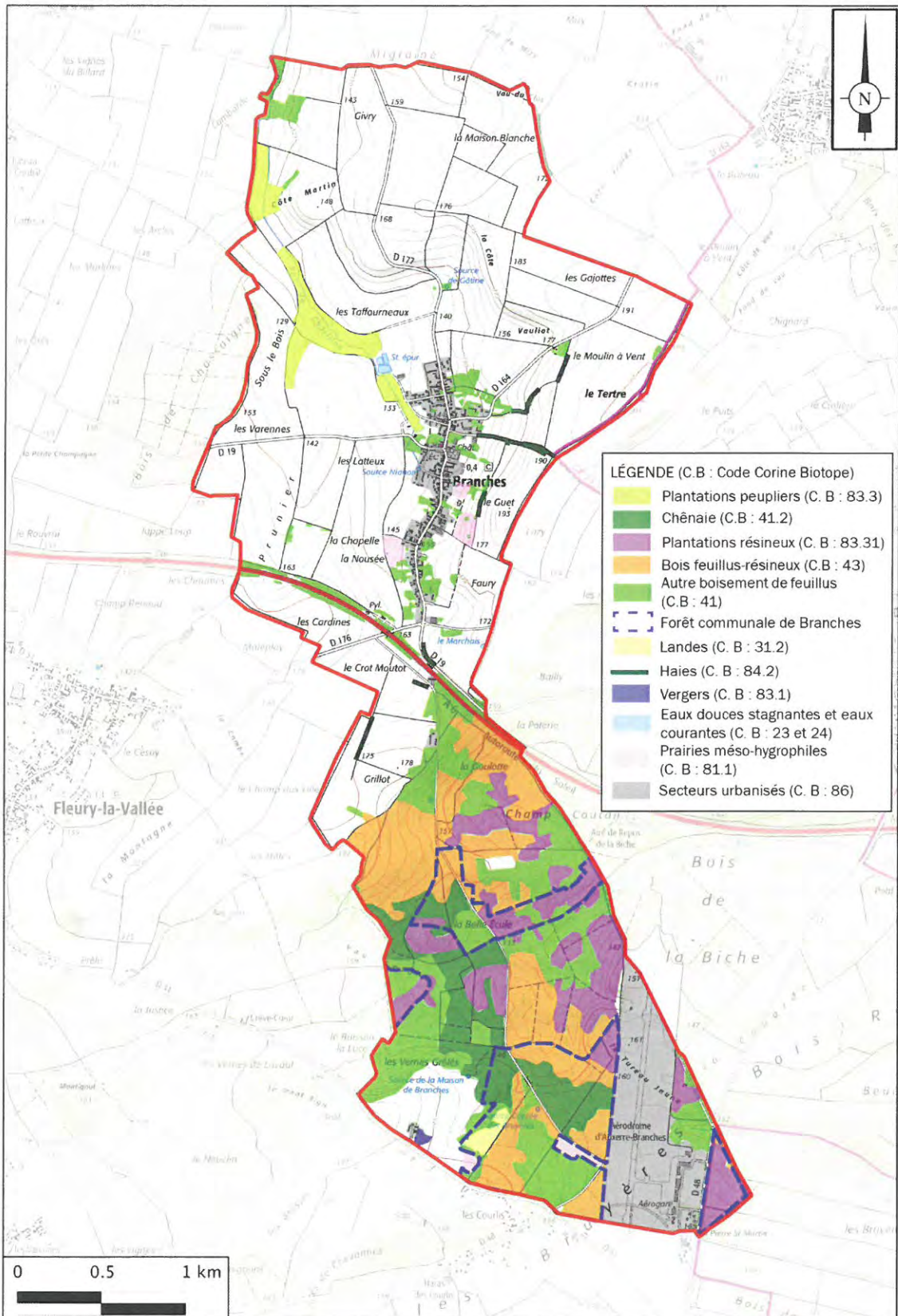


Vergers et espaces en herbe à l'Ouest du bourg



L'intérêt de ces espaces verts tient au fait qu'ils constituent une « zone tampon », permettant une transition douce des espaces naturels vers les zones urbanisées et participent à la protection de la faune locale.

Carte des habitats, des secteurs urbanisés et de l'aéroport d'Auxerre-Branches (Source : Géoportail) :



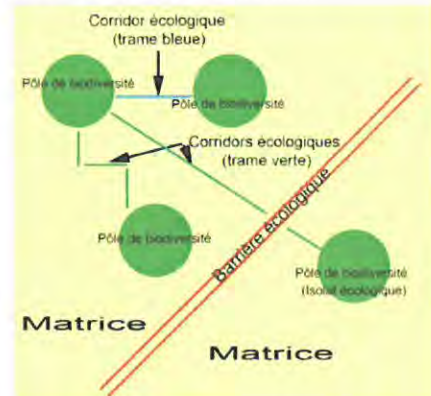
1.2.5.E/ Trames verte et bleue

La biodiversité d'un territoire est dépendante des relations entre les différents milieux. Il est donc nécessaire d'étudier les liaisons écologiques existantes et potentielles sur le territoire. Les trames vertes et bleues sont définies par le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Bourgogne, adopté par Arrêté Préfectoral le 6 mai 2015, qui définit les corridors d'importance régionale. Ceux-ci doivent être pris en compte lors de l'élaboration d'un document d'urbanisme.

I – Généralités

La structure écologique d'un territoire peut s'expliquer schématiquement de la façon suivante :
On distingue :

- ✚ Une matrice : c'est le milieu interstitiel qui peut être soit de type forestier ou agricole. Selon le niveau d'artificialisation, la matrice opposera plus ou moins de résistance aux déplacements des espèces : c'est la perméabilité du milieu (bocage, champs de céréales, plan d'eau, ...).
- ✚ Des pôles de biodiversité : ce sont des sites naturels d'intérêt écologique bien délimités, de tailles variables et de natures différentes, disposés dans la matrice et formant l'habitat de l'espèce végétale ou animale en question. Ils regroupent notamment les milieux naturels emblématiques tels que les forêts.
- ✚ Des corridors écologiques : ce sont les éléments qui relient les pôles entre eux et qui parcourent la matrice. Ils peuvent être « verts » (haies, chemins, boisements divers) ou « bleus » (cours d'eau).
- ✚ Des barrières écologiques : un territoire est aussi marqué par des infrastructures linéaires de transport (voie ferrées, autoroute, rocade, ...), de lignes à haute tension, de zones urbaines, ... qui viennent s'insérer dans la mosaïque décrite précédemment. Ces éléments forment la trame « humaine ». Leur utilité n'est pas remise en cause, mais ils peuvent induire une fragmentation des systèmes écologiques plus ou moins forte. En effet, le processus de fragmentation va transformer un habitat vaste d'une espèce (par exemple une forêt pour un cervidé) en plusieurs îlots de plus en plus petits. Ce processus explique alors que l'aire totale de l'habitat d'origine diminue.



Divers travaux ont montré que le maintien de la biodiversité dépendait non seulement de la préservation des habitats mais aussi des espaces interstitiels qui permettent les échanges biologiques entre ces habitats : ce sont les corridors écologiques (les espèces se maintiennent plus durablement dans des milieux interconnectés).

II – Les corridors du Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Bourgogne et les continuités locales

Le Schéma de Cohérence Ecologique (SRCE) de Bourgogne a été adopté par Arrêté Préfectoral le 6 mai 2015. Les premiers documents relatifs à ce schéma sont disponibles, notamment les données cartographiques concernant les réservoirs de biodiversité, les corridors et les éventuelles barrières écologiques.

La figure suivante indique les éléments du SRCE concernant les différentes trames présentes sur le territoire de Branches, c'est à dire :

- ✚ La sous-trame « Forêt » de la trame verte,
- ✚ La sous-trame « Pelouses » de la trame verte,
- ✚ La sous-trame « Eau » de la trame bleue.

Trame « Forêt »

Eléments identifiés dans le SRCE :

Une grande partie des boisements du Bois de la Biche, situé au Sud de Branches, y compris certaines parcelles de résineux, ainsi que quelques parcelles de zones humides, constituent un important réservoir de biodiversité lié à la Trame boisée.

Toutefois, aucun corridor lié à cette trame des milieux boisés n'est recensé dans le SRCE sur le territoire de Branches.

Corridors potentiels (locaux) :

D'un point de vue local, en étudiant la carte des habitats établie précédemment, on peut s'apercevoir que le territoire de Branches est scindé en deux parties :

- L'une, au Nord, est caractérisée par quelques peupleraies, mais surtout par des petits bosquets et quelques haies ponctuant un paysage essentiellement agricole.
- La seconde, au Sud, est essentiellement constituée de formations boisées plus importantes.

A l'échelle du territoire de la commune, on peut donc conclure que la partie Sud consiste en grande partie en un important réservoir de biodiversité lié à la trame forestière. Ce territoire, au Sud de l'A6, abrite notamment une zone Natura 2000, un APB et une ZNIEFF.

En revanche, au Nord, il existe un réseau de bosquets et de haies, ainsi que de jardins qui est susceptible de former un réseau de continuités écologiques locales, reliant certains éléments entre eux.

Dans le cadre du fonctionnement ces corridors, la présence de l'autoroute A6 est une barrière potentielle à la continuité écologique. Elle constitue potentiellement un risque de collision avec la faune, notamment la faune fréquentant les espaces boisés, tels que les grands mammifères.

Trame des milieux ouverts (Sous trames « Prairies-Bocage, Pelouses »)

Eléments identifiés dans le SRCE :

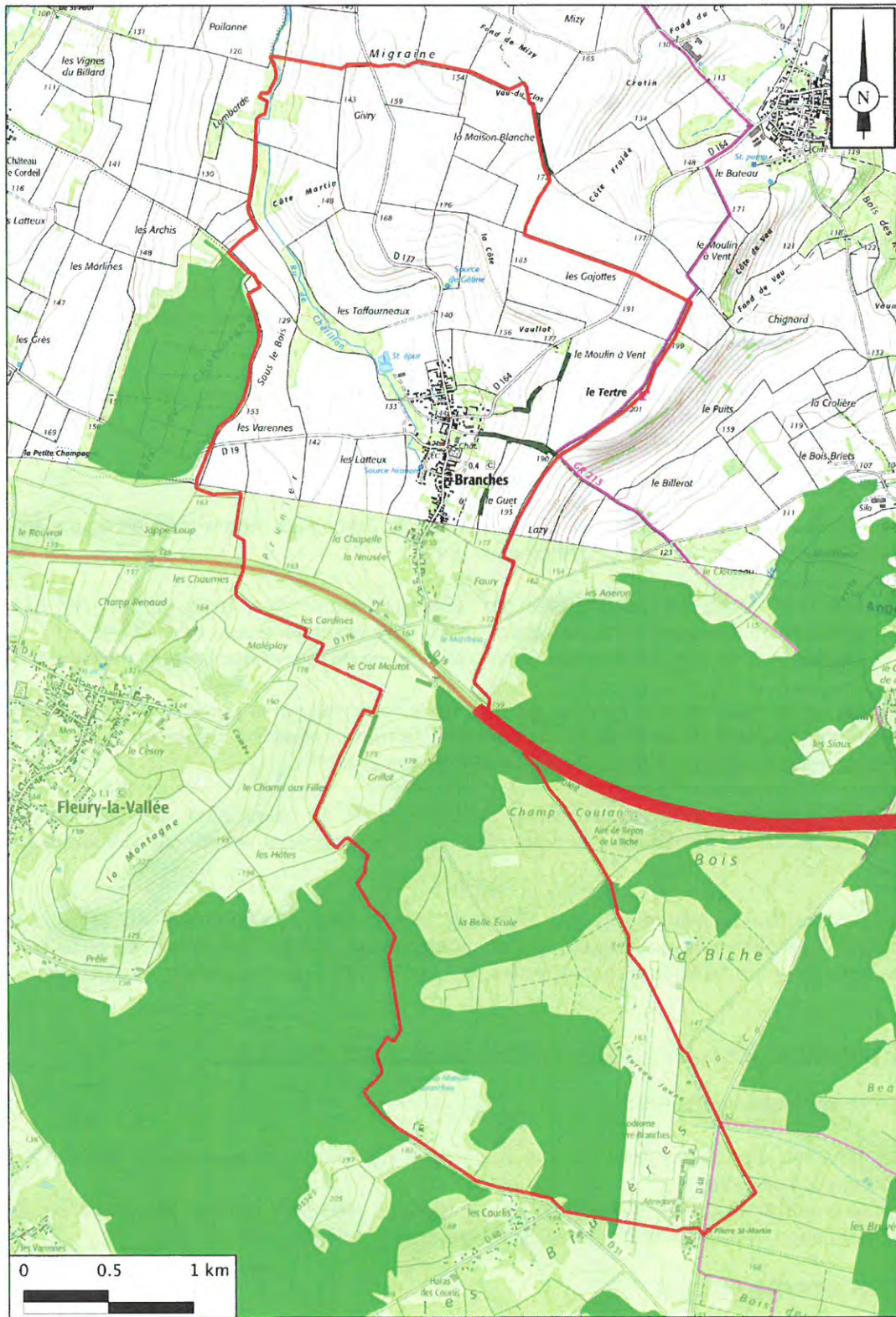
Aucun réservoir de biodiversité, ni aucun corridor n'a été recensé dans le SRCE Bourgogne concernant ces sous-trames.

Une grande partie du territoire de Branches est toutefois identifiée comme « espace à prospecter », afin d'identifier d'éventuels réservoirs de biodiversité ou continuités écologiques.

Corridors potentiels (locaux) :

D'un point de vue local, compte tenu de ce contexte, il est peu probable qu'une continuité écologique liée aux milieux ouverts existe sur la commune de Branches, excepté le réseau de haie ponctuant les espaces agricoles au Nord de la commune.

Carte des réservoirs de biodiversité, des corridors et des barrières écologiques liés à la Trame verte
(Source : SRCE Bourgogne)



LÉGENDE			
Trame milieux boisés	Trame pelouses	Continuité locale	Barrières écologiques
Réservoir de biodiversité	Espace à prospecter	Haies	Barrière potentielle liée aux routes

Toutefois, étant donné la présence de milieux ouverts d'intérêt sur le territoire (landes, prairies, tourbières au Sud de la commune) et de quelques parcelles en prairie au Nord, ces éléments sont susceptibles de constituer des réservoirs de biodiversité locaux pour les plus remarquables, et des zones de refuge pour la petite faune en ce qui concerne les espaces ouverts banals.

Trame bleue (Sous trames « Zones humides, eau »)

Eléments identifiés dans le SRCE :

Le territoire de Branches n'est pas caractérisé par un réseau hydrographique très développé.

Ainsi, aucun réservoir de biodiversité n'a été recensé dans le SRCE Bourgogne concernant ces sous-trames.

Toutefois, le Ru de Châtillon, traversant le Nord du territoire de Branches, est identifié dans le SRCE comme « Milieu humide associé aux cours d'eau à préserver ».

Corridors potentiels (locaux) :

Comme précisé précédemment, seul le Ru de Châtillon traverse la commune de Branche, et est identifié comme milieu humide de la trame bleue à préserver. Si le ru constitue une continuité écologique, sa ripisylve et la zone humide accompagnant le cours d'eau peuvent constituer un réservoir de biodiversité.

De même, rappelons que le Sud de la commune abrite des zones humides recensées par la DREAL Bourgogne, en partie comprises dans une ZNIEFF de type 1, une zone Natura 2000 et un APB.

Ainsi, ces zones humides constituent également un réservoir de biodiversité pour la flore et la faune inféodées aux milieux humides.

Nous pouvons rappeler que le Sud du territoire est déjà caractérisé comme étant un réservoir de biodiversité de la sous-trame « forêt ».

Carte des réservoirs de biodiversité et des corridors liés à la Trame bleue (Source : SRCE Bourgogne)



LÉGENDE		
Trame milieux humides	Continuité locale	Réservoir local
Réservoir de biodiversité à préserver	Ru de Châtillon	Zones humides (DREAL)

1.2.5.F/ Les enjeux concernant la biodiversité

D'une manière générale, la biodiversité des espaces naturels est fragile et peut être affectée par des phénomènes d'origine multiple :

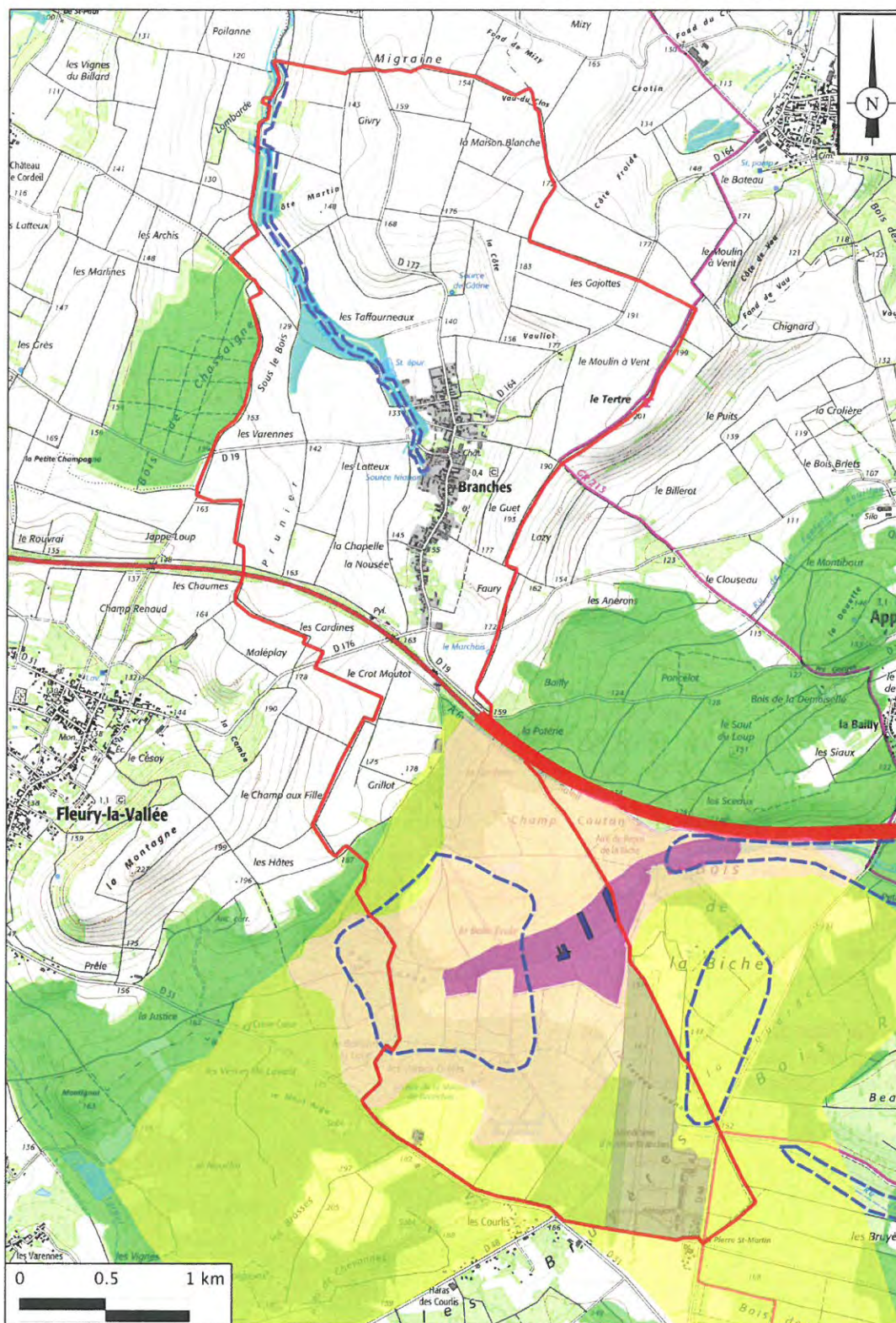
- ✦ L'urbanisation à l'intérieur d'un espace naturel a des effets évidents sur la biodiversité. Mais les incidences peuvent aussi se ressentir lorsque l'urbanisation se fait à l'extérieur, notamment aux abords proches. Un des exemples typiques est celui de l'urbanisation en bordure de forêt. Dans ce cas, l'effet se fait ressentir en premier lieu sur la lisière (linéarisation du contour, banalisation). Or, la lisière d'une forêt est un milieu d'échanges biologiques importants, facteur d'une biodiversité notable. L'effet peut aussi être ressenti au sein même du massif par des intrusions humaines de plus en plus fréquentes. Ceci peut engendrer des dérangements (bruit et perte de quiétude), des piétinements (impact sur la végétation) et peut donc induire une diminution des capacités d'accueil biologique du boisement (disparition des espèces les plus sensibles à la présence humaine).
- ✦ L'urbanisation peut également être à l'origine de divers impacts indirects sur la qualité des milieux et la faune. Les modalités de gestion des eaux usées peuvent conduire à une dégradation des milieux par pollution. De même, une consommation d'eau par pompage dans la nappe phréatique, non gérée et devenant excessive est susceptible d'engendrer une diminution du niveau de la nappe et un impact sur le fonctionnement des zones humides par assèchement, ... Enfin, le bruit généré par les habitants, le trafic routier, peut être source de dérangement pour la faune proche. De même, l'installation de mobilier urbain tels que des luminaires peut être à l'origine d'une perturbation de la faune nocturne telle que les chauves-souris, ...
- ✦ La mise en place de réseaux (voie à grande circulation) est également susceptible de provoquer des effets dommageables sur la biodiversité. Ici la cause est liée au risque d'enclavement et de coupure avec les autres espaces naturels alentours (perte des possibilités d'échanges biologiques).
- ✦ La modification des pratiques agricoles ou sylvicoles est un facteur important de perte de biodiversité. Ceci est manifeste lorsque les pratiques de culture s'intensifient autour d'une zone naturelle remarquable. Là, la zone naturelle se retrouve isolée au milieu d'espaces agricoles simplifiés et ne bénéficie plus d'échanges biologiques (cas d'un territoire agricole remembré ayant entraîné la disparition des haies, des ruisseaux et de tout élément susceptible de permettre des connexions). Mais ceci est parfois moins visible lorsque ce sont des pratiques sylvicoles ou agro-pastorales qui évoluent sur des espaces naturels : remplacement du pâturage extensif en marais par du pâturage intensif, mise en place d'une peupleraie en fond de vallée faisant disparaître certains boisements alluviaux originels, ...
- ✦ L'assèchement, le curage, le drainage et le remblaiement peuvent aussi constituer des menaces réelles pesant sur l'intégrité des zones humides et des marais. Les pollutions extérieures qu'elles subissent parfois (apports de polluants venant du bassin versant) tendent aussi à faire diminuer leur biodiversité.

Lors de l'élaboration du projet de PLU, il faut donc s'assurer que les orientations choisies dans le PADD ne portent pas atteinte au milieu naturel même indirectement et protègent ces milieux contre les activités humaines les plus impactantes.

A RETENIR DE LA BIODIVERSITE DU TERRITOIRE ET DES FONCTIONNALITES ECOLOGIQUES :

- ✓ Patrimoine naturel riche, présence d'un Arrêté de protection de Biotope, d'un site Natura 2000 ZSC, d'une ZNIEFF de type 1, de zones humides et de parcelles gérées par le Conservatoire des Espaces Naturels Bourguignons.
- ✓ Essentiel du Sud du territoire sur des milieux naturels sensibles, avec localement des contraintes réglementaires plus importantes.
- ✓ La zone d'habitations située au Nord de l'A6 en dehors de ces zones de contraintes liées au milieu naturel.
- ✓ L'intérêt écologique du territoire : Bois de la Biche, Ru de Châtillon (dans une moindre mesure)
 - Mosaïque d'habitats typiques des zones forestières et humides (chênaies, landes, tourbières, ...) accueillant une flore et une faune remarquables.
- ✓ Un « réservoir de biodiversité » au Sud territoire recensé dans le SRCE, comprenant les principaux boisements au Sud, ainsi qu'un corridor lié à la trame bleue à préserver.
Présence de barrières écologiques (Autoroute A6).
- ✓ Menaces directes : urbanisation, pratiques telles que le drainage, les comblements, les plantations, l'abandon du pâturage, susceptibles de nuire aux zones humides (bois humides, prairie humides, ...), et à la forêt (homogénéisation du milieu), ainsi que l'abandon de l'entretien des landes, atouts de la richesse écologique de la commune.
- ✓ Menaces indirectes liées à l'urbanisation : mauvaise gestion de la ressource en eaux, modalités d'assainissement, le dérangement lié au bruit, ...
- ✓ Principaux enjeux du territoire en termes de biodiversité et continuités écologiques :
 - ⚡ Préservation de la zone Natura 2000 et de l'APB des impacts directs ou indirects.
 - ⚡ Préservation du caractère humide des zones recensées au Sud de la commune et celle liée au Ru de Châtillon
 - ⚡ Intégration des corridors d'importance dans le document d'urbanisme et protection des axes locaux (haies, bosquets, ru).

Carte de synthèse – milieu naturel et fonctionnalités écologiques



LÉGENDE		
Zonages		
	Zones humides DREAL	
	Natura 2000	
	APB	
	Parcelles CENB	Secteurs urbanisés
	ZNIEFF 1	
Réservoirs de biodiversité (SRCE)		
	Réservoir «Forêt»	
	Réservoir «zones humides»	
Barrières écologiques		
	Barrière potentielle liée aux routes	

1.2.6 RESSOURCE EN EAU

1.2.6.A/ Qualité des eaux

La commune de Branches est caractérisée par la présence d'un seul cours d'eau. Il s'agit du Ru de Châtillon, qui traverse le Nord de la commune.

Notons également en limite de commune la présence du Ru de la Biche, qui parcourt le territoire d'Appoigny et du Ru de Pisse Bœuf.

I – Description du réseau hydrographique

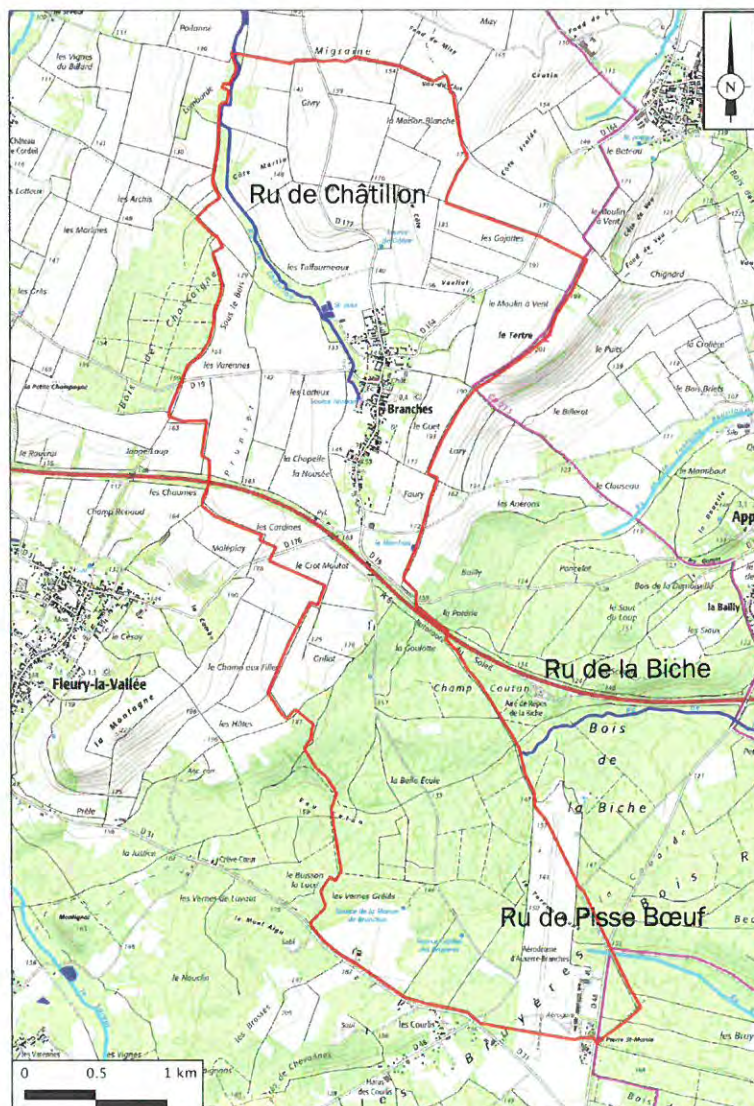
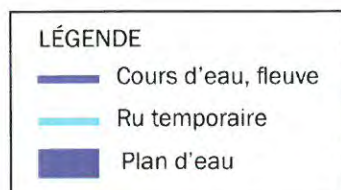
Le **Ru de Châtillon** traverse la partie Nord du territoire de Branches. Il prend source à l'Ouest du bourg de la commune au niveau de la source « Nianon » et se jette dans le Ravillon, affluent de l'Yonne, sur la commune de Neuilly.

D'une longueur de 5,5 km environ, il suit sur la quasi-totalité de son parcours une direction Nord, excepté au niveau de la confluence avec le Ravillon où il emprunte une direction Ouest.

Carte du réseau hydrographique

Le **Ru de la Biche** prend source en limite Sud-Est de Branches et traverse, comme son nom l'indique le Bois de la Biche situé au Sud de l'A6 puis remonte en direction d'Appoigny où il se jette dans l'Yonne. Ce ru présente une longueur totale d'environ 4,5 km. D'après la carte topographique et la situation du cours d'eau dans un talweg, on peut s'apercevoir que son alimentation se fait essentiellement par les eaux pluviales qui ruissellent le long de ce talweg.

Le **Ru de Pisse Bœuf** consiste en un ru temporaire, alimenté par les eaux pluviales ruisselant depuis les points hauts et traversant le Bois de la Biche. Ce ru récolte donc les eaux pluviales le long d'un talweg sur environ 4 km, avant de déverser ses eaux dans le Ru de Baulche, affluent de l'Yonne.



II – Protection de la ressource en eau et des milieux humides

A - Le SDAGE Seine Normandie

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine Normandie 2010-2015, validé en octobre 2009, découle de la Directive Cadre Européenne sur l'Eau du 23 octobre 2000. **Le Comité de bassin Seine Normandie a adopté le nouveau SDAGE 2016-2021, le 5 novembre 2015.** Le SDAGE est plus qu'un simple instrument de gestion. Il a également une portée juridique. Les décisions administratives, les documents d'urbanisme, les SAGE, ... doivent être compatibles avec ses orientations. Le SDAGE fixe les objectifs de qualité et de quantité des eaux, et propose les orientations fondamentales de gestion de l'eau.

Les objectifs de qualité sont des objectifs environnementaux, dont le « bon état » écologique et chimique. La définition du « bon état écologique » ainsi que les modalités de leur évaluation, sont établies par type de masse d'eau. Pour l'état chimique, il s'agit de vérifier que les normes de qualité environnementales fixées par les directives européennes sont respectées. L'état chimique n'est pas défini par type de masse d'eau : tous les milieux sont soumis aux mêmes règles (cours d'eau et plans d'eau).

✓ Les masses d'eau

Les masses d'eau sont des regroupements de milieux aquatiques homogènes du point de vue de certaines caractéristiques naturelles : relief, géologie, climat, géochimie des eaux, débits, ... qui ont une influence structurante, notamment sur la répartition géographique des organismes biologiques. Pour chaque masse d'eau sont définies des conditions de référence à partir desquelles sont établis les états écologiques (écarts à la référence), dont le bon état écologique.

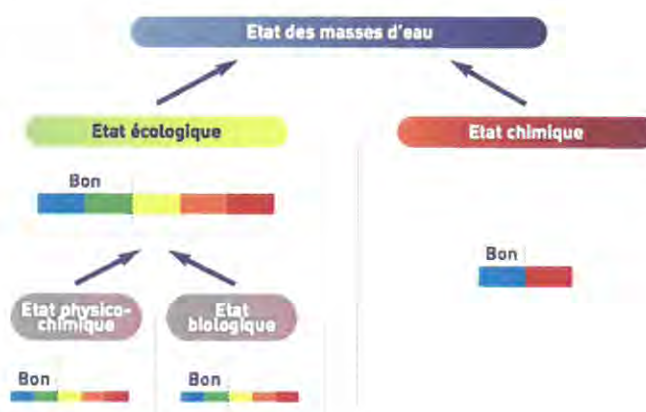
La commune de Branches est concernée par deux masses d'eau :

- ✦ Masse d'eau FRHR56-F3223000 « Ru de la Biche ».
- ✦ Masse d'eau FRHR70A-F3509000 « Ruisseau le Ravillon » (ruisseau dans lequel se jette le Ru de Châtillon).

✓ Définition des objectifs de qualité

Le SDAGE considère que les milieux souterrains, superficiels et littoraux sont interdépendants et qu'ils doivent donc tous répondre à l'objectif de bon état.

Le bon état et le très bon état écologique correspondent à un faible écart par rapport à des valeurs de référence définies pour chaque type de masse d'eau, pour les paramètres qui ont un impact sur la biologie. Le SDAGE précise les valeurs-seuils de bon état.



Le bon état d'une masse d'eau de surface est atteint lorsque son état écologique et son état chimique sont au moins bons.

✓ Enjeux, objectifs et orientations

Le SDAGE Seine Normandie identifie 4 enjeux, déclinés en objectifs et orientations :

- ✚ Protéger la santé et l'environnement - Améliorer la qualité de l'eau et des milieux aquatiques.
- ✚ Anticiper les situations de crise, inondations et sécheresses.
- ✚ Renforcer, développer et pérenniser les politiques de gestion locales.
- ✚ Favoriser un financement ambitieux et équilibré.



B - SAGE

Aucun SAGE n'est actuellement en vigueur sur le territoire de Branches.

C - Cours d'eau soumis à conditionnalité

Les cours d'eau et portions de cours d'eau devant être bordés par des bandes enherbées au titre des Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales (BCAE) sont définis par l'Arrêté ministériel relatif aux règles BCAE du 24 avril 2015.

Pour le département de l'Yonne (listé à l'annexe I-C de l'Arrêté), sont concernés les cours d'eau représentés en trait bleu plein sur les cartes les plus récemment éditées au 1/25 000 par l'IGN et les cours d'eau repris à l'annexe II de l'Arrêté.

Ainsi, sur le territoire de Branches ou en limite, les cours d'eau ou portion de cours d'eau devant être bordés par des bandes enherbées au titre des bonnes conditions agricoles et environnementales sont :

- le Ru de Châtillon,
- le Ru de la Biche,
- le Ru de Pisse Bœuf.

III – Qualité des eaux de surface

A - Objectifs de qualité du SDAGE Seine Normandie

Comme précisé précédemment, la commune de Branches est concernée par les deux masses d'eau :

- ✚ Masse d'eau FRHR56-F3223000 « Ru de la Biche ».
- ✚ Masse d'eau FRHR70A-F3509000 « Ruisseau le Ravillon » (ruisseau dans lequel se jette le Ru de Châtillon).

D'après le SDAGE, l'état de ces deux cours d'eau et le délai d'atteinte des objectifs sont les suivants :

	Ru de la Biche	Ruisseau le Ravillon
Etat global	Bon état 2027	Bon état 2015
Etat écologique	Bon état 2027	Bon état 2015
Etat chimique	Bon état 2027	Bon état 2015

En ce qui concerne le Ruisseau le Ravillon, le bon état global, ainsi que le bon état écologique et le bon état chimique ont été fixés à 2015 et ont été atteints.

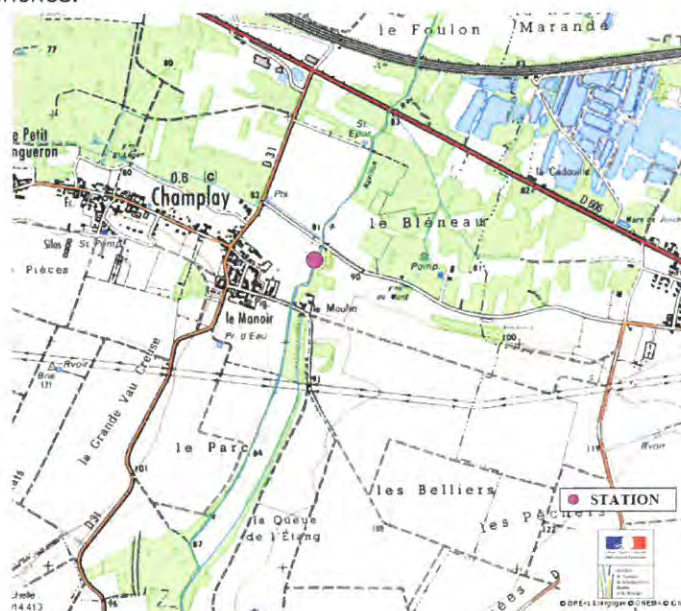
En revanche, en ce qui concerne le Ru de la Biche, du fait d'un mauvais bilan hydrobiologique, le bon état écologique est reporté à 2027 et compte tenu de la présence d'Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP), le bon état chimique, et de ce fait le bon état global sont reportés à 2027.

B - Réseau de station de l'Agence de Seine Normandie

L'Agence de l'Eau Seine Normandie a mis en place un certain nombre de stations de prélèvements constituant son réseau de surveillance. Toutefois, le Ru de Châtillon et le Ru de la Biche n'étant que des petits cours d'eau, et le Ru de Pisse Bœuf n'étant qu'un ru temporaire, ces trois cours d'eau ne disposent pas de stations de surveillance.

En revanche, le Ravillon, dont le Ru de Châtillon est un affluent dispose d'une station de surveillance à Champlay, à environ 7 km au Nord de Branches.

Localisation de la station de surveillance du Ravillon à Champlay (Source : DREAL Bourgogne, IGN, ONEMA)



Pour cette station, sur l'ensemble des données disponibles de 2010 à 2012, la qualité du Ravillon est bonne à très bonne, conformément aux objectifs fixés dans le SDAGE.

Paramètres	Qualité du Ravillon		
	2009	2010	2011
Qualité générale	Bonne	Bonne	Bonne
Bilan oxygène	Bon	Bon	Bon
Température	Très bon	Très bon	Très bon
Acidification	Bon	Bon	Bon

Bleu : qualité très bonne

Vert : qualité bonne

Les résultats concernant les micro-organismes aquatiques sont les suivants :

Indice	Qualité du Ravillon		
	2011	2012	2013
IBD	15,4	14,7	-
IBGN	17	15	13

Bleu : qualité très bonne

Vert : qualité bonne

L'IBD ou Indice Biologique Diatomée correspond à un indice se basant les populations de Diatomées, algues microscopiques vivant en étroite relation avec le substrat et qui indiquent à travers leurs populations présentes la qualité de l'eau.

L'IBGN ou Indice Biologique Global Normalisé consiste en une évaluation des populations d'organismes animaux aquatiques microscopiques vivant en étroite relation avec le substrat et qui indiquent à travers leurs populations présentes la qualité de l'eau.

La qualité du Ravillon est bonne à très bonne, avec cependant une dégradation globale entre 2011 et 2013.

IV – Qualité des eaux souterraines et alimentation en eau potable

A - Qualité des masses d'eau souterraines

La commune de Branches est concernée par deux masses d'eau souterraines :

- ✚ Masse d'eau souterraine n°FRHG217 : « Albien et Cénomaniens libre entre Loire et Yonne », qui concerne l'essentiel du territoire de la commune.
- ✚ Masse d'eau souterraine n°FRHG210 : « Craie du Gâtinais », qui concerne l'extrême Nord-Est de la commune.

D'après le SDAGE, l'état de ces deux masses d'eau et le délai d'atteinte des objectifs sont les suivants :

	FRHG217	FRHG210
Etat chimique	Bon état 2015	Bon état 2027
Etat quantitatif	Bon état 2015	Bon état 2015

En ce qui concerne l'Albien et le cénomaniens, le bon état quantitatif et le bon état chimique ont été atteints en 2015.

Le bon état quantitatif de la masse d'eau de la craie du Gâtinais a été également atteint en 2015. Toutefois, le bon état chimique est reporté en 2027 compte tenu de la pollution aux pesticides.

B - Usages de l'eau souterraine sur la commune

D'après les informations récoltées dans la banque de données « Eau-France / Données sur les prélèvements en eau », aucun prélèvement d'eau souterraine n'est connu sur la commune de Branches, que ce soit pour l'irrigation agricole, l'industrie ou l'alimentation en eau potable.

D'après le Bureau de Recherches Géologiques et Minières, plusieurs sources et puits existent sur le territoire de Branches :

- ✚ Ouvrage n°03677X0018/HY : Source de Gâtine,
- ✚ Ouvrage n°03677X0019/HY : Source de Nianon,
- ✚ Ouvrage n°04023X0028/SOURCE : Source de la Maison de Branches,
- ✚ Ouvrage n°04023X0029/SOURCE : Source des Bruyères.

De même, il existe deux puits privés sur la commune, à vocation d'usage domestique :

- ✚ Puits n°03677X007/P : chez Monsieur Millet.
- ✚ Puits n°04023X0023/P : « Les Courlis », Monsieur Leroy.

Ces ouvrages sont à destination d'usage domestique, et ne font l'objet d'aucune procédure loi sur l'eau au titre des prélèvements dans la nappe, c'est à dire que le prélèvement dans la nappe ne dépasse pas les 10 000 m³/an.

C - Modalités d'alimentation en eau potable de la commune

D'après l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne, Unité territoriale de l'Yonne, aucun captage d'alimentation en eau potable ou périmètre de protection de captage n'est situé sur la commune de Branches.

L'alimentation en eau potable du bourg de la commune se fait grâce au champ captant de Moneteau, au lieu-dit « Les Boisseaux », situé à une dizaine de kilomètres de la commune de Branches. Ce captage est utilisé pour l'alimentation en eau potable de 16 autres communes (Auxerre, Augy, Appoigny, Bleigny le Carreau, Chevannes, Gurgy, Lindry, Monéteau, Montigny la Resle, Perrigny, Quenne, Saint George sur Baulches, Valan, Venoy, Villefargeau et Villeneuve Saint Valves). L'alimentation du hameau des Courlis se fait par la commune de Courlis. La distribution d'eau potable sur le territoire est gérée par la Communauté de l'Auxerrois affermé Lyonnaise des eaux, réseaux Nord-Ouest.

Ce captage a fait l'objet d'un arrêté préfectoral n°DDA 83 de déclaration d'utilité publique, relatif à l'instauration des périmètres de protection, en date du 25 mars 1983, périmètres modifiés par l'Arrêté n°PREF-DUPP-SE-2016_0062 du 4 mai 2016.

Ce captage n'est pas jugé prioritaire d'après le SDAGE Seine Normandie.

La commune de Branches est située en aval, à plus de 10 km.

Il n'y a donc pas de risque de pollution sur ce captage, lié aux rejets (eaux pluviales, eaux usées) de la commune.

La préservation et l'amélioration de cette ressource en eau a fait l'objet d'un contrat global pour la protection des captages de la Plaine du Saulce, de la Plaine des Isles et des Boisseaux révisé en 2014 par les collectivités concernées et l'Agence de l'Eau Seine Normandie.

De plus des actions préventives sont mises en place en ce qui concerne la pollution diffuse sur l'ensemble des bassins d'alimentation de captage de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. Il s'agit de :

- Identifier besoins des agriculteurs pour arriver à zéro pesticide dans l'eau.
- Déterminer moyens techniques (matériels, infrastructures, études, conseils...).
- Engager pour soutenir actions ambitieuses de la charte locale.
- Expérimenter et promouvoir les techniques de désherbage alternatives pour le colza.
- Accompagner les producteurs, organismes stockeurs, acteurs de 1ère et 2ème transformation.
- Anticiper les besoins des filières longues en bio.
- Agir sur le foncier.

Nous pouvons noter que pour les 4 forages exploités pour l'alimentation des 17 communes citées ci-dessus, dont Branches, le débit maximum d'exploitation autorisé est de :

- débit de prélèvement maximum instantané de 500 m³/h (dont 135 m³/h pour chacun des forages F1, F2, F3 et 100 m³/h maximum pour F4),
- débit de prélèvement journalier maximum de 10 000 m³/j (dont 2670 m³/j pour chacun des forages F1, F2, F3 et 2000 m³/j pour F4),
- débit de prélèvement maximum annuel de 3 650 000 m³ (dont 973 090 m³/an pour chacun des forages F1, F2, F3 et 730 000 m³/an pour F4).

D - Qualité des eaux distribuées

Le département de l'Yonne dispose d'un Schéma Départemental des Ressources en Eau Destinées à la Consommation Humaine, réalisé en 2011.

De manière globale, les ressources souterraines en eau dans le département sont assez exposées aux risques de teneur élevée en Nitrates et en pesticides.

La masse d'eau souterraine relative à la Craie du Gâtinais est d'ailleurs concernée par les problèmes de concentration élevée en pesticides, d'où un report de l'atteinte de bon état chimique en 2027.

En ce qui concerne les Nitrates, il semblerait que la mise en place des différents « Programmes Nitrates » permette de stabiliser les concentrations, voire d'assister à une légère décroissance.

Nous pouvons noter que la qualité des eaux au niveau du champ captant de Monéteau est plutôt satisfaisante, ces ouvrages n'étant pas compris dans la liste des captages prioritaire du SDAGE.

En effet, d'après le schéma des ressources en eau destinées à la consommation humaine de l'Yonne, l'eau distribuée dans le secteur est caractérisée par de bons résultats en ce qui concerne la bactériologie (taux de conformité bactériologique > 95%), de même qu'en ce qui concerne les Nitrates (concentration en Nitrates comprise en 10 et 25 mg/l, soit une présence de modérée de ces produits).

D'un point de vue quantitatif, nous pouvons noter que globalement, les ressources en eau sur le département sont suffisantes pour assurer l'alimentation de l'ensemble de la population à l'échéance 2020. Ce délai pourra être allongé avec l'amélioration de la qualité des réseaux, la réduction des pertes notamment.

En ce qui concerne la qualité des eaux à Branches, un suivi des eaux distribuées est assuré et les données issues de ces campagnes de contrôle sanitaire sont disponibles sur le site du Ministère de la santé.

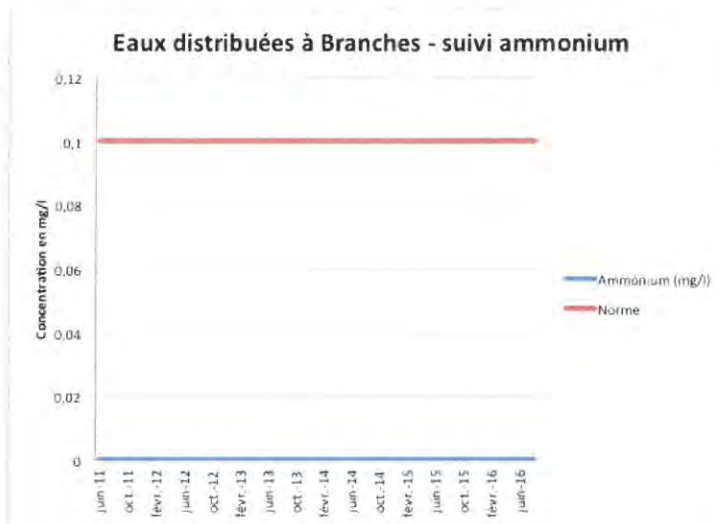
Ce suivi a été effectué sur un certain nombre de critères bactériologiques et physico-chimiques, dont l'ammonium (bon indicateur de la pollution de l'eau par des rejets organiques d'origine agricole, domestique ou industrielle) et les nitrates provenant des produits de fertilisation.

En ce qui concerne les eaux distribuées à Branches, chaque bilan fait état d'une eau conforme aux exigences de qualité en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés.

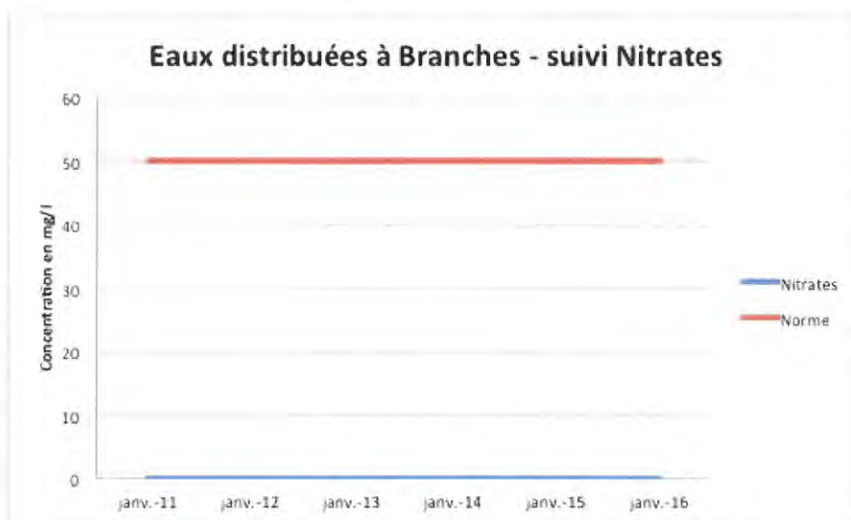
Concentration en ammonium des eaux distribuées à Branches (Source : Ministère de la Santé)

La teneur en ammonium reste toujours très inférieure à la norme en vigueur (de 0,1 mg/l) puisqu'au cours des différentes mesures effectuées, la concentration en ammonium est restée inférieure à 0,05 mg/l.

Cette concentration reste stable et ne montre pas de dégradation de la qualité des eaux distribuées.



Concentration en Nitrates des eaux distribuées à Branches (Source : Ministère de la Santé)



La teneur des eaux distribuées en Nitrates des eaux distribuées reste inférieure à la norme en vigueur de 50 mg/l.

D'après le dernier rapport d'analyse rendu public en 2017 par l'ARS Bourgogne-Franche-Comté, les conclusions sont les suivantes :

- bactériologie : très bonne qualité ;
- dureté : il s'agit d'une eau dure (26 degré français)
- pesticides : mesure conforme (0,08µg/l)
- nitrates : teneur moyenne de 19 mg/l (max 24 mg/l)
- pH : moyen de 7,6
- physico-chimie : conforme aux normes en vigueur pour les paramètres analysés.

Les dernières données transmises par l'ARS à la Communauté d'Agglomération en septembre 2018 inique une eau d'alimentation conforme aux exigences de qualité en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés. Il s'agit notamment de

La qualité des eaux distribuées est donc satisfaisante.

E – Consommation en eau

La réglementation actuelle (décret du 28 janvier) impose un rendement minimum pour les communes rurales. Le rendement de la Communauté de l'Auxerrois était de :

- 73,99% en 2014, contre 66,7% en 2012 et 69,08% en 2013 ce qui traduit une nette amélioration.

Sur le territoire qui est géré par la Communauté de l'Auxerrois et servi par la Lyonnaise des Eaux, la consommation d'eau potable en 2014³ s'élevait à 4 006 051 m³, pour 30229 clients abonnés (domestiques et non domestiques).

Si l'on ramène cette consommation au nombre d'habitants sur ces 19 communes (données INSEE 2013), la consommation moyenne sur le territoire s'élève à environ 179 L / jour /habitant.

D'après les informations obtenues auprès de la Communauté de l'Auxerrois, et la capacité du captage (Cf « C. Modalités d'alimentation en eau potable »), la production d'eau potable actuelle au niveau de ce captage semble suffisante pour répondre aux besoins futurs de la commune de Branches, qui ne seront pas très importants puisque l'extension de zones urbanisées (et l'accueil de nouveaux habitants) sera limitée sur le territoire.

1.2.6.B/ Assainissement

I – Eaux usées

La commune de Branches ne dispose pas, actuellement d'un zonage d'assainissement approuvé.

La quasi-totalité du territoire de la commune est en assainissement collectif.

La commune dispose actuellement d'une station d'épuration, de type lagunage naturel, à proximité du Ru de Châtillon, au Sud du lieu-dit « Les Taffourneaux ».

Cette station d'épuration dispose d'une capacité nominale de 500 équivalents habitants (eh).

En 2014, la charge maximale en entrée de station était de 307 eh pour une population d'environ 488 habitants. Le système d'assainissement collectif en place présente donc une capacité suffisante pour répondre aux besoins futurs de la commune.

D'un point de vue réglementaire, la station d'épuration de Branches est conforme en termes d'équipement et en performance, aucuns travaux de réhabilitation ne sont à prévoir.

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est du ressort de la Communauté de l'Auxerrois qui a la compétence de contrôle.

D'après le Schéma Départemental de l'Assainissement, environ 75% des installations en assainissement autonome seraient non conformes.

D'après le Rapport sur le Prix et la Qualité du service public de l'assainissement non collectif de 2014, sur la totalité des installations d'assainissement autonome présentes sur la commune, 6 installations ont été contrôlées entre 2010 et 2014.

³ Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Parmi ces installations contrôlées, la moitié présentait un risque majeur :

- en 2010, 4 installations ont été contrôlées pour la première fois, 3 présentaient un risque majeur et 1 était conforme ou présentait un risque mineur,
- en 2011, une installation a été contrôlée pour la première fois et a été jugée conforme ou présentant un risque mineur,
- en 2014, une installation a été contrôlée pour la première fois et a été jugée conforme ou présentant un risque mineur,
- de même, en 2014, les trois installations ayant été contrôlées en 2010 et présentant un risque majeur ont à nouveau été contrôlées. Parmi ces installations, deux étaient conformes ou présentaient des risques mineurs et une installation n'était pas conforme.

Dans le cadre de l'élaboration du PLU, le règlement devra préciser les modalités de gestion des eaux usées.

II – Eaux pluviales

La commune dispose d'un réseau unitaire, envoyant les eaux usées et les eaux pluviales en direction de la station d'épuration.

A RETENIR SUR LA RESSOURCE EN EAU :

- ✓ Deux cours d'eau principaux (Ru de Châtillon, affluent du Ravillon et Ru de la Biche en limite de la commune) et le ru temporaire « Ru de Pisse Bœuf ».
- ✓ Qualité de la Seine relativement bonne → objectifs d'atteinte de bon état global, chimique et écologique fixés à 2015 dans le SDAGE Seine Normandie remplis.
- ✓ Qualité du Ru de la Biche plutôt moyenne → objectifs d'atteinte de bon état, reportés à 2027 pour le bon état écologique et 2027 pour le bon état chimique et le bon état global.
- ✓ Qualité du Ravillon bonne → objectifs de bon état atteints en 2015.
- ✓ Qualité chimique des eaux souterraines sur le secteur de Branches bonne (Albien et Cénomaniens) à moyenne pour la Craie du Gâtinais (Pesticides), → report d'objectif d'atteinte du bon état chimique en 2027 pour cette masse d'eau.
- ✓ Bon état quantitatif atteint en 2015 pour les deux masses d'eau.
- ✓ Qualité de l'eau distribuée conforme aux normes réglementaires, dont les Nitrates.
Ressource en eau semble suffisante pour les besoins des populations.
- ✓ Pas de zonage d'assainissement approuvé. Commune essentiellement en assainissement collectif. Contrôle d'une partie des installations → certaines non conformes (risque de pollution).
- ✓ Principaux enjeux du territoire concernant la ressource en eau :
 - ⚡ Réaliser le zonage d'assainissement, conformément à l'article L.2224-10 du Code général des collectivités territoriales, modifié par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006.
 - ⚡ Contrôler l'ensemble des installations d'assainissement autonome et réhabiliter celles qui le nécessitent.
 - ⚡ Gestion des eaux des futurs aménagements publics (stationnement, voirie, ...).

1.2.7 RESSOURCE EN ENERGIE

Pour cette thématique, nous ne disposons pas de données à l'échelle de la commune, nous utiliserons donc des données régionales, voire départementales.

La Bourgogne dispose d'un Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE), approuvé en mai 2012.

1.2.7.A/ Bilan de la consommation d'Énergie

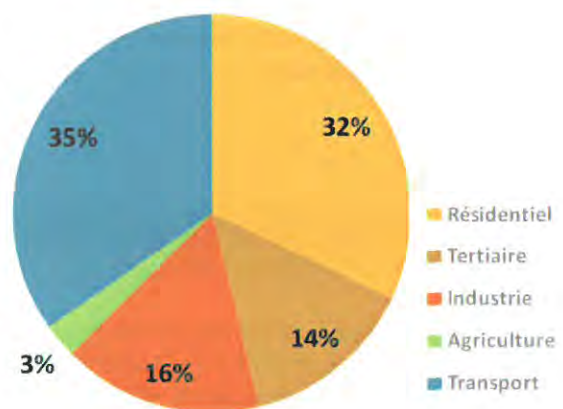
En 2005, la Bourgogne a consommé 53 209 GWh d'énergie finale (et 70 938 GWh d'énergie primaire), soit 2,7 % de la consommation en France métropolitaine.

Consommation d'énergie finale par secteur en 2005 (Source : SRCAE Bourgogne - Alterre Bourgogne)

Le transport (35% de la consommation globale régionale), le résidentiel (32%) et l'industrie (16%) constituent les premiers secteurs consommateurs d'énergie finale, suivis du tertiaire (14%) et de l'agriculture (3%).

Notons que la consommation du tertiaire est liée en grande partie à l'utilisation des bâtiments. Ainsi, le secteur du bâtiment (tertiaire et résidentiel) constitue le premier secteur consommateur d'énergie avec plus de 46% de la consommation finale totale.

Energie finale

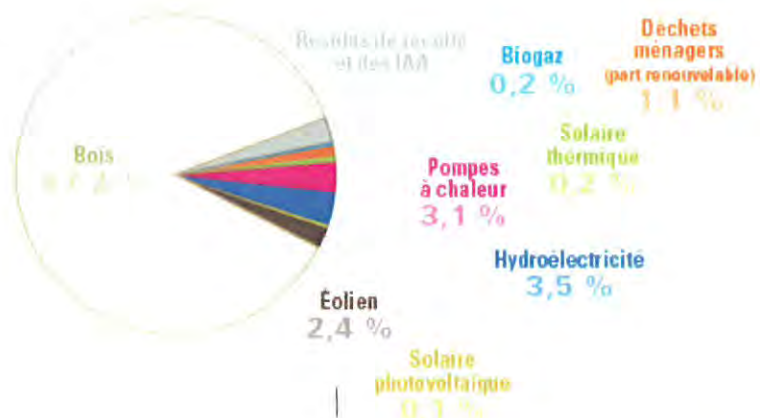


Ce profil est similaire au profil global de la France (mêmes secteurs consommateurs).

Les énergies fossiles (fioul, gaz, autres produits pétroliers, ...) restent le type d'énergie consommé de manière préférentielle même si les énergies de type biomasse (bois et autres) et d'autres types d'énergies composites, notamment d'énergies renouvelables représentent une proportion non négligeable.

Production d'énergie renouvelable en 2009 (Source : SRCAE Bourgogne - Alterre Bourgogne)

La principale source d'énergie produite à partir de sources renouvelables, exploitée en région est le **bois-énergie**, représentant plus de 87% de la production totale.



En 2009, 4244 GWh ont été produits en Bourgogne à partir de sources renouvelables, soit environ 7,6% de la production d'énergie régionale.

La situation en Bourgogne est proche du contexte national puisque la production d'énergie renouvelable en France s'élevait à 9,7% en 2005 et 12,4% en 2009.

Ainsi, la région s'est fixée les mêmes objectifs que la France en termes de production d'énergies produites à partir de sources renouvelables, à savoir 23% d'ici 2020.

Sur le secteur de Branches, le transport constitue une importante partie de la consommation d'énergie. En effet, la commune est concernée par un axe routier important (A6).

De même du fait que plus de 89% des actifs travaillent dans une autre commune que Branches (agglomération auxerroise), le recours à la voiture constitue plus de 82% des moyens de transport (données INSEE).

Notons que la commune de Branches n'est desservie par aucune gare, ni aucune ligne de bus ou aire de covoiturage qui permettrait de réduire l'utilisation du véhicule personnel.

En ce qui concerne le patrimoine bâti (rappelons que ce secteur constitue plus de 46% de la consommation d'énergie finale en région), plus de 64% des résidences principales de la commune ont été construites avant 1919, 17,5% entre 1971 et 1990 et seulement 15,4% depuis 1991.

Il s'agit donc majoritairement de bâtiments anciens, dont la plupart présentent potentiellement de faibles performances énergétiques.

1.2.7.B/ Potentiels d'utilisation des énergies renouvelables

Un certain nombre de filières associées à la production d'énergies renouvelables sont potentiellement exploitables sur la commune de Branches.

Le tableau ci-dessous, issu du SRCAE, compare pour les différentes filières, la production de 2009 et les objectifs pour 2020 :

Production en 2009 et objectifs de production par filière (Source : SRCAE Bourgogne – Alterre Bourgogne – Energie demain)

Filières de production	Production (GWh) (1)	2009	Scénario (GWh) (2)	2020	Effort à mener d'ici 2020 (2-1)	Part dans le mix renouvelable en 2020
Géothermie de surface*		131		191	59	1,9 %
Déchets ménagers		55		205	150	2,1 %
Hydraulique		148		163	15	1,6 %
Solaire Photovoltaïque		4		583	580	5,8 %
Solaire Thermique		10		460	450	4,6 %
Eolien		100		3 005	2 905	30,0 %
Méthanisation**		0		90	90	0,9 %
Bois-énergie***		3 396		5 114	1 718	51,1 %
Autre biomasse****		95		197	103	2,0 %
Total		3 939		10 008	6 069	100 %

* Ce chiffre exclut les PAC air/air mais inclut les PAC air/eau

** Méthanisation agricole et industrielle, la méthanisation des déchets ménagers est comptabilisée dans la filière « Déchets ménagers »

*** Il s'agit de la production de bois consommée en Bourgogne. La production exportée n'est pas comptée.

**** résidus de culture, sarments, paille, cultures énergétiques.

Les principales filières à développer dans la région sont le Bois-énergie, l'éolien, mais aussi le solaire photovoltaïque.

Bois énergie

En 2009, environ 70 000 résidences principales étaient chauffées au bois en Bourgogne, soit 12% des résidences principales, contre 8% en moyenne en France.

D'après le tableau précédent, l'ambition régionale est de développer jusqu'à 50% une énergie à partir de cette filière. Cet objectif a été établi en tenant compte du renouvellement de la forêt et de son développement mais aussi l'utilisation de bois d'œuvre et la préservation du milieu naturel.

L'ambition d'atteindre une telle part dans la production d'énergie renouvelable repose entre autres sur la recherche d'approvisionnements locaux. La commune de Branches étant caractérisée par une importante surface boisée, pourrait favoriser le développement d'une telle filière.

Eolien

En 2009, l'énergie éolienne ne représentait qu'environ 2% des énergies renouvelables produites en Bourgogne.

La Bourgogne dispose d'un Schéma Régional Eolien, ou SRE, annexe du SRCAE.

Même si la ressource éolienne est plutôt moyenne dans le secteur de l'Auxerrois, la commune de Branches est inscrite sur la liste des communes dans lesquelles des parties du territoire régional sont favorables au développement de l'éolien

Solaire photovoltaïque

La Bourgogne connaît actuellement une forte croissance des installations solaires photovoltaïques. Une centrale photovoltaïque a d'ailleurs été mise en service en 2012, dans le département de l'Yonne, à Massangis, en 2012.

Les objectifs du SRCAE concernant cette filière (5,8% d'ici 2020) repose non seulement sur les logements individuels neufs et existants, mais aussi sur le tertiaire, les bâtiments industriels et agricoles, ainsi que des centrales (surface au sol).

La commune de Branches pourrait ainsi favoriser le développement de cette filière, notamment sur ces logements.

A RETENIR SUR LA RESSOURCE EN ENERGIE :

- ✓ Principaux secteurs consommateurs d'énergie : le transport, le résidentiel (chauffage, ...) et l'industrie.
- ✓ Principaux types d'énergie consommés : les énergies fossiles, de type fioul, gaz et autres produits pétroliers.
- ✓ Principaux enjeux du territoire concernant la ressource en énergie :
 - ✚ Favoriser les logements économes en énergie.
 - ✚ Permettre l'installation de technologies renouvelables dans le respect du paysage et du milieu naturel (filières bois-énergie, éolien et solaire photovoltaïque).
 - ✚ Permettre le développement du covoiturage.

1.2.8 NUISANCES ET POLLUTIONS

1.2.8.A/ Nuisances sonores

Les sources sonores les plus importantes du territoire sont celles issues des activités humaines et notamment des activités industrielles et celles issues du trafic routier.

La loi « bruit » du 31 décembre 1992 a également fixé les bases d'une politique pour se protéger contre le bruit des transports :

- ✚ Les maîtres d'ouvrage d'infrastructures doivent prendre en compte les nuisances sonores dans la construction de voies nouvelles et la modification de voies existantes, et s'engager à ne pas dépasser des valeurs seuils du niveau sonore (article 12 de la loi bruit, décret 95-22 du 9 janvier 1995, arrêté du 30 mai 1995).
- ✚ Les constructeurs de bâtiments, quant à eux, ont l'obligation de prendre en compte le bruit engendré par les voies bruyantes existantes ou en projet, en dotant leur construction d'un isolement acoustique adapté (article 13 de la loi bruit, décret 95-21 du 9 janvier 1995, arrêté du 30 mai 1996).

Niveau sonore de référence diurne LAeq (6h - 22 h) en dB(A)	Niveau sonore de référence nocturne LAeq (22h - 6 h) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
L > 81	L > 76	1	300
76 < L < 81	71 < L < 76	2	250
70 < L < 76	65 < L < 71	3	100
65 < L < 70	60 < L < 65	4	30
60 < L < 65	55 < L < 60	5	10

La commune de Branches est concernée par l'Arrêté n° PREF-DCLD-2001-0035 relatif au classement des infrastructures de transport terrestre - A6 dans l'Yonne, par la présence sur son territoire de l'autoroute A6, classée en catégorie 1 sur l'ensemble du territoire de la commune.

L'ensemble du secteur affecté par le bruit généré par l'A6 présente une largeur de 300 m de part et d'autre de cette infrastructure.

Les élus indiquent que le muret anti-bruit qui a été réalisé a fortement contribué à atténuer cette nuisance.

Le territoire de la commune n'est concerné par aucune autre infrastructure bruyante.

En revanche, l'aéroport d'Auxerre-Branches est situé en partie sur le territoire de la commune dont le territoire est concerné par le Plan d'Exposition au Bruit (PEB), approuvé par l'arrêté préfectoral n° DDT/SEFC/2016/0013 du 5 avril 2016.

Le PEB définit les zones autour de l'aéroport en fonction de la gêne sonore susceptible d'être ressentie par les riverains au passage des avions.

Divers types de zones peuvent concerner le territoire :

- les zones A et B de bruit fort, où toutes constructions neuves à usage d'habitation et toutes actions sur le bâti existant, sauf rares exceptions ne sont pas autorisées,

- la zone C de bruit modéré, où les restrictions en matière d'urbanisation sont moins contraignantes que dans les zones A et B,
- la zone D ne donne pas lieu à des restrictions des droits à construire, mais étend le périmètre dans lequel l'isolation phonique de toute nouvelle habitation et l'information des futurs occupants, acquéreurs ou locataires du logement, sont obligatoires.

Le détail des constructions autorisées en fonction des différentes zones du PEB concernées est présenté dans le tableau ci-dessous (*Source : Préfecture de l'Yonne – Rapport de présentation du PEB*)

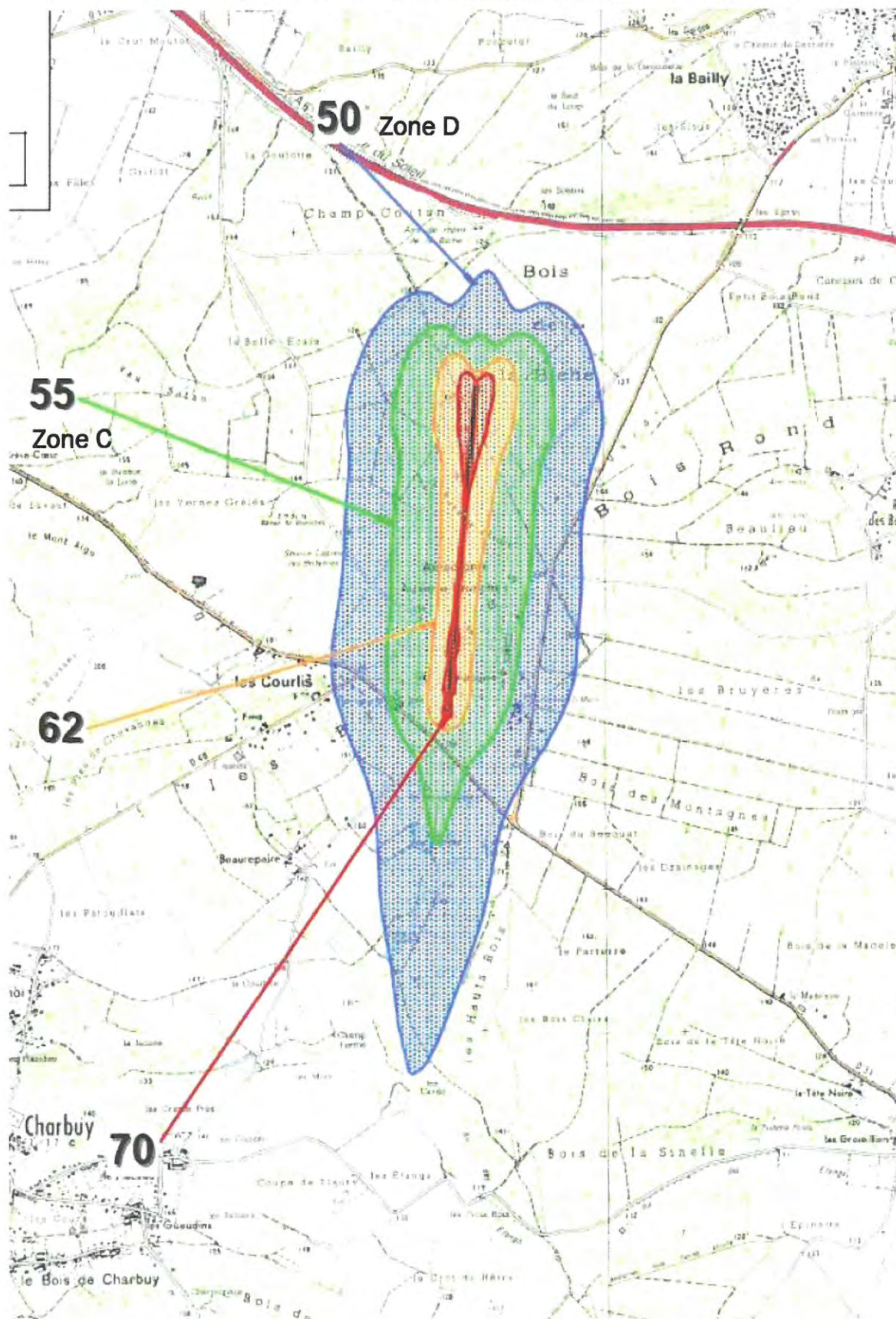
	ZONE A $L_{den} \geq 70$	ZONE B $70 > L_{den} \geq (62 \text{ à } 65)$	ZONE C (62 à 65) > $L_{den} \geq (52 \text{ à } 57)$ (indices fixés par le préfet)	ZONE D (52 à 57) > $L_{den} \geq 50$
CONSTRUCTIONS NOUVELLES A USAGE D'HABITATION				
Logements nécessaires à l'activité aéronautique ou liés à celle-ci	Autorisés *			Autorisés *
Logements de fonction nécessaires aux activités industrielles ou commerciales admises dans la zone	Autorisés * dans les secteurs déjà urbanisés	Autorisés *		
Constructions directement liées ou nécessaires à l'activité agricole	Autorisés *			
Constructions individuelles non groupées	Non autorisées		Autorisées * si secteur d'accueil déjà urbanisé et desservi par des équipements publics et si elles n'entraînent qu'un faible accroissement de la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances	
Autres types de constructions nouvelles à usage d'habitation (exemples : lotissements, immeubles collectifs à usage d'habitation)	Non autorisées		Opérations de reconstruction autorisées * si rendues nécessaires par une opération de démolition en zone A ou B, dès lors qu'elles n'entraînent pas d'accroissement de la population exposée aux nuisances, que les normes d'isolation phonique fixées par l'autorité administrative sont respectées et que le coût d'isolation est à la charge exclusive du constructeur	
EQUIPEMENTS PUBLICS OU COLLECTIFS				
Création ou extension	Autorisée * s'ils sont nécessaires à l'activité aéronautique ou indispensables aux populations existantes		Autorisée *	Autorisée *
INTERVENTIONS SUR L'EXISTANT				
Rénovation, réhabilitation améliorée, extension mesurée ou reconstruction des constructions existantes	Autorisée * sous réserve de ne pas accroître la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances			Autorisées *
Opérations de réhabilitation et de réaménagement urbain	Non autorisées		Autorisées * sous réserve de se situer dans un des secteurs délimités pour permettre le renouvellement urbain des quartiers ou villages existant, à condition de ne pas entraîner d'augmentation de la population soumise aux nuisances sonores	

La carte en page suivante permet de localiser les différentes zones A, B, C et D du PEB, affectées par les nuisances sonores liées à l'aéroport d'Auxerre-Branches.

D'après cette carte, aucune des zones A, B ou C ne concerne des zones d'habitations existantes de la commune de Branches, que ce soit le bourg ou l'habitation situé au Sud le long de la RD 31.

De même, la quasi-totalité des zones affectées par le bruit sur le territoire communal concerne le Bois de la Biche.

Plan d'exposition au Bruit (Source : Préfecture de l'Yonne - DGAC Nord-Est)



1.2.8.B/ Pollution des sols

Les sites pollués le sont habituellement suite à une activité humaine. La pollution des sols survient en général de deux manières :

- ✚ De façon localisée, soit à la suite d'un accident ou d'un incident, soit en raison d'une activité industrielle, artisanale ou urbaine sur un site donné. On utilise alors le terme de « site pollué ».
- ✚ De façon diffuse, par les retombées au sol de polluants atmosphériques issus de l'industrie, des transports, du chauffage domestique.

La pollution au sol peut présenter un risque direct pour les personnes et indirect par la pollution de l'eau. Elle peut constituer une contrainte non négligeable pour l'urbanisation. Dans la mesure du possible, il convient d'éviter les sites pollués ou de mettre en œuvre les mesures de traitement adaptées pour garantir leur dépollution.

Le Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM) a mis au point deux bases de données recensant et localisant les sites industriels pollués :

- ✚ Base de données BASOL qui recense les sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.
- ✚ Base de données BASIAS qui inventorie les anciens sites industriels.

Aucun site Basol ou Basias n'est répertorié sur la commune de Branches.

Toutefois, il existe une mini-déchetterie sur la commune de Branches, au niveau du lieu-dit « les Courlis ».

1.2.8.C/ Qualité de l'air et gaz à effet de serre

Dans la région, la surveillance de la qualité de l'air est confiée à l'association Atmo Bourgogne.

Au cours des dernières années, les Oxydes d'Azote (NOx) provenant des moyens de transport terrestres ont vu leur concentration diminuer dans de faibles proportions, grâce à l'évolution technologique.

Nous pouvons aussi noter une diminution des concentrations dans l'air du Plomb (suite à l'interdiction de son utilisation dans les essences) et de l'ozone.

En revanche, le taux de particules en suspension (PM 10, PM 2,5), de benzène et d'autres Composés Organiques Volatils (COV) restent encore trop élevés de manière générale.

L'association Atmo Bourgogne dispose de plusieurs stations de mesures au niveau régional et départemental. La plus proche de Branches est une station située à Auxerre.

Polluants	Moyenne de l'étude (2014-2015)	Objectif qualité
NO2 (µg/m3)	14	40
PM10 (µg/m3)	15	30
O3 (µg/m3)	48	120
PM2,5 (µg/m3)	10	10

La qualité de l'air dans le secteur est globalement bonne. Presque toutes les valeurs mesurées sont inférieures aux seuils réglementaires, excepté une valeur proche du seuil pour les particules très fines (PM2,5).

Notons toutefois que cette station de mesure est située au niveau d'une agglomération et que l'air y est donc potentiellement plus pollué qu'au niveau de Branches.

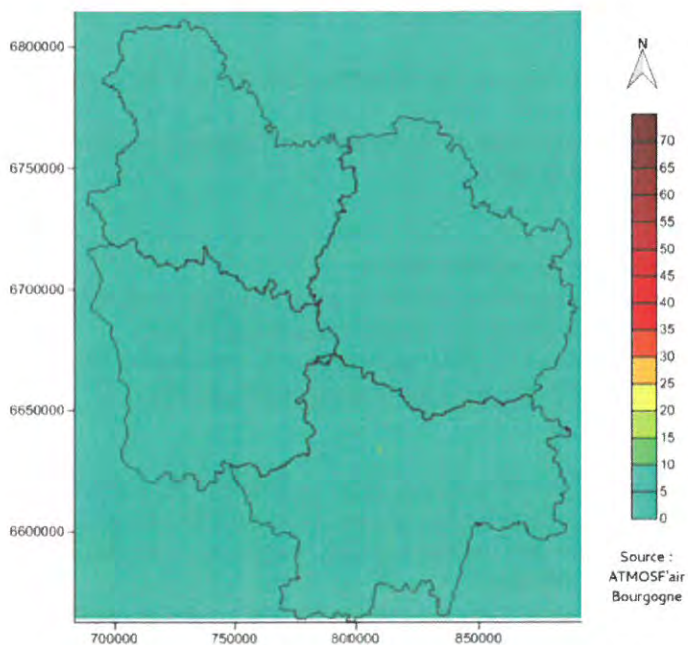
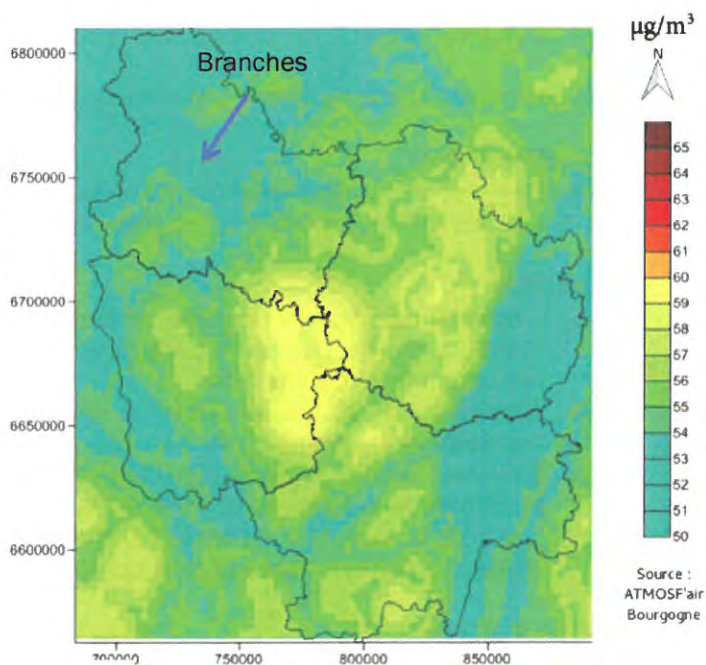
Dans le cadre du rapport d'activités 2015 de l'association Atmo Bourgogne, la commune de Branches et les communes voisines ne semblent pas caractérisées par des zones sensibles, avec la présence de populations et/ou écosystèmes exposés à un dépassement réglementaire avéré ou potentiel de polluants à enjeux, le Dioxyde d'azote (NO₂) et les particules fines (PM₁₀).

D'après ce rapport d'activités, il s'avère que la commune de Branches émet des polluants dans une proportion relativement basse (Cf cartes ci-dessous).

Concentration moyenne d'ozone respiré par les bourguignons en 2015
(Source : ATMO Bourgogne)

La concentration moyenne annuelle en Ozone sur le territoire de Branches est inférieure à 53 µg/m³, ce qui reste largement inférieur à l'objectif de qualité.

D'après le rapport d'activité d'ATMO Bourgogne, les populations des plaines de l'Yonne et de la Saône sont les moins exposées.



Nombre de jour où la concentration en PM₁₀ était trop importante en 2015 (Source : ATMO Bourgogne)

De même, le nombre de jour où les concentrations en particules en suspension étaient supérieures à la valeur limite journalière fixée à 50 µg/m³ est inférieur à 5.

L'impact de la qualité de l'air sur la santé humaine est avéré aujourd'hui.

Aussi, à travers le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE), approuvé en mai 2012, la région veille à l'amélioration de la qualité de l'air dans les années à venir et à mieux appréhender les problématiques liées à la santé humaine.

Dans ce cadre, le SRCAE dresse un certain nombre de bilans notamment en ce qui concerne le développement des énergies renouvelables, les émissions de gaz à effet de serre, les émissions de polluants atmosphériques, de la vulnérabilité du territoire régional au changement climatique et fixe en fonction de tous ces éléments des orientations en termes d'aménagement du territoire, de transport, de l'agriculture et la sylviculture, des bâtiments, des énergies renouvelables, ...

Les principales orientations du SRCAE concernant la qualité de l'air en Bourgogne sont les suivantes :

- ✓ **AMENAGEMENT**
 - ✚ Développer de nouvelles formes urbaines intégrant l'évolution de l'habitat et de la mobilité tout en incitant au changement des mentalités.
- ✓ **BATIMENT**
 - ✚ S'appuyer sur les entreprises, filières, acteurs de l'économie bourguignonne pour massifier la réhabilitation des bâtiments à travers la qualification, la formation, l'insertion professionnelle et l'innovation.
 - ✚ Adapter ou mobiliser les aides et dispositifs existants et développer une ingénierie financière et innovante.
 - ✚ S'assurer dès à présent que chaque bâtiment neuf ou rénové est performant, en renforçant le respect et le contrôle de la Règlementation Thermique et concevoir tout projet de construction ou réhabilitation en tenant compte de l'évolution des usages, du réchauffement climatique et de la qualité de l'air.
- ✓ **DEPLACEMENTS**
 - ✚ Mettre en cohérence les politiques d'aménagement, d'urbanisme et de transport via un renforcement de la gouvernance des politiques de transport à l'échelle régionale, ainsi qu'au sein même des agglomérations.
 - ✚ Développer et faciliter l'usage des offres de service de transport alternatif à la voiture individuelle dans leur domaine de pertinence.
 - ✚ Mettre à profit les évolutions technologiques pour diminuer l'impact des déplacements sur les émissions de GES et de polluants atmosphériques.
- ✓ **TRANSPORT DE MARCHANDISES**
 - ✚ Réduire et optimiser la demande de transport de marchandises.
 - ✚ Concevoir et encourager des solutions de transport favorisant la mutualisation et le report modal en valorisant les plateformes multimodales et les infrastructures existantes.
 - ✚ Inciter les entreprises régionales du secteur des transports à améliorer leurs performances environnementales et mettre à profit les évolutions technologiques.
- ✓ **AGRICULTURE**
 - ✚ Faire évoluer les pratiques des exploitants actuels et futurs pour une meilleure prise en compte des enjeux du climat, de l'air et de l'énergie de la santé et de la qualité des sols.
 - ✚ Optimiser les intrants, développer l'agriculture biologique, les systèmes de culture innovants et réduire l'impact des effluents d'élevage.
 - ✚ Encourager la sobriété et l'efficacité énergétique dans les bâtiments d'élevage, les serres et sur les machines agricoles.

- ✓ **FORÊT**
 - ✚ Augmenter le stockage de carbone par la forêt et le bois dans le respect d'une gestion durable en anticipant les impacts du changement climatique.
 - ✚ Développer la demande et structurer les filières du bois, notamment le bois énergie, pour garantir des débouchés favorisant l'émergence d'une économie locale tout en veillant à l'équilibre des usages.
 - ✚ Améliorer la mobilisation de la ressource.
- ✓ **INDUSTRIE, ARTISANAT**
 - ✚ Développer et affiner la connaissance sur les consommations d'énergie de l'industrie bourguignonne, des process utilisés et des technologies « propres ».
- ✓ **ENERGIES RENOUVELABLES**
 - ✚ Renforcer et compléter les politiques de déploiements des énergies renouvelables à l'échelle territoriale en veillant à la prise en compte de la qualité de l'air.
 - ✚ Développer la recherche et l'innovation en matière d'énergies renouvelables, améliorer et développer l'ingénierie technique, financière, juridique et administrative innovante aux différentes échelles territoriales.
- ✓ **ECO-RESPONSABILITE**
 - ✚ Encourager la prise de conscience de chaque citoyen et le rendre acteur, notamment par favoriser la sobriété énergétique et les achats responsables sur les lieux de vie et de travail.
 - ✚ Inciter au changement des pratiques de mobilité par l'éducation, la sensibilisation et l'accompagnement.
 - ✚ Renforcer les moyens de l'accompagnement et du conseil sur toutes les thématiques en lien avec le climat, l'air et l'énergie.
 - ✚ Généraliser l'éducation au développement durable.

1.2.8.D/ La gestion des déchets

La collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés sur la commune de Branches sont gérés par la Communauté de l'Auxerrois.

La communauté de l'Auxerrois procède à la collecte des déchets ménagers et assimilés, à l'aide de camions BOM classiques. Les déchets issus de la collecte sélective sont également récoltés par la Communauté.

La « mission » traitement a été confiée à la société SITA CENTRE OUEST.

La collecte des déchets s'effectue selon plusieurs modalités (Source : Communauté de l'Auxerrois – RPQS 2014) :

- ✚ **Porte à porte** : la collecte s'effectue sur l'ensemble du territoire de la Communauté de l'Auxerrois pour les ordures ménagères résiduelles (1 à 2 fois par semaine), ainsi que pour les déchets issus de la collecte sélective (emballages, papiers et carton) un mercredi sur deux, excepté à Auxerre (1 fois par semaine). Des conteneurs spécifiques (bac roulants, sacs de tri) sont prévus pour chaque type de déchets (ordures ménagères et tri) et par foyer. Un service de collecte en porte à porte peut également être assuré pour les encombrants pour les personnes n'ayant pas la possibilité physique ou matérielle de se rendre en déchèterie.
- ✚ **Points de collecte apports volontaires** : un dispositif en apport volontaire est établi en parallèle sur le territoire, notamment pour le verre, qui ne fait pas parti du dispositif de collecte en porte à porte. La société SOREPAR est chargée de la collecte, du tri et du

conditionnement des déchets issus de la collecte sélective hors verre, dont la collecte, le regroupement et le conditionnement est géré par la société SOLOVER. Un point de collecte pour ce type de déchets est situé sur la commune de Branches, en sortie Ouest du village, le long de la RD 19.

- ✦ Déchetterie : 5 déchetteries sont présentes sur le territoire de la Communauté de l'Auxerrois, à Augy, Auxerre, Monéteau, Venoy et Branches dont l'accès est gratuit pour les habitants de la Communauté d'agglomération. Les types de déchets acceptés dans ces déchetteries consistent en les déchets verts, encombrants, ferrailles, cartons, plastiques, gravats, bois, appareils électriques, pneus de véhicules légers, huiles moteur, verres, papiers, textiles, polystyrènes, piles et batteries notamment.

Localisation des déchetteries (Source : Communauté de l'Auxerrois – RPOS 2014)



Les déchets issus des ménages et ne faisant pas parti de la collecte sélective sont acheminés au centre d'enfouissement de Sauvigny le Bois de SITA CENTRE OUEST. Environ 16 104 tonnes de déchets y ont été enfouis en 2014.

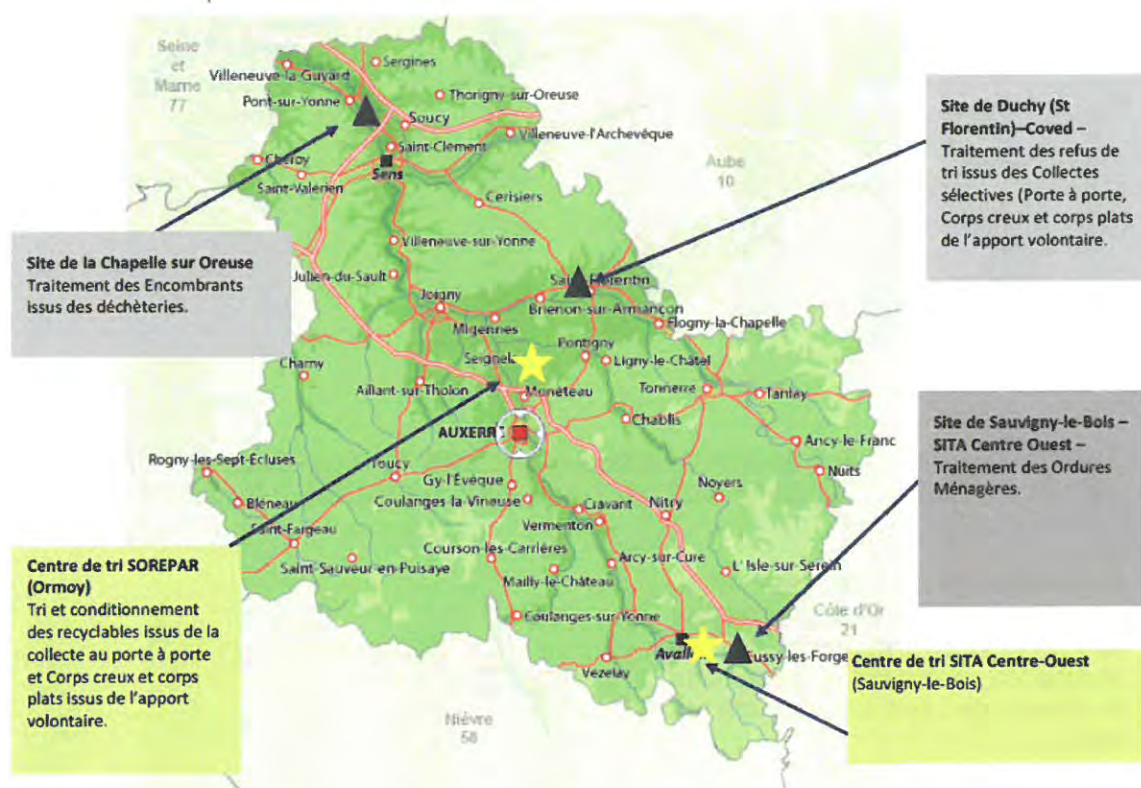
Les déchets issus de la collecte sélective sont envoyés au centre de tri SOREPAR à Ormoy. Notons que les déchets issus des refus des collectes sélectives sont envoyés sur le site de Duchy (Saint Florentin), de la COVED.

Le verre est stocké sur la plateforme de regroupement de SOLOVER, à Monéteau, avant d'être expédié au verrier.

Les encombrants des déchetteries sont réorientés sur le site de la société CHEZE, à la Chapelle sur Oreuse.

Un plan interdépartemental de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics (BTP) de la Nièvre, de la Saône et Loire et de l'Yonne est en cours d'élaboration.

Localisation des différents centres de traitement de l'Yonne
(Source : Communauté de l'Auxerrois – RPOS 2014)

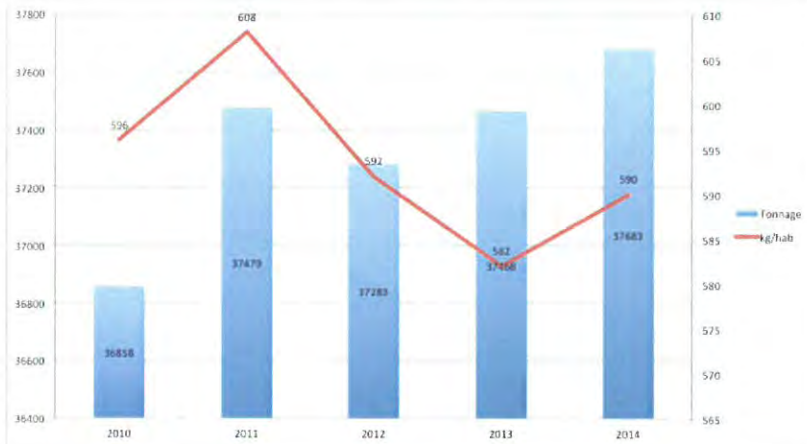


D'après le rapport d'activités 2014 de la Communauté de l'Auxerrois, la quantité de déchets récoltés en porte à porte et aux points de collecte (verre y compris) est de 361,19 kg/hab/an. La quantité de déchets récoltés en déchetterie est de 225,62 kg/hab/an. La quantité totale de déchets de jardins et sapins ainsi que des textiles est de 3,19 kg/hab/an, soit une quantité de déchets récoltés totale de **590 kg/hab/an**.

Le détail des tonnages de 2014 (population concernée estimée à 63 877 5 en 2014 d'après l'INSEE) est donné dans le tableau suivant :

	Quantités collectées (t)	Quantités collectées par habitant (kg/hab/an)	Répartition (%)
Déchets ménagers et assimilés	16 399	256,76	43,5
Points recyclage (hors verre)	508	7,95	1,4
Verre	2011	31,49	5,3
Sélectif porte à porte	4151	64,99	11
Textiles	134	2,1	0,36
Déchets de jardins et sapins	70	1,1	0,19
Déchetterie	14410	225,62	38,2
TOTAL	37683	590	100

Evolution de la quantité totale de déchets collecté en tonnes et en kg/hab/an (Source : Communauté de l'Auxerrois - RPOS 2014)



La tendance depuis 2010 montre une augmentation globale des quantités totales collectées, avec une diminution depuis 2011 et une légère tendance à l'augmentation depuis 2013.

Evolution de la quantité de déchets issus de la collecte sélective (en porte à porte) et de verre (points d'apports volontaires) en tonnes et en kg/hab/an (Source : Communauté de l'Auxerrois - RPOS 2014)

La collecte de déchets issus du tri sélectif a tendance à augmenter ces dernières années, de même que les apports en déchèterie et les apports au niveau des points de collecte du verre.



Evolution de la quantité de déchets apportés en déchèterie en tonnes et en kg/hab/an (Source : Communauté de l'Auxerrois - RPOS 2014)



Evolution de la quantité totale de déchets collecté au niveau des points de recyclage en tonnes et en kg/hab/an (Source : Communauté de l'Auxerrois – RPOS 2014)



En revanche, les taux de collectes au niveau des points de recyclage présentent une diminution globale depuis 2010.

Ceci est probablement dû à la mise en place de la collecte de déchets issus du tri sélectif en porte à porte.

Afin de favoriser la collecte sélective chez les habitants, la Communauté de l'Auxerrois met à leur disposition une documentation relative aux modalités de gestion des déchets tels qu'un guide du tri des déchets, des plaquettes informatives distribuées, la possibilité d'acheter des composteurs, ...

De même, deux déchetteries ont été inaugurés en 2014 et une distribution de compost gratuit, en déchetterie a été mise en place depuis 2013.

Des sacs pour le tri des déchets recyclables sont mis à disposition des habitants.

A RETENIR SUR LES NUISANCES ET LES POLLUTIONS :

- ✓ Un axe de transport classé en infrastructure bruyante : A6.
Secteur concerné par le bruit : une habitation située au Sud de l'A6 et quelques habitations situées au Sud du bourg.
Développement du résidentiel à envisager sous certaines conditions (mise en place d'isolation phonique est nécessaire).
Augmentation des nuisances sonores probable avec le développement du territoire.
- ✓ Aéroport d'Auxerre-Branches : quelques habitations de la commune en zone D, où les constructions sont autorisées, sous réserve d'isolation phonique des constructions.
- ✓ Pas de pollution des sols avérée sur le territoire, ni aucun site potentiellement pollué.
- ✓ Augmentation des quantités d'ordures ménagères depuis ces dernières années. Diminution des déchets collectés grâce à la collecte sélective en points d'apports volontaires depuis 2010.
- ✓ Principal enjeu : effort de valorisation à poursuivre, la commune disposant de nombreux équipements (déchèterie, point de collecte volontaire, ...) actions de sensibilisation auprès des habitants, ...

1.2.9 RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

1.2.9.A/ Les risques naturels sur la commune

I – Risque sismique

En application des articles R.563-4 et R.125-9 du code de l'environnement, l'ensemble du département de l'Yonne est classé en zone de sismicité 1 (risque très faible).

II – Risques de mouvements de terrain

Un mouvement de terrain est un déplacement plus ou moins brutal du sol ou du sous-sol. Il est fonction de la nature et de la disposition des couches géologiques.

Les mouvements de terrain peuvent être liés :

- ✦ Aux phénomènes de gonflement ou de retrait liés aux changements d'humidité des sols argileux : ils sont à l'origine de fissurations du bâti et doivent être pris en compte lors de la construction des ouvrages de génie civil.
- ✦ Aux effondrements et affaissements éventuels liés à la présence de cavités souterraines.
- ✦ A d'éventuelles secousses sismiques.

La carte en page suivante localise, d'après les données du BRGM, les zones d'aléas au niveau départemental. Le risque lié au retrait-gonflement des argiles sur la commune est inexistant à fort. En effet, un secteur situé au Nord-Est de la commune, incluant en partie le bourg est soumis à un risque fort de retrait-gonflement des argiles.

La variation de la quantité d'eau dans certains terrains argileux produit des gonflements (période humides) et des tassements (périodes sèches) et peuvent avoir des conséquences importantes sur les bâtiments à fondations superficielles, de type fissuration des structures, désencastrement des éléments de charpente, distorsion des portes et des fenêtres, décolllement des bâtiments annexes, ruptures des canalisations.

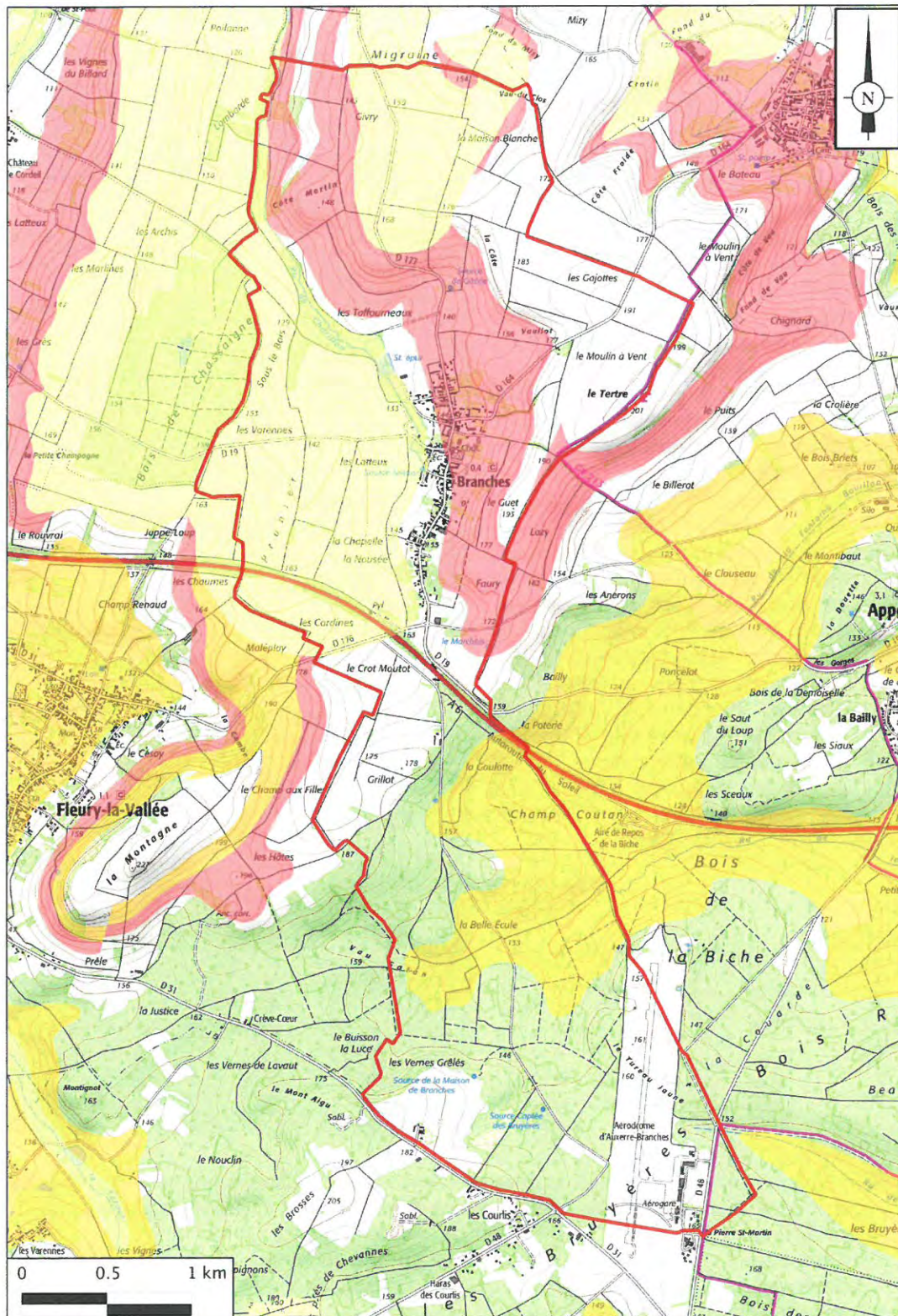
Une urbanisation dans ces secteurs n'est pas forcément à proscrire mais il convient de réaliser avant tout projet de construction une étude spécifique afin de connaître la nature précise du sol et de connaître les recommandations à observer, par exemple :

- profondeur minimale de fondation à 1,20 m en aléa fort, 0,80 en aléa moyen à faible,
- éviter toute dissymétrie dans l'ancrage des fondations,
- éloigner les plantations d'arbres ou mettre en place des écrans anti-racines, ...

Toutefois, notons qu'aucune cavité, ni aucun mouvement de terrain, n'ont été recensés dans les bases de données du BRGM.

Un Plan de Prévention contre les Risques naturels, relatif aux mouvements de terrain – tassements différentiels » a été prescrit le 4 juin 2012.

Risque de mouvement de terrain lié au phénomène de retrait-gonflement des argiles (Source : BRGM)



LÉGENDE	
	Risque retrait gonflement argiles - aléa faible
	Risque retrait gonflement argiles - aléa moyen
	Risque retrait gonflement argiles - aléa fort







III – Risques d'inondation

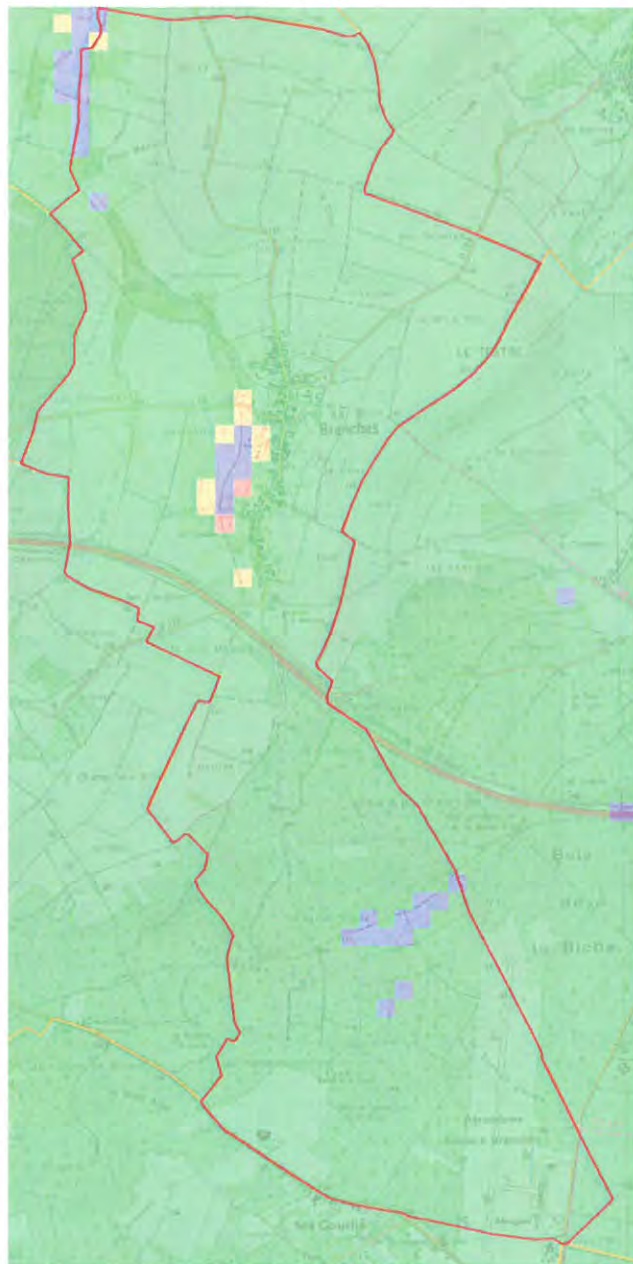
Les risques d'inondation peuvent être liés :

Risque de remontée de nappe (Source : BRGM)

✚ A des remontées de nappes : la carte ci-dessous identifie la sensibilité du territoire par rapport au risque de remontée de nappe. Le risque est globalement très faible à inexistant, sur la quasi-totalité du territoire de la commune. Seuls deux secteurs sont concernés par un risque de remontée de nappe fort, voir une nappe sub-affleurante. Il s'agit du Sud de la commune, au niveau des zones humides du Bois de la Biche, et de la vallée du Ru de Châtillon, à proximité du bourg de Branches.

✚ A des débordements du réseau hydrographique (crue) : la commune de Branches n'est concernée par aucun Plan de Prévention contre les Risques d'inondation (PPRi). Cependant, le Plan de Gestion des Risques inondations (PGRi) du bassin Seine-Normandie s'applique au territoire. La commune n'étant pas couverte par un SCoT, le PLU doit démontrer sa compatibilité avec le PGRi.

LÉGENDE	
	Nappe sub-affleurante
	Sensibilité forte
	Sensibilité moyenne
	Sensibilité faible
	Sensibilité très faible
	Sensibilité très faible à inexistante



✚ A des ruissellements et des coulées de boues : les inondations par ruissellements et coulées de boues sont susceptibles de se produire dans l'axe des talwegs lors d'évènements pluvieux exceptionnels.

Etant donné la situation du bourg de la commune en contre bas d'un versant, ce dernier est potentiellement concerné par des risques de ruissellement des eaux pluviales s'écoulant depuis les points hauts situés au Nord-Est du village.

On peut observer sur la carte en page suivante le sens de ruissellement des eaux pluviales le long des talwegs. Ces eaux pluviales aboutissent à l'Est du bourg, en point bas où elles peuvent engendrer des coulées de boue.

Ce risque est donc localisé au niveau de ces principaux talwegs et concerne une partie des habitations du village.

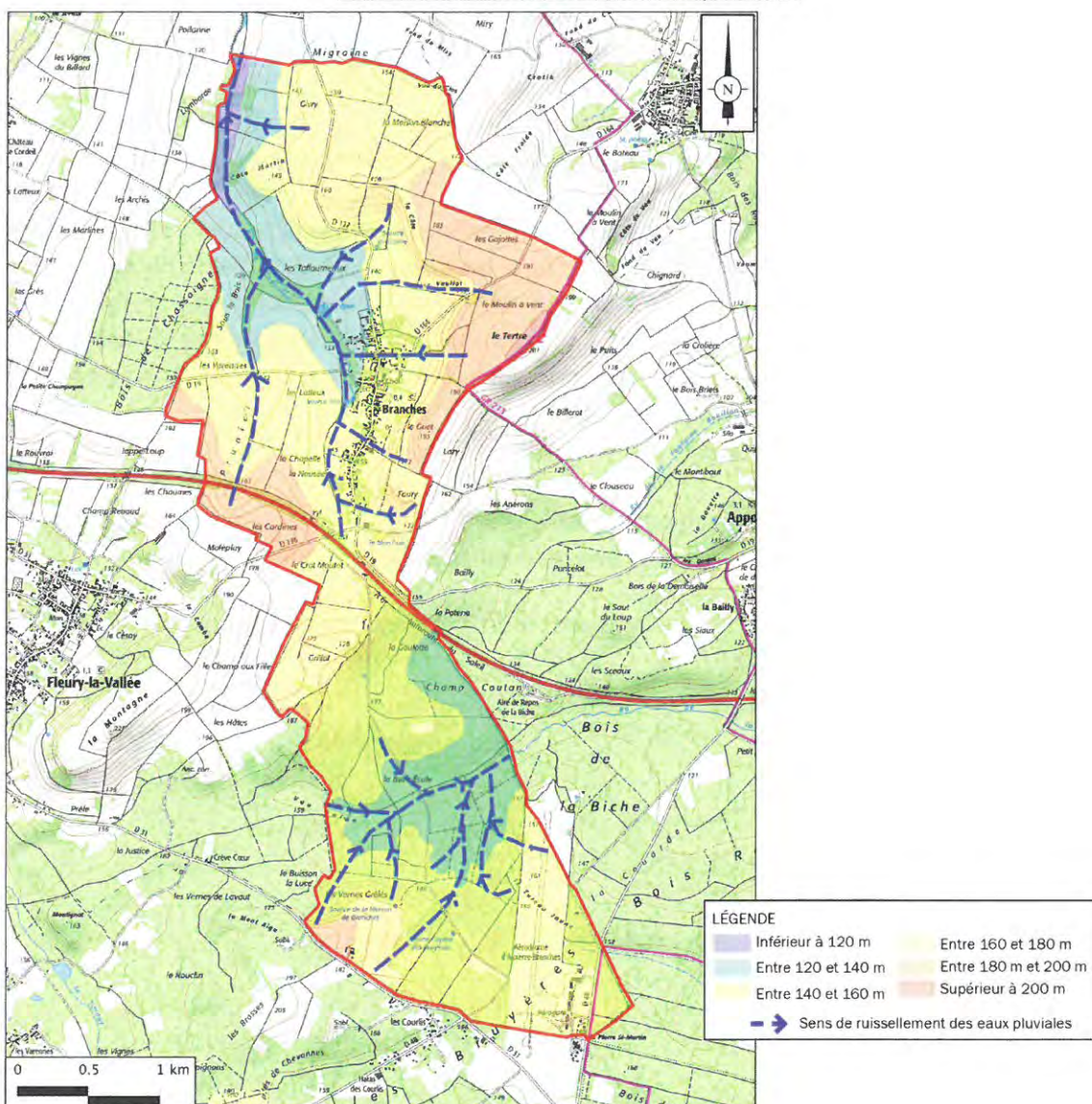
Un Plan de Prévention des Risques d'Inondations est actuellement en cours d'approbation sur la commune.

Il est important de noter qu'un phénomène de ruissellement a été constaté au Sud du centre bourg lors des précipitations de juin 2016. Il y a également un « point noir » au niveau de la salle des fêtes, route de Gurgy à l'emplacement de l'ancien lavoir.

Il conviendra de ne pas définir de nouvelles zones urbaines sujettes à ce risque.

En ce qui concerne les zones urbaines existante, ce risque a été pris en compte depuis longtemps par la commune. En effet, des fossés ont notamment été créés ou redimensionnés pour pallier à cet aléa. C'est la raison pour laquelle il n'est pas nécessaire au sein du PLU d'édicter de préconisation particulière pour s'en protéger.

Sens de ruissellement des eaux pluviales



La commune de Branches a été concernée par deux arrêtés de catastrophe naturelle dans le passé :

- ☛ « Inondations et coulées de boue » du 6 septembre 1993 et du 22 novembre 2016
- ☛ « Inondations, coulées de boue et mouvement de terrain », du 29 décembre 1999, correspondant aux dégâts de la tempête de 1999.

1.2.9.B/ Les risques technologiques sur la commune

I – Risque industriel

Le classement en Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou ICPE réglemente toutes les activités présentant des dangers ou des inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité et la salubrité publique, l'agriculture, la nature ou l'environnement.

Le risque industriel peut se développer dans chaque établissement dangereux. Afin d'en limiter l'occurrence et les conséquences, l'État a répertorié les établissements les plus dangereux et les a soumis à réglementation. La Loi sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) distingue :

- ✚ les installations soumises à Déclaration (D), pouvant présenter des dangers pour l'environnement ou pour la santé ou la sécurité des riverains,
- ✚ les installations soumises à Déclaration avec contrôle périodique (DC),
- ✚ les installations soumises à Autorisation simplifiée ou à Enregistrement (E) pour les installations dont les mesures techniques pour prévenir les inconvénients sont bien connues,
- ✚ les installations « SEVESO » assujetties à une réglementation spécifique : d'après la directive européenne SEVESO 2 de 1996, remplacée depuis le 1er juin 2015 par la nouvelle directive SEVESO 3. Ces directives, reprises successivement par la France au travers de l'arrêté du 10 mai 2000 et l'arrêté du 26 mai 2014, concernent certaines Installations Classées pour la Protection de l'Environnement utilisant des substances ou des préparations dangereuses :
 - les installations dites « SEVESO seuil bas »,
 - les installations dites « SEVESO seuil haut ».

Cette classification s'opère pour chaque établissement en fonction de différents critères : activités, procédés de fabrication, nature et quantité des produits élaborés, stockés.

Le Porter à Connaissance de l'Etat recense 4 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

N° dossier	activités	Nom propriétaire	Adresse propriétaire	soumis
1994-016	Chenil de 50 chiens	Syndicat mixte de la fourrière animale du centre Yonne	Le Vernoy - route de Charbuy 89113 Branches	D
1973-1925	Dépôt souterrain de liquides inflammables destiné à l'avitaillement des avions	Mr le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie	89000 Auxerre	D
2010-149	Dépôt de carburant pour l'avitaillement des avions de l'aérodrome	Mr le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie	26 rue Etienne Dolet 89015 Auxerre	D
2013-148	déchetterie	Communauté d'agglomération auxerroise	3 bis rue Clémenceau 89010 Auxerre	D

A noter que les ICPE dont les numéros de dossier sont 1973-1925 et 2010-149 correspondent à la même station-service qui a fait l'objet de deux dossiers à de moments différents. Cette station-service est aujourd'hui gérée par le Syndicat Mixte de l'aéroport.

Cependant, la base de données <http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr> indique qu'aucune ICPE ne se trouve sur la commune de Branches. Il convient de prendre connaissance des évolutions relatives aux ICPE depuis cette base de données.

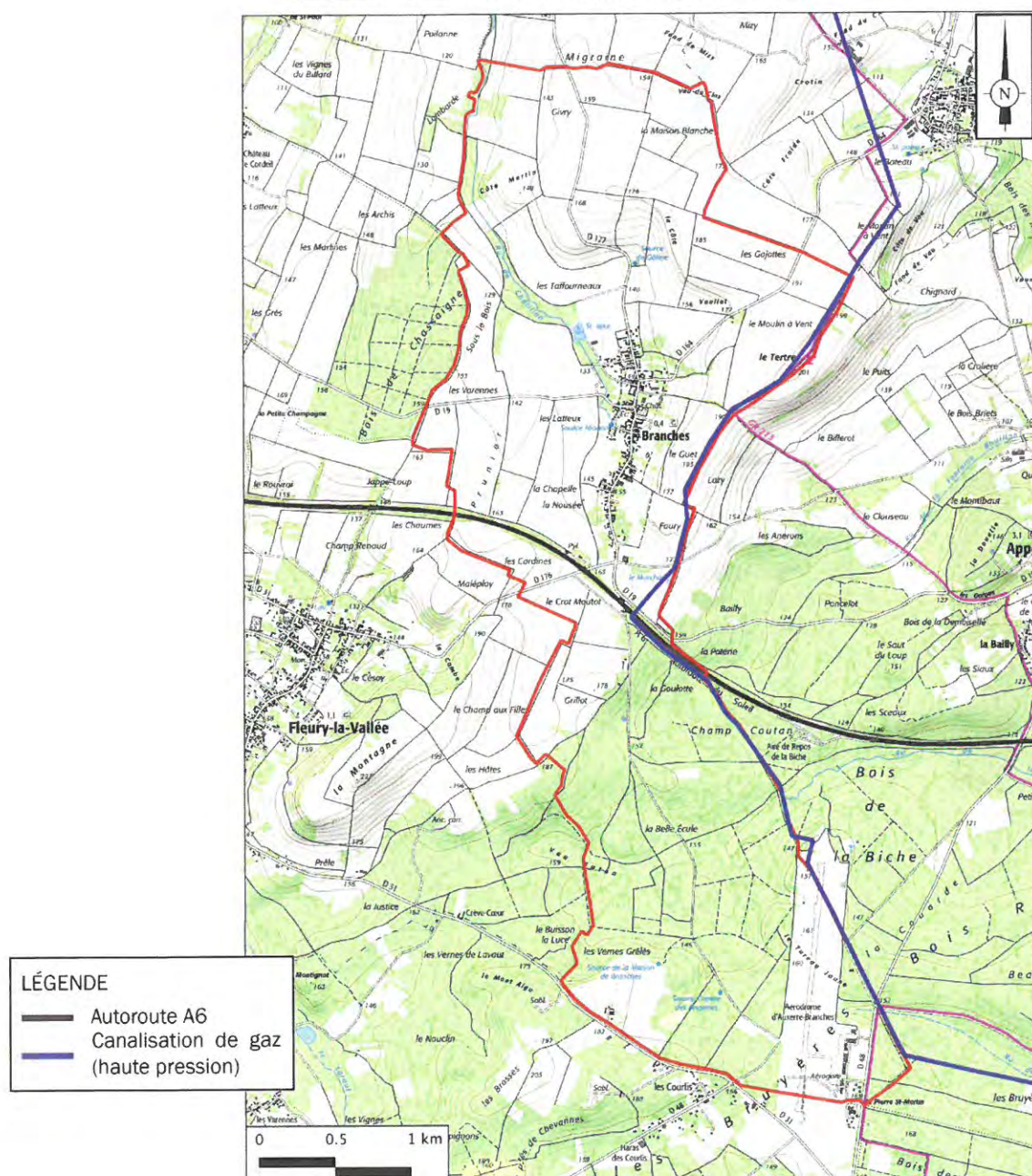
II – Risque lié au transport de matières dangereuses

Les risques liés au transport de matières dangereuses sont consécutifs à d'éventuels accidents se produisant lors du transport de matières dangereuses sur les routes, voies ferrées, voies d'eau ou lors d'une agression ou d'une défaillance d'une canalisation de gaz ou d'hydrocarbures.

Le territoire est traversé par la canalisation Auxerre – Clamecy – Avallon et une canalisation Hors Service Hors Gaz. Les fiches d'information relatives à ces canalisations et au Servitude d'Utilité Publique qui y sont liées sont annexé au PLU (annexe 5C2).

D'après le DDRM de l'Yonne, la commune de Branches est concernée par ce risque, du fait de la présence d'une canalisation de gaz haute pression sur son territoire, et de celle de l'A6.

Risque lié au transport de matières dangereuses



III – Risque de rupture de barrage

Le phénomène de rupture de barrage correspond à une destruction partielle ou totale d'un barrage. Les causes de ruptures peuvent être diverses :

- ✦ techniques : défaut de fonctionnement des vannes permettant l'évacuation des eaux, vices de conception, de construction ou de matériaux, vieillissement des installations,
- ✦ naturelles, séismes, crues exceptionnelles, glissement de terrain (soit le l'ouvrage lui-même, soit des terrains entourant la retenue et provoquant un déversement sur le barrage),
- ✦ humaines : insuffisance des études préalables et du contrôle d'exécution, erreurs d'exploitation, de surveillance et d'entretien, malveillance.

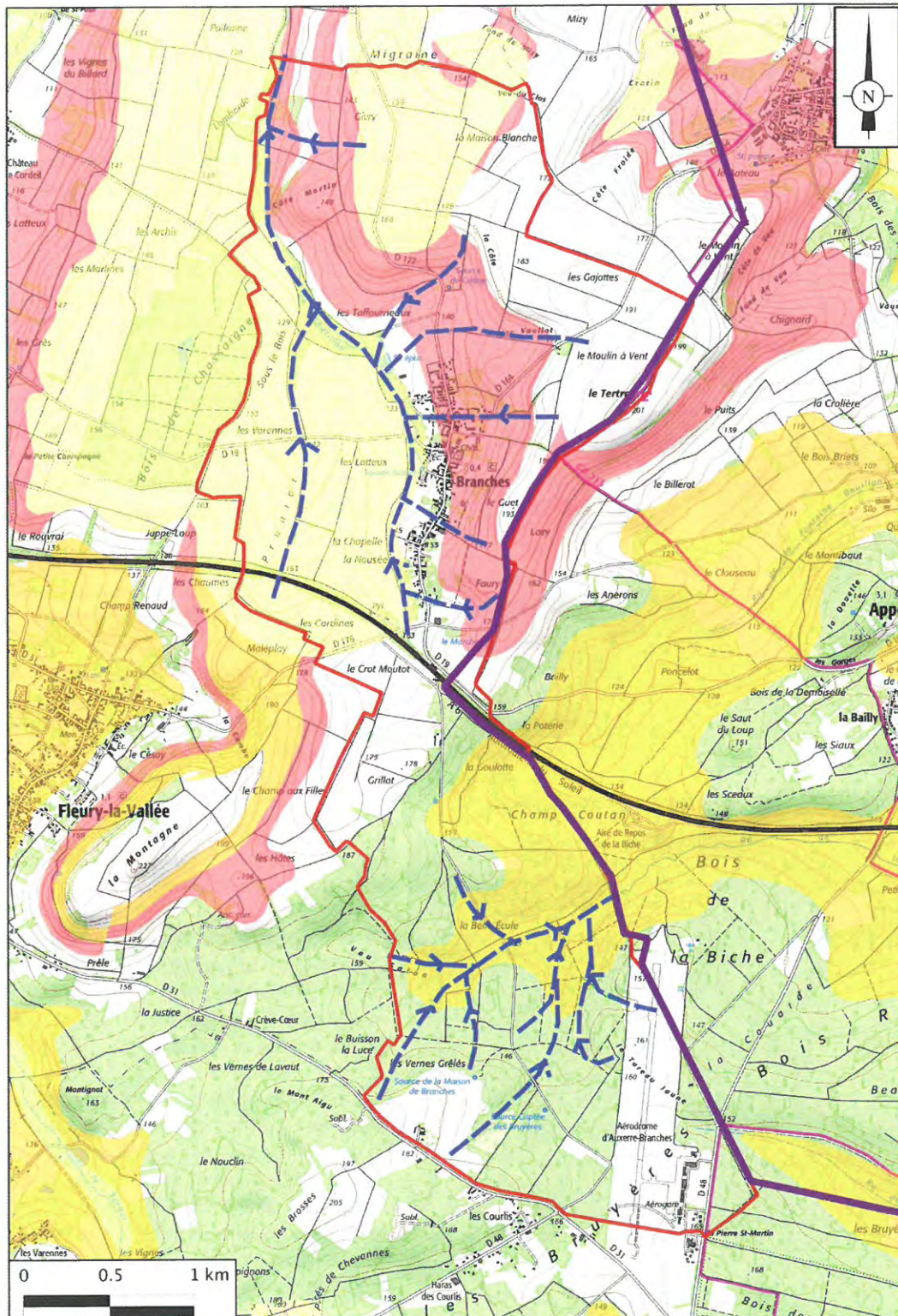
Une rupture de barrage entraîne la formation d'une onde de submersion se traduisant par une élévation brutale du niveau de l'eau à l'aval.

D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs de l'Yonne, la commune de Branches n'est pas concernée par le risque de rupture de barrage.

A RETENIR SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES :

- ✓ Risque de ruissellement le long des talwegs par des phénomènes de ruissellements et de coulées de boues.
- ✓ Phénomène de retrait – gonflement des argiles fort au Nord du territoire.
→ Précaution à prendre en termes de construction.
- ✓ Risque de transport de matières dangereuses : A6 et canalisation de gaz.
- ✓ Principaux enjeux :
 - ✦ tenir compte des risques de mouvement de terrain (retrait-gonflement des argiles) dans l'urbanisation,
 - ✦ maintenir les éléments du milieu naturel participant à la gestion des eaux de ruissellement (haies, bosquets, ...),
 - ✦ favoriser l'information des habitants sur les risques, notamment liés au transport de matières dangereuses et au risque de mouvement de terrain.

Carte de synthèse – risques naturels et technologiques



LÉGENDE	
Risques naturels	
	Risque retrait gonflement argiles - aléa faible
	Risque retrait gonflement argiles - aléa moyen
	Risque retrait gonflement argiles - aléa fort
	Sens de ruissellement des eaux pluviales
Risques technologiques (TMD)	
	Autoroute A6
	Canalisation de gaz (haute pression)

1.3 PAYSAGE NATUREL

1.3.1 LE GRAND PAYSAGE

Sources : « Atlas des paysages de l'Yonne »

Carte des unités de paysage de l'Yonne :

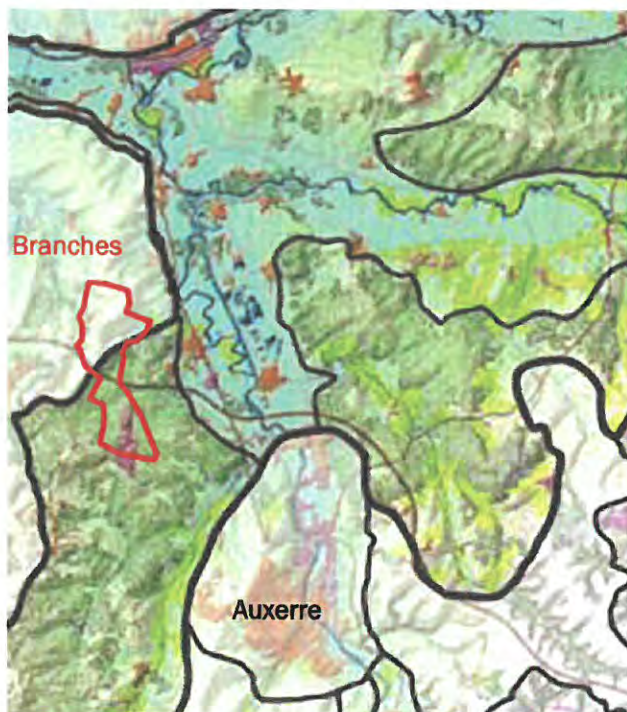


Branches est à cheval entre deux grandes entités paysagères, la Champagne crayeuse et les Confins de la Champagne Humide et de la Puisaye.

La Champagne crayeuse correspond à des espaces où prédominent les sols crayeux, particulièrement lumineux lorsqu'ils sont à nu. Les grandes cultures (céréales, colza, tournesol...) y prédominent mais la présence de la forêt reste forte. Dans le Pays du Tholon, les boisements forment d'étroits corridors autour des rivières. L'habitat y est principalement groupé dans les villages.

Les confins de la Champagne humide correspondent à un ensemble paysager en creux. Ce sont des langues de plaines horizontales entre lesquelles s'insèrent de larges croupes très aplanies. Les boisements sont présents en grandes tâches recouvrant de larges buttes, l'habitat y est groupé dans des villages nombreux et de petites villes.

Carte des sous-unités de paysage de l'Yonne :



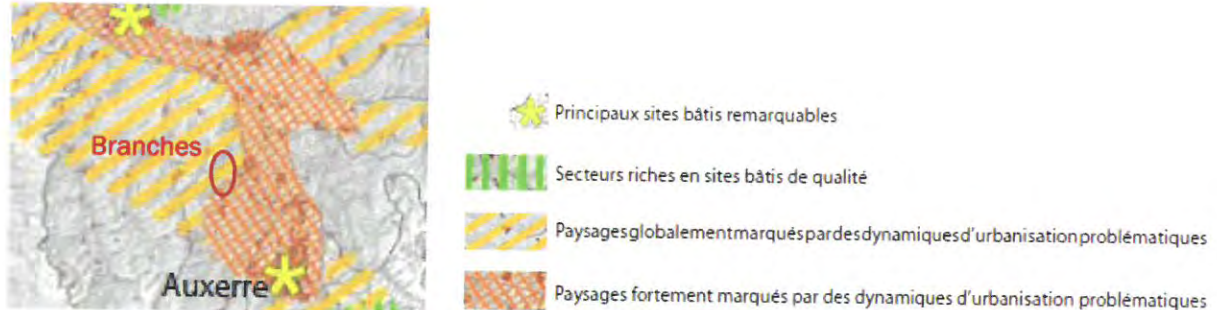
La commune est donc à cheval sur deux sous-unités de l'atlas :

La champagne du Tholon (sous-unité de la Champagne crayeuse) qui correspond à la partie Nord du ban communal. C'est un vaste plateau ondulant où se déclinent de larges parcelles céréalières.

Les collines boisées de la confluence (sous unité des confins de la Champagne humide et de la Puisaye) correspondent à plus de la moitié Sud du ban communal. Il s'agit de larges espaces boisés. Ce massif est dense mais se compose d'une grande mosaïque de peuplement (robinier, châtaignier, pin, ...) qui crée des ambiances très variées.

D'après l'Atlas des paysages de l'Yonne, Branches se situe dans un secteur répertorié comme marqué par des dynamiques d'urbanisation problématique dû à la proximité de l'agglomération d'Auxerre. Néanmoins, la commune semble avoir été épargnée par ce phénomène avec des nouvelles constructions qui se sont implantées en continuité du bâti ancien.

Carte de synthèse des sites bâtis :



Source : Synthèse du diagnostic et orientation possible de l'Atlas des paysages de l'Yonne

1.3.2 LE PAYSAGE A L'ECHELLE COMMUNALE

Structure paysagère du territoire communal :



Le ban communal a une forme linéaire qui suit un axe Nord-Sud (D177/D19/route de Charbuy) puis qui traverse le territoire communal du Nord au Sud et l'Autoroute A6 qui passe au Sud de l'enveloppe urbaine.

Le paysage de Branches est scindé en deux grands ensembles :

Au Nord, la plaine céréalière où se développe l'enveloppe urbaine du bourg ainsi qu'un cours d'eau marqué par des boisements de milieu humide et des peupleraies, le ru de Châtillon.

Au Sud, une forêt dense et variée occupe la majorité de l'espace. Seuls, les abords du hameau de Courlis et ceux de la piste de l'aéroport forment une couronne dégagée sous forme de champs et de prairies fauchées.

LEGENDE :

- ▬ Limite communale
- ▬ Réseau viaire local principal
- ▬ Barrière visuelle de l'autoroute A6
- ▬ Cours d'eau
- ▬ Enveloppe urbaine
- ▬ Paysage ouvert légèrement ondulant de culture
- ▬ Boisement isolé
- ▬ Masse boisée dense aux ambiances variées
- ▬ Boisement de milieu humide et peupleraies le long des cours d'eau
- ▬ Espace ouvert cerné par la forêt de l'aéroport

1.3.2.A/ Le paysage du village

L'espace urbain :

Le paysage du village de Branches est caractérisé par un bâti varié en front de rue qui rythme la traversée du bourg. Il est composé de corps de ferme massifs reconvertis en habitations et de longères perpendiculaires à la voie, séparées entre-elles par des cours ou des jardins. L'enveloppe urbaine s'étire le long d'un axe Nord-sud. Seul un large croisement au niveau de la mairie et du parvis devant l'église crée une respiration au centre du village.



Rue principale rythmée par le bâti



Une voirie d'environ 6 m bordée de petits trottoirs



Mairie de Branches et son parking



Parvis de l'église

En arrière du front bâti, des ruelles desservent des constructions plus récentes sous forme de quelques maisons pavillonnaires où de lotissement comprenant des maisons individuelles récentes.



Ruelles perpendiculaires à la rue principale : rue Nianon à gauche et rue Cadoux à droite

Le lotissement linéaire Rue du Lavoir forme une surépaisseur récente au linéaire bâti ancien.



Nouvelle construction derrière le bâti ancien sur une rue parallèle à l'axe Nord-Sud (Rue du Lavoir)

Les franges paysagères du village :

Des jardins, parcs arborés, petits boisements, vergers et potagers composent la frange paysagère Est et Ouest. Elle n'est pas visible depuis la rue mais crée une transition entre le village et les champs qui l'entourent. Cette épaisseur tend à s'amenuiser en raison des nouvelles constructions qui profitent de ces espaces disponibles.



Frange paysagère Ouest



Frange paysagère Est : les Brilleaux

1.3.2.B/ Le paysage du hameau de Courlis

Au sein de la masse forestière, au Sud du territoire communal, un espace agricole le long de la D31 accueille le hameau de Courlis (Chemin de la Source). Cet espace comprend 4 habitations regroupées en retrait de la route départementale.



Le hameau en retrait de la RD31



Vue depuis le chemin de la Source

1.3.2.C/ Le paysage des espaces boisés

Le village n'est pas en contact direct avec le massif forestier Sud du « le Bois de la Biche » car l'Autoroute crée une barrière physique avec un seul point de passage sur la commune, la RD176. Cet espace au Sud du ban communal est donc indépendant. Il se compose d'une grande masse forestière dont l'ambiance varie énormément car les peuplements sont hétérogènes de par les essences choisies (Robinier, Pin, Châtaignier, ...) et la densité des plantations qui varie avec un sous-bois de taillis ou de lande (bruyère et fougère).



Une grande diversité de boisement



Couronne forestière Est de type pinède

1.3.2.D/ Le paysage de grande culture céréalière

Le Nord de la commune est marqué par des espaces dégagés et vallonnés sous la forme de grandes parcelles céréalières qui entourent l'enveloppe urbaine du village. Ils sont ponctués de quelques bosquets d'arbres et boisements le long de rares cours d'eau.



Paysage vallonné recouvert de grande parcelle céréalière



1.3.2.E/ Le paysage de l'aéroport

L'aéroport Auxerre-Branches se situe au Sud-Est du territoire communal. Il se compose d'un vaste espace dégagé avec une longue piste entourée de part et d'autre d'espaces herbeux fauchés et d'une couronne arborée à l'Ouest, au Nord et à l'Est. Seule la limite Sud, sur le territoire communal de Charbuy permet de voir le site dans sa longueur (depuis la RD31). Au Sud-Est de l'aéroport, l'aérogare et des hangars techniques forment une enfilade de bâtiments. Une zone de parking sépare l'aérogare et le lotissement de 4 maisons construites en même temps que l'aéroport.



La piste est entourée d'espace enherbé et d'une couronne arborée



Une percée visuelle vers l'aéroport sur la commune de Branches (depuis la déchetterie)



Bâtiments de l'aérogare et de hangar

1.4 PAYSAGE URBAIN

1.4.1 HISTORIQUE DE BRANCHES

1.4.1.A/ Sites archéologiques

En application des articles L. 531-14 et R 531-18 du code du patrimoine, les découvertes de vestiges archéologiques faites fortuitement à l'occasion de travaux quelconques doivent immédiatement être signalées au Maire de la commune, lequel prévient la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne (D.R.AC) - service régional de l'archéologie 39, rue Vannerie à Dijon, tél. 03.80.68.50.18 ou 03.80.68.50.20.

L'article R. 523-1 du code du patrimoine prévoit que « les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises que dans le respect des mesures de détection et le cas échéant de conservation et de sauvegarde par l'étude scientifique ainsi que des demandes de modification de la consistance des opérations ».

Conformément à l'article R. 523-8 du même code, « En dehors des cas prévus au 1 ° de l'article R.523-4, les autorités compétentes pour autoriser les aménagements, ouvrages ou travaux mentionnés au même article, ou pour recevoir la déclaration mentionnée au dernier alinéa de l'article R.523-7, peuvent décider de saisir le préfet de région en se fondant sur les éléments de localisation du patrimoine archéologique dont elles ont connaissance. »

Les services de la DRAC Bourgogne Franche-Comté identifie 9 sites archéologiques sur la commune de Branches. Ces sites se trouvent principalement au sein du bourg ou à proximité de celui-ci. Il est à noter qu'un site est également identifié sur l'emprise de l'aéroport.

D.R.A.C. BOURGOGNE FRANCHE-COMTE
Service régional de l'archéologie

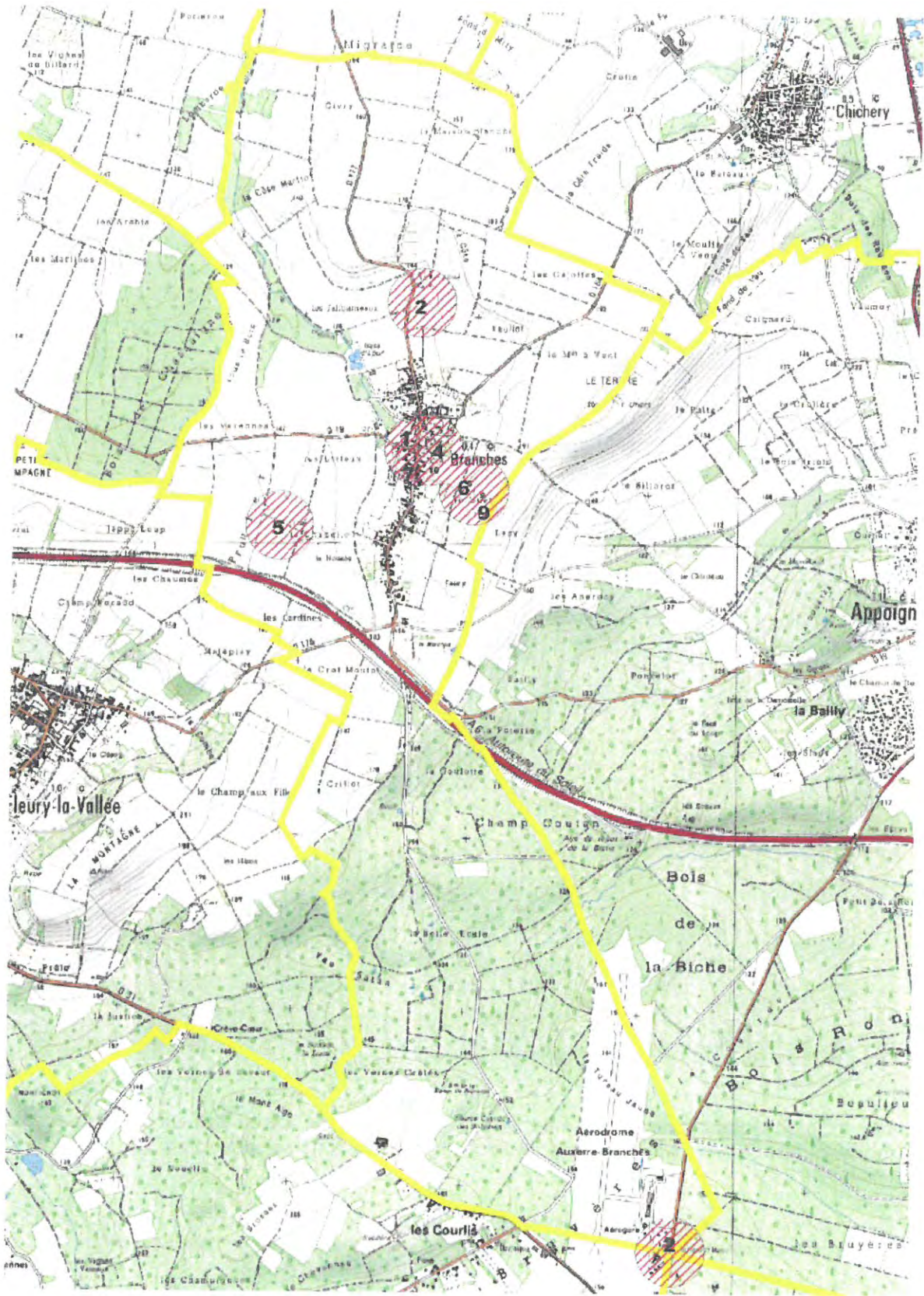


Liste des sites archéologiques

BRANCHES

mardi 02 août 2016

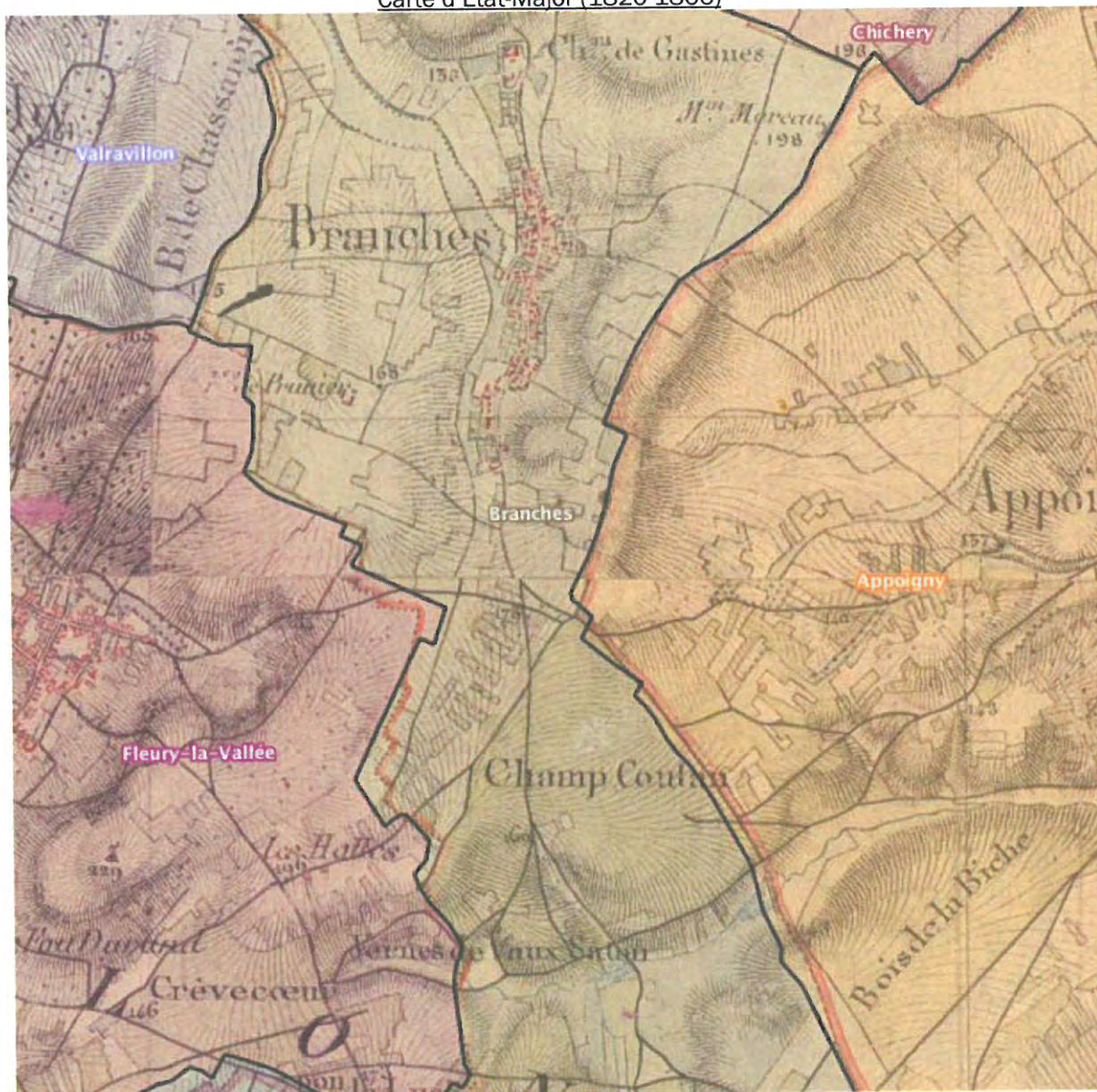
N° d'EA	Lieu dit carte IGN	Chrono début	Chrono fin	Vestiges
1	Eglise Saint Martin	Bas moyen-âge	Epoque moderne	église prieuré
2	Les Taffourtaux, Gastincs, Le Verger	Moyen-âge classique	Epoque moderne	château non fortifié maison forte
4	Grange aux Dîmes	Moyen-âge	Moyen-âge	grange dîmière
5	La Clarenne de Pruniers	Bas moyen âge	Epoque moderne	maison forte
6	Maison des Fatourneuil	Bas moyen-âge	Bas moyen âge	maison forte manoir
7	Les Murs. Le Fort	Epoque moderne	Epoque moderne	espace fortifié fossé cercueil
8	Eglise Saint-Martin	Haut moyen-âge	Moyen-âge classique	inhumation sarcophage sépulture
9	Maison E. de Pacy, E. de Proux	Bas moyen-âge	Bas moyen-âge	maison forte manoir
10	Bourg : maison seigneuriale	Bas moyen-âge	Epoque moderne	maison forte manoir



1.4.1.B/ Cartes anciennes et historiques de la commune

L'histoire du village commence en 621, année de la mort de St Didier qui fut le 19^{ème} évêque d'Auxerre. A l'origine, le nom de Branches était Bringa. Ce n'est qu'au XV^{ème} siècle qu'il deviendra Branches.

Carte d'Etat-Major (1820-1866)



Source : Géoportail

La carte d'Etat-Major ci-dessus montre que la morphologie du village actuelle n'a pas vraiment évolué depuis le XIX^{ème} siècle. Il s'agit d'un « village rue » qui s'est développé le long de la rue principale.

On observe la présence de forêts sur le territoire de la commune avec le bois de la Biche, ainsi que sur les communes voisines tel que le bois de Chassaigne situé sur la commune de Guerchy.

1.4.1.C/ Le patrimoine bâti local

L'église Saint Martin :

La commune possède une église classée monument historique pour ses peintures intérieures et son mobilier. L'église Saint Martin est le plus ancien édifice de Branches. Elle doit certainement dater du XII^{ème} siècle et a été reconstruite à plusieurs reprises.



La charité de St Martin (bois polychrome xv^e siècle)



Tête d'ange (xvi^e siècle)

Source : le territoire de Branches de M-M. QUERE

La grange aux dîmes :

La grange aux dîmes, bâtiment du XVII^{ème} siècle. Jusqu'à la révolution, les habitants apportaient dans ce bâtiment les redevances dues au prieur, représentant à peu près le seizième d'une grande part de leurs récoltes. Ce bâtiment est aujourd'hui une propriété privée.



La grange aux dîmes aujourd'hui (en face de la Mairie)



Source : le territoire de Branches de M-M. QUERE (date inconnue)

La pierre Saint Martin :*La pierre St Martin*

La pierre St Martin située près de l'aéroport et séparant Branches des communes voisines : Appoigny, Charbuy et Perrigny. Profondément enfouie, elle sort à peine de terre bien qu'elle soit de grande dimension. Il est impossible de dater cette pierre, sujet de légendes : on dit que l'eau stagne dans le creux de la pierre, même pendant de fortes chaleurs (ce qui est inexact), qu'elle doit recouvrir un trésor, etc. On peut imaginer que son origine celtique l'aurait associée aux cérémonies des druides, toujours célébrées dans les bois après avoir cueilli le gui avec une serpe d'or.

Une grande propriété :

Cette construction est remarquable par ses volumes. Elle se démarque des bâtiments ruraux de la commune et reprend une typologie architecturale classique. Elle comprend un grand parc arboré.

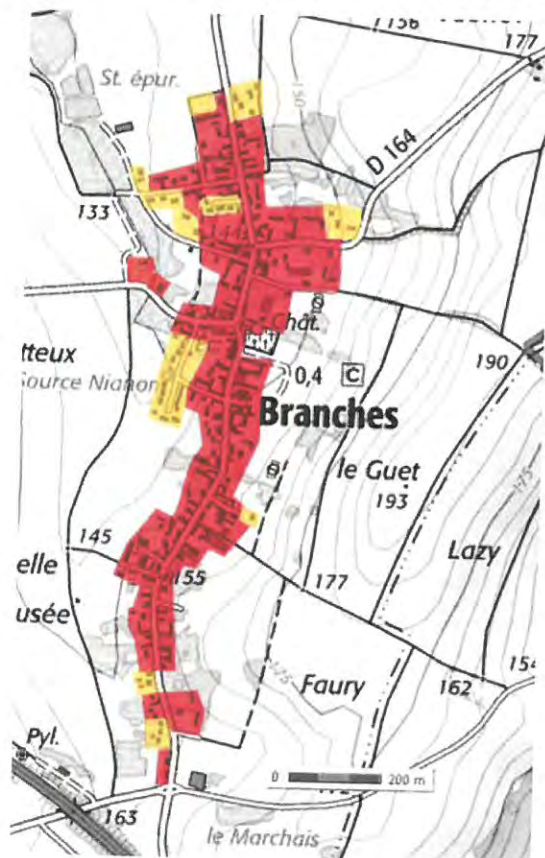
*Vue de l'entrée de la propriété**Vue du dessus de la propriété*

1.4.2 MORPHOLOGIE URBAINE ET REPARTITION SPATIALE

1.4.2.A/ Répartition spatiale

Branches se présente comme un village rue long de 1,5 kilomètre, implanté sur le flan d'un léger coteau faisant face à l'Ouest. Le village a pratiquement une forme de croix étirée du Nord au Sud. Les épaissements de l'enveloppe urbaine sont récents car le bâti en front de rue est dense et laisse la place à peu de nouvelles constructions, excepté sur les extrémités. De plus, l'autoroute au Sud et le relief prononcé à l'Est et à l'Ouest du bourg ne permettent pas ou peu d'épaissir le tissu urbain actuel.

Le hameau de Courlis présente des constructions anciennes alors que les habitations proches de l'aéroport sont toutes des constructions récentes.



■ Constructions anciennes

■ Constructions récentes

Source : Perspectives sur fond Géoportail



Sur cette vue ancienne de Branches, on se rend compte de la densité du tissu ancien accolé à la rue principale.

Source : le territoire de Branches de M-M. QUERE (date inconnue)



1.4.2.B/ Caractéristiques du tissu urbain ancien

Le bâti traditionnel se compose de grands corps de ferme massifs ainsi que de longères perpendiculaires à la rue. Quelques maisons proches du cœur du village ont un caractère plus urbain avec un étage.



Bâti rural de type Longère perpendiculaire à la rue



Maison plus urbaine proche du carrefour et de l'église



Ancien corps de ferme avec son logement principal et ses annexes



Ancienne forge à l'intérieur de l'enveloppe urbaine de Branches fait de grands murs avec peu d'ouvertures

L'emploi de la brique (visible sur les entourages), et de la craie (généralement sous forme d'enduit ou de pierres calcaires gélives) est privilégié dans ces constructions anciennes. Un soubassement en pierre plus dure et ocre est visible sur certains corps de ferme. Les constructions anciennes ont gardé leur couverture de tuiles plates.



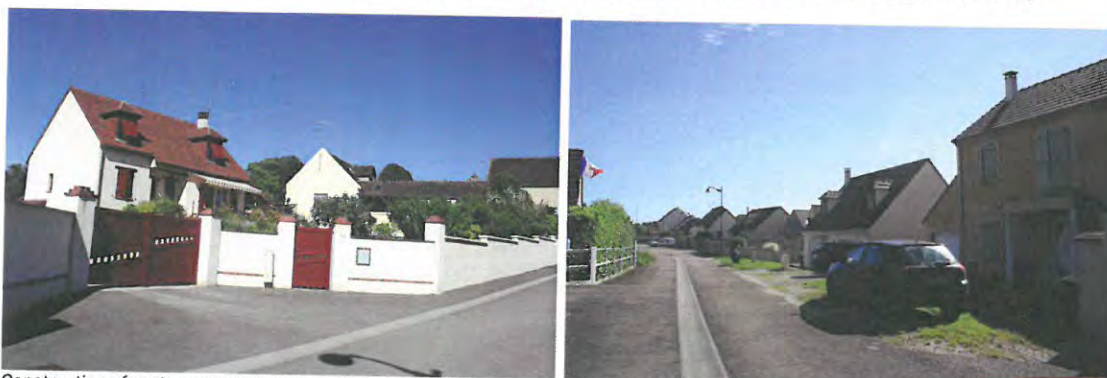
Appareillage en pierre calcaire et soubassement avec des fragments d'une roche plus dure

1.4.2.C/ Caractéristiques du tissu urbain récent

Les constructions récentes à Branches sont des maisons individuelles majoritairement de type pavillons ou des R+1. Les époques de construction sont variées, des années 80 à 2015, ce qui produit une certaine variété dans les formes (mitoyenneté, sur sous-sol, ...).



Construction moderne en extension vers l'entrée Nord du village et lotissement de quelques maisons derrière le front bâti



Construction récente surtout de type maison individuelle, les pavillons sont majoritaires même si quelques maisons sont des R+1



Maison individuelle sur l'aéroport qui a été construite en vue de loger le personnel de l'aéroport

1.4.3 LES « ENTREES DE VILLAGE »

1.4.3.A/ L'entrée Nord



Vue vers le plateau cultivé au Nord

Cette entrée s'ouvre directement de l'espace agricole à l'espace urbain créant une rupture importante. On aperçoit la ripisylve du ru du chatillon qui ferme le paysage à l'Ouest de la RD177.



Vue depuis la RD177 vers le Ru de Chatillon

1.4.3.B/ L'entrée Sud

L'entrée du Sud du village est un carrefour important qui permet de relier le village à la partie Sud du territoire communal. L'autoroute sur un talus enserme ce croisement et seule la voie Ouest (venant de Fleury-la-Vallée) permet de passer sous l'A6. Les premières maisons du village et quelques petites haies matérialisent l'arrivée dans le bourg. L'ensemble présentant un cadre plutôt agréable.



Première maison à l'entrée du village



Carrefour et talus de l'autoroute au fond



Haies taillées d'arbustes persistants et semi-persistants (elles conservent leurs feuilles en hiver)

1.4.3.C/ L'entrée Ouest

Cette entrée laisse percevoir quelques maisons à travers les jardins arborés qui contrastent avec les champs ouverts d'où émerge la RD19. Elle est marquée par la présence d'un équipement communal (le foyer communal) et de terrain de sport entouré de haies et arboré. Néanmoins un virage ne permet pas de voir davantage les habitations et limite la visibilité.



Le Virage



L'arrivée de la RD19

1.4.3.D/ L'entrée Est

L'entrée Est côté Chichery par la RD164 forme plusieurs virages plutôt serrés qui offrent peu de visibilité. Le panneau qui annonce Branches est placé dans la courbe ce qui le rend peu visible. Ce sont les jardins et leurs clôtures avec quelques arbres fruitiers qui matérialisent l'arrivée dans le bourg.



Clôture d'un jardin et arbres fruitiers



Peu de visibilité dans ce virage

A RETENIR DU PAYSAGE :

- ✓ Des paysages contrastés entre la vallée de l'Yonne et le plateau vallonné.
- ✓ Des paysages urbains denses le long des rues principales.
- ✓ Des franges paysagères intéressantes à préserver.
- ✓ 4 entrées de bourg et un hameau en impasse sur le RD31.
- ✓ 2 entrées pourraient bénéficier d'un traitement paysager.



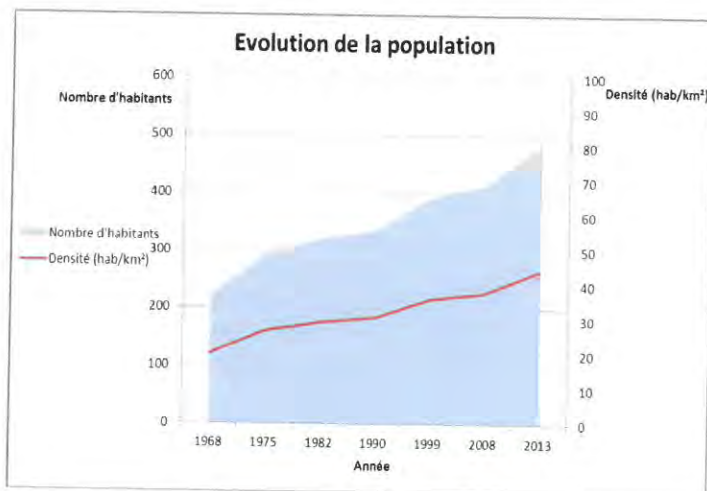
PARTIE 2 :

**ANALYSE URBAINE ET FONCTIONNEMENT
COMMUNAL**

2.1 EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE ET TRAITS CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION

2.1.1 EVOLUTION GENERALE DE LA POPULATION

Source : données INSEE, RP2008 et 2013



On observe que la population croît de façon constante au fil du temps pour atteindre 394 habitants en 1999 puis 415 en 2008 et enfin 488 en 2013 : soit une croissance de près de 23% en 15 ans représentant un taux annuel de 1,55%.

La densité de population augmente de la même manière.

La localisation de la commune en périphérie d'Auxerre lui confère une forte attractivité et la construction de nouveaux lotissements a permis l'arrivée de nouveaux habitants.

De plus, on note que l'augmentation de la population est également liée à la reprise de nombreux logements devenus vacants.

	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013
Population municipale	221	294	321	336	394	415	488
Densité moyenne (hab/km ²)	38,2	40,4	41,9	43,5	44,9	46,1	46

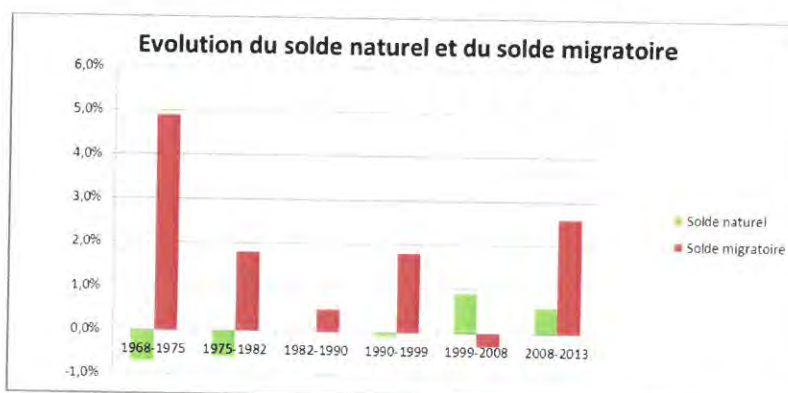
Évolution du solde migratoire et du solde naturel

Les variations du solde naturel et du solde migratoire permettent de mieux comprendre l'évolution de la population communale :

Définitions

Solde naturel : Différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès sur la période.

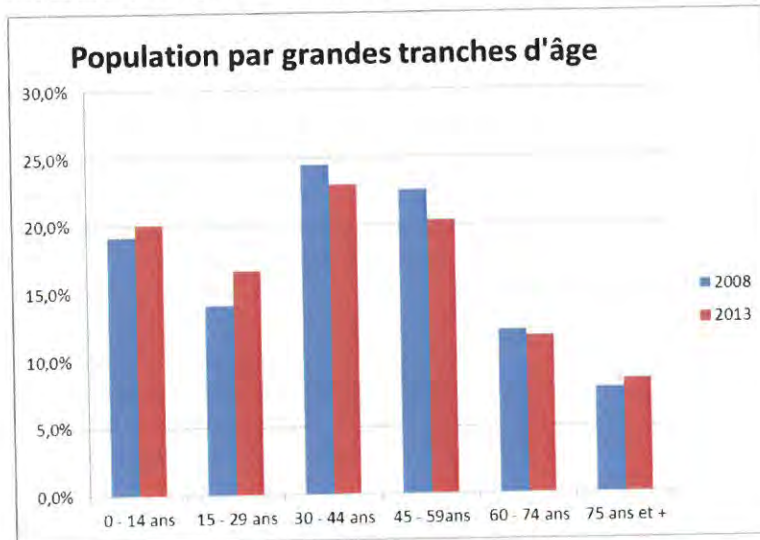
Solde migratoire : Différence entre le nombre de personnes arrivant sur la commune et ceux qui la quittent.



Le graphique présentant l'évolution du solde naturel et du solde migratoire démontre que l'évolution démographique de Branches est principalement liée à une arrivée de population car le solde naturel reste très faible, voire parfois négatif (entre -0,7 et +0,9%) contrairement au solde migratoire qui connaît des variations importantes (entre -0,3 et +4,9%). L'arrivée de personnes dans la commune permet la reprise de logements vacants et la diminution de résidences secondaires entre 2008 et 2013.

Cependant, il convient également de comprendre la composition de cette population pour prendre connaissance des éléments liés à cette évolution.

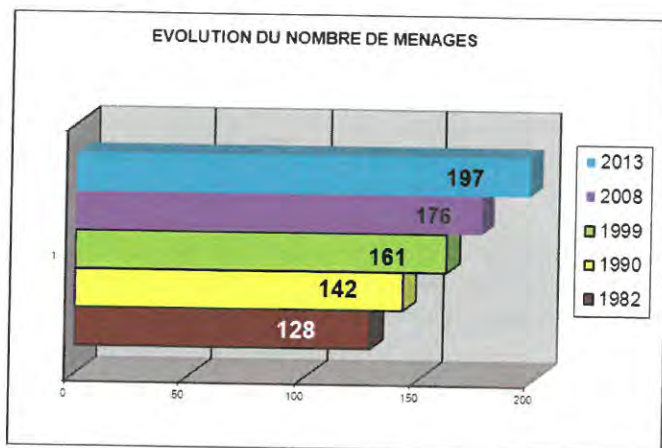
Structure par âge de la population



Entre 2008 et 2013, les populations jeunes (0 - 29 ans) correspondant à des familles avec enfants ont augmenté ainsi que les populations d'adultes âgées (75 ans et plus). Cependant, la population entre 30 et 75 ans a diminué même si elle reste forte comparée aux autres tranches d'âge. A Branches il y a donc une majorité de familles avec enfants, ce qui explique le dynamisme et le renouvellement naturel de la population communale.

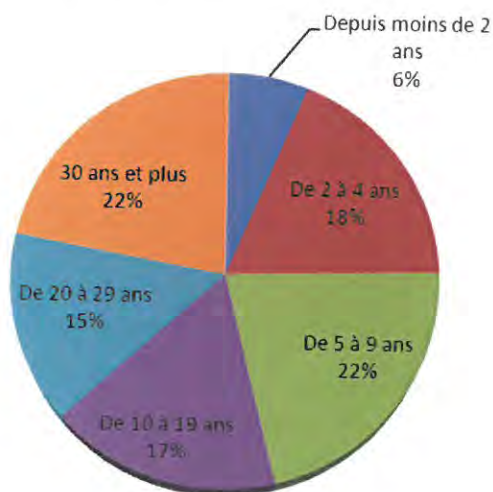
2.1.2 EVOLUTION DES MENAGES

Nombre de ménages :



On peut observer que le nombre de ménages ne cesse de croître au fil du temps pour atteindre 197 ménages en 2013.

Stabilité des ménages :



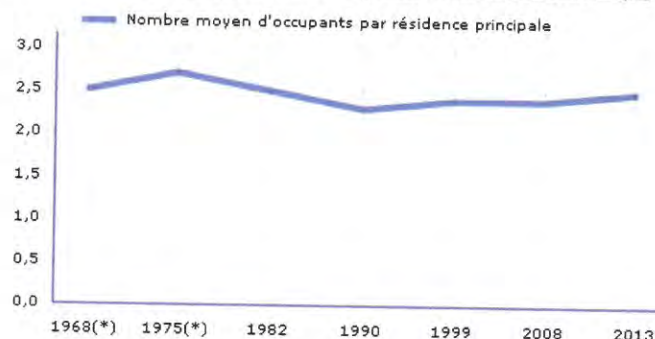
Le graphique ci-contre présente l'ancienneté des ménages. On observe que presque la moitié de la population est arrivée récemment (moins de 10 ans) dans la commune.

Taille des ménages :

Le nombre de personnes par ménage a fortement diminué entre 1975 et 1990. Il est passé de 2,7 pers/foyer à 2,3. Cependant, depuis les années 90, le nombre de personnes par foyer augmente à nouveau pour atteindre 2,5 en 2013. Cela atteste de la présence de familles avec enfants dans la commune.

Cette taille des ménages est nettement supérieure à la moyenne nationale qui est de 2,24 personnes par foyer en 2014.

Évolution de la taille des ménages en fonction du temps



(*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2015.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2008 et RP2013 exploitations principales.

Le desserrement des ménages :

En 2013, la commune atteint un nombre moyen de personnes par foyer qu'elle n'avait pas connu depuis 1982. Il y a donc eu une densification des ménages. Branches n'est pas concernée par la problématique de desserrement des ménages actuellement. Cela peut paraître étonnant mais la commune signale qu'il y a un renouvellement naturel et une forte présence de foyers avec enfants. Cependant, la tendance nationale étant à la baisse et la prospective de l'INSEE étant que ce nombre va encore baisser, on peut estimer que la commune va passer de 2,5 à 2,3 personnes par foyer dans les années à venir.

Cette baisse du nombre de personnes par foyer induira un besoin de construction de nouveaux logements pour permettre à la commune de conserver la même population d'ici 2030. Ainsi ce desserrement des ménages présenterait un besoin de construction d'environ 17 logements.

A RETENIR DE LA POPULATION :

- ✓ Nombre d'habitants en augmentation : 488 habitants en 2013.
- ✓ Une augmentation du solde migratoire – une augmentation de la croissance.
- ✓ Une taille des ménages de : 2,5 personnes/foyer.

2.2 CARACTERISTIQUES DU PARC DE LOGEMENTS

(Source : données INSEE, RP 2008 et 2013)

2.2.1 ÉVOLUTION ET COMPOSITION DU PARC DE LOGEMENTS

Entre 1990 et 2013, on observe une augmentation du nombre de logements.

Années du recensement	Résidences principales	Résidences secondaires	Logements vacants	Ensemble
1990	142	25	10	177
1999	161	17	18	196
2008	176	19	16	210
2013	197	10	8	213

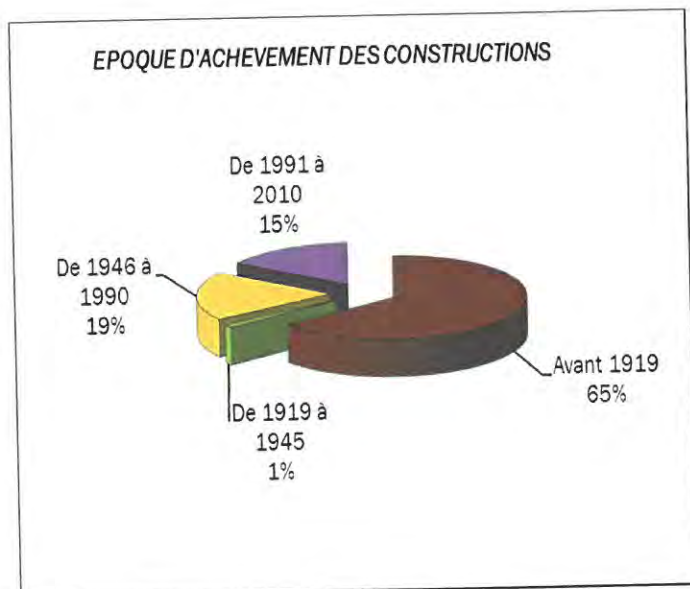
Plusieurs opérations d'aménagement ont eu lieu entre 1990 et 2013 : le lotissement du Lavoir situé en retrait de la Grande rue (RD19), composé d'environ 15 maisons dont 5 HLM, et le lotissement du Nord situé en bordure de la route de Villemer (RD177), composé de 6 maisons.



Exemples d'HLM présents sur la commune dans le lotissement du Lavoir

Il y a eu 8 permis de construire déposés entre 1999 et 2015.

Année	Nombre de permis de construire
1999	5
2000	1
2001	2
2002	2
2003	3
2004	3
2005	1
2006	1
2007	1
2008	3
2009	3
2010	0
2011	0
2012	0
2013	0
2014	0
2015	0



Plus de la moitié du parc de logements date d'avant 1919 et un peu moins d'un quart a été construit après la guerre. Le parc de logements de Branches est donc plutôt ancien.

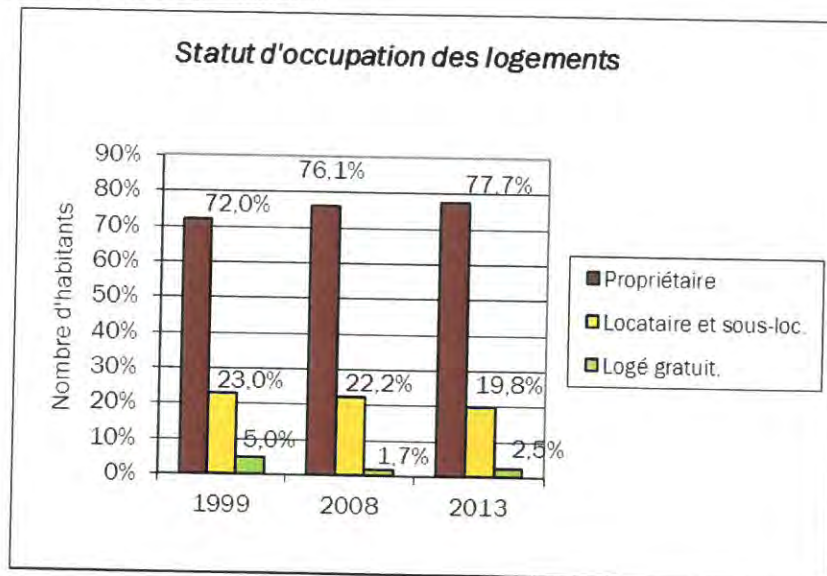
Les logements vacants :

En ce qui concerne les logements vacants, on constate que ces derniers ont eu tendance à diminuer depuis 1999 passant ainsi de 18 en 1999 à 8 en 2013. Cette baisse est principalement due au fait que la commune présente une attractivité importante de par sa position à proximité de l'agglomération Auxerroise.

La commune a constaté que cette baisse des logements vacants est toujours d'actualité. Suite à un recensement des logements vacants réalisé au cours de l'année 2017, il est estimé qu'environ 9 logements vacants peuvent être réintroduit dans le parc de logements.

2.2.2 CARACTERISTIQUES DES RESIDENCES PRINCIPALES

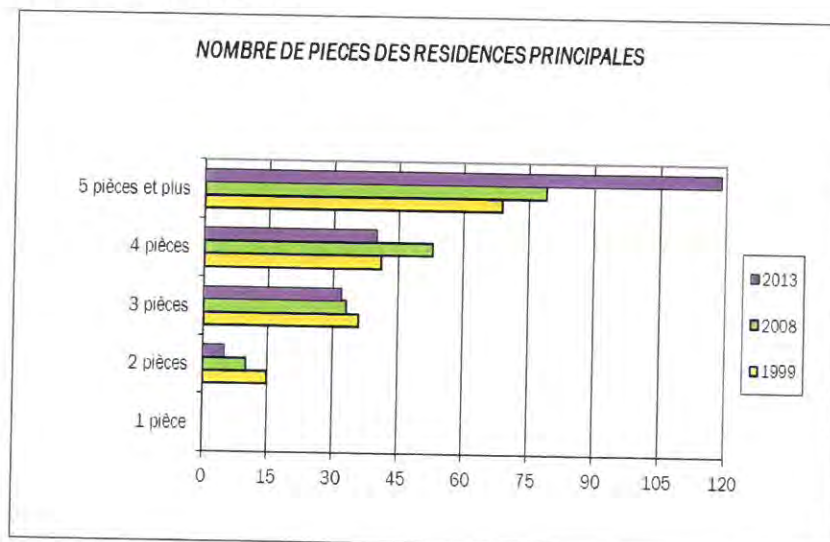
Statut d'occupation des logements :



Les habitants de Branches sont majoritairement propriétaires. Le taux de locataires varie peu et s'il est en légère baisse, il reste néanmoins important (19,8% en 2013). Il y a beaucoup moins de personnes logées gratuitement en 2013 qu'en 1999.

Parmi les logements locatifs, 5 sont gérés par Domanys (bailleur social privé) en 2017.

Taille des logements :



Depuis 1999, la taille des logements a beaucoup varié. Globalement, les logements de 2 à 4 pièces ont diminué alors que les logements de 5 pièces ou plus ont fortement augmenté. On peut en conclure que la taille des logements tend à augmenter en lien avec la présence de famille avec enfants.

Le Plan Départemental de l'Habitat (PDH) :

Le Plan Départemental de l'Habitat a été adopté par le Conseil Départemental de l'Yonne en février 2013. Il définit une stratégie globale et partagée en matière d'habitat afin d'assurer notamment la cohérence des politiques de l'habitat menée sur l'ensemble du territoire.

Dans l'Yonne, les orientations retenues visent à répondre aux besoins en logements à l'horizon 2019 avec un scénario de « croissance mesurée et ciblée » à hauteur d'une production de 1 200 logements/an dont 187 logements locatifs sociaux.

La commune de Branches est inscrite dans le groupe 5 du PDH, c'est-à-dire les communes périurbaines résidentielles très attractives. L'indice de constructions neuves par an et pour 1 000 habitants se situe à 4,24 sur la période 2009-2019.

Le Plan Local de l'Habitat de la Communauté de l'Auxerrois (PLH) :

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois est dotée d'un Plan Local de l'Habitat qui a été approuvé par le Conseil Communautaire du 29 juin 2011.

En 2014, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a réalisé le bilan triennal. Le Programme Local de l'Habitat révisé lancera la deuxième phase du PLH afin d'accroître son opérationnalité.

Le PLH intervient pour encadrer la production, la rénovation et l'adaptation en logements dans trois directions :

- La production de logements neufs et leur répartition géographique
- L'amélioration de la qualité des logements existants
- L'adaptation des logements au parcours résidentiel de tous, y compris des publics dits « spécifiques » tels que les personnes âgées ou handicapées, les jeunes, les familles d'anciens voyageurs sédentarisées sur le territoire...

La commune de Branches

- **Les principes de programmation :**
 - Répartition de la production neuve et de la production dans l'existant :
 - 12 logements neufs à produire
 - 1 logement à produire dans l'existant via la remise sur le marché de logements vacants
 - La segmentation de la programmation de logements :
 - 1 logement social à produire sur la période du PLH et 1 logement en accession sociale à la propriété
- **La programmation détaillée de l'offre de logements à l'échelle communale (2011-2016) :**

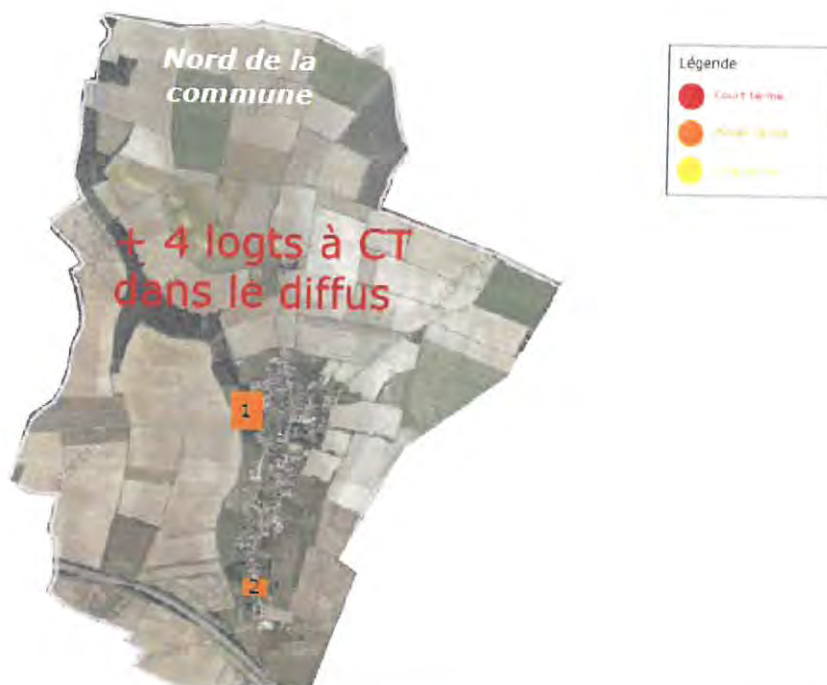
		Branches
Objectif de production 2011 - 2016		13
Part de la production de la commune dans le total		1%
dont production neuve	VA	12
	%	92%
dont production dans l'existant	VA	1
	%	8%
dont logements locatifs sociaux	VA	1
	%	8%
dont logements privés	VA	12
	%	92%
dont logements en accession sociale	VA	1
	%	8%

Le bilan triennal a été l'occasion d'analyser les opérations menées par les différentes communes et le taux de réalisation des objectifs de ce document. L'adaptation des objectifs par rapport au nouveau contexte a été un résultat évident dans le cadre de la révision de ce document.

La commune de Branches fait partie du secteur 4 du PLH avec les communes de Bleigny-le-Carreau, Quenne, Chitry-le-Fort, Montigny-la-Resle et Villeneuve-Saint-Salves. Ce secteur a réalisé 37 logements entre 2011 et 2013, soit 45% des objectifs du PLH à l'horizon 2016, ce qui est cohérent avec la période de bilan.

Le PLH préconise une densité de 10 logements / hectare pour ce secteur avec une consommation foncière moyenne par logement de 1000 m². La réalisation de 6 logements sociaux est imposée dont 3 produits dans l'existant et 3 produits dans le neuf. Le PLU doit être en cohérence avec ce document.

- Le foncier à vocation d'habitat :



Court terme		Superficie	Logts
1	Route de Chichery	0,1	1
2	Rue du Lavoir	0,1	1
3	Rue du Lavoir	0,1	1
4	Rue du Lavoir	0,1	1
Total		0,4	4

Moyen terme	Superficie	Maîtrise foncière	Continuité urbaine	Proximité des réseaux	Proximité équipements publics	Desserte TC
1 Le Four à ban et le Prè Boisseau	0,6		✓ Cœur de commune	✓	✓	
2 La Crettée	1,1		✓	✓	✓	
Total	1,7					

Source : PLH

Le Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD) :

Le PDALPD 2015-2020 a été approuvée le 10 mars 2016 par le président du Conseil Départemental et le Préfet, vise à développer localement une politique d'aide aux personnes et familles défavorisées afin de leur assurer un logement décent.

Les publics visés par le PDALPD sont les personnes dépourvues de logement, menacées d'expulsion, hébergées ou logées temporairement, en situation d'habitat indigne ou de surpeuplement, celles confrontées à un cumul de difficultés ainsi que les femmes victimes de violences conjugales.

Les priorités retenues dans le nouveau PDALPD sont la lutte contre l'habitat indigne et non décent, la lutte contre la précarité énergétique, la prévention des expulsions locatives ainsi que la création d'une offre d'habitat adaptée pour les publics en difficultés, notamment les sortants d'hébergement et les gens du voyage sédentarisés.

Programme d'intérêt général de l'Auxerrois :

La commune de Branches est incluse dans le périmètre d'une opération programmée de rénovation de l'habitat privé de type OPAH qui a démarré en avril 2016. Ce dispositif porte sur toutes les thématiques d'intervention de l'Anah, la rénovation, l'adaptation des logements à la perte d'autonomie, la lutte contre l'habitat indigne et la production d'une offre locative sociale privée.

Habitat des gens du voyage (PREH) :

Le nouveau Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage 2013-2019 a été validé par la commission consultative des gens du voyage du 25 mars 2013 et cosigné par le Préfet et le président du Conseil Départemental le 7 juin 2013

Équipement automobile des ménages :

	1990	1999	2008	2013
0	27	15		
1	58	59	61	62
2 ou +	57	87	101	124

La voiture est très présente. En effet, 90% des ménages ont un emplacement réservé pour leur véhicule et plus de la moitié ont deux voitures ou plus.

Ce taux d'équipements automobiles traduit l'importance des déplacements notamment domicile/travail. Il est d'autant plus important que la commune n'est pas desservie directement par les lignes régulières du réseau de bus mais simplement par le service de Transport à la Demande.

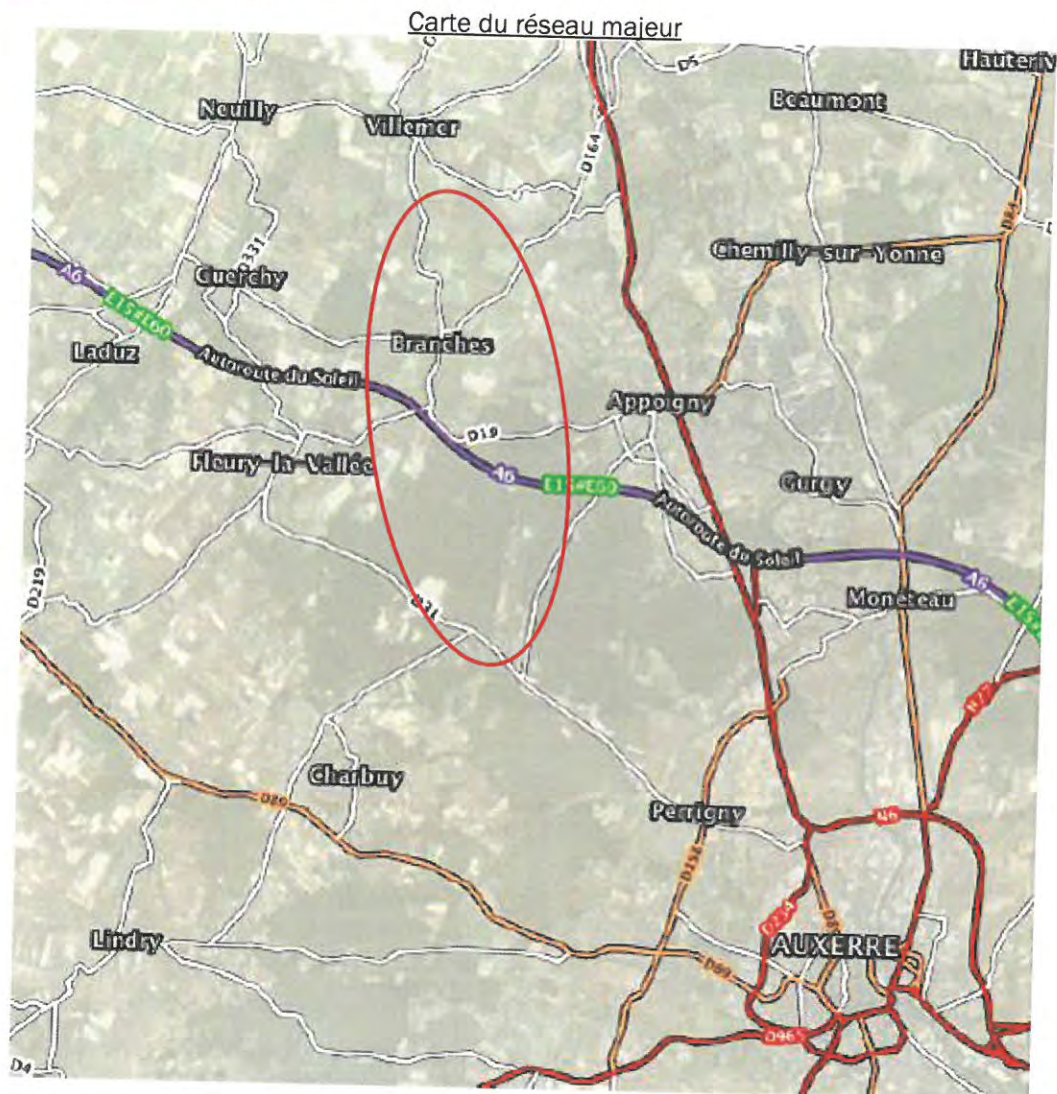
A RETENIR DE L'HABITAT :

- ✓ Un parc de logements anciens.
- ✓ Les résidences principales : majorité de maisons individuelles.

2.3 DEPLACEMENTS

2.3.1 RESEAU VIAIRE

2.3.1.A/ Réseau viaire majeur



Source : Géoportail

La commune est coupée d'Est en Ouest par l'autoroute A6, reliant Paris et Lyon.

Elle est aussi traversée par plusieurs routes départementales :

- La RD19 traversant le territoire d'Est en Ouest en passant dans le centre du bourg de Branches et reliant Senan et Appoigny
- La RD31 longeant la limite Sud de la commune et passant par Fleury, Perrigny et Auxerre
- La RD164 située au Nord-Ouest de Branches et la reliant à Chichery
- La RD176 permettant de partir vers l'Est et reliant Aillant sur Tholon à Appoigny
- La RD177 arrivant au Nord de la commune et reliant Branches à Charmoy
- La RD48 à l'Est de l'aéroport et permettant de desservir ce dernier.

A noter que les RD 19, 31, 164, 176 et 177 entraîne des marges de reculs de 5 mètres à partir de l'alignement et que la RD48 entraîne une marge de recul de 25 mètres à partir de l'axe de la chaussée.

Toutes les constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 25 mètres à partir de l'axe de la chaussée de la RD48.

Toutes les constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 5 mètres à partir de l'alignement des RD 19, 31, 164, 176 et 177.

Le passage de l'autoroute A6 sur le territoire de Branches :



(source : Géoportail)

Au Sud de la commune on trouve l'aéroport d'Auxerre-Branches qui est situé à cheval sur les territoires des communes de Branches, Appoigny, Perrigny et Charbuy. Il assure des voyages d'affaires, des vols commerciaux ou d'entraînement. L'échangeur autoroutier qui permet l'accès à l'aérogare par le RD31 est à environ 7 km près d'Auxerre.

Ces bonnes liaisons routières et ce cadre de vie rendent la commune attractive pour de nouveaux habitants.

L'Autoroute A6 qui scinde le territoire

2.3.1.B/ Réseau de desserte locale et communale

Carte du réseau local :

La départementale D19 constitue l'axe principal de la commune qui dessert la commune avec les route D164 et D177.

Dans l'enveloppe urbaine, différentes impasses et ruelles desservent les lotissements et habitations qui ne donnent pas sur la Grande rue, Route de Villemer ou Route de Guerchy.

Seule la route D176 permet un passage sous l'autoroute sur le ban communal de Branches afin de rejoindre la partie Sud de la commune vers le Syndicat Mixte de la fourrière animale du centre Yonne, le hameau de Courlis, l'aéroport et Fleury-la-Vallée.

Source : Géoportail



2.3.1.C/ Le stationnement

Il n'existe que quelques places de stationnement au centre du bourg à proximité des principaux équipements de la commune, parking à côté de la Mairie et près de l'église. Le reste des véhicules stationne à cheval sur les trottoirs.

La commune a engagé des travaux de requalification de son centre bourg, dans lesquelles elle prévoit le réaménagement des places de stationnement du parking situé à côté de l'église.

Il existe également un parking à côté de l'aérogare d'une capacité d'environ 75 places.



Parking à côté de l'église



Stationnement dans les parcelles



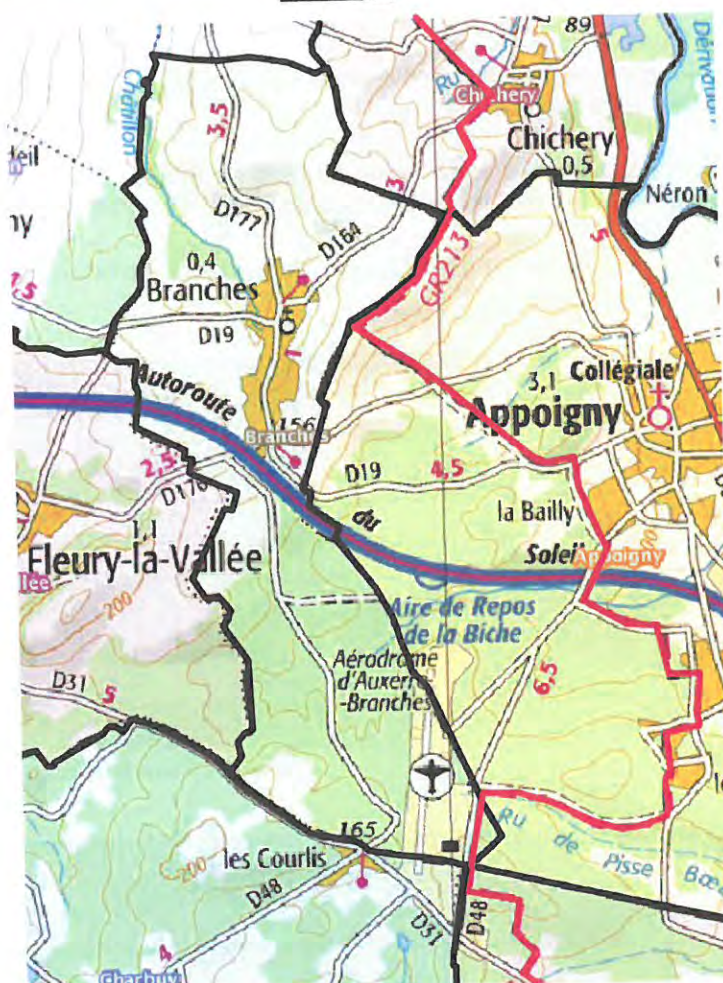
Exemple de stationnement des véhicules à cheval sur le trottoir



Parking à côté de l'aéroport

2.3.1.D/ Chemin de Grande Randonnée

Carte IGN



Source : Perspectives sur fond géoportail

Un chemin de Grande Randonnée : le GR213 (ligne rouge) qui passe en bordure Est de la commune. Une table d'orientation existe sur la limite entre les territoires d'Appoigny et Branches. Le réseau de circulation douce à Branches correspond à de nombreux chemins d'exploitation forestière qui quadrillent la forêt. Quelques chemins d'exploitation permettent aussi de parcourir les espaces agricoles.

2.3.1.E/ Schéma Directeur Cyclable

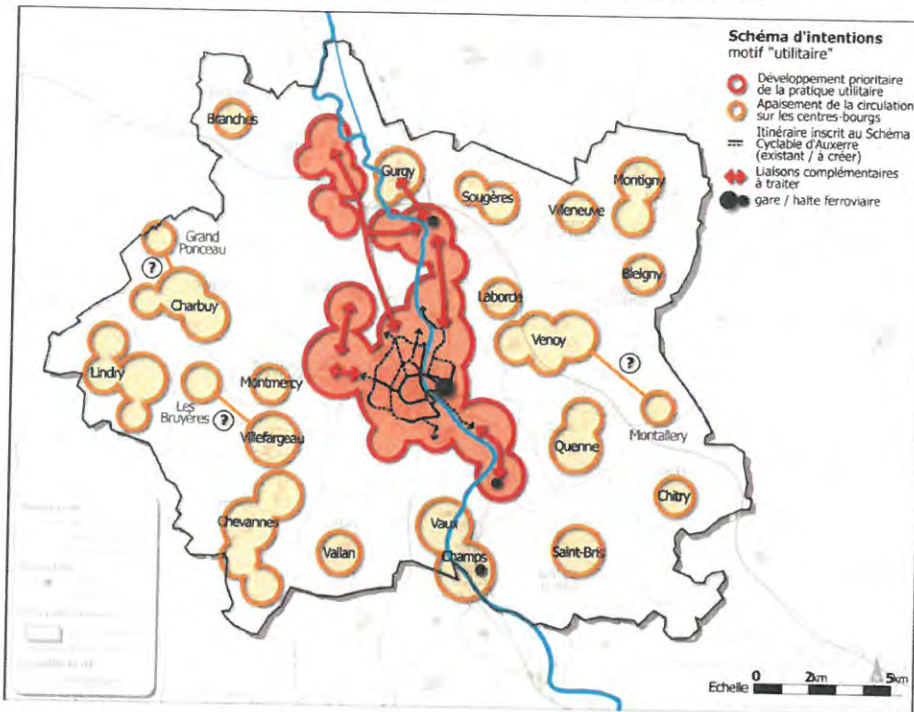
La Communauté d'Agglomération étudie à travers un Schéma Directeur Cyclable la mise en place de voies cyclables permettant de réduire l'usage de la voiture pour des déplacements courts et promouvoir la pratique touristique et de loisirs. Ce schéma comprend la création de :

- portions de voirie avec une limitation de vitesse à 30 kms/heure,
- voies vertes,
- pistes,
- bandes.

Sur le cœur d'Auxerre et ses villes périphériques regroupant le plus grand nombre d'habitants, des liaisons fonctionnelles seront assurées pour les trajets domicile-travail, entre :

- Auxerre / Monéteau
- Gurgy / Monéteau
- Appoigny / Monéteau
- Perrigny / Saint-Georges-sur-Baulche / Auxerre
- Auxerre centre-ville / Auxerre - Parc des expositions

Schéma d'intention de la pratique cyclable utilitaire



Source : Schéma Directeur Cyclable

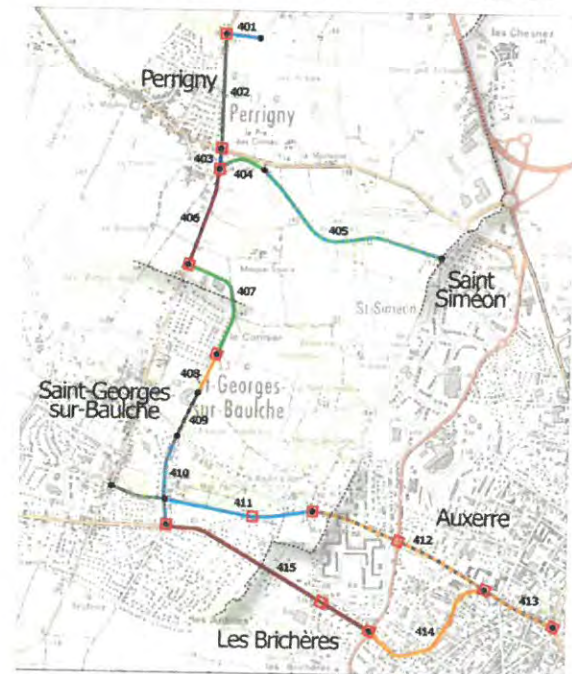
Itinéraire Perrigny / Saint-Georges / Auxerre

Perrigny / Auxerre

Segment	commune(s)	propriété foncière	nom
401	Perrigny	VC	rue des Vignerons
402	Perrigny	RD	RD158 / rue des Ecoles
403	Perrigny	RD	RD518 / rue des Rosiers
404	Perrigny	VC	ancien chemin de fer
405	Perrigny	VC	ancien chemin de fer

Perrigny / Saint-Georges

Segment	commune(s)	propriété foncière	nom
406	Perrigny	RD	RD158 / route St-Georges
407	Perrigny/St-Georges	privé+VC	chemin d'Heurtebise
408	Saint-Georges	VC	Rue des Champs Bardeaux
409	Saint-Georges	VC	Rue des Champs Bardeaux
410	Saint-Georges	VC	Avenue du Château



Source : Schéma Directeur Cyclable

La commune n'est pas directement concernée par le schéma directeur cyclable cependant celui-ci passe à proximité.

2.3.2 TRANSPORTS EN COMMUN ET ACCESSIBILITE

2.3.2.A/ Le réseau de transports en commun

La commune n'est pas directement desservie par les lignes régulières de transports en commun. Cependant, Il existe un réseau de transport à la demande géré par la Communauté d'Agglomération permettant de se rendre à Auxerre et d'en revenir.

Il existe également une ligne de ramassage scolaire dont l'arrêt se situe en face de la mairie.



Arrêt de car en face de la Mairie

2.3.2.B/ L'accessibilité

Les enjeux de mise en accessibilité pour les transports collectifs, la voirie et les Établissements Recevant du Public (ERP) de catégorie 1 à 4 sont déclinés dans la loi du 11 février 2005 qui refonde la politique du handicap et de l'accessibilité. En effet, l'article 45 relatif à la chaîne de déplacements (comprenant le cadre bâti, la voirie, les aménagements des espaces publics, les systèmes de transports et leur inter modalité) est organisé pour permettre son accessibilité dans sa totalité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite.

Préalablement à l'engagement de travaux de mise aux normes, la voirie comme les ERP de catégorie 1 à 4, doivent faire l'objet d'audits (Plan de mise en Accessibilité de Voirie et des Espaces publics (PAVE) à établir avant le 23/12/2009 et diagnostics (ERP) à effectuer avant le 01/01/2011).

La commune de Branches appartient à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois qui a la compétence de transports et de déplacements. Les travaux de mise en accessibilité pour les transports publics sont par exemple entamés puisque l'ensemble du parc automobile est muni de dispositifs aux normes PMR dans l'attente de l'achèvement des travaux sur certains arrêts de bus qui ne sont pas encore aux normes.

2.3.3 LE PLAN LOCAL DE DEPLACEMENTS URBAINS (PLDU)

Introduits par la loi d'orientation sur les transports intérieurs (LOTI) de 1982, les plans de déplacements urbains (PDU) déterminent, dans le cadre d'un périmètre de transport urbain (PTU), l'organisation du transport de personnes et de marchandises, de la circulation et du stationnement. Établi par l'AOTU (Autorité Organisatrice de Transports Urbains), la réalisation de ce plan est obligatoire pour toutes les agglomérations de plus de 100 000 habitants.

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a décidé l'élaboration d'un Plan Local de Déplacement Urbain à l'échelle du territoire pour « accompagner et faciliter les déplacements de tous, notamment en promouvant l'intermodalité, l'objectif premier étant la diminution du recours systématique à la voiture individuelle. Deux modes de transports, moins polluants et moins encombrants, sont privilégiés : les transports collectifs et le vélo ».

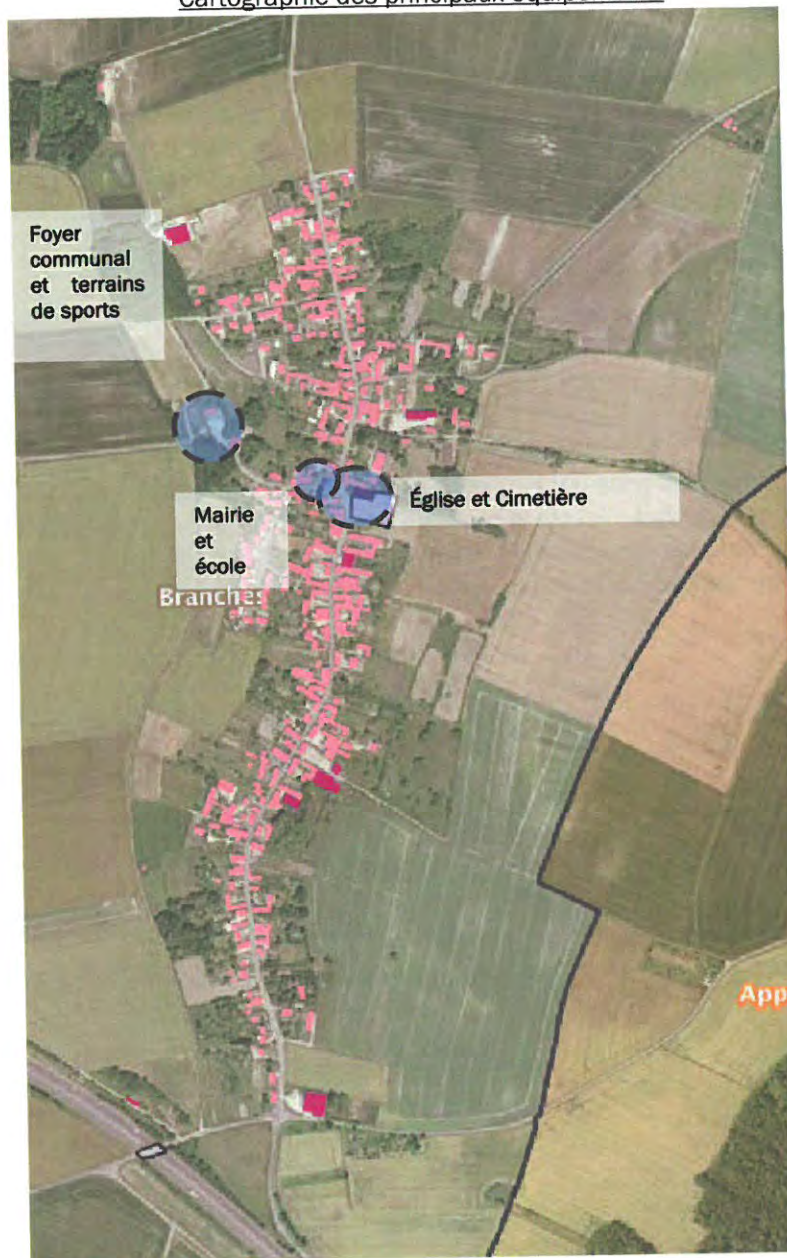
Le PLDU a été mis en place en juin 2010.

A RETENIR DES DEPLACEMENTS :

- ✓ Une commune desservie par plusieurs routes départementales.
- ✓ Un seul passage sous l'A6 sur le territoire communal.
- ✓ Un réseau de voies secondaires bien développé.
- ✓ Passage du GR 213 sur la commune.

2.4 EQUIPEMENTS ET SERVICES DE LA COMMUNE

Cartographie des principaux équipements



Source : Perspectives sur fond Géoportail

La commune présente une offre d'équipements et de services adaptés à sa population et en adéquation avec sa taille. On y retrouve une mairie, une église et son cimetière, un foyer communal et des terrains de sports. Une déchetterie est également présente sur le territoire communal et se situe sur la partie Sud de la commune.

La mairie, l'école et l'église avec son cimetière se situent au cœur du village alors que les autres équipements se situent en périphérie de l'enveloppe urbaine. La déchetterie se situe de l'autre côté de l'autoroute près de l'aéroport.



Église



Mairie



Autre bâtiment communal près du foyer



Terrain de loisirs



Foyer communal



Une déchetterie existe sur la commune (près de l'aéroport)

2.4.1 LES EQUIPEMENTS SCOLAIRES ET PERI-SCOLAIRES

La commune fait partie du regroupement pédagogique Fleury-Branches. Elle possède une école primaire publique de 50 élèves composée de deux classes : un CE1 et un CE2. Les autres classes de l'école maternelle et de l'école primaire sont à Fleury-la-Vallée.

2.4.2 AUTRES EQUIPEMENTS



On note la présence d'un Syndicat Mixte de la fourrière animale du centre Yonne au Sud de l'autoroute au lieu-dit le Vernois. La distance avec les zones habitées limite les nuisances liées aux bruits.

2.4.3 VIE ASSOCIATIVE

On compte une société de chasse ainsi qu'un club de tir dans les associations.

2.4.4 LES EQUIPEMENTS TECHNIQUES

2.4.4.A/ La défense extérieure contre l'incendie

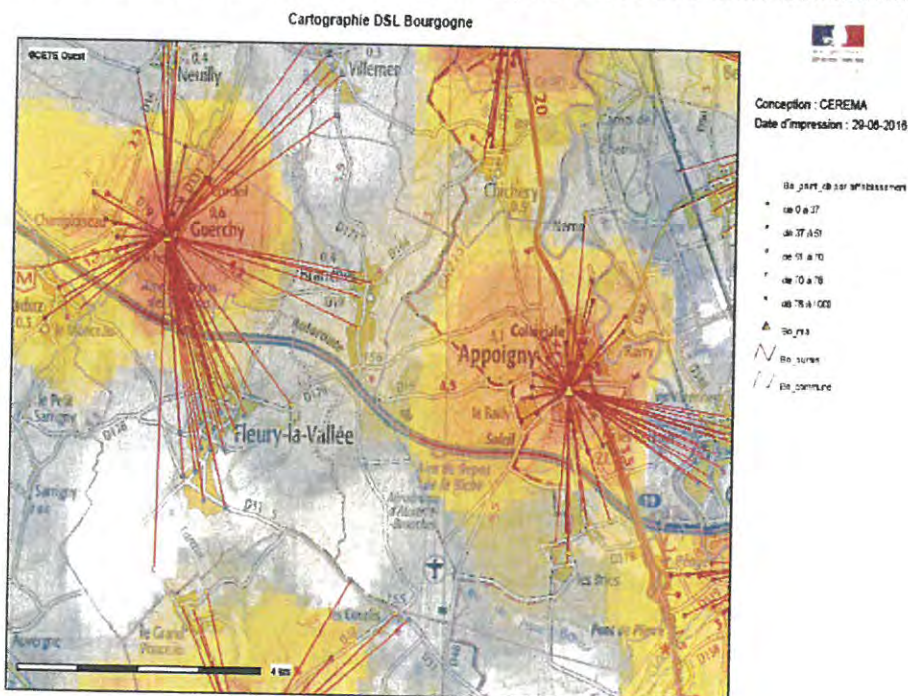
La défense contre l'incendie est assurée dans le bourg par 10 poteaux d'incendie de diamètre de 70 mm et de 3 poteaux d'incendie de diamètre de 100 mm. L'ancien réservoir se trouve dans le bourg. Il sert de bâches incendie avec une constance de 60 m³.

2.4.4.B/ N.T.I.C : Nouvelles Technologies de l'Information et de Communication

La Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique 2.0 (SCORAN) de Bourgogne a été approuvée le 10 juin 2015 sous le pilotage des services de l'Etat en région, en partenariat avec la région Bourgogne.

Le Conseil Départemental de l'Yonne a élaboré un Schéma Directeur d'Aménagement Numérique du Territoire (SDANT) afin d'assurer la cohérence des initiatives publiques en matière de construction d'infrastructures Très Haut Débit, et leur bonne articulation avec les investissements privés. Il définit les stratégies pour accéder à internet, très haut débit, fixe et mobile, sur l'ensemble du territoire icaunais et pour développer les usages notamment dans les domaines de l'économie et des services à la personne.

La commune de Branches est desservie par l'ADSL depuis le nœud de raccordement de Guerchy.



A RETENIR DES EQUIPEMENTS ET ESPACES PUBLICS :

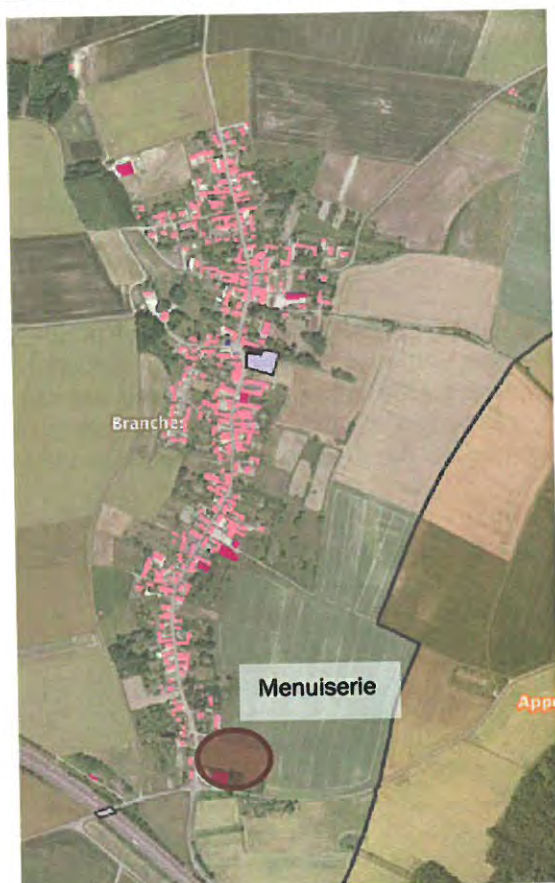
- ✓ Des équipements adaptés au caractère rural de la commune et aux besoins des habitants.
- ✓ L'aéroport en perte de vitesse avec de moins en moins de vols.

2.5 ECONOMIE LOCALE

Source : données INSEE

2.5.1 ACTIVITES INDUSTRIELLES, ARTISANALES, COMMERCIALES...

Carte de localisation de la principale activité artisanale



La commune accueille 1 entreprise de menuiserie, 1 maçon, 1 serrurier, 1 plombier, mais aussi, le syndicat mixte fourrière animale du centre YONNE, et un syndicat mixte tripartite de l'aéroport.

A noter que la menuiserie qui se situe à l'extrémité Sud du bourg devrait fermer sans avoir de repreneur.

Source : Perspectives sur fond Géoportail

Le site de l'aéroport accueille des entreprises dont l'activité est liée à l'aéronautique et à la restauration.

On note également la présence de quelques habitations en lien avec les activités du site.

Les constructions sont reliées à leur propre système d'assainissement collectif qui prend la forme d'un lagunage.



Source : Géoportail

2.5.2 ACTIVITE AGRICOLE ET SYLVICOLE

La commune compte 3 sièges d'exploitation dont 1 élevage de chèvres :

1. Earl Les terres de Cordeil (Siège à Branches),
2. EARL Peillier (Siège),
3. GAEC Desmoutiers-Breton (Siège, élevage de chèvres) est soumis à un périmètre sanitaire de 50 mètres conformément au Règlement Sanitaire Départementale de l'Yonne (RSD)
4. Le SCEA Fauchereau Alexandre exploite des terres sur la commune et possède un bâtiment de stockage. Son siège se situe à Neuilly et le GAEC de Chichery exploite des terres sur Branches.

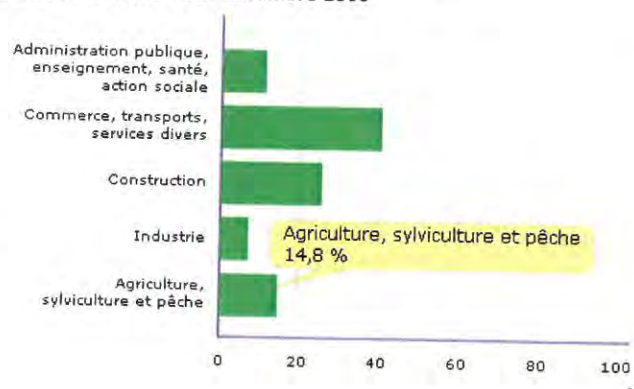
Les exploitations sont localisés sur une carte en page suivante selon la liste précédente.

Les exploitants ont fait part, lors de la réunion de consultation, des difficultés rencontrées dans la traversée du village, rue de la Grange. Afin d'éviter cet axe, ils contournent au Nord en traversant la parcelle 56, lieu-dit « Champagne » pour rejoindre le CR n° 14 puis longer le chemin de Châtillon vers le Sud et ainsi accéder à la route d'Appoigny. Ils rencontrent aussi des difficultés de déplacement le long de la route de Villemer et la présence d'un lampadaire le long de la route de Chichery est signalée comme pouvant poser des difficultés de déplacements.

Les établissements agricoles ne représentent cependant que 14,8% de l'ensemble des activités économiques à l'échelle locale contre 40,7% pour les activités de commerce, transports et services divers.

La majeure partie du territoire communal est dominée par des activités agricoles et sylvicoles qui sont présentes à part égale.

CEN G1 - Répartition des établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2013



Carte des exploitants agricoles et des activités associées

1. Construction en cours pour l'EARL des terres de Cordeil

4. GAEC Desmoutiers-Breton (chèvres)

4. Atelier vente de fromages de chèvres

2. EARL Peillier

1. EARL des terres de Cordeil et EARL Peillier

4. SCEA Faucheraux

Source : Perspectives sur fond Géoportail

— Itinéraire fréquemment emprunté
— Itinéraire problématique

Carte du registre parcellaire graphique : zones de culture déclarées par les exploitants en 2012



Source : Géoportail

Le Porter à Connaissance de l'Etat recense une surface agricole déclarée à la PAC de 753 ha, en 2014.

On observe que les cultures sont concentrées au Nord de la commune, autour de l'enveloppe urbaine alors qu'au Sud la forêt domine. Ce sont principalement des cultures céréalières, cependant, on note la présence de 2 fourrages près à proximité du ru de Châtillon.

A noter que la commune appartient aux aires de production des Indications Géographiques Protégées (IGP) « Moutarde de Bourgogne », Volailles de Bourgogne » et à celle de l'IGP viticole « Yonne ». Ces informations sont disponibles sur le site de l'INAO : <http://www.inao.gouv.fr>.

2.5.3 AEROPORT

(Source : Union des Aéroports Français)



Aérogare

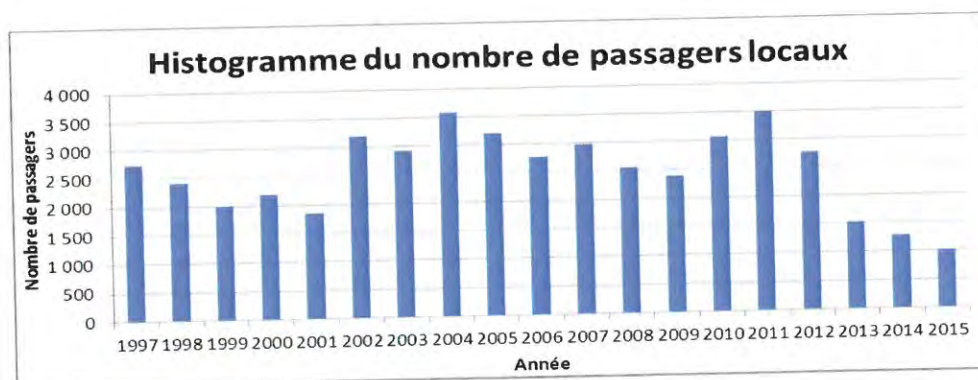
L'aéroport d'Auxerre-Branches est un aéroport ouvert à la circulation aérienne publique. Il est utilisé pour le transport aérien (national et international) et pour la pratique d'activités de loisir et de tourisme (aviation légère et hélicoptère). A noter que ce dernier appartient au Syndicat Mixte de l'aéroport Auxerre-Branches et est géré par SNC-Lavalin.

L'aéroport dispose d'une piste bitumée orientée Sud-Nord longue de 1 650 mètres et large de 30 mètres. Elle est dotée :

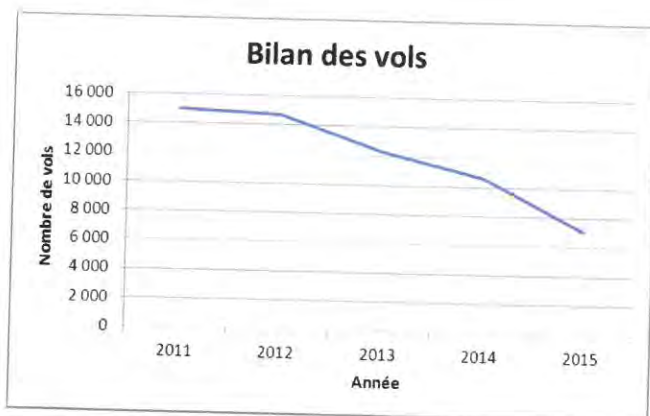
- d'un balisage diurne et nocturne,
- d'un indicateur de plan d'approche pour chaque sens d'atterrissage,
- d'une approche aux instruments classique et de deux approches GNSS (global navigation satellite system).

L'aéroport n'est pas contrôlé mais dispose d'un service d'information de vol. Les communications s'effectuent sur la fréquence de 129,800 MHz. Il est agréé pour le vol à vue, de nuit et le vol aux instruments.

Il possède aussi une aire de stationnement, une aérogare, des hangars et une station d'avitaillement en carburant.



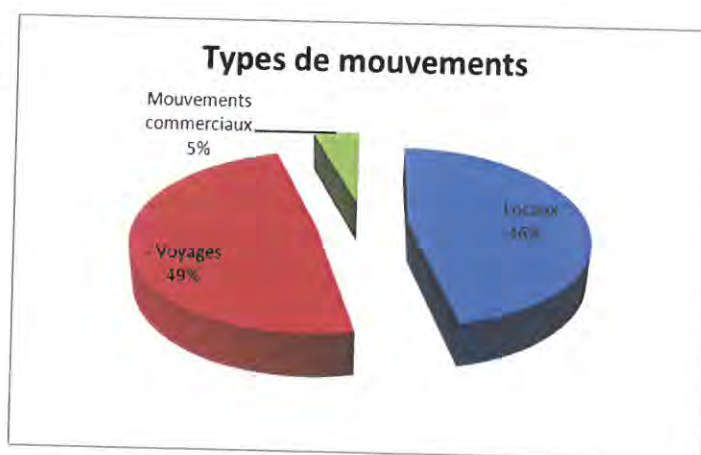
L'histogramme du nombre de passagers ci-dessus montre que le nombre de personnes accueillies est en baisse depuis 5 ans. L'aéroport n'accueille pas de passagers en transit ni de vols low cost.



Le nombre de vols a aussi beaucoup baissé. L'aéroport a perdu 47,3% de ses vols entre 2011 et 2015. Et 95% de ses vols sont non commerciaux.

Cette baisse d'activité est en partie due à des restrictions à cause de servitudes ainsi qu'à des restrictions liées à l'état de la piste. Cette dernière a été refaite en 2015 avant que la gestion de l'aéroport soit déléguée au SNC Lavalin.

Enfin, parmi les vols non commerciaux, on retrouve des voyages et des vols locaux à part quasiment égale.



2.5.4 ACTIVITES TOURISTIQUES

Le développement touristique de l'Auxerrois est une compétence de la Communauté d'Agglomération, dont la Stratégie de développement touristique de l'Auxerrois a été adoptée le 23 novembre 2015. Celle vient notamment compléter et consolider la Stratégie de développement économique du territoire.

Le but de cette stratégie est de permettre aux hébergeurs, aux commerces, au secteur vitivinicole dans toute sa diversité et à l'activité économique en général de profiter du tourisme.

Sur la commune de Branches, aucun site d'hébergement touristique n'est recensé cependant, certains lieux spécifiques peuvent jouer un rôle dans le développement touristique de l'Auxerrois, tels que l'aéroport, le patrimoine local (église Saint-Martin et la pierre Saint-Martin) et le patrimoine naturel au Sud (tourisme « vert »).

2.5.5 POPULATION ACTIVE

Sources : données INSEE

2.5.5.A/ Composition de la population active

La commune compte 247 habitants actifs, soit environ 50% de sa population et se compose d'employés, de professions intermédiaires et d'ouvriers.

2.5.5.B/ Migrations domicile-travail

Actifs travaillants :	2008	2013
Dans la commune de résidence	25	24
En dehors de la commune	175	210

La majorité des actifs travaillent en dehors de la commune et on peut observer que le nombre de personnes travaillant dans la commune de résidence tend à diminuer. Cela renforce les migrations domicile/travail et explique l'augmentation du nombre de voitures par foyer.

A RETENIR DE L'ECONOMIE LOCALE :

- ✓ Un tissu varié d'artisans, de commerçants et de services dans le bourg.
- ✓ Une faible offre touristique.
- ✓ La population active représente environ 50% de la population totale.
- ✓ Des déplacements domicile-travail importants.

2.6 BILAN DU POS ET CONSOMMATION D'ESPACE DES 15 DERNIERES ANNEES

Le POS de Branches a été approuvé le 1 décembre 1980, puis révisé 29 janvier 1993, le 21 décembre 1998, le 18 juin 1999 et le 3 octobre 2014.

L'analyse qui suit a pour but de revenir sur l'évolution de la commune depuis la mise en place de ce document d'urbanisme et de vérifier si les objectifs ayant motivé les choix de la commune pour l'élaboration des différents documents de l'étude ont été atteints. Cette analyse permet aussi de repérer - le cas échéant - les dysfonctionnements afin que le nouveau projet de PLU réponde le mieux possible aux attentes des élus et des projections qui seront définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Pour évaluer l'évolution de l'enveloppe urbaine de Branches, il est nécessaire de revenir sur les zones du POS actuel et de définir l'évolution des différentes zones urbaines et d'urbanisation future depuis la mise en place de ce document.

Dans un premier temps, il s'agit d'identifier le potentiel constructible actuel.

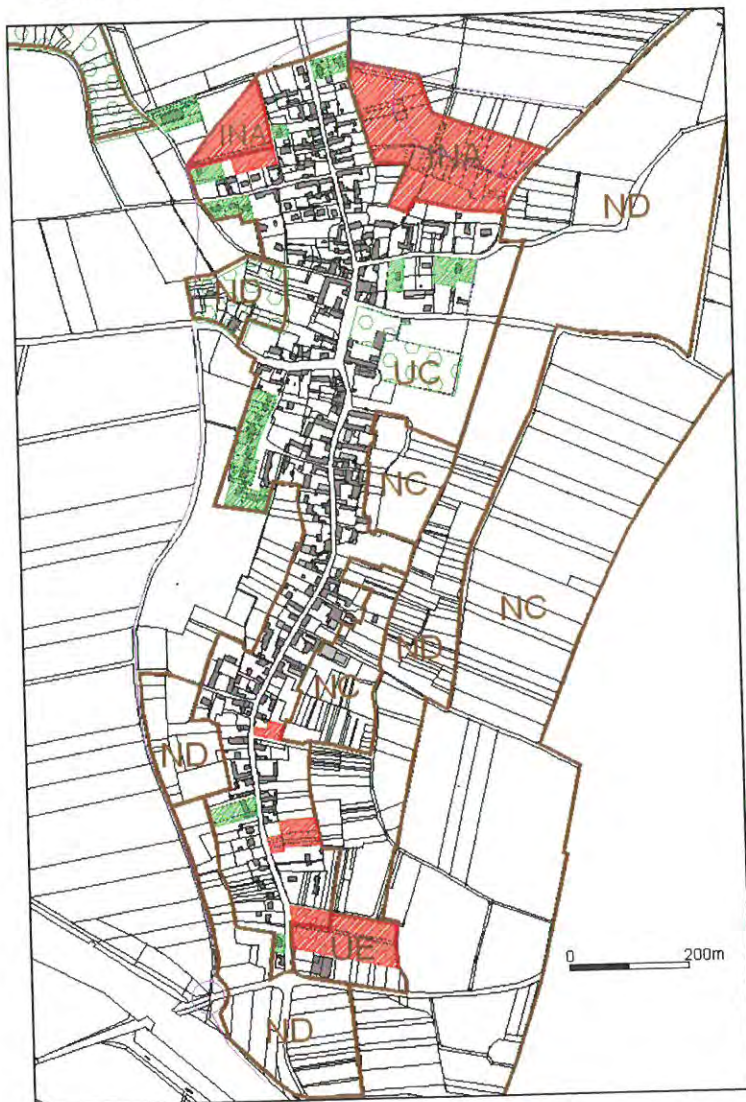
Zones	Définition de la zone	Surfaces (ha)	Capacités d'accueil
UC	Zone urbaine	35,50	30 habitants
UE	Zone d'activités	2	30 emplois
1NA	Zone d'urbanisation future	5,2	120 habitants
NC	Zone naturelle à vocation agricole	617,50	
ND	Zone naturelle	438,42	
Dont NDa	Autorise les constructions ou installations dont l'activité est liée à celle de l'aéroport	16,50	
Dont NDd	Autorise les constructions ou installations dont l'activité est liée au fonctionnement d'une déchetterie	0,58	

La surface consommée entre 1999 et 2015 est de 3,6 ha (d'après la photo aérienne de 1999 disponible sur Géoportail). Il y a donc eu une consommation d'espace de 0,23 ha par an.

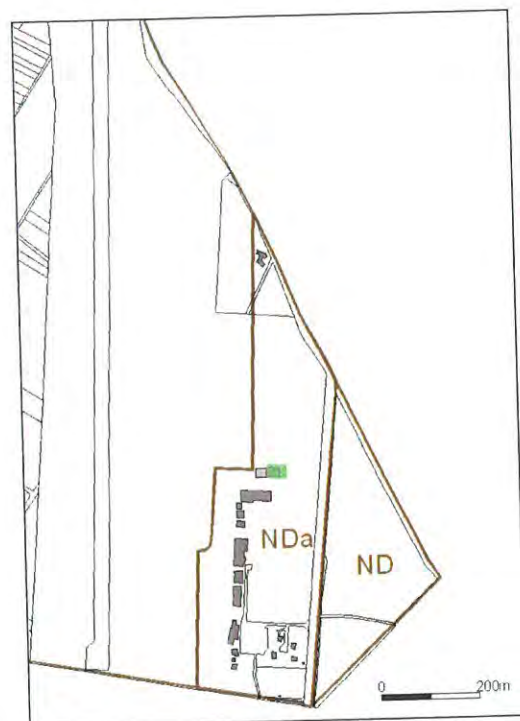
Le potentiel constructible du POS est d'environ :

- 0,6 ha en zone UC
- 5,2 ha en zone 1NA
- et 1,1 ha en zone UE

Cartes de la consommation des espaces (en vert) et du potentiel constructible (en rouge) du POS :



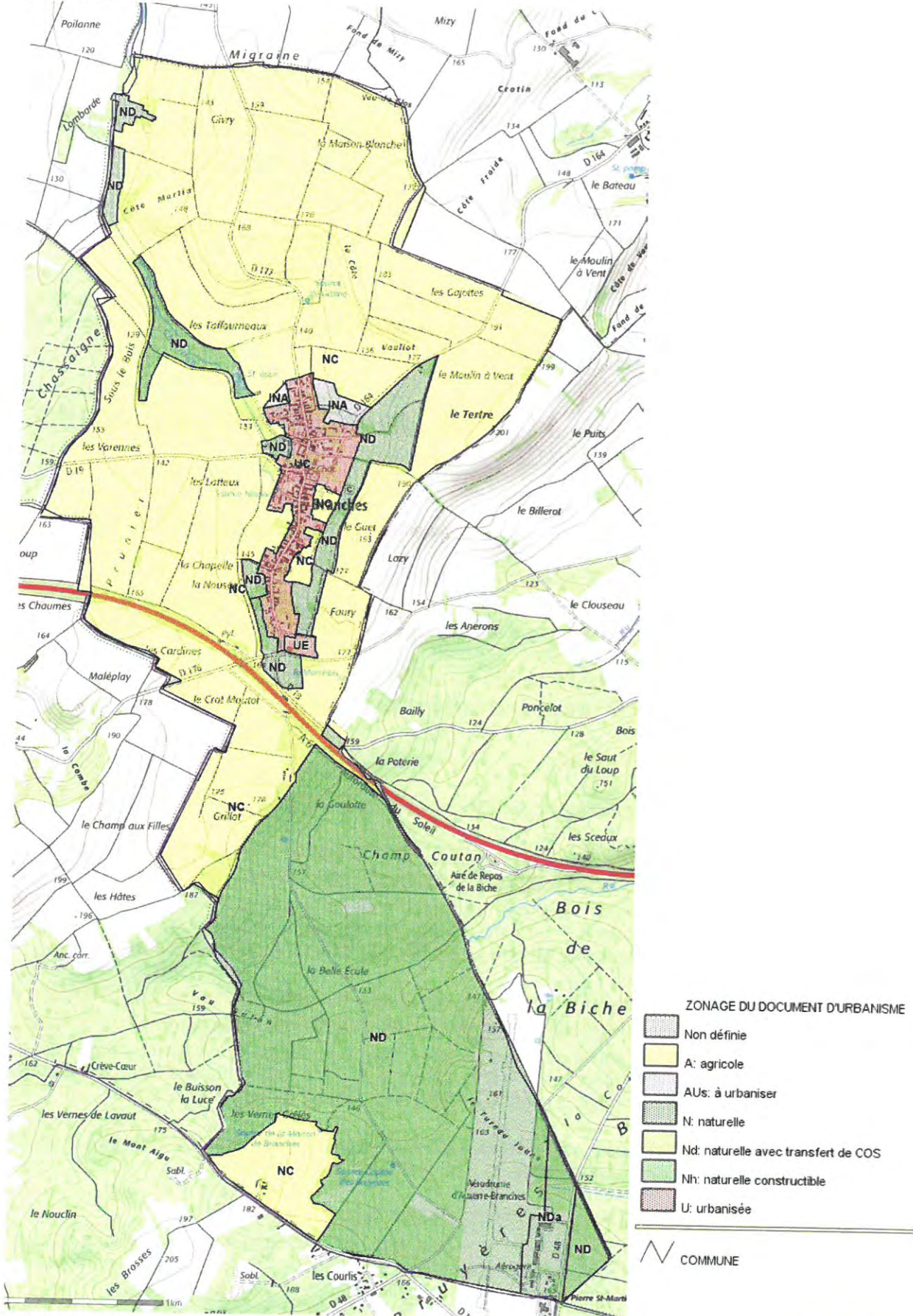
Enveloppe urbaine



Aéroport

Source : Calcul DAO (Perspectives) sur plan zonage P.O.S. (Cartelie) selon la photo aérienne de 1999 (Géoportail)

Zonage du POS



Source : <http://cartelie.application.developpement-durable.gouv.fr>

2.7 SERVITUDES ET AUTRES INFORMATIONS

2.7.1 LES SERVITUDES RELATIVES A LA CONSERVATION DU PATRIMOINE NATUREL ET CULTUREL

2.7.1.A/ Monuments Historiques (servitude AC1)

L'église Saint Martin est classée monument historique par arrêté du 10 septembre 2001 pour ses peintures murales

Les périmètres de protection d'un rayon de 500 mètres sont établis à partir de tout point extérieur des éléments protégés. Cette servitude ne s'applique pas en présence d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager.

2.7.2 LES SERVITUDES RELATIVES A L'UTILISATION DE CERTAINES RESSOURCES ET EQUIPEMENTS

2.7.2.A/ Alignement (servitude EL7)

La commune souhaite supprimer la servitude d'alignement EL7 du territoire.

2.7.2.B/ Servitude relative aux déviations d'agglomération (servitude EL11)

Cette servitude s'applique au droit de l'autoroute A6. Ainsi, les propriétés limitrophes sont grevées de la servitude relative aux interdictions d'accès (article L.151-3 du code de la voirie routière).

2.7.2.C/ Transport de gaz (servitude I3)

Le territoire communal est traversé par la canalisation de transport de gaz naturel Cezy-Perrigny.

2.7.2.D/ Electricité (servitude I4)

Réseau HTA

En attente des informations des services d'Electricité Réseau Distribution France.

2.7.2.E/ Télécommunications - servitudes de protection des centres de réception radioélectrique contre les perturbations électromagnétiques (servitude PT1)

La commune est grevée par la servitude de type PT1 de la station Branches aéroport d'Auxerre approuvée par décret ministériel le 29 janvier 1986. Le plan est disponible au SNIA - Département Centre et Est 210, rue d'Allemagne BP 606 - 69125 LYON SAINT EXUPERY AEROPORT

2.7.2.F/ Télécommunications - servitudes de protection contre les obstacles applicables au voisinage des stations et sur le parcours de faisceaux hertziens (servitude PT2) - ABROGEE

La commune était grevée par la servitude de type PT2 de la station Branches aéroport d'Auxerre approuvée par décret ministériel le 22 février 1995. Le plan est disponible au SNIA - Département Centre et Est 210, rue d'Allemagne BP 606 - 69125 LYON SAINT EXUPERY AEROPORT

La servitude PT2 de l'aéroport de Branches a été abrogé par le décret N°TRAA1801957 D en date du 12 avril 2018. Celle-ci est supprimée du plan des SUP annexé au PLU.

2.7.2.G/ Circulation aérienne - servitudes de dégagement (servitude T5)

L'aéroport d'Auxerre Branches fait l'objet d'un plan des servitudes aéronautiques instauré par arrêté ministériel du 8 juin 1979 afin d'interdire la création d'obstacles et si nécessaire imposer la suppression d'obstacles au sein des espaces qu'il délimite.

PARTIE 3 :

**CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE P.A.D.D. ET
LA DELIMITATION DES ZONES DU P.L.U.**

**MOTIFS DES LIMITATIONS ADMINISTRATIVES A
L'UTILISATION DU SOL APPORTEES PAR LE
REGLEMENT**

3.1 CHOIX RETENUS PAR LA COMMUNE POUR ETABLIR DE P.A.D.D.

La commune de Branches s'est appuyée sur les constats issus du diagnostic pour établir son projet de territoire.

Le territoire communal de Branches présente un cadre de vie particulier à quelques kilomètres de l'agglomération Auxerroise. La commune profite effectivement d'un cadre rural agréable principalement dû aux qualités environnementale, paysagère et patrimoniale de son territoire, la rendant ainsi attractive pour les familles.

Cependant, son attractivité est à nuancer depuis quelques années. En effet, la commune de Branches connaît une croissance de sa population continue depuis plusieurs décennies, qui semble s'inverser au vu du dernier recensement notamment pour les tranches d'âges les plus jeunes. Néanmoins, consciente de son potentiel en matière de cadre de vie et d'accessibilité, la commune souhaite permettre au territoire de poursuivre sa croissance de façon raisonnée notamment sur les questions d'habitat et de développement démographique, de maîtrise de l'étalement urbain, de développement économique, d'équipements, de déplacements et de réseaux.

Ainsi, la commune a souhaité mettre en place un projet de territoire lui permettant d'accueillir de nouveaux habitants mais également un projet permettant de maintenir la population en place en préservant et en améliorant le cadre de vie local (sécurité, accessibilité, développement économique, ...) et son environnement naturel.

Enfin, le territoire est marqué par certains risques naturels (retrait-gonflement des argiles, ruissèlements, ...) et technologiques (voies bruyantes, transport de matières dangereuses) qui ont été pris en compte lors de l'élaboration du projet de territoire afin de ne pas aggraver les risques existants et de limiter l'exposition des nouvelles populations.

Au regard de l'ensemble de ces enjeux et caractéristiques, les orientations du P.A.D.D. ont été organisées en 5 objectifs articulés autour de deux orientations :

1° Orientation 1 : Prendre en compte la préservation des continuités écologiques et des espaces naturels, agricole et forestier

2° Orientation 2 : Permettre un développement socio-démographique et urbain cohérent

Au sein de la première orientation « **Prendre en compte la préservation des continuités écologiques et des espaces naturels, agricole et forestier** », la commune affirme son souhait de préserver son cadre de vie à travers les milieux écologique, naturel, paysager et bâti du territoire.

Cette première orientation a été divisée en deux objectifs distincts : le premier objectif permettant de définir l'ensemble des espaces naturels, agricole et forestier présentant une forte valeur écologique qu'il convient de préserver et de prendre en compte dans le cadre de l'aménagement du territoire.

En identifiant clairement les éléments sensibles de son territoire qui composent notamment les grandes continuités écologiques des trames verte et bleue, la commune exprime clairement sa volonté de préserver la diversité des milieux qui offrent des espaces de qualité pour les écosystèmes du territoire et qui contribuent à son cadre de vie.

Ces éléments sont d'autant plus sensibles, qu'ils sont concernés par des secteurs d'intérêts écologiques tels que les zones humides, la zone Natura 2000, les ZNIEFF de type I et II et un Arrêté de Protection de Biotope.

Le second objectif de cette première orientation définit les éléments du territoire qu'il convient de préserver d'un point de vue de la qualité paysagère. En effet, la commune ne souhaite pas que son développement urbain se fasse au détriment du patrimoine et du paysage naturel, architectural et urbain local.

La commune a donc souhaité inscrire à cet objectif la préservation et l'amélioration de la qualité de ses entrées de village et des franges urbaines qui jouent un rôle important dans l'intégration paysagère de l'espace urbain.

Cet objectif identifie également les éléments boisés situés au Sud du territoire qui, en plus de présenter des qualités environnementales reconnues, contribuent fortement à la qualité paysagère et au cadre de vie du territoire en offrant un grand espace de verdure à proximité des espaces bâtis de l'agglomération Auxerroise.

Enfin, la commune souhaite conserver sa forme typique de village-rue et l'implantation des constructions qui en résultent et qui participent au cadre de vie urbain. Il s'agit donc de maîtriser la forme urbaine et de préserver les éléments architecturaux du paysage urbain.

La seconde orientation du PADD « **Permettre un développement socio-démographique et urbain cohérent** » souligne la volonté de la commune de permettre un développement démographique de sa population tout en prenant en compte les éléments à préserver définis dans la première orientation, en maîtrisant l'évolution de l'urbanisation, en maintenant un niveau d'équipements et d'activités satisfaisant et en améliorant les déplacements et la sécurité des usagers.

Trois objectifs ont été définis au sein de cette orientation, le premier permettant à la commune de définir ses objectifs chiffrés en matière de développement démographique et urbain.

La commune de Branches, connaît une augmentation constante de sa population depuis plusieurs décennies qui semble s'inverser au vu du dernier recensement notamment pour les tranches d'âges les plus jeunes. Malgré cela, la commune continue d'accueillir de nouvelles familles sur son territoire du fait de sa proximité avec l'agglomération Auxerroise et de son cadre de vie, elle souhaite donc affirmer ces arrivées en poursuivant l'accueil de nouveaux ménages.

Ainsi, la commune s'est fixée un objectif de croissance de sa population en prenant en compte les derniers mouvements de population et envisage un développement réaliste pour son territoire avec un taux de croissance d'environ 1% par an sur les 15 prochaines années. Pour rappel, on note une augmentation moyenne de la population de l'ordre de 1,55% entre 1999 et 2013, pour atteindre 488 habitants. La commune se fixe donc un objectif de croissance démographique légèrement inférieur à celle observée lors des 15 dernières années.

Cette croissance permettra l'accueil d'environ 76 habitants, soit une population totale de 570 habitants en cohérence avec les équipements et les services de la commune. Cet objectif d'accueil de nouveaux habitants est complété par la prise en compte d'un desserrement des ménages de l'ordre de 0,2 habitant par ménage dans les prochaines années induisant un besoin de logements supplémentaires. Ainsi, la taille des ménages passerait de 2,5 à 2,3 personnes par foyer.

En effet, la qualité des eaux distribuées et la capacité du réseau d'alimentation en eau potable ont été jugées satisfaisantes et suffisantes pour le développement de la commune. De plus, la station d'épuration a une capacité de 500 équivalents habitants (eh). En 2014, la charge maximale en entrée de station était de 307 eh pour une population d'environ 488 habitants. On peut donc en déduire que pour une capacité de 500 eh la commune est capable d'accueillir une population totale d'environ 790 habitants.

Comme il est dit précédemment, la commune souhaite maîtriser l'évolution de son urbanisation en se fixant un objectif de modération de la consommation d'espaces et de lutte contre l'étalement urbain avec une consommation moyenne projetée de 0,2 ha/an. Cet objectif de modération de consommation d'espace est appuyé par l'application d'une densité minimale de 10 logements par hectare pour les nouvelles constructions telle qu'elle est définie dans le Plan Local de l'Habitat de la Communauté de l'Auxerrois.

Pour permettre ce développement de la population et la maîtrise de l'urbanisation, la commune souhaite organiser son développement urbain en prenant en compte les problématiques propres à son territoire. En effet, l'épaississement des espaces bâtis est rendu difficile par la présence d'éléments naturels tels que les coteaux contraignant le bourg à se développer le long des axes routiers et expliquant la forme de village-rue de Branches. Ainsi, en plus de la reprise des logements vacants et de la construction des dents creuses disponibles, la commune souhaite définir un espace d'extension à court terme.

Au sein de ce développement urbain, la commune est favorable au développement de dispositifs permettant les économies d'énergie tels que les systèmes de production d'énergie renouvelable ainsi que les constructions aux normes environnementales. Cependant, elle désire les encadrer afin que ces derniers soient utilisés dans le respect de l'environnement local.

La commune souhaite également son souhait que le développement urbain se fasse dans le respect de la qualité des masses d'eau souterraines en veillant à la bonne conformité des équipements techniques en lien avec cette ressource. Il s'agit notamment de veiller à la qualité du réseau d'adduction en eau potable, au dimensionnement des installations d'assainissement collectif et à la conformité des installations d'assainissement non collectif.

Enfin, la maîtrise de l'urbanisation passe également par la prise en compte des risques naturels et technologiques du territoire. C'est pour cela que la commune identifie clairement au sein de son PADD les risques auxquels elle est soumise. De cette façon elle souhaite limiter ne pas aggraver les risques existants et de limiter l'exposition des nouvelles populations.

Le deuxième objectif, permet à la commune d'exprimer son souhait de maintenir un niveau d'équipements et d'activités satisfaisant sur son territoire pour permettre un développement cohérent avec les besoins de la population.

La commune compte quelques activités artisanales au sein de son bourg qu'elle souhaite maintenir tant que possible. De plus, elle souhaite permettre le développement de nouvelles activités commerciales dans le but d'accompagner la croissance démographique envisagée.

De plus, la commune est concernée par l'aéroport de Auxerre-Branches qui est associé à une zone d'activités en lien avec l'aéronautique. Elle souhaite donc profiter de ce site pour développer les activités commerciales, artisanales, touristiques et de loisirs. En effet, la présence de l'aéroport est un atout pour la commune qui souhaite en profiter d'un point de vue économique sans pour autant aller à l'encontre des activités aéronautiques.

L'activité agricole représente une des premières activités économiques de la commune. Celle-ci souhaite donc préserver cette activité en permettant la construction de nouveaux bâtiments agricoles et en modérant la consommation d'espaces agricoles tel qu'elle a été définie auparavant pour maintenir autant que possible les terres agricoles du territoire.

En parallèle de l'activité économique, la commune exprime également son souhait de développer les activités touristiques autour de son patrimoine local. En effet, la commune possède un patrimoine architectural (monument historique, bâti, ...) ainsi que des espaces particuliers (aéroport, ...) favorables au développement du tourisme.

Concernant le niveau d'équipements publics, la commune possède une offre adaptée à sa population et à ses objectifs d'évolution. En effet, la commune possède une mairie adaptée en termes d'accessibilité et d'usage ainsi qu'un espace regroupant un foyer communal et des terrains de sports. Cependant, la commune précise qu'elle souhaite veiller à la mise en accessibilité de l'ensemble de ces équipements existants et futurs.

Enfin, pour ce développement démographique et économique, la commune précise sa volonté de permettre le développement des Nouvelles Technologies d'Information et de Communication (NTIC) afin de proposer ce service aux professionnels et aux particuliers.

Le troisième et dernier objectif traite des questions de déplacements au sein de la commune, qu'elle souhaite améliorer.

Comme indiqué précédemment, la commune souhaite pérenniser l'activité agricole. Elle indique donc sa volonté de prendre en compte les problématiques de déplacements des exploitants qui ont pu s'exprimer lors d'une réunion de concertation. Il est notamment ressorti de cette réunion que le passage des engins agricoles est limité au sein du bourg en particulier sur sa partie Nord. Afin de ne pas aggraver cette situation et de l'améliorer, la commune souhaite préserver les chemins agricoles existants et créer un nouvel itinéraire agricole pour le déplacement des engins au Nord du bourg.

Cet objectif traite également des déplacements des particuliers dont on note de nombreux voyages domicile-travail. Pour limiter l'utilisation de la voiture individuelle lors de ces trajets, qui est l'une des principales sources des émissions de gaz à effet de serre, la commune souhaite permettre le développement ou le maintien de moyens de transports alternatifs tels que les déplacements doux, le covoiturage et le transport à la demande, le tout en lien avec la Communauté de l'Auxerrois qui détient la compétence transports et mobilité.

L'amélioration des déplacements au sein de la commune passe également par la sécurité des usagers et les possibilités de stationnement. Dans ce but, la commune s'est lancée dans la requalification de son centre bourg en y intégrant ces problématiques de sécurité et de stationnement. Elle a voulu afficher cette volonté au sein du PADD pour encourager la poursuite de ce type d'initiative.

3.2 CHOIX RETENUS PAR LA COMMUNE POUR ETABLIR LES DOCUMENTS GRAPHIQUES

Pour établir le zonage, la commune de Branches s'est appuyée sur les orientations du PADD et sur le constat du précédent Plan d'Occupation des Sols. Cependant, celui-ci étant caduc depuis le 27 Mars 2017, les justifications suivantes ne prennent pas en compte son tracé.

La commune a alors contenu son enveloppe urbaine en cohérence avec le bâti existant prenant en compte les dents creuses et les logements vacants tout en permettant un développement de certains secteurs de son territoire adapté à ses objectifs de développement démographique et aux besoins en logements.

La commune a également pris en compte les sensibilités environnementales du territoire (le Ru de Châtillon, zone humide, ...) et ses objectifs de préservation de l'agriculture.

3.2.1 LES ZONES URBAINES ET A URBANISER

La commune de Branches, connaît une augmentation constante de sa population depuis plusieurs décennies qui semble s'inverser au vu du dernier recensement notamment pour les tranches d'âges les plus jeunes. Malgré cela, la commune continue d'accueillir de nouvelles familles sur son territoire du fait de sa proximité avec l'agglomération Auxerroise et de son cadre de vie ; elle souhaite donc affirmer ces arrivées en poursuivant l'accueil de nouveaux ménages. Cependant, la tendance nationale montrant une baisse du nombre de personnes par foyer, on peut émettre l'hypothèse qu'un desserrement des ménages pourrait voir le jour à Branches. Ainsi, le nombre moyen d'occupants par résidence principale pourrait passer de 2,5 personnes/ménage à 2,3 à l'horizon 2030. Ce desserrement des ménages induit la construction de **17 nouveaux logements** pour conserver le même nombre d'habitants.

On note une augmentation moyenne de la population de l'ordre de 1,55% entre 1999 et 2013, pour atteindre 488 habitants. À la vue de l'attractivité du territoire et des dernières données du recensement, la commune se fixe un objectif de croissance démographique légèrement inférieur à celle observée lors des 15 dernières années avec un taux de 1% par an à l'horizon 2030. Cette croissance représente une augmentation de 76 habitants, soit un besoin de **33 nouveaux logements**.

Enfin, les statistiques 2013 de l'INSEE font apparaître 8 logements vacants sur le territoire communal. Un recensement effectué par les élus au cours de l'élaboration du PLU confirme la présence d'environ **9 logements vacants** pouvant potentiellement être repris dans le parc de logements. De par sa proximité de l'agglomération Auxerroise, la commune connaît actuellement une forte demande de reprise de logements qui permet une rotation convenable dans le parc de logements évitant aux logements vacants de rester longtemps sur le marché.

Cette projection démographique et l'analyse des logements vacants font donc apparaître un **besoin total d'environ 40 logements à l'horizon 2030**.

Pour atteindre cet objectif, la commune se fixe **une densité minimale de 10 logements par hectare** en cohérence avec les préconisations du PLH. De plus, un travail approfondi sur le **potentiel de dents creuses** a été réalisé par la commune. Ces parcelles ont alors été privilégiées pour favoriser dans un premier temps la densification du bourg.

Cependant, le potentiel en dents creuses ne permet pas d'atteindre les objectifs de croissance fixés par la commune. Il a donc été décidé d'inscrire en zone UA, certaines parcelles correctement pouvant accueillir de nouvelles constructions en limite de l'espace actuellement urbanisé et de créer une zone d'urbanisation future 1AU sur un secteur stratégique de la commune pour atteindre son objectif d'accueil de nouveaux habitants.

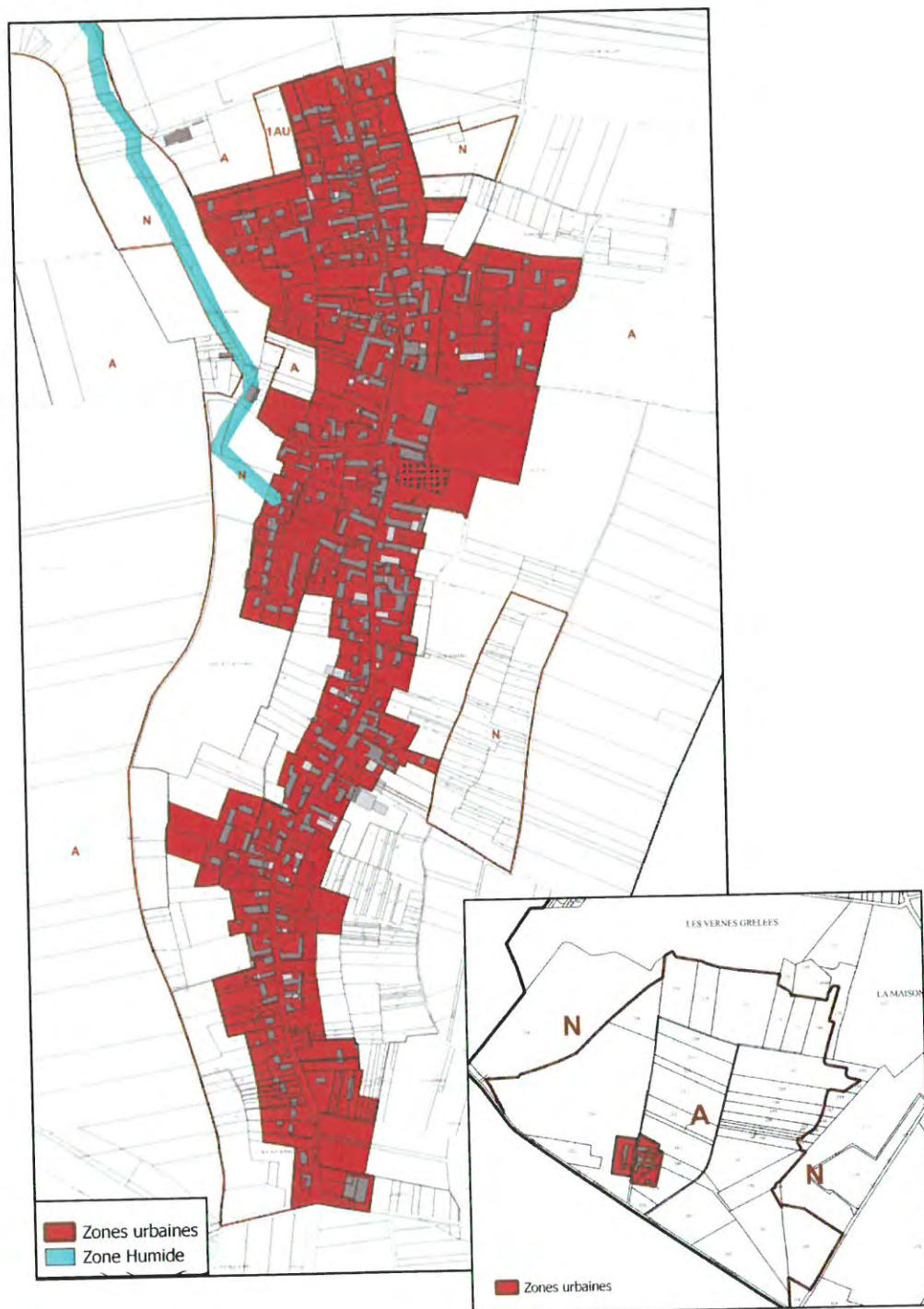
Délimitation de la zone UA

De manière générale, la zone UA englobe l'ensemble des constructions existantes du bourg ancien en intégrant également le cimetière et le parc de la grande maison à l'Est du bourg le long de la rue de la Montagne.

On note également que la zone urbaine UA intègre certaines parcelles se trouvant en limite des parties actuellement urbanisées sur la frange Ouest du bourg et au Sud vers la menuiserie. L'intégration de ces parcelles correctement desservies par les réseaux et la voirie permettent de compléter le potentiel de dents creuses en épaissement du tissu urbain sans altérer la composition historique en village-rue. Ainsi, la zone urbaine UA n'étire pas l'urbanisation le long des routes départementales vers le Nord ou le Sud.

A noter que quatre parcelles bâties, situées à l'Ouest du bourg, sont concernées par une zone humide. Celles-ci étant déjà artificialisées, elles ont été intégrées à la zone urbaine.

Emprise de la zone urbaine UA du PLU au bourg et au hameau de Courlis



Nord du bourg



Extrait du zonage du PLU



Photo aérienne Géoportail

A l'Est de la RD177 et 164, la zone urbaine se limite aux constructions existantes et ne permet pas l'extension de l'urbanisation. En effet, cette partie du territoire se situe en bas des espaces de coteaux. Son urbanisation n'y est donc pas aisée et les terrains sont parfois soumis à un risque ruissellement. On note cependant la présence de parcelles non-bâties au sein de la zone urbaine. Il s'agit :

- des parcelles 286 et 285 qui constituent un parc de qualité associées à la grande maison située sur la parcelle 262. Cet espace est identifié en tant qu'élément de paysage au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme, son urbanisation n'est donc pas permise ;
- d'une partie de la parcelle 1362, qui se trouve dans le prolongement du cimetière (parcelles 263 et 1318). Cet espace est identifié en tant qu'emplacement réservé pour permettre l'extension du cimetière et un espace de stationnement en lien avec cet équipement ;
- de la parcelle 705, sur laquelle un permis de construire a été déposé et accepté pour la construction d'une habitation individuelle.

A l'Ouest de la RD177 et 164, la commune a intégré certaines parcelles situées en limite de l'urbanisation actuelle du bourg et correctement desservies par les réseaux et la voirie. L'intégration de ces parcelles permet de compléter le potentiel constructible des dents creuses dans un principe d'épaississement du tissu urbain. Il est à noter que les parcelles intégrées à la zone urbaine UA présentent une profondeur ne permettant les constructions en double front bâti (entre 30 et 45 mètres de profondeur). Il s'agit :

- de la parcelle 1192, enclavée au Nord et à l'Est par des parcelles bâties et desservie par la rue du Cadoux ;
- des parcelles 972 à 976 également desservies par la rue du Cadoux et situées en face de la parcelle 1175 actuellement bâtie ;
- de la parcelle 962, située entre la dernière habitation de la rue de Guerchy et la salle des fêtes de la commune.

La commune a fait le choix de limiter la zone urbaine aux dernières habitations le long de la RD177 afin de ne pas étirer l'urbanisation vers le Nord.

Sud du bourg



Extrait du zonage du PLU



Photo aérienne Géoportail

A l'Est de la RD19, et plus particulièrement vers le Sud, l'espace urbain se trouve plus éloigné des coteaux permettant l'identification de parcelles correctement desservies et pouvant être urbanisées en limitant les contraintes dues à la pente et aux risques de ruissellement. Ainsi, la commune a décidé d'intégrer plusieurs parcelles pour accueillir de nouvelles constructions. Il s'agit :

- des parcelles 1160, 1161, 631 et d'une partie de la parcelle 632 desservies par le sentier dit des « Vignes Molles ». Ces parcelles se situent en début de pente mais ne sont pas concernées par les risques de ruissellement. De plus, la commune a limité la zone constructible à des profondeurs allant de 20 à 30 mètres afin de limiter les constructions sur ce secteur ;
- des parcelles 100, 101 et d'une partie de la parcelle 119 sur une largeur de 75 mètres. La zone constructible présente une largeur plus importante sur ces parcelles, celles-ci étant desservies à l'Ouest par la RD19 et au Nord par le chemin de Joachimes. De plus, ces parcelles situées entre la dernière habitation du bourg et la menuiserie se présentent comme une grande dent creuse dont l'urbanisation permettrait de limiter l'étalement du village à d'autres endroits. On note également que la menuiserie est en voie de fermer et qu'elle ne risque pas de retrouver reprenneur, ainsi la commune a fait le choix de l'intégrer à la zone urbaine pour permettre l'éventuel changement de destination du bâtiment ou de la parcelle, ce qui conforterait l'urbanisation pour l'habitat des parcelles 100, 101 et 119. Enfin, il est à noter que ces parcelles se situent dans le secteur défini aux alentours de l'autoroute A5, classée voie bruyante, les futures constructions devront donc adapter leur isolation phonique en conséquence ;
- des parcelles 1377 et de 1281 à 2184 desservies par le chemin des Joachimes et se situant en face des parcelles présentées ci-dessus. Les coteaux n'étant plus marqués sur cette frange du bourg, l'urbanisation de ces parcelles ne sera pas contrainte.

A noter qu'à l'Est de la RD19, une bande constructible d'environ 45 mètres a été définie le long de l'axe routier, en dehors des parcelles présentées ci-dessus, afin de permettre le confortement des habitations existantes et la construction d'habitations neuves sans pour autant permettre la réalisation de constructions en double front bâti.

A l'Ouest de la RD19, la commune a choisi de limiter l'extension de l'urbanisation uniquement à la rue de Pruniers. Cette voie ayant fait récemment l'objet d'aménagement routier et de réseaux de la part de la commune. Ainsi, seules les parcelles 201 et 1140 situées en extension de l'urbanisation sont intégrées à la zone urbaine. A noter que la bande constructible sur ces parcelles se limite à une largeur de 30 mètres ne permettant pas les constructions en double front bâti.

Sur le restant des parcelles situées à l'Ouest de la RD19, une bande constructible a été défini de la même façon que sur la partie Est afin de permettre le confortement des habitations existantes et la construction d'habitations neuves. A noter que cette bande est légèrement plus large du fait que les constructions existantes sont plus récentes et se sont installées en retrait de l'emprise publique au contraire des constructions plus anciennes qui se trouvent à l'alignement.

La commune a fait le choix de limiter la zone urbaine à la RD176 et aux dernières habitations afin de ne pas étirer l'urbanisation et de limiter la construction d'habitations neuves à proximité de l'autoroute.

Hameau des Courlis



Au Hameau des Courlis, la commune a fait le choix de ne pas favoriser l'extension de l'urbanisation. Ainsi, la zone urbaine UA se limite à prendre en compte les constructions existantes uniquement composées d'habitations.

A noter que les limites de la zone urbaine ont été définies afin de permettre le confortement des habitations et la construction d'annexes.

Délimitation de la zone UE

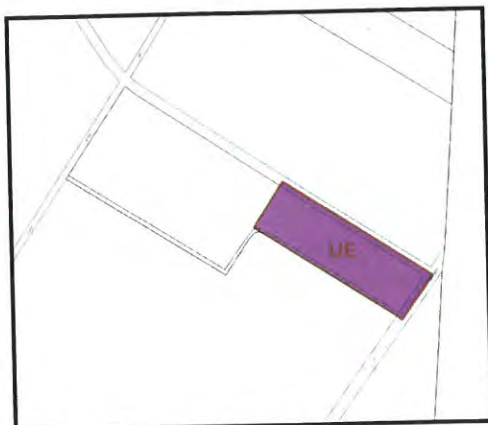
La commune a fait le choix d'identifier en zone à vocation économique UE, deux entités particulières : la déchetterie et la zone d'activités liée à l'aéroport.



Extrait du zonage du PLU

La déchetterie, située sur la parcelle 570, est inscrite en zone à vocation économique UE afin de permettre son confortement et son développement.

A noter que la parcelle voisine 571 est classée en zone naturelle N, le règlement autorise l'extension de la déchetterie sur cette parcelle uniquement si son implantation est nécessaire et ne peut pas être située à un autre endroit pour des raisons techniques et financières.



Extrait du zonage du PLU



Photo aérienne Géoportail

La zone d'activités liée à l'aéroport est également inscrite en zone à vocation économique afin de permettre le développement d'activités artisanales, commerciales, touristiques et de loisirs. En effet, tel qu'il est défini au sein du P.A.D.D., la commune souhaite « Permettre le développement d'activités commerciales, artisanales, touristiques et de loisirs en lien avec l'emprise de l'aéroport tout en assurant le maintien de ses activités aéronautiques ».

La zone à vocation économique UE intègre les activités existantes, les habitations existantes liées aux activités et un terrain en friche situé le long de la RD48. Ainsi, la commune souhaite permettre aux activités existantes de se développer et permettre à de nouvelles activités de s'installer sur ce terrain en friche correctement desservi par la voie interne à l'aéroport.

La commune a fait le choix de limiter la zone à vocation économique UE aux constructions existantes vers le Nord et l'Ouest, n'intégrant pas la piste de l'aéroport identifiée en zone naturelle N du PLU. Ainsi, les activités aéronautiques de l'aéroport ne seront pas gênées par cette zone à vocation économique et la commune limite la consommation des espaces naturels situés à proximité.



Extrait du zonage du PLU

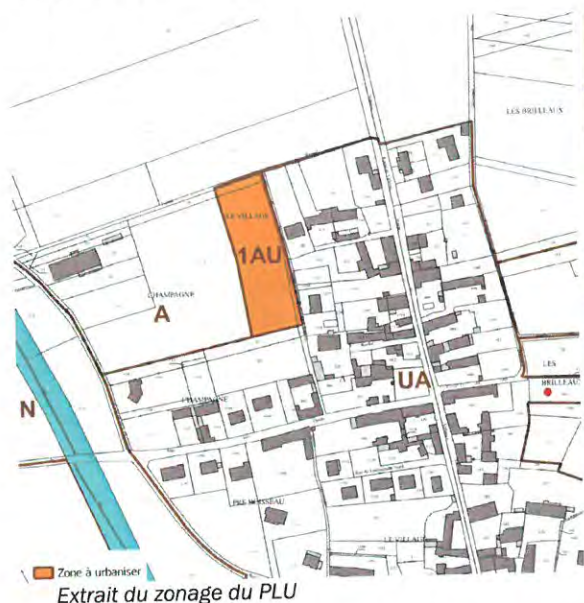


Photo aérienne Géoportail

Délimitation de la zone 1AU

Suite à l'identification des dents creuses et à l'intégration en zone urbaine UA de parcelles correctement desservies par les réseaux et la voirie et se trouvant en extension de l'urbanisation, la commune a fait le choix d'inscrire une zone d'urbanisation future 1AU afin de compléter son potentiel constructible en lien avec ses objectifs de croissance démographique affichés dans le PADD.

La commune a choisi de ne pas définir de zone d'urbanisation future en étirement de l'urbanisation mais à chercher à épaissir le tissu urbain. Ainsi c'est une partie de la parcelle 56, située au Nord du bourg qui a été désignée.



La zone 1AU a été définie selon une bande constructible de 35 mètres afin de ne pas permettre les constructions en double front bâti.

Cette parcelle est actuellement desservie par un chemin communal au Nord et par le chemin communal de Fourier à l'Est. Ces chemins ne permettent pas une desserte suffisante pour les véhicules et la parcelle n'est pas raccordée aux réseaux. Cependant, le chemin de Fourier a les capacités pour accueillir les réseaux et permettre la création d'une voie à sens unique depuis la rue aux Œufs. Quant au chemin communal, situé au Nord de la parcelle, celui-ci fait l'objet d'un emplacement réservé pour permettre son élargissement et la création d'un pan coupé sur la RD177.



On note la présence de la chèvrerie à l'Ouest de la zone à urbaniser dont le périmètre sanitaire ne concerne pas cette partie de la parcelle et dont l'exploitant n'a pas exprimé le souhait d'étendre ces bâtiments en direction du bourg.

Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP)

La zone 1AU, d'une surface totale de 0,4ha, permettra d'accueillir environ 4 logements avec un accès sur l'actuel chemin de Fourier.

L'OAP impose que le chemin de Fourier soit aménagé en voie à sens unique ; celui-ci ne présentant pas une largeur suffisante pour accueillir une voie en double sens. La sortie ou l'entrée des véhicules se fera donc sur la RD177 depuis le chemin communal existant faisant l'objet d'un emplacement réservé pour son élargissement et la création d'un pan coupé sur la RD177. De cette façon, la desserte de la parcelle par les véhicules sera plus fluide et sécurisée.

Enfin, l'OAP impose la réalisation d'une frange paysagère au Nord et à l'Ouest du site afin de permettre une bonne intégration paysagère de ses nouvelles constructions situées en limite du tissu urbain et à proximité de l'entrée Nord du village. De plus, cette frange permettra de limiter les conflits et nuisances pouvant existés entre l'espace agricole et l'espace urbain. Une chèvrerie se trouvant notamment à l'Est du site et le chemin communal situé au Nord servant pour les déplacements agricoles.

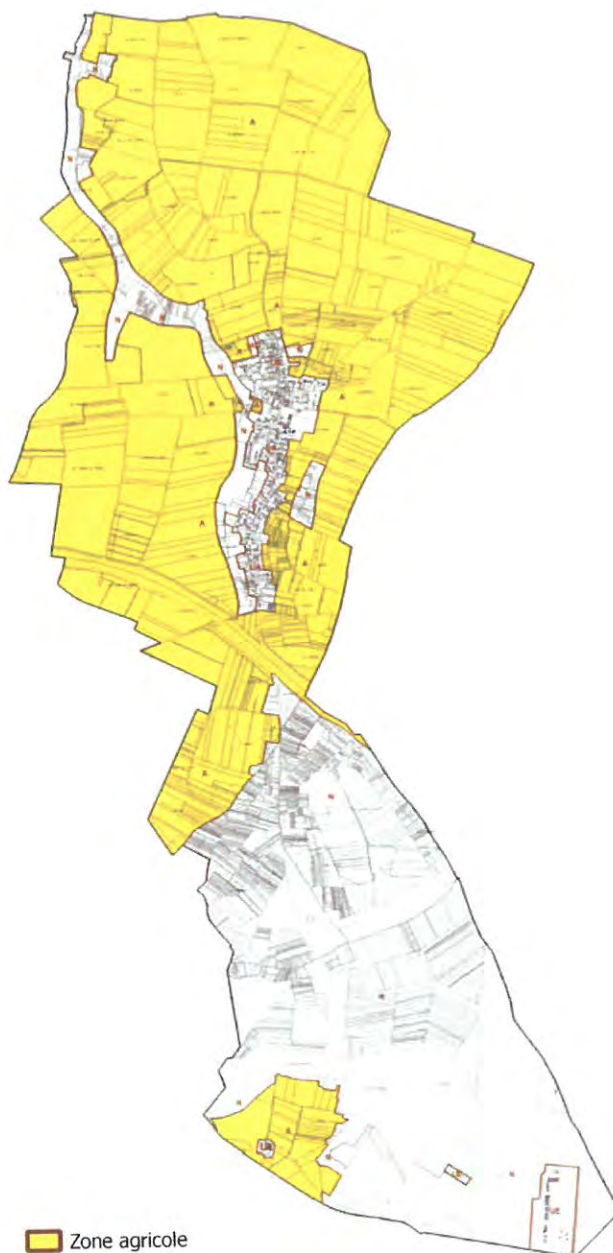


Extrait des OAP du PLU

3.2.2 LA ZONE AGRICOLE

L'activité agricole tient une part importante sur la commune avec 3 sièges d'exploitation dont un élevage présent sur la commune et 753 ha de surface agricole déclarée à la PAC en 2014.

Ainsi, afin de répondre à l'objectifs du PADD « Pérenniser l'activité agricole en maintenant les terres agricoles exploitables dans leur majorité et en permettant l'accueil de nouveaux bâtiments d'exploitation », la commune a classé la quasi-totalité des terres agricoles au sein de la zone agricole A.

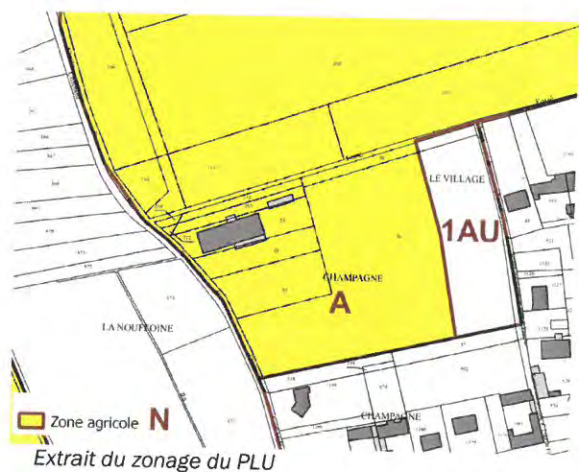


Extrait du zonage du PLU

Nord du territoire

Les terres agricoles sont principalement localisées au Nord du territoire. Ainsi la quasi-totalité de cette partie du territoire est classée en zone agricole A. Seuls le bourg, les espaces naturels situés en frange de celui-ci (jardins, vergers, ...) et les espaces naturels en lien avec le ru de Châtillon, ne sont pas identifiés au sein de la zone agricole.

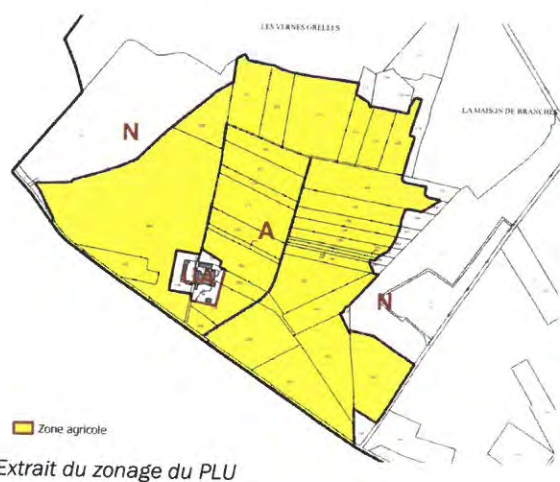
A noter qu'une seule des trois exploitations se situe au sein de la zone agricole. Il s'agit de l'élevage de chèvres se trouvant au Nord-Ouest du bourg.



Lieu-dit « Les Courlis »

Si la partie Sud du territoire est principalement concernée par le « Bois de la Biche » et ses espaces forestiers, le lieu-dit « Les Courlis », situé à l'extrémité Sud de la commune, est concernée par des terres agricoles cultivées. La commune a donc fait le choix de classer cet espace en zone agricole afin de reconnaître la valeur agronomique de ces terres.

A noter que le hameau des Courlis situé au sein de cet espace agricole n'est pas occupé par une exploitation agricole. Il est donc classé en zone urbaine UA.



La fourrière animale

L'espace agricole est concerné par la présence d'une fourrière animale gérée par le syndicat mixte de la fourrière animale du centre Yonne et situé le long de la voie de Vernois à la limite du Bois de la Biche.

Cette fourrière implantée sur les parcelles 46 à 49 a été intégrée à la zone agricole ; celle-ci autorisant certains équipements d'intérêt public. Ainsi, la fourrière pourra être confortée si besoin.



Extrait du zonage du PLU

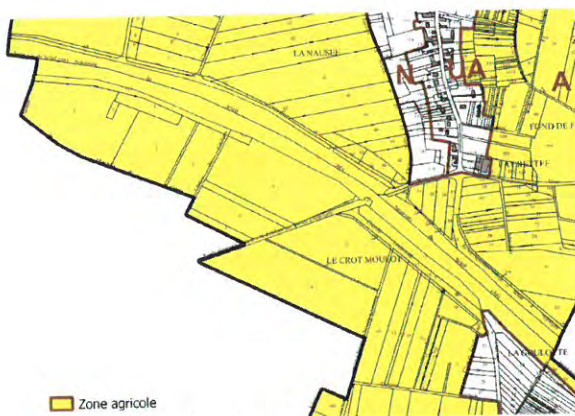


Photo aérienne Géoportail

L'autoroute

L'ensemble de l'emprise de l'autoroute A6 est également intégré à la zone agricole, celle-ci acceptant les constructions nécessaires à l'activité autoroutière.

Ainsi, la commune ne va pas à l'encontre d'éventuelles évolutions de cette infrastructure.



Extrait du zonage du PLU

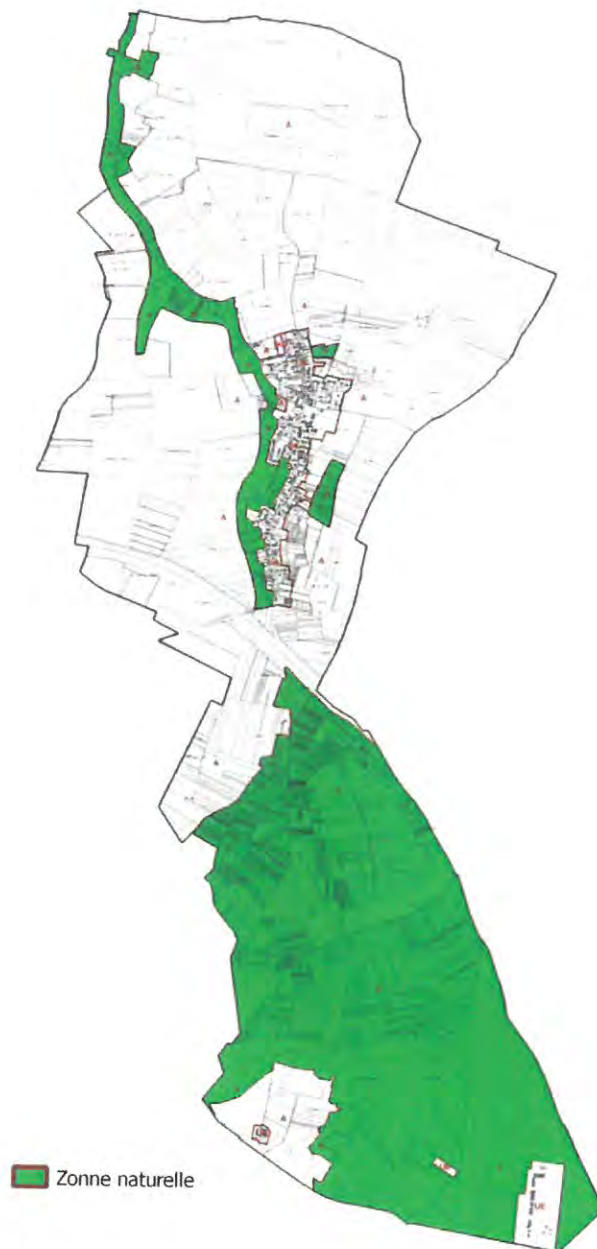


Photo aérienne Géoportail

3.2.3 LA ZONE NATURELLE

Les espaces naturels se composent de grands massifs boisés au Sud du territoire, de la ripisylve et d'ensembles boisés associés au ru de Châtillon, et de vergers et jardins en lien avec l'espace urbain. Ces espaces contribuent fortement au cadre de vie de la commune d'un point de vue paysager mais également environnemental, certains de ces espaces étant classés au sein de la zone Natura 2000 et/ou concernés par des zones humides et des ZNIEFF.

Ainsi, afin de répondre à l'orientation 1 du PADD « *Préserver les qualités environnementale, paysagère et patrimoniale du territoire* », la commune a classé l'ensemble des espaces naturels au sein de la zone naturelle N.



Extrait du zonage du PLU

Sud du territoire

Comme présenté précédemment, la partie Sud du territoire est principalement concerné par le « Bois de la Biche » dont la valeur environnementale est avérée par la présence d'une zone Natura 2000, d'un Arrêté de Protection de Biotope et de zones humides.

Ainsi l'ensemble de ce massif boisé est classé en zone naturelle N permettant ainsi de le préserver.

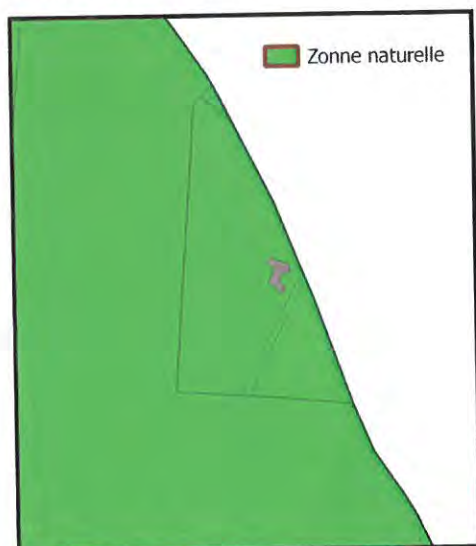
A noter qu'une habitation isolée se trouve au sein du Bois de la Biche. Cette construction située sur les parcelles 414 et 542, est isolé au sein de l'espace forestier et identifié au sein de Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de types 1 et 2 respectivement nommé « Massif forestier, landes et prairies du nord-ouest auxerrois » et « Vallées de l'Yonne et de la Baulche et forêts autour d'Auxerre » dont la préservation est un enjeu identifié au sein de l'Evaluation Environnementale.

En revanche, la zone humide qui a été définie par la DREAL a fait l'objet d'études de sols menées par la société JPV immobilier et réalisées par ISCEO en Septembre 2018 montreraient que ces parcelles ne rassemblent pas les caractéristiques de zones humides.

Au regard de cette situation et de la nécessité du respect des principe de modération de la consommation d'espaces et de lutte contre l'étalement urbain, il n'est pas souhaitable d'étendre la zone constructible à cet endroit.

La commune a donc fait le choix de ne pas permettre l'extension de l'urbanisation à cet endroit et de ne pas permettre le confortement ou la construction d'annexe pour l'habitation.

Ainsi la commune souhaite limiter l'impact de la construction sur son environnement proche qui est identifié comme une zone écologique sensible du territoire et répond aux objectifs du PADD.



Extrait du zonage du PLU



Photo aérienne Géoportail

L'aéroport

L'ensemble de l'emprise de l'aéroport, à l'exception des bâtiments d'activités qui y sont liés, est intégré à la zone naturelle, celle-ci acceptant les constructions nécessaires à son activité.

Ainsi la commune ne va pas à l'encontre des éventuelles évolutions de cette activité importante du territoire.



Extrait du zonage du PLU



Photo aérienne Géoportail

Les franges urbaines

L'espace urbain est bordé sur ses franges Est et Ouest par des ensembles de jardins, parcs arborés, petits boisements et vergers qui participent à son intégration paysagère au sein de l'espace agricole.

Ces espaces sont occupés essentiellement par de la friche ou des arbres ou des bosquets qui n'ont pas un intérêt écologique majeur mais uniquement paysagé.

Ainsi, conformément à l'objectif du PADD « *Préserver la qualité des franges paysagères à l'Est et à l'Ouest du bourg formée par les jardins, parcs arborés, petits boisements et vergers* », la commune a fait le choix de classer en zone naturelle N, trois espaces de qualité qu'elle souhaite préserver.

Ces espaces sont identifiés par des ronds de couleur rouge sur la photo aérienne suivantes.



Extrait du zonage du PLU



Photo aérienne Géoportail

Les espaces boisés et humides en lien avec le ru de Châtillon

Les terres agricoles situées au Nord du territoire sont traversées par le ru de Châtillon. Ce cours d'eau est accompagné d'une ripisylve plus ou moins dense, de boisements concernés par la présence de zones humides.

L'ensemble de ces éléments font du ru de Châtillon et de ses abords des espaces naturels sensibles répertoriés au sein de la trame verte et bleue locale.

Ainsi, conformément aux objectifs du PADD « Prendre en compte les milieux aquatiques (eaux superficielles, eaux souterraines et zones à dominante humide) afin de respecter notamment les orientations du SDAGE » et « Préserver les continuités écologiques, notamment la trame verte et bleue qui est représentée entre autres par le bois de la Biche, le Ru de Châtillon et sa ripisylve et les haies, bosquets », la commune a fait le choix de classer en zone naturelle N, le ru de Châtillon et les éléments qui lui sont attenants.



Extrait du zonage du PLU



Photo aérienne Géoportail

A noter que la salle des fêtes de la commune se situe le long du ru de Châtillon et se trouve donc intégrée à la zone naturelle. Cependant, la zone naturelle accepte certains équipements d'intérêt public. Le confortement de la salle des fêtes sera possible.

La commune répond donc à l'objectif du PADD de « Maintenir le niveau des équipements en adéquation avec les besoins de la population et veiller à la mise en accessibilité des équipements existants et futurs ».

3.3 DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES APPORTEES SUIT A L'ELABORATION DU PLU

3.3.1 DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

Le règlement a été rédigé en prenant en compte :

- les réglementations et législations récentes, notamment la recodification du code de l'urbanisme, la loi ALUR,
- les évolutions de la commune en termes d'architecture et de paysage.

3.3.2 CARACTERES ET LIMITES DES ZONES ET DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES APORTEES SUITE A L'ELABORATION DU PLU

3.3.2.A/ Les zones urbaines

Zone urbaine UA

La zone UA correspond à la partie urbanisée la plus ancienne et la plus dense du village et des espaces construits plus récemment, à vocation mixte d'habitat, de services et d'activités artisanales et commerciales.

	Articles réglementés au sein de la zone	Justifications aux dispositions réglementaires apportées par le PLU
Usage des sols et destination des constructions Articles UA1 et UA2	<ul style="list-style-type: none"> • La zone UA ne permet pas les changements de destinations et les constructions à destination : <ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation agricole ou forestière sauf celles visées à l'article 2, - d'entrepôt. • La zone UA accepte sous condition : <ul style="list-style-type: none"> - Les dépôts de véhicules, de déchets, de matériaux de démolition et de ferrailles s'ils sont liés et attenants à une activité autorisée dans la zone, - La construction de bâtiments agricoles s'ils sont complémentaires à une exploitation agricole existante. 	<ul style="list-style-type: none"> • Certaines occupations sont interdites au sein de la zone UA, de façon à respecter la qualité du cadre de vie. En effet, les destinations et sous-destinations interdites ont été jugées incompatibles avec le caractère principal de la zone, à savoir l'habitat. <p>Cependant, la zone UA admet tout de même certaines sous destinations dédiées aux activités de commerces notamment, qui permettent de répondre à la volonté de la commune, exprimée dans le PADD, de « Permettre l'installation d'activités de commerces au sein du bourg » et d'assurer la mixité fonctionnelle du centre bourg.</p> <p>L'ensemble des destinations et sous-destinations qui ne sont pas interdites en I.1 sont admises dont certaines sous conditions.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Certaines destinations et sous-destinations autorisées au sein de la zone UA sont soumises à condition. Ainsi, la commune souhaite permettre le confortement des exploitations agricoles existantes sans pour autant permettre l'installation de nouvelles exploitations dont les nuisances ne sont pas compatibles avec le caractère résidentiel de la zone. <p>De même, les dépôts sont autorisés à conditions d'être liés et attenants à une activité autorisée dans la zone afin de limiter le développement de dépôt et ne sont pas compatibles avec le caractère résidentiel de la zone.</p>

	Articles réglementés au sein de la zone	Justifications aux dispositions réglementaires apportées par le PLU
<p>Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères</p> <p>Articles UA6, UA7, UA8, UA9, UA10, UA11, UA12 et UA13</p>	<p>• Volumétrie et implantation des constructions : Hauteur des constructions à usage d'habitations et des annexes limitées</p> <p>Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et aux limites séparatives</p> <p>Implantation des constructions sur une même unité foncière</p> <p>• Aspect extérieur des constructions : Couleurs des matériaux et revêtements</p> <p>Forme de toitures</p> <p>Clôtures</p> <p>• Obligation de réaliser des espaces verts : Part minimale de surfaces imperméabilisées</p> <p>Aménagement paysager</p>	<p>• Les limites de hauteur et les implantations des constructions ont été définies par la commune de façon à garder une homogénéité dans le paysage urbain du bourg. Ainsi, ces dispositions s'appuient sur les constats du diagnostic de territoire et les règles de l'ancien Plan d'Occupation des Sols qui a réglementé l'installation des constructions depuis les années 1980.</p> <p>A noter que les annexes et constructions de moins de 3 mètres de haut ne répondent pas toujours aux mêmes dispositions. La commune a fait ce choix afin de permettre une meilleure intégration dans le paysage urbain de ce type de constructions spécifiques tels que les garages, abris de jardin, etc...</p> <p>Ainsi, la commune répond à sa volonté, exprimée au sein du PADD, de « Préserver et améliorer la qualité des paysages naturel, architectural et urbain du territoire ».</p> <p>A noter que ces règles ne s'appliquent pas aux équipements d'intérêt collectif afin de ne pas aller à l'encontre de leur installation. La commune répond ainsi à sa volonté de « <i>Maintenir le niveau des équipements en adéquation avec les besoins de la population et veiller à la mise en accessibilité des équipements existants et futurs</i> ».</p> <p>• Des dispositions concernant la forme architecturale des constructions, l'installation d'éléments techniques, la couleur des matériaux, la forme des toitures et la construction de clôture ont été instaurées afin de préserver une unité d'aspect au sein du bourg. La préservation de cette unité d'aspect permet notamment de poursuivre la mise en valeur du bourg qui a été engagé par la commune avec notamment la requalification de son centre. De plus, cela permet de préserver le cadre de vie urbain de la commune.</p> <p>Ainsi, la commune répond à sa volonté, exprimée au sein du PADD, de « <i>Préserver les éléments du paysage architectural et urbain du centre bourg en poursuivant sa mise en valeur</i> ».</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Stationnement 	<ul style="list-style-type: none"> • La commune a fait le choix d'instaurer une part minimale de surfaces non-imperméabilisées et de réglementer l'aménagement paysager des dépôts et des haies afin de conforter le cadre de vie des espaces urbains. En effet, la part minimale de surfaces non-imperméabilisées permet de préserver les espaces de jardins et de vergers qui sont associés aux constructions du bourg. Les autres dispositions permettent de maîtriser l'impact visuel de certains aménagements tels que les dépôts et les haies qui ont tendance à s'uniformiser et à utiliser des essences dites invasives. Ces dispositions répondent également à l'objectif du PADD de « <i>Préserver les éléments du paysage architectural et urbain du centre bourg en poursuivant sa mise en valeur</i> ». • La commune a fait le choix d'imposer un nombre de places de stationnement minimum par logement afin de limiter les stationnements sur l'espace public pouvant entraîner des conflits d'usages. En effet, la commune se compose de rues étroites, il est donc nécessaire de limiter le stationnement le long de ces axes. Ainsi, la commune répond à sa volonté, exprimée au sein du PADD, de « <i>Améliorer les déplacements et la sécurité des usagers sur le territoire</i> » notamment en matière de stationnement.
--	---	---

	Articles réglementés au sein de la zone	Justifications aux dispositions réglementaires apportées par le PLU
<p>Équipements et réseaux</p> <p>Articles UA3 et UA4</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Conditions de desserte des terrains par les voies • Conditions de desserte des terrains par les réseaux 	<ul style="list-style-type: none"> • La commune a fait le choix de ne pas imposer de largeur minimum de desserte et d'accès aux terrains, les parcelles accessibles directement depuis la voie publique étant correctement desservies. Cependant, la commune possède certains terrains au centre du bourg pouvant éventuellement être construits en double front bâti, elle a donc défini des largeurs de voiries minimales pour la desserte de ces terrains afin de limiter les conflits d'usage pouvant être entraînés par ce type de forme urbaine. • Afin de répondre au respect des normes environnementales et d'assurer une bonne desserte des constructions par les différents réseaux, la commune impose l'obligation du raccordement au réseau public d'alimentation en eau potable, et au réseau d'assainissement collectif quand cela est possible ou selon les normes en vigueur pour l'assainissement individuel. <p>La commune réglemente le réseau public d'énergie afin d'anticiper la pause de fourreaux pour l'accueil de réseaux secs et notamment des technologies de communication. Ainsi, la commune souhaite préserver le paysage urbain du bourg en enfouissant tant que possible les réseaux et permettre le développement des NTIC tels que la fibre optique.</p> <p>Au travers ces dispositions la commune répond à ses volontés de « Préserver et améliorer la qualité des masses d'eau souterraines (AEP), notamment par la mise en conformité des installations d'assainissement non collectif », de « Préserver et améliorer la qualité des paysages naturel, architectural et urbain du territoire » et de « Permettre le développement des communications numériques pour proposer cet équipement désormais indispensable aux professionnels et aux particuliers, telle que la fibre optique actuellement en cours d'installation par la Communauté de l'Auxerrois ».</p>

Zone à vocation économique UE

La zone UE correspond à une zone économique réservée aux activités industrielles, commerciales et artisanales. Elle est en partie concernée par l'emprise de l'aéroport.

- L'ensemble des dispositions présenté ci-dessous permet de répondre à l'objectif du PADD défini par la commune de « Permettre le développement d'activités commerciales, artisanales, touristiques et de loisirs en lien avec l'emprise de l'aéroport tout en assurant le maintien de ses activités aéronautiques. »

	Articles réglementés au sein de la zone	Justifications aux dispositions réglementaires apportées par le PLU
<p>Usage des sols et destination des constructions</p> <p>Articles UE1 et UE2</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La zone UE ne permet pas les changements de destination et les constructions à destination : <ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation agricole ou forestière, - d'habitation, sauf celles visées à l'article 2. • La zone UE accepte sous condition : <ul style="list-style-type: none"> - Les habitations et leurs annexes si elles sont liées au gardiennage d'une activité autorisée sur la zone, nécessitant une présence humaine permanente. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les destinations et sous-destinations incompatibles avec le caractère de zone d'activités de la zone UE sont interdites, de façon à ne pas créer de conflit entre les différents usages. De cette façon la zone UE est principalement dédiée aux activités artisanales, commerciales et de loisirs en cohérence avec sa vocation. <p>On note que la zone économique UE accepte certains équipements d'intérêt public qui permettront le bon fonctionnement de la zone.</p> <p>L'ensemble des destinations et sous-destinations qui ne sont pas interdites en I.1 sont admises dont certaines sous conditions.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La commune a fait le choix d'autoriser la construction de logements et de leurs annexes sous conditions afin de prendre en compte les habitations existantes et de répondre aux besoins des éventuelles activités qui nécessiteraient une présence humaine permanente.

	Articles réglementés au sein de la zone	Justifications aux dispositions réglementaires apportées par le PLU
<p>Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères</p> <p>Articles UE6, UE7, UE8, UE9, UE10, UE11, UE12 et UE13</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Volumétrie et implantation des constructions : Hauteur des constructions Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et aux limites séparatives Implantation des constructions sur une même unité foncière • Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère : Pour les constructions à destination d'habitation : Couleurs des matériaux et revêtements Forme de toitures Clôtures • Traitement environnemental et paysager : Aménagement paysager • Stationnement 	<ul style="list-style-type: none"> • Les limites de hauteur et les implantations des constructions ont été définies par la commune de façon à garder une homogénéité sur le site de la zone d'activités et de ne pas aller à l'encontre des activités aéronautiques notamment en matière de hauteur de construction. Ainsi, ces dispositions s'appliquent à l'ensemble des bâtiments et s'appuient sur les constats du diagnostic de territoire et les règles de l'ancien Plan d'Occupation des Soils qui prenait déjà en compte l'activité de l'aéroport. A noter que ces règles ne s'appliquent pas aux équipements d'intérêt collectif afin de ne pas aller à l'encontre de leur installation. La commune répond ainsi à sa volonté de « <i>Maintenir le niveau des équipements en adéquation avec les besoins de la population et veiller à la mise en accessibilité des équipements existants et futurs</i> ». • La zone UE accueille des habitations ; la commune a fait le choix d'appliquer les mêmes dispositions en matière de couleurs, de forme de toitures, etc... que celles appliquées à la zone urbaine UA afin de trouver une unité d'aspect sur l'ensemble du territoire communal. Cependant, ces dispositions ne s'appliquent qu'aux constructions à vocation d'habitat afin de ne pas gêner l'installation de nouveaux bâtiments d'activités sur la zone. De plus, les deux sites classés en zone à vocation économique sont concernés par la servitude aéronautique qui impose certaines réglementations afin de ne pas aller à l'encontre de l'activité de l'aéroport. Ainsi, l'installation des futurs bâtiments d'activités sera soumise à conditions. • La commune a fait le choix de réglementer l'aménagement paysager des dépôts et des haies végétales afin de maîtriser l'impact visuel de ces aménagements qui peut être négatif (dépôt à l'air libre, haies d'essences invasives, ...). • La commune a fait le choix de ne pas imposer un nombre de places de stationnement minimum par logement ou activité car cela ne lui semblait pas nécessaire. En effet, les activités pourront aménager des aires de stationnements en fonction des besoins réels correspondant aux types d'activités (stationnement poids lourds, accueil d'une clientèle, ...)

	Articles réglementés au sein de la zone	Justifications aux dispositions réglementaires apportées par le PLU
<p>Équipements réseaux (L.151-38 CU)</p> <p>Articles UE3 et UE4</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Conditions de desserte des terrains par les voies • Conditions de desserte des terrains par les réseaux 	<ul style="list-style-type: none"> • La commune a fait le choix de ne pas réglementer les conditions de dessertes des terrains par les voies, l'ensemble des terrains identifiés en zone UE étant déjà suffisamment desservis par les voies publiques ou les voies internes au site de l'aéroport. • Afin de répondre au respect des normes environnementales et d'assurer une bonne desserte des constructions qui le nécessite par les différents réseaux, la commune impose l'obligation du raccordement au réseau public d'alimentation en eau potable, et l'utilisation de dispositifs conformes aux normes en vigueur pour l'assainissement individuel.

3.3.2.B/ La zone d'urbanisation future

La zone 1AU correspond à une zone d'urbanisation future à vocation principale d'habitat, immédiatement urbanisable par une opération d'aménagement d'ensemble ou par une opération au « coup par coup ».

Dans un souci de cohérence et d'homogénéité, les règles de la zone UA ont été reprises pour la zone 1AU. Ainsi, seul l'usage des sols et destination des constructions se différencie entre ces deux zones.

Les autres dispositions réglementaires apportées par le PLU concernant les caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères et équipements et réseaux sont donc identiques à celles présentées pour la zone urbaine UA au titre 3.3.2.A/.

	Articles réglementés au sein de la zone	Justifications aux dispositions réglementaires apportées par le PLU
<p>Usage des sols et destination des constructions</p> <p>Articles 1AU1 et 1AU2</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La zone 1AU ne permet pas les changements de destination et les constructions à destination : <ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation agricole ou forestière, - d'hébergement hôtelier, - d'artisanat, - de commerce, - d'industrie, - d'entrepôt. 	<ul style="list-style-type: none"> • Certaines occupations sont interdites au sein de la zone 1AU, de façon à respecter la qualité du cadre de vie. En effet, les destinations et sous-destinations interdites ont été jugées incompatibles avec le caractère résidentiel de la zone. <p>Seules les activités à destination de bureaux sont autorisées au sein de la zone 1AU afin de permettre l'installation éventuel d'une activité au sein de son habitation.</p> <p>Ce choix de la commune permet d'assurer la réalisation d'habitation au sein de cette zone qui a été définie afin de répondre aux besoins d'accueil de nouveaux habitants. De plus la position et la morphologie des terrains sont peu favorables au développement d'une activité.</p> <p>L'ensemble des destinations et sous-destinations qui ne sont pas interdites en I.1 sont admises dont certaines sous conditions.</p>

3.3.2.C/ La zone agricole

La zone A correspond aux secteurs de la commune équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont seules autorisées en zone A.

	Articles réglementés au sein de la zone	Justifications aux dispositions réglementaires apportées par le PLU
<p>Usage des sols et destination des constructions</p> <p>Articles A1 et A2</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La zone A ne permet pas les changements de destinations et les constructions à destination : <ul style="list-style-type: none"> - d'habitation, sauf celles visées à l'article 2, - d'hébergement hôtelier, - de commerce, - d'artisanat, - de bureau, - d'industrie, - d'entrepôt. • La zone A accepte sous condition : <ul style="list-style-type: none"> - Les constructions, les installations et les changements de destination suivants s'ils sont liés à l'activité agricole : les habitations et leurs annexes si elles sont liées à une activité d'élevage dite sensible nécessitant une présence humaine permanente, - Les constructions et installations et les changements de destination liés à l'activité autoroutière. 	<p>• Afin de préserver autant que possible le caractère des terres agricole du territoire, la commune a fait le choix de limiter les possibilités de construction au sein de la zone A. Ainsi sont autorisés les exploitations agricoles, les logements et activités commerciales et touristique en lien avec une exploitation agricole et les équipements d'intérêt public permettant notamment de prendre en compte la présence de la fourrière animale.</p> <p>De cette façon la commune limite la consommation des terres agricoles et permet aux exploitations agricoles existantes de se développer et aux nouvelles exploitations de s'implanter. Ainsi la commune répond à un objectif du PADDD, à savoir « Pérenniser l'activité agricole en maintenant les terres agricoles exploitables dans leur majorité et en permettant l'accueil de nouveaux bâtiments d'exploitation ».</p> <p>La commune autorise les constructions et installations et les changements de destination liés à l'activité autoroutière car elle ne souhaite aller à l'encontre des éventuelles évolutions de cette infrastructure.</p> <p>L'ensemble des destinations et sous-destinations qui ne sont pas interdites en I.1 sont admises dont certaines sous conditions.</p>

	Articles réglementés au sein de la zone	Justifications aux dispositions réglementaires apportées par le PLU
<p>Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères</p> <p>Articles A6, A7, A8, A9, A10, A11, A12 et A13</p>	<p>• Volumétrie et implantation des constructions : Hauteurs des constructions</p> <p>Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques</p> <p>Emprise au sol</p> <p>• Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère : Pour les constructions à destination d'habitation : Couleurs des matériaux et revêtements</p> <p>Forme de toitures</p> <p>Clôtures</p>	<p>• Les limites de hauteur ont été définies uniquement pour les constructions à usage d'habitation et leurs annexes et sont identiques à celles applicables au sein de la zone 1AU. Ainsi la commune souhaite préserver une unité d'aspect sur l'ensemble de son territoire.</p> <p>La commune a fait le choix de ne pas réglementer la hauteur des constructions à vocation agricole de façon à favoriser le développement de l'activité agricole conformément aux objectifs du PADD.</p> <p>Les implantations des constructions ont été définies par la commune de façon à prendre en compte les nécessités de manœuvres et de stationnement des engins agricoles au sein de l'espace agricole, les retraits nécessaires depuis les routes départementales et pour limiter l'impact de l'implantation d'annexes et d'extensions.</p> <p>Une emprise au sol est définie afin de limiter l'impact des annexes et extensions sur l'espace agricole.</p> <p>A noter que ces règles ne s'appliquent pas aux équipements d'intérêt collectif afin de ne pas aller à l'encontre de leur installation. La commune répond ainsi à sa volonté de « <i>Maintenir le niveau des équipements en adéquation avec les besoins de la population et veiller à la mise en accessibilité des équipements existants et futurs</i> ».</p> <p>• La zone A peut éventuellement accueillir des habitations si celles-ci sont nécessaires à l'exploitation agricole, la commune a fait le choix d'appliquer les mêmes dispositions en matière de couleurs, de forme de toitures, etc. que celles appliquées à la zone urbaine UA afin de trouver une unité d'aspect sur l'ensemble du territoire communal.</p> <p>Cependant, ces dispositions ne s'appliquent pas aux bâtiments agricoles afin de ne pas empêcher l'installation de nouveaux bâtiments, seuls les tons vifs et d'aspect brillant ont été interdits afin de limiter l'impact visuel des bâtiments sur le paysage local.</p> <p>De la même façon des dispositions générales en termes de formes architecturales, ont été définies afin de limiter l'impact visuel des bâtiments sur le paysage local.</p> <p>Ainsi, la commune répond aux objectifs du PADD de « Pérenniser l'activité agricole en</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Traitement environnemental et paysager : Aménagement paysager • Stationnement 	<p>maintenant les terres agricoles exploitables dans leur majorité et en permettant l'accueil de nouveaux bâtiments d'exploitation » et de « Préserver et améliorer la qualité des paysages naturel, architectural et urbain du territoire ».</p> <ul style="list-style-type: none"> • La commune a fait le choix de réglementer l'aménagement paysager des dépôts et des haies végétales afin de maîtriser l'impact visuel de ces aménagements qui peut être négatif (dépôt à l'air libre, haies d'essences invasives, ...). • La commune a fait le choix de ne pas réglementer le stationnement. Les exploitants agricoles pouvant aménager des aires de stationnement en fonction des besoins réels correspondant à leurs activités.
<p>Équipements réseaux (L.151-38 CU) Articles A3 et A4</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Conditions de desserte des terrains par les voies • Conditions de desserte des terrains par les réseaux 	<ul style="list-style-type: none"> • La commune a fait le choix de ne pas réglementer les conditions de dessertes des terrains par les voies au sein de l'espace agricole. Les exploitants agricoles étant obligé d'adapter les accès aux exploitations ou autres selon la taille des engins agricoles. • Afin de répondre au respect des normes environnementales et d'assurer une bonne desserte des constructions qui le nécessite par les différents réseaux, la commune impose l'obligation du raccordement au réseau public d'alimentation en eau potable, et l'utilisation de dispositifs conformes aux normes en vigueur pour l'assainissement individuel.

3.3.2.D/ La zone naturelle

La zone N correspond aux terrains naturels et forestiers de la commune équipés ou non, à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique et de leur caractère d'espaces naturels au sein de l'espace agricole.

	Articles réglementés au sein de la zone	Justifications aux dispositions réglementaires apportées par le PLU
<p>Usage des sols et destination des constructions Articles N1 et N2</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La zone N ne permet pas les changements de destination et les constructions à destination : - Toutes les constructions et installations sont interdites sauf celles visées à l'article 2. • La zone N accepte sous condition : - Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont admis si leur implantation est nécessaire et ne peut pas être située à un autre endroit pour des raisons techniques et financières. - Les constructions et installations et les changements de destination nécessaire à l'activité de l'aéroport. 	<ul style="list-style-type: none"> • Afin de préserver autant que possible les espaces naturels et forestiers du territoire, la commune a fait le choix de limiter les possibilités de constructions au sein de la zone N. Ainsi ne sont autorisés, uniquement les exploitations forestières et les équipements d'intérêt public sous condition permettant notamment de prendre en compte la présence de la salle des fêtes. <p>De cette façon, la commune préserve autant que possible les espaces ayant une forte valeur environnementale et paysagère sur le territoire. Ainsi la commune répond aux objectifs de la première orientation du PADD, à savoir « <i>Préserver les qualités environnementale, paysagère et patrimoniale du territoire</i> ».</p> <p>La commune autorise les constructions et installations et les changements de destination liés à l'activité de l'aéroport car elle ne souhaite aller à l'encontre des éventuelles évolutions de cette infrastructure.</p> <p>L'ensemble des destinations et sous-destinations qui ne sont pas interdites en I.1 sont admises dont certaines sous conditions.</p>

Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères	Articles réglementés au sein de la zone	Justifications aux dispositions réglementaires apportées par le PLU
Articles N6, N7, N8, N9, N10, N11, N12 et N13	<ul style="list-style-type: none"> • Volumétrie et implantation des constructions : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques <p>Emprise au sol</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les implantations des constructions ont été définies par la commune de façon à prendre en compte les retraits nécessaires depuis les routes départementales. <p>Une emprise au sol est définie afin de limiter l'impact des constructions sur l'espace naturel.</p>

Les autres articles de la zone naturelle N ne sont pas réglementés par le Plan Local de l'Urbanisme.

La commune a fait le choix de ne pas réglementer les caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères et équipements et réseaux car la zone naturelle n'accepte que des constructions répondant à des normes strictes à savoir les équipements publics, les constructions nécessaires à l'activité aéronautique et les exploitations forestières. Il ne semble donc pas nécessaire d'imposer des dispositions supplémentaires ne correspondant pas aux besoins et aux attentes réelles de ce type de constructions.

Ce choix va dans le sens du décret de modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme applicable depuis le 1er Janvier 2016, qui vise à répondre aux nouveaux enjeux de transition énergétique et écologique des territoires tout en simplifiant et en clarifiant le contenu du PLU.

3.3.3 CARACTERES ET LIMITES DES ZONES ET DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES APORTEES SUITE A L'ELABORATION DU PLU

Outre les limites des différentes zones du PLU, les plans de zonage (pièces 3B et 3C) du PLU comportent un certain nombre de figurés graphiques instaurés en application de différents articles du Code de l'urbanisme, traduisant des règles spécifiques.

3.3.3.A/ Les prescriptions liées aux caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères

Espaces Boisés Classés (EBC)

Pour assurer la protection des espaces boisés présents sous forme de bois tel que le Bois de la Biche ou ponctuellement sur le territoire communal, un classement a été instauré au titre des articles L.113-1 à L.113-7 du code de l'urbanisme. Ce dispositif vise à conserver le caractère boisé des sites, en complément de l'identification au sein de la zone naturelle.

Le classement en EBC interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création de boisements. Les coupes et abattages d'arbres y sont soumis à déclaration préalable.

Ce sont ainsi **53,43 ha** qui ont été protégés au titre des espaces boisés classés.

Ces EBC comprennent les grands massifs boisés au Sud du territoire, compris dans la zone Natura 2000 et concernés par les ZNIEFF de type I et II, ainsi que les boisements situés au Nord du territoire en lien avec le ru de Châtillon qui ont une valeur écologique (trame verte) et paysagère.

A noter que les boisements identifiés au sein de la servitude aéronautique T5, au sein des espaces de l'arrêté de biotopes et de la zone non aedificandi et non-sylvandi ne sont pas identifiés en EBC afin de permettre leur coupe et entretien en lien avec les besoins de l'aéroport et de l'arrêté de biotopes.

Cette identification en EBC permet notamment de répondre à l'orientation 1 du PADD « *Préserver les qualités environnementale, paysagère et patrimoniale du territoire* ».

Patrimoine à protéger au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme

Liste des éléments de paysage :

N° élément	Désignation
1	Parc d'une grande maison

Le parc d'une grande maison a été identifié comme élément de paysage car ce parc constitue un espace de verdure de qualité au sein de l'espace urbain ainsi qu'un patrimoine local. La commune ne souhaite donc pas que celui-ci disparaisse au profit de plusieurs habitations.

Tous travaux ayant pour effet de détruire ou de modifier un élément du paysage identifié par un Plan Local d'Urbanisme en application de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme et non soumis à un régime d'autorisation doivent faire l'objet d'une autorisation préalable au titre des installations et travaux divers dans les conditions prévues par décret en Conseil d'État. Cette identification permet de répondre à l'objectif du PADD « *Préserver et améliorer la qualité des paysages naturel, architectural et urbain du territoire* ».

Le rapport de présentation met en avant d'autres éléments du patrimoine bâti ou naturel sur le territoire communal. La commune ne souhaite identifier ces éléments au titre de l'article L.151-19, ces derniers se trouvant au sein de l'espace public et ne nécessitant pas une protection particulière.

Emplacement réservé au titre de l'article L151-41 du Code de l'Urbanisme

Le Plan Local d'Urbanisme instaure des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics et aux installations d'intérêt général. Ces emplacements réservés assurent la programmation d'une utilisation rationnelle des futurs équipements publics.

Ils sont soumis à un statut spécial, afin qu'ils ne fassent pas l'objet d'une utilisation entrant en contradiction avec un projet général, et permettent d'assurer à leur bénéficiaire, l'inconstructibilité à titre privé des terrains concernés. En contrepartie, le propriétaire des terrains peut mettre en demeure le bénéficiaire de la réserve d'acquiescer. En cas de non-réponse, l'emplacement réservé tombe. La liste globale des emplacements réservés désormais en vigueur, figure dans le paragraphe suivant. La destination et le bénéficiaire de chacun sont précisés dans le tableau récapitulatif.

L'inscription d'un emplacement réservé rend inconstructible les terrains concernés pour toute autre utilisation que celle prévue dans la liste. En contrepartie, le propriétaire d'un terrain réservé peut mettre la collectivité bénéficiaire de la réserve en demeure d'acquiescer son bien.

Liste des emplacements réservés :

	Désignation	Superficie approximative	Bénéficiaire
1	Réalisation d'un espace de stationnement et extension du cimetière	3 220 m ²	Commune
2	Élargissement d'un chemin et création d'un pan coupé	920 m ²	Commune
3	Élargissement d'un chemin	1 500 m ²	Commune

L'emplacement réservé n°1 a été défini afin de permettre à la commune la réalisation d'un espace de stationnement et d'anticiper l'extension du cimetière. En effet, la commune connaît quelques difficultés de stationnement au sein de son bourg et notamment en son centre qui réunit les principaux équipements de la commune (mairie, église et cimetière). Afin d'améliorer ces conditions de stationnement la commune a entrepris la requalification de son centre bourg ; la mise en place de cet emplacement réservé permettra donc de poursuivre le travail engagé en réalisant une aire de stationnement en lien avec le cimetière et son éventuelle extension. De cette façon la commune répond à un l'objectif du PADD « Améliorer les conditions de stationnement au centre bourg par l'aménagement de valorisation du centre du village ».

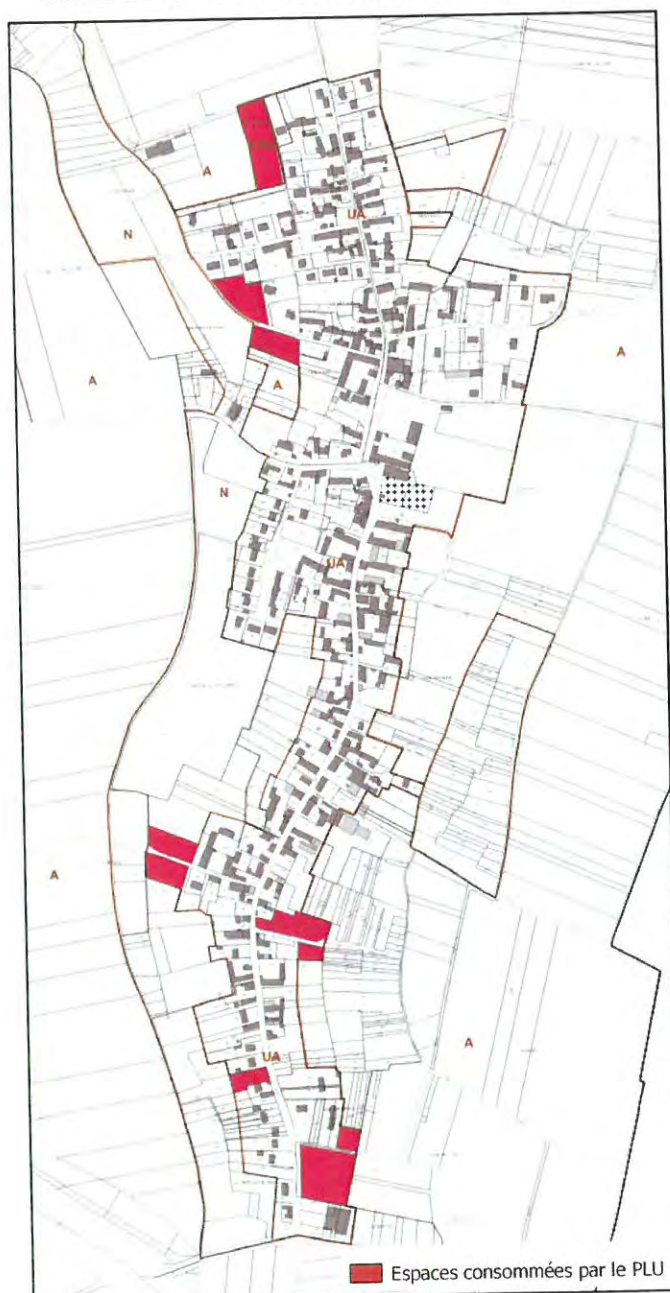
Les emplacements n°2 et 3 permettent l'élargissement de chemins existants. Dans un premier temps, l'élargissement de ces terrains permettra d'assurer les déplacements agricoles sur la partie Nord du bourg. En effet, lors de la réunion de concertation avec les exploitants agricoles, certains ont exprimé leurs difficultés à se déplacer au sein du bourg. Ainsi, ces emplacements réservés permettront d'offrir un trajet pour les engins agricoles en dehors du bourg, ce qui est conforme à l'objectif du PADD « Préserver les chemins agricoles existants et créer un nouvel itinéraire agricole pour le déplacement des engins ».

Dans un second temps, l'emplacement réservé n°2 permettra également d'assurer la bonne desserte de la zone 1AU située au Nord du bourg dont la voie en sens unique donnera sur ce chemin.

3.4 BILAN DE LA CONSOMMATION D'ESPACES ET BILAN DES SURFACES DU PLU

3.4.1 BILAN DES SURFACES CONSOMMEES PAR LE PLU

Localisation des surfaces consommées par le PLU



Extrait du zonage du PLU

Zone UA

Les 1,80 hectares de consommation d'espace identifiés au sein de la zone UA correspondent à des terrains situés en limite ou en extension du tissu urbain occupé par des terres agricoles cultivées ou par des friches. L'urbanisation de ces terrains situés en frange Est ou Ouest du bourg n'auront pas pour effet d'étirer le village, mais permettront au contraire d'épaissir le tissu urbain existant.

L'ensemble de ces terrains est correctement desservi par les voiries et les réseaux et a été intégré à la zone urbaine afin de compléter le potentiel constructible en dents creuses dans les limites des objectifs de croissance fixés dans le PADD.

Zone 1AU

La zone 1AU située au Nord du bourg a été définie sur un terrain agricole cultivé. Ainsi c'est 0,40 hectare qui sera consommé pour l'habitat. De la même façon que les espaces consommés au sein de la zone urbaine UA, cet espace a été défini afin de compléter le potentiel constructible en dents creuses dans les limites des objectifs de croissance fixés dans le PADD. De plus, l'urbanisation de ce terrain n'aura pas pour effet d'étirer le village, mais il permettra au contraire d'épaissir le tissu urbain existant.

Consommation totale

Tableau récapitulatif des surfaces consommées par le PLU

CONSO PLU		
Zones	Précision	Surface (en ha)
U	Zone urbaine	1,80
UA	Zone urbaine	1,80
UE	Zone à vocation économique	0,00
AU	Zones à urbaniser	0,4
1AU	Zone d'urbanisation future dédiée à l'habitat	0,40
A	Zones agricoles	0,00
N	Zones naturelles	0,00
	TOTAL	2,20
	Consommation annuelle moyenne sur les 15 prochaines années (ha/an)	0,15

Surfaces calculées par SIG

Le Plan Local d'Urbanisme prévoit une consommation d'espaces agricole et naturel de 1,80 ha pour l'extension de la zone urbaine (UA) et 0,40 ha en zone d'urbanisation future (1AU) à destination d'habitat.

Soit un total de 2,20 ha d'espaces agricole et naturel consommés d'ici les 15 prochaines années, soit une consommation annuelle de 0,15 ha/an.

Cette consommation projetée est cohérente avec le PADD, dans lequel la commune se fixe comme objectif une consommation moyenne de 0,20 ha/an pour les 15 années à venir.

3.4.2 BILAN DES EXPLOITANTS IMPACTES PAR LE DECLASSEMENT DE TERRES AGRICOLES

Nom	Siège expl.	SAU 2017 (ha)	N° îlot	Assolement	Surf. îlot (ha)	Zone	Surface perdue (ha)	Surf. perdue totale par exploitant (ha)	% de surf. perdue sur SAU
EARL PEILLIER	BRANCHES	218,74	30	ORP - Orge de printemps Jachère de 6 ans ou plus déclarée comme surface d'intérêt écologique	4,33	UA	0,24	0,6	0,28%
			10	Jachère de 6 ans ou plus déclarée comme surface d'intérêt écologique	1,43	1AU	0,36		
EARL TERRES DE CORDEIL	NEUILLY	174,03	5	Colza d'hiver	1,22	UA	0,44	0,44	0,25%
Surface perdue / SAU commune de Branches		0,26%		Surface perdue totale (ha)			1,04		

Au total, sur la commune de Branches se sont 1,04 ha de terres agricoles qui sont déclassées.

Deux exploitants sont impactés par le déclassement de terres agricoles.

Ces exploitants sont impactés de la même façon puisque l'EARL PEILLIER perdrait 0,28 % de sa SAU et l'EARL TERRES DE CORDEIL perdrait 0,25 % de sa SAU.

3.4.3 PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT ET POTENTIEL CONSTRUCTIBLE DANS LE PLU

Pour comprendre les choix de zonage de l'enveloppe urbaine de Branches, il convient de rappeler les objectifs que s'est fixée la commune.

Dans son PADD, la commune s'est fixée une croissance annuelle de 1% pour les 15 prochaines années, ce qui représente l'accueil de 76 nouveaux habitants pour atteindre une population totale d'environ 570 habitants, soit un besoin de 33 nouveaux logements.

Il convient également de prendre en compte une variation du desserrement des ménages d'environ 0,2 personne par foyer, entraînant un besoin de 17 logements supplémentaires.

Enfin, la commune a identifié 9 logements vacants sur son territoire pouvant potentiellement être repris dans le parc de logements.


Ainsi, le besoin de création de logements à Branches pour atteindre ces objectifs est de 40 logements.

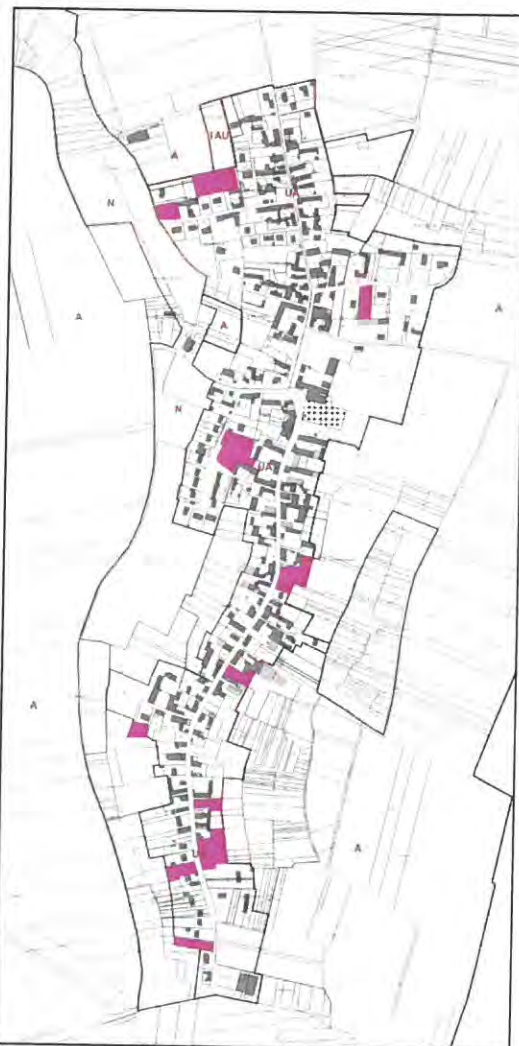
Potentiel des dents creuses

La commune a effectué un travail approfondi sur l'identification de dents creuses. Ainsi, ce sont 1,66 ha de dents creuses qui ont été identifiés au sein de la zone UA.

Ces dents creuses ont la capacité d'accueillir des logements selon la densité fixée par le Plan Local de l'Habitat, à savoir 10 logements par hectare. Ainsi, les dents creuses de la zone urbaine représentent un potentiel constructible de **16 logements**.

Extrait du zonage du PLU

 Potentiel en dent creuse



Potentiel des extensions urbaines

Afin de compléter ce potentiel de dents creuses qui ne permettent pas d'atteindre l'objectif de croissance fixé dans le PADD, la commune a identifié des terrains favorables au développement de l'habitat. Les terrains correctement desservis par la voirie et les réseaux ont été intégrés à la zone urbaine UA, le terrain ne possédant pas un accès correct à la voirie et les accès aux réseaux a été classé au sein de la zone d'urbanisation future 1AU.

Ainsi, la commune a identifié 1,95 ha de potentiel en extension au sein de la zone urbaine UA et 0,4 ha de potentiel en extension au sein de la zone 1AU.

Ces surfaces représentent respectivement un potentiel constructible de 20 logements et de 4 logements. Soit un potentiel total de 24 logements en extensions de l'urbanisation.

Pour rappel, ces terrains ont été choisis de façon à ne pas étirer l'urbanisation selon l'axe Nord-Sud, mais au contraire d'épaissir le tissu urbain existant.



Extrait du zonage du PLU

Potentiel total du PLU

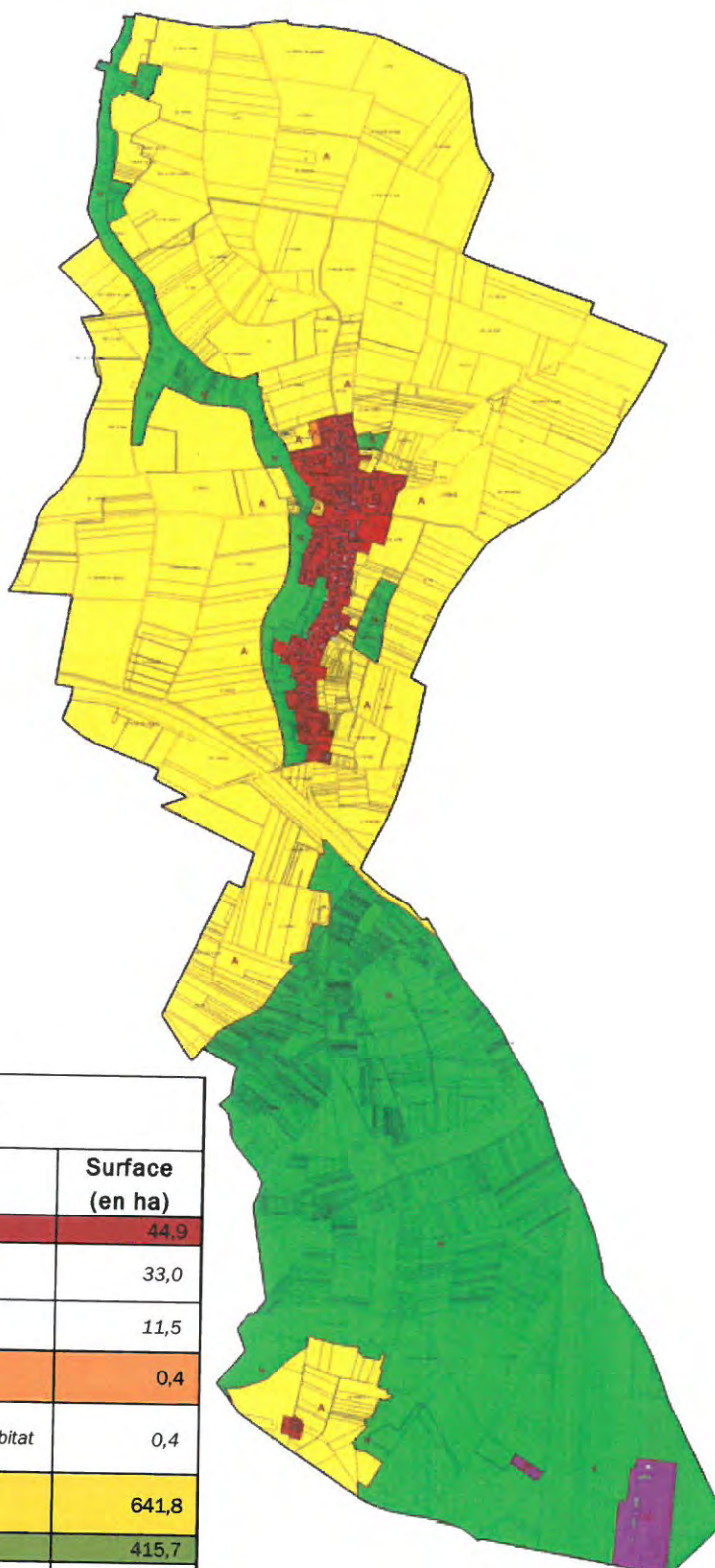
En prenant en compte les dents creuses, les extensions urbaines et les logements vacants, le PLU arrive à **un potentiel de 40 logements**, en cohérence avec les besoins de la commune qui sont de 40 logements environ.

Ainsi, la commune de par son projet de PLU pourra atteindre ses objectifs d'accueil de population tout en modérant sa consommation d'espaces.

3.4.4 BILAN DES SURFACES DU PLU

ZONE_URBA

- Zone urbaine UA
- Zone à vocation économique UE
- Zone à urbaniser 1AU
- Zone agricole A
- Zone naturelle N



SURFACES PLU		
Zones	Précision	Surface (en ha)
U	Zones urbaine	44,9
UA	Zone urbaine	33,0
UE	Zone à vocation économique	11,5
AU	Zones à urbaniser	0,4
1AU	Zone d'urbanisation future dédiée à l'habitat	0,4
A	Zones agricoles	641,8
N	Zones naturelles	415,7
	TOTAL	1103

Surfaces calculées par SIG



PARTIE 4 :

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

4.1 PREAMBULE

L'évaluation environnementale des plans locaux d'urbanisme a été rendue obligatoire par l'ordonnance n°2004-489 de 2004 qui transposait la directive européenne de 2011 relative à l'évaluation de certains plans et programmes sur l'environnement (Code de l'urbanisme).

Le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 (modifié par l'arrêté du 19 juillet 2017) relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme a modifié les conditions pour lesquelles un document d'urbanisme est soumis ou non à évaluation environnementale (pour certains aspects seulement).

Sont concernés par l'évaluation environnementale les plans locaux d'urbanisme dont le territoire comprend tout ou partie d'un site Natura 2000 (Article R.122-17 du code de l'environnement, modifié par le Décret n°2017-1039 du 10 mai 2017). Le territoire de Branches étant concerné par la zone Natura 2000 de type ZSC n°FR2600990 « Tourbière du Bois de la Biche », le projet est donc soumis à évaluation environnementale.

Lorsque le plan local d'urbanisme doit faire l'objet d'une évaluation environnementale, au titre de celle-ci, conformément à l'article R.151-3, le rapport de présentation :

- 1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération (partie 1 du présent document) ;
- 2° Analyse les perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan (partie 2 du présent document) ;
- 3° Expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L.414-4 du Code de l'environnement (partie 3 du présent document) ;
- 4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L.151-4, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan.
Il expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement. Il justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites (partie 4 du présent document) ;
- 5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire, et si possible compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement (inclus dans la partie 3),
- 6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L.153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L.153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées (inclus dans la partie 3) ;
- 7° Comprend un Résumé Non Technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée (partie 5 du présent document).

Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du Plan Local d'Urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

Un état des lieux de la situation et des perspectives d'évolution par thématique environnementale est fourni dans l'état initial. L'étude des incidences a ensuite été réalisée pour chacune des thématiques environnementales présentées dans l'état initial.

Elle s'organise autour des thèmes ci-dessous :

Thématiques principales	Sous thématique
Milieu naturel et fonctionnalité écologique	Ressource en espace
	Fonctionnalité écologique
	Incidence Natura 2000
Capacité de développement et enjeux de préservation des ressources	Ressource en eau
	Energie
	Nuisances et pollution
Risques	Risques naturels
	Risques technologiques
Paysage	Paysage, patrimoine et cadre de vie

L'analyse du risque d'incidence sur le site Natura 2000 fait l'objet d'un chapitre spécifique intégré au sein de l'étude des incidences sur la biodiversité et le fonctionnement écologique du territoire.

L'évaluation environnementale a été menée en parallèle à l'élaboration du PLU afin de pouvoir adapter celui-ci aux attentes réglementaires tout en proposant un projet de développement respectueux de l'environnement.

Rappelons qu'il s'agit de l'évaluation du projet de PLU et non de l'évaluation de la situation existante.

4.2 PRESENTATION RESUMEE DES OBJECTIFS ET ARTICULATION DU PLU AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME ET PLANS ET PROGRAMMES

4.2.1 PRESENTATION RESUMEE DES OBJECTIFS ET DU CONTENU DU PLU

A travers l'élaboration du PLU, la commune a souhaité définir une politique d'aménagement permettant notamment un développement démographique mesuré tout en préservant son identité et son cadre de vie.

4.2.1.A/ Présentation des principales orientations du PADD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) définit 5 objectifs, articulés autour de deux orientations dans le cadre d'une stratégie de développement durable de la commune.

1° Orientation 1 : Prendre en compte la préservation des continuités écologiques et des espaces naturels, agricole et forestier

- ✓ 1.1 : Prendre en compte la préservation des continuités écologiques et des espaces naturel, agricole et forestier ;
- ✓ 1.2 : Préserver et améliorer la qualité des paysages naturels, architectural et urbain du territoire.

Ces deux objectifs sont transversaux, c'est à dire que la préservation des éléments du milieu naturel (et du paysage) participe non seulement à la préservation du milieu naturel, mais aussi à la gestion du risque de ruissellement sur les zones de forte (préservation des éléments participant au fonctionnement hydraulique du territoire), mais aussi à l'amélioration de la qualité des eaux (Ru de Châtillon).

2° Orientation 2 : Permettre un développement socio-démographique et urbain cohérent

- ✓ 2.1 : Définir un développement démographique et urbain cohérent ;
- ✓ 2.2 : Permettre le développement des activités économiques, des loisirs et des équipements ;
- ✓ 2.3 : Améliorer les déplacements et la sécurité des usagers sur le territoire.

Ces deux orientations permettent de favoriser un développement du territoire tout en garantissant la préservation des milieux et la pérennisation de l'activité agricole, notamment par la limitation de la consommation d'espace (développement modéré), la prise en compte des risques naturels (ruissellements, retrait-gonflements des argiles), des nuisances sonores.

4.2.1.B/ Description du zonage du PLU

Le territoire couvert par le Plan Local d'Urbanisme est divisé en zones urbaines, zones à urbaniser, zones agricoles et en zones naturelles et forestières. Ces catégories peuvent-elles même être sous-divisées en sous entités. Pour chaque zone, le règlement précise notamment les activités interdites et les activités autorisées.

Le tableau ci-dessous présente les différentes zones mises sur la commune :

U	UA	Zone urbaine mixte
	UE	Zone à vocation économique
1AU	1AU	Zone d'urbanisation future
A	A	Zone agricole
N	N	Zone naturelle et forestière

4.2.2 ARTICULATION AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

Le présent chapitre a pour objet de décrire l'articulation du PLU avec les documents d'urbanisme, plans et programmes dans le sens des dispositions prévues à :

- L'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme :

I - Le rapport environnemental comprend :

1° Une présentation résumée des objectifs du document, de son contenu et, s'il y a lieu, de son articulation avec les autres documents d'urbanisme et les autres plans et programmes mentionnés à l'article L.122-4 du Code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération.

Le PLU doit donc présenter, si nécessaire, l'articulation du projet avec les plans, schémas et programmes mentionnés à l'article L.122-4 du Code de l'Environnement, c'est à dire :

- ✓ Les plans et programmes qui sont élaborés dans les domaines de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, des transports, de la gestion des déchets, de la gestion de l'eau, des télécommunications, du tourisme ou de l'aménagement du territoire et qui définissent le cadre dans lequel les projets mentionnés à l'article L.122-1 pourront être autorisés ;
- ✓ Les plans et programmes pour lesquels une évaluation des incidences Natura 2000 est requise en application de l'article L.414-4.

La liste des potentiels plans et programmes avec lesquels le PLU doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte est présentée ci-dessous :

LISTE DES PLANS ET PROGRAMMES
1° Programme opérationnel mentionné à l'article 32 du règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur le Fond européen de développement régional, le Fond social européen et le Fond de cohésion et abrogeant le règlement (CE) n° 1260/1999
2° Schéma décennal de développement du réseau prévu par l'article L.321-6 du Code de l'énergie
3° Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables prévu par l'article L.321-7 du Code de l'énergie
4° Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux prévu par les articles L.212-1 et L.212-2 du Code de l'environnement
5° Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux prévu par les articles L.212-3 à 212-6 du Code de l'environnement
6° Document stratégique de façade prévu par l'article L.219-3 du Code de l'environnement et document stratégique de bassin prévu à l'article L.219-6 du même code
7° Plan d'action pour le milieu marin prévu par l'article L.219-9 du Code de l'environnement
8° Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie prévu par l'article L.122-1 du Code de l'environnement
9° Zone d'actions prioritaires pour l'air mentionnée à l'article L.228-3 du Code de l'environnement
10° Charte de Parc Naturel Régional prévu au II de l'article L.333-1 du Code de l'environnement

11° Charte de Parc national prévue par l'article L.331-3 du Code de l'environnement
12° Plan Départemental des itinéraires de Randonnée motorisée prévu par l'article L.361-2 du Code de l'environnement
13° Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques prévues à l'article L.371-2 du Code de l'environnement
14° Schéma Régional de Cohérence Ecologique prévu par l'article L.371-3 du Code de l'environnement
15° Plans, schémas, programmes et autres documents de planification soumis à évaluation des incidences Natura2000 au titre de l'article L.414-4 du Code de l'environnement à l'exception de ceux mentionnés au II de l'article L.122-4 du même code
16° Schéma mentionné à l'article L.515-3 de Code de l'environnement (Schéma Régional des carrières)
17° Plan National de Prévention des Déchets prévu par l'article L.541-11 du Code de l'environnement
18° Plan National de Prévention et de Gestion de certaines catégories de Déchets prévu par l'article L.541-11-1 du Code de l'environnement
19° Plan Régional ou Interrégional de Prévention et de Gestion des Déchets Dangereux prévu par l'article L.541-13 du Code de l'environnement
20° Plan Départemental ou Interdépartemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux prévu par l'article L.541-14 du Code de l'Environnement
21° Plan de Prévention et de gestion des Déchets Non Dangereux d'Ile de France prévu par l'article L.541-14 du Code de l'environnement
22° Plan Départemental ou Interdépartemental de Prévention et de Gestion des Déchets issus de chantiers du Bâtiment et des Travaux Publics prévu par l'article L.541-14-1 du Code de l'environnement
23° Plan de Prévention et de gestion des Déchets issus de chantiers du Bâtiment et des Travaux Publics d'Ile de France prévu par l'article L.541-14-1 du Code de l'environnement
24° Plan National de Gestion des Matières et Déchets radioactifs prévu par l'article L.542-1-2 du Code de l'environnement
25° Plan de Gestion des Risques d'inondation prévu par l'article L.566-7 du Code de l'environnement
26° Programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R.211-80 du Code de l'environnement
27° Programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R.211-80 du Code de l'environnement
28° Directives d'aménagement mentionnées au 1° de l'article L.122-2 du Code forestier
29° Schéma Régional mentionné au 2° de l'article L.122-2 du Code forestier
30° Schéma Régional de Gestion Sylvicole mentionné au 3° de l'article L.122-2 du Code forestier
31° Plan pluriannuel régional de développement forestier prévu par l'article L.122-12 du Code forestier

32° Schéma départemental d'orientation minière prévu par l'article L.621-1 du Code minier (Guyane)
33° 4° et 5° du projet stratégique des grands ports maritimes prévus à l'article R.103-1 du Code des ports maritimes
34° Réglementation des boisements prévue par l'article L.126-1 du Code rural et de la pêche maritime
35° Schéma Régional de Développement de l'aquaculture marine prévu par l'article L.923-1-1 du Code rural et de la pêche maritime
36° Schéma National des Infrastructures de transport prévu par l'article L.1212-1 du Code des transports
37° Schéma Régional des Infrastructures de transport prévu par l'article L.1213-1 du Code des transports
38° Plan de Déplacement Urbains prévu par les articles L.1214-1 et 1214-9 du Code des transports
39° Contrat de plan Etat - Région prévu par l'article 11 de la Loi n°82-653 du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification
40° Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire prévu par l'article 34 de la Loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions
41° Schéma de Mise en Valeur de la mer élaboré selon les modalités définies à l'article 57 de la Loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions
42° Schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris et contrats de développement territorial prévu par les articles 2, 3 et 21 de la Loi n°2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris
43° Schéma des structures des exploitations de cultures marines prévu par l'article 5 du Décret n°83-228 du 22 mars 1983 fixant le régime de l'autorisation des exploitations de cultures marines

Le territoire de Branches n'est pas concerné par les plans liés au littoral et à la région parisienne. Il ne comprend pas de Parc Naturel Régional ou National. De même, aucun plan de déplacement urbain n'est approuvé sur la commune.

Les documents pour lesquels l'articulation avec le projet de PLU doit être étudiée sont donc récapitulés ci-dessous. Précisons que la compatibilité avec un document nécessite qu'il ait été approuvé. Notons cependant que certains documents, non approuvés à ce jour, ont tout de même été pris en considération.

Le Plan Local d'Urbanisme doit être compatible avec :	Date d'élaboration
Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) de Seine Normandie	2015
Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Grand Auxerrois	En cours d'élaboration
Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDET) Bourgogne Franche Comté	En cours d'élaboration
Plan de Gestion des Risques inondations (PDGRi) du bassin Seine Normandie	2015

Autres documents pris en considération :	Date d'élaboration
Schéma Régional Climat, Air Energie (SRACE) de Bourgogne	2012
Plan Climat-Energie Territorial de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois	2015 (dernière version)
Programme Local de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois	2011
Schéma Régional des Infrastructures de Bourgogne	2007
Plan Global de déplacement de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois	2010
Schéma Directeur Cyclable de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois	2014
Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Bourgogne	2015
Schéma Départemental des carrières de l'Yonne	2012
Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) de l'Yonne	2011
Plan Départemental de Gestion des Déchets de chantiers du Bâtiment et des Travaux Publics	2012
Plan Interdépartemental de Prévention, Gestion des Déchets de chantiers du Bâtiment et des travaux Publics de la Nièvre, de la Saône et Loire et de l'Yonne	En cours d'élaboration
Schéma décennal de Développement du réseau	2014
Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Energies Renouvelables (S3REnR) de Bourgogne	2012
Contrat de projets Etat-Région 2015-2020	-
Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique de l'Yonne (SDTAN)	2012
Schéma Régional de Gestion Sylvicole de Bourgogne	2006
Directive Régionale d'Aménagement de la Région Bourgogne	2011
Programme d'actions pour la protection des eaux contre la pollution par les Nitrates	2014
Plan Régional de Développement Agricole en Bourgogne 2009-2013	-

4.2.2.A/ Articulation avec le SDAGE Seine-Normandie

Le SDAGE Seine-Normandie 2016-2021 compte 44 orientations et 191 dispositions qui sont organisées autour de 8 grands défis à relever s'inscrivant dans la continuité de la version de 2010-2015 :



- Défi 1 : Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques,
- Défi 2 : Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques,
- Défi 3 : Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les micropolluants,
- Défi 4 : Protéger et restaurer la mer et le littoral,
- Défi 5 : Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future,
- Défi 6 : Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides,
- Défi 7 : Gestion de la rareté de la ressource en eau,
- Défi 8 : Limiter et prévenir le risque d'inondation

Les orientations du SDAGE sont indiquées dans le tableau ci-dessous (les orientations identifiées dans ce SDAGE concernant plus particulièrement le PLU de Branches sont précisées en **gras** dans le tableau) :

Orientation 1	Poursuivre la réduction des apports ponctuels de temps sec des matières polluantes classiques dans les milieux tout en veillant à pérenniser la dépollution existante
Orientation 2	Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain
Orientation 3	Diminuer la pression polluante par les fertilisants (nitrates et phosphore) en élevant le niveau d'application des bonnes pratiques agricoles
Orientation 4	Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de réduire les risques de ruissellement, d'érosion et de transfert des polluants vers les milieux aquatiques
Orientation 5	Limitier les risques micro-biologiques, chimiques et biologiques d'origine agricole en amont proche des « zones protégées » à contraintes sanitaires
Orientation 6	Identifier les sources et parts respectives des émetteurs et améliorer la connaissance des micropolluants
Orientation 7	Adapter les mesures administratives pour mettre en œuvre des moyens permettant d'atteindre les objectifs de suppression ou de réduction des rejets micropolluants pour atteindre le bon état des masses d'eau
Orientation 8	Promouvoir les actions à la source de réduction ou suppression des rejets de micropolluants

De même, cet objectif vise à prendre en compte, dans son développement, les risques de ruissellement à l'Est et au Sud-Ouest du bourg, ainsi que les risques de remontée de nappe (où la nappe d'eau souterraine affleure à la surface et est par conséquent vulnérable aux pollutions).

Ces objectifs du PADD sont donc compatibles avec les orientations du SDAGE concernées par le PLU.

Ces objectifs sont traduits dans le zonage et le règlement à travers les possibilités de constructions pour chaque secteur, les emprises au sol autorisées ainsi que les modalités de gestion des eaux pluviales (gestion à la parcelle).

Afin de restreindre les sources de pollution sur les milieux aquatiques, le règlement stipule que les constructions devront être reliées au réseau d'assainissement afin que les eaux usées soient acheminées à la station d'épuration de Branches. De même, rappelons que les installations d'assainissement autonome actuellement non conformes devront faire l'objet d'une mise en conformité.

De même, le règlement établit une infiltration des eaux pluviales sur le terrain d'assiette de la construction.

En ce qui concerne les eaux superficielles et les zones humides, l'ensemble de la zone humide située au Sud de la commune au sein du Bois de la Biche est classé en zone N « Zone naturelle et forestière » et en Espace Boisé Classé.

De même, la quasi-totalité du cours du Ru de Châtillon, de même que la ripisylve et la zone humide associée sont classées en zone N.

Ces zones seront donc préservées de toute urbanisation.

Concernant le risque ruissellement, aucune nouvelle zone urbaine n'a été défini au sein des espace à risque. En ce qui concerne les zones urbaines existante, ce risque a été pris en compte depuis longtemps par la commune. En effet, des fossés ont notamment été créés ou redimensionnés pour pallier à cet aléa. C'est la raison pour laquelle il n'a pas été nécessaire au sein du PLU d'édicter de préconisation particulière pour s'en protéger.

Ainsi, l'ensemble du projet prend en compte les orientations du SDAGE concernées par le PLU de Branches. L'ensemble des orientations du SDAGE concernées par le PLU, de même que les objectifs du PADD, le zonage et le règlement associé qui sont compatibles avec ces orientations sont résumés ci-dessous :

- Défi 1 : Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques
 - ✓ Orientation 2 « Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain »

Objectif du PADD répondant à cet objectif :

- 1.1 et 1.2 (préservation des éléments boisés participant notamment à la réduction des ruissellements)
- 2.1 (limitation de la consommation d'espace pour l'urbanisation, prise en compte des risques de ruissellement)

Zonage et règlement répondant à cet objectif : classement en zone N des principaux éléments boisés du territoire, gestion des eaux pluviales à la parcelle.

- Défi 2 : Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques
 - ✓ Orientation 4 « Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de réduire les risques de ruissellement, d'érosion et de transfert des polluants vers les milieux aquatiques »

Objectif du PADD répondant à cet objectif :

- 1.1 et 1.2 (préservation des éléments boisés participant notamment à la réduction des ruissellements, préservation de la ripisylve du Ru de Châtillon)
- 2.1 (limitation de la consommation d'espace pour l'urbanisation, prise en compte des risques de ruissellement)

Zonage et règlement répondant à cet objectif : classement en zone N des principaux éléments boisés du territoire, gestion des eaux pluviales à la parcelle, mise en conformité des installations d'assainissement autonome.

- Défi 3 : Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les micropolluants
Le PLU n'est pas directement concerné par ce défi mais au vu des éléments présentés précédemment, il ne s'oppose pas à ce défi.

- Défi 4 : Protéger et restaurer la mer et le littoral
Le PLU n'est pas directement concerné par ce défi n'étant pas situé en bord de mer ou d'une zone de baignade d'eau douce.

- Défi 5 : Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future
Le PLU n'est pas directement concerné par ce défi, le territoire de Branches n'étant concerné par aucun captage d'alimentation en eau potable ou périmètre de protection.
Toutefois, au vu des éléments présentés précédemment, notamment la préservation des masses d'eau, il est compatible avec ce défi.

- Défi 6 : Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides
 - ✓ Orientation 18 « Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques continentaux et littoraux ainsi que la biodiversité »
 - ✓ Orientation 19 « Assurer la continuité écologique pour atteindre les objectifs environnementaux des masses d'eau »
 - ✓ Orientation 22 « Mettre fin à la disparition et à la dégradation des zones humides et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité »

Objectif du PADD répondant à cet objectif :

- 1.1 et 1.2 (préservation du Bois de la Biche, du Ru de Châtillon, des milieux aquatiques, des zonages environnementaux, des zones humides)
- 2.1 (prise en compte des zones de remontée de nappe, limitation de la consommation d'espace)

Zonage et règlement répondant à cet objectif : classement en zone N des principaux éléments boisés du territoire, du Ru de Châtillon, des zones humides, gestion des eaux pluviales à la parcelle, mise en conformité des installations d'assainissement autonome permettant de limiter les pollutions et dégradation des milieux.

- Défi 7 : Gestion de la rareté de la ressource en eau
 - ✓ Orientation 30 « Améliorer la gestion de crise lors des étiages sévères »

Objectif du PADD répondant à cet objectif :

- 2.1 (Développement démographique modéré limitant la consommation de la ressource)

- Défi 8 : Limiter et prévenir le risque d'inondation
 - ✓ Orientation 34 « Ralentir le ruissellement des eaux pluviales sur les zones aménagées »
 - ✓ Orientation 35 « Prévenir l'aléa d'inondation par ruissellement »

Objectif du PADD répondant à cet objectif :

- 1.1 et 1.2 (préservation des éléments boisés participant à la réduction des ruissellements)
- 2.1 (limitation de la consommation d'espace pour l'urbanisation, prise en compte des risques de ruissellement)
- Zonage et règlement répondant à cet objectif : classement en zone N des principaux éléments boisés du territoire, gestion des eaux pluviales à la parcelle.

Concernant le risque ruissellement, aucune nouvelle zone urbaine n'a été défini au sein des espace à risque. En ce qui concerne les zones urbaines existante, ce risque a été pris en compte depuis longtemps par la commune. En effet, des fossés ont notamment été créés ou redimensionnés pour pallier à cet aléa. C'est la raison pour laquelle il n'a pas été nécessaire au sein du PLU d'édicter de préconisation particulière pour s'en protéger.

- Leviers 1 « Acquérir et partager les connaissances pour relever les défis » et Levier 2 « Développer la gouvernance et l'analyse économique pour relever les défis »
Le PLU n'est pas directement concerné par ces leviers mais ne s'y oppose pas.

4.2.2.B/ Articulation avec le SCOT du Grand Auxerrois

Le Schéma de Cohérence Territoriale du Grand Auxerrois est actuellement en cours d'élaboration (approbation attendue pour la fin de 2019). Le périmètre d'élaboration de ce SCOT a été arrêté le 8 octobre 2014 et concerne la commune de Branches.

Le projet de territoire du Grand Auxerrois repose notamment sur 4 axes stratégiques :

- Assurer la promotion et l'attractivité du territoire
- Aménager le territoire durablement
- Valoriser l'environnement et préserver les ressources
- Coordonner le maillage du territoire en services et équipements

→ Articulation avec le projet de territoire/SCOT

De par les objectifs fixés dans le PADD, le PLU de Branches est compatible avec les axes stratégiques du projet de territoire du Grand Auxerrois.

En effet, l'objectif 2.2 du PADD vise à développer les activités économiques et de loisirs sur le territoire de la commune, notamment à travers la préservation de l'activité agricole, le développement des activités touristiques autour du patrimoine local, des activités commerciales, artisanales, notamment en lien avec l'activité de l'aéroport.

Ainsi, une grande partie du territoire est classé en zone A « Agricole », afin de pérenniser l'activité. De même, le zonage prévoit une zone dédiée au développement économique UE.

Le PLU respecte également la volonté d'aménager un territoire s'inscrivant dans une démarche de développement durable, par une maîtrise de l'urbanisation tenant compte de la disponibilité des ressources, le développement d'énergies mixtes, un habitat permettant une consommation modérée d'énergie (objectif 2.1 du PADD), une amélioration des déplacements tout en garantissant la sécurité des usagers (objectif 2.3 du PADD). De même, le PADD prévoit le développement des communications numériques, en favorisant entre autre l'installation de la fibre optique (objectif 2.2 du PADD).

Ces objectifs sont également compatibles avec l'axe stratégique relatif aux services et équipements.

Compte tenu des objectifs présentés en matière de préservation de l'environnement (objectifs 1.1 et 1.2 du PADD), le PLU est compatible avec l'axe stratégique relatif à la valorisation et la préservation des ressources.

4.2.2.C/ Articulation avec le SRADDET Bourgogne Franche-Comté

La Région Bourgogne Franche-Comté a lancé en janvier 2017 la démarche d'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET).

De document, qui est un outil de planification régionale en termes d'aménagement du territoire, doit fixer des objectifs et des règles dans certaines thématiques : équilibre et égalité des territoires, implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional, désenclavement des territoires ruraux, habitat, gestion économe de l'espace, intermodalité et développement des transports, maîtrise et valorisation de l'énergie, lutte contre le changement climatique, pollution de l'air, protection et restauration de la biodiversité, prévention et gestion des déchets, numérique.

→ Articulation avec le projet de territoire/SCOT

Les orientations du SRADDET seront définies au cours du premier semestre 2018.

Néanmoins, en ce qui concerne certaines thématiques qui seront traitées, le projet de PLU est compatible notamment en matière de :

- gestion économe de l'espace : avec un développement modéré du territoire et une consommation limitée de l'espace (objectif 2.1 du PADD),
- intermodalité et développement des transports : développement du covoiturage, des modes de déplacements doux, la volonté de maintenir le transport à la demande à l'échelle de l'agglomération auxerroise (objectif 2.3),
- maîtrise et valorisation de l'énergie : développement des énergies mixtes, utilisation de matériaux économes en énergie (objectif 2 .1),
- lutte contre le changement climatique : développement des énergies mixtes (objectif 2.1),
- protection et valorisation de la biodiversité : préservation des zones humides, des zones naturelles protégées et d'inventaire, du patrimoine naturel local (objectifs 1.1 et 1.2),
- numérique : développement des communications numériques (objectif 2.2).

4.2.2.D/ Prise en compte du Schéma Régional Climat, Air, Energie de Bourgogne

La Schéma Régional Climat, Air, Energie (SRCAE) de Bourgogne, et son Annexe, le Schéma Régional Eolien de Bourgogne, ont été approuvés en mai 2012.

Le SRCAE de Bourgogne a notamment pour objectif de :

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre
- Favoriser l'adaptation du territoire au changement climatique
- Réduire les émissions de polluants atmosphériques afin d'améliorer la qualité de l'air
- Réduire les effets d'une dégradation de la qualité de l'air sur la santé, les conditions de vie, les milieux naturels, agricoles et le patrimoine
- Réduire la consommation d'énergie du territoire, en exploitant les gisements d'économie d'énergie et d'efficacité énergétique
- Accroître la production d'énergies renouvelables et de récupération

Le SRCAE se décline en 51 orientations stratégiques regroupées en ? thématiques. Seules les thématiques et orientations susceptibles de concerner les documents d'urbanisme sont présentés dans la présente analyse :

AMENAGEMENT

- ✓ Orientation 9 : Limiter l'étalement urbain et la consommation d'espaces agricoles et naturels.
- ✓ Orientation 10 : Aller vers une couverture maximale de la région et des territoires par les documents de planification, les faire évoluer pour les rendre plus vertueux et cohérents.
- ✓ Orientation 12 : Développer de nouvelles formes urbaines intégrant l'évolution de l'habitat et de la mobilité tout en incitant au changement des mentalités.
- ✓ Orientation 13 : Prévenir les risques naturels liés au changement climatique ou accentués par celui-ci en s'appuyant sur les outils d'aménagement et de planification existants.

→ Articulation avec la thématique « Aménagement »

Rappelons que le PADD préconise de limiter la consommation d'espace et l'étalement urbain avec une consommation moyenne projetée de 0,2 ha/an (objectif 2.1 du PADD).

Le développement de la commune est donc raisonné et cohérent avec des objectifs de poursuite de la croissance de façon modérée et une prise en compte de la préservation des espaces.

De même, de par la préservation des éléments participant au fonctionnement hydraulique du territoire, le PADD (objectifs 1.1 et 1.2) permettent de limiter les phénomènes de ruissellement et de possible inondations en cas de précipitations importantes, les phénomènes météorologiques exceptionnels étant susceptibles d'augmenter avec le changement climatique.

Concernant le risque ruissellement, aucune nouvelle zone urbaine n'a été défini au sein des espace à risque. En ce qui concerne les zones urbaines existante, ce risque a été pris en compte depuis longtemps par la commune. En effet, des fossés ont notamment été créés ou redimensionnés pour pallier à cet aléa. C'est la raison pour laquelle il n'a pas été nécessaire au sein du PLU d'édicter de préconisation particulière pour s'en protéger.

BATIMENT

- ✓ Orientation 18 : S'assurer dès à présent que chaque bâtiment neuf ou rénové est performant, en renforçant le respect et le contrôle de la Réglementation Thermique et concevoir tout projet de construction ou réhabilitation en tenant compte de l'évolution des usages, du réchauffement climatique et de la qualité de l'air.

→ Articulation avec la thématique « Bâtiment »

L'objectif 2.1 du PADD vise, par la volonté de favoriser l'utilisation de matériaux permettant les économies d'énergie dans le résidentiel, à développer un aménagement économe en ressource, et performant en énergie.

DEPLACEMENTS

- ✓ Orientation 20 : Développer et faciliter l'usage des offres de service de transport alternatif à la voiture individuelle dans leur domaine de pertinence.
- ✓ Orientation 21 : Mettre à profit les évolutions technologiques pour diminuer l'impact des déplacements sur les émissions de GES et de polluants atmosphériques.

→ Articulation avec la thématique « Déplacements »

L'objectif 2.3 du PADD prévoit de permettre le développement de déplacements doux sur le territoire, de même que celui du covoiturage.

L'objectif 2.2 du PADD vise à favoriser le développement des communications numériques, qui de fait facilite le développement des technologies de communications permettant de simplifier l'usage des services et des réseaux de transport.

Rappelons que la commune de Branches est une commune rurale, située à quelques kilomètres d'Auxerre.

TRANSPORTS DE MARCHANDISES

→ Articulation avec la thématique « Transport de marchandises »

Les orientations liées à cette thématique ne sont pas directement du ressort du PLU. En effet, la commune de Branches n'est pas caractérisée par des activités logistiques et souhaite préserver son cadre de vie.

Même si le territoire est traversé par l'autoroute A6, aucune sortie d'autoroute ne concerne la commune.

AGRICULTURE

→ Articulation avec la thématique « Agriculture »

Le champ d'application d'un PLU sur la problématique agricole est limité. Néanmoins, la commune souhaite pérenniser l'activité agricole en maintenant les terres agricoles exploitables (objectif 2.2 du PADD).

De même, l'objectif 2.3 vise à préserver les chemins agricoles existants et créer un nouvel itinéraire pour le déplacement des engins.

FORETS

- ✓ Orientation 34 : Augmenter le stockage de carbone par la forêt et le bois dans le respect d'une gestion durable en anticipant les impacts du changement climatique.

→ Articulation avec la thématique « Forêt »

De même, le champ d'application d'un PLU sur la thématique forestière est limité.

Toutefois, compte tenu de l'importante surface forestière sur le territoire de Branches, les objectifs 1.1 et 1.2 visent à prendre en compte les espaces forestiers.

INDUSTRIE, ARTISANAT

- ✓ Orientation 34 : Augmenter le stockage de carbone par la forêt et le bois dans le respect d'une gestion durable en anticipant les impacts du changement climatique.

→ Articulation avec la thématique « Industrie, artisanat »

Le champ d'application d'un PLU sur cette thématique est limitée, d'autant plus dans le cadre de la commune de Branches qui est une commune rurale qui souhaite préserver son cadre de vie et à ce titre n'autorise pas la construction à destination d'industrie en zone urbaine.

Toutefois, le projet de PLU encourage, au travers du PADD (objectif 2.2), l'installation d'activités de commerce au sein du bourg, de même que le développement d'activités commerciales, artisanales, touristiques et de loisirs en lien avec l'emprise de l'aéroport, en cohérence avec l'activité existante.

ENERGIES RENOUVELABLES

- ✓ Orientation 46 : Encourager l'émergence de projets participatifs, portés par les citoyens et les acteurs locaux.

→ Articulation avec la thématique « Energies renouvelables »

L'objectif 2.1 du PADD favorise la mise en place de dispositifs de production d'énergies mixtes, sous réserve d'absence d'impacts environnementaux ou sur l'aéroport et que ceux-ci s'intègrent dans le paysage.

Notons à ce sujet que le volet éolien du SRCAE, le Schéma Régional Eolien, approuvé en 2012 (annulé en 2016), définit, en cohérence avec les objectifs issus de la réglementation communautaire relative à l'énergie et au climat, les parties du territoire favorables au développement de l'énergie éolienne. La commune comprend en partie des zones favorables au développement de l'éolien.

ECO-RESPONSABILITE

- ✓ Orientation 48 : Inciter au changement des pratiques de mobilité par l'éducation, la sensibilisation et l'accompagnement.

→ Articulation avec la thématique « Eco-responsabilité »

Le champ d'application du PLU concernant cette thématique est limité. Toutefois rappelons que le développement de pratiques alternatives à l'usage unique de la voiture individuelle est un objectif identifié dans le PADD (objectif 2.3).

4.2.2.E/ Prise en compte du Plan Climat Energie Territorial (PCET) de la Communauté de l'Auxerrois

Le PCET de la Communauté de l'Auxerrois, adopté en 2012 et dont la dernière version a été établie en 2015 est caractérisé par trois objectifs principaux :

- La lutte contre le changement climatique par la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).
- La réduction de la vulnérabilité du territoire face à la raréfaction des énergies fossiles et à la hausse du prix de l'énergie.
- L'adaptation du territoire à l'évolution inévitable du climat.

Le PCET a également vocation d'assurer la déclinaison territoriale du SRACE de Bourgogne (document avec lequel le PLU est compatible comme présenté ci-dessus) à l'échelle de la Communauté de l'Auxerrois.

Les principaux objectifs de ce document sont résumés ci-dessous :

- Réduction de 20% d'ici 2020 des consommations d'énergie par l'efficacité énergétique,
- Réduction de 20% d'ici 2020 des émissions de gaz à effet de serre,
- Augmentation de 23% de la part des énergies renouvelables.

→ Articulation avec le PCET de la Communauté de l'Auxerrois

Le projet de PLU sur la commune de Branches est compatible avec les principaux objectifs fixés à l'échelle de la Communauté de l'Auxerrois en ce qui concerne le climat et les énergies.

En effet, le PADD (objectif 2.1) permet de développement d'énergies mixtes, sous réserve que leur implantation soit compatible avec les activités existantes (aéroport) et qu'elle ne remette pas en cause la perception du paysage ou l'intégrité de l'environnement.

De même, le PADD, au travers de cet objectif, favorise l'utilisation de matériaux économes en énergie dans le résidentiel.

Enfin, même si la commune de Branches est une commune rurale, située à quelques kilomètres de l'agglomération auxerroise, le PADD (objectif 2.3) encourage au développement du covoiturage, aux liaisons douces, souhaite maintenir l'offre de transport à la demande, afin de limiter le recours à la voiture individuelle.

4.2.2.F/ Prise en compte du Programme Local de l'Habitat (PLH) de la Communauté de l'Auxerrois

Le Programme Local de l'Habitat de la Communauté de l'Auxerrois a pour objectif de définir la politique de l'habitat de l'agglomération.

Dans le cadre de l'élaboration de ce programme quatre thèmes ont été déclinés en axes d'intervention :

- Le logement des publics spécifiques (personnes défavorisées, personnes âgées et personnes handicapées, étudiants et jeunes en insertion professionnelle, gens du voyage).
- L'amélioration du parc privé.
- Les scénarii de développement et la stratégie foncière.
- La programmation de logements.

De même, dans le cadre d'une démarche de développement durable, le programme vise à répondre à deux enjeux, notamment la promotion d'un habitat performant, faiblement consommateur d'énergie, faiblement émetteur de gaz à effet de serre et respectueux de l'environnement.

Le programme d'action établi à l'issu de la définition de ces orientations présente des objectifs opérationnels formulés notamment par secteur géographique.

En ce qui concerne la commune de Branches (secteur 4), le programme d'actions prévoit :

- De préserver le potentiel foncier à vocation d'habitat en maîtrisant l'étalement urbain (densification des constructions dans les bourgs.
- De poursuivre un objectif de densité brute de 10 logements par hectare.
- De transcrire ces objectifs de densité dans les PLU.

→ Articulation avec le PLH de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois

Le PLU est compatible avec les objectifs fixés par secteur dans le PLH.

En effet, l'objectif 2.1 du PLU préconise une densité de 10 logements par hectare pour les nouvelles constructions.

De même, il préconise l'utilisation de matériaux favorisant les économies d'énergies pour le résidentiel.

Enfin, il prend en compte les objectifs de modération de la consommation urbaine avec une consommation moyenne projetée de 0,2 ha/an.

4.2.2.G/ Prise en compte du Schéma Régional des Infrastructures et des Transports, du Plan Global de Déplacements Urbains et du Schéma Directeur Cyclable de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois

Le **Schéma Régional des Infrastructures et des Transports** (SRIT) de Bourgogne s'inscrit dans le cadre de la rénovation des politiques publiques régionales et plus particulièrement dans celui des transferts de compétences vers les collectivités territoriales.

Ce schéma préconise des actions à travers 6 grands axes stratégiques :

- Améliorer le cadre de vie et l'épanouissement des êtres humains en favorisant le développement des transports publics.

- Réduire la consommation énergétique et la pollution atmosphérique par le développement des modes alternatifs à la route.
- Répondre à la demande de mobilité dans le respect des engagements de Kyoto.
- Valoriser les atouts de la Bourgogne et favoriser l'accueil des entreprises.
- Favoriser une meilleure desserte des territoires et favoriser les liaisons interrégionales.
- Développer l'accès à l'international et la coopération interrégionale.

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, gérant les transports urbains, a approuvé en juin 2010 son **Plan Global des Déplacements Urbains**.

Il s'agit d'un plan permettant de favoriser :

- Le développement harmonieux et maîtrisé du territoire.
- L'émergence d'une culture commune sur les déplacements urbains et intercommunaux avec pour objectif premier de permettre à chacun de se déplacer en offrant une alternative à la voiture individuelle.

De même, dans le cadre d'une démarche de développement des transports doux, dans la continuité des objectifs visés dans le PGDU, la Communauté de l'Auxerrois a élaboré son **Schéma Directeur Cyclable**, en 2014.

Les principaux objectifs présentés dans ce schéma sont les suivants :

- Développer les aménagements structurants sur le cœur urbain de l'agglomération élargi.
- Faciliter la pratique cycliste à l'échelle des centres-bourgs.
- Finaliser le Tour de Bourgogne.
- Développer des boucles cyclables de découverte de l'Auxerrois.
- Renforcer l'offre de services pour favoriser la pratique utilitaire.

→ Articulation avec le SRIT de Bourgogne, le PGDU et le Schéma Directeur Cyclable de la Communauté de l'Auxerrois

La commune de Branches est une commune rurale, située dans la couronne secondaire de l'agglomération auxerroise.

Toutefois, le PADD fixe comme objectif de développer les modes de transports alternatifs à la voiture individuelle (objectif 2.3), en favorisant le covoiturage, souhaitant maintenir le transport à la demande, en développant les modes de transport doux.

De même, le PADD préconise d'assurer la sécurité des usagers de la route et des piétons par la mise en place d'aménagements au centre du bourg, et d'améliorer les conditions de stationnement.

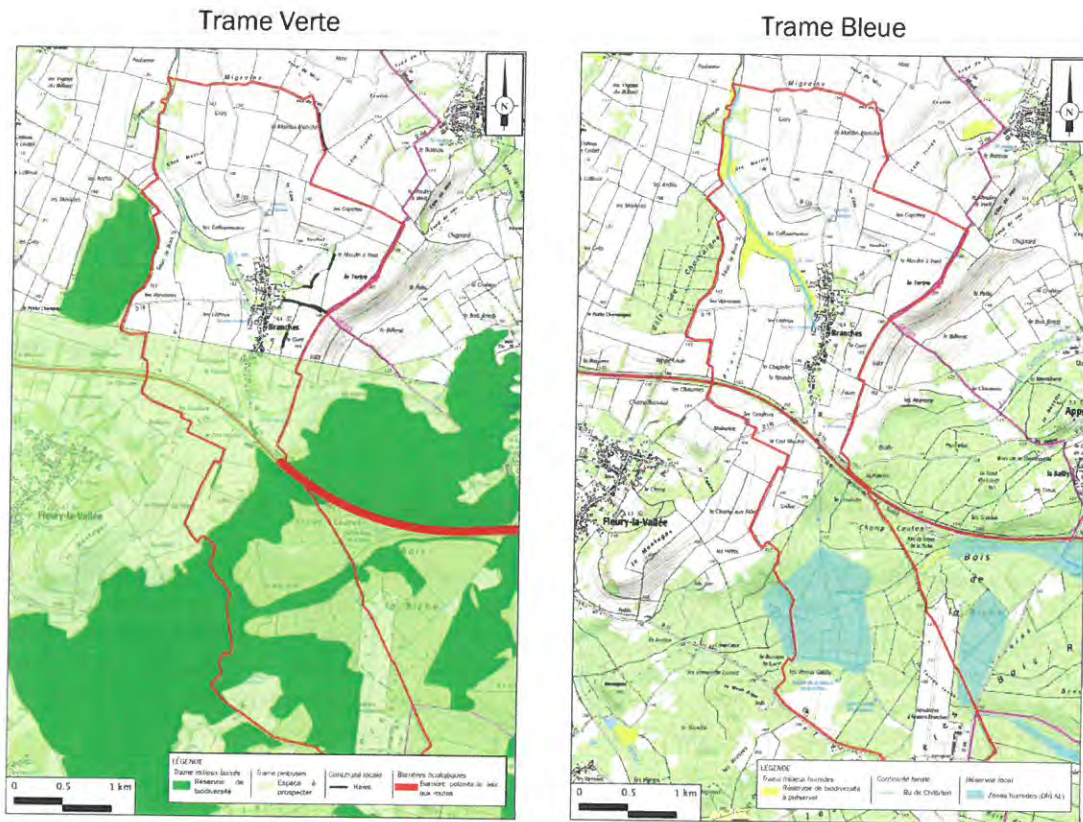
Un emplacement réservé pour un espace de stationnement est d'ailleurs prévu.

Le PLU est donc compatible avec ces trois documents.

4.2.2.H/ Prise en compte du Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Bourgogne

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique est un schéma d'aménagement du territoire et de protection de certaines ressources naturelles (biodiversité, réseau écologique, habitats naturels), qui vise notamment à préserver les continuités écologiques.

En Bourgogne, ce schéma a été adopté le 6 mai 2015. Il spatialise et hiérarchise des enjeux régionaux en matière de continuités écologiques et définit un plan d'actions visant le maintien ou le rétablissement de ces continuités.



Le SRCE a établi un plan d'actions décliné en cinq orientations stratégiques :

- Accompagner la prise en compte des continuités écologiques dans les documents d'urbanisme et de planification.
- Favoriser la transparence écologique des infrastructures de transport, des ouvrages hydrauliques et de production d'énergie.
- Conforter les continuités écologiques et la perméabilité dans les espaces agricoles, forestiers et aquatiques.
- Développer et partager les connaissances naturalistes sur les continuités écologiques.
- Sensibiliser et former l'ensemble des acteurs et organiser la gouvernance autour des continuités écologiques.

→ Articulation avec le SRCE de Bourgogne

La préservation des continuités écologiques est un enjeu fort mis en évidence par le PLU.

Dès le diagnostic, de potentielles continuités écologiques (réseau de haie local) ou des espaces susceptibles de constituer des réservoirs de biodiversité (zones humides identifiées par la DREAL) ont permis de compléter la carte établie à l'échelle régionale.

Ainsi, compte tenu de l'importante surface boisée du territoire entre autre, la préservation des continuités écologiques et des réservoirs de biodiversité est un objectif du PADD (objectif 1.1).

Cet objectif a également été traduit à travers le zonage et le règlement du PLU. Ainsi, la totalité des espaces boisés situés (caractérisés entre autre par une zone Natura 2000, un Arrêté de Protection de Biotope, une ZNIEFF) au Sud de l'A6 ont été classés en zone N, où les possibilités de construction sont fortement limitées.

De même, le Ru de Châtillon, sa ripisylve et une grande partie de la zone humide associée sont classés en zone N.

Nous pouvons également ajouter que les espaces verts, jardins, situés à proximité des habitations seront également préservés et constituent des zones tampons permettant une transition douce entre les espaces naturels et les espaces urbanisés.

Les incidences potentielles du projet de PLU sont analysées plus en détail dans le chapitre spécifique dédié aux impacts potentiels.

Toutefois, au vu du classement en zone N des éléments naturels remarquables (dont les réservoirs de biodiversité), de l'absence de constructions au sein des corridors (constructions limitées au niveau du bourg, sauf autorisation spécifique), le projet permet une protection satisfaisante des corridors et réservoirs de biodiversité.

Enfin, une grande partie des boisements naturels de la commune (chênaie, autre forêt de feuillus hors peupleraies) seront des Espaces Boisés Classés.

4.2.2.I/ Prise en compte du Schéma Départemental des carrières de l'Yonne

Le Schéma départemental des carrières « définit les conditions générales d'implantation des carrières dans le département. Il prend en compte l'intérêt économique national, les ressources et les besoins en matériaux du département et des départements voisins, la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, la nécessité d'une gestion équilibrée de l'espace, tout en favorisant une utilisation économe des matières premières. Il fixe les objectifs à atteindre en matière de remise en état et de réaménagement des sites » (Article L.515-3 du Code de l'Environnement).

Le dernier schéma départemental de l'Yonne a été établi pour la période 2012-2021. Les principales orientations fixées dans ce schéma sont les suivantes :

- Maîtriser les expéditions alluvionnaires vers l'Île de France.
- Réduire l'emploi de l'alluvionnaire.
- Suivi de la réduction des prélèvements alluvionnaires en eau.
- Valoriser les autres ressources – le développement des matériaux de substitution.
- Développer la substitution dans la moitié Sud du département.
- Déterminer une solution alternative pour le Sénonais.

→ Articulation avec le SDC de l'Yonne

Aucune carrière n'est située sur le territoire de la commune de Branches, qui est essentiellement caractérisée par des formations sableuses de l'Albien, argilo-marneuses de l'Albien et du Cénomaniens et quelques affleurements de craie du Cénomaniens moyen.

La présence d'alluvions est très localisée sur le secteur, uniquement au niveau du Ru de Châtillon.

Le faible intérêt de la commune en matière de ressource géologique explique entre autres l'absence d'exploitation du sous-sol.

Ceci est cohérent et compatible avec le Schéma Départemental des Carrières.

4.2.2.J/ Prise en compte du Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés de l'Yonne, Plan Départemental de Gestion des Déchets issus de chantiers du Bâtiment et des Travaux publics de l'Yonne et Plan Interdépartemental de Prévention, Gestion des Déchets issus de chantiers du Bâtiment et des Travaux Publics (Nièvre, Saône et Loire et Yonne)

Le **Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés** (PDEDMA) révisé de l'Yonne a été approuvé en 2011.

Cette révision avait pour objectif principal de tenir compte des évolutions de la réglementation, des flux de déchets, l'ambition de développement durable du Conseil Départemental de l'Yonne et de répondre aux objectifs réglementaires relatifs à la prévention, la limitation des transports, la valorisation des déchets et l'information du public.

Les principaux objectifs de ce PDEDMA sont :

- La prévention de la production des déchets : réduction de 10% des ordures ménagères d'ici 2020 (39 kg/hab.an en 2020).
- La valorisation matière et organique.
- Le traitement des déchets résiduels devra être réalisé par stockage dans des installations permettant de limiter les émissions de gaz à effet de serre (bioréacteurs ou incinération avec valorisation énergétique).
- Seuls les déchets ultimes pourront être enfouis.
- Réduire la nocivité des déchets : séparation des déchets dangereux des ménages et des entreprises (et administrations), à hauteur de 2,4 kg/hab/an, dès 2020.

Le **Plan Départemental de Gestion des Déchets du BTP** (PDGDBTP) de l'Yonne a été approuvé en 2012.

Ce plan vise à mettre en œuvre des solutions cohérentes entre les besoins et les contraintes des entreprises et des collectivités. Il s'inscrit en complémentarité du PDEDMA présenté ci-dessus.

Il pour objectif essentiel de :

- Informer les responsables locaux, les maîtres d'œuvre et rappeler les règles en vigueur dans le domaine des déchets du BTP, en particulier la réglementation relative aux installations de stockage de déchets inertes et aux décharges « sauvages ».
- Résorber définitivement les décharges non autorisées, les dépôts sauvages et mettre à disposition un réseau d'installations de stockages de déchets inertes adapté.
- Fixer des objectifs de réduction, valorisation et réutilisation des déchets à court et moyen terme.
- Promouvoir les procédés permettant de réduire les déchets à la source en prenant notamment en compte une nécessaire gestion raisonnée des déchets dans toute la chaîne de production.
- Développer une politique de réduction de la mise en décharge, en valorisant et en recyclant davantage les matériaux.

Enfin, le **Plan Interdépartemental de Prévention et de Gestion des déchets issus de chantiers du Bâtiments et des Travaux Publics** de la Nièvre, de la Saône et Loire et de l'Yonne, est actuellement en cours d'élaboration.

Suite aux divers constats établis dans le cadre de l'élaboration de ce plan, quelques orientations ont été proposées :

- Prévention des déchets : réduction des déchets dangereux du BTP (projet de Plan National de Prévention des Déchets).
- Sensibilisation : des maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, corps de métier du bâtiment et des travaux publics.
- Développer l'éco-conception : construire en tenant compte de la démontabilité des ouvrages, utiliser des produits moins nocifs.

→ Articulation avec le PDEDMA de l'Yonne, du PDGDBTP de l'Yonne et du PIPGDBTP de la Nièvre, Saône et Loire et Yonne

La gestion des déchets est relativement bien organisée au niveau de la Communauté de l'Auxerrois, avec la collecte en porte à porte des déchets ménagers et des déchets issus de la collecte sélective, hormis le verre pour lequel il existe une borne de collecte sur la commune de Branches. De même une déchetterie existe sur le territoire de la Commune.

L'objectif de croissance faible de la population (production de déchets moindre) permet d'être compatible avec les objectifs de ces plans, bien que les liens entre ces plans de gestion des déchets et le PLU soient limités.

4.2.2.K/ Prise en compte du Schéma Décennal de Développement du Réseau de Transport d'Electricité et Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Energies Renouvelables de Bourgogne (S3RENr)

Le **Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Energies Renouvelables** est l'un des schémas d'aménagement du territoire déterminés par la Loi Grenelle II, qui fait suite au Grenelle de l'Environnement de 2007. Ce schéma doit respecter le Plan Climat Air Energie Régional (valant Schéma Régional du Climat Air Energie ou SRCAE). De même, il se fait en complémentarité du **Schéma Décennal de Développement du Réseau de Transport d'Electricité**.

Dans le cas présent, le schéma régional de Bourgogne, révisé en 2012 par RTE, en accord avec les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité :

- Rappelle l'ambition régionale définit dans le SRCAE d'atteindre une puissance de 2168 MW en 2020 pour l'ensemble des installations de production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables :
 - ✓ 1500 MW de production éolienne,
 - ✓ 630 MW de production photovoltaïque, dont 500 MW en grands parcs au sol,
 - ✓ 38 MW de production issue de biomasse, biogaz ou centrales hydrauliques.
- Rappelle la production en service de 249 MW en 2012 et la production en file d'attente de 440 MW,
- Les besoins pour répondre à l'objectif, soit 1479 MW de capacités à créer/réserver.

→ Articulation avec le S3RENr de Bourgogne

La commune de Branches n'est concernée par aucune ligne électrique haute ou très haute tension, ni aucun poste électrique.

De même, la commune n'est pas concernée par le programme de travaux de création envisagés par les deux schémas.

Le PLU ne s'oppose donc pas aux objectifs du schéma décennal, ni aux objectifs du S3ENr.

4.2.2.L/ Prise en compte du Contrat de plan Etat – Région 2015-2020

Le Contrat Projet Etat Région est un outil de coordination, à l'échelle régionale, et sur une durée pluriannuelle, des politiques de l'Etat et du Conseil régional et de la concrétisation des investissements à effet de levier sur le territoire régional.

Ce nouveau plan vise à répondre à deux objectifs :

- Formaliser l'engagement de l'Etat et de la région au service d'une stratégie négociée d'investissements pour la compétitivité, la croissance et l'emploi.
- Accompagner la réforme territoriale qui fait des régions Bourgogne et Franche Comté une seule et même région.

Ce contrat est organisé notamment autour de cinq volets thématiques :

- La mobilité multimodale.
- L'enseignement supérieur.
- La transition écologique et énergétique.
- Le numérique.
- Les filières d'avenir et l'usine du futur.

Sur l'ensemble des thématiques, le PLU de Branches est essentiellement concerné par le volet « transition écologique et énergétique ». Ce point a notamment été étudié à travers l'analyse de la compatibilité avec le SRCAE, SDAGE, SRE.

Les principales actions relatives à ce volet sont :

- Efficacité énergétique des bâtiments et notamment de l'habitat.
- Energies renouvelables.
- Economie circulaire et économie des ressources.
- Prévention des risques.
- Reconquête de biodiversité et préservation des ressources.
- Projets territoriaux de développement durable.
- Education à l'environnement et au développement durable

→ Articulation avec le CPER 2015-2020 de Bourgogne

Compte tenu de la compatibilité du PLU avec divers documents étudiés précédemment (SDAGE, SRACE, SRCE), celui-ci répond aux principales actions du volet « transition écologique et énergétique » du CPER.

Rappelons que le PADD prévoit la préservation des éléments naturels du territoire de Branches (milieux remarquables tels que la zone Natura 2000, la ZNIEFF, les zones humides...) mais aussi les principaux éléments boisés du territoire, le Ru de Châtillon, le réseau de haies et bosquets local. Cet objectif est également traduit dans le zonage et le règlement du PLU, avec le classement de la majeure partie de ces éléments en zone N.

De même, en matière d'habitat, le PADD préconise l'utilisation de matériaux permettant les économies d'énergie dans le résidentiel.

Il vise également à favoriser le développement des énergies mixtes, sous réserve de leur compatibilité avec le paysage, l'environnement et les éventuelles contraintes associées à l'aéroport.

Enfin, notons que le PLU répond au volet « numérique » puisqu'il permet le développement des communications numériques.

4.2.2.M/ Prise en compte du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique du Territoire Icaunais (SDANT)

Ce schéma a été actualisé en juin 2012.

Le SDANT est un outil de la programmation de l'intervention des acteurs dans le secteur du numérique. Il s'agit d'un document opérationnel qui sert de cadrage à la montée en débit des territoires et de leur évolution vers le Très Haut Débit.

Les priorités fixées dans le SDANT sont les suivantes :

- Développer le Très Haut Débit pour tous à terme en privilégiant la fibre optique.
- Développer la filière numérique.
- Optimiser l'utilisation des infrastructures existantes ou programmées.
- S'inscrire dans une cohérence régionale.

→ Articulation avec le SDANT de l'Yonne

L'objectif 2.3 du PADD prévoit de développer les communications numériques (Nouvelles Technologies d'Information et de Communication) sur le territoire de la commune. Le SDANT a donc bien été pris en compte dans le projet de PLU.

4.2.2.N/ Prise en compte du Schéma Régional de Gestion Sylvicole de Bourgogne et de la Directive Régionale d'Aménagement de la région Bourgogne

Le **Schéma Régional de Gestion Sylvicole de Bourgogne**, approuvé en 2006, remplace les Orientations Régionales de Production de la forêt privée bourguignonne de 1972. Il s'agit d'un document de référence pour l'agrément des plans simples de gestion, du Code de Bonnes Pratiques Sylvicoles, des règlements types de gestion et pour toutes les orientations et décisions publiques concernant la forêt privée bourguignonne.

Ce document fixe deux orientations principales :

- Une gestion forestière durable appuyée sur une production économiquement rentable de bois, de produits et de services diversifiés.
- Deux objectifs fondamentaux de gestion et de production durable de biens et de services :
 - ✓ Amélioration de la qualité et de la rentabilité de la production de bois et produits divers ;
 - ✓ Valorisation, par la contractualisation, de services répondant à la demande sociale : chasse, services écologiques ou sociaux d'intérêt particulier ou général,...

La **Directive Régionale d'Aménagement de Bourgogne**, établie par l'Office National des Forêts (ONF), décline, à l'échelle de la région Bourgogne, les engagements pris aux niveaux internationaux, nationaux et régionaux, en matière de gestion durable des forêts et terrains à boiser du domaine de l'Etat.

→ Articulation avec le SRGS et la DRA de l'Yonne

Le PLU n'agit pas directement sur les pratiques sylvicoles.

Toutefois, rappelons que les principaux boisements naturels du territoire doivent devenir des Espaces Boisés Classés, et sont classés en zone N.

4.2.2.0/ Prise en compte du Programme d'Actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole de Bourgogne

Le programme d'actions national et les programmes d'actions régionaux définissent les mesures (et actions) nécessaires à une bonne maîtrise de la fertilisation azotée et à une gestion adaptée des terres agricoles en vue de limiter les fuites de composés azotés à un niveau compatible avec les objectifs de restauration et de préservation, pour le paramètre Nitrates, de la qualité des eaux superficielles et souterraines.

Ils règlementent les conditions d'épandage de fertilisants et d'effluents d'élevage avec notamment des périodes d'épandage rétrécies, des conditions de stockage plus contraignantes et des surfaces d'épandage plus importantes à prévoir.

→ Articulation avec le Programme d'actions pour la protection des eaux contre la pollution par les Nitrates

L'application du programme d'actions Nitrates n'est pas directement du ressort de la commune mais des agriculteurs.

Ni le règlement du PLU, ni le PADD ne s'opposent à la mise en place ou programme d'actions.

Notons toutefois que le Ru de Châtillon, unique cours d'eau au sein de la commune de Branches, est classé en zone N sur la majeure partie de son tracé. De même, l'ensemble de la ripisylve associée à ce cours d'eau est classé en zone N.

4.2.2.P/ Prise en compte du Plan Régional de Développement de l'Agriculture de Bourgogne (2009-2013)

Ce Plan régional a été établi dans le cadre du contrat d'objectifs des Chambres d'agricultures 2009-2013.

Ce programme porte sur 10 actions définies en cohérence avec les priorités nationales :

- Améliorer l'efficacité des intrants et la qualité de l'eau.
- Concevoir et accompagner la mise en œuvre de systèmes de production et d'exploitations agricoles durables adaptés à des enjeux environnementaux de territoires.
- Développer l'agriculture biologique et organiser ses filières.
- Développer des réseaux de veille sanitaire et diffuser des avertissements.
- Elaborer des références systèmes et des bases de données pour l'aide à la décision.
- Organiser le remplacement dans les entreprises agricoles.
- Amplifier la performance énergétique dans les exploitations.
- Développer des nouvelles formes d'activité dans les entreprises agricoles qui valorisent le territoire.
- Améliorer l'organisation du travail et la gestion des ressources humaines dans les entreprises agricoles.
- Appuyer la création et la reprise d'entreprises agricoles.

→ Articulation avec le Plan Régional de Développement de l'Agriculture de Bourgogne

Le PADD fixe comme objectif (objectif 2.2 de pérenniser l'activité agricole en maintenant les terres agricoles exploitables dans leur majorité et en permettant l'accueil de nouveaux bâtiments d'exploitation.

De même, le zonage prévoit un comblement des dents creuses et une urbanisation centrée sur le bourg du village, limitant ainsi la consommation d'espaces, fixée par ailleurs à 0,2 ha/an.

4.2.2.Q/ Prise en compte du Plan de Gestion des Risques inondations du bassin Seine-Normandie (2016-2021)

Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Seine Normandie a été approuvé par le préfet coordonnateur du bassin par arrêté le 7 décembre 2015.

Ce plan porte sur 4 grands objectifs pour le bassin déclinés en 63 dispositions :

- Réduire la vulnérabilité des territoires.
- Agir sur l'aléa pour réduire le coût des dommages.
- Raccourcir fortement le délai de retour à la normale des territoires sinistrés.
- Mobiliser tous les acteurs pour consolider les gouvernances adaptées et la culture du risque.

→ Articulation avec le Plan de Gestion des Risques inondations du bassin Seine-Normandie

Le diagnostic de territoire a permis de définir les vulnérabilités du territoire face aux risques inondations. Il y apparaît que la commune de Branches est principalement sujette au phénomène de ruissellement et d'érosion des sols et aucune zone d'expansion des crues n'a été identifiée.

Les enjeux liés à l'eau (rejets d'eaux pluviales, risques de ruissellement, préservation des zones humides, gestion de la ressource en eau) ont été pris en compte lors de la définition du projet de développement et permettent de façon générale de réduire la vulnérabilité du territoire face aux risques inondations.

Le PADD prévoit la préservation des bois relictuels et des haies, quand ces éléments existent (objectif 1.1), de même que les jardins, parcs arborés, ou encore vergers (objectif 1.2). Ces éléments du patrimoine naturel « banal » jouent un rôle fondamental dans le fonctionnement hydraulique du territoire, ils permettent de gérer les eaux pluviales lors des précipitations et ainsi de limiter les phénomènes de ruissellements et d'érosion.

De même, cet objectif vise à prendre en compte, dans son développement, les risques de ruissellement à l'Est et au Sud-Ouest du bourg, ainsi que les risques de remontée de nappe.

Le PADD vise également à limiter la consommation d'espace en lien avec la prise en compte du risque ruissellement (objectif 2.1).

Ces objectifs du PADD sont donc compatibles avec les orientations du PGRI concernées par le PLU.

Ces objectifs sont traduits dans le zonage et le règlement à travers les possibilités de constructions pour chaque secteur, les emprises au sol autorisées ainsi que les modalités de gestion des eaux pluviales (gestion à la parcelle).

De plus, le zonage et règlement permettent la prise en compte des risques inondations (ruissellement) en classant les secteurs à enjeux autour du bourg en zone N.

Enfin, aucune nouvelle zone urbaine n'a été définie au sein des espaces à risque. En ce qui concerne les zones urbaines existantes, ce risque a été pris en compte depuis longtemps par la commune. En effet, des fossés ont notamment été créés ou redimensionnés pour pallier à cet aléa. C'est la raison pour laquelle il n'a pas été nécessaire au sein du PLU d'édicter de préconisations particulières pour s'en protéger.

Ainsi, l'ensemble du projet prend en compte les orientations du PGRI concernées par le PLU de Branches.

4.3 EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES ASSOCIEES

Cette analyse des incidences sur l'environnement expose :

- Les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur l'environnement.
- Les problèmes posés par l'adoption du document sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L.414-4 du Code de l'environnement.
- La présentation des mesures envisagées pour Eviter, Réduire, et en dernier lieu Compenser s'il y a lieu les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement.
- La définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du document sur l'environnement afin d'identifier, notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.

L'évaluation des incidences sur l'environnement a été faite en deux temps.

Dans un premier temps, nous avons réalisé une analyse en nous intéressant aux surfaces faisant l'objet d'un changement de destination et en regardant les impacts potentiels directs des aménagements proposés.

Dans un second temps, l'analyse des incidences du projet de développement a été menée pour chacune des thématiques environnementales présentées dans l'état initial.

Cela a permis de vérifier l'absence d'impact significatif direct et indirect ou d'adapter le projet de développement afin de les éviter.

Les thématiques développées dans cette seconde partie sont les suivantes :

Thématique principale	Sous thématique
Milieu naturel et fonctionnalité écologique	<ul style="list-style-type: none"> • Ressource en espace • Fonctionnalité écologique • Incidence Natura 2000
Capacité de développement et enjeux de préservation des ressources	<ul style="list-style-type: none"> • Ressource en eau • Energie • Nuisances et pollution
Risques	<ul style="list-style-type: none"> • Risques naturels • Risques technologiques
Paysage	<ul style="list-style-type: none"> • Paysage, patrimoine et cadre de vie

Pour chaque thématique et sous thématique sont précisées :

- Les incidences négatives du projet sur la composante environnementale.
- Les incidences positives attendues du projet.
- Les mesures d'évitement et de compensation le cas échéant.

Rappelons qu'il s'agit de l'évaluation du projet de PLU et non de l'évaluation de la situation existante, l'objectif de cette étude est d'évaluer les incidences positives et négatives liées au projet de développement, non de mettre en avant les incidences des choix passés.

4.4 LES IMPACTS POTENTIELS DIRECTS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU

4.4.1 GENERALITES

De manière générale, les zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du PLU sont les secteurs concernés directement par un aménagement (Emplacement Réservé, Orientation d'Aménagement et de Programmation ou OAP) ou faisant l'objet d'un changement de destination (passage de terres agricoles ou naturelles en zone constructible).

Sur une commune, les sites susceptibles d'être touchés de manière notable par la mise en œuvre du PLU correspondent aux sites de développement urbain et leurs abords. Il s'agit donc principalement de zones ouvertes à l'urbanisation et de zones d'équipements (passage d'une zone à vocation agricole ou naturelle en zone à vocation urbaine ou à urbaniser). Les jardins et prairies intégrés au tissu urbain sont aussi susceptibles d'être impactés s'ils sont urbanisés.

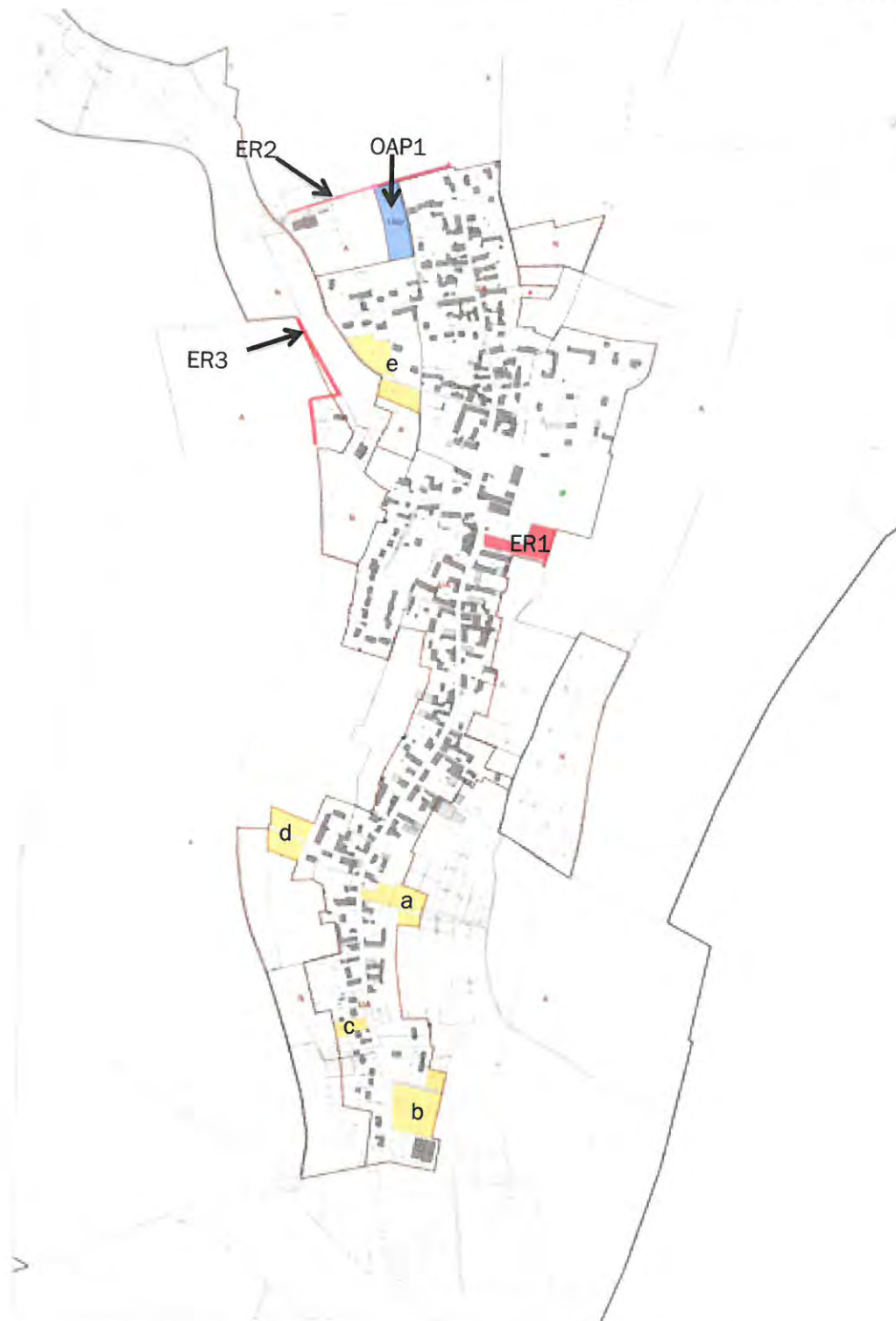
Dans ce paragraphe, nous reviendrons sur les différents aménagements et zonages envisagés par secteur afin de mettre en avant les impacts directs susceptibles d'être engendrés par le projet.

Néanmoins, rappelons que l'aménagement prévu s'inscrit dans un projet communal global, le projet de développement sera évalué dans son ensemble dans un second temps.

4.4.2 LES IMPACTS POTENTIELS DIRECTS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU

Le tableau ci-dessous énumère les surfaces directement concernées par un aménagement ou susceptibles de changer de destination sur Branches, la carte ci-après localise ces mêmes surfaces.

Bourg de Branches				
Repère cartographique	Surfaces	Occupation du sol actuelle	Zonage prévu	Objectif
OAP 1	4000 m ²	Terres agricoles	1AU (zone d'urbanisation future)	Urbanisation
ER1	3220 m ²	Terres agricoles, espace enherbé, jardin	UA	Espace de stationnement et extension du cimetière
ER2	920 m ²	Chemin existant et terres agricoles	Elargissement d'un chemin et création d'un pan coupé	
ER3	1500 m ²	Chemin existant et terres agricoles	Elargissement d'un chemin	
a	3224 m ²	Terres agricoles, jardins, parc	UA	Urbanisation
b	5568 m ²	Terres agricoles	UA	Urbanisation
c	1069 m ²	Espace enherbé	UA	Urbanisation
d	3534 m ²	Espace enherbé, jardins	UA	Urbanisation
e	4690 m ²	Parc arboré, jardins	UA	Urbanisation
Total consommation (hors ER)	2,2 ha			

Surfaces directement concernées par un aménagement ou susceptibles de changer de destination

Notons que notre attention s'est essentiellement portée sur les parcelles agricoles et naturelles (cultivée, jachère/prairies) concernées par les zones constructibles. En effet, les prairies, parcs et jardins déjà inclus dans le périmètre bâti n'ont pas été comptabilisés dans ce tableau.

IMPACTS NEGATIFS

La perte de terres agricoles en tenant compte des zones et surfaces présentées précédemment, sur le bourg de Branches est estimée à 2,2 hectares environ (or Emplacements réservés), si l'ensemble des secteurs sont urbanisés.

La surface concernée par un changement de destination s'élève à 2,5 ha si on inclut les emplacements réservés.

Il s'agit d'un maximum estimé pour la durée de validité du PLU et donc à long terme.

Néanmoins, les zones de prairies et jardins (notamment en dent creuse) déjà incluses dans le périmètre bâti n'ont pas été comptabilisées.

Les impacts globaux du PLU sont liés à la perte de terres agricoles, de prairies et de jardins.

Toutefois, il s'agit en majeure partie d'espaces intégrés au tissu urbain ou en continuité immédiate et déjà sous influence anthropique.

De même, le projet de PLU est susceptible d'engendrer un impact sur l'activité agricole avec le passage de parcelles en zone constructible. Néanmoins, il s'agit de parcelles de faible superficie et en continuité des zones déjà urbanisées.

Notons qu'une importante partie des parcelles sera conservée en jardins, conformément au PADD qui prévoit la préservation des « franges paysagères à l'Est et à l'Ouest du bourg formée par les jardins, parcs arborés, petits boisements et vergers ».

De même, l'OAP impose la réalisation d'une frange paysagère au Nord et à l'Ouest de la parcelle afin de permettre une bonne intégration paysagère des nouvelles constructions.

Rappelons que le projet de développement prévoit une croissance modérée, engendrant une faible consommation d'espaces, de l'ordre de 0,2 ha/an.

IMPACTS POSITIFS

Comme exprimé dans le PADD, une grande partie des zones « naturelles » (bois, prairies,...) situées à proximité du bourg de la commune sont classées en zone N, notamment les milieux associés au Ru de Châtillon, qui seront préservés de toute urbanisation.

Même si une infime partie de la zone humide associée au Ru de Châtillon, identifiée par la DREAL Bourgogne (0,15 ha) est située en zone UA, celle-ci est déjà concernée par des zones bâties. Le caractère « humide » de cette zone et la fonctionnalité écologique de ce secteur ne sont donc plus avérés.

L'impact sur les zones humides est donc nul.



De même, aucun bois ne fera l'objet d'une ouverture à l'urbanisation. Notons que les parcs arborés accompagnant certaines habitations sont compris dans l'enveloppe urbaine et seront préservés, comme précisé dans le PADD.

Cette protection de ces éléments est source d'incidences positives à la fois sur le paysage et sur le milieu naturel.

Le règlement du PLU prévoit également en zone urbanisée et pour l'ensemble des parcelles ouvertes à l'urbanisation, qu'au moins 30% de l'unité foncière soient traités en espaces verts ou perméables, pour une intégration paysagère optimale. De même, afin de favoriser l'intégration paysagère de tout dépôt à l'air libre, ceux-ci devront faire l'objet d'aménagements paysagers formant des écrans visuels.

Notons que le classement du « Parc d'un grande maison » comme élément de paysage garantit la conservation de cet espace partiellement boisé.

Enfin, en ce qui concerne les Emplacements réservés n°2 et n°3, même si ces derniers engendrent une consommation faible de terres agricoles (0,242 ha), ceux-ci s'inscrivent dans les objectifs du PADD qui visent à pérenniser l'activité agricole et créer un nouvel itinéraire agricole pour le déplacement des engins.

HAMEAU DES COURLIS ET ZONE DE L'AEROPORT

En ce qui concerne le **hameau des Courlis**, seul le secteur bâti fait l'objet d'un zonage en zone urbanisée. Ainsi, aucune zone cultivée (A) ou en prairie ou autre habitat naturel (N) n'est concernée par une future urbanisation.

De même, dans le **secteur de l'aéroport d'Auxerre-Branches**, seules les parcelles comprenant les installations de l'aéroport et les habitations du site sont classées en zone UE « Zone à vocation économique », comme évoqué dans l'objectif du PADD « Permettre le développement d'activités commerciales, artisanales, touristiques et de loisirs en lien avec l'emprise de l'aéroport tout en assurant le maintien de ses activités aéronautiques ».

Aucune consommation d'espaces agricoles n'est donc à recenser dans ce secteur.

Nous pouvons noter qu'environ 2,6 ha de la zone UE de l'aéroport sont actuellement occupés par des espaces enherbés.

De même, le site occupé actuellement par la **déchetterie de Branches**, comprenant environ 0,19 ha de jachère/espaces enherbés fait l'objet d'un classement en zone UE.

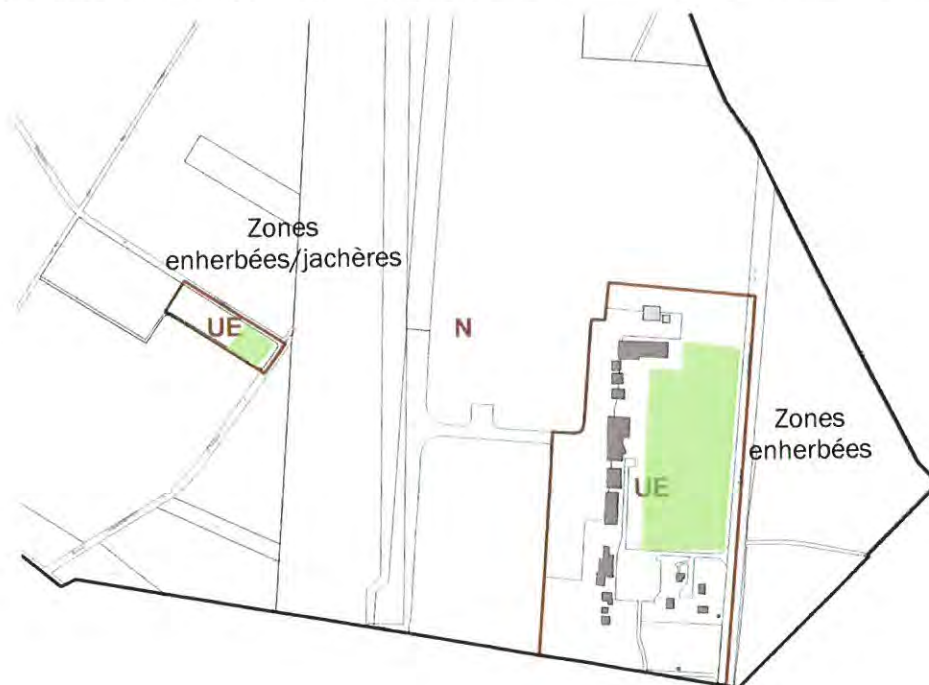
Des impacts négatifs liés à la perte de surfaces agricoles/espaces enherbés sont donc à recenser. Il y aura ainsi un faible impact lié à la disparition d'espèces végétales et d'habitats présents au niveau de ces espaces.

Toutefois il s'agit de secteurs où les espèces et les habitats sont déjà sous l'influence humaine. Ces espaces ne constituent pas des habitats d'intérêt de type prairies ou zones humides.

De plus, l'ensemble des boisements du Sud de la commune, de même que les espaces en zones humides compris dans le Bois de la Biche, les prairies et la zone plus ou moins boisée au Nord de la zone UE de l'aéroport sont classés en zone N. Notons également qu'une partie des bois situés à l'Ouest de l'aéroport sont également classés en Espaces Boisés Classés (EBC).

Les incidences sur les zones agricoles et naturelles sont donc limitées.

Surfaces enherbées/en jachère concernées par les zones UE « Zones à vocation économique »



4.5 LES INCIDENCES PREVISIBLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ET LES MESURES D'EVITEMENT, REDUCTION, COMPENSATION

4.5.1 RESSOURCE EN ESPACE

Incidence négative	Incidence positive
<p>La consommation d'espace engendrée par le projet est essentiellement due :</p> <ul style="list-style-type: none"> • au passage en zone urbanisable de secteurs aujourd'hui en zone agricole et enherbée (jardins, parcs), soit environ 2,2 ha, • au comblement des dents creuses au sein des zones déjà urbanisées, • la mise en place d'Emplacements réservés pour la création d'un espace de stationnement et l'extension du cimetière et l'élargissement de chemins agricoles. <p>En tenant compte de l'ensemble de la consommation des espaces des zones AU et 1AU, ainsi que les surfaces concernées par les Emplacements réservés, le projet engendrera une perte d'espaces agricoles et naturels estimée à moins de 0,2% de la superficie totale de la commune.</p> <p>Cette surface est très faible, notamment de par les choix de la commune de combler les dents creuses en priorité.</p> <p>En ce qui concerne l'OAP, sa superficie totale est de 0,4 ha et concerne une zone agricole actuellement cultivée.</p> <p>En ce qui concerne l'Emplacement Réservé n°1, la superficie totale concernée est de 3220 m² environ. Cet emplacement est situé au niveau d'une agricole et de zones enherbées jouxtant le cimetière.</p> <p>Les Emplacements réservés n°2 et n°3 concernent l'emprise des chemins existants et une partie en zone cultivée.</p>	<p>Les orientations du PADD protègent les activités agricoles de la commune à travers un zonage en « zone agricole », concernant une surface importante du territoire communal (environ 648,3 ha) et l'élargissement de deux chemins.</p> <p>De même, la préservation des milieux naturels d'intérêt (zones humides, forêts, prairies) est un enjeu essentiel du projet de PLU avec l'établissement d'une zone N pour les milieux naturels banals et spécifiques aux forêts, zones humides et les sites d'intérêt tels que Natura 2000, APB, parcelles du Conservatoire.</p> <p>De plus, le projet met en place une urbanisation visant à « épaissir le tissu urbain », avec une extension faible sur les zones agricoles ou naturelles, ainsi qu'en privilégiant l'utilisation des dents creuses, en accord avec un objectif de croissance modérée.</p> <p>La consommation d'espace totale engendrée par le projet est faible (0,2 ha/an) et concerne seulement les secteurs adjacents à des zones urbaines et essentiellement déjà viabilisés</p>

4.5.2 INCIDENCES ET MESURES SUR LE MILIEU NATUREL ET LE FONCTIONNEMENT ECOLOGIQUE DU TERRITOIRE

Incidence négative	Incidence positive
<p><u>Perte d'espaces verts au niveau de la zone UA et UE</u></p> <p>Le PLU prévoit le classement de certaines zones enherbées, jardins ou de parcs arborés en zone UA, de même qu'en zone UE.</p> <p>Toutefois, il ne s'agit que de parcelles enclavées ou situées dans la continuité de zones urbanisées. Aucune perte de boisements ou de prairies d'intérêt n'est envisagée dans le projet de PLU.</p> <p>Rappelons que le reste du terrain communal, concerné par un milieu naturel sans intérêt majeur ou par des zonages de protection et d'inventaire, est classé en zone N ou A.</p> <p>De même, une importante surface des bois du territoire (Bois de la Biche, bois associés à la vallée du Ru de Châtillon) est également classée en EBC.</p> <p>La consommation d'espace sur territoire est faible et ne concerne aucune zone naturelle d'intérêt.</p> <p><u>Une faible surface de zone humide classée en zone UA</u></p> <p>Le PLU prévoit qu'une très faible partie de la zone humide associée au Ru de Châtillon, identifiée par la DREAL Bourgogne (0,15 ha) soit située en zone UA. Toutefois, celle-ci est déjà concernée par des zones bâties. Le caractère « humide » de cette zone et la fonctionnalité écologique de ce secteur n'est donc plus avéré.</p> <p>Les autres zones humides du territoire sont classées en zone N.</p> <p>Aucun impact n'est donc à recenser sur les zones humides.</p>	<p><u>Des orientations, traduites dans le règlement, en faveur des zones humides, du site Natura 2000, de l'APB et des parcelles gérées par Conservatoire</u></p> <p>Comme fixé dans le PADD, le projet prévoit la protection des zones humides du territoire, de la zone Natura 2000, de l'APB et des parcelles gérées par le Conservatoire des Espaces Naturels de Bourgogne relatifs au Bois de la Biche par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le classement de la totalité des zones humides (excepté le secteur en zone UA étudié précédemment), du site Natura 2000 et de l'ensemble du Bois de la Biche de manière générale en zone N où seuls l'exploitation forestière, les locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilées et autres équipements recevant du public sont autorisés, de même que les constructions et installations et les changements de destination nécessaires à l'activité de l'aéroport, sous condition. • Le classement en EBC (Espace Boisé Classé) du Bois de la Biche, et d'une importante partie des milieux boisés associés au Ru de Châtillon. • Aucune zone d'ouverture à l'urbanisation ne concerne les milieux naturels remarquables. <p>L'ensemble des orientations du PADD et les zonages proposés permettent une protection satisfaisante du milieu naturel, avec une conservation des zones humides, du site Natura 2000, de l'APB, des parcelles gérées par le Conservatoire, mais aussi des zones d'inventaire (ZNIEFF 1 et 2).</p>

Incidence négative	Incidence positive
<p><u>Un risque d'impact sur les zones humides lié à l'augmentation de la consommation en eau</u></p> <p>Un risque d'impact indirect sur les zones humides, notamment les milieux associés au Ru de Châtillon, peut être envisagé par l'augmentation des volumes prélevés dans la nappe (augmentation des besoins en eau potable corrélée à l'augmentation de population).</p> <p>Toutefois, rappelons que la commune envisage une croissance plutôt modérée de la population (1% par an à l'horizon 2030). L'augmentation des volumes d'eau consommés, associés à l'objectif démographique restera donc faible.</p> <p>De plus, d'après la Communauté de l'Auxerrois, les captages utilisés actuellement pour l'alimentation en eau potable de la commune de Branches disposent d'une capacité suffisante pour supporter les objectifs de développement de la commune.</p>	<p><u>Protection des boisements</u></p> <p>Comme évoqué précédemment, le projet prévoit la protection des boisements significatifs, ainsi que celle des petits éléments boisés du territoire, ayant un rôle dans la gestion des eaux de ruissellement.</p> <p>L'ensemble des boisements significatifs font ainsi l'objet d'un zonage en zone N.</p> <p>De plus, pour la quasi-totalité des boisements significatifs naturels de la commune (Bois de la Biche, Forêts associées au Ru de Châtillon), des Espaces Boisés Classés (EBC) ont été mis en place. Ces protections permettent de garantir la pérennité des boisements significatifs, correspondant également à des réservoirs de biodiversité de la trame verte (sous-trame forêt).</p> <p><u>Protection des corridors écologiques et des réservoirs de biodiversité</u></p> <p><i>Trame verte</i></p> <p>Les réservoirs de biodiversité de la trame boisée identifiés dans le SRCE concernant des secteurs du Bois de la Biche font l'objet d'une protection, étant classés en zone N, ainsi qu'en EBC.</p> <p>Seule la zone UE correspondant au site de la déchetterie, compris dans un réservoir de biodiversité n'est pas classée en zone N. Toutefois, rappelons que ce secteur n'est pas caractérisé par un intérêt particulier, de par la présence de la déchetterie.</p> <p>En ce qui concerne la trame locale (réseau de haies, prairies, bois associés au Ru de Châtillon, parc arborés, ...) ceux-ci seront préservés, comme fixé dans l'objectif du PADD « préserver les continuités écologiques, notamment la trame verte et bleue qui est représentée entre autres par le bois de la Biche, le Ru de Châtillon et sa ripisylve et les haies, bosquets (...) prendre en compte les boisements relictuels et les haies quand elles existent ».</p> <p>De même, rappelons qu'aucun espace naturel d'intérêt ne sera ouvert à l'urbanisation, qui reste localisée au sein des zones urbanisées. Ainsi, l'ensemble des corridors écologiques associés à la Trame verte sera préservé.</p>

Incidence négative	Incidence positive
	<p><i>Trame bleue</i></p> <p>De la même manière que la Trame verte, aucun réservoir de biodiversité relatif aux milieux humides, identifié par le SRCE ne sera ouvert à l'urbanisation, ces secteurs faisant l'objet d'un classement en zone N.</p> <p>Le Ru de Châtillon, qui constitue la seule trame aquatique du territoire, est également protégé de toute urbanisation.</p> <p>En complément des éléments identifiés dans le SRCE, les zones humides identifiées par la DREAL font également l'objet d'un classement en zone N, excepté un petit secteur en zone UA, pour lequel le contexte « déjà urbanisé » limite tout intérêt en matière de fonctionnalité écologique.</p> <p>Ainsi l'ensemble des continuités écologiques et réservoirs de biodiversité de la Trame bleue est préservé.</p> <p>Le projet n'engendre ainsi aucune fragmentation du territoire, ni aucune coupure dans les continuités écologiques identifiées à l'échelle régionale et locale.</p> <p>De même, en ce qui concerne les zones humides, sites d'inventaire, zone Natura 2000, APB et sites du Conservatoire, le projet permet une protection satisfaisante de ces éléments.</p>

Mesures :

- Aucune zone d'ouverture à l'urbanisation concernant les milieux naturels d'intérêt,
- Préservation des continuités écologiques par un développement urbain modéré, en densification de l'existant.
- Classement en EBC des principaux boisements du territoire.

4.5.3 EVALUATION DES INCIDENCES SUR LE RESEAU NATURA 2000 : CONTEXTE REGLEMENTAIRE

L'évaluation environnementale des schémas de cohérence territoriale (SCOT) et des plans locaux d'urbanisme (PLU) a été rendue obligatoire par l'ordonnance n°2004-489 de 2004 qui transposait la directive européenne de 2001 relative à l'évaluation de certains plans et programmes sur l'environnement (Code de l'urbanisme).

Le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, modifié par le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 codifiée dans le Code de l'environnement a modifié les conditions pour lesquelles un document d'urbanisme est soumis ou non à évaluation environnementale.

D'après l'article L414-4 du Code de l'Environnement, « *Lorsqu'ils sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 (...), doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site, dénommée ci-après « Evaluation des incidences Natura 2000 » :*

1° Les documents de planification qui, sans autoriser par eux-mêmes la réalisation d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations, sont applicables à leur réalisation ».

Le territoire de Branches intégrant un site Natura 2000, la ZSC n°FR2600990 « Tourbière du Bois de la Biche » le projet est donc soumis à évaluation environnementale.

Nous pouvons noter qu'aucun autre site Natura 2000 (Directive Habitat et Directive Oiseaux) n'est localisé à moins de 16 km de la commune de Branches.

L'évaluation des incidences Natura 2000 portera donc sur la ZSC n°2600990.

4.5.3.A/ Méthodologie

✓ Modalités d'influence potentielle d'un projet sur une zone Natura 2000

Un projet peut engendrer une incidence sur une zone Natura 2000 de plusieurs façons :

- Impacts directs : il s'agit de site implanté dans la zone Natura 2000 et qui conduit à la destruction ou à la modification directe du milieu,
- Impacts indirects : ils concernant des projets qui ne sont pas situés dans une zone Natura 2000, mais qui peuvent provoquer des modifications à distance, du fait de l'activité exercée : rejets atmosphériques, rejets aqueux, bruit, circulation d'engins motorisés, ...
- Perte de milieux utiles ou nécessaires aux espèces de la zone Natura 2000 : il s'agit en ce cas de milieux qui ne sont pas situés en zone Natura 2000, mais qui sont utilisés par les espèces de la zone Natura 2000, par exemple pour se nourrir. La destruction de ces milieux, bien que situés en dehors de la zone Natura 2000, peut donc engendrer une incidence,
- Mortalité affectant des espèces de la zone Natura 2000 : il s'agit en ce cas de projets susceptibles d'entraîner la mortalité de certaines espèces, mais situés en dehors des zones Natura 2000. Toutefois, si le projet est situé dans l'aire d'évolution des espèces d'une zone Natura 2000 (lesquelles rappelons le, peuvent évoluer en dehors de la zone Natura 2000), celles-ci peuvent être impactées sur le site.

✓ Evaluation de l'aire d'évolution des différentes espèces concernées

L'aire d'évaluation à prendre en compte dans les évaluations d'incidence Natura 2000 est définie dans la note EI2 « Méthodes et techniques des inventaires et de caractérisation des éléments nécessaires à l'évaluation d'incidences Natura 2000 sur les espèces animales et leurs habitats »⁴.

Elle est de :

- un kilomètre pour les insectes et les amphibiens,
- trois kilomètres pour les oiseaux (peut être portée à 15 km pour la Cigogne noire et la Cigogne blanche, 10 km pour le Milan royal et le Milan noir)
- de cinq kilomètre autour des sites de parturition et 10 km autour des sites d'hibernation et de parade des chiroptères.

4.5.3.B/ Incidences sur la ZSC n° FR2600990 « Landes et Tourbières du Bois de la Biche »

✓ IMPACTS DIRECTS SUR LE SITE

L'ensemble des boisements, tourbières et autres milieux d'intérêt présents sur le territoire de Branches sont classés en zone naturelle N par le projet de PLU.

Au sein de cette zone, sont interdits les changements de destinations et les constructions et installations à destination :

- d'exploitation agricole,
- d'habitation,
- de commerces et d'activités de service,
- d'équipements d'intérêt collectif et services publics à l'exception des locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés et des autres équipements recevant du public
- d'autres activités de secteurs secondaires ou tertiaires.

Sont toutefois acceptées sous condition :

- les constructions et installations et les changements de destination nécessaires à l'activité de l'aéroport.

De par ce zonage, les possibilités de construction au sein de la zone Natura 2000 sont extrêmement réduites. Seule l'exploitation forestière et certains équipements d'intérêt public ou liés à l'activité de l'aéroport sont autorisés dans ces zones. Rappelons que l'ensemble des bois de la Natura 2000 sont également classés en EBC.

Tout projet situé dans le périmètre de la ZSC devra faire l'objet d'une étude d'incidence Natura 2000.

Une petite partie de la zone Natura 2000 est concernée par des zones agricoles. Même si l'habitat caractérisant ce secteur n'est pas un habitat d'intérêt communautaire responsable de la désignation du site en Natura 2000, rappelons que les zones agricoles sont protégées par les objectifs du PADD traduits dans le zonage et le règlement.

Ainsi, ce secteur agricole de la zone Natura 2000 est classé en zone A.

⁴ DREAL Picardie

Au sein de cette zone A, sont interdits les changements de destinations et les constructions et installations à destination :

- d'habitations, sauf celles visées à l'article I-2,
- de cinéma,
- d'équipements d'intérêt collectif et services publics à l'exception des locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou assimilés et des locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés et des équipements sportifs,
- d'autres activités de secteurs secondaires ou tertiaires.

Sont toutefois acceptées **sous condition** :

- les logements et leurs annexes s'ils sont liés à une activité d'élevage dite sensible nécessitant une présence humaine permanente,
- les commerces et activités de services à l'exception des cinémas s'ils sont liés à une exploitation,
- les constructions et installations et les changements de destination liés à l'activité autoroutière.

De par ce zonage, et la volonté de préserver le caractère des terres agricoles du territoire, les possibilités de construction au sein de ces zones, comprises dans la zone Natura 2000 sont relativement réduites.

Ainsi, aucun impact direct négatif significatif n'est donc à recenser sur cette zone Natura 2000.

✓ IMPACTS INDIRECTS DU PROJET SUR LE SITE

De manière générale, le principal risque d'impact indirect d'un projet de développement concerne le risque de pollution indirecte notamment via les rejets aqueux et la circulation des masses d'eau.

Le site Natura 2000 est situé pour sa limite Sud, à quelques centaines de mètres du hameau des Courlis et de la zone de la déchetterie. Toutefois, la zone Natura 2000 est éloignée du bourg de la commune, qui concentre le développement de l'urbanisation.

Rappelons que l'ensemble des habitations du hameau dispose d'un dispositif d'assainissement autonome, qui doit être conforme aux normes en vigueur (des actions de réhabilitation devront être entreprises).

Les contrôles effectués par le SPANC (Communauté de l'Auxerrois), en 2014, avaient conclu qu'une installation parmi les trois contrôlées était non conforme.

Le règlement du PLU impose l'obligation du raccordement au réseau d'assainissement collectif quand cela est possible ou selon les normes en vigueur pour l'assainissement individuel.

De plus, le règlement stipule que la gestion des eaux pluviales devra se faire en priorité par infiltration sur le terrain d'assiette de la construction (sauf impossibilité).

Le risque de pollution est donc faible.

Le risque de pollution atmosphérique sur le site Natura 2000 spécifiquement lié au projet de PLU est négligeable. Le PLU prévoit une croissance faible. La pollution engendrée par le projet sera donc négligeable.

✓ **PERTE DE MILIEUX UTILES OU NECESSAIRES AUX ESPECES DE LA ZONE NATURA 2000**

Aucune espèce d'intérêt communautaire n'est présente sur le site ou responsable de sa désignation en zone Natura 2000.

Le site a été désigné en Zone Spéciale de Conservation, de par la présence des habitats d'intérêt communautaires suivants :

- ✓ 4010 : Landes humides atlantiques septentrionales à *Erica tetralix* (2% de couverture),
- ✓ 4030 : Landes sèches européennes (8%),
- ✓ 7110 : Tourbières hautes actives (1%)¹,
- ✓ 7120 : Tourbières hautes dégradées encore susceptibles de régénération naturelle (1%),
- ✓ 91D0 : Tourbières boisées (1%)¹,
- ✓ 91E0 : Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (*Alno-Padion*, *Alnion incanae*, *Salicion albae*)⁵ (10%).

Toutefois, ces habitats, de même que les milieux « banals » de la zone Natura 2000 sont susceptibles d'être favorables à un certain nombre d'espèces, non inscrites à la Directive Habitats.

Ces espèces, qui sont importantes pour la zone Natura 2000 sont listées au chapitre 2.2.5.A/ Les espaces naturels protégés répertoriés sur le territoire communal (II – Le réseau Natura 2000).

Rappelons que l'ensemble des milieux de la zone Natura 2000 et bois situés au Sud de la commune sont classés en zone N, voire en EBC, où les possibilités de constructions sont extrêmement limitées.

Aucune destruction des habitats d'intérêt communautaire, ni des habitats susceptibles d'accueillir les espèces fréquentant le site (qui rappelons-le ne sont pas d'intérêt communautaire et ne sont censées faire l'objet d'une évaluation spécifique) n'influera les espèces du site.

✓ **RISQUE DE MORTALITE SUR LES ESPECES DU SITE**

Rappelons qu'aucune espèce d'intérêt communautaire n'est présente sur le site ou responsable de sa désignation en zone Natura 2000.

Le projet de PLU n'est donc pas susceptible d'engendrer un risque de mortalité sur des espèces d'intérêt communautaire.

De même, de par :

- le classement de la zone Natura 2000 en zone N (ou A en ce qui concerne la petite partie en zone agricole),
- le classement des zones humides en zone N,
- la présence d'EBC,
- l'absence d'ouverture de l'urbanisation au niveau du hameau des Courlis,
- les modalités de gestion des eaux usées et pluviales dans le règlement du PLU,

le projet de PLU n'engendrera aucun risque pour les autres espèces importantes de la zone Natura 2000 fréquentant le territoire de Branches.

4.5.3.C/ Conclusion sur l'analyse du risque d'incidences sur le site Natura 2000

Après analyse des effets potentiels du projet sur le site Natura 2000 n°FR2600990, il s'avère que le projet de PLU de Branches n'aura aucun effet significatif direct ou indirect sur les habitats d'intérêt communautaire du site, de même que sur les espèces fréquentant le site (rappelons le, qui ne sont pas d'intérêt communautaire).

⁵ Habitats prioritaires

4.5.4 INCIDENCES ET MESURES SUR LA RESSOURCE EN EAU

Incidence négative	Incidence positive
<p><u>Qualité des eaux</u></p> <p>La création de nouvelles habitations va augmenter les surfaces génératrices d'eaux pluviales et donc les risques de pollutions diffuses. Toutefois, cette création de nouvelles surfaces imperméabilisées se fera en dehors de toute zone sensible (aucune ouverture à l'urbanisation des zones naturelles d'intérêt) et tout nouvel aménagement devra gérer ses eaux pluviales (infiltration des eaux pluviales sur le terrain d'assiette) et usées (obligation de raccordement au réseau collectif ou dispositif d'aménagement autonome conforme aux normes en vigueur).</p> <p>De plus, rappelons que les surfaces ouvertes à l'urbanisation concernent en partie les dents creuses des zones urbanisées et que le zonage prévoit un épaissement des secteurs urbains plutôt que des extensions urbaines.</p>	<p><u>Qualité des eaux</u></p> <p>Le PLU prévoit une évolution relativement modérée de la population, ainsi qu'une urbanisation centrée au niveau des zones urbanisées, soit en dehors des zones sensibles vis à vis de l'hydrosystème. Ceci limite donc les risques d'impact direct sur les cours d'eau et les zones humides.</p> <p>Les orientations en faveur du milieu naturel vont également favoriser l'amélioration de la qualité de l'eau : le rôle des éléments boisés dans la filtration des eaux, la préservation des zones humides, la lutte contre le ruissellement. De même la qualité du Ru de Châtillon est protégée par le classement de la vallée en zone N et pour quelques bois associés au Ru en EBC.</p> <p>L'ensemble des mesures associées aux contrôles et mises aux normes des installations d'assainissement autonome devraient permettre à terme l'amélioration de la qualité des eaux. De plus, le règlement prévoit une gestion des eaux pluviales par infiltration sur le terrain d'assiette de la construction, ce qui permet d'éviter les concentrations et transports de flux responsables de pics de pollution.</p>
<p><u>Alimentation en eau potable</u></p> <p>D'après la Communauté de l'Auxerrois, les captages utilisés actuellement pour l'alimentation en eau potable de la commune de Branches disposent d'une capacité suffisante pour supporter les objectifs de développement de la commune.</p> <p>L'augmentation de population due à la mise en œuvre du projet entrainera un accroissement progressif de la demande en eau potable.</p> <p>Toutefois, rappelons que le PADD prévoit un objectif de croissance modéré (1% par an à l'horizon 2030).</p> <p>L'augmentation de la consommation en eau potable devrait donc rester faible.</p> <p>Ce point ne prend pas en compte l'installation éventuelle d'activités fortement consommatrices d'eau.</p>	<p><u>Alimentation en eau potable</u></p> <p>Les orientations du PADD limitent la croissance de la population, ce qui restreindra donc l'augmentation de la demande en eau potable.</p>

Incidence négative	Incidence positive
<p><u>Assainissement</u></p> <p>Le développement urbain, même léger, induira une augmentation des flux et des charges polluantes dont l'origine principale tiendra des effluents domestiques (activités résidentielles).</p> <p>Toutefois, le règlement stipule que toute nouvelle construction qui le requiert devra être raccordée au réseau collectif d'assainissement (bourg) ou disposer d'une installation autonome de gestion des eaux usées aux normes. De même, tout aménagement réalisé sur un terrain devra garantir l'infiltration des eaux pluviales sur l'unité.</p> <p>Aucune incidence négative supplémentaire sur l'assainissement ne résultera de l'élaboration du PLU.</p>	<p><u>Assainissement</u></p> <p>Toutes les installations d'assainissement autonome existantes n'ont potentiellement pas été contrôlées et sont susceptibles d'impacter la qualité de l'eau.</p> <p>La poursuite des contrôles et la mise aux normes progressive des installations impactantes entraîneront la diminution des pollutions d'origine domestique, ces contrôles étant effectués par le SPANC.</p> <p>De plus, le règlement prévoit que toute nouvelle construction devra disposer d'une installation de gestion des eaux usées autonome aux normes (pour les habitations qui ne peuvent être reliés au réseau d'assainissement collectif).</p> <p>De même, les eaux pluviales doivent être gérées sans impact sur l'environnement et à la parcelle.</p> <p>Ces dispositions assurent qu'il n'y aura pas d'impacts supplémentaires liés à de nouvelles constructions.</p>

Mesures :

- Conservation des bois par leur classement en zone N et en EBC pour les plus importants,
- Favoriser le recours aux techniques alternatives de gestion des eaux pluviales,
- Règlement imposant la gestion des eaux pluviales sur le terrain d'assiette,
- Règlement imposant la gestion des eaux usées par raccordement au réseau d'assainissement collectif ou via un dispositif d'assainissement autonome conforme aux normes en vigueur pour tout nouvel aménagement et construction qui le requiert,
- Contrôle et mise aux normes des installations d'assainissement autonome présentant des impacts sur le milieu naturel.

4.5.5 INCIDENCES ET MESURES SUR LA RESSOURCE EN ENERGIE

Incidence négative	Incidence positive
<p><u>Une augmentation de la consommation énergétique liée aux transports et aux habitats...</u></p> <p>L'augmentation de population sera source d'une légère augmentation de la demande énergétique liée à l'habitat essentiellement, ainsi qu'à l'activité de l'aéroport.</p> <p>Cette augmentation (hors accueil potentiel d'entreprises fortement consommatrices) sera proportionnelle au développement du territoire. Or rappelons que la commune envisage un développement de la population relativement modéré.</p> <p>La croissance prévue permet donc de limiter l'augmentation de la demande en énergie.</p>	<p><u>... compensée par des économies d'énergie et une réduction des conflits d'usage</u></p> <p>Le PADD favorise « l'utilisation de matériaux permettant les économies d'énergie dans le résidentiel ».</p> <p>Le développement des énergies renouvelables est donc autorisé, sous réserve notamment que les dispositifs envisagés s'intègrent dans le paysage et l'environnement, et soit compatible avec le fonctionnement de l'aéroport.</p> <p>De même, un développement urbain raisonné, autour des zones déjà urbanisées, ainsi que le maintien et du développement des circulations douces, le développement du covoiturage permettront des économies de transports et une réduction des gaz à effets de serre.</p> <p>Le PADD prévoit un développement des Nouvelles Technologies d'Information et de Communication, afin de proposer ce type d'équipements aux particuliers et aux professionnels, ce qui permettrait également de développer le télé-travail.</p>

Mesures :

- Favoriser le recours aux matériaux économes en énergie dans le résidentiel,
- Favoriser le développement des énergies renouvelables, sous réserve de compatibilité avec l'environnement global du territoire (milieux naturels, paysage aéroport, ...).

4.5.6 INCIDENCES ET MESURES SUR LE RISQUE DE NUISANCES

Incidence négative	Incidence positive
<p><u>Bruit</u></p> <p>L'augmentation du trafic routier local (lié à l'augmentation de la population), voire du trafic sur l'A6 (indépendant du projet de PLU) et l'accueil de nouvelles activités et le développement de l'aéroport sont susceptibles d'augmenter les nuisances sonores au niveau des infrastructures routières du territoire, notamment de l'A6 et de la zone de l'aéroport.</p> <p><u>Pollution des sols</u></p> <p>Il n'y a aucun site pollué ou potentiellement pollué, excepté la déchetterie de la commune. Toutefois ce site ne fait pas l'objet d'une ouverture à l'urbanisation pour de l'habitat (sauf exception). De ce fait, l'élaboration du PLU n'engendrera pas de risque d'impact sanitaire particulier.</p> <p><u>Qualité de l'air</u></p> <p>L'augmentation des déplacements et de la consommation énergétique, même modérée (sources d'émission atmosphériques) lié à l'accroissement démographique et/ou à l'installation d'activités supplémentaires est susceptible d'influer négativement sur la qualité de l'air. Néanmoins, cela sera limité par la croissance plutôt faible définie par le projet de développement.</p>	<p><u>Bruit</u></p> <p>La prise en compte des nuisances sonores au niveau de l'A6 et de l'aéroport est un objectif identifié dans le PADD. Le projet ayant pris en compte ces infrastructures bruyantes, les secteurs urbains à caractère résidentiel supplémentaires exposés au bruit sont très réduits.</p> <p>Pour les nouvelles habitations potentiellement concernées par la zone de nuisances sonores de l'A6, des dispositions seront potentiellement à prendre en matière d'isolation phonique.</p> <p><u>Pollution des sols</u></p> <p>Le projet n'a pas d'incidences sur les sols pollués.</p> <p><u>Qualité de l'air</u></p> <p>L'influence de l'élaboration d'un PLU d'une commune de 488 habitants (recensement de 2013) sur la qualité de l'air est très restreinte.</p> <p>Des incidences positives sont envisageables à terme, liées aux économies d'énergie, surtout au niveau du secteur résidentiel où l'utilisation de matériaux économes en énergie est favorisée.</p>

Incidence négative	Incidence positive
<p><u>Déchets</u></p> <p>Les quantités de déchets risquent d'augmenter proportionnellement à l'accroissement démographique. De même, l'implantation de nouvelles activités (artisanales, agricoles, ...) pourrait également participer à accroître le tonnage de déchets.</p>	<p><u>Déchets</u></p> <p>La quantité de déchets supplémentaires produits sera au maximum (en se basant sur une croissance modérée, inférieure à celle constatée sur les 15 dernières années d'environ 1%/an) de 2950 kg par an, tous déchets confondus.</p> <p>Les orientations du PADD préconisent en effet une croissance plutôt modérée de la population, avec la création d'une quarantaine de logements, au sein des zones urbanisées.</p> <p>De même, le PADD préconise le maintien du niveau des équipements en adéquation avec les besoins de la population, de même que leur mise en accessibilité (équipements existants et futurs).</p> <p>De plus, les actions mises en place par la Communauté de l'Auxerrois (documentation, possibilité d'acheter des composteurs, mise à disposition de sacs pour le tri des déchets recyclables...) permettront de réduire les quantités produites et augmenter les quantités valorisées.</p> <p>Ceci devrait à terme permettre de contrebalancer les surplus produits par l'augmentation de population.</p>

Mesures :

- Prise en compte de la zone de nuisance sonore liée à l'A6, avec potentiellement la mise en place de dispositions d'isolation phonique pour les nouvelles constructions.

4.5.7 INCIDENCES ET MESURES SUR LES RISQUES NATURELS

Incidence négative	Incidence positive
<p><u>Risque d'inondation (remontée de nappe), de ruissellement et de coulées de boues</u></p> <p>L'Ouest du bourg de la commune est concerné par un risque de remontée de nappe moyen à fort, le projet de développement de la commune est susceptible d'augmenter l'exposition des personnes au risque d'inondation.</p> <p>L'implantation de nouvelles constructions peut constituer un obstacle à la libre expansion des crues.</p> <p>La mise en place d'un PLU peut avoir un impact sur la gestion des risques à travers l'augmentation des surfaces imperméables au niveau des nouvelles zones urbaines.</p> <p>De même, compte tenu de la topographie, l'Est du bourg est concerné par des phénomènes de ruissellements des eaux pluviales. Ces nouvelles surfaces imperméables sont susceptibles d'accroître le risque de coulée de boue, surtout à l'Est du territoire.</p> <p>Toutefois, le PADD et le zonage ont bien pris en compte ces phénomènes. L'ensemble des parcelles situées en extension ou en limite du tissu urbain existant et ouvertes à l'urbanisation sont situées en zone d'aléa faible à très faible pour ce qui est du risque de remontée de nappe. De même, les principales zones de ruissellement ont été évitées par les nouvelles parcelles ouvertes à l'urbanisation en consommation d'espace.</p> <p>De même, le règlement associé au PLU demande à ce que toutes les nouvelles constructions gèrent leurs eaux pluviales par infiltration sur le terrain d'assiette de la construction, ce qui n'augmentera pas le risque actuel.</p>	<p><u>Risque d'inondation (remontée de nappe), de ruissellement et de coulées de boues</u></p> <p>Le PADD prend en compte l'ensemble des aléas connus (remontée de nappe du BRGM, talwegs et ruissellement des eaux pluviales) pour la réalisation du zonage, ceci afin de ne pas augmenter le nombre de personnes exposées.</p> <p>L'ensemble des zones en aléa fort de remontée de nappe ont été classées en zone N où les constructions à destination d'habitations sont interdites, ou en zone A où les constructions à destination d'habitations sont interdites, sauf exceptions (si elles sont liées à une activité d'élevage dite sensible nécessitant une présence humaine permanente).</p> <p>De même les principales zones de ruissellement des eaux pluviales (talwegs) de la commune sont également classées en zone N ou A. Rappelons que les parcelles concernées par des ruissellements et classées en zone UA doivent faire l'objet pour chaque construction d'une gestion des eaux pluviales locale.</p> <p>Les orientations du PADD et le zonage permettent le maintien des boisements significatifs, de même que les petits éléments du paysage (haie, bosquets, ...) qui jouent un rôle dans la limitation des phénomènes de ruissellements. Cela se traduit notamment par le classement en zone N d'une grande partie des boisements du territoire communal, de même que la protection stricte des boisements les plus importants via la mise en place de plusieurs Espaces Boisés Classés.</p> <p>Aucune urbanisation n'est autorisée dans ces zones. De même, le règlement impose la gestion des eaux pluviales par infiltration à la parcelle.</p>
<p><u>Risque de mouvements de terrain</u></p>	<p><u>Risque de mouvements de terrain</u></p>

Incidence négative	Incidence positive
<p>Le risque de retrait-gonflement des argiles est fort sur une grande partie de la façade Est du bourg de la commune de Branches.</p> <p>Une partie de la zone UA du bourg (tissu urbain existant ainsi que quelques dents creuses), de même qu'une grande partie de la zone 1AU sont donc concernées par ce risque.</p> <p>Des mesures seront donc à envisager pour les nouvelles constructions, notamment la réalisation d'une étude spécifique afin de connaître la nature exacte du sol et de définir les dispositions à respecter pour ces constructions (profondeur minimale des fondations, ...).</p>	<p>Le projet prévoit une urbanisation limitée au niveau de l'Est du bourg, concerné par un risque relatif au retrait-gonflement des argiles fort.</p> <p>Néanmoins, certaines parcelles (en dents creuses), ainsi que la zone 1AU étant concernées par ce risque, des mesures seront prises afin de réduire ce risque pour les futures constructions (étude spécifique, dispositions quant aux fondations, ...).</p> <p>Notons qu'aucun mouvement de terrain recensé par le BRGM ne concerne le territoire de la commune.</p>

Mesures :

- Prise en compte de tous les aléas connus dans l'établissement du zonage et du règlement,
- Classement des zones humides et boisées en zone N,
- Règlement imposant la gestion des eaux pluviales à la parcelle,
- Nécessité de réaliser des études préalables à toute construction en zone d'aléa fort au retrait-gonflement des argiles.

4.5.8 INCIDENCES ET MESURES SUR LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Incidence négative	Incidence positive
<p><u>Risque d'augmentation du nombre de personnes exposées</u></p> <p>Le projet de PLU n'augmente pas les risques technologiques.</p> <p>Il n'existe aucune ICPE sur le territoire communal, d'après la base de données des installations classées.</p> <p>La commune de Branches est toutefois concernée par le risque de transport de matières dangereuses, compte tenu de la présence de l'AG et d'une canalisation de gaz haute pression sur son territoire</p> <p>Toutefois, le PADD prévoit une prise en compte de ce risque. Ceci est traduit dans le zonage par l'absence de zones d'ouverture à l'urbanisation en dehors des secteurs déjà urbanisés (en densification et épaissement) et éloignées de ces infrastructures.</p>	<p><u>Risque d'augmentation du nombre de personnes exposées</u></p> <p>Aucune nouvelle urbanisation n'est prévue en dehors des secteurs du centre bourg, ce qui limite l'exposition au risque de Transport de Matière Dangereuse.</p> <p>De plus, rappelons que l'objectif de croissance de la population de Branches reste modéré.</p> <p>Le risque d'augmentation du nombre de personnes exposées est donc très limité.</p>

Mesures :

- Urbanisation limitée aux secteurs urbanisés.
- Urbanisation limitée, ce qui réduit les risques d'exposition aux effets du transport de matières dangereuses.

4.5.9 INCIDENCES ET MESURES SUR LE PAYSAGE ET LE CADRE DE VIE

Incidence négative	Incidence positive
<p><u>Une atteinte sur le paysage localisée...</u></p> <p>La création de nouvelles parcelles urbanisées viendra modifier le paysage mais rappelons que cette urbanisation se fera uniquement dans les secteurs bâtis, afin de combler les espaces vides, ou en limite de ces secteurs, en épaissement du tissu urbain.</p>	<p><u>...Mais réduite par la préservation des caractéristiques du paysage local et des espaces de transition</u></p> <p>Le projet de développement prévoit la protection du paysage local, par la préservation de l'identité du village-rue de la commune, les éléments du paysage architectural et urbain du centre bourg en poursuivant sa mise en valeur.</p> <p>De même, les orientations du PADD visent à maintenir les jardins, parcs arborés et autres espaces verts (petits bois, vergers) situés à proximité des habitations (dans le cadre de la préservation des franges paysagères Est et Ouest du bourg), qui constituent des espaces tampons permettant une transition douce des espaces naturels aux zones urbanisées.</p> <p>Elles protègent également les zones humides et espaces boisés importants, ainsi que les petits éléments caractéristiques du paysage, afin de pérenniser la qualité paysagère du territoire. Cela passe par le classement de certains secteurs en zone N, et la mise en place d'Espaces Boisés Classés.</p> <p>Notons que le parc d'une grande maison est identifié sur le zonage et strictement protégé par la Loi Paysage. L'identification de cet élément permettra sa conservation dans le temps.</p> <p>La préservation des entrées de village Sud et Est, de même que l'amélioration des entrées Nord et Ouest est également un objectif identifié dans le PADD.</p>

Incidence négative	Incidence positive
<p><u>Une modification de la structure paysagère des surfaces bâties...</u></p> <p>L'utilisation des dents creuses pour le développement du territoire pourrait modifier les caractéristiques du centre bourg et des espaces urbanisés plus récents, notamment avec l'intégration de dispositifs d'énergies renouvelables.</p>	<p><u>... mais réduites par la mise en place de règles constructives</u></p> <p>Le règlement précise les possibilités de constructions (forme, couleur, matériaux, ...) dans chaque secteur afin de garantir une intégration paysagère adéquate. Par exemple, le règlement dans les zones urbanisées demande à ce que les toitures de tons noirs et anthracite soient interdites, à l'exception des rénovations, que les façades des constructions soient de couleurs et tons naturels,</p> <p>Les dispositions du règlement limitent donc fortement les possibilités d'impact sur le paysage lié à la mise en place du PLU.</p>

Mesures :

- Intégration dans le règlement de règles constructives, précises en fonction du caractère du bâti existant : couleur, forme de toiture, clôture, implantation par rapport aux voies, aux limites séparatives.
- Protection des éléments remarquables du paysage et du patrimoine bâti.
- Préservation des espaces verts, jardins, vergers du centre urbanisé.

4.6 JUSTIFICATIF DES CHOIX RETENUS DU POINT DE VUE ENVIRONNEMENTAL POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE

4.6.1 PRISE EN COMPTE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DANS LE PROJET DE DEVELOPPEMENT

La mise en place d'un document d'urbanisme sur un territoire implique un certain nombre de décisions, comme la localisation des zones de développement urbain par exemple. De même il est influencé par des enjeux locaux (prévention des risques). Cela nécessite aussi d'être en conformité avec des orientations plus vastes, qu'il est nécessaire de décliner à une échelle plus fine. L'ensemble de ces différents documents d'orientations pris en compte, les modalités de développement sont relativement limitées.

L'ensemble des choix réalisés a été guidé par une forte volonté de protection du paysage, du milieu naturel et par la prise en compte des risques naturels, ainsi que des nuisances. La fonctionnalité de l'espace agricole a aussi été intégrée dans la définition du projet, et notamment en modérant la consommation de terres agricoles. Le projet de développement s'est donc orienté vers une croissance modérée de la population avec la création au total d'une quarantaine de logements.

Les enjeux environnementaux en matière de milieu naturel, sur la commune, sont essentiellement liés à l'important massif boisé situé au Sud de l'A6 (zonages environnementaux de protection et d'inventaire, zones humides), ainsi qu'au Ru de Châtillon caractérisé par des boisements et des zones humides.

Ainsi, les enjeux majeurs sur le territoire concernent la présence de zones naturelles remarquables (Natura 2000, APB, parcelles gérées par le Conservatoire des Espaces Naturels de Bourgogne), la qualité des eaux avec la présence d'un certain nombre de zones humides, d'une nappe souterraine proche de la surface à l'Ouest du bourg, la prise en compte des risques naturels (inondation, ruissellement, argiles). Certains de ces enjeux sont liés entre eux, notamment les ruissellements qui sont potentiellement une source de pollution pour le Ru de Châtillon et les zones humides.

Différents choix ont donc été adoptés, dans un objectif de préservation du milieu naturel, en lien avec la préservation des forêts, des eaux superficielles et souterraines, du paysage, ainsi que la gestion des risques :

- La protection à travers les orientations du PADD et/ou du zonage des éléments du milieu naturel remarquable et banal, des éléments qui participent à la filtration et/ou à la gestion des eaux, c'est à dire l'essentiel des zones humides et boisements de la vallée du territoire communal (zone N, EBC). Notons que la préservation de ces éléments est également inscrite dans les orientations du PADD en tant qu'élément du paysage à préserver,
- La nécessité d'une gestion des eaux usées et pluviales pour toute nouvelle construction et le recours aux techniques d'infiltration à la parcelle,
- La poursuite des contrôles sur les installations d'assainissement non contrôlées à ce jour.

La volonté de protection des zones humides, notamment au niveau du Ru de Châtillon s'inscrit également dans un objectif de gestion des risques d'inondation par remontée de nappe. La protection est réalisée à travers le classement de ces secteurs en zone N (aucune construction autorisée sauf exception) et la création d'Espaces Boisés Classés.

De même, le maintien des boisements significatifs est assuré par le zonage en Zone naturelle N.

La prise en compte du milieu naturel, qui se traduit par la mise en place d'un zonage N sur près de 37% du territoire (407,8 ha), dont 314 en EBC, permet également de s'assurer la protection de la zone Natura 2000, de l'Arrêté de Protection de Biotope, des parcelles gérées par le Conservatoire, des ZNIEFF de type 1 et 2, de même que la protection des réservoirs de biodiversité assurant un rôle majeur dans les continuités écologiques du territoire.

De même, le choix a également été fait de préserver les corridors locaux de la commune, par la préservation des éléments boisés (haie, bosquets, parcs arborés, cours d'eau, ...) participant à la fonctionnalité écologique du territoire.

Enfin, cette protection forte du milieu naturel permet aussi de répondre à des problématiques paysagères et de qualité de vie.

Les emprises des zones urbanisées sont essentiellement limitées à l'existant (comblement des dents creuses et épaissement du tissu urbain).

Les différents aléas et nuisances connus (inondation, ruissellement, argiles, bruit,) ont été pris en compte lors de la définition des différents zonages et du règlement associé.

4.6.2 JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS PAR THEMATIQUE ENVIRONNEMENTALE

→ Justificatif par rapport au milieu naturel

Dans un souci de préserver les massifs boisés du territoire qui concentrent la biodiversité remarquable du territoire, de même que le Ru de Chatillon et les zones humides associées, un zonage spécifique a été mis en place sur l'ensemble des éléments remarquables, de même que sur certains éléments du patrimoine naturel « banal » jouant un rôle majeur dans les continuités écologiques.

Ce zonage fait suite à un objectif clairement identifié dans le PADD « Prendre en compte la préservation des continuités écologiques et des espaces naturel, agricole et forestier ».

Le zonage définit donc les zones N qui correspondent :

- Au nord de l'A6, au Ru de Châtillon et boisements associés, de même qu'aux zones humides (excepté une infime partie déjà comprise dans le tissu urbain). Certains éléments du patrimoine naturel, non remarquables mais d'importance au vu du contexte agricole du Nord de la commune, tels que des prairies et autres espaces enherbés, bois, haies, bosquets entourant la commune et jouant notamment le rôle de zone tampon sont également identifiés en zone N
- Au Sud de l'A6, à la totalité du Massif forestier du Bois de la Biche, qui englobe notamment les zonages environnementaux de protection et d'inventaire et les zones humides. Notons également que l'emprise de l'aéroport, à l'exception des bâtiments qui y sont liés, est également classée en zone N.

Les possibilités de construction au sein de cette zone N y sont très réduites (aucune construction autorisée hormis les locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés et des autres équipements recevant du public et les constructions et installations et les changements de destination nécessaires à l'activité de l'aéroport (sous condition).

De même, les boisements les plus importants du territoire font l'objet de la mise en place d'Espaces Boisés Classés.

→ Justificatif par rapport à la ressource en eau

L'objectif du projet était de ne pas augmenter les sources de pollution des eaux ou de ne pas en créer par les choix de développement. Le PLU et le PADD mis au point ont été réalisés en limitant l'extension de l'urbanisation en fonction du choix de la commune de combler en priorité les dents creuses et en épaississant le tissu urbain actuel, réduisant ainsi l'augmentation des surfaces imperméabilisées (source de pollution) au besoin réel.

De plus, le règlement prévoit la gestion des eaux usées au réseau collectif ou à un dispositif d'assainissement autonome conforme et la gestion des eaux pluviales sur le terrain d'assiette des futures constructions.

Concernant les risques de ruissellement (érosion), source de pollution, les orientations du PADD prévoient la préservation des éléments de nature ordinaire (haies, bosquets, prairies) et le maintien des boisements significatifs qui participent à la gestion du risque.

→ Justificatif par rapport aux nuisances sonores

L'objectif du projet est de prendre en compte les nuisances sonores au droit de l'A6 et celles liées à l'aéroport d'Auxerre-Branches.

Ainsi, les possibilités de zones urbaines ont été réduites au maximum dans les zones concernées par les nuisances sonores de l'A6 et la zone UE près de l'aéroport réduite à l'enveloppe urbanisée.

→ Justificatif par rapport aux risques

Les risques connus ont été pris en compte lors de la définition des zonages.

En effet, concernant le risque d'inondation, aucune urbanisation n'est prévue au niveau des zones à risque fort de remontée de nappe.

Ces zones englobant notamment les zones humides du territoire, elles font l'objet d'un zonage en zone N ou A.

Les possibilités de construction sont donc limitées au niveau de ces zones.

De même, les zones d'urbanisation ont été fortement réduites au niveau des zones de ruissellement préférentiel des eaux pluviales (talwegs). De plus, rappelons que les eaux pluviales de chaque future construction devront être gérées localement, afin de ne pas augmenter le risque.

De plus, rappelons que les orientations du PADD prévoient la conservation des éléments de nature ordinaire (haies, bosquets, prairies) et le maintien des boisements qui participent à la gestion du risque.

Synthèse

Enjeux identifiés dans l'EIE		Milieu naturel	Ressource en eau	Nuisance	Risque naturels et technologiques	Paysage et cadre de vie	Orientation du PADD	Zonage du PLU et règlement associé
Milieu naturel	Préserver la zone Natura 2000, l'APB, les parcelles du Conservatoire, les zones humides, les ZNIEFF des impacts directs et indirects						1.1	. Zonage de l'ensemble des zonages environnementaux de protection en N et boisements les plus importants en EBC → possibilités de construction très limitées
	Préserver les éléments du patrimoine naturel ordinaire, participant à notamment à réduire le risque hydraulique						1.1 1.2 2.1	. Zonage de certains espaces boisés, enherbés, haies,... en zone N . EBC concernant les éléments boisés les plus importants . Ouverture à l'urbanisation dans ces espaces très faible (espaces enherbés et jardins en limite des habitations existantes), croissance modérée
	Préserver les réservoirs de biodiversité et les corridors, ainsi que les continuités locales						1.1 1.2	. Zonage des réservoirs de biodiversité en zone N (Bois de la Biche et zones humides). Urbanisation limitée au comblement des dents creuses et en épaissement du tissu urbain existant → pas d'urbanisation aux abords des corridors du SRCE et locaux . Le règlement dans les zones urbanisées impose qu'au moins 30% de l'unité foncière doivent être traités en espaces verts ou perméables
Ressource en eau	Préserver et améliorer la qualité des eaux superficielles						1.1 2.1	. Gestion des eaux usées via des équipements conformes . Gestion des eaux pluviales à la parcelle . Zonage des zones humides en N . Prise en compte des phénomènes de ruissellement (risque de pollution) par le maintien des éléments de type haie, bosquets et l'absence d'urbanisation dans les talwegs . Zonage des boisements en, mise en place d'EBC
	Assainissement						2.1	. Le règlement demande un raccordement au réseau d'assainissement collectif et d'équiper toutes les nouvelles constructions le nécessitant d'installations autonomes conformes

Enjeux Identifiés dans l'EIE		Milieu naturel	Ressource en eau	Nuisance	Risque naturels et technologiques	Paysage et cadre de vie	Orientation du PADD	Zonage du PLU et règlement associé
Nuisances, Energie	Favoriser une urbanisation économe en ressource énergétique						2.1	. Développement urbain raisonné, autorisation du recours à des matériaux favorables à l'économie d'énergie, sous réserve d'une bonne intégration au paysage et à l'environnement (aéroport notamment)
	Développer le covoiturage						2.3	Permettre le développement du covoiturage
	Ne pas augmenter le nombre de personnes exposées aux nuisances sonores le long de l'A6 et de l'aéroport						2.1	. Prise en compte à travers le choix de zonage : urbanisation réduite à proximité de l'A6 et e l'aéroport
Risques naturels et technologiques	Prise en compte du risque de ruissellement, de remontée de nappe et de retrait-gonflement des argiles → Ne pas augmenter l'urbanisation dans les zones à risque						2.1	. Pas d'ouverture à l'urbanisation en zone d'aléa fort de remontée de nappe, urbanisation réduite à proximité des talwegs . Urbanisation réduite dans les zones d'aléa fort relatif aux argiles . Croissance modérée et urbanisation centrée sur les dents creuses et en épaissement du tissu urbain
	Favoriser le maintien des éléments du milieu naturel qui participent à la gestion des eaux de ruissellement						1.1 1.2	. Préservation des zones humides et des boisements (zones Np et N) . Mise en place d'EBC
	Maintenir les éléments existants du milieu naturel qui participent à la gestion des eaux pluviales (risque de ruissellement)						1.3	. Maintien des éléments existants . Urbanisation réduite dans les talwegs
	Prise en compte des risques technologiques						2.1	. Absence d'urbanisation à proximité directe de l'A6 et de la canalisation de gaz . Croissance modérée, urbanisation limitée
Paysage, cadre de vie	Protection des éléments caractéristiques du bâti ancien, du patrimoine et des entités paysagères						1.2 2.2	. Mise en place de règles constructives spécifiques . Définition d'éléments patrimoniaux à conserver
	Maintenir les caractéristiques de village-rue (paysages urbains denses le long des rues principales), des franges paysagères et des entrées de village Sud et Est						1.2	. Urbanisation dans les dents creuses et en épaissement du tissu urbain existant . Règlement spécifique en ce qui concerne le traitement environnemental et paysager

4.6.3 JUSTIFICATION DES EMPLACEMENTS RESERVES

Les trois Emplacements réservés prévus dans le cadre du projet visent à répondre à l'objectif fixé dans le PADD « Améliorer les déplacements et la sécurité des usagers ».

L'Emplacement réservé n°1 répond :

- à la volonté d'anticiper l'extension du cimetière,
- aux problèmes de stationnements au sein du bourg.

Cet emplacement étant prévu dans le cadre de la requalification du centre bourg de la commune, cette aire de stationnement, en lien avec le cimetière et sa future extension, il ne peut être positionné ailleurs.

De plus, les milieux concernés par cet Emplacement réservé ne sont pas d'un grand intérêt environnemental et l'incidence sur l'environnement est non significative.

Les Emplacements réservés n°2 et n°3 répondent à la problématique de la circulation sur le territoire, et en particulier des engins agricoles. Ces chemins permettront de faciliter le déplacement des exploitants agricoles au Nord du village, sans emprunter les voies de circulation du bourg.

Par ailleurs, l'Emplacement réservé n°2 répond également à l'anticipation de la desserte de la zone 1AU faisant l'objet d'une OAP (Cf paragraphe ci-après).

Ainsi, compte tenu de leur localisation et du lien avec la zone 1AU, et en absence d'incidences sur l'environnement (les milieux impactés consistent en des chemins existants et des terres agricoles), ces deux Emplacements réservés ne peuvent être positionnés ailleurs.

4.6.4 LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Une seule Orientation d'Aménagement et de Programmation est prévue dans le projet de développement.

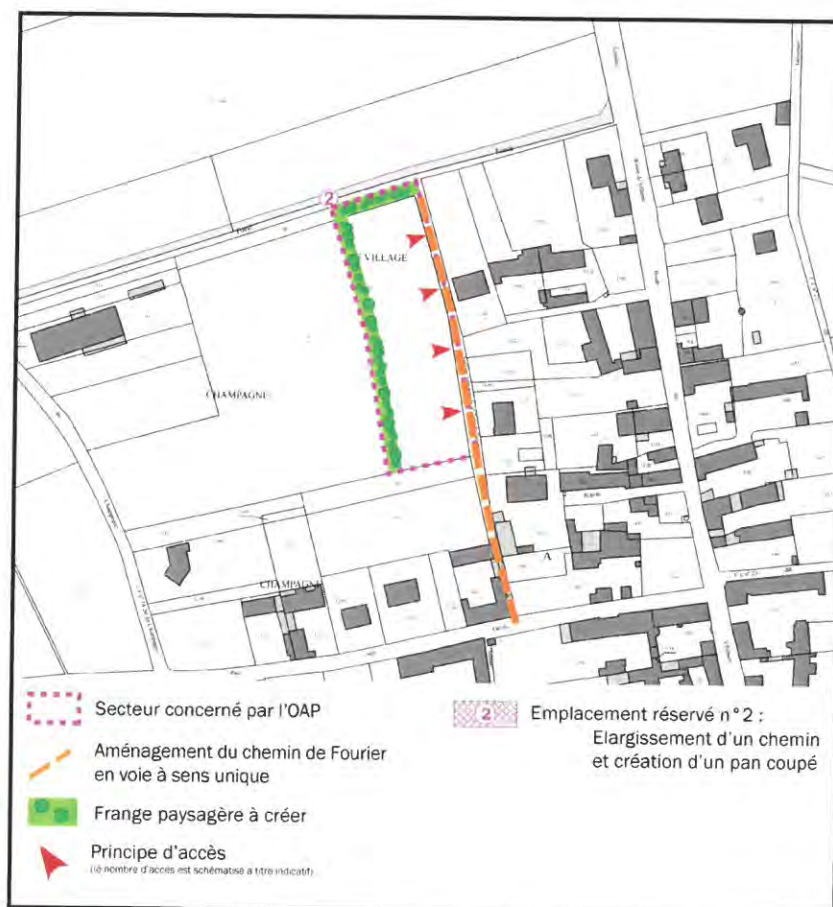
Il s'agit d'une zone 1AU, d'une surface totale de 0,4 ha et d'une capacité d'accueil de 4 logements.

Cette OAP s'intègre dans les objectifs du PADD et répond notamment aux objectifs de croissance démographique fixés (1% par an).

De même, dans une volonté de ne pas « étirer » la zone urbanisée, la commune a fait le choix de s'insérer en continuité du tissu urbain, dans une optique d'épaississement et non d'étalement. La parcelle concernée est actuellement occupée par des surfaces cultivées.

D'un point de vue environnemental, l'OAP n'engendre aucune incidence significative sur le milieu naturel la ressource en eau et les autres thématiques de l'état initial. Aucune autre solution n'a donc été envisagée.

Nous pouvons toutefois noter que dans une volonté d'intégration de l'aménagement dans le contexte de la commune, une frange paysagère devra être réalisée au Nord et à l'Ouest du site, qui permettra également de limiter les nuisances (zone tampon) entre l'espace agricole et le tissu urbain.





PARTIE 5 :

RESUME NON TECHNIQUE

5.1 RESUME DES ORIENTATIONS DU PADD ET DU PLAN DE ZONAGE MIS EN PLACE

5.1.1 RAPPEL DES PRINCIPALES ORIENTATIONS DU PADD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) définit 5 objectifs, articulés autour de deux orientations dans le cadre d'une stratégie de développement durable de la commune.

1° Orientation 1 : Prendre en compte la préservation des continuités écologiques et des espaces naturel, agricole et forestier

- ✓ 1.1 : Prendre en compte la préservation des continuités écologiques et des espaces naturel, agricole et forestier,
- ✓ 1.2 : Préserver et améliorer la qualité des paysages naturels, architectural et urbain du territoire.

Ces deux objectifs sont transversaux, c'est à dire que la préservation des éléments du milieu naturel (et du paysage) participe non seulement à la préservation du milieu naturel, mais aussi à la gestion du risque de ruissellement sur les zones de forte (préservation des éléments participant au fonctionnement hydraulique du territoire), mais aussi à l'amélioration de la qualité des eaux (Ru de Châtillon).

2° Orientation 2 : Permettre un développement socio-démographique et urbain cohérent

- ✓ 2.1 : Définir un développement démographique et urbain cohérent,
- ✓ 2.2 : Permettre le développement des activités économiques, des loisirs et des équipements,
- ✓ 2.3 : Améliorer les déplacements et la sécurité des usagers sur le territoire.

Ces deux orientations permettent de favoriser un développement du territoire tout en garantissant la préservation des milieux et la pérennisation de l'activité agricole, notamment par la limitation de la consommation d'espace (développement modéré), la prise en compte des risques naturels (ruissellements, retrait-gonflements des argiles), des nuisances sonores.

5.1.2 DESCRIPTION DU ZONAGE DU PLU

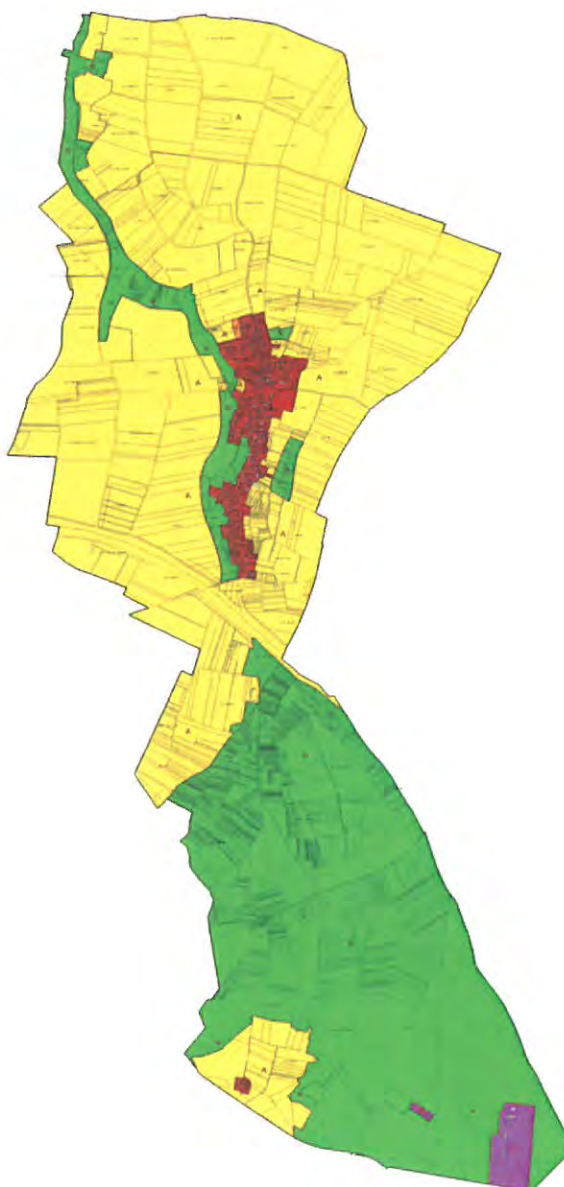
Le territoire couvert par le Plan Local d'Urbanisme est divisé en zones urbaines, zones à urbaniser, zones agricoles et en zones naturelles et forestières. Ces catégories peuvent-elles même être sous-divisées en sous-entités. Pour chaque zone, le règlement précise notamment les activités interdites et les activités autorisées.

Le tableau ci-contre présente les différentes zones mises en place tandis que la carte suivante présente le zonage sur la commune.

U	UA	Zone urbaine mixte
	UE	Zone à vocation économique
1AU	1AU	Zone d'urbanisation future
A	A	Zone agricole
N	N	Zone naturelle et forestière

ZONE_URBA

- Zone urbaine UA
- Zone à vocation économique UE
- Zone à urbaniser 1AU
- Zone agricole A
- Zone naturelle N



5.1.3 ARTICULATION AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

Les documents pour lesquels l'articulation avec le projet de PLU doit être étudiée sont récapitulés ci-dessous.

Précisons que la compatibilité avec un document nécessite qu'il ait été approuvé. Certains documents, non approuvés à ce jour, ont tout de même été pris en considération.

Le Plan Local d'Urbanisme doit être compatible avec :	Date d'élaboration
Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) de Seine Normandie	2015
Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Grand Auxerrois	En cours d'élaboration
Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDET) Bourgogne Franche Comté	En cours d'élaboration
Plan de Gestion des Risques inondations (PGRi) 2016 - 2021	2015
Autres documents pris en considération :	Date d'élaboration
Schéma Régional Climat, Air Energie (SRACE) de Bourgogne	2012
Plan Climat-Energie Territorial de la Communauté de l'Auxerrois	2015 (dernière version)
Programme Local de l'Habitat de la Communauté de l'Auxerrois	2011
Schéma Régional des Infrastructures de Bourgogne	2007
Plan Global de déplacement de la Communauté de l'Auxerrois	2010
Schéma Directeur Cyclable de la Communauté de l'Auxerrois	2014
Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Bourgogne	2015
Schéma Départemental des carrières de l'Yonne	2012
Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) de l'Yonne	2011
Plan Départemental de Gestion des Déchets de chantiers du Bâtiment et des Travaux Publics	2012
Plan Interdépartemental de Prévention, Gestion des Déchets de chantiers du Bâtiment et des travaux Publics de la Nièvre, de la Saône et Loire et de l'Yonne	En cours d'élaboration
Schéma décennal de Développement du réseau	2014
Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Energies Renouvelables (S3REnR) de Bourgogne	2012
Contrat de projets Etat-Région 2015-2020	-

Autres documents pris en considération :	Date d'élaboration
Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique de l'Yonne (SDTAN)	2012
Schéma Régional de Gestion Sylvicole de Bourgogne	2006
Directive Régionale d'Aménagement de la Région Bourgogne	2011
Programme d'actions pour la protection des eaux contre la pollution par les Nitrates	2014
Plan Régional de Développement Agricole en Bourgogne 2009-2013	-

Aucune incompatibilité avec le projet de développement de la commune de Branches n'a été mise en évidence lors de la réalisation de l'étude environnementale.

5.2 ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DU TERRITOIRE

Les principaux enjeux environnementaux du territoire sont repris dans le tableau ci-dessous.

Biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> • Importance du Massif forestier au Sud de l'A6 • Préservation de la zone Natura 2000, de l'APB, des parcelles gérées par le Conservatoire (de même que les ZNIEFF), • Préservation du caractère humide des zones recensées au Sud de la commune et celles liées au Ru de Châtillon, • Préservation des réservoirs de biodiversité des corridors écologiques (identifiés dans le SRCE et le réseau local).
Ressource en eau	<ul style="list-style-type: none"> • Préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines • Gestion optimale de l'assainissement autonome (contrôle et mise aux normes des installations), • Gestion des eaux pluviales des futures constructions et aménagements publics.
Energie	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser les habitations économes en énergie, • Permettre le développement des énergies renouvelables (sous réserve de compatibilité avec l'environnement), • Permettre le développement du covoiturage.
Nuisance et pollution	<ul style="list-style-type: none"> • Limiter l'exposition des personnes au bruit, • Optimiser la gestion des déchets et notamment le tri sélectif.

<p>Risques naturels et technologiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les risques d'inondations par remontée de nappe concernent l'Ouest du bourg, • Les risques de ruissellement et coulées de boue concernent essentiellement l'Est du bourg, • Les risques forts liés au retrait-gonflement des argiles concernent l'Est du bourg, • Transport de matières dangereuses (A6 et canalisation de gaz) • Limiter le nombre de personnes exposées au risque, • Maintenir les éléments du milieu naturel participant à la gestion des eaux de ruissellement, • Favoriser l'information des habitants sur les risques notamment sur le transport de matières dangereuses et les mouvements de terrain.
<p>Paysage</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Maintenir la composition paysagère générale de la commune (village rue), • Préserver les franges paysagères et deux entrées de bourg, • Favoriser le traitement paysager de deux autres entrées de bourg,

Plusieurs enjeux environnementaux sont transversaux, ils peuvent être regroupés géographiquement. Toutefois, étant donné la situation de la commune, ces enjeux sont centrés sur deux secteurs géographiques :

- ✚ **Massif forestier au Sud de l'A6** : les enjeux au niveau de ce secteur ne concernent pas seulement la préservation du patrimoine naturel mais vise également à atteindre les objectifs du SDAGE relatifs à la qualité des eaux superficielles, souterraines de même que les zones humides

Les enjeux au niveau de ce secteur concernent également la préservation des fonctions de réservoirs de biodiversité dans le cadre de la fonctionnalité écologique du territoire (Trame verte et bleue). Les enjeux environnementaux au niveau de cette zone concernent également les **secteurs urbanisés** (Hameau des Courlis et aéroport) qui doivent être préservés de divers risques et nuisances tels que l'exposition au bruit.

- ✚ **Le bourg de la commune** : cette zone comprenant des secteurs urbanisés, les enjeux concernent la protection des habitants des nuisances sonores liées à l'A6, de même qu'au risque de coulées de boue ou de retrait-gonflement des argiles.

La protection des habitants passe également par la préservation des éléments naturels ordinaires de ce secteur, tels que les haies, parcs, bosquets, ... qui participent au fonctionnement hydraulique du territoire.

Divers enjeux environnementaux concernent également cette zone, notamment le Ru de Châtillon et les milieux associés (zones humides, boisements.).

5.3 INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

L'évaluation environnementale a été mise en œuvre parallèlement à la réalisation du PLU, afin d'élaborer le projet dans une logique de valorisation de l'environnement et d'évitement des impacts négatifs potentiels, plutôt que de leur compensation.

Cette démarche continue s'est appuyée sur l'état initial de l'environnement, pour nourrir la phase projet (PADD). Elle comporte une analyse spécifique des incidences sur le site Natura 2000 des « Landes et tourbières du Bois de la Biche », qui concerne le territoire communal.

- **Milieu naturel, fonctionnalité écologique et consommation d'espaces**

La consommation d'espaces engendrée par le projet est due au comblement des dents creuses et à l'ouverture à l'urbanisation de parcelles en « épaissement » du tissu urbain existant.

La consommation d'espace engendrée par le projet de PLU s'élève à environ 2,2 ha. Toutefois, les milieux concernés ne présentent pas d'intérêt environnemental particulier. En effet, il s'agit de terres agricoles et de zones enherbées intégrées au tissu urbain ou en continuité immédiate et déjà sous influence anthropique.

Le milieu naturel profitera des orientations du PADD puisqu'il met en place une protection renforcée des espaces naturels d'intérêt, réservoirs de biodiversité, des continuités écologiques du SRCE (cours d'eau,) et locales (haies, vergers, ...), permettant à ces milieux de fonctionner ensemble.

La zone Natura 2000, l'Arrêté de Protection de Biotope, les parcelles gérées par le Conservatoire des Espaces Naturels de Bourgogne, ainsi que les zones humides font ainsi l'objet d'un classement en zone naturelle N.

Les boisements naturels les plus importants du territoire feront l'objet de mesures de type mise en place d'Espaces Boisés Classés.

Les réservoirs de biodiversité, de même que les continuités écologiques locales et identifiées dans le SRCE seront également préservées.

De même, aucun bois ne fera l'objet d'une ouverture à l'urbanisation. Notons que les parcs arborés accompagnant certaines habitations sont compris dans l'enveloppe urbaine et seront préservés, comme précisé dans le PADD.

Enfin, le règlement du PLU prévoit également en zone urbanisée et pour l'ensemble des parcelles ouvertes à l'urbanisation qu'au moins 30% de l'unité foncière soit traités en espaces verts ou perméables, pour une intégration paysagère optimale.

- **Ressource en eau**

La demande en eau potable sera légèrement plus importante du fait de la croissance démographique. Toutefois, l'augmentation de la consommation en eau est à relativiser de par la croissance modérée prévue sur la commune.

D'autre part, le PLU participe au renforcement de la qualité des milieux naturels liés à l'eau : protection des zones humides, maintien des boisements significatifs, gestion des eaux pluviales à la parcelle, ...

L'augmentation de la population entrainera également une progression des volumes d'eaux usées à traiter. A cette fin, le PLU prévoit que toute nouvelle construction soit en mesure de gérer l'ensemble de ces eaux (réseau collectif ou installations d'assainissement autonome aux normes).

- **Ressource en énergie**

La mise en œuvre du PLU ne s'oppose pas aux économies d'énergie. Le projet autorise l'utilisation de nouvelles technologies faisant appel aux énergies renouvelables (sous réserve d'une bonne intégration paysagère et compatible avec l'environnement de la commune, notamment vis-à-vis de l'aéroport).

De même, il optimise l'utilisation de matériaux dans le bâti neuf permettant de réduire la consommation d'énergie liée à l'habitat.

Enfin, le développement des circulations douces et du covoiturage permettra des économies de transports et une réduction des gaz à effet de serre.

- **Nuisances et pollution**

La mise en place du projet de PLU n'engendrera pas d'incidence notable négative sur l'environnement hormis une légère augmentation des nuisances sonores liée à l'augmentation du trafic routier associé à l'augmentation de la population et une légère augmentation du volume de déchets produits.

Toutefois, de par la faible croissance prévue dans le PADD et les mesures mises en place (urbanisation réduite au niveau de l'A6 et de l'aéroport, actions de la Communauté de l'Auxerrois telles que de la documentation, composteurs, ...), ces effets seront limités.

- **Risques naturels et technologiques**

Les risques connus ont été pris en compte pour la définition du zonage du PLU. Sa mise en œuvre n'augmentera pas les risques sur le territoire.

Les zones d'aléa fort en matière de remontée de nappe et de retrait-gonflement des argiles ont été prises en compte dans le PADD et dans le zonage (éviter des zones de remontée de nappe et réduction de l'urbanisation au niveau des zones d'aléa fort en ce qui concerne les argiles). De même, le règlement demande à ce que les eaux pluviales soient gérées à la parcelle. L'ensemble des zones humides, boisements, et certains éléments participant au fonctionnement hydraulique du secteur sont classés en zone N.

De même, les différentes orientations du PADD en faveur du paysage ainsi que la protection des éléments naturels participeront à limiter les risques de ruissellements.

En ce qui concerne le risque de transport de matières dangereuses, celui-ci a bien été pris en compte, avec une croissance limitée de la population et une urbanisation en dehors des zones à risque pour la canalisation de transport de gaz et l'A6.

- **Paysage et cadre de vie**

Aucune incidence négative n'est attendue sur le paysage. En effet, le projet a pris en compte les caractéristiques du paysage local (identité du village-rue de la commune, éléments du paysage architectural et urbain du centre bourg) et permet de maintenir les jardins, espaces verts situés à proximité des habitations.

De même, les zones humides et les éléments boisés importants sont protégés par leur classement en zone N, la mise en place d'Espaces Boisés Classés.

Enfin, le parc d'une grande maison est identifié sur le zonage et strictement protégé par la Loi Paysage. L'identification de cet élément permettra sa conservation dans le temps.

La préservation des entrées de village Sud et Est, de même que l'amélioration des entrées Nord et Ouest est également un objectif identifié dans le PADD.

5.4 EVALUATION DES INCIDENCES SUR LE RESEAU NATURA 2000

L'évaluation des incidences Natura examine les impacts directs du projet sur le site Natura 2000, les impacts indirects, les impacts sur les espèces d'intérêt communautaire se déplaçant sur la commune et la perte d'habitats utiles aux espèces du site Natura 2000

- **Incidences sur la ZSC n°FR2600990 « Landes et tourbières du Bois de la Biche »**

Cette sous unité est située en dehors du centre bourg du village et à quelques centaines de mètres du hameau des Courlis.

L'ensemble des boisements, tourbières et autres milieux d'intérêt présents sur le territoire de Branches sont classés en zone naturelle N par le projet de PLU.

Au sein de cette zone, sont interdits les changements de destinations et les constructions et installations à destination :

- d'exploitation agricole,
- d'habitation,
- de commerces et d'activités de service,
- d'équipements d'intérêt collectif et services publics à l'exception des locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés et des autres équipements recevant du public
- d'autres activités de secteurs secondaires ou tertiaires.

Sont toutefois acceptées **sous condition** :

- les constructions et installations et les changements de destination nécessaires à l'activité de l'aéroport.

Ainsi, tout impact direct est évité.

Le projet de développement de la commune s'appuie sur le comblement des dents creuses, un épaissement du tissu urbain existant et une croissance modérée, ce qui permet d'éviter les incidences négatives indirectes sur cette sous-unité de type pollution par augmentation des rejets, ...

De même, le PLU n'engendrera aucune perte d'habitat associée à une espèce importante du site (aucune espèce d'intérêt communautaire responsable de la désignation du site en ZSC n'est recensée sur le site), ni aucun risque de mortalité.

- **Conclusion**

Après analyse des effets potentiels du projet sur le site Natura 2000 n°FR2600990, il s'avère que le projet de PLU de Branches n'aura aucun effet significatif direct ou indirect sur les habitats d'intérêt communautaire du site, de même que sur les espèces fréquentant le site (rappelons le, qui ne sont pas d'intérêt communautaire).

5.5 MODALITES DE REALISATION DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

La procédure d'élaboration du PLU sur la commune de Branches était commencée lorsque l'évaluation environnementale est devenue obligatoire pour les documents d'urbanisme des communes incluant un site Natura 2000.

L'évaluation a commencé par la prise de connaissance des premiers éléments définis (règlement, plans de zonage, PADD). L'approche transversale a ensuite été respectée : différents allers retours entre le cabinet d'urbanisme et le bureau d'étude ont permis d'affiner d'abord le PADD, puis le plan de zonage.

Tout d'abord, la réalisation de l'état initial de l'environnement a permis d'identifier les enjeux sur le territoire communal. L'évaluation environnementale a ensuite été réalisée :

- d'une part en observant les impacts directs potentiels du projet dans le cas où des zones seraient susceptibles de changer de destination (passage de terres agricoles en zone urbaine par exemple), des emplacements réservés,...
- d'autre part, en ayant une approche globale du projet de PLU : l'approche globale est importante: en effet un impact moyen localisé par exemple peut être préférable à un impact faible mais généralisé.

L'évaluation environnementale a notamment permis de faire évoluer le projet en ce qui concerne l'assainissement (le choix a été pris de finaliser le zonage d'assainissement), la prise en compte des corridors écologiques dans les orientations du PADD, ...



PARTIE 6 :

INDICATEUR DE SUIVI

6.1 INDICATEURS DE SUIVI DES INCIDENCES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES

L'objectif des indicateurs est d'abord de vérifier que l'incidence du PLU sur l'environnement et des mesures proposées (éviter et réduire) est conforme à l'évaluation environnementale réalisée. Ils permettent de mettre en évidence une éventuelle dérive et de mettre en œuvre les moyens de la corriger. Ils peuvent également être utilisés comme de véritables indicateurs de l'état du territoire et de son évolution.

Les indicateurs finaux ont été choisis en fonction de plusieurs facteurs :

- Les résultats de l'analyse environnementale (mise en évidence des points sensibles),
- Les résultats de l'évaluation environnementale (évaluation des risques et mise en évidence des points à surveiller),
- Les possibilités pour collecter les données nécessaires de façon fiable et pérenne (donc il faut que la collecte des données ne pose pas de problèmes majeurs),
- Les moyens de la collectivité (il ne sert à rien de proposer un indicateur que l'on ne pourra pas suivre),
- Les indicateurs existants à l'échelle départementale, régionale ou nationale (ce qui permet de comparer sa situation).

Globalement, trois types d'indicateurs sont présents : les indicateurs permettant le suivi de la mise en œuvre du PLU, le suivi des incidences éventuelles sur l'environnement et le suivi de la mise en œuvre des mesures. La nature des indicateurs proposés est précisée dans les colonnes plus foncées.

La fréquence de suivi recommandée est au minimum tous les 5 ans. Certains indicateurs pourront néanmoins être suivis tous les 2 ans dans la mesure où ce sont des données simples et accessibles.

Objectif du PADD	Thématique de l'état initial	Indicateur	Sources de données	Objectifs			Fréquence de suivi conseillée
				Suivi du PLU	Suivi environnemental	Suivi des mesures	
1.1 2.1	Consommation d'espace Milieu naturel	Nombre de permis de construire accordés en zone UA, UE et 1AU (pour le suivi de l'optimisation des dents creuses) et surfaces perméables ou éco-aménageables associées	Commune	X	X	X	3 ans
2.1	Consommation d'espace	Nombre de nouveaux logements par an et surface associée	Commune	X	X		3 ans

Objectif du PADD	Thématique de l'état initial	Indicateur	Sources de données	Objectifs			Fréquence de suivi conseillée
				Suivi du PLU	Suivi environnemental	Suivi des mesures	
1.1	Consommation d'espace Milieu naturel	Nombre de permis de construire accordés en zone N (pour les locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilées et autres équipements recevant du public, ou installations nécessaires à l'activité de l'aéroport) et surfaces concernées	Commune	X	X		3 ans
1.1	Ressource en eau	Evolution de la consommation en eau/hab (hors agriculture)	Communauté de l'Auxerrois, Lyonnaise des Eaux		X		2 ans
1.1 2.1	Ressource en eau Assainissement	Nombre d'installations autonomes contrôlées par le SPANC	SPANC		X	X	3 ans
		Nombre d'installations autonomes réhabilitées par an	SPANC Commune		X	X	3 ans
2.1	Risques naturels	Recensement des incidents d'inondations (par remontée de nappe et ruissellement) et de coulées de boue	Commune Géorisque		X		5 ans
		Recensement des incidents de mouvements de terrain (argiles)	Commune Géorisque		X		5 ans
		Nombre d'études spécifiques préalables à de nouvelles constructions en zone d'aléa argiles fort	Commune		X	X	5 ans
2.1	Energie	Nombre de logements/entreprises (agricoles) équipés utilisant des énergies d'origine renouvelable	Commune		X		5 ans
2.1	Nuisances	Evolution du trafic routier et du classement sonore de l'A6 Evolution du « classement sonore » de l'aéroport	CD89 Préfecture		X		3 ans

6.2 INDICATEURS DE SUIVI DES INCIDENCES DU PLU SUR L'ESPACE URBAIN ET LE PAYSAGE LOCAL

Selon les dispositions de l'article R.151-4 du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme fera l'objet d'une analyse des résultats de son application d'ici 10 à 15 ans.

Voici les thématiques et les indicateurs d'évaluation des résultats de l'application du PLU retenus.

Thématiques	Objectifs du P.L.U.	Indicateurs	Etat initial de référence	Source Périodicité
FONCIER / LOGEMENTS	<p>Croissance démographique de 1% par an pour les 15 prochaines années.</p> <p>Modérer la consommation des espaces et lutter contre l'étalement urbain.</p> <p>Favoriser une densité minimale de 10 logements par hectare.</p> <p>Maintenir le niveau des équipements publics.</p>	<p>Evolution du nombre d'habitants.</p> <p>Evolution du nombre de permis de construire.</p> <p>Evolution du tissu urbain (photo aérienne).</p> <p>Evaluation de la surface consommée par logement.</p>	<p>488 habitants en 2013.</p> <p>213 logements en 2013.</p> <p>0,5 PC/an en moyenne sur les 15 dernières années.</p> <p>Consommation moyenne de 0,23 ha par an sur les 15 dernières années.</p>	<p>Commune INSEE Services fonciers du cadastre</p> <p><i>A 3 ans puis tous les 3 ans</i></p>
Thématiques	Objectifs du P.L.U.	Indicateurs	Etat initial de référence	Source Périodicité
AMENAGEMENTS/ DEPLACEMENTS	<p>Préserver les chemins agricoles existants et créer un nouvel itinéraire agricole pour le déplacement des engins.</p> <p>Permettre le développement de déplacements alternatifs à la voiture individuel (vélo, covoiturage, TAD, ...).</p> <p>Assurer la sécurité des usagers et améliorer les conditions de stationnement au centre bourg par l'aménagement de valorisation du centre du village.</p>	<p>Evolution des usages des chemins agricoles et des difficultés de circulation agricole.</p> <p>Evolution du nombre de trajets vélos, covoiturages et transports en commun.</p> <p>Suivi des aménagements (stationnement, trottoir piéton, ...) réalisés au centre du village.</p>	<p>Difficultés de circulation agricole au Nord du bourg.</p> <p>Service de transport à la Demande de la Communauté de l'Auxerrois.</p> <p>Point de référence 2013 : Comptabiliser les places de stationnement supplémentaires.</p>	<p>Commune Communauté de l'Auxerrois Chambre d'Agriculture</p> <p><i>A 3 ans puis tous les 3 ans</i></p>

Thématiques	Objectifs du P.L.U.	Indicateurs	Etat initial de référence	Source Périodicité
ECONOMIE LOCALE	<p>Pérenniser l'activité agricole.</p> <p>Permettre l'installation d'activités de commerces au sein du bourg.</p> <p>Permettre le développement d'activités commerciales, artisanales, touristiques et de loisirs en lien avec l'emprise de l'aéroport.</p> <p>Développer les activités touristiques autour du patrimoine local.</p> <p>Permettre le développement des communications numériques (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication).</p>	<p>Nombre, taille et localisation des exploitations agricoles.</p> <p>Evolution de la SAU communale.</p> <p>Consommation de terre agricole par an.</p> <p>Nombre, types et localisation des activités économique.</p> <p>Développement de la Fibre.</p>	<p>3 sièges d'exploitation dont 1 élevage en 2016 (chiffre INSEE).</p> <p>753 ha de terre agricole déclarée à la PAC en 2014.</p> <p>4 entreprises en 2016 au sein du bourg.</p> <p>Etat raccordement ADSL et projection raccordement fibre très haut débit.</p>	<p>Commune Chambre d'agriculture Données INSEE CCI Office du tourisme Opérateurs compétents</p> <p><i>A 3 ans puis tous les 3 ans</i></p>

Thématiques	Objectifs du P.L.U.	Indicateurs	Etat initial de référence	Source Périodicité
PAYSAGE LOCAL	<p>Préserver ou améliorer la qualité des entrées de village.</p> <p>Préserver la qualité des franges paysagères du bourg.</p> <p>Préserver les éléments du paysage naturel au Sud du territoire.</p> <p>Préserver les éléments du paysage architectural et urbain du centre bourg en poursuivant sa mise en valeur.</p> <p>Préserver l'identité de village-rue de la commune.</p>	<p>Evolution des espaces de jardins, jardins, parcs arborés, petits boisements et vergers en entrée de village et en frange du bourg</p> <p>Veiller à ce que l'élément identifié au titre de l'article L151-19 CU soient conservé.</p> <p>Evolution de la surface des Espaces Boisés Classés</p> <p>Suivi des aménagements réalisés au centre du village.</p>	<p>Un élément identifié au titre de l'article L151-19 CU : « Parc d'une grande maisons »</p> <p>Surfaces actuelles des EBC</p>	<p>Commune</p> <p><i>A 3 ans puis tous les ans</i></p>

Département de l'Yonne



2

Commune de BRANCHES

communauté
de l'auxerrois



PLAN LOCAL D'URBANISME

Projet d'Aménagement et de Développement Durables - PADD

Vu pour être annexé à la
délibération

du 04/04/2019

approuvant
le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :



POS approuvé le 01 décembre 1980

Prescription du PLU le 22 juin 2015

Dossier du PLU réalisé par :

PERSPECTIVES
2, rue de la Gare
10 150 CHARMONT s/B.
Tél : 03.25.40.05.90.
Mail : perspectives@perspectives-urba.com

PLANETE VERTE - Agence Centre-Nord
42 bis, rue de la Paix
10 000 TROYES
Tél : 03.25.40.55.74.
Mail : planeteverte.troyes@orange.fr



A/ PREAMBULE

Pour répondre aux enjeux de son territoire, le Conseil Municipal a décidé d'élaborer un Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.). Cette procédure donne l'occasion aux élus de réfléchir sur les problématiques rencontrées sur la commune et sur les opportunités à saisir. Ce moment de réflexion est l'occasion de dessiner les contours et le contenu d'un projet pour la commune qui mêle développement et aménagement, à court, moyen et long termes.

1 / Rappel des objectifs et de la définition du P.A.D.D :

A partir des éléments de synthèse du rapport de présentation, les élus doivent définir des objectifs d'organisation, de protection, de mise en valeur et de développement de la commune, c'est-à-dire exprimer un projet global pour le territoire.

Le PADD doit être l'énoncé de la politique générale de la commune sur les thèmes qui touchent à l'organisation de l'espace communal ou qui peuvent avoir une incidence sur celle-ci. Il doit être conçu comme l'expression directe de la municipalité devant la population. Il sera ensuite traduit dans le règlement et ses documents graphiques et éventuellement complété par des orientations d'aménagement sectorielles.

2 / Définition d'un Projet d'Aménagement et de Développement Durables :

Le contenu du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, dit PADD, est défini par l'article L.151-5 du Code de l'urbanisme :

« Le projet d'aménagement et de développement durables définit :

- 1- Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;
- 2- Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles ».

3 / Le P.A.D.D., un Projet :

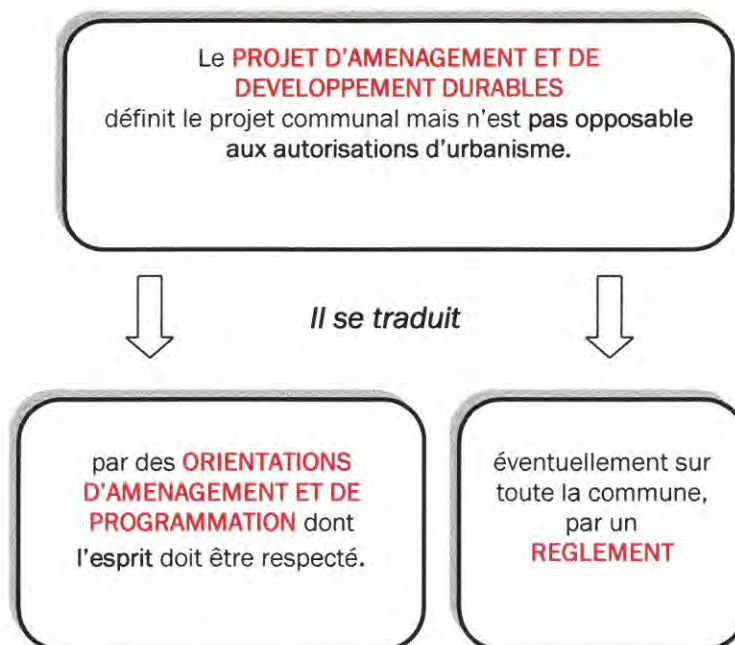
Le P.A.D.D., traitant de la globalité de la commune, est un projet d'ouverture qui impose de traiter différemment le développement communal : il requiert une approche globale (la commune est une réalité complexe) et durable. Cette approche doit se construire autour d'un maximum de dialogue partenarial et de concertation. Il s'agit d'aboutir à un projet collectif.

Le PADD exprime une vision multidimensionnelle et prospective.

Il faut concevoir une dynamique urbaine qui intègre des dimensions multisectorielles. Cette vision globale doit donc s'inscrire dans une démarche concertée entre les différents partenaires (autorités compétentes en matière de transports, de logements...) et la population auprès de laquelle il faut tenter de recueillir un consensus le plus large possible.

Le P.A.D.D. garde une place capitale :

- la démarche d'élaboration d'un projet communal avant la définition des règles techniques est une garantie de qualité,
- le débat en Conseil Municipal sur ce projet communal est une garantie de démocratie,
- il est la « clé de voûte » du P.L.U. : les parties du P.L.U. qui ont une valeur juridique (orientations d'aménagement et de programmation et règlement) doivent être cohérentes avec lui.



B/ LES OBJECTIFS DU PADD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.) a pour objectif global d'exploiter au mieux les atouts de la commune tout en assurant un aménagement urbain de qualité visant à permettre un développement à long terme.

Dans ce cadre, la stratégie de développement durable de la commune s'articule autour des orientations suivantes :

- 1- Préserver les qualités environnementales, paysagères et patrimoniales du territoire
- 2- Permettre un développement socio-démographique et urbain cohérent

Ces différentes orientations sont interdépendantes et se complètent les unes les autres. Elles répondent aux objectifs énoncés par les élus et repris dans le lancement de la démarche d'élaboration du P.L.U. Elles prennent en compte les enjeux de la commune et de son territoire d'influence tout en tenant compte des contraintes et des servitudes qui affectent le territoire communal.

Le P.A.D.D. procède ainsi d'une vision globale et cohérente et s'inscrit dans la durée pour s'adapter aux mutations des conditions socio-économiques, urbaines ou environnementales. Il se doit donc de ne pas être complètement figé afin de préserver des marges de manœuvre aux élus qui ont en charge les affaires communales. Ainsi, tout en respectant les orientations générales définies dans le présent document, les actions et opérations qui en découlent peuvent le cas échéant être complétées ou réajustées.

Par ailleurs, le P.A.D.D. n'établit pas un programme strict de mise en œuvre avec un phasage précis ou un ordre de priorité entre les objectifs.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de Branches sert de base à l'établissement du plan de zonage et éventuellement du règlement qui constituent les autres pièces du P.L.U.



LE PROJET COMMUNAL

Orientation 1 : Préserver les qualités environnementale, paysagère et patrimoniale du territoire

Le territoire communal de Branches présente un cadre de vie particulier à quelques kilomètres de l'agglomération Auxerroise, le rendant ainsi très attractif pour les familles. Consciente que ce cadre de vie est principalement dû aux qualités environnementale, paysagère et patrimoniale du territoire, la commune souhaite les préserver.

Prendre en compte la préservation des continuités écologiques et des espaces naturel, agricole et forestier

- Préserver les continuités écologiques, notamment la trame verte et bleue qui est représentée entre autres par le bois de la Biche, le Ru de Châtillon et sa ripisylve et les haies, bosquets.
- Prendre en compte les boisements relictuels et les haies quand ils existent.
- Prendre en compte les milieux aquatiques (eaux superficielles, eaux souterraines et zones à dominante humide) afin de respecter notamment les orientations du SDAGE.
- Prendre en compte la « Vallée tourbeuse de la Biche » caractérisée par un Arrêté de Protection de Biotope (APB) et des parcelles gérées par le Conservatoire des Espaces Naturels de Bourgogne (CENB).
- Prendre en compte la zone Natura 2000 « Tourbière du Bois de la Biche ».
- Prendre en compte la ZNIEFF de type 1 « Bois de la Biche, Champ Coutant, Vau Satan, Pierre Saint Martin, les Bruyères, le Bois Rond ».
- Prendre en compte les espaces agricoles, les espaces boisés.
- Prendre en compte les servitudes aéronautiques de l'aéroport d'Auxerre-Branches dans la gestion des espaces naturel et forestier.

Préserver et améliorer la qualité des paysages naturel, architectural et urbain du territoire

- Préserver la qualité des entrées de village Sud et Est et améliorer la qualité des entrées de village Nord et Ouest.
- Préserver la qualité des franges paysagères à l'Est et à l'Ouest du bourg formée par les jardins, parcs arborés, petits boisements et vergers.
- Préserver les éléments du paysage naturel au Sud du territoire.
- Préserver les éléments du paysage architectural et urbain du centre bourg en poursuivant sa mise en valeur.
- Préserver l'identité de village-rue de la commune.

Orientation 2 : Permettre un développement socio-démographique et urbain cohérent

La commune de Branches connaît une croissance de sa population continue depuis plusieurs décennies, qui semble s'inverser au vu du dernier recensement notamment pour les tranches d'âges les plus jeunes. Malgré ces premiers résultats du recensement présentant une légère baisse de la population, la commune souhaite permettre au territoire de poursuivre sa croissance de façon raisonnée notamment sur les questions d'habitat et de développement démographique, de maîtrise de l'étalement urbain, de développement économique, d'équipements, de déplacements et de réseaux.

Définir un développement démographique et urbain cohérent

- Fixer une croissance démographique inférieure à celle observée lors des 15 dernières années avec un taux moyen de 1% par an à l'horizon 2030.
- Limiter la consommation d'espace tout en tenant compte de la morphologie urbaine historique en village-rue de la commune et de sa situation géographique au pied des coteaux et de l'autoroute A6.
- Prendre en compte la modération de la consommation d'espace et la lutte contre l'étalement urbain en se fixant une consommation moyenne projetée de 0,2 ha/an.
- Prendre en compte les dispositions du PLH de la Communauté de l'Auxerrois en favorisant une densité minimale de 10 logements par hectare pour les nouvelles constructions.
- Permettre le développement des réseaux d'énergie mixte tout en prenant en compte leur intégration paysagère et leurs impacts sur l'environnement de la commune tels que les reflets des panneaux photovoltaïques vis-à-vis de l'aéroport.
- Préserver et améliorer la qualité des masses d'eau souterraines (AEP), notamment par la mise en conformité des installations d'assainissement non collectif.
- Favoriser l'utilisation de matériaux permettant les économies d'énergie dans le résidentiel.
- Prendre en compte les risques et les nuisances auxquels la commune est soumise :
 - Aléa retrait-gonflement des argiles présentant un niveau fort sur l'Est du bourg et un niveau faible sur l'Ouest du bourg.
 - Risque de remontée de nappe à l'Ouest du bourg.
 - Les nuisances sonores au droit de l'A6 située à l'extrémité Sud du bourg et les nuisances sonores liées à l'aéroport à l'extrême Sud-Est de la commune.
 - Le transport de matières dangereuses sur l'autoroute et la présence d'une canalisation de gaz haute pression.
 - Les risques d'inondations ponctuels.
 - Les ruissellements des eaux pluviales notamment à l'Est (zones de forte pente) et au Sud-Ouest du bourg.

Permettre le développement des activités économiques, des loisirs et des équipements

- Permettre l'installation d'activités de commerces au sein du bourg.
- Pérenniser l'activité agricole en maintenant les terres agricoles exploitables dans leur majorité et en permettant l'accueil de nouveaux bâtiments d'exploitation.
- Développer les activités touristiques autour du patrimoine local telles que l'église, dont les fresques sont classées Monument Historique, et la pierre Saint-Martin.
- Permettre le développement d'activités commerciales, artisanales, touristiques et de loisirs en lien avec l'emprise de l'aéroport tout en assurant le maintien de ses activités aéronautiques.
- Maintenir le niveau des équipements en adéquation avec les besoins de la population et veiller à la mise en accessibilité des équipements existants et futurs.
- Permettre le développement des communications numériques pour proposer cet équipement désormais indispensable aux professionnels et aux particuliers, telles que la fibre optique actuellement en cours d'installation par la Communauté de l'Auxerrois.

Améliorer les déplacements et la sécurité des usagers sur le territoire

- Préserver les chemins agricoles existants et créer un nouvel itinéraire agricole pour le déplacement des engins.
- Permettre le développement de déplacements doux sur le territoire en cohérence avec le Plan de Déplacement de la Communauté de l'Auxerrois.
- Permettre le développement du covoiturage.
- Permettre le maintien du transport à la demande organisé à l'échelle de l'agglomération.
- Assurer la sécurité des usagers de la route et des piétons par la mise en place d'aménagement au centre du bourg.
- Améliorer les conditions de stationnement au centre bourg par l'aménagement de valorisation du centre du village.

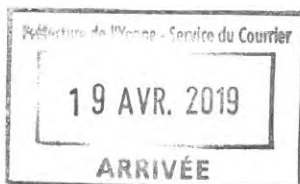
Département de l'Yonne



3A

Commune de **BRANCHES**

communauté
de l'auxerrois



PLAN LOCAL D'URBANISME

Règlement – Document écrit

Vu pour être annexé à la
délibération

du 04/04/2019

approuvant
le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :



POS approuvé le 01 décembre 1980

Prescription du PLU le 22 juin 2015

Dossier du PLU réalisé par :

PERSPECTIVES
2, rue de la Gare
10 150 CHARMONT s/B.
Tél : 03.25.40.05.90.
Mail : perspectives@perspectives-urba.com

PLANETE VERTE - Agence Centre-Nord
42 bis, rue de la Paix
10 000 TROYES
Tél : 03.25.40.55.74.
Mail : planeteverte.troyes@orange.fr



SOMMAIRE

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES.....	2
ARTICLE 1 - CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL DU PLAN.....	2
ARTICLE 2 - PORTEE RESPECTIVE DU REGLEMENT A L'EGARD DES AUTRES LEGISLATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DES SOLS.....	2
ARTICLE 4 - DEROGATIONS AU PLU.....	7
ARTICLE 5 - DEFINITIONS.....	7
TITRE II – DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE URBAINE.....	9
ZONE UA.....	9
ZONE UE.....	14
TITRE III – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES A URBANISER.....	18
ZONE 1AU.....	18
TITRE IV – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES.....	23
ZONE A.....	23
TITRE V – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES.....	27
ZONE N.....	27
TITRE VI - TERRAINS CLASSES PAR LE PLAN COMME ESPACES BOISES A CONSERVER, A PROTEGER OU A CREER.....	29
TITRE VII – ELEMENTS DU PATRIMOINE ET DU PAYSAGE A PROTEGER.....	30
TITRE VIII – EMBLEMES RESERVES AUX VOIES ET AUX OUVRAGES PUBLICS AUX INSTALLATIONS D'INTERET GENERAL ET AUX ESPACES VERTS.....	31
TITRE IX – ANNEXES.....	32

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL DU PLAN

Le présent règlement s'applique à la totalité du territoire, délimité aux documents graphiques intitulés « zonage », par un trait épais.

ARTICLE 2 - PORTEE RESPECTIVE DU REGLEMENT A L'EGARD DES AUTRES LEGISLATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DES SOLS

2.1. - REGLES GENERALES D'URBANISME APPLICABLES AU TERRITOIRE

Article R.111-1 du Code de l'Urbanisme :

Le règlement national d'urbanisme est applicable aux constructions et aménagements faisant l'objet d'un permis de construire, d'un permis d'aménager ou d'une déclaration préalable ainsi qu'aux autres utilisations du sol régies par le présent code.

Toutefois les dispositions des articles R.111-3, R.111-5 à R. 111-19 et R.111-28 à R.111-30 ne sont pas applicables dans les territoires dotés d'un Plan Local d'Urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu.

Les termes utilisés par le règlement national d'urbanisme peuvent être définis par un lexique national d'urbanisme, pris par arrêté du ministre chargé de l'urbanisme.

Article R.111-2 du Code de l'Urbanisme :

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.

Article R.111-4 du Code de l'Urbanisme :

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

Article R.111-26 du Code de l'Urbanisme :
(ancien article Art. R.111-15)

Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable doit respecter les préoccupations d'environnement définies aux articles L.110-1 et L.110-2 du code de l'environnement. Le projet peut n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si, par son importance, sa situation ou sa destination, il est de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement. Ces prescriptions spéciales tiennent compte, le cas échéant, des mesures mentionnées à l'article R.181-43 du code de l'environnement.

Article R.111-27 du Code de l'Urbanisme :
(ancien article Art. R.111-21)

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

2.2. - DISPOSITIONS DIVERSES DU CODE DE L'URBANISME

S'ajoutent aux règles propres au Plan Local d'Urbanisme les prescriptions prises au titre de législations spécifiques concernant :

A) Les servitudes d'utilité publique

Conformément à l'article L.151-43 du code de l'urbanisme, le PLU présente en annexe les servitudes d'utilité publique notifiées selon l'article L.151-43. Conformément à l'article L.152-7 du code de l'urbanisme, après l'expiration d'un délai d'un an à compter, soit de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme soit, s'il s'agit d'une servitude d'utilité publique nouvelle définie à l'article L.151-43, de son institution, seules les servitudes annexées au plan peuvent être opposées aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.

Dans le cas où le plan a été approuvé ou la servitude, instituée avant la publication du décret établissant ou complétant la liste mentionnée à l'article L.151-43, le délai d'un an court à compter de cette publication.

B) Les clôtures

L'édification des clôtures doit respecter les articles : R.421-1, R.421-2, R.421-12 du code de l'urbanisme.

C) Les travaux, installations et aménagements autres que ceux exécutés sur des constructions existantes sont dispensés de toute formalité au titre de l'article R.421-18 du code de l'urbanisme, à l'exception :

- a) De ceux, mentionnés aux articles R.421-19 à R.421-22, qui sont soumis à permis d'aménager ;
- b) De ceux, mentionnés aux articles R.421-23 à R.421-25, qui doivent faire l'objet d'une déclaration préalable.

D) Camping, aménagement des parcs résidentiels de loisirs, implantation des habitations légères de loisirs et installation des résidences mobiles de loisirs et des caravanes

Article R.111-31 du code de l'urbanisme

Les dispositions de la présente section ne sont applicables ni sur les foires, marchés, voies et places publiques, ni sur les aires de stationnement créées en application de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

D.1. Camping

Le camping est règlementé par les articles R.111-32 à R.111-35 du Code de l'Urbanisme.

D.2. Parcs résidentiels de loisirs

Les Parcs résidentiels de loisirs sont règlementés par l'article R.111-36 du Code de l'Urbanisme.

D.3. Les habitations légères de loisirs (H.L.L.)

La définition et l'implantation des HLL - habitations légères de loisirs sont définies par les articles R.111-37 et R.111-38 à R.111-40 du Code de l'Urbanisme.

D.4. Les résidences mobiles de loisirs

La définition et l'implantation des résidences mobiles de loisirs sont définies par les articles R.111-41 à R.111-46 du Code de l'Urbanisme.

D.5. Caravanes

La définition et l'implantation des caravanes sont définies par les articles R.111-47 à R.111-50 du Code de l'Urbanisme.

E) Dispositions relatives aux résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs

Les résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs sont définies par l'article R111-51 du Code de l'Urbanisme.

F) Les coupes et abattages d'arbres (espaces boisés classés)

Les espaces boisés classés sont définis par l'article L.113-1 du code de l'urbanisme.

G) Permis de démolir

Les démolitions sont soumises au permis de démolir par application des articles R.421-27 et R.421-28 du code de l'urbanisme, notamment pour les constructions identifiées comme devant être protégées en étant situées à l'intérieur d'un périmètre délimité par un Plan Local d'Urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu en application de l'article L.151-19 ou de l'article L.151-23.

H) Ouvrages GRT Gaz

Il convient de se référer aux fiches d'informations annexées au PLU (pièce 5C2) e ce qui concerne les interdictions et règles d'implantations associées aux servitudes d'utilités publiques d'effets, et des servitudes d'implantation et de passage en lien avec les ouvrages GRT Gaz.

Il est obligatoire d'informer GRT Gaz de toute demande de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager concernant un projet situé dans l'une des zones induites par la présence des ouvrages GRT Gaz.

La réglementation anti-endommagement est annexé au PLU (pièce 5C2).

I) Archéologie préventive

En application des articles L.531-14 et R.531-18 du code du patrimoine, les découvertes de vestiges archéologiques faites fortuitement à l'occasion de travaux quelconques doivent impérativement être signalées au Maire de la commune, lequel prévient la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

L'article R.523-1 du code du patrimoine prévoit que : « Les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises que dans le respect des mesures de détection et le cas échéant de conservation et de sauvegarde par l'étude scientifique ainsi que par des demandes de modifications de la consistance des opérations ».

Conformément à l'article R.523-8 du code du même code : « En dehors des cas prévus au 1° de l'article R.523-4, les autorités compétentes pour autoriser les aménagements, ouvrages ou travaux mentionnés au même article, ou pour recevoir la déclaration mentionnée au dernier alinéa de l'article R.523-7, peuvent décider de saisir le Préfet de région en se fondant sur les éléments de localisation du patrimoine archéologique dont elles ont connaissance ».

ARTICLE 3 - DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

Article R.151-17 du code de l'urbanisme

Le règlement délimite, sur le ou les documents graphiques, les zones urbaines, les zones à urbaniser, les zones agricoles, les zones naturelles et forestières.

Il fixe les règles applicables à l'intérieur de chacune de ces zones dans les conditions prévues par la section 3, sous-section 2 : « Délimitation et réglementation des zones urbaines, à urbaniser, agricole, naturelle et forestière ».

Le territoire couvert par le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) est divisé en quatre zones délimitées sur les documents graphiques du P.L.U. (cf. pièces 3B et 3C du dossier de P.L.U.) :

- zones urbaines « U » (Article R.151-18 ; ancien article R.123-5),
- zones à urbaniser « AU » (Article R.151-20 ; ancien article R.123-6),
- zones agricoles « A » (Article R.151-22 et R.151-23 ; ancien article R.123-7),
- zones naturelles et forestières « N » (Article R.151-24 et R.151-25 ; ancien article R.123-8).

Le contenu du règlement, des règles et des documents graphiques sont définies par les articles R.151-9 à R.151-49.

3.1 - LES ZONES URBAINES (DITES « ZONES U »)

Les zones urbaines auxquelles s'appliquent les dispositions des différents chapitres au titre II sont délimitées aux documents graphiques n°3B et 3C par un trait épais et repérées par un indice commençant par la lettre U. Il s'agit de :

La zone UA est une zone urbaine mixte relativement dense où les capacités des équipements publics existants ou en cours permettent d'admettre immédiatement des constructions.

Cette zone est principalement destinée à l'habitat individuel, groupé ou non. Elle peut accueillir également les commerces, services et activités non polluantes.

La zone UE est une zone économique réservée aux activités industrielles, commerciales et artisanales. Elle est en partie concernée par l'emprise de l'aéroport.

3.2 - LES ZONES A URBANISER (DITES « ZONES AU »)

Les terrains destinés à être urbanisés et non équipés, auxquels s'appliquent les dispositions des différents chapitres du titre III sont délimités aux documents graphiques n° 3B et 3C par un trait épais.

Les constructions y sont autorisées dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble (pouvant être réalisée en plusieurs phases) ou d'une opération au « coup par coup » prévue dans les « orientations d'aménagement et de programmation » et le règlement et à condition que l'aménageur prenne en charge les coûts de cet aménagement.

Il s'agit de la zone **1AU**, qui est une zone d'urbanisation future à vocation principale d'habitat, immédiatement urbanisable par une opération d'aménagement d'ensemble ou par une opération au « coup par coup ».

3.3 - LES ZONES AGRICOLES (DITES « ZONES A »)

Elles correspondent aux terrains destinés à l'activité agricole, équipés ou non, auxquels s'appliquent les dispositions des différents chapitres du titre IV. Ces zones sont délimitées aux documents graphiques n° 3B et 3C par un trait épais.

La zone **A** concerne les secteurs de la commune équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont seules autorisées en zone A.

3.4 - LES ZONES NATURELLES (DITES « ZONES N »)

Elles correspondent aux terrains naturels et forestiers à protéger, auxquels s'appliquent les dispositions des différents chapitres du titre V. Ces zones sont délimitées aux documents graphiques n° 3B et 3C par un trait épais.

Des constructions peuvent être autorisées dans des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitée, à la condition qu'elles ne portent pas atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers, ni à la préservation des sites, milieux naturels et paysages.

La zone **N** correspond aux terrains naturels et forestiers de la commune équipés ou non, à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique et de leur caractère d'espaces naturels au sein de l'espace agricole.

3.5 - EMPLACEMENTS RESERVES

Les **emplacements réservés** aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général et aux espaces verts sont définis par l'article L.151-41 du code de l'urbanisme.

La liste de ces emplacements réservés figure sur les documents graphiques du règlement, ainsi qu'à la fin du rapport de présentation du P.L.U avec leur destination et leur bénéficiaire.

Ils sont repérés aux documents graphiques par des hachures croisées perpendiculaires et un numéro d'ordre.

3.6 - ESPACES BOISES CLASSES

Les terrains classés par le plan comme **espaces boisés** à conserver, à protéger ou à créer, auxquels s'appliquent des dispositions spéciales rappelées au titre VI, sont figurés aux documents graphiques par des ronds.

ARTICLE 4 - DEROGATIONS AU PLU

Article L.152-3 du code de l'urbanisme

Les règles et servitudes définies par un Plan Local d'Urbanisme :

- 1° Peuvent faire l'objet d'adaptations mineures rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes ;
- 2° Ne peuvent faire l'objet d'aucune autre dérogation que celles prévues par les dispositions de la présente sous-section.

Article L.152-4 du code de l'urbanisme

L'autorité compétente pour délivrer le permis de construire peut, par décision motivée, accorder des dérogations à une ou plusieurs règles du Plan Local d'Urbanisme pour permettre :

- 1° La reconstruction de bâtiments détruits ou endommagés à la suite d'une catastrophe naturelle survenue depuis moins d'un an, lorsque les prescriptions imposées aux constructeurs en vue d'assurer la sécurité des biens et des personnes sont contraires à ces règles ;
- 2° La restauration ou la reconstruction d'immeubles protégés au titre de la législation sur les monuments historiques, lorsque les contraintes architecturales propres à ces immeubles sont contraires à ces règles ;
- 3° Des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant.

L'autorité compétente recueille l'accord de l'autorité administrative compétente de l'Etat et du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, lorsqu'ils ne sont pas ceux qui délivrent le permis de construire.

Article L.152-5 du code de l'urbanisme

L'autorité compétente pour délivrer le permis de construire ou le permis d'aménager et prendre la décision sur une déclaration préalable peut, par décision motivée, dans des limites fixées par un décret en Conseil d'Etat, déroger aux règles des Plans Locaux d'Urbanisme relatives à l'emprise au sol, à la hauteur, à l'implantation et à l'aspect extérieur des constructions afin d'autoriser :

- 1° La mise en œuvre d'une isolation en saillie des façades des constructions existantes ;
- 2° La mise en œuvre d'une isolation par surélévation des toitures des constructions existantes ;
- 3° La mise en œuvre de dispositifs de protection contre le rayonnement solaire en saillie des façades.

La décision motivée peut comporter des prescriptions destinées à assurer la bonne intégration architecturale du projet dans le bâti existant et dans le milieu environnant.

Le présent article n'est pas applicable :

- a) Aux immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques en application du titre II du livre VI du code du patrimoine ;
- b) Aux immeubles protégés au titre des abords en application de l'article L.621-30 du même code ;
- c) Aux immeubles situés dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable mentionné à l'article L.631-1 dudit code ;
- d) Aux immeubles protégés en application de l'article L.151-19 du présent code.

ARTICLE 5 - DEFINITIONS

Il est convenu que :

- La **construction principale** est la construction la plus importante en termes de destination sur l'unité foncière. Elle peut être dédiée à de l'habitat ou à une activité économique.
- Une **extension** est une construction accolée à la construction principale constituant ou non une pièce de vie. Elle correspond à l'augmentation des surfaces ou du volume d'une construction existante.
- Une **annexe** est une construction détachée ou accolée à la construction principale si elle ne constitue pas le prolongement de celle-ci par une communication interne, présente sur la même unité foncière. Peut être considérée comme une annexe : un garage, un cabanon de jardin, une piscine (couverte ou non), un local technique... Une annexe ne peut avoir la même destination que la construction

principale.

TITRE II – DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE URBAINE

ZONE UA

La zone UA est une zone urbaine mixte relativement dense où les capacités des équipements publics existants ou en cours permettent d'admettre immédiatement des constructions. Cette zone est principalement destinée à l'habitat individuel, groupé ou non. Elle peut accueillir également les commerces, services et activités non polluantes.

La zone UA est concernée par une zone humide définie par les services de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Bourgogne.

ARTICLE UA1 – TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DES SOLS INTERDITS

Sont interdit les changements de destinations et les constructions et installations à destination :

- d'exploitation agricole ou forestière sauf celles visées à l'article 2,
- d'entrepôt.

ARTICLE UA2 – OCCUPATION OU UTILISATION DES SOLS SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

- Les dépôts de véhicules, de déchets, de matériaux de démolition et de ferrailles s'ils sont liés et attenants à une activité autorisée dans la zone,
- La construction de bâtiments agricoles s'ils sont complémentaires à une exploitation agricole existante.

Les travaux de ravalement, les travaux exécutés sur des constructions existantes ayant pour effet de modifier ou de supprimer un élément identifié au titre de l'article L151-19 CU, l'édification de clôture située dans un secteur délimité au titre de l'article L151-19 CU doivent être précédés d'une déclaration préalable.

Les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction identifié au titre de l'article L151-19 CU doivent être précédés d'un permis de construire.

ARTICLE UA3 – ACCES ET VOIRIE

3.1. - ACCES

Article non règlementé par le Plan Local d'Urbanisme

3.2. - VOIRIE

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire obtienne un passage aménagé sur les fonds de parcelles de ses voisins, dans les conditions fixées par l'article 682 du Code Civil. Ce passage privé est de 4 mètres de largeur minimum pour les constructions principales situées à moins de 60 mètres de la voie publique de desserte et de 5 mètres de largeur minimum pour les constructions principales situées à plus de 60 mètres de la voie publique de desserte.

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale pour permettre aux véhicules de faire aisément demi-tour.

ARTICLE UA4 - DESSERTES PAR LES RESEAUX

4.1. - DISPOSITIONS TECHNIQUES

4.1.1.- Alimentation en eau potable

Toute construction doit être desservie par une conduite de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes notamment pour les besoins de lutte contre l'incendie. Le branchement sur le réseau public est obligatoire.

4.1.2.- Assainissement

Toute construction qui le requiert doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement conformément à la réglementation en vigueur.

Le branchement sur le réseau d'assainissement est obligatoire ; toutefois en l'absence de réseau ou dans le cas où l'impossibilité technique est avérée, l'assainissement individuel est autorisé.

Les eaux pluviales doivent être infiltrées sur le terrain d'assiette de la construction si les eaux ne peuvent être infiltrées à la parcelle, le raccordement des trop-pleins pourront être raccordés au réseau collectif.

4.1.3.- Autres réseaux

La réservation de fourreaux pour l'accueil des réseaux secs, des technologies de communication et de la fibre optique doit être prévue sous l'emprise des nouvelles voiries et pour les raccordements des privés.

ARTICLE UA5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Article supprimé par la loi n°2014-366 du 24 Mars 2014 (ALUR).

ARTICLE UA6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Note :

L'alignement au sens du présent règlement désigne :

- la limite entre le domaine public et le domaine privé,
- la limite d'emprise d'une voie privée.

Toutes les constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 4 mètres depuis l'alignement. Cette règle ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public et aux équipements d'intérêt collectif et services publics.

Toutes les constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 5 mètres à partir de l'alignement des RD 19, 31, 164, 176 et 177.

ARTICLE UA7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Note :

Le retrait de la construction est mesuré horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite de référence.

Les constructions, dont la hauteur est inférieure ou égale à 3 mètres au point le plus haut, doivent être implantées soit :

- à la limite séparative,
- avec un recul minimum de 1 mètre depuis la limite séparative.

Les constructions, dont la hauteur est supérieure à 3 mètres au point le plus haut, doivent être implantées soit :

- à la limite séparative,
- en retrait de la limite séparative d'une distance au moins égale à la moitié de la hauteur maximale de la construction. Ce retrait ne peut être inférieur à 4 mètres.

Ces règles ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public et aux équipements d'intérêt collectif et services publics.

ARTICLE UA8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE OU SUR PLUSIEURS PROPRIETES LIEES PAR UN ACTE AUTHENTIQUE

La distance entre deux constructions principales doit être au moins égale à 4 mètres.

ARTICLE UA9 - EMPRISE AU SOL

Article non règlementé par le Plan Local d'Urbanisme

ARTICLE UA10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

Note :

La hauteur des constructions est mesurée à partir du terrain naturel existant.

Lorsque les terrains sont en pente, la hauteur à prendre en compte est la hauteur moyenne.

La hauteur maximale des constructions à usage d'habitation autorisée est au maximum de 9 mètres à l'égout et 13 mètres au faitage.

La hauteur maximale des annexes (abris de jardins, garage, atelier, ...) autorisée est de 6 mètres au point le plus haut.

Ces règles ne s'appliquent pas dans le cas de la réhabilitation d'un bâtiment existant.

ARTICLE UA11 - ASPECT DES CONSTRUCTIONS

11.1. - DISPOSITIONS GENERALES

En application de l'article R.111-27 du Code de l'Urbanisme, tout projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les constructions de style très marqué (ferme normande, chalet savoyard, maison en rondins, mas provençal, ...) et éloignées des formes traditionnelles du bourg ou des villages alentours ou portant atteinte par leur aspect à l'environnement sont interdites.

L'utilisation d'éléments techniques (pompe à chaleur, climatiseur, coffre de volet roulant, ...) en façade est autorisée sous condition que celui-ci ne soit pas visible depuis l'espace public.

Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif peuvent déroger aux dispositions suivantes en cas d'impossibilité technique ou de parti architectural le justifiant.

11.2 - COULEURS DES MATERIAUX ET REVETEMENTS

Les façades des constructions doivent être de couleurs et de tons naturels. Les ton vifs (rouge, ...), blancs et brillants sont interdits.

Les toitures de tons noir et anthracite sont interdites, à l'exception de la rénovation de toitures existantes.

Les couvertures et bardages d'aspects métalliques (tôles de fer, ...) sont interdits.

Les matériaux ne présentant pas un aspect de finition suffisant doivent être enduits ou peints : parpaing, briques creuses, ...

11.3 - FORME DES TOITURES

Les toitures des bâtiments à usage d'habitation doivent soit :

- être composées de deux pentes minimum et présenter une pente supérieure ou égale à 30° ,
- être réalisées sous forme de toiture terrasse.

Les toitures à quatre pentes ne sont autorisées que si chaque face de la toiture présente approximativement la même pente et si la longueur du faitage est au moins égale à la moitié de la longueur de la construction.

Ces règles ne s'appliquent pas aux piscines, aux vérandas, aux annexes, aux extensions et aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public et aux équipements d'intérêt collectif et services publics.

11.4 - CLOTURES

Les clôtures sur rues sont constituées soit :

- par des murs pleins, doublés ou non d'une haie végétale,
- par des murs bahuts surmontés par des éléments à claire-voie, doublés ou non d'une haie végétale.

La hauteur totale des clôtures sur rue est limitée à 2 m.

La hauteur des murs bahuts est limitée à 1/3 de la hauteur totale de la clôture.

ARTICLE UA12 – OBLIGATION DE REALISER DES AIRES DE STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques et des voies privées susceptibles d'être affectées à la circulation publique.

Pour les constructions à usage d'habitation, il est exigé au minimum, deux places de stationnement par logement sur l'unité foncière.

Cette règle ne s'applique pas dans le cadre d'une réhabilitation ou dans le cas où l'impossibilité technique est avérée.

ARTICLE UA13 – ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Au moins 30% de l'unité foncière doivent être traités en espaces verts ou perméables.

En aucun cas, les surfaces affectées au stationnement ne peuvent être comptées comme espace vert.

Un écran végétal doit être constitué autour de tout dépôt à l'air libre afin d'assurer sa dissimulation visuelle.

Les haies végétales, en clôture, doivent être composées d'essences mélangées ; cependant la plantation d'espèces invasives (renouée du Japon, arbre à papillon, ...) est interdite.

ARTICLE UA14 – POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL – C.O.S.

Article supprimé par la loi n°2014-366 du 24 Mars 2014 (ALUR).

ARTICLE UA15 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Article non réglementé par le Plan Local d'Urbanisme

ARTICLE UA16 – OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURE ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

La réservation de fourreaux pour l'accueil des réseaux secs, des technologies de communication et de la fibre optique doit être prévue sous l'emprise des nouvelles voiries et pour les raccordements des privés.

ZONE UE

La zone UE est une zone économique réservée aux activités industrielles, commerciales et artisanales. Elle est en partie concernée par l'emprise de l'aéroport.

ARTICLE UE1 – TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DES SOLS INTERDITS

Sont interdit les changements de destinations et les constructions et installations à destination :

- d'exploitation agricole ou forestière,
- d'habitation, sauf celles visées à l'article 2.

ARTICLE UE2 – OCCUPATION OU UTILISATION DES SOLS SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

- Les habitations et leurs annexes si elles sont liées au gardiennage d'une activité autorisée sur la zone, nécessitant une présence humaine permanente.

ARTICLE UE3 – ACCES ET VOIRIE

3.1. - ACCES

Article non règlementé par le Plan Local d'Urbanisme

3.2. - VOIRIE

Article non règlementé par le Plan Local d'Urbanisme

ARTICLE UE4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX

4.1. - DISPOSITIONS TECHNIQUES

4.1.1.- Alimentation en eau potable

Toute construction qui le requiert et tout établissement occupant du personnel doivent être alimentés en eau potable

4.1.2.- Assainissement

Les eaux usées doivent être dirigées sur des dispositifs de traitement conformes à la réglementation en vigueur.

Les eaux pluviales doivent être infiltrées sur le terrain d'assiette de la construction.

ARTICLE UE5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Article supprimé par la loi n°2014-366 du 24 Mars 2014 (ALUR).

ARTICLE UE6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Note :

L'alignement au sens du présent règlement désigne :

- la limite entre le domaine public et le domaine privé,
- la limite d'emprise d'une voie privée.

Toutes les constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 10 mètres depuis l'alignement.

Cette règle ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public et aux équipements d'intérêt collectif et services publics.

Toutes les constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 25 mètres à partir de l'axe de la chaussée de la RD48.

ARTICLE UE7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Note :

Le retrait de la construction est mesuré horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite de référence.

Les constructions doivent être implantées en retrait de la limite séparative d'une distance au moins égale à la moitié de la hauteur maximale de la construction. Ce retrait ne peut être inférieur à 5 mètres.

Cette règle ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public et aux équipements d'intérêt collectif et services publics.

ARTICLE UE8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE OU SUR PLUSIEURS PROPRIETES LIEES PAR UN ACTE AUTHENTIQUE

La distance entre deux constructions principales doit être au moins égale à 4 mètres.

ARTICLE UE9 - EMPRISE AU SOL

Article non réglementé par le Plan Local d'Urbanisme

ARTICLE UE10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

Note :

La hauteur des constructions est mesurée à partir du terrain naturel existant.

Lorsque les terrains sont en pente, la hauteur à prendre en compte est la hauteur moyenne.

La hauteur maximale des constructions autorisée est de 8 mètres au point le plus haut. Un projet présentant une hauteur supérieure ne pourra être autorisé qu'après avis de l'aviation civile.

Cette règle ne s'applique pas dans le cas de la réhabilitation d'un bâtiment existant.

ARTICLE UE11 - ASPECT DES CONSTRUCTIONS

11.1. - DISPOSITIONS GENERALES

En application de l'article R.111-27 du Code de l'Urbanisme, tout projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les constructions de style très marqué (ferme normande, chalet savoyard, maison en rondins, mas provençal, ...) et éloignées des formes traditionnelles du bourg ou des villages alentours ou portant atteinte par leur aspect à l'environnement sont interdites.

Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif peuvent déroger aux dispositions suivantes en cas d'impossibilité technique ou de parti architectural le justifiant.

A/ CONSTRUCTION A VOCATION D'HABITATION :

11.2 - COULEURS DES MATERIAUX ET REVETEMENTS

Les façades des constructions doivent être de couleurs et de tons naturels. Les tons vifs (rouge, ...), blancs et brillants sont interdits.

Les toitures de tons noir et anthracite sont interdites, à l'exception de la rénovation de toitures existantes.

Les couvertures et bardages d'aspects métalliques (tôles de fer, ...) sont interdits.

Les matériaux ne présentant pas un aspect de finition suffisant doivent être enduits ou peints : parpaings, briques creuses, ...

11.3 - FORME DES TOITURES

Les toitures des bâtiments à usage d'habitation doivent soit :

- être composées de deux pentes minimums et présenter une pente supérieure ou égale à 30° ,
- être réalisées sous forme de toiture terrasse.

Les toitures à quatre pentes ne sont autorisées que si chaque face de la toiture présente approximativement la même pente et si la longueur du faitage est au moins égale à la moitié de la longueur de la construction.

Ces règles ne s'appliquent pas aux piscines, aux vérandas, aux annexes, aux extensions et aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public et aux équipements d'intérêt collectif et services publics.

11.4 - CLOTURES

Les clôtures sur rues sont constituées soit :

- par des murs pleins, doublés ou non d'une haie végétale,
- par des murs bahuts surmontés par des éléments à claire-voie, doublés ou non d'une haie végétale.

La hauteur totale des clôtures sur rue est limitée à 2 m.

La hauteur des murs bahuts est limitée à 1/3 de la hauteur totale de la clôture.

B/ CONSTRUCTION A VOCATION D'ACTIVITE :

Aucune disposition n'est imposée.

ARTICLE UE12 – OBLIGATION DE REALISER DES AIRES DE STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques et des voies privées susceptibles d'être affectées à la circulation publique.

ARTICLE UE13 – ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Un écran végétal doit être constitué autour de tout dépôt à l'air libre afin d'assurer sa dissimulation visuelle.

Les haies végétales, en clôture, doivent être composées d'essences mélangées ; cependant la plantation d'espèces invasives (renouée du Japon, arbre à papillon, ...) est interdite.

ARTICLE UE14 – POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL – C.O.S.

Article supprimé par la loi n° 2014-366 du 24 Mars 2014 (ALUR).

ARTICLE UE15 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Article non règlementé par le Plan Local d'Urbanisme

ARTICLE UE16 – OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURE ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Article non règlementé par le Plan Local d'Urbanisme

TITRE III – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES A URBANISER

ZONE 1AU

La zone 1AU est une zone d'urbanisation future à vocation principale d'habitat, immédiatement urbanisable par une opération d'aménagement d'ensemble ou par une opération au « coup par coup ».

ARTICLE 1AU1 – TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DES SOLS INTERDITS

Sont interdits les changements de destinations et les constructions et installations à destination :

- d'exploitation agricole ou forestière,
- d'hébergement hôtelier,
- d'artisanat,
- de commerce,
- d'industrie,
- d'entrepôt.

ARTICLE 1AU2 – OCCUPATION OU UTILISATION DES SOLS SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

Les constructions et installations sont soumises aux prescriptions de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation s'appliquant à la zone.

ARTICLE 1AU3 – ACCES ET VOIRIE

3.1. - ACCES

Article non règlementé par le Plan Local d'Urbanisme

3.2. - VOIRIE

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale pour permettre aux véhicules de faire aisément demi-tour.

ARTICLE 1AU4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX

4.1. - DISPOSITIONS TECHNIQUES

4.1.1.- Alimentation en eau potable

Toute construction doit être desservie par une conduite de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes notamment pour les besoins de lutte contre l'incendie. Le branchement sur le réseau public est obligatoire.

4.1.2.- Assainissement

Toute construction qui le requiert doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement conformément à la réglementation en vigueur.

Le branchement sur le réseau d'assainissement est obligatoire ; toutefois en l'absence de réseau ou dans le cas où l'impossibilité technique est avérée, l'assainissement individuel est autorisé.

Les eaux pluviales doivent être infiltrées sur le terrain d'assiette de la construction si les eaux ne peuvent être infiltrées à la parcelle, le raccordement des trop-pleins pourront être raccordés au réseau collectif.

4.1.3.- Autres réseaux

La réservation de fourreaux pour l'accueil des réseaux secs, des technologies de communication et de la fibre optique doit être prévue sous l'emprise des nouvelles voiries et pour les raccordements des privés.

ARTICLE 1AU5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Article supprimé par la loi n° 2014-366 du 24 Mars 2014 (ALUR).

ARTICLE 1AU6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Note :

L'alignement au sens du présent règlement désigne :

- *la limite entre le domaine public et le domaine privé,*
- *la limite d'emprise d'une voie privée.*

Toutes les constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 4 mètres depuis l'alignement.

Cette règle ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public et aux équipements d'intérêt collectif et services publics.

ARTICLE 1AU7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Note :

Le retrait de la construction est mesuré horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite de référence.

Les constructions, dont la hauteur est inférieure ou égale à 3 mètres au point le plus haut, doivent être implantées soit :

- à la limite séparative,
- avec un recul minimum de 1 mètre.

Les constructions, dont la hauteur est supérieure à 3 mètres au point le plus haut, doivent être implantées en retrait de la limite séparative d'une distance au moins égale à la moitié de la hauteur maximale de la construction. Ce retrait ne peut être inférieur à 4 mètres.

Ces règles ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public et aux équipements d'intérêt collectif et services publics.

ARTICLE 1AU8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE OU SUR PLUSIEURS PROPRIETES LIEES PAR UN ACTE AUTHENTIQUE

La distance entre deux constructions principales doit être au moins égale à 4 mètres.

ARTICLE 1AU9 - EMPRISE AU SOL

Article non réglementé par le Plan Local d'Urbanisme

ARTICLE 1AU10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

Note :

La hauteur des constructions est mesurée à partir du terrain naturel existant.

Lorsque les terrains sont en pente, la hauteur à prendre en compte est la hauteur moyenne.

La hauteur maximale des constructions à usage d'habitation autorisée est de 9 mètres à l'égout et 13 mètres au faitage.

La hauteur maximale des annexes (abris de jardins, garage, atelier, ...) autorisée est de 6 mètres au point le plus haut.

ARTICLE 1AU11 - ASPECT DES CONSTRUCTIONS

11.1. - DISPOSITIONS GENERALES

En application de l'article R.111-27 du Code de l'Urbanisme, tout projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les constructions de style très marqué (ferme normande, chalet savoyard, maison en rondins, mas provençal, ...) et éloignées des formes traditionnelles du bourg ou des villages alentours ou portant atteinte par leur aspect à l'environnement sont interdites.

L'utilisation d'éléments techniques (pompe à chaleur, climatiseur, coffre de volet roulant, ...) en façade est autorisée sous condition que celui-ci ne soit pas visible depuis l'espace public.

Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif peuvent déroger aux dispositions suivantes en cas d'impossibilité technique ou de parti architectural le justifiant.

11.2 - COULEURS DES MATERIAUX ET REVETEMENTS

Les façades des constructions doivent être de couleurs et de tons naturels. Les tons vifs (rouge, ...), blancs et brillants sont interdits.

Les toitures de tons noir et anthracite sont interdites, à l'exception de la rénovation de toitures existantes.

Les couvertures et bardages d'aspects métalliques (tôles de fer, ...) sont interdits.

Les matériaux ne présentant pas un aspect de finition suffisant doivent être enduits ou peints : parpaing, briques creuses, ...

11.3 - FORME DES TOITURES

Les toitures des bâtiments à usage d'habitation doivent soit :

- être composées de deux pentes minimums et présenter une pente supérieure ou égale à 30°,
- être réalisées sous forme de toiture terrasse.

Les toitures à quatre pentes ne sont autorisées que si chaque face de la toiture présente approximativement la même pente et si la longueur du faitage est au moins égale à la moitié de la longueur de la construction.

Ces règles ne s'appliquent pas aux piscines, aux vérandas, aux annexes, aux extensions et aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public et aux équipements d'intérêt collectif et services publics.

11.4 - CLOTURES

Les clôtures sur rues sont constituées soit :

- par des murs pleins, doublés ou non d'une haie végétale,
- par des murs bahuts surmontés par des éléments à claire-voie, doublés ou non d'une haie végétale.

La hauteur totale des clôtures sur rue est limitée à 2 m.

La hauteur des murs bahuts est limitée à 1/3 de la hauteur totale de la clôture.

ARTICLE 1AU12 – OBLIGATION DE REALISER DES AIRES DE STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques et des voies privées susceptibles d'être affectées à la circulation publique.

Pour les constructions à usage d'habitation, il est exigé au minimum, deux places de stationnement par logement sur l'unité foncière.

ARTICLE 1AU13 – ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Au moins 30% de l'unité foncière doivent être traités en espaces verts ou perméables.

En aucun cas, les surfaces affectées au stationnement ne peuvent être comptées comme espace vert.

Un écran végétal doit être constitué autour de tout dépôt à l'air libre afin d'assurer sa dissimulation visuelle.

Les haies végétales, en clôture, doivent être composées d'essences mélangées ; cependant la plantation d'espèces invasives (renouée du Japon, arbre à papillon, ...) est interdite.

ARTICLE 1AU14 – POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL – C.O.S.

Article supprimé par la loi n°2014-366 du 24 Mars 2014 (ALUR).

ARTICLE 1AU15 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Article non réglementé par le Plan Local d'Urbanisme

ARTICLE 1AU16 – OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURE ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

La réservation de fourreaux pour l'accueil des réseaux secs, des technologies de communication et de la fibre optique doit être prévue sous l'emprise des nouvelles voiries et pour les raccordements des privés.

TITRE IV – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES

ZONE A

La zone A concerne les secteurs de la commune équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont seules autorisées en zone A.

ARTICLE A1 – TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DES SOLS INTERDITS

Sont interdit les changements de destinations et les constructions et installations à destination :

- d'habitation, sauf celles visées à l'article 2,
- d'hébergement hôtelier,
- de commerce,
- d'artisanat,
- de bureau,
- d'industrie,
- d'entrepôt.

ARTICLE A2 – OCCUPATION OU UTILISATION DES SOLS SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

- Les constructions, les installations et les changements de destination suivants s'ils sont liés à l'activité agricole :
 - les habitations et leurs annexes si elles sont liées à une activité d'élevage dite sensible nécessitant une présence humaine permanente,
- Les constructions et installations et les changements de destination liés à l'activité autoroutière.

ARTICLE A3 – ACCES ET VOIRIE

3.1. - ACCES

Article non règlementé par le Plan Local d'Urbanisme

3.2. - VOIRIE

Article non règlementé par le Plan Local d'Urbanisme

ARTICLE A4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX

4.1. - DISPOSITIONS TECHNIQUES

4.1.1.- Alimentation en eau potable

Toute construction qui le requiert et tout établissement occupant du personnel doivent être alimentés en eau potable.

4.1.2.- Assainissement

Les eaux usées doivent être dirigées sur des dispositifs de traitement conformes à la réglementation en vigueur

Les eaux pluviales doivent être infiltrées sur le terrain d'assiette de la construction.

ARTICLE A5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Article supprimé par la loi n°2014-366 du 24 Mars 2014 (ALUR).

ARTICLE A6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Note :

L'alignement au sens du présent règlement désigne :

- *la limite entre le domaine public et le domaine privé,*
- *la limite d'emprise d'une voie privée.*

Les constructions agricoles doivent être implantées avec un recul minimum de 10 mètres depuis l'alignement.

Les constructions annexes des habitations existantes et les extensions doivent être implantées avec un recul minimum de 3 mètres.

Ces règles ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public et aux équipements d'intérêt collectif et services publics.

Toutes les constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 5 mètres à partir de l'alignement des RD 19, 31, 164, 176 et 177.

ARTICLE A7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Article non réglementé par le Plan Local d'Urbanisme

ARTICLE A8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE OU SUR PLUSIEURS PROPRIETES LIEES PAR UN ACTE AUTHENTIQUE

Article non réglementé par le Plan Local d'Urbanisme

ARTICLE A9 - EMPRISE AU SOL

L'emprise au sol des annexes et extensions mesurées des constructions existantes est limitée à 20 m² par unité foncière.

ARTICLE A10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

Note :

La hauteur des constructions est mesurée à partir du terrain naturel existant.

Lorsque les terrains sont en pente, la hauteur à prendre en compte est la hauteur moyenne.

A/ CONSTRUCTIONS A VOCATIONS D'HABITATIONS :

La hauteur maximale des constructions à usage d'habitation autorisée est de 9 mètres à l'égout et 13 mètres au faitage.

La hauteur maximale des annexes (abris de jardins, garage, atelier, ...) autorisée est de 6 mètres au point le plus haut.

B/ CONSTRUCTION A VOCATION AGRICOLE :

Aucune hauteur maximale n'est imposée.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public et aux équipements d'intérêt collectif et services publics.

ARTICLE A11 - ASPECT DES CONSTRUCTIONS

11.1. - DISPOSITIONS GENERALES

En application de l'article R.111-27 du Code de l'Urbanisme, tout projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les constructions de style très marqué (ferme normande, chalet savoyard, maison en rondins, mas provençal, ...) et éloignées des formes traditionnelles du bourg ou des villages alentours ou portant atteinte par leur aspect à l'environnement sont interdites.

Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif peuvent déroger aux dispositions suivantes en cas d'impossibilité technique ou de parti architectural le justifiant.

A/ CONSTRUCTIONS A VOCATIONS D'HABITATIONS :

11.2 - COULEURS DES MATERIAUX ET REVETEMENTS

Les façades des constructions doivent être de couleurs et de tons naturels. Les tons vifs (rouge, ...), blancs et brillants sont interdits.

Les toitures de tons noir et anthracite sont interdites, à l'exception de la rénovation de toitures existantes.

Les couvertures et bardages d'aspects métalliques (tôles de fer, ...) sont interdits.

Les matériaux ne présentant pas un aspect de finition suffisant doivent être enduits ou peints : parpaing, briques creuses, ...

11.3 - FORME DES TOITURES

Les toitures des bâtiments à usage d'habitation doivent soit :

- être composées de deux pentes minimums et présenter une pente supérieure ou égale à 30°,

- être réalisées sous forme de toiture terrasse.

Les toitures à quatre pentes ne sont autorisées que si chaque face de la toiture présente approximativement la même pente et si la longueur du faitage est au moins égale à la moitié de la longueur de la construction.

Ces règles ne s'appliquent pas aux piscines, aux vérandas, aux annexes, aux extensions et aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public et aux équipements d'intérêt collectif et services publics.

11.4 - CLOTURES

Les clôtures sur rues sont constituées soit :

- par des murs pleins, doublés ou non d'une haie végétale,
- par des murs bahuts surmontés par des éléments à claire-voie, doublés ou non d'une haie végétale.

La hauteur totale des clôtures sur rue est limitée à 2 m.

La hauteur des murs bahuts est limitée à 1/3 de la hauteur totale de la clôture.

B/ CONSTRUCTION A VOCATION AGRICOLE :

11.5 - COULEURS DES MATERIAUX ET REVETEMENTS

Les tons vifs (rouge, ...) et brillants sont interdits.

Les silos et cellules nécessaires à l'activité agricole peuvent déroger à l'interdiction d'utiliser des tons brillants.

ARTICLE A12 – OBLIGATION DE REALISER DES AIRES DE STATIONNEMENT

Article non réglementé par le Plan Local d'Urbanisme

ARTICLE A13 – ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Un écran végétal doit être constitué autour de tout dépôt à l'air libre afin d'assurer sa dissimulation visuelle.

Les haies végétales, en clôture, doivent être composées d'essences mélangées ; cependant la plantation d'espèces invasives (renouée du Japon, arbre à papillon, ...) est interdite.

ARTICLE A14 – POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL – C.O.S.

Article supprimé par la loi n°2014-366 du 24 Mars 2014 (ALUR).

ARTICLE A15 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Article non réglementé par le Plan Local d'Urbanisme

ARTICLE A16 – OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURE ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Article non réglementé par le Plan Local d'Urbanisme

TITRE V – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES

ZONE N

La zone N concerne les terrains naturels et forestiers de la commune équipés ou non, à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique et de leur caractère d'espaces naturels au sein de l'espace agricole.

La zone N est concernée par une zone humide définie par les services de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Bourgogne.

ARTICLE N1 – TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DES SOLS INTERDITS

- Toutes les constructions et installations sont interdites sauf celles visées à l'article 2.

ARTICLE N2 – OCCUPATION OU UTILISATION DES SOLS SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

- Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont admis si leur implantation est nécessaire et ne peut pas être situés à un autre endroit pour des raisons techniques et financières.
- Les constructions et installations et les changements de destination nécessaire à l'activité de l'aéroport.

ARTICLE N3 – ACCES ET VOIRIE

3.1. - ACCES

Article non règlementé par le Plan Local d'Urbanisme

3.2. - VOIRIE

Article non règlementé par le Plan Local d'Urbanisme

ARTICLE N4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX

4.1. - DISPOSITIONS TECHNIQUES

4.1.1.- Alimentation en eau potable

Article non règlementé par le Plan Local d'Urbanisme

4.1.2.- Assainissement

Article non règlementé par le Plan Local d'Urbanisme

ARTICLE N5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Article supprimé par la loi n°2014-366 du 24 Mars 2014 (ALUR).

ARTICLE N6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Toutes les constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 25 mètres à partir de l'axe de la chaussée de la RD48.

Toutes les constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 5 mètres à partir de l'alignement des RD 19, 31, 164, 176 et 177.

ARTICLE N7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Article non réglementé par le Plan Local d'Urbanisme

ARTICLE N8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE OU SUR PLUSIEURS PROPRIETES LIEES PAR UN ACTE AUTHENTIQUE

Article non réglementé par le Plan Local d'Urbanisme

ARTICLE N9 - EMPRISE AU SOL

L'emprise au sol des annexes et extensions mesurées des constructions existantes est limitée à 60 m² par unité foncière.

ARTICLE N10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

Article non réglementé par le Plan Local d'Urbanisme

ARTICLE N11 - ASPECT DES CONSTRUCTIONS

Article non réglementé par le Plan Local d'Urbanisme

ARTICLE N12 - OBLIGATION DE REALISER DES AIRES DE STATIONNEMENT

Article non réglementé par le Plan Local d'Urbanisme

ARTICLE N13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Article non réglementé par le Plan Local d'Urbanisme

ARTICLE N14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL - C.O.S.

Article supprimé par la loi n°2014-366 du 24 Mars 2014 (ALUR).

ARTICLE N15 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Article non réglementé par le Plan Local d'Urbanisme

ARTICLE N16 - OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURE ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Article non réglementé par le Plan Local d'Urbanisme

TITRE VI - TERRAINS CLASSES PAR LE PLAN COMME ESPACES BOISES A CONSERVER, A PROTEGER OU A CREER

LES ESPACES BOISES CLASSES

Il s'agit de bois et forêts qu'il importe de sauvegarder en les soumettant aux dispositions des articles L.113-1 à L.113-4 du Code de l'Urbanisme. Ces terrains sont figurés aux documents graphiques par des ronds verts.

Article L.113-1 du Code de l'Urbanisme :

Les Plans Locaux d'Urbanisme peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignements.

Article L.113-2 du Code de l'Urbanisme :

Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.

Nonobstant toutes dispositions contraires, il entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue au chapitre Ier du titre IV du livre III du code forestier.

Il est fait exception à ces interdictions pour l'exploitation des produits minéraux importants pour l'économie nationale ou régionale, et dont les gisements ont fait l'objet d'une reconnaissance par un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé avant le 10 juillet 1973 ou par le document d'urbanisme en tenant lieu approuvé avant la même date. Dans ce cas, l'autorisation ne peut être accordée que si le pétitionnaire s'engage préalablement à réaménager le site exploité et si les conséquences de l'exploitation, au vu de l'étude d'impact, ne sont pas dommageables pour l'environnement. Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent alinéa.

La délibération prescrivant l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme peut soumettre à déclaration préalable, sur tout ou partie du territoire couvert par ce plan, les coupes ou abattages d'arbres isolés, de haies ou réseaux de haies et de plantations d'alignement.

TITRE VII – ELEMENTS DU PATRIMOINE ET DU PAYSAGE A PROTEGER

Les éléments identifiés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme, sont identifiés par un numéro d'ordre.

Liste des éléments de paysage et de patrimoine :

	Désignation
1	Parc d'une grande maison

Article L.151-19 du Code de l'urbanisme

Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et identifier, localiser et délimiter les quartiers, îlots, immeubles bâtis ou non bâtis, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à conserver, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation leur conservation ou leur restauration. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L.421-4 pour les coupes et abattages d'arbres.

TITRE VIII – EMPLACEMENTS RESERVES AUX VOIES ET AUX OUVRAGES PUBLICS AUX INSTALLATIONS D'INTERET GENERAL ET AUX ESPACES VERTS

Ce sont des espaces destinés à recevoir des équipements collectifs, soumis à un statut spécial, afin qu'ils ne fassent pas l'objet d'une utilisation entrant en contradiction avec un projet présentant un intérêt général pour la collectivité. Ils sont numérotés et figurés aux documents graphiques par des hachures croisées perpendiculaires et un numéro d'ordre.

Liste des emplacements réservés :

	Désignation	Superficie approximative	Bénéficiaire
1	Réalisation d'un espace de stationnement et extension du cimetière	3 220 m ²	Commune
2	Elargissement d'un chemin et création d'un pan coupé	920 m ²	Commune
3	Elargissement d'un chemin	1 500 m ²	Commune

Article L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

- 1° Des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics dont il précise la localisation et les caractéristiques ;
- 2° Des emplacements réservés aux installations d'intérêt général à créer ou à modifier ;
- 3° Des emplacements réservés aux espaces verts à créer ou à modifier ou aux espaces nécessaires aux continuités écologiques ;
- 4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements qu'il définit ;
- 5° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des servitudes interdisant, sous réserve d'une justification particulière, pour une durée au plus de cinq ans dans l'attente de l'approbation par la commune d'un projet d'aménagement global, les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement. Ces servitudes ne peuvent avoir pour effet d'interdire les travaux ayant pour objet l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension limitée des constructions existantes.

Article L.152-2 du Code de l'Urbanisme :

Le propriétaire d'un terrain bâti ou non bâti réservé par un Plan Local d'Urbanisme, en application de l'article L.151-41 peut, dès que ce plan est opposable aux tiers, et même si une décision de sursis à statuer qui lui a été opposée est en cours de validité, exiger de la collectivité ou du service public au bénéfice duquel le terrain a été réservé qu'il soit procédé à son acquisition dans les conditions et délais mentionnés aux articles L.230-1 et suivants.

Lorsqu'une servitude mentionnée à l'article L.151-41 est instituée, les propriétaires des terrains concernés peuvent mettre en demeure la commune de procéder à l'acquisition de leur terrain, dans les conditions et délais prévus aux articles L.230-1 et suivants.

TITRE IX – ANNEXES

PLACES DE STATIONNEMENT

ARTICLE L.111-19 DU CODE DE L'URBANISME

Nonobstant toute disposition contraire du plan local d'urbanisme, l'emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées aux aires de stationnement annexes d'un commerce soumis à l'autorisation d'exploitation commerciale prévue aux 1° et 4° du I de l'article L.752-1 du code de commerce et à l'autorisation prévue au 1° de l'article L.212-7 du code du cinéma et de l'image animée, ne peut excéder un plafond correspondant aux trois quarts de la surface de plancher des bâtiments affectés au commerce. Les espaces paysagers en pleine terre, les surfaces des aménagements relevant de l'article L.3114-1 du code des transports, les surfaces réservées à l'auto-partage et les places de stationnement destinées à l'alimentation des véhicules électriques ou hybrides rechargeables sont déduits de l'emprise au sol des surfaces affectées au stationnement. La surface des places de stationnement non imperméabilisées compte pour la moitié de leur surface.

Pour les projets mentionnés à l'article L.752-1 du code de commerce, est autorisée la construction de nouveaux bâtiments uniquement s'ils intègrent :

- 1° Sur tout ou partie de leurs toitures, et de façon non exclusive, soit des procédés de production d'énergies renouvelables, soit un système de végétalisation basé sur un mode cultural garantissant un haut degré d'efficacité thermique et d'isolation et favorisant la préservation et la reconquête de la biodiversité, soit d'autres dispositifs aboutissant au même résultat ;
- 2° Sur les aires de stationnement, des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation et préservant les fonctions écologiques des sols.

ARTICLE L.111-20 DU CODE DE L'URBANISME

Lorsqu'un établissement de spectacles cinématographiques soumis à l'autorisation prévue aux articles L.212-7 et L.212-8 du code du cinéma et de l'image animée n'est pas installé sur le même site qu'un commerce soumis aux autorisations d'exploitation commerciale prévues à l'article L.752-1 du code de commerce, l'emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées aux aires de stationnement annexes de cet établissement de spectacles cinématographiques ne doit pas excéder une place de stationnement pour trois places de spectateur.

ARTICLE L.111-21 DU CODE DE L'URBANISME

Les dispositions des articles L.111-19 et L.111-20 ne font pas obstacle aux travaux de réfection et d'amélioration ou à l'extension limitée des bâtiments commerciaux existants le 15 décembre 2000.

Département de l'Yonne



3B

Commune de BRANCHES

communauté
de l'auxerrois



PLAN LOCAL D'URBANISME

Plan de zonage - échelle 1/5 000
Ensemble de la commune

Vu pour être annexé à la
délibération

du 04/04/2019

approuvant
le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :



POS approuvé le 01 décembre 1980

Prescription du PLU le 22 juin 2015

Dossier du PLU réalisé par :

PERSPECTIVES
2 rue de la Gare
10150 CHARMONT s/B.
Tél : 03.25.40.05.90
Mail : perspectives@perspectives-urba.com

PLANETE VERTE - Agence Centre-Nord
42 bis, rue de la Paix
10 000 TROYES
Tél : 03.25.40.55.74
Mail : planeteverte.troyes@orange.fr



PLAN LOCAL D'URBANISME

Plan de zonage - échelle 1/5 000
Ensemble de la commune

Vu pour être annexé à la délibération du _____ approuvant le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :

POS approuvé le 01 décembre 1980
Prescription du PLU le 22 juin 2015

Dossier du PLU réalisé par :

PERSPECTIVES
2 rue de la Gare
63000 CHAMBORENT sur B.
Tel : 03 25 43 55 99
Mail : perspectives@perspectivesurbaine.com

PLANETTE VERTÉ - Agence Geste-Road
42 Rue de la République
35 000 TRÉVÉRY
Tel : 03 25 43 55 74
Mail : planetteverte@orange.fr



DEFINITION DES ZONES

UA	Zone urbaine mixte
UE	Zone à vocation économique
1AU	Zone d'urbanisation future
A	Zone agricole
N	Zone naturelle et forestière

LEGENDE

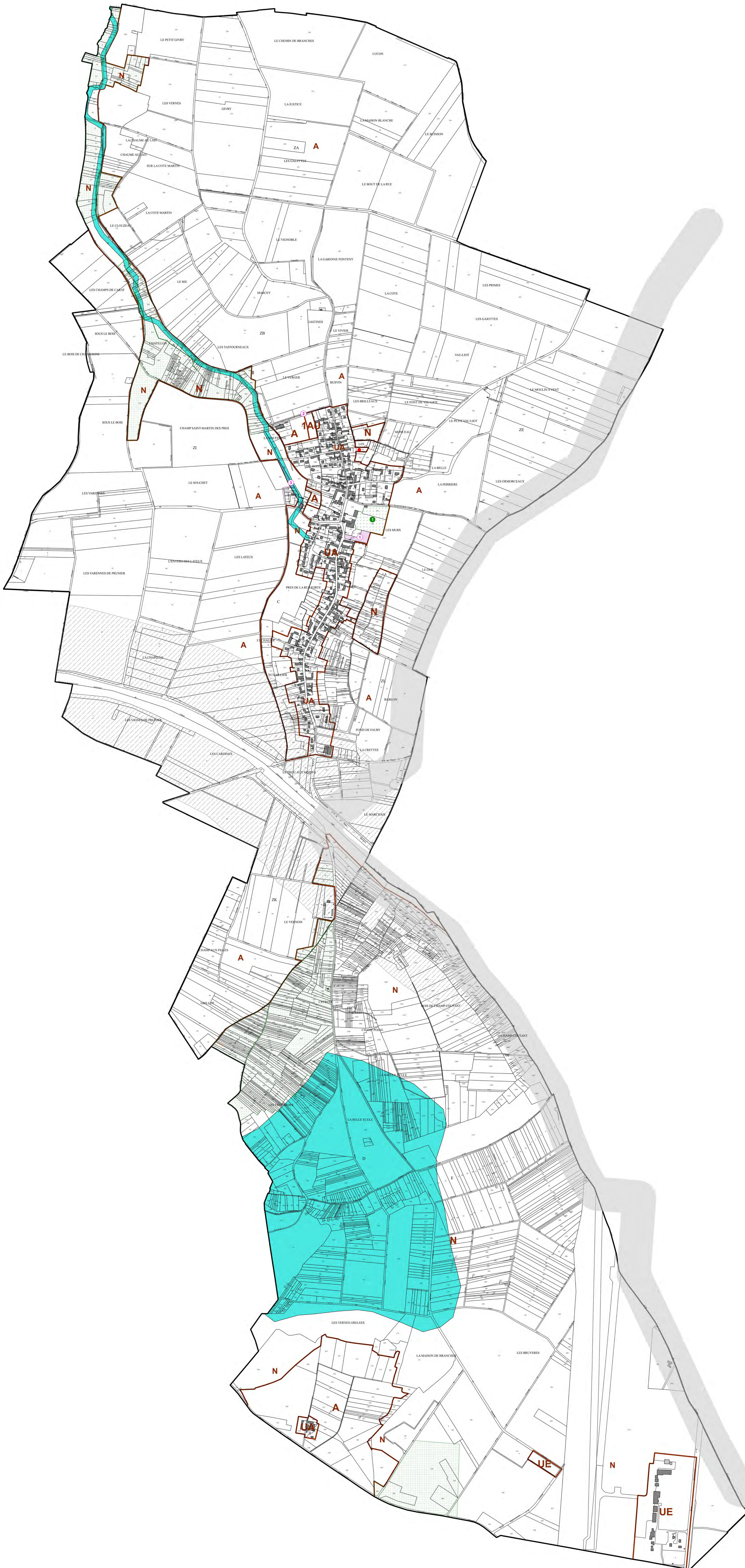
	Limite de zone		Espace Boisé Classé
	Emplacement réservé		Élément de paysage (L.151-19 CU)
	Zone humide (à titre indicatif)		Zone de protection acoustique (à titre indicatif)
	SUP1 GRT Gaz (à titre indicatif)		Construction manquante (à titre indicatif)

EMPLACEMENT RESERVE

	Désignation	Superficie approximative	Bénéficiaire
1	Réalisation d'un espace de stationnement et extension du cimetière	3 220 m ²	Commune
2	Elargissement d'un chemin et création d'un pan coupé	920 m ²	Commune
3	Elargissement d'un chemin	1 500 m ²	Commune

ELEMENT DE PAYSAGE (L.151-19 CU)

	Désignation
1	Parc d'une grande maison



Département de l'Yonne



3C

Commune de BRANCHES

communauté
de l'auxerrois



PLAN LOCAL D'URBANISME

Plan de zonage - échelle 1/2 000

Plan du bourg

Plan du hameau les Courlis

Plan de l'aéroport

Vu pour être annexé à la
délibération

du 04/04/2019

approuvant
le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :



POS approuvé le 01 décembre 1980

Prescription du PLU le 22 juin 2015

Dossier du PLU réalisé par :

PERSPECTIVES
2 rue de la Gare
10150 CHARMONT s/B.
Tél : 03.25.40.05.90
Mail : perspectives@perspectives-urba.com

PLANETE VERTE - Agence Centre-Nord
42 bis, rue de la Paix
10 000 TROYES
Tél : 03.25.40.55.74
Mail : planeteverte.troyes@orange.fr



PLAN LOCAL D'URBANISME

Plan de zonage - échelle 1/2 000
Plan du bourg
Plan du hameau les Courlis
Plan de l'aéroport

Vu pour être annexé à la délibération du _____ approuvant le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature : _____

POS approuvé le 01 décembre 1980
Prescription du PLU le 22 juin 2015

Dossier du PLU réalisé par :

PERSPECTIVES
2 rue de la Gare
81000 CHARENTAIS
Tél : 03 25 40 25 50
Mail : perspectives@perspectives-cha.com

PLAÏETE VERTE Agence Centre-Nord
42 rue de la République
30 000 NIMES
Tél : 03 20 40 53 34
Mail : plaiverte@projetorange.fr



DEFINITION DES ZONES

UA	Zone urbaine mixte
UE	Zone à vocation économique
1AU	Zone d'urbanisation future
A	Zone agricole
N	Zone naturelle et forestière

LEGENDE

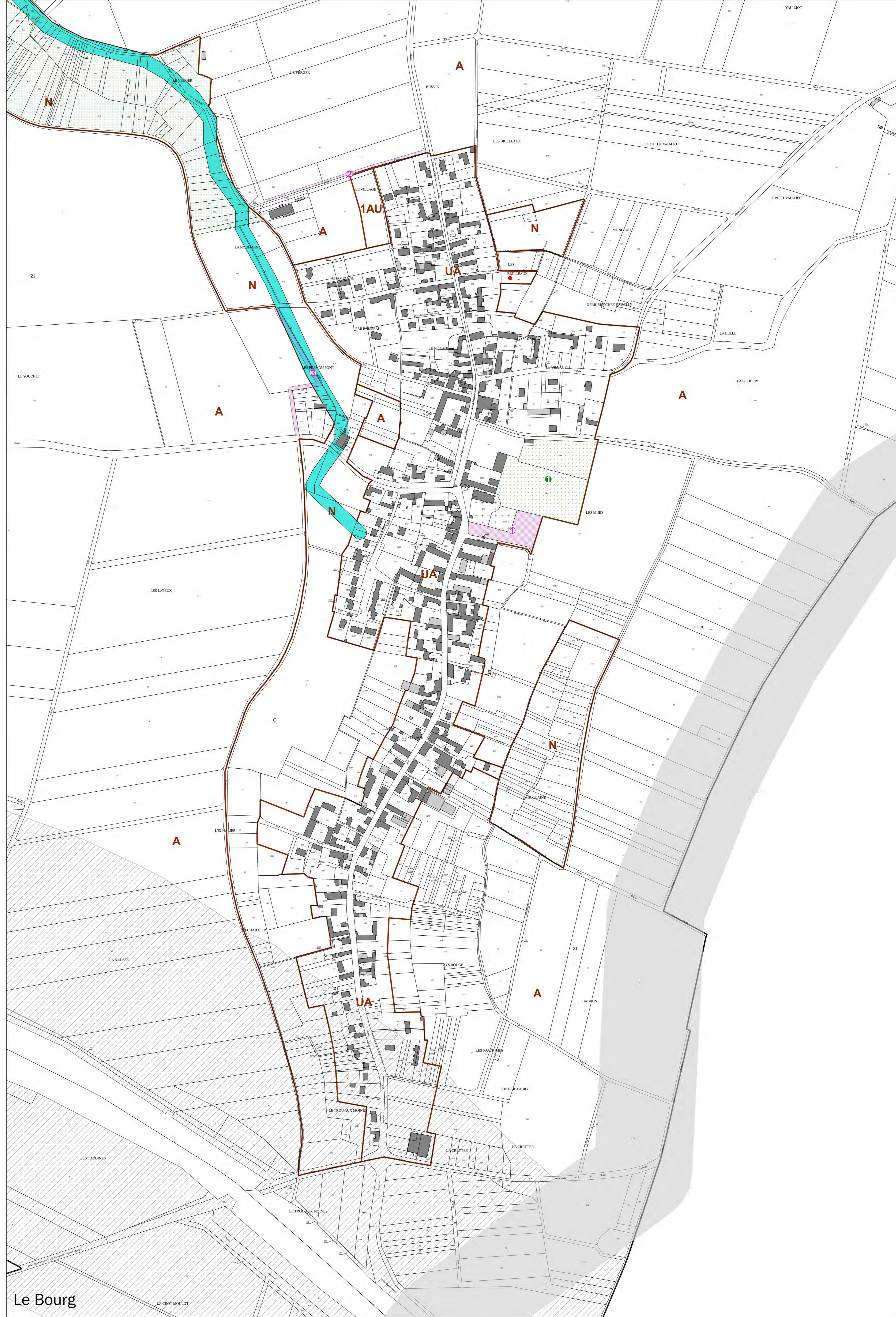
	Limite de zone		Espace Boisé Classé
	Emplacement réservé		Elément de paysage (L.151-19 CU)
	Zone humide (à titre indicatif)		Zone de protection acoustique (à titre indicatif)
	SUP1 GRT Gaz (à titre indicatif)		Construction manquante (à titre indicatif)

EMPLACEMENT RESERVE

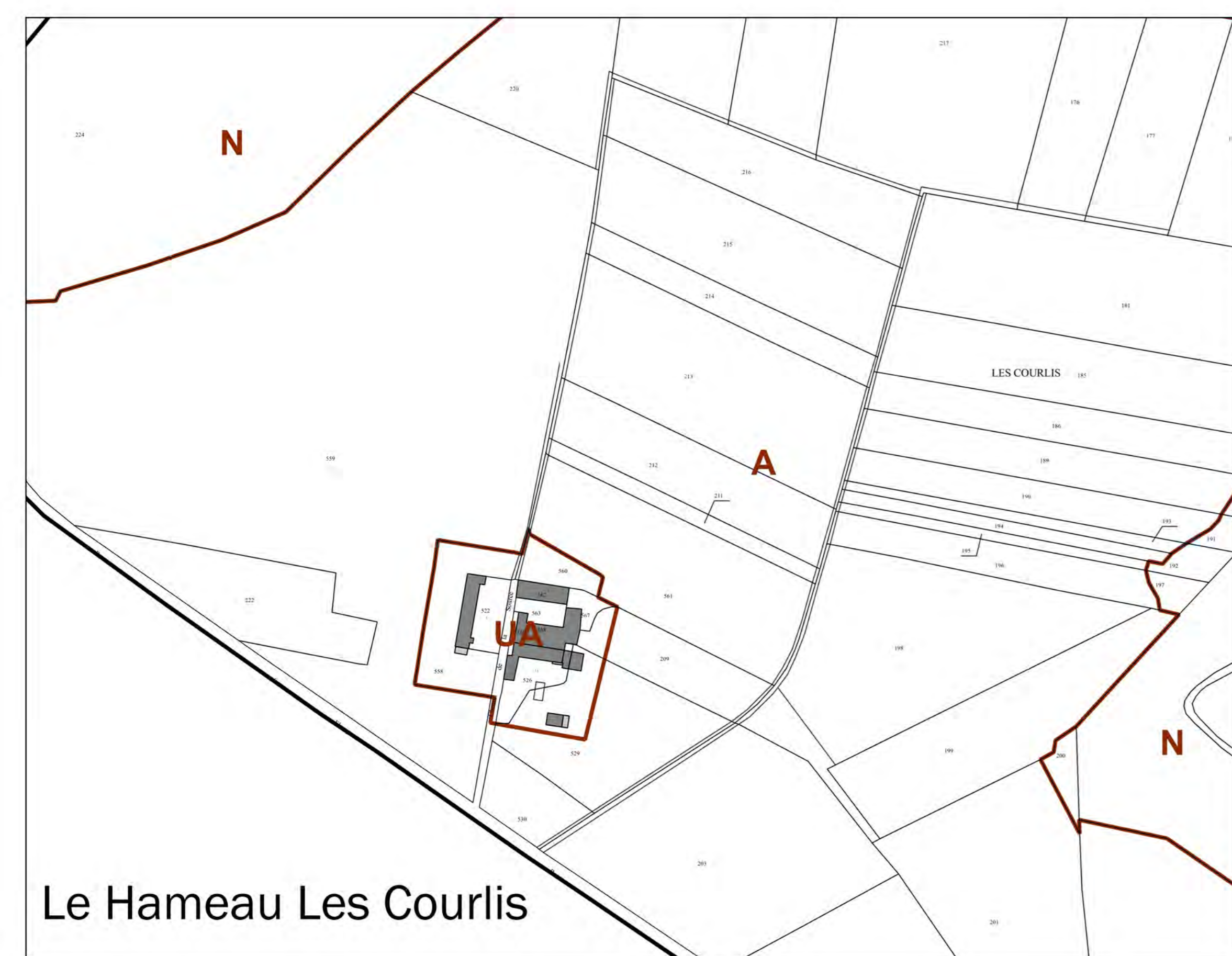
Désignation	Superficie approximative	Bénéficiaire
1 Réalisation d'un espace de stationnement et extension du cimetière	3 220 m ²	Commune
2 Elargissement d'un chemin et création d'un pan coupé	920 m ²	Commune
3 Elargissement d'un chemin	1 500 m ²	Commune

ELEMENT DE PAYSAGE (L.151-19 CU)

Désignation
1 Parc d'une grande maison



Le Bourg



Le Hameau Les Courlis



L'Aéroport

Département de l'Yonne



4

Commune de BRANCHES

communauté
de l'auxerrois



PLAN LOCAL D'URBANISME

Orientation d'Aménagement et de Programmation

Vu pour être annexé à la
délibération

du 04/04/2019

approuvant
le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :



POS approuvé le 01 décembre 1980

Prescription du PLU le 22 juin 2015

Dossier du PLU réalisé par :

PERSPECTIVES
2, rue de la Gare
10 150 CHARMONT s/B.
Tél : 03.25.40.05.90.
Mail : perspectives@perspectives-urba.com

PLANETE VERTE - Agence Centre-Nord
42 bis, rue de la Paix
10 000 TROYES
Tél : 03.25.40.55.74.
Mail : planeteverte.troyes@orange.fr





SOMMAIRE

PREAMBULE..... 1
A / Objectifs et définition des Orientations d'Aménagement et de Programmation..... 1
B / Les orientations..... 2

LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION 3
1/ Préconisations pour la zone 1AU..... 4

PREAMBULE

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation sont précisées à travers les articles R.151-6 à R.151-8 du Code de l'Urbanisme.

A / Objectifs et définition des Orientations d'Aménagement et de Programmation

Le contenu des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) est défini dans les articles suivants :

Article L151-6 du Code de l'Urbanisme

Créé par ORDONNANCE n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.

Les orientations d'aménagement et de programmation comprennent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements.

Article L151-7 du Code de l'Urbanisme

Créé par ORDONNANCE n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.

Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent notamment :

- 1° Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune ;
- 2° Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;
- 3° Comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ;
- 4° Porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager ;
- 5° Prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;
- 6° Adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles L.151-35 et L.151-36.

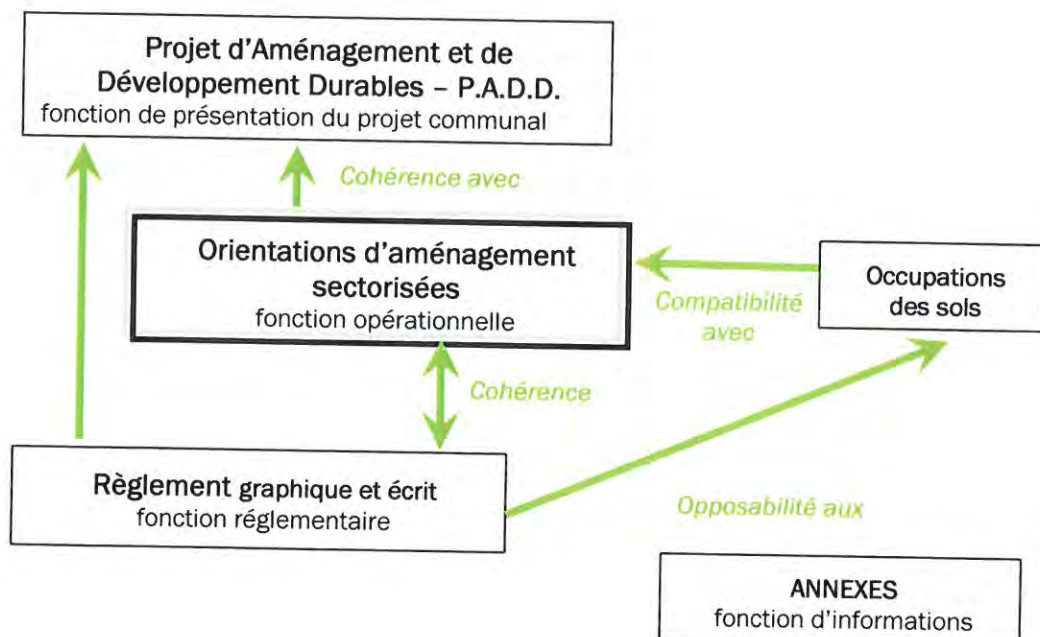
B / Les orientations

Ces orientations sont un élément important des P.L.U. Elles permettent une concrétisation et une matérialisation des enjeux de la commune sur des quartiers précis de celle-ci.

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation permettent à la commune de préciser les conditions d'aménagement de certains secteurs qui vont connaître un développement ou une restructuration particulière.

Elles sont un élément commun à l'ensemble des pièces du P.L.U. comme le montre le schéma suivant.

**Schéma d'organisation des pièces constitutives du Plan Local d'Urbanisme
(excepté le rapport de présentation)**



LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Localisation du secteur soumis à OAP

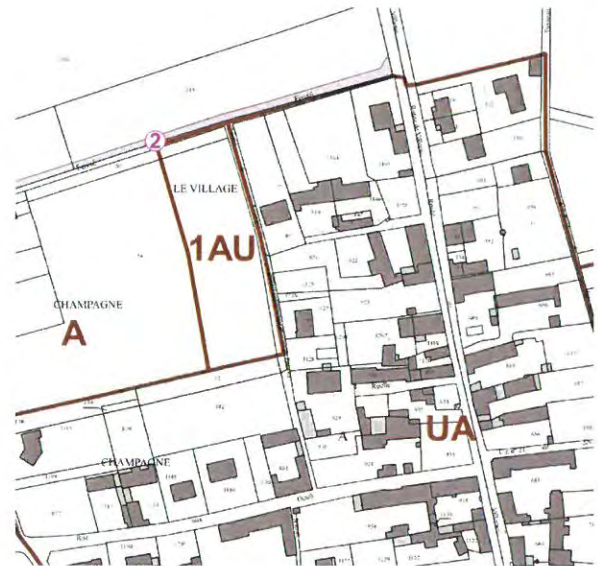


Source : Perspectives sur fond de zonage du PLU

1/ Préconisations pour la zone 1AU



Vue Géoportail



Extrait de zonage

Orientations d'aménagement de la zone 1AU

- Aménager le chemin de Fourier en voie à sens unique ;
- Créer une frange paysagère sur les abords Nord et Ouest du site entre l'espace urbain et l'espace agricole ;
- Il sera permis l'utilisation de matériaux permettant les économies d'énergie.
- Il est imposé une densité de 10 logements par hectare

Principes d'aménagement de la zone 1AU



Secteur concerné par l'OAP



Aménagement du chemin de Fourier en voie à sens unique



Frange paysagère à créer



Principe d'accès
(le nombre d'accès est schématisé à titre indicatif)



Emplacement réservé n° 2 :
Elargissement d'un chemin
et création d'un pan coupé

Source : Perspectives sur fond cadastral

Département de l'Yonne



5A1

Commune de BRANCHES

communauté
de l'auxerrois



PLAN LOCAL D'URBANISME

Plan des Servitudes d'Utilité Publique Ensemble de la commune - échelle 1/5 000

Vu pour être annexé à la
délibération

du 04/04/2019

approuvant
le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :



POS approuvé le 01 décembre 1980

Prescription du PLU le 22 juin 2015

Dossier du PLU réalisé par :

PERSPECTIVES

2 rue de la Gare
10150 CHARMONT s/B.
Tél : 03.25.40.05.90
Mail : perspectives@perspectives-urba.com

PLANETE VERTE - Agence Centre-Nord

42 bis, rue de la Paix
10 000 TROYES
Tél : 03.25.40.55.74
Mail : planeteverte.troyes@orange.fr



PLAN LOCAL D'URBANISME

Plan des Servitudes d'Utilité Publique Ensemble de la commune - échelle 1/5 000

Vu pour être annexé à la délibération du _____ approuvant le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :

POS approuvé le 01 décembre 1980
Prescription du PLU le 22 juin 2015

Dossier du PLU réalisé par :

PERSPECTIVES
2 rue de la Gare
30250 CHAMBOYVILLE
Tel : 03 25 40 75 95
Mail : perspectives@perspectives-urbanisme.com

PLANETTE VERTE - Agence Centre-Nord
42 Rue de la République
30 000 THOUVES
Tel : 03 25 40 55 74
Mail : planetteverte@orange.fr

Perspectives
URBANISME & DÉVELOPPEMENT



LEGENDE

- Servitude de protection des monuments historiques (AC1)
- Servitude d'alignement (EL7)
- Servitude d'interdiction d'accès (EL11)
- Servitude relative au transport de gaz (I3)
- Servitudes relatives à l'établissement de lignes électriques (I4)
 - Lignes aériennes
 - Lignes souterraines
- Servitude de protection contre les perturbations électromagnétiques (PT1)
- Servitudes aéronautiques de dégagement (T5)



Département de l'Yonne



5A2

Commune de BRANCHES



communauté
de l'auxerrois

PLAN LOCAL D'URBANISME

Liste et notices des Servitudes d'Utilité Publique

Vu pour être annexé à la
délibération

du 01/04/2019

approuvant
le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :



POS approuvé le 01 décembre 1980

Prescription du PLU le 22 juin 2015

Dossier du PLU réalisé par :

PERSPECTIVES
2, rue de la Gare
10 150 CHARMONT s/B.
Tél : 03.25.40.05.90.
Mail : perspectives@perspectives-urba.com

PLANETE VERTE - Agence Centre-Nord
42 bis, rue de la Paix
10 000 TROYES
Tél : 03.25.40.55.74.
Mail : planeteverte.troyes@orange.fr



Commune de BRANCHES

Servitudes d'utilité publique

Sommaire

Catégorie :

Codification :

Servitude de protection des monuments historiques

AC₁

Servitude d'alignement

EL₇

Servitude d'interdiction d'accès

EL₁₁

Servitude relative au transport de gaz

I₃

Servitudes relatives à l'établissement de lignes électriques

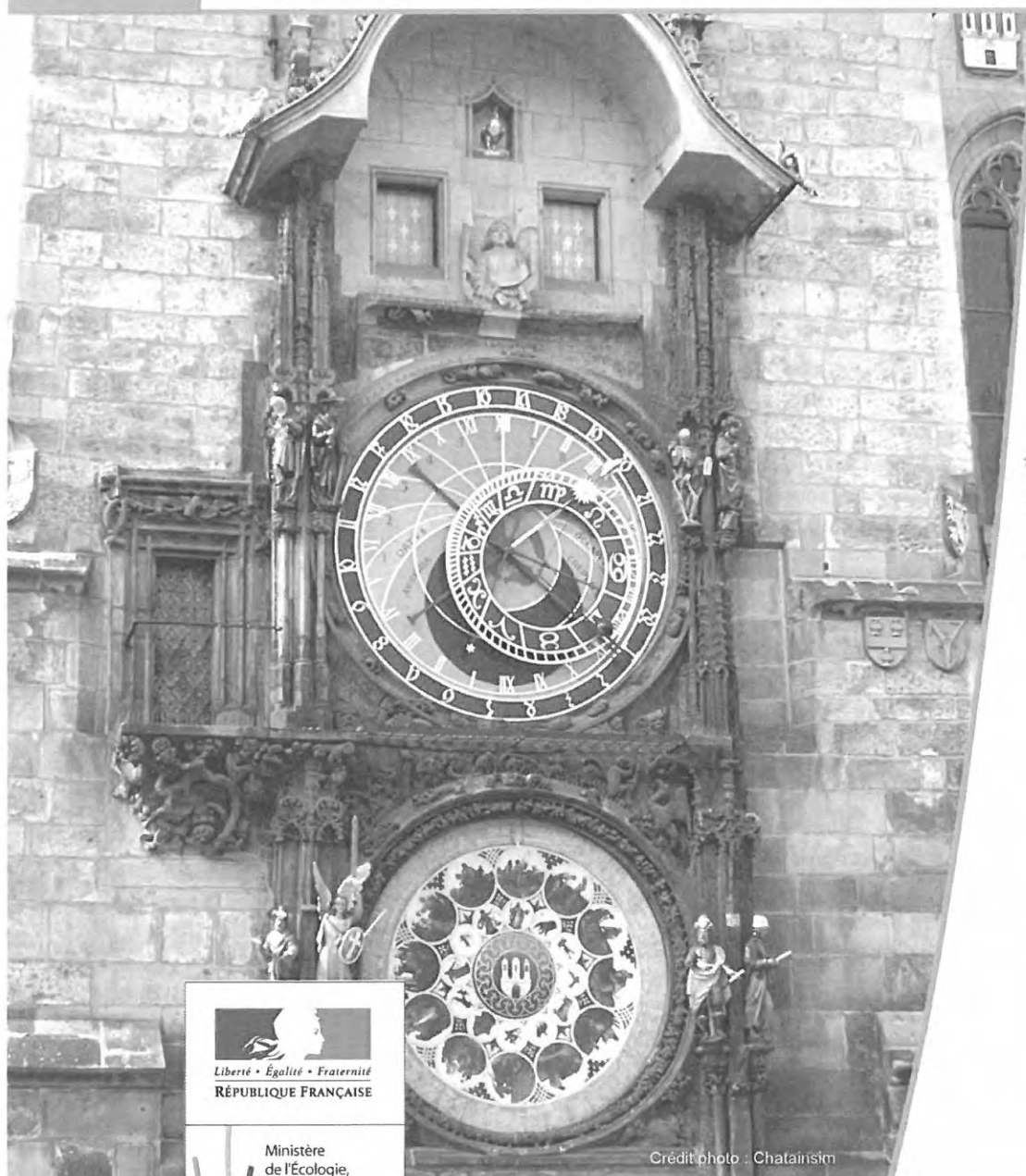
I₄

Servitudes aéronautiques de dégagement

T₅

Servitude AC1

*Servitude de protection des monuments
historiques classés ou inscrits*



Ressources, territoires, habitats et logement
Energie et climat Développement durable
Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**



Ministère
de l'Écologie,
du Développement
durable,
des Transports
et du Logement

Crédit photo : Chatainism

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement

SERVITUDES DE TYPE AC1

MESURES DE CLASSEMENT ET D'INSCRIPTION D'IMMEUBLES AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES

PERIMETRES DE PROTECTION AUTOUR DES MONUMENTS HISTORIQUES CLASSES OU INSCRITS

Servitudes reportées en annexe de l'article R. 126-1 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

- I - Servitudes relatives à la conservation du patrimoine
- B - Patrimoine culturel
- a) Monuments historiques

1 - Fondements juridiques

1.1 - Définition

Classement au titre des monuments historiques : ces servitudes concernent les immeubles ou les parties d'immeubles dont la conservation présente du point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public. Les propriétaires d'immeubles classés ne peuvent effectuer de travaux de restauration, de réparation ou de modification sans autorisation préalable du préfet de région ou du ministre chargé de la culture.

Inscription au titre des monuments historiques : Ces servitudes concernent les immeubles ou parties d'immeubles qui, sans justifier une demande de classement immédiat, présentent un intérêt d'histoire ou d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation. Les propriétaires d'immeubles inscrits ne peuvent procéder à aucune modification sans déclaration préalable ; aucune autorisation d'urbanisme ne peut être délivrée sans accord préalable du préfet de région.

Immeubles adossés aux immeubles classés¹ et immeubles situés dans le champ de visibilité des immeubles classés ou inscrits² :

1. Tout immeuble en contact avec un immeuble classé, en élévation, au sol ou en sous-sol est considéré comme immeuble adossé. Toute partie non protégée au titre des monuments historiques d'un immeuble partiellement classé est considérée comme immeuble adossé.

2. Est considéré comme étant situé dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou inscrit, tout autre immeuble, nu ou bâti, visible du premier ou visible en même temps que lui est situé dans un périmètre déterminé par une distance de 500m du monument.

Ce périmètre de 500m peut être modifié ou adapté :

- le périmètre de protection adapté (PPA) : lorsqu'un immeuble non protégé fait l'objet d'une procédure d'inscription, de classement, ou d'instance de classement, l'architecte des bâtiments de France (ABF) peut proposer un périmètre de protection adapté en fonction de la nature de l'immeuble et de son environnement.
- Le périmètre de protection modifié (PPM) : le périmètre institué autour d'un monument historique peut être modifié sur proposition de l'ABF.

Lorsqu'un immeuble est adossé à un immeuble classé ou situé dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou inscrit, il ne peut faire l'objet d'aucune construction nouvelle, d'aucune démolition, d'aucun déboisement, d'aucune transformation ou modification de nature à en affecter l'aspect sans autorisation préalable.

1.2 - Références législatives et réglementaires

Textes en vigueur :

Concernant les mesures de classement et leurs conséquences

code du patrimoine : articles L 621-1 à L 621-22, L.621-29-1 à L.621-29-8, L.621-33 et articles R 621-1 à R 621-52, R 621-69 à R.621-91 et R 621-97.

Concernant les mesures d'inscription et leurs conséquences

code du patrimoine : articles L 621-25 à L 621-29, L.621-29-1 à L.621-29-8, L.621-33 et articles R 621-53 à R 621-68, R 621-69 à R.621-91 et R 621-97.

Concernant l'adossement à classé et les périmètres de protection (500m, PPA et PPM)

code du patrimoine : articles L 621-30, L 621-31 et L 621-31 et articles R 621-92 à R.621-96

1.3 - Bénéficiaires et gestionnaires

Catégories de servitudes	Bénéficiaires	Gestionnaires	Instances consultées
Mesures de classement et d'inscription	- Ministère chargé de la culture, - Préfet de région, - Propriétaires des immeubles classés ou inscrits.	- Conservation régionale des monuments historiques, -Service régional de l'archéologie, - Service territorial de l'architecture et du patrimoine (ABF).	Commission nationale des monuments historiques Commission régionale du patrimoine et des sites (CRPS)
Périmètres de protection	- Ministère chargé de la culture, - Préfet du département, - Commune.	- Service territorial de l'architecture et du patrimoine (ABF), - Commune.	Commission régionale du patrimoine et des sites (CRPS)

1.4 - Procédures d'instauration, de modification ou de suppression

▪ Procédure de classement :

Proposition de classement faite par le préfet de région au ministre chargé de la culture

Éventuel **arrêté d'inscription** signé du préfet de région

Arrêté ministériel, si proposition de classement retenue

Décret en Conseil d'État pour classement d'office, si refus de classement par le propriétaire

Publication des décisions de classement et déclassement :

- au fichier immobilier,
- au BO du ministère chargé de la culture,
- au JO avant l'expiration du 1^{er} semestre de l'année suivante.

Notification par le préfet de région à l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme pour annexion au POS/PLU

Pièces du dossier de demande de classement :

- renseignements détaillés sur l'immeuble (historique, descriptif, juridique, urbanistique, ...),
- documents graphiques (photographies, plans, croquis, références cadastrales, ...)

▪ **Procédure d'inscription :**

Initialement : **arrêté ministériel**

Puis : **arrêté du préfet de région**

arrêté ministériel seulement si procédure mixte de classement et d'inscription ou si l'initiative de l'inscription émane du ministre.

Publication des décisions d'inscription ou radiation :

- au fichier immobilier,
- au recueil des actes administratifs de la préfecture de région,
- au JO avant l'expiration du 1^{er} semestre de l'année suivante.

Notification par le préfet de région à l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme pour annexion à ce plan

Pièces du dossier de demande d'inscription :

- renseignements détaillés sur l'immeuble (historique, descriptif, juridique, urbanistique...),
- documents graphiques (photographies, plans, croquis, références cadastrales ...).

▪ **Procédure d'instauration des périmètres de protection :**

- **périmètre de 500 mètres** : application automatique,
- **PPM ou PPA** :

- dispositions en vigueur (PPA) :

- périmètre délimité à l'occasion d'une procédure d'inscription ou de classement ou d'une instance de classement,
- consultation de la CRPS
- enquête publique,
- **arrêté du préfet du département**, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture,
- **décret en Conseil d'État**, si désaccord de la commune ou des communes intéressées.

- **modification de périmètres existants (PPM) selon deux procédures distinctes :**

- **à tout moment :**

- sur proposition de l'ABF,
- enquête publique,
- arrêté du préfet de département, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture
- décret en conseil d'État après avis de la CNMH si désaccord de la commune.

- à l'occasion de l'élaboration, de la modification ou de la révision d'un PLU :
- l'enquête publique est conjointe à celle du PLU,
- l'approbation du PLU emporte la modification du périmètre.

Les pièces constitutives des dossiers d'enquête publique sont celles prévues aux articles L. 123-1 et R. 123-6 du Code de l'environnement.

Les tracés des périmètres sont annexés aux PLU conformément à l'article L. 621-30 du Code du patrimoine.

1.5 - Logique d'établissement

1.5.1 - Les générateurs

- pour les périmètres de protection : le monument ou la partie de monument classé ou inscrit ou classé et inscrit.

1.5.2 - Les assiettes

- tout ou partie d'un immeuble,
- un ou des périmètres définis autour du monument :
 - soit le rayon de 500 mètres fixé par la loi,
 - soit un périmètre étendu au-delà des 500 mètres ou au contraire réduit (bâtiments industriels, édifices ruraux, ...) ou encore spécifique (cône de vue, perspective monumentale, ...),
 - soit un périmètre limité à des secteurs géographiques les plus sensibles ou étendu à des éléments de paysage situés au-delà des 500 mètres mais entretenant avec le monument une relation forte (perspective d'une voie, paysage écrin, ...).

2 - Bases méthodologiques de numérisation

2.1 - Définition géométrique

2.1.1 - Les générateurs

Les générateurs peuvent être des objets géométriques de type :

- polygone pour représenter les contours d'un monument,
- un symbole en forme de triangle pour indiquer une façade, un puits ou tout autre élément de petite taille qu'on ne peut détourner pour cause de lisibilité,
- polyligne pour représenter un mur, une façade.



Ex. : un polygone représentant les contours d'une église



Ex. : un triangle représentant une sculpture



Ex. : une polyligne représentant le tracé d'une façade

2.1.2 - Les assiettes

Les assiettes peuvent être objet géométriques de type :

- zone tampon pour indiquer un périmètre de protection de 500 mètres généré depuis le contour de l'immeuble inscrit ou classé,
- polygone pour indiquer un périmètre de protection modifié dessiné à la parcelle.



Ex. : un périmètre de protection de 500 mètres (zone tampon)



Ex. : un périmètre de protection modifié (polygone)

2.2 - Référentiels géographiques et niveau de précision

Référentiels : Les générateurs sont numérisés - soit sur fond IGN Edr 25 ou Scan 25 ou préférentiellement sur référentiel à grande échelle BD parcellaire ou Orthophotoplan.

Précision : Échelle de saisie maximale, le cadastre
Échelle de saisie minimale, le 1/25000

3 - Numérisation et intégration

3.1 - Numérisation dans MapInfo

3.1.1 - Préalable

Télécharger à partir du site du PND Urbanisme (http://ads.info.application.i2/rubrique.php3?id_rubrique=178) les documents suivants :

- la documentation sur la structure des fichiers MapInfo,
- les modèles de fichiers MapInfo (actes, générateurs, assiettes, liens sup / communes).

3.1.2 - Saisie de l'acte

Ouvrir le fichier modèle XX_ACT.tab puis l'enregistrer sous le nom AC1_ACT.tab.

Saisir les données alphanumériques liées aux actes conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 2** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

3.1.3 - Numérisation du générateur

▪ Recommandations :

Privilégier :

- la numérisation au niveau départemental,
- la numérisation à partir de la Bd Topo (couche bâti).

▪ Précisions liées à GéoSUP :

3 types de générateur sont possibles pour une sup AC1 :

- une polyligne : correspondant au tracé d'un monument de type linéaire (ex. : un mur de clôture),
- un point : correspondant au centroïde d'un monument (ex. : un menhir),
- un polygone : correspondant au tracé d'un monument de type surfacique (ex. : un bâtiment).

Remarque : plusieurs générateurs et types de générateurs sont possibles pour une même servitude AC1 (ex. : un château ayant à la fois un bâtiment et un mur de clôture).


▪ Numérisation :

Ouvrir le fichier XX_SUP_GEN.tab puis l'enregistrer sous le nom AC1_SUP_GEN.tab.


Si le générateur est de type linéaire :

- dessiner le monument à l'aide de l'outil polyligne  (trait continu, couleur noir, épaisseur 1 pixel).

Si le générateur est de type ponctuel :

- placer le symbole sur le centroïde du monument à l'aide de l'outil symbole  (police MapInfo 3.0 Compatible, taille 12, symbole étoile, couleur noir).

Si le générateur est de type surfacique :

- dessiner le monument à l'aide de l'outil polygone  (trame transparente, ligne continu, épaisseur 1 pixel).

Si plusieurs générateurs sont associés à une même servitude :

- dessiner les différents générateurs à l'aide des outils précédemment cités puis assembler les en utilisant l'option Objets / Assembler. Penser ensuite à compacter la table MapInfo.

Remarque : ne pas assembler des générateurs de types différents (ex. : un point avec une surface). Les générateurs assemblés doivent être similaires pour pouvoir être importés dans GéoSUP.

▪ Saisie des données alphanumériques associées :

Saisir les données alphanumériques liées à la création du générateur conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 3** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

Si plusieurs générateurs sont associés à une même servitude le champ NOM_SUP devra être saisi de façon similaire pour tous les objets créés. En revanche le champ NOM_GEN devra être saisi de façon distinct.

Pour différencier le type de représentation graphique du générateur dans GéoSUP (inscrit ou classé), le champ CODE_CAT doit être alimenté par 2 sous codes :

- AC1_I pour les monuments inscrits,
- AC1_C pour les monuments classés.

3.1.4 - Création de l'assiette

▪ Précisions liées à GéoSUP :

1 seul type d'assiette est possible pour une sup AC1 :

- une surface : correspondant à l'emprise du périmètre de protection du monument historiques.

▪ Numérisation :


Si l'assiette est un périmètre de protection de 500 mètres :

- une fois la numérisation des générateurs entièrement achevée, faire une copie du fichier AC1_SUP_GEN.tab et l'enregistrer sous le nom **AC1_ASS.tab**,
- ouvrir le fichier AC1_ASS.tab puis créer un tampon de 500 mètres en utilisant l'option Objet / Tampon de MapInfo.

Modifier ensuite la structure du fichier AC1_ASS.tab conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 4** du document *Structure des modèles mapinfo.odt* tout en gardant les champs NOM_SUP, CODE_CAT, NOM_GEN.

Si l'assiette est un périmètre de protection modifié :

- ouvrir le fichier XX_ASS.tab puis l'enregistrer sous le nom **AC1_ASS.tab**.

- dessiner les périmètres modifiés à l'aide de l'outil polygone  (trame transparente, ligne continu, épaisseur 1 pixel)

Si plusieurs assiettes sont associés à une même servitude :

- dessiner les différentes assiettes à l'aide des méthodes précédemment citées puis assembler les en utilisant l'option Objets / Assembler. Penser ensuite à compacter la table MapInfo.

▪ Saisie des données alphanumériques associées :

Saisir les données alphanumériques liées aux générateurs conformément aux consignes de saisie figurant au *chapitre 4* du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

Important :

Pour différencier le type de représentation graphique du générateur dans GéoSup (inscrit ou classé), le champ CODE_CAT doit être alimenté par 2 sous codes :

- **AC1_I** pour les monuments inscrits,
- **AC1_C** pour les monuments classés.

Pour différencier le type d'assiette dans GéoSup (périmètre de protection de 500 mètres ou périmètre de protection modifié), le champ TYPE_ASS doit être en adéquation avec le type de catégorie saisi dans le champ CODE_CAT :

- pour la catégorie **AC1_I - monuments historiques inscrits** le champ **TYPE_ASS** doit être égale à **Périmètre de protection de 500 m** ou **Périmètre de protection modifié** (respecter la casse),
- pour la catégorie **AC1_C - monuments historiques classés** le champ **TYPE_ASS** doit être égale à **Périmètre de protection de 500 m** ou **Périmètre de protection modifié** (respecter la casse).

3.1.5 - Lien entre la servitude et la commune.




Ouvrir le fichier XX_LIENS_SUP_COM.tab puis l'enregistrer sous le nom **AC1_SUP_COM.tab**.



Saisir toutes les communes impactées par l'emprise (assiette) de la servitude, conformément aux consignes de saisie figurant au *chapitre 5* du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

3.2 - Données attributaires

Consulter le document de présentation au paragraphe "règles de nommage des objets" (page 6/11) ainsi que le modèle conceptuel SUP du CNIG et/ou le standard COVADIS SUP.

3.3 - Sémiologie

Type de générateur	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Ponctuel (ex. : un menhir)		Triangle isocèle de couleur orangée	Rouge : 255 Vert : 128 Bleu : 0
Linéaire (ex. : un mur d'enceinte)		Polyligne double de couleur orangée composée de traits perpendiculaires et d'épaisseur égale à 2 pixels	Rouge : 255 Vert : 128 Bleu : 0
Surfacique (ex. : un château)		Polygone composée d'un carroyage de couleur orangée et transparent Trait de contour continu de couleur orangée et d'épaisseur égal à 2 pixels	Rouge : 255 Vert : 128 Bleu : 0

Type d'assiette	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Surfacique (ex. : un périmètre de protection modifié)		Polygone composée d'une trame hachurée à 45° de couleur orangée et transparente Trait de contour continu de couleur orangée et d'épaisseur égal à 2 pixels	Rouge : 255 Vert : 128 Bleu : 0
Zone tampon (ex. : un périmètre de 500 mètres)		Zone tampon composée d'une trame hachurée à 45° de couleur orangée et transparente Trait de contour continu de couleur orangée et d'épaisseur égal à 2 pixels	Rouge : 255 Vert : 128 Bleu : 0

3.4 - Intégration dans GéoSup

Importer les fichiers MapInfo dans l'ordre suivant :

- les actes,
- les sup et les générateurs,
- les assiettes,
- les liens sup / communes.

conformément aux consignes figurant *aux chapitres 4, 5, 6, et 7* du document *Import_GeoSup.odt*.

Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement

Prévention des risques - Infrastructures, transports et TIRP

**Présent
pour
l'avenir**

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement
Direction générale de l'Aménagement,
du Logement et de la Nature
Arche Sud
92055 La Défense Cedex

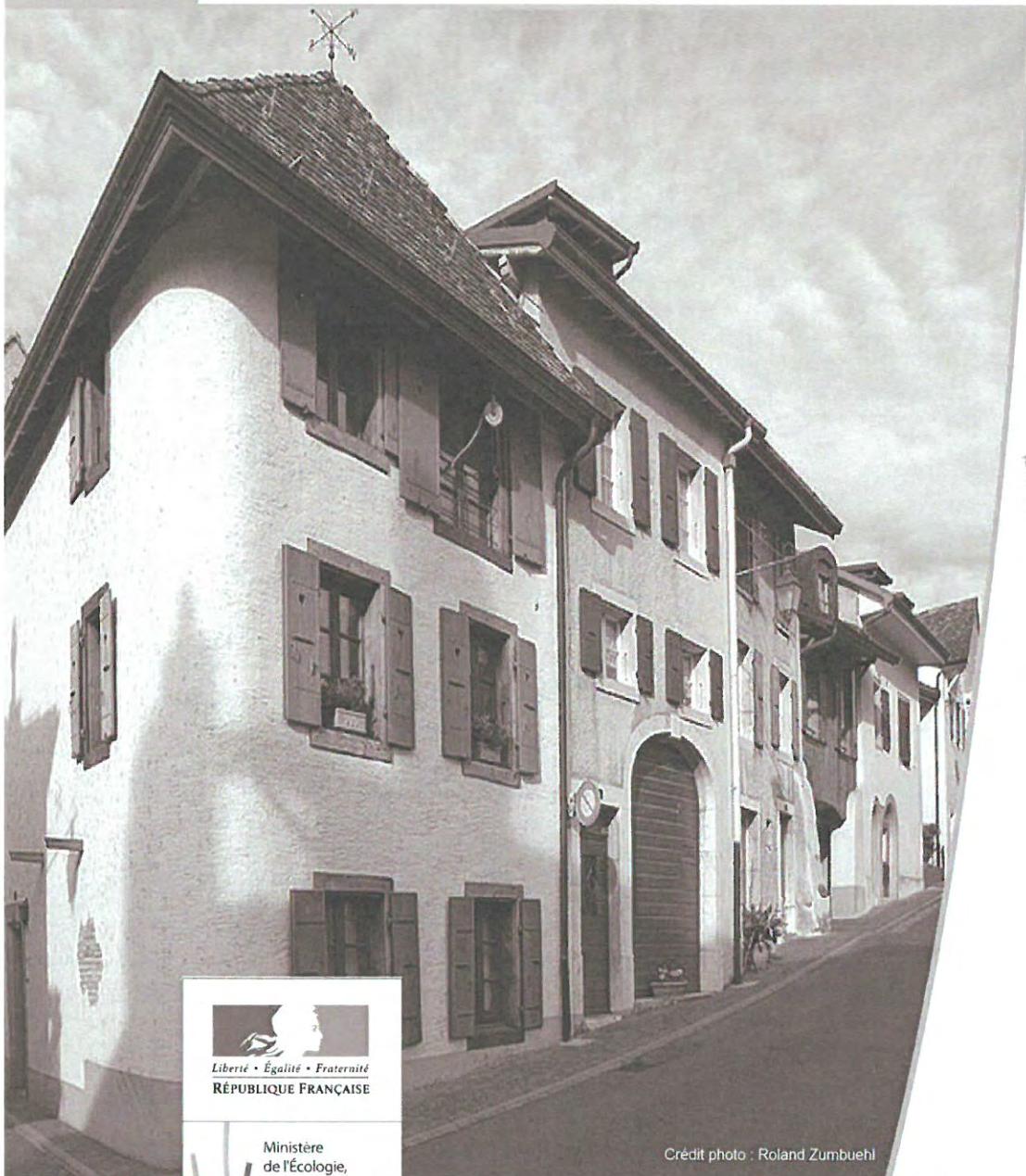
www.developpement-durable.gouv.fr

Guide méthodologique

de numérisation

Servitude EL7

Servitudes d'alignement des voies publiques



Ressources, territoires, habitats et logement
Energie et climat Développement durable
Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère
de l'Écologie,
du Développement
durable,
des Transports
et du Logement

Crédit photo : Roland Zumbuehl

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement

www.ecologie.gouv.fr

SERVITUDES DE TYPE EL7

SERVITUDES D'ALIGNEMENT DES VOIES PUBLIQUES

Servitudes reportées en annexe de l'article R. 126-1 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

- I - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements
 - D - Communication
 - d) Réseau routier

1 - Fondements juridiques

1.1 - Définition

L'alignement est la détermination par l'autorité administrative de la limite du domaine public routier au droit des propriétés riveraines. Il est fixé soit par un plan d'alignement, soit par un arrêté d'alignement individuel. Il constitue, pour l'autorité en charge de la voirie concernée, un moyen de protection contre les empiètements des propriétés riveraines.

Les servitudes d'utilité publique sont issues du plan d'alignement. Celui-ci permet de modifier l'assiette des voies publiques par déplacement des limites préexistantes et constitue de ce fait un moyen juridique d'élargissement et de modernisation des voies publiques.

L'alignement individuel ne peut, quant à lui, que reconnaître la limite du domaine public routier par rapport aux propriétés riveraines. Les arrêtés d'alignement, qui sont des actes purement déclaratifs et non créateurs de droits, sont délivrés conformément au plan d'alignement s'il en existe un, ou dans le cas contraire, à la limite de fait de la voie.

Le plan d'alignement entraîne des conséquences différentes selon que les propriétés sont bâties ou non.

Pour les terrains non bâtis, le plan attribue, dès sa publication, la propriété à la collectivité propriétaire de la voie. Les parcelles de terrains non bâtis sont ainsi immédiatement classées dans le domaine public de la collectivité propriétaire de la voie. Lors du transfert de propriété, l'indemnité est, à défaut d'accord amiable, fixée et payée comme en matière d'expropriation.

Pour les terrains bâtis, le sol des propriétés bâties sera attribué dès la destruction du bâtiment.

Elles sont en outre frappées d'une servitude de reculement qui suppose pour le propriétaire :

- l'interdiction de procéder, sur la partie frappée d'alignement, à l'édification de toute construction nouvelle (servitude *non aedificandi*). Toutefois, des règles particulières relatives aux saillies, c'est à dire certaines parties décoratives ou utilitaires de l'immeuble riverain de la voie publique, sont prévues dans des arrêtés portant règlement de voirie pris par le préfet, le président du conseil général ou le maire, selon qu'il s'agit d'une route nationale, d'une route départementale ou d'une voie communale. Ces arrêtés fixent les dimensions maximales des saillies autorisées.
- l'interdiction d'effectuer tout travail confortatif sur les bâtiments frappés d'alignement (servitude *non confortandi*). Cette interdiction ne s'applique pas s'il s'agit d'un immeuble classé parmi les monuments historiques.

Les propriétaires riverains des voies du domaine public routier ont une priorité pour l'acquisition des parcelles situées au droit de leur propriété et déclassées par suite d'un changement de tracé de ces voies, de l'ouverture d'une voie nouvelle ou d'une modification de l'alignement. Le prix de cession est estimé, à défaut d'accord amiable, comme en matière d'expropriation.

1.2 - Références législatives et réglementaires

Anciens textes :

- Édît du 16 décembre 1607 réglant les fonctions et droits de l'office de grand voyer (art. 4 et 5) ;
- Arrêt du Conseil d'État du Roi du 27 février 1765 concernant les permissions de construire et les alignements sur les routes entretenues aux frais du roi ;
- Décret n° 62-1245 du 20 octobre 1962 relatif à l'approbation des plans généraux d'alignement des routes nationales et à ses effets en ce qui concerne les propriétés frappées d'alignement

Textes en vigueur :

Articles L. 112-1 à L. 112-8, L. 123-6, L. 123-7, L. 131-4, L. 131-6, L. 141-3, R.112-1 à R.112-3, R. 123-3, R. 123-4, R. 131-3 à R. 131-8 et R. 141-4 à R. 141-10 du code de la voirie routière.

1.3 - Bénéficiaires et gestionnaires

Bénéficiaires	Gestionnaires
État	
Départements	
Communes	

1.4 - Procédures d'instauration, de modification ou de suppression

1.4.1 - Routes nationales

1. Élaboration du plan d'alignement ;
2. Avis du conseil municipal si la route nationale est située en agglomération ;
3. Le plan d'alignement, auquel est joint un plan parcellaire, est soumis à enquête publique organisée conformément aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Outre les pièces prévues à l'article R. 11-19 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, le dossier soumis à enquête comprend une notice explicative
4. Approbation du plan d'alignement par :
 - arrêté motivé du préfet de département lorsque les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sont favorables ;
 - décret en Conseil d'État lorsque les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sont défavorables
5. Modalités de publicité et d'information et publication au bureau des hypothèques ;
6. Annexion au Plan Local d'Urbanisme approuvé (PLU).

1.4.2 - Routes départementales

1. Élaboration du plan d'alignement ;
2. Avis du conseil municipal si la route départementale est située en agglomération ;
3. Le plan d'alignement est soumis à enquête publique organisée conformément aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
4. Approbation du plan d'alignement par délibération du conseil général ;
5. Modalités de publicité et d'information et publication au bureau des hypothèques ;
6. Annexion au Plan Local d'Urbanisme approuvé (PLU).

1.4.3 - Voies communales

1. Élaboration du plan d'alignement ;
2. Le plan d'alignement est soumis à enquête publique organisée conformément aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. L'enquête prévue à l'article L. 318-3 du code de l'urbanisme ainsi que l'enquête d'utilité publique lorsque l'opération comporte une expropriation, tiennent lieu de l'enquête publique ;
3. Approbation du plan d'alignement par délibération du conseil municipal ;
4. Modalités de publicité et d'information et publication au bureau des hypothèques ;
5. Annexion au Plan Local d'Urbanisme approuvé (PLU).

1.5 - Logique d'établissement

1.5.1 - Les générateurs

La voie publique

1.5.2 - Les assiettes

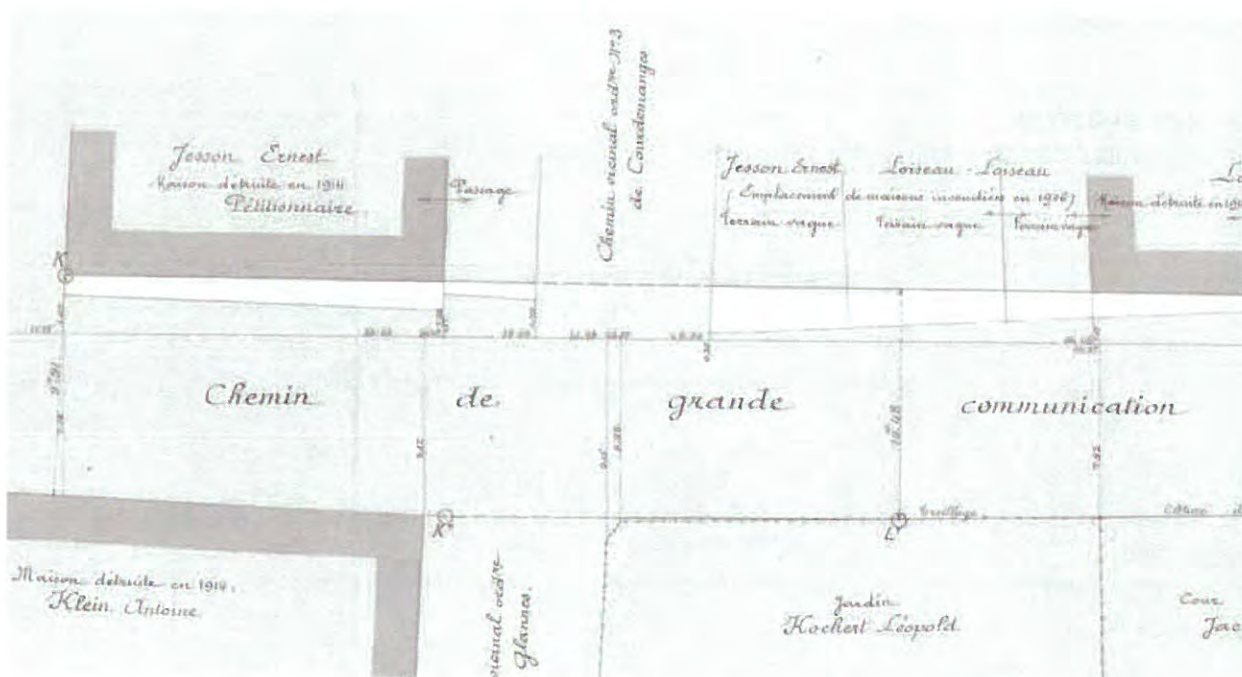
Les parcelles identifiées dans le plan d'alignement

2 - Bases méthodologiques de numérisation

2.1 - Définition géométrique

2.1.1 - Les générateurs

Le générateur peut être de type surfacique et représente l'ensemble des parties de parcelles frappées par le plan d'alignement ou indiquées dans l'arrêté. Il peut également être de type linéaire et représente le trait d'alignement ou à défaut l'axe de la voie.



Exemple de plan d'alignement

2.1.2 - Les assiettes

L'assiette est égale au générateur.

2.2 - Référentiels géographiques et niveau de précision

<u>Référentiels</u> :	Composantes topographique et parcellaire du référentiel à grande échelle
<u>Précision</u> :	Échelle de saisie maximale, celle du cadastre Échelle de saisie minimale, 1/ 5000 Métrique suivant le référentiel

3 - Numérisation et intégration

3.1 - Numérisation dans MapInfo

3.1.1 - Préalable

Télécharger à partir du site du PND Urbanisme (http://ads.info.application.i2/rubrique.php3?id_rubrique=178) les documents suivants :

- la documentation sur la structure des fichiers MapInfo,
- les modèles de fichiers MapInfo (actes, générateurs, assiettes, liens sup / communes).

3.1.2 - Saisie de l'acte

Ouvrir le fichier modèle XX_ACT.tab puis l'enregistrer sous le nom **EL7_ACT.tab**.

Saisir les données alphanumériques liées aux actes conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 2** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

3.1.3 - Numérisation du générateur

▪ Recommandations :

Privilégier la numérisation au niveau départemental.

▪ Précisions liées à GéoSUP :

Deux types de générateur sont possibles pour une sup EL7 :


- un polygone : correspondant à l'ensemble des parties des parcelles identifiées dans le plan d'alignement.
- une polyligne : correspondant au trait d'alignement ou, à défaut, à l'axe de la voie publique.

Remarque : plusieurs générateurs de type surfacique et linéaire sont possibles pour une même servitude EL7 (ex. : succession de voies publiques).


▪ Numérisation :

Ouvrir le fichier XX_SUP_GEN.tab puis l'enregistrer sous le nom **EL7_SUP_GEN.tab**.

Le générateur est de type surfacique :

- dessiner les parties des parcelles identifiées dans le plan d'alignement à l'aide de l'outil polygone  (trame transparente, ligne continu, épaisseur 1 pixel).

Le générateur est de type linéaire :

- dessiner le trait d'alignement ou l'axe de la voie à l'aide de l'outil polyligne  (trait continu, couleur noir, épaisseur 1 pixel).

Si plusieurs générateurs de type surfacique sont associés à une même servitude il est possible de les assembler :

- dessiner les différents générateurs à l'aide des outils précédemment cités puis les assembler en utilisant l'option Objets / Assembler. Penser ensuite à compacter la table MapInfo.

Remarque : ne pas assembler des générateurs de types différents (ex. : un point avec une surface). Seul l'assemblage des générateurs de type surfacique peut être importé dans GéoSUP.

▪ Saisie des données alphanumériques associées :

Saisir les données alphanumériques liées à la création du générateur conformément aux consignes de saisie figurant au *chapitre 3* du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

Si plusieurs générateurs sont associés à une même servitude le champ NOM_SUP devra être saisi de façon similaire pour tous les objets créés. En revanche le champ NOM_GEN devra être saisi de façon distincte.

Pour identifier le type de représentation graphique du générateur dans GéoSUP (circulation routière - alignement), le champ CODE_CAT doit être alimenté par le code : **EL7**

3.1.4 - Création de l'assiette

▪ Précisions liées à GéoSUP :

Deux types d'assiette sont possibles pour une SUP EL7 :

- un polygone : correspondant à l'ensemble des parties des parcelles identifiées dans le plan d'alignement.
- une polyligne : correspondant au trait d'alignement ou à défaut à l'axe de la voie publique.

Remarque : plusieurs assiettes de type surfacique ou linéaire sont possibles pour une même servitude EL7 (ex. : succession de voies publiques).

▪ Numérisation :

L'assiette est égale au générateur :

Une fois la numérisation des générateurs entièrement achevée, il conviendra donc de faire une copie du fichier EL7_SUP_GEN.tab et de l'enregistrer sous le nom EL7_ASS.tab.

Modifier ensuite la structure du fichier EL7_ASS.tab conformément aux consignes de saisie figurant au chapitre 4 du document Structure des modèles mapinfo.odt tout en gardant les champs NOM_SUP, CODE_CAT, NOM_GEN.

▪ Saisie des données alphanumériques associées :

Saisir les données alphanumériques liées aux assiettes conformément aux consignes de saisie figurant au *chapitre 4* du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

Important :

Pour identifier le type de représentation graphique de l'assiette dans GéoSUP (circulation routière - alignement), le champ CODE_CAT doit être alimenté par le code :

- **EL7** pour les voies publiques frappées d'alignement.

Pour différencier le type d'assiette dans GéoSup, le champ TYPE_ASS doit être en adéquation avec le type de catégorie saisi dans le champ CODE_CAT :

- pour la catégorie **EL7 - circulation routière - alignement** le champ **TYPE_ASS** doit être égal à **Plan d'alignement** (respecter la casse).

3.1.5 - Lien entre la servitude et la commune


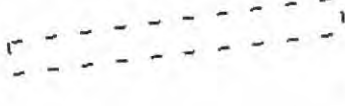


Ouvrir le fichier XX_LIENS_SUP_COM.tab puis l'enregistrer sous le nom EL7_SUP_COM.tab.

Saisir toutes les communes impactées par l'emprise (assiette) de la servitude, conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 5** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

3.2 - Données attributaires

Consulter le document de présentation au paragraphe "règles de nommage des objets" (page 6/11) ainsi que le modèle conceptuel SUP du CNIG et/ou le standard COVADIS SUP.

3.3 - Sémiologie

Type de générateur	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Linéaire trait d'alignement ou axe de la voie publique		Polyligne discontinue de couleur noir	Rouge : 0 Vert : 0 Bleu : 0
Surfacique ensemble des parties des parcelles identifiées dans le plan d'alignement		Polygone composé d'aucune trame Trait de contour discontinu de couleur noir et d'épaisseur égal à 2 pixels	Rouge : 0 Vert : 0 Bleu : 0
Type d'assiette	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Linéaire trait d'alignement ou axe de la voie publique		Polyligne discontinue de couleur noire	Rouge : 0 Vert : 0 Bleu : 0
Surfacique ensemble des parties des parcelles identifiées dans le plan d'alignement		Polygone composé d'une trame hachurée à 45 degrés de couleur noire et transparente Trait de contour discontinu de couleur noire et d'épaisseur égale à 2 pixels	Rouge : 0 Vert : 0 Bleu : 0

3.4 - Intégration dans GéoSup

Importer les fichiers MapInfo dans l'ordre suivant :

- les actes,
- les sup et les générateurs,
- les assiettes,
- les liens sup / communes.

Conformément aux consignes figurant **aux chapitres 4, 5, 6, et 7** du document *Import_GeoSup.odt*.

RESOURCES TERRITORIALES MILITAIRES EN OPERATION

Prévention des risques Infrastructures, Transports et MPA

Présent
pour
l'avenir

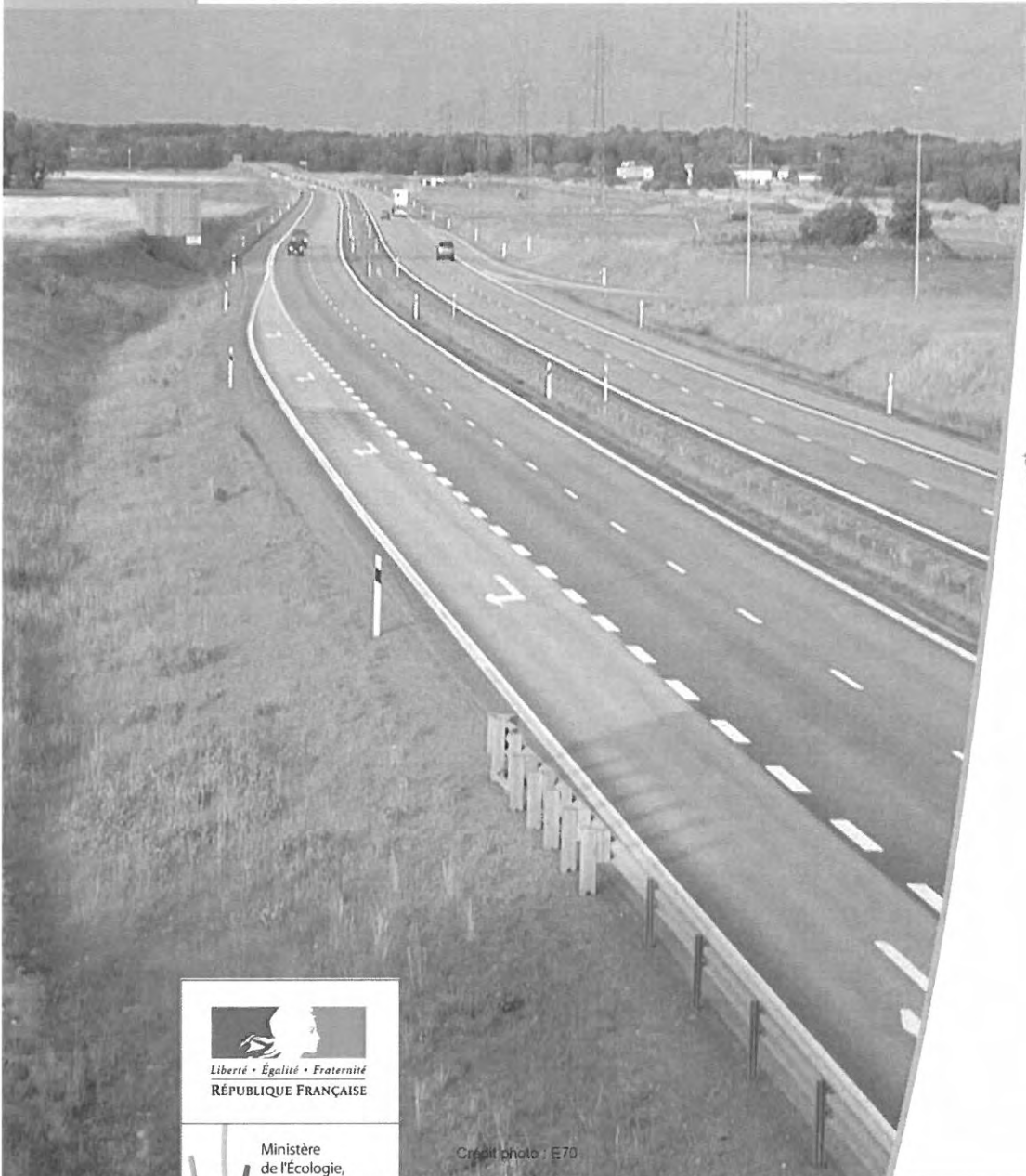
Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement
Direction générale de l'Aménagement,
du Logement et de la Nature

Arche Sud
92055 La Défense Cedex

www-developpement-durable.gouv.fr

Servitude EL11

Servitudes relatives aux interdictions d'accès grevant les propriétés limitrophes des autoroutes, routes express et déviations d'agglomération



Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat Développement durable
Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Ministère
de l'Écologie,
du Développement
durable,
des Transports
et du Logement

Credit photo : E70

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement

SERVITUDES DE TYPE EL11

SERVITUDES RELATIVES AUX INTERDICTIONS D'ACCÈS GREVANT LES PROPRIÉTÉS LIMITROPHES DES AUTOROUTES, ROUTES EXPRESS ET DÉVIATIONS D'AGGLOMÉRATION

Servitudes reportées en annexe de l'article R. 126-1 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

- II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements
 - D - Communications
 - d) Réseau routier

1 - Fondements juridiques

1.1 - Définition

Il s'agit de servitudes relatives aux interdictions d'accès grevant les propriétés riveraines des autoroutes, des routes express et des déviations d'agglomération.

L'article L.122-1 du Code de la voirie routière définit les autoroutes comme « des routes sans croisement, accessibles seulement en des points aménagés à cet effet et réservées aux véhicules à propulsion mécanique. »

L'article L.151-1 du Code de la voirie routière définit les routes express comme « des routes ou sections de routes appartenant au domaine public de l'État, des départements ou des communes, accessibles seulement en des points aménagés à cet effet, et qui peuvent être interdites à certaines catégories d'usagers et de véhicules. »

Les propriétés riveraines des autoroutes, des routes express et des déviations d'agglomération n'ont pas d'accès direct à ces dernières. Concernant les routes express et les déviations d'agglomération, aucun accès ne peut être créé ou modifié par les riverains, mais les interdictions applicables aux accès existants ne peuvent entrer en vigueur qu'après le rétablissement de la desserte des parcelles intéressées.

1.2 - Références législatives et réglementaires

Anciens textes :

- article 3 de la Loi n° 55-435 du 18 avril 1955 portant statut des autoroutes et articles 4 et 5 de la Loi n°69-7 du 3 janvier 1969 relative aux voies rapides et complétant le régime de la voirie nationale et locale abrogés par la Loi n°89-413 du 22 juin 1989 relative au code de la voirie routière (partie législative);
- Décret n° 70-759 du 18 août 1970 portant règlement d'administration publique et relatif aux voies rapides et complétant le régime de la voirie nationale et locale abrogé par le décret n°89-631 du 4 septembre 1989 relatif au code de la voirie routière (partie réglementaire).

Textes en vigueur :

- articles L. 122-2, L.151-3, L.152-1 et L.152-2 du Code de la voirie routière.

1.3 - Bénéficiaires et gestionnaires

Bénéficiaires	Gestionnaires
<ul style="list-style-type: none">- Etat,- Conseils généraux,- Communes,- Concessionnaires.	Suivant le type de route : <ul style="list-style-type: none">- MEEDDTL,- Conseils généraux,- Communes,- Concessionnaires.

1.4 - Procédures d'instauration, de modification ou de suppression

La servitude s'applique aux autoroutes et routes express dès la prise d'effet du classement dans la catégorie de voie correspondante. La servitude s'applique aux déviations directement, sans qu'une mesure réglementaire (décret ou arrêté) ne soit nécessaire.

1.5 - Logique d'établissement

1.5.1 - Les générateurs

- une autoroute,
- une route express,
- une déviation d'agglomération.

1.5.2 - Les assiettes

Les parcelles des propriétés riveraines par rapport au générateur.

2 - Bases méthodologiques de numérisation

2.1 - Définition géométrique

2.1.1 - Les générateurs

Le générateur est de type linéaire. Il représente l'axe de la route (express, autoroute, déviation d'agglomération).

Pour les aires de péage, le générateur est de type surfacique.

2.1.2 - *Les assiettes*

L'assiette est de type surfacique. C'est un polygone délimité par les parcelles de propriétés riveraines.

2.2 - Référentiels géographiques et niveau de précision

Référentiels : De préférence, la composante topographique ou parcellaire du référentiel à grande échelle (BD TOPO, BD PARCELLAIRE).

Précision : Échelle de saisie maximale, celle du cadastre
Échelle de saisie minimale, 1/ 5000
Métrique suivant le référentiel

3 - Numérisation et intégration

3.1 - Numérisation dans MapInfo

3.1.1 - *Préalable*

Télécharger à partir du site du PND Urbanisme (http://ads.info.application.i2/rubrique.php?id_rubrique=178) les documents suivants :

- la documentation sur la structure des fichiers MapInfo,
- les modèles de fichiers MapInfo (actes, générateurs, assiettes, liens sup / communes).

3.1.2 - *Saisie de l'acte*

Cette servitude n'étant instituée par aucun acte, sa saisie informatique est sans objet (cf §1.4).

3.1.3 - *Numérisation du générateur*

▪ **Recommandations :**

Privilégier :

- la numérisation au niveau départemental et non à la commune (autoroute, route express ou une déviation d'agglomération s'étend généralement sur plusieurs communes),

▪ **Précisions liées à GéoSUP :**

1 seul type de générateur est possible pour une sup EL11 :


- une polyligne : correspondant au tracé de l'autoroute, de la route express, de la déviation d'agglomération.

Remarque : plusieurs générateurs de type linéaire sont possibles pour une même servitude EL11 (ex. : embranchement route express).

▪ Numérisation :

Ouvrir le fichier XX_SUP_GEN.tab puis l'enregistrer sous le nom **EL11_SUP_GEN.tab**.

Le générateur est de type linéaire :

- dessiner la route express ou la déviation d'agglomération à l'aide de l'outil polyligne  (trait continu, couleur noir, épaisseur 1 pixel).

Si plusieurs générateurs sont associés à une même servitude :

- dessiner les différents générateurs à l'aide des outils précédemment cités puis assembler les en utilisant l'option Objets / Assembler. Penser ensuite à compacter la table MapInfo.

Remarque : ne pas assembler des générateurs de types différents (ex. : un point avec une surface). Les générateurs assemblés doivent être similaires pour pouvoir être importés dans GéoSUP.

▪ Saisie des données alphanumériques associées :

Saisir les données alphanumériques liées à la création du générateur conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 3** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

Si plusieurs générateurs sont associés à une même servitude le champ NOM_SUP devra être saisi de façon similaire pour tous les objets créés. En revanche le champ NOM_GEN devra être saisi de façon distinct.

Pour différencier le type de représentation graphique du générateur dans GéoSUP (route express ou déviation d'agglomération), le champ CODE_CAT doit être alimenté par un code :

- **EL11** pour les routes express ou déviation d'agglomération.

3.1.4 - Création de l'assiette

▪ Précisions liées à GéoSUP :

1 seuls type d'assiette est possible pour une sup EL11 :

- une surface : correspondant à l'emprise de la zone d'interdiction d'accès d'une autoroute route express ou déviation d'agglomération.

▪ Numérisation :

L'assiette d'une servitude EL11 est une zone d'interdiction tracée autour du générateur :

- une fois la numérisation des générateurs entièrement achevée, faire une copie du fichier EL11_SUP_GEN.tab et l'enregistrer sous le nom EL11_ASS.tab,
- ouvrir le fichier EL11_ASS.tab puis créer un tampon de x mètres en utilisant l'option Objet / Tampon de MapInfo.

Modifier ensuite la structure du fichier EL11_ASS.tab conformément aux consignes de saisie figurant au chapitre 4 du document Structure des modèles mapinfo.odt tout en gardant les champs NOM_SUP, CODE_CAT, NOM_GEN.

▪ **Saisie des données alphanumériques associées :**

Saisir les données alphanumériques liées aux générateurs conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 4** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

Important :

Pour différencier le type de représentation graphique du générateur dans GéoSup (route express ou déviation d'agglomération), le champ CODE_CAT doit être alimenté par un code :

- EL11 pour les routes express ou déviation d'agglomération.

Pour différencier le type d'assiette dans GéoSup (...), le champ TYPE_ASS doit être en adéquation avec le type de catégorie saisi dans le champ CODE_CAT :

- pour la catégorie EL11 - **Voies express, déviations** le champ TYPE_ASS doit être égale à **Zone d'interdiction d'accès** (respecter la casse).

3.1.5 - Lien entre la servitude et la commune


Ouvrir le fichier XX_LIENS_SUP_COM.tab puis l'enregistrer sous le nom EL11_SUP_COM.tab.

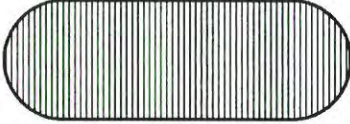
Saisir toutes les communes impactées par l'emprise (assiette) de la servitude, conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 5** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

3.2 - Données attributaires

Consulter le document de présentation au paragraphe "règles de nommage des objets" (page 6/11) ainsi que le modèle conceptuel SUP du CNIG et/ou le standard COVADIS SUP.

3.3 - Sémiologie

Type de générateur	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Linéaire (ex. : une route express)		Polyligne double et discontinue de couleur noire et d'épaisseur égal à 2 pixels	Rouge : 0 Vert : 0 Bleu : 0

Type d'assiette	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Zone tampon (ex. : une emprise de route express)		Zone tampon composée d'une trame verticale de couleur noire et transparente Trait de contour continu de couleur noire et d'épaisseur égal à 3 pixels	Rouge : 0 Vert : 0 Bleu : 0

3.4 - Intégration dans GéoSup

Importer les fichiers MapInfo dans l'ordre suivant :

- les actes,
- les sup et les générateurs,
- les assiettes,
- les liens sup / communes.

conformément aux consignes figurant *aux chapitres 4, 5, 6, et 7* du document *Import_GeoSup.odt*.

Ressources, territoires, habitats et risques

Prévention des risques - Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement
Direction générale de l'Aménagement,
du Logement et de la Nature
Arche Sud
92055 La Défense Cedex

www.developpement-durable.gouv.fr

Servitude 13

Servitude relative au transport de gaz naturel



Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat Développement durable
Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère
de l'Écologie,
du Développement
durable,
des Transports
et du Logement

Crédit photo : John Haynes

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement

SERVITUDE DE TYPE I3

SERVITUDES RELATIVES AU TRANSPORT DE GAZ NATUREL

Servitudes reportées en annexe de l'article R. 126-1 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements

A - Énergie

a) Électricité et gaz

1 - Fondements juridiques

1.1 - Définition

Il s'agit des servitudes énumérées à l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, ainsi qu'à l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie, et plus particulièrement :

- de la servitude **d'abattage d'arbres** dont le titulaire d'une autorisation de transport de gaz naturel peut faire usage lors de la pose de canalisations ,
- et de la **servitude de passage** permettant d'établir à demeure des canalisations souterraines sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes.

Ces servitudes s'entendent sans dépossession de propriété : le propriétaire conserve le droit de démolir, réparer, surélever, de clore ou de bâtir, sous réserve de prévenir le concessionnaire un mois avant de démarrer les travaux.

1.2 - Références législatives et réglementaires

Chronologie des textes :

- **Loi du 15 juin 1906 (art. 12)** modifiée sur les distributions d'énergie,
- **Décret du 29 juillet 1927** portant règlement d'administration publique (RAP) pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie (**art. 52 et 53** modifiés concernant l'enquête relative aux servitudes de l'article 12) - *abrogé par le décret n° 50-640 du 7 juin 1950,*
- **Loi n° 46-628 du 8 avril 1946 (art. 35)** modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz,
- **Décret n°50-640 du 7 juin 1950** portant RAP pour l'application de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, en ce qui concerne la procédure de déclaration d'utilité publique en matière d'électricité et de gaz et pour l'établissement des servitudes prévues par la loi - *abrogés par le décret n° 70-492 du 11 juin 1970,*
- **Décret n° 64-81 du 23 janvier 1964** portant RAP en ce qui concerne le régime des transports de gaz combustibles par canalisations (**art. 25**) - *abrogé par le décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985,*
- **Décret n° 70-492 du 11/06/1970** pris pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes, modifié notamment par :

- **Décret n°85-1109 du 15 octobre 1985 (art. 2 et 8-1 à 10),**
- **Décret n° 93-629 du 25 mars 1993,**
- **Décret n° 2003-999 du 14 octobre 2003.**

- Décret 85-1108 du 15 octobre 1985 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisations modifié (art. 5 et 29),
- Loi 2003-8 du 3 janvier 2003 relative au marché du gaz et de l'électricité et aux services publics de l'énergie (art.24).

Textes de référence en vigueur :

- Loi du 15 juin 1906 modifiée (art. 12),
- Loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée (art. 35),
- Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 (art. 1 à 4),
- Décret n° 70-492 du 1/06/1970 modifié (titre I – chapitre III et titre II),
- Décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 modifié (art. 5 et 29),
- Loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 modifiée (art.24).

1.3 - Bénéficiaires et gestionnaires

Bénéficiaires	Gestionnaires
Les transporteurs de gaz naturel.	<ul style="list-style-type: none"> - les bénéficiaires, - le MEDDTL - Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC), - les directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL).

1.4 - Procédure d'instauration de modification ou de suppression

I - **Déclaration préalable d'utilité publique (DUP)** des ouvrages de transport et de distribution de gaz en vue de l'exercice de servitudes.

Conformément aux dispositions des **articles 2 à 4 et 8-1 à 10 du Décret n° 70-492** et des **articles 6 à 9-II du Décret n° 85-1108**,

a) Cette DUP est instruite :

- par le préfet ou les préfets des départements traversés par la canalisation

NB : pour les canalisations soumises à autorisation ministérielle, si plusieurs préfets sont concernés par la canalisation, un préfet coordonnateur désigné par le ministre chargé de l'énergie centralise les résultats de l'instruction.

- le dossier de DUP comprend notamment les pièces suivantes :

- Avant le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 :

- une **carte au 1/10 000** sur laquelle figurent le tracé des canalisations projetées et l'emplacement des autres ouvrages principaux existants ou à créer, tels que les postes de sectionnement ou de détente.

- Depuis le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 :

- une **carte au 1/25 000** comportant le tracé de la ou des canalisations projetées permettant de connaître les communes traversées, avec l'indication des emprunts envisagés du domaine public,
- **une seconde carte établie à l'échelle appropriée** et permettant de préciser, si nécessaire, l'implantation des ouvrages projetés.

b) La DUP est prononcée :

- par **Arrêté du préfet ou arrêté conjoint** des préfets intéressés,
- et en cas de désaccord, par **Arrêté du ministre chargé de l'énergie**.

NB : à compter du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 et jusqu'au Décret n° 2003-999 du 14 octobre 2003, la DUP était prononcée par **arrêté ministériel** pour les ouvrages soumis au régime de la concession.

II - Établissement des servitudes.

Conformément à l'article 11 et suivants du Décret n°70-492, les servitudes sont établies :

- après que le bénéficiaire ait notifié les travaux projetés directement aux propriétaires des fonds concernés par les ouvrages,
- **par convention amiable** entre le bénéficiaire et les propriétaires concernés par les servitudes requises,
- à défaut, **par arrêté préfectoral** pris :

- sur requête adressée **par le bénéficiaire** au préfet précisant la nature et l'étendue des servitudes à établir,
- au vu d'un **plan et d'un état parcellaire par commune** indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes,
- après enquête publique.

- et notifié au demandeur, à chaque exploitant et à chaque propriétaire concerné.

1.5 - Logique d'établissement

1.5.1 - Les générateurs

- une ou des canalisations de transport et distribution de gaz,
- des ouvrages annexes tels que les postes de sectionnement ou de détente.

1.5.2 - Les assiettes

- le tracé de la ou des canalisations,
- l'emprise des annexes.

2 - Bases méthodologiques de numérisation

2.1 - Définition géométrique

2.1.1 - Les générateurs

Le générateur est l'axe de l'ouvrage de distribution, de transport ou de collecte de gaz.

Méthode : identifier l'ouvrage par un repérage visuel et en représenter l'axe en linéaire.

2.1.2 - *Les assiettes*

L'assiette est systématiquement confondue avec le générateur, par duplication.

2.2 - Référentiels géographiques et niveau de précision

<u>Référentiels</u> :	Le Scan 25 ou le référentiel à grande échelle Précision de positionnement (absolu) : de l'ordre de 5 à 10 m selon rapport à l'échelle cartographique du document source.
<u>Précision</u> :	Échelle de saisie maximale, Échelle de saisie minimale,

3 - Numérisation et intégration

3.1 - Numérisation dans MapInfo

3.1.1 - *Préalable*

Télécharger à partir du site du PND Urbanisme (http://ads.info.application.i2/rubrique.php?id_rubrique=178) les documents suivants :

- la documentation sur la structure des fichiers MapInfo,
- les modèles de fichiers MapInfo (actes, générateurs, assiettes, liens sup / communes)

3.1.2 - *Saisie de l'acte*

Ouvrir le fichier modèle XX_ACT.tab puis l'enregistrer sous le nom **I3_ACT.tab**.

Saisir les données alphanumériques liées aux actes conformément aux consignes de saisie figurant au *chapitre 2* du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

3.1.3 - *Numérisation du générateur*

- **Recommandations :**

Privilégier :

- la numérisation au niveau départementale et non à la commune (une canalisation traverse généralement plusieurs communes d'un point a vers un point b),
- la numérisation à partir de la Bd Topo (couche transport énergie).

▪ **Précisions liées à GéoSUP :**

1 seul type de générateur est possible pour une sup I3 :

- une polyligne : correspondant au tracé de la canalisation de gaz.

Remarque : plusieurs générateurs sont possibles pour une même servitude I3 (ex. : départ de plusieurs canalisations à partir d'un centre de stockage).


▪ **Numérisation :**

Ouvrir le fichier XX_SUP_GEN.tab puis l'enregistrer sous le nom I3_SUP_GEN.tab.

Si le générateur est tracé de façon continu :

- dessiner la canalisation de gaz à l'aide de l'outil polyligne  (trait continu, couleur noir, épaisseur 1 pixel).

Si le générateur est tracé de façon discontinu :

- dessiner les portions de canalisations de gaz à l'aide de l'outil polyligne  (trait continu, couleur noir, épaisseur 1 pixel) puis assembler les en utilisant l'option Objets / Assembler. Penser ensuite à compacter la table MapInfo.

Si plusieurs générateurs sont associés à une même servitude :

- dessiner les différents générateurs à l'aide de l'outil précédemment cité puis assembler les en utilisant l'option Objets / Assembler. Penser ensuite à compacter la table MapInfo.

▪ **Saisie des données alphanumériques associées :**

Saisir les données alphanumériques liées à la création du générateur conformément aux consignes de saisie figurant au *chapitre 3* du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

Important :

Si plusieurs générateurs sont associés à une même servitude le champ NOM_SUP devra être saisi de façon similaire pour tous les objets créés. En revanche le champ NOM_GEN devra être saisi de façon distinct.

Pour différencier le type de représentation graphique du générateur dans GéoSup (inscrit ou classé), le champ CODE_CAT doit être alimenté par un code :

- I3 pour les canalisations de gaz.

3.1.4 - Création de l'assiette

▪ **Précisions liées à GéoSUP :**

1 seul type d'assiette est possible pour une sup I3 :

- une polyligne : correspondant à l'emprise de la canalisation de gaz.

▪ **Numérisation :**

L'assiette d'une servitude I3 est égale au tracé du générateur. Une fois la numérisation des générateurs entièrement achevée, il conviendra donc de faire une copie du fichier I3_SUP_GEN.tab et de l'enregistrer sous le nom **I3_ASS.tab**.

Modifier ensuite la structure du fichier I3_ASS.tab conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 4** du document *Structure des modèles mapinfo.odt* tout en gardant les champs NOM_SUP, CODE_CAT, NOM_GEN.

▪ **Saisie des données alphanumériques associées :**

Saisir les données alphanumériques liées aux générateurs conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 4** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

Important :

Pour différencier le type de représentation graphique du générateur dans GéoSup, le champ CODE_CAT doit être alimenté par un code :

- **I3** pour les canalisations de gaz.

Pour différencier le type d'assiette dans GéoSup (canalisation de gaz), le champ TYPE_ASS doit être en adéquation avec le type de catégorie saisi dans le champ CODE_CAT :

- pour la catégorie **I3 - canalisation de gaz** le champ **TYPE_ASS** doit être égale à **Canalisation de gaz** (respecter la casse).

3.1.5 - Lien entre la servitude et la commune



Ouvrir le fichier XX_LIENS_SUP_COM.tab puis l'enregistrer sous le nom **I3_SUP_COM.tab**.

Saisir toutes les communes impactées par l'emprise (assiette) de la servitude, conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 5** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

3.2 - Données attributaires

Consulter le document de présentation au paragraphe "règles de nommage des objets" (page 6/11) ainsi que le modèle conceptuel SUP du CNIG et/ou le standard COVADIS SUP.

3.3 - Sémiologie

Type de générateur	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Linéaire (ex. : une canalisation de gaz)		Polyligne double de couleur noire d'épaisseur égale à 1 pixel et composée de ronds roses	Rouge : 250 Vert : 0 Bleu : 250
Type d'assiette	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Linéaire (ex. : une canalisation de gaz)		Polyligne double de couleur noire d'épaisseur égale à 1 pixel et composée de ronds roses	Rouge : 250 Vert : 0 Bleu : 250

3.4 - Intégration dans GéoSup

Importer les fichiers MapInfo dans l'ordre suivant :

- les actes,
- les sup et les générateurs,
- les assiettes,
- les liens sup / communes,

conformément aux consignes figurant aux *chapitres 4, 5, 6, et 7* du document *Import_GeoSup.odt*.

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement

Prévention des risques : infrastructures, transports et mer

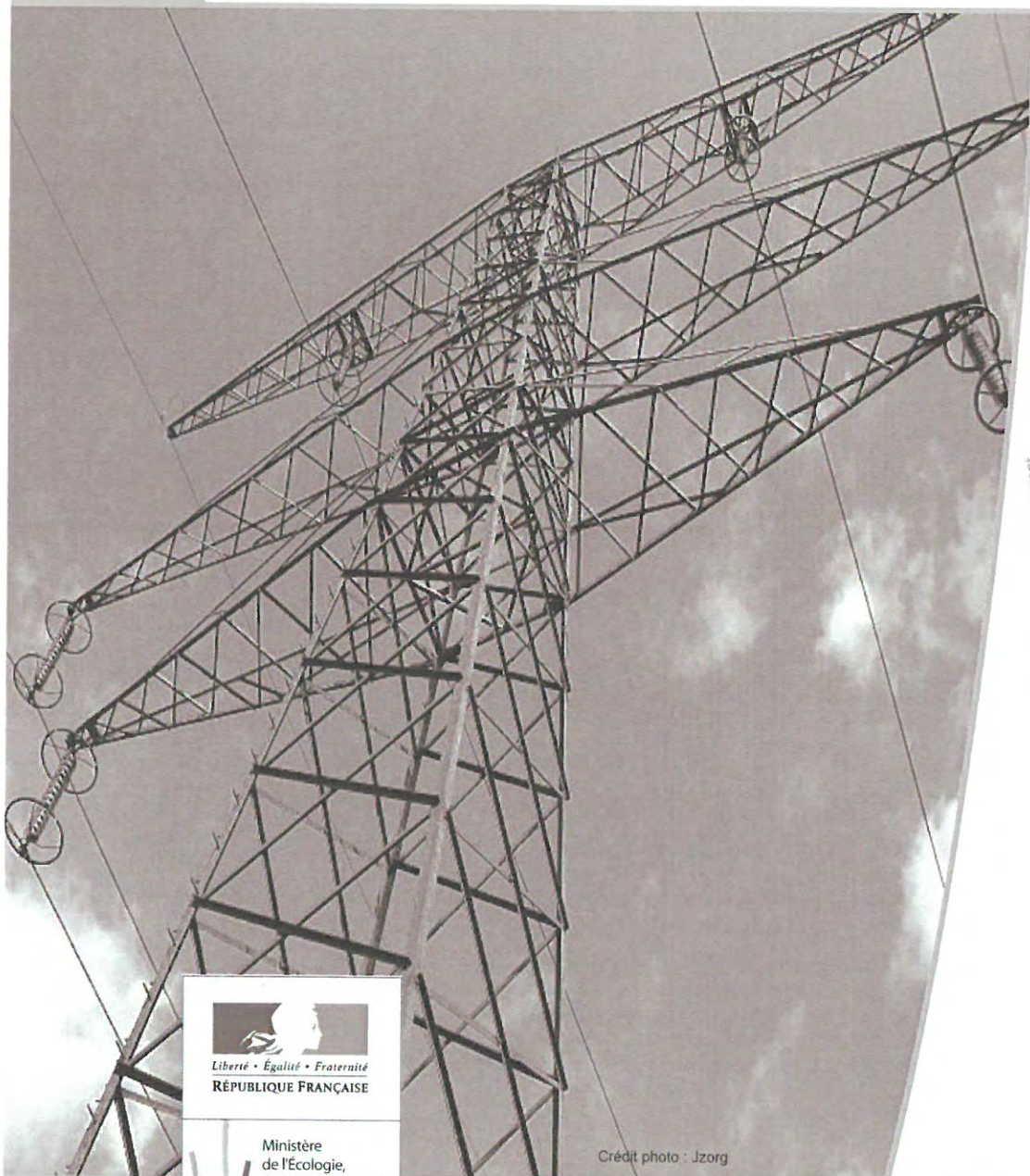
**Présent
pour
l'avenir**

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement
Direction générale de l'Aménagement,
du Logement et de la Nature
Arche Sud
92055 La Défense Cedex

www-developpement-durable.gouv.fr

Servitude 14

*Servitude au voisinage d'une ligne électrique
aérienne ou souterraine*



Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat Développement durable
Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère
de l'Écologie,
du Développement
durable,
des Transports
et du Logement

Crédit photo : Jzorg

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement

SERVITUDE DE TYPE I4

SERVITUDE RELATIVE AU TRANSPORT D'ENERGIE ELECTRIQUE

Servitudes reportées en annexe de l'article R. 126-1 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements

A - Énergie

a) Électricité et gaz

1 - Fondements juridiques

1.1 - Définition

Il s'agit de deux catégories de **servitudes instituées par la loi du 15 juin 1906** sur les distributions d'énergie.

a) Les servitudes prévues aux alinéas 1°, 2°, 3° et 4° de l'article 12 concernant toutes les distributions d'énergie électrique :

- **servitude d'ancrage** permettant d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments,
- **servitude de surplomb** permettant de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées,
- **servitude de passage ou d'appui** permettant d'établir à demeure des canalisations souterraines, ou des supports pour conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes,
- **servitude d'élagage et d'abattage d'arbres** permettant de couper les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

Il s'agit de **servitudes n'entraînant aucune dépossession du propriétaire** qui conserve le droit de démolir, réparer, surélever, de clore ou de bâtir, sous réserve de prévenir le concessionnaire un mois avant de démarrer les travaux.

b) Les périmètres instaurés en application de l'article 12 bis de part et d'autre d'une ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts et à l'intérieur desquels :

- **sont interdits** :

- des bâtiments à usage d'habitation,
- des aires d'accueil des gens du voyage,
- certaines catégories d'établissements recevant du public : structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées, hôtels et structures d'hébergement, établissements d'enseignement, colonies de vacances, établissements sanitaires, établissements pénitentiaires, établissements de plein air.

- **peuvent être interdits ou soumis à prescriptions** :

- d'autres catégories d'établissements recevant du public,
- des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et fabriquant, utilisant ou stockant des substances comburantes, explosibles, inflammables ou combustibles,

sans toutefois qu'il puisse être fait obstacle à des travaux d'adaptation, de réfection ou d'extension de l'existant sous réserve néanmoins de ne pas augmenter la capacité d'accueil d'habitants dans le périmètre des servitudes.

1.2 - Références législatives et réglementaires

Chronologie des textes :

- loi du 15 juin 1906 (art. 12) sur les distributions d'énergie,
- décret du 3 avril 1908 portant RAP pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique (abrogé par le décret du 29 juillet 1927),
- décret du 24 avril 1923 portant RAP pour l'application de la loi du 15 juin 1906 en ce qui concerne les concessions de transport d'énergie électrique à haute tension accordées par l'État (abrogé par le décret du 29 juillet 1927),
- loi de finances du 13 juillet 1925 (art. 298),
- décret du 29 juillet 1927 portant RAP pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie (art. 52 et 53 modifiés concernant l'enquête relative aux servitudes de l'article 12) (abrogé par le décret 50-640),
- loi n° 46-628 du 8 avril 1946 (art. 35) modifiée, sur la nationalisation de l'électricité et du gaz,
- décret n°50-640 du 7 juin 1950 portant RAP pour l'application de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, en ce qui concerne la procédure de DUP en matière d'électricité et de gaz et pour l'établissement des servitudes prévues par la loi. (abrogés par le décret 70-492),
- décret n°67-886 du 6 octobre 1967 portant RAP pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique (art. 1 à 4 relatifs aux conventions de reconnaissance des servitudes de l'article 12),
- décret n° 70-492 du 11 juin 1970 pris pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes, modifié par :

- décret n°85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret du 11 juin 1970,
- décret n° 93-629 du 25 mars 1993 modifiant le décret du 11 juin 1970,
- décret n°2004-835 du 19 août 2004 relatif aux servitudes d'utilité publique prévues par l'article 12bis de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,
- décret n° 2009-368 du 1er avril 2009 relatif aux ouvrages électriques à haute et très haute tension réalisés en technique souterraine.

- loi 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (art. 5) introduisant un article 12bis dans la loi du 15 juin 1906.

Textes de référence en vigueur :

- loi du 15 juin 1906 (art. 12 et 12bis) modifiée,
- loi de finances du 13 juillet 1925 (art. 298),
- loi n° 46-628 du 8 avril 1946 (art. 35) modifiée,
- décret n°67-886 du 6 octobre 1967 (art. 1 à 4),
- décret n° 70-492 du 11 juin 1970 modifié.

1.3 - Bénéficiaires et gestionnaires

Bénéficiaires	Gestionnaires
a) Concernant les servitudes instaurées en application de l'article 12 :	a) Concernant les servitudes instaurées en application de l'article 12 :
- les concessionnaires ou titulaires d'une	- les bénéficiaires,

autorisation de transport d'énergie électrique.

- le Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement (MEDDTL) - Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC),
- les directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL).

b) Concernant les servitudes instaurées en application de l'article 12 bis :

- l'Etat,
- les communes,
- les exploitants.

b) Concernant les servitudes instaurées en application de l'article 12 bis :

- les directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL).

1.4 - Procédure d'instauration de modification ou de suppression

▪ Procédure d'instauration :

a) Concernant les servitudes instaurées en application de l'article 12 :

I – Champ d'application

Les servitudes prévues aux alinéas 1°, 2°, 3° et 4° de l'article 12 peuvent bénéficier :

- aux distributions d'énergie électrique déclarées d'utilité publique, la DUP étant prononcée en vue de l'exercice de servitudes sans recours à l'expropriation et dans les conditions suivantes :

• pour des ouvrages d'alimentation générale ou de distribution aux services publics et si tension < 63kV :

- sur production notamment d'une **carte au 1/10000** comportant le tracé des lignes projetées et l'emplacement des autres ouvrages principaux existants ou à créer, tels que les postes de transformation
- sans enquête publique,
- avec éventuelle étude d'impact soumise à simple consultation,
- par **arrêté du préfet du département ou arrêté conjoint des préfets** des départements concernés,
- si désaccord entre les préfets, **par arrêté du ministre chargé de l'électricité**.

• pour des lignes directes de tension < 63kV :

- sur production notamment d'une **carte au 1/10000** comportant le tracé des lignes projetées ainsi que l'emplacement et l'identité des exploitants des autres ouvrages principaux existants ou à créer, tels que les postes de transformation
- avec éventuelle étude d'impact
- après **enquête publique** conformément au code de l'expropriation
- par **arrêté du préfet du département ou arrêté conjoint des préfets** des départements concernés

• pour toutes les lignes et ouvrages de tension > ou = 63 kV, mais < 225kV :

- sur production d'une **carte au 1/25000 (1/50000 avant le décret n°85-1109)** comportant le tracé des lignes projetées et l'emplacement des autres ouvrages principaux existant ou à créer, tels que les postes de transformation avec, pour les lignes directes, indication de l'identité de leurs exploitants,
- au vu d'une étude d'impact,
- après **enquête publique** conformément au code de l'environnement, à l'exception des liaisons souterraines < 225kV,
- **par arrêté du préfet du département ou arrêté conjoint des préfets** des départements concernés,

- si désaccord entre les préfets, **par arrêté du ministre chargé de l'électricité ou par arrêté conjoint du ministre chargé de l'électricité et du ministre chargé de l'urbanisme** si la DUP emporte mise en compatibilité du document d'urbanisme.

• **pour toutes les lignes et ouvrages de tension > ou = 225kV :**

- sur production d'une **carte au 1/25 000 (1/50 000 avant le décret n°85-1109)** comportant le tracé des lignes projetées et l'emplacement des autres ouvrages principaux existant ou à créer, tels que les postes de transformation avec, pour les lignes directes, indication de l'identité de leurs exploitants,
- au vu d'étude d'impact,
- sur demande adressée au ministre chargé de l'électricité qui transmet, pour instruction, au préfet du département ou à un préfet coordonnateur si plusieurs départements concernés,
- après **enquête publique** conformément au code de l'environnement, à l'exception des liaisons souterraines de tension = 225kV et d'une longueur < ou = 15 km,
- par **arrêté du ministre chargé de l'électricité ou arrêté conjoint du ministre chargé de l'électricité et du ministre chargé de l'urbanisme** si la DUP emporte mise en compatibilité du document d'urbanisme.

- aux distributions d'énergie électrique placées sous le régime de la concession ou de la régie, non déclarées d'utilité publique mais réalisées avec le concours financier de l'État, des départements, des communes, des syndicats de communes, le bénéfice des servitudes de l'article 12 leur étant accordé sous les conditions suivantes :

- **sans DUP**, en application de l'article 298 de la loi de finances du 13 juillet 1925,
- **sous réserve d'une DUP**, s'agissant de la servitude d'appui prévue par l'alinéa 3° de l'article 12, lorsque l'emprise des supports dépasse 1m².

II - Mode d'établissement

- à l'initiative du demandeur, après notification des travaux projetés directement aux propriétaires des fonds concernés par les ouvrages

- par **convention amiable** entre demandeur et propriétaires concernés par l'une ou l'autre des servitudes

- à défaut, par arrêté préfectoral pris :

- sur requête adressée au préfet précisant la nature et l'étendue des servitudes à établir,
- au vu d'un **plan et un état parcellaire par commune** indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes,
- après approbation par le préfet du projet de détail des tracés de lignes,
- après **enquête publique**.

et notifié au demandeur, à chaque exploitant et à chaque propriétaire concerné.

b) Concernant les servitudes instaurées en application de l'article 12 bis :

La **procédure d'institution** est conduite par le préfet de département et les servitudes sont instaurées :

- sur production notamment d'un **plan parcellaire** délimitant le périmètre d'application des servitudes,
- après **enquête publique** conformément au code de l'expropriation,
- **arrêté préfectoral** emportant déclaration d'utilité publique des servitudes de l'article 12bis à l'intérieur du périmètre délimité.

▪ Procédure de suppression :

La suppression de tout ou partie des servitudes instaurées en application de l'article 12bis est prononcée par **arrêté préfectoral**.

1.5 - Logique d'établissement

1.5.1 - Les générateurs

a) **Les générateurs des servitudes prévues à l'article 12** sont l'ensemble des installations de distribution d'énergie électrique, notamment :

- les conducteurs aériens d'électricité,
- les canalisations souterraines de transport d'électricité,
- les supports de conducteurs aériens,
- des ouvrages, tels que les postes de transformation, etc...

b) **Les générateurs des servitudes instaurées en application de l'article 12 bis** sont :

- des lignes électriques aériennes de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts.

1.5.2 - Les assiettes

a) **Concernant les servitudes instaurées en application de l'article 12 :**

Assiette de la servitude prévue à l'alinéa 1° :

- murs ou façades donnant sur une voie publique,
- toits et terrasses de bâtiments accessibles de l'extérieur.

Assiette de la servitude prévue aux alinéas 2° et 4° :

- le tracé de la ligne électrique

Assiette de la servitude prévue à l'alinéa 3° :

- le tracé de la canalisation souterraine,
- l'emprise du support du conducteur aérien.

b) **Concernant les servitudes instaurées en application de l'article 12 bis :**

L'assiette est constituée par un périmètre incluant au maximum :

- **des cercles** dont le centre est constitué par l'axe vertical des supports de la ligne et dont le rayon est égal à :
 - 30 mètres (40 mètres pour des lignes de tension \geq ou = 350 kV),
 - ou à la hauteur des supports si celle-ci est supérieure.
- **une bande délimitée par la projection verticale au sol des câbles** de la ligne électrique lorsqu'ils sont au repos,
- **des bandes** d'une largeur de 10 mètres, portée à 15 mètres pour des lignes de tension \geq ou = 350 kV, **de part et d'autre du couloir prévu au 2°.**

2 - Bases méthodologiques de numérisation

2.1 - Définition géométrique

2.1.1 - Les générateurs

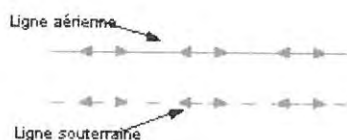
Le générateur est l'axe d'une ligne électrique et ses supports, ou d'une canalisation souterraine d'électricité.

Méthode : identifier la ligne électrique par un repérage visuel et la représenter en linéaire.

2.1.2 - Les assiettes

L'assiette est systématiquement confondue avec le générateur, par duplication.

Sa représentation graphique doit cependant la différencier du générateur, et distinguer par ailleurs lignes aériennes et lignes souterraines.



2.2 - Référentiels géographiques et niveau de précision

Référentiels : La construction graphique du générateur et de l'assiette peut s'établir préférentiellement à partir du référentiel à grande échelle (couche transport-énergie / ligne électrique de la BDTopo).

Scan25 ou référentiel à grande échelle (topographique ou parcellaire)

Précision : Échelle de saisie maximale, le cadastre
Échelle de saisie minimale, le 1/25000
Métrique ou déca-métrique suivant le référentiel.

3 - Numérisation et intégration

3.1 - Numérisation dans MapInfo

3.1.1 - Préalable

Télécharger à partir du site du PND Urbanisme (http://ads.info.application.i2/rubrique.php3?id_rubrique=178) les documents suivants :

- la documentation sur la structure des fichiers MapInfo,
- les modèles de fichiers MapInfo (actes, générateurs, assiettes, liens sup / communes).

3.1.2 - Saisie de l'acte

Ouvrir le fichier modèle XX_ACT.tab puis l'enregistrer sous le nom I4_ACT.tab.

Saisir les données alphanumériques liées aux actes conformément aux consignes de saisie figurant au *chapitre 2* du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

3.1.3 - Numérisation du générateur

▪ Recommandations :

Privilégier :

- la numérisation au niveau départementale et non à la commune (une ligne électrique traverse généralement plusieurs communes d'un point a vers un point b),
- la numérisation à partir de la Bd Topo (couche transport énergie).

▪ Précisions liées à GéoSUP :

1 seul type de générateur est possible pour une sup I4 :

- une polyligne : correspondant au tracé de la ligne électrique aérienne ou souterraine.

Remarque :

Plusieurs générateurs sont possibles pour une même servitude I4 (ex. : départ de plusieurs lignes électriques à partir d'un centre : aériennes ou souterraines)


▪ Numérisation :

Ouvrir le fichier XX_SUP_GEN.tab puis l'enregistrer sous le nom I4_SUP_GEN.tab.

Si le générateur est tracé de façon continu :

- dessiner la ligne électrique à l'aide de l'outil polyligne  (trait continu, couleur noir, épaisseur 1 pixel).

Si le générateur est tracé de façon discontinu :

- dessiner les portions de lignes électriques à l'aide de l'outil polyligne  (trait continu, couleur noir, épaisseur 1 pixel) puis assembler les en utilisant l'option Objets / Assembler. Penser ensuite à compacter la table MapInfo.

Si plusieurs générateurs sont associés à une même servitude :

- dessiner les différents générateurs à l'aide de l'outil précédemment cité puis assembler les en utilisant l'option Objets / Assembler. Penser ensuite à compacter la table MapInfo.

▪ Saisie des données alphanumériques associées :

Saisir les données alphanumériques liées à la création du générateur conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 3** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

Important :

Si plusieurs générateurs sont associés à une même servitude le champ NOM_SUP devra être saisi de façon similaire pour tous les objets créés. En revanche le champ NOM_GEN devra être saisi de façon distinct.

Pour différencier le type de représentation graphique du générateur dans GéoSup (souterraine ou aérienne), le champ CODE_CAT doit être alimenté par 2 sous codes :

- I4_A pour les lignes électriques aériennes,
- I4_S pour les lignes souterraines.

3.1.4 - *Création de l'assiette*

▪ Précisions liées à GéoSUP :

1 seul type d'assiette est possible pour une sup I4 :

- une polyligne : correspondant à l'emprise de la ligne électrique.

▪ Numérisation :

L'assiette d'une servitude I4 est égale au tracé du générateur. Une fois la numérisation des générateurs entièrement achevée, il conviendra donc de faire une copie du fichier I4_SUP_GEN.tab et de l'enregistrer sous le nom **I4_ASS.tab**.

Modifier ensuite la structure du fichier I4_ASS.tab conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 4** du document *Structure des modèles mapinfo.odt* tout en gardant les champs NOM_SUP, CODE_CAT, NOM_GEN.

▪ Saisie des données alphanumériques associées :

Saisir les données alphanumériques liées aux générateurs conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 4** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

Important :

Pour différencier le type de représentation graphique du générateur dans GéoSup (souterraine ou aérienne), le champ CODE_CAT doit être alimenté par 2 sous codes :

- I4_A pour les lignes électriques aériennes,
- I4_S pour les lignes souterraines.

Pour différencier le type d'assiette dans GéoSup (souterraine ou aérienne), le champ TYPE_ASS doit être en adéquation avec le type de catégorie saisi dans le champ CODE_CAT :

- pour la catégorie **I4_A - ligne électrique aérienne** le champ **TYPE_ASS** doit être égale à **Ligne électrique aérienne** (respecter la casse),
- pour la catégorie **I4_S - ligne électrique souterraine** le champ **TYPE_ASS** doit être égale à **Ligne électrique souterraine** (respecter la casse).

3.1.5 - *Lien entre la servitude et la commune*



Ouvrir le fichier XX_LIENS_SUP_COM.tab puis l'enregistrer sous le nom **I4_SUP_COM.tab**.



Saisir toutes les communes impactées par l'emprise (assiette) de la servitude, conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 5** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

3.2 - Données attributaires

Consulter le document de présentation au paragraphe "règles de nommage des objets" (page 6/11) ainsi que le modèle conceptuel SUP du CNIG et/ou le standard COVADIS SUP.

3.3 - Sémiologie

Type de générateur	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Linéaire (ex. : une ligne électrique aérienne)		Polyligne de couleur rose composée de sigle inférieur supérieur et d'épaisseur égale à 2 pixels	Rouge : 250 Vert : 0 Bleu : 250
Linéaire (ex. : une ligne électrique souterraine)		Polyligne discontinue de couleur rose composée de traits perpendiculaires et d'épaisseur égale à 2 pixels	Rouge : 250 Vert : 0 Bleu : 250

Type d'assiette	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Linéaire (ex. : une ligne électrique aérienne)		Polyligne de couleur rose composée de sigle inférieur supérieur et d'épaisseur égale à 2 pixels	Rouge : 250 Vert : 0 Bleu : 250
Linéaire (ex. : une ligne électrique souterraine)		Polyligne discontinue de couleur rose composée de traits perpendiculaires et d'épaisseur égale à 2 pixels	Rouge : 250 Vert : 0 Bleu : 250

3.4 - Intégration dans GéoSup

Importer les fichiers MapInfo dans l'ordre suivant :

- les actes,
- les sup et les générateurs,
- les assiettes,
- les liens sup / communes.

conformément aux consignes figurant **aux chapitres 4, 5, 6, et 7** du document *Import_GeoSup.odt*.

Ressources, territoires, habitats et logement

Prévention des risques
infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement
Direction générale de l'Aménagement,
du Logement et de la Nature

Arche Sud
92055 La Défense Cedex

www.developpement-durable.gouv.fr

Servitude PT1

Servitudes de protection des centres de réception radio-électriques contre les perturbations électromagnétiques



Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat Développement durable
Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère
de l'Écologie,
du Développement
durable,
des Transports
et du Logement

Crédit photo : MAGNUS MANSKE

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement

www.developpement-durable.gouv.fr

SERVITUDES DE TYPE PT1

SERVITUDES DE PROTECTION DES CENTRES DE RECEPTION RADIOELECTRIQUES CONTRE LES PERTURBATIONS ELECTROMAGNETIQUES

Servitudes reportées en annexe de l'article R. 126-1 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

II – Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements
E – Télécommunications

1 - Fondements juridiques.

1.1 - Définition.

Afin d'assurer le bon fonctionnement des réseaux, des servitudes sont instituées en application des articles L. 57 à L. 62-1 du code des postes et des communications électroniques afin de protéger les centres radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques pouvant résulter du fonctionnement de certains équipements, notamment électriques.

Il convient de distinguer deux régimes :

- les servitudes instituées au bénéfice des centres radioélectriques concernant la défense nationale ou la sécurité publique (articles L.57 à L.62 du code des postes et des communications électroniques);
- les servitudes instituées au bénéfice des centres radioélectriques appartenant à des opérateurs privés (article L.62-1 du code des postes et des communications électroniques). Cependant, en l'absence de décret d'application de l'article L.62-1 du code des postes et des communications électroniques, les exploitants des réseaux de communications électroniques ouverts au public ne peuvent bénéficier de servitudes radioélectriques à ce jour.

La servitude a pour conséquence :

- l'obligation de faire cesser les perturbations électromagnétiques : Tout propriétaire ou usager d'une installation électrique produisant ou propageant des perturbations gênant l'exploitation d'un centre de réception est tenu de se conformer aux dispositions qui lui seront indiquées par le ministre en charge de l'exploitation ou du contrôle du centre en vue de faire cesser le trouble;
- l'interdiction faite , **dans les zones de protection radioélectrique**, aux propriétaires ou usagers d'installations électriques de produire ou de propager des perturbations se plaçant dans la gamme d'ondes radioélectriques reçues par le centre et présentant pour les appareils du centre un degré de gravité supérieur à la valeur compatible avec son exploitation;
- l'interdiction, **dans les zones de garde radioélectrique**, de mettre en service du matériel électrique susceptible de perturber les réceptions radioélectriques ou d'y apporter des modifications sans l'autorisation du ministre en charge de l'exploitation du centre.

1.2 - Références législatives et réglementaires.

Textes en vigueur :

- Articles L. 57 à L. 62-1 du code des postes et des communications électroniques,
- Article L. 5113-1 du code de la défense,
- Articles R. 27 à R. 39 du code des postes et des communications électroniques,
- Arrêté du 21 août 1953 modifié relatif à l'établissement de la liste et des caractéristiques du matériel électrique dont la mise en service, la modification ou la transformation sont soumises à autorisation préalable dans les zones de garde radioélectrique.

1.3 - Bénéficiaires et gestionnaires.

Bénéficiaires	Gestionnaires
Ministères et exploitants publics de communications électroniques	

1.4 - Procédures d'instauration, de modification ou de suppression.

Servitudes instituées au bénéfice des centres radioélectriques concernant la défense nationale ou la sécurité publique :

- Demande du ministre intéressé ou de l'exploitant public de communications électroniques;
- Arrêté préfectoral désignant les communes sur le territoire desquelles les agents qualifiés sont autorisés à procéder à une étude préliminaire;
- Enquête publique de droit commun;
- Avis de l'Agence nationale des fréquences (ANFR);
- Approbation par :
 - par décret pris sous le contreseing du ministre intéressé et du ministre du développement industriel et scientifique si avis favorable de l'ANFR;
 - par décret en Conseil d'État si avis défavorable de l'ANFR.

Les modifications de nature à entraîner un changement d'assiette ou une aggravation de la servitude obéissent au principe de parallélisme des formes et doivent donc être opérées conformément à la procédure d'instauration. En revanche, les servitudes peuvent être réduites ou supprimées par simple décret, sans qu'il y ait lieu de procéder à enquête publique.

Servitudes instituées au bénéfice des centres radioélectriques appartenant à des opérateurs privés :

- Demande du ministre intéressé ou de l'exploitant public de communications électroniques;
- Élaboration du plan de protection pour les centres de réception radio-électriques concernés contre les perturbations électromagnétiques déterminant les terrains sur lesquels s'exercent ces servitudes;
- Avis de l'Agence nationale des fréquences;
- Enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement;
- Avis des conseils municipaux concernés;
- Information des propriétaires des motifs qui justifient l'institution de la servitude et le choix de l'emplacement. Les propriétaires disposent d'un délai minimum de trois mois pour présenter leurs observations;
- Approbation par arrêté préfectoral.

En l'absence de décret d'application des articles L 56-1 et L 62-1 du code des postes et des communications électroniques, les exploitants des réseaux de communications électroniques ouverts au public ne peuvent bénéficier de servitudes radioélectriques à ce jour.

1.5 - Logique d'établissement.

1.5.1 - *Les générateurs.*

Le générateur est le centre de réception radioélectrique.

Les centres de réception radioélectrique exploités par les différents départements ministériels ou se trouvant sous la tutelle de l'un d'eux sont classés en trois catégories d'après leur importance, la nature du service qu'ils assurent et leur situation géographique.

La limite du centre radioélectrique est constituée par le contour du polygone de surface minimum englobant toutes les installations techniques existantes ou projetées.

La superficie d'un centre ne peut toutefois excéder une certaine surface. La distance entre deux points quelconques du contour représentant la limite du centre ne doit pas excéder :

- 2 000 mètres pour un centre de 1^{re} catégorie;
- 1 000 mètres pour un centre de 2^e catégorie;
- 100 mètres pour un centre de 3^e catégorie.

Dans le cas contraire, l'ensemble des installations techniques doit être fractionné en plusieurs îlots dont les limites répondent à ces conditions. Les zones de servitudes sont alors déterminées à partir de la limite de chacun de ces îlots.

1.5.2 - *Les assiettes.*

L'assiette comprend la zone de protection radioélectrique instituée aux abords du centre de réception radioélectrique. De plus, pour les centres de 1^{ère} et 2^{ème} catégorie, il est institué, à l'intérieur de la zone de protection, une zone de garde radioélectrique.

La **distance maximale** séparant la limite d'un centre radioélectrique et le périmètre des zones de servitudes ne peut excéder :

Pour des zones de protection radioélectrique :

- 200 m pour un centre de 3^{ème} catégorie
- 1500 m pour un centre de 2^{ème} catégorie
- 3000 m pour un centre de 1^{ère} catégorie

Pour les zones de garde radioélectrique :

- 500 m pour un centre de 2^{ème} catégorie
- 1000 m pour un centre de 1^{ère} catégorie

2 - Bases méthodologiques de numérisation.

2.1 - Définition géométrique.

2.1.1 - Les générateurs.

Le générateur est généralement un objet de type ponctuel correspondant au centroïde de l'émetteur.
Le générateur peut également être de type surfacique et correspond alors à la limite du centre radio-électrique.

2.1.2 - Les assiettes.

Il peut y avoir deux types d'assiettes :

- les zones de protection sont matérialisées par une zone tampon dont le rayon ne peut excéder :
 - 200 m pour un centre de 3^{ème} catégorie
 - 1500 m pour un centre de 2^{ème} catégorie
 - 3000 m pour un centre de 1^{ère} catégorie
- Les zones de garde sont situées à l'intérieur des zones de protection des centres de 2^{ème} et de 1^{ère} catégorie et sont matérialisées par une zone tampon dont le rayon ne peut excéder :
 - 500 m pour un centre de 2^{ème} catégorie
 - 1000 m pour un centre de 1^{ère} catégorie

Remarque : Exceptionnellement, des arrêtés anciens peuvent définir des assiettes non issues de tampon mais s'appuyant par exemple sur le tracé des voies.



Exemple d'une servitude PT1 dont la géométrie pseudo-circulaire s'appuie sur les axes de voies

2.2 - Référentiels géographiques et niveau de précision.

Référentiels : Il est conseillé de faire le report en s'appuyant sur le référentiel à grande échelle : BD Ortho

Précision : Échelle de saisie maximale, 1/ 5000
Échelle de saisie minimale, 1/ 25000
Métrique ou décimétrique suivant le référentiel

3 - Numérisation et intégration.

3.1 - Numérisation dans MapInfo.

3.1.1 - *Préalable.*

Télécharger à partir du site du PND Urbanisme (http://ads.info.application.i2/rubrique.php?id_rubrique=178) les documents suivants :

- la documentation sur la structure des fichiers MapInfo,
- les modèles de fichiers MapInfo (actes, générateurs, assiettes, liens sup / communes).

3.1.2 - *Saisie de l'acte.*

Ouvrir le fichier modèle XX_ACT.tab puis l'enregistrer sous le nom PT1_ACT.tab.

Saisir les données alphanumériques liées aux actes conformément aux consignes de saisie figurant au *chapitre 2* du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

3.1.3 - *Numérisation du générateur.*

▪ **Recommandations :**

Privilégier :

- la numérisation au niveau départemental,

▪ **Précisions liées à GéoSUP :**

2 types de générateur sont possibles pour une sup PT1 :


- un point : correspondant au centroïde du récepteur (ex. : une antenne),
- un polygone : correspondant au tracé des installations du centre de réception de type surfacique... (ex. : un bâtiment technique).

Remarque : plusieurs générateurs et types de générateurs sont possibles pour une même servitude PT1 (ex. : une antenne et son local technique).


▪ **Numérisation :**

Ouvrir le fichier XX_SUP_GEN.tab puis l'enregistrer sous le nom PT1_SUP_GEN.tab.

Si le générateur est de type ponctuel :

- placer le symbole sur le centroïde du récepteur à l'aide de l'outil symbole  (police MapInfo 3.0 Compatible, taille 12, symbole point, couleur noir).

Si le générateur est de type surfacique :

- dessiner les installations du centre radio-électrique à l'aide de l'outil polygone  (trame transparente, ligne continu, épaisseur 1 pixel).

Si plusieurs générateurs de type surfacique sont associés à une même servitude il est possible de les assembler :

- dessiner les différents générateurs à l'aide des outils précédemment cités puis assembler les en utilisant l'option Objets / Assembler. Penser ensuite à compacter la table MapInfo.

Remarque : ne pas assembler des générateurs de types différents (ex. : un point avec une surface). Seul l'assemblage des générateurs de type surfacique peuvent être importés dans GéoSUP.

▪ **Saisie des données alphanumériques associées :**

Saisir les données alphanumériques liées à la création du générateur conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 3** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

Si plusieurs générateurs sont associés à une même servitude le champ NOM_SUP devra être saisi de façon similaire pour tous les objets créés. En revanche le champ NOM_GEN devra être saisi de façon distincte.

Pour différencier le type de représentation graphique du générateur dans GéoSUP, le champ CODE_CAT doit être alimenté par un code :

- **PT1_1** pour les centres de réception radioélectrique contre les perturbations électromagnétiques de niveau 1,
- **PT1_2** pour les centres de réception radioélectrique contre les perturbations électromagnétiques de niveau 2,
- **PT1_3** pour les centres de réception radioélectrique contre les perturbations électromagnétiques de niveau 3,

3.1.4 - *Création de l'assiette.*

▪ **Précisions liées à GéoSUP :**

Les assiettes de servitude de type PT1 sont uniquement de type surfacique. Ces assiettes surfaciques et circulaires représentent une zone de garde ou une zone de protection, et une même servitude peut disposer des deux.

▪ **Numérisation :**

Ouvrir le fichier XX_ASS.tab puis l'enregistrer sous le nom **PT1_ASS.tab**.

Si l'assiette est une zone de garde ou une zone de protection :

- créer à partir du générateur ponctuel représentant l'émetteur (antenne ponctuelle du fichier PT1_SUP_GEN.tab) ; une zone tampon de x mètres correspondant à la zone de garde ou de protection mentionnée dans l'arrêté. Utiliser l'option Objet / Tampon de MapInfo.

Si plusieurs assiettes de type surfacique sont associées à une même servitude il est possible de les assembler :

- dessiner les différentes assiettes à l'aide des méthodes précédemment citées puis les assembler en utilisant l'option Objets / Assembler. Penser ensuite à compacter la table MapInfo.

▪ **Saisie des données alphanumériques associées :**

Saisir les données alphanumériques liées aux générateurs conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 4** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

Important : pour différencier le type de représentation graphique de l'assiette dans GéoSup, le champ CODE_CAT doit être alimenté par un code :

- **PT1** pour les centres de réception radioélectrique contre les perturbations électromagnétiques.

Pour différencier le type d'assiette dans GéoSup (zone de garde ou zone de protection), le champ TYPE_ASS doit être en adéquation avec le type de catégorie saisi dans le champ CODE_CAT :

- pour la catégorie **PT1 - Télécom. perturbations** le champ TYPE_ASS doit être égale à **Zone de garde** ou **Zone de protection** (respecter la casse).

3.1.5 - Lien entre la servitude et la commune.

Ouvrir le fichier XX_LIENS_SUP_COM.tab puis l'enregistrer sous le nom PT1_SUP_COM.tab.



Saisir toutes les communes impactées par l'emprise (assiette) de la servitude, conformément aux consignes de saisie figurant au *chapitre 5* du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

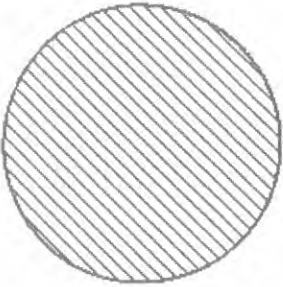
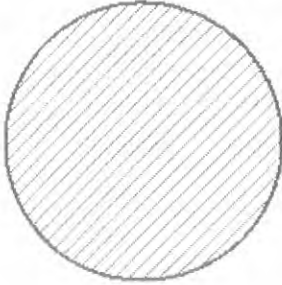
3.2 - Règles de nommage des données attributaires.

La table PT1_GEN devra contenir un champ nom indiquant le nom du centre, un champ type précisant le type de centre (trois valeurs possibles : 1, 2 ou 3 pour les centres dits de première catégorie de seconde ou de troisième)

La table PT1_ASS devra contenir un champ type de zone dont les valeurs seront protection ou garde

3.3 - Sémiologie.

Type de générateur	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Ponctuel (ex. : une antenne)		Rond de couleur violette	Rouge : 128 Vert : 125 Bleu : 255
Surfacique (ex. : un centre de réception / émission)		Polygone composée d'un carroyage de couleur violette et transparent Trait de contour continu de couleur violette et d'épaisseur égal à 2 pixels	Rouge : 128 Vert : 125 Bleu : 255

Type d'assiette	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Zone tampon (ex. : une zone de protection)		Zone tampon composée d'une trame hachurée à 135° de couleur violette et transparente Trait de contour continu de couleur violette et d'épaisseur égal à 2 pixels	Rouge : 128 Vert : 125 Bleu : 255
Zone tampon (ex. : une zone de garde)		Zone tampon composée d'une trame hachurée à 45° de couleur violette et transparente Trait de contour continu de couleur violette et d'épaisseur égal à 2 pixels	Rouge : 128 Vert : 125 Bleu : 255

3.4 - Intégration dans GéoSup.

Importer les fichiers MapInfo dans l'ordre suivant

- les actes,
- les sup et les générateurs,
- les assiettes,
- les liens sup / communes.

conformément aux consignes figurant *aux chapitres 4, 5, 6, et 7* du document *Import_GeoSup.odt*.

Prévention des risques

infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement
Direction générale de l'Aménagement,
du Logement et de la Nature

Arche Sud
92055 La Défense Cedex

www-developpement-durable.gouv.fr

Servitude T5

Servitudes aéronautiques de dégagement



Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat Développement durable
Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère
de l'Écologie,
du Développement
durable,
des Transports
et du Logement

Crédit photo : Ballota

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement

SERVITUDES DE TYPE T5

SERVITUDES AERONAUTIQUES DE DEGAGEMENT

Servitudes reportées en annexe de l'article R. 126-1 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

- II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements
 - D - Communications
 - e) Circulation aérienne

1 - Fondements juridiques

1.1 - Définition

Servitudes instituées en application des articles L. 6351-1 1° et L. 6351-2 à L. 6351-5 du Code des transports (anciens R. 241-1 à R. 242-3 du Code de l'aviation civile).

Il s'agit de servitudes, dites « servitudes aéronautiques de dégagement », créées afin d'assurer la sécurité de la circulation des aéronefs, à l'exclusion des servitudes radioélectriques. Elles sont définies :

- par un **plan de servitudes aéronautiques de dégagement (PSA)** établi pour chaque aéroport visé à l'article L. 6350-1 1° et 2° du Code des transports (ancien R. 241-2 du Code de l'aviation civile),
- ou par des **mesures provisoires de sauvegarde** qui peuvent être mises en œuvre en cas d'urgence, avant d'être reprises dans un PSA approuvé.

Ces servitudes aéronautiques de dégagement comportent :

- l'**interdiction de créer ou l'obligation de modifier, voire de supprimer, des obstacles** susceptibles de constituer un danger pour la circulation aérienne ou nuisibles au fonctionnement des dispositifs de sécurité (lumineux, radioélectriques ou météorologiques) établis dans l'intérêt de la navigation aérienne,
- l'**interdiction de réaliser sur les bâtiments et autres ouvrages frappés de servitude aéronautiques des travaux** de grosses réparations ou d'amélioration **exemptés du permis de construire sans autorisation** de l'autorité administrative.

1.2 - Références législatives et réglementaires

I - Textes de portée législative.

Chronologie des lois, ordonnances et décrets en Conseil d'État :

- **Loi du 4 juillet 1935 (art. 12 et 13)** établissant des servitudes spéciales, dites servitudes dans l'intérêt de la navigation aérienne (abrogée par la loi n° 58-346 lui substituant le Code de l'aviation civile et commerciale),
- **Loi n°53-515 du 28 mai 1953** habilitant le gouvernement à procéder, par décrets en Conseil d'État, à la codification des textes législatifs concernant l'aviation civile et commerciale, sous le nom de **Code de l'aviation civile et commerciale**,
- **Loi n°58-346 du 3 avril 1958** relative aux conditions d'application de certains codes, **fixant la date d'entrée en vigueur du Code de l'aviation civile et commerciale** et abrogeant les textes antérieurs,

- Décret n°59-92 du 03 janvier 1959 relatif au régime des aérodromes et aux servitudes aéronautiques,
- Décret n°60-177 du 23 février 1960 modifiant le titre II : "Des servitudes aéronautiques" du décret n° 59-92 du 3 janvier 1959,
- Décret n°63-279 du 18 mars 1963 relatif au régime des aérodromes et aux servitudes aéronautiques dans les territoires d'Outre-mer,
- Décret n°67-333 (art. 3) du 30 mars 1967 portant révision du Code de l'aviation civile et commerciale qui devient « Code de l'aviation civile première partie : législative) »,
- Décret n°67-334 du 30 mars 1967 portant codification des textes réglementaires applicables à l'aviation civile (abrogeant les décrets n°59-92 et 60-177),
- Décret n°80-909 du 17 novembre 1980 portant révision du Code de l'aviation civile,
- Ordonnance n°2010-1307 du 28 octobre 2010 relative à la partie législative du Code des transports, abrogeant le titre IV du livre II du Code de l'aviation civile relatif aux servitudes aéronautiques pour l'intégrer en « 6ème partie : aviation civile » du Code des transports, sous le titre V « Sujétions aux abords des aérodromes »

Table de concordance des articles de portée législative :

Nature des dispositions	Décret n°59-92 du 03 janvier 1959	Décret n°63-279 du 18 mars 1963	Décret n°67-334 du 30 mars 1967	Décret n°80-909 du 17 novembre 1980	Ordonnance n°2010-1307 du 28 octobre 2010
				Code de l'aviation civile	
Champ d'application des servitudes de dégagement	art. 9	art. 10	Art. R. 241-2		L. 6350-1 1° et 2°
	art. 8-1°	art. 9-1°	art. R. 241-1 1°	art. R. 241-1 1°	art. L. 6351-1 1°
Définition et effets de la servitude	art. 11 (modifié par le décret n°60-177 du 23 février 1960) à art. 13	art.12 à 14	art. R. 241-4 à R. 241-6	art. R. 242-1 à R. 242-3	art. L. 6351-2 à L.6351-5

II - Textes de portée réglementaire.

Table de concordance des articles issus de décrets simples pris pour l'application de décrets en Conseil d'État :

Nature des dispositions	Décret n°60-1059 du 24 septembre 1960 pris pour l'application du titre II (servitudes aéronautiques) du décret 59-92	Code de l'aviation civile
Établissement et approbation du PSA	art. 12 à 17	art. D. 242-1 à D. 242-5
Application du PSA		art R241-3 et R242-1 art. D. 242-6 à D. 242-14

Arrêtés fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radioélectriques :

- Arrêté du 31 juillet 1963 (abrogé par l'arrêté du 15 janvier 1977) ;
- Arrêté du 15 janvier 1977 (abrogé par l'arrêté du 31 décembre 1984) ;
- Arrêté du 31 décembre 1984 modifié (abrogé par l'arrêté du 07 juin 2007 modifié) ;
- Arrêté du 7 juin 2007 – modifié par les arrêtés du 7 octobre 2011 et du 26 juillet 2012 ;

- **Arrêté du 10 juillet 2006** relatif aux caractéristiques techniques de certains aérodromes terrestres utilisés par les aéronefs à voilure fixe (cf. BO des Transports n°2006-14 du 10 août 2006).

1.3 - Bénéficiaires et gestionnaires

Bénéficiaires	Gestionnaires
<ul style="list-style-type: none">- Les créateurs des catégories suivantes d'aérodromes :<ul style="list-style-type: none">- tous les aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique,- les aérodromes à usage restreint créés par l'État,- dans des conditions fixées par voie réglementaire, certains aérodromes à usage restreint créés par une personne autre que l'État.- Les exploitants de ces mêmes aérodromes (personnes publiques ou privées).	<ul style="list-style-type: none">- les services de l'aviation civile :<ul style="list-style-type: none">- la direction du transport aérien (DTA) à la direction générale de l'aviation civile (DGAC),- les directions inter-régionales de la sécurité de l'aviation civile (DSAC-IR).- les services de l'aviation militaire.

1.4 - Procédures d'instauration, de modification et de suppression

1) Déroulement de la procédure d'élaboration d'un PSA :

- études préalables visant à déterminer les zones de protection,
- conférence entre services intéressés,
- enquête publique dans les conditions prévues au Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,
- approbation par :

- **arrêté du ministre chargé de l'aviation civile**, en accord s'il y a lieu, avec le ministre des armées
- **ou décret en Conseil d'État** si les conclusions du rapport d'enquête, les avis des services et des collectivités publiques intéressés sont défavorables.

Cet arrêté ou ce décret peuvent valoir déclaration d'utilité publique de tout ou partie des opérations nécessaires à la mise en œuvre du plan des servitudes (soit la suppression ou la modification de bâtiments, soit une modification à l'état antérieur des lieux déterminant un dommage direct, matériel et certain).

2) Pièces du dossier soumis à enquête publique :

- un **plan de dégagement** qui détermine les diverses zones à frapper de servitudes avec l'indication, pour chaque zone, des cotes limites à respecter suivant la nature et l'emplacement des obstacles,
- une **notice explicative** exposant l'objet recherché par l'institution des servitudes, ainsi que la nature exacte de ces servitudes et les conditions de leur application, tant en ce qui concerne les constructions, installations et plantations existantes que les constructions, installations et plantations futures,
- une **liste des obstacles** dépassant les cotes limites,
- un **état des signaux, bornes et repères** existant au moment de l'ouverture de l'enquête et utiles pour la compréhension du plan de dégagement (dispositifs mis en place, à titre provisoire ou permanent, pour la réalisation des études préalables).

3) Procédure d'élaboration de mesures provisoires de sauvegarde :

- même procédure que pour l'élaboration d'un PSA,
- mais approbation par **arrêté du ministre chargé de l'aviation civile** ou par le **ministre des armées**,

S'agissant de mesures transitoires, le délai de validité de cet arrêté est de deux ans au terme desquels ces mesures devront avoir été reprises dans un PSA approuvé.

4) Procédure de modification et de suppression d'un PSA :

- la même que pour son élaboration,
- mais sans enquête publique si la modification a pour objet de supprimer ou d'atténuer des servitudes prévues par le plan.

1.5 - Logique d'établissement

1.5.1 - Les générateurs

Les infrastructures telles que prévues pour le stade ultime de développement de l'aérodrome :

- le système de piste(s)
 - la (ou les) aires d'approche finale et de décollage à l'usage exclusif d'hélicoptères
- Les aides visuelles le cas échéant

1.5.2 - Les assiettes

L'assiette des servitudes aéronautiques est constituée par des volumes déterminés par des surfaces virtuelles de limitation d'obstacles, dites surfaces de dégagement et définies :

- en application des annexes des arrêtés fixant les spécifications techniques pour l'établissement des servitudes aéronautiques, en ce qui concerne :

• **les surfaces de protection de l'espace aérien** utile à l'évolution des aéronefs (cf. annexes I , II de l' arrêté du 7 juin 2007) :

- surface délimitée par le périmètre d'appui ;
- trouée d'atterrissage ;
- trouée de décollage ;
- surfaces latérales ;
- surface horizontale intérieure ;
- surface conique ;
- surfaces complémentaires associées aux atterrissages de précision (zones dégagées d'obstacles).

• **les plans des feux des dispositifs d'approche et les aires de protection** (OCS ou surfaces dégagées d'obstacle) des indicateurs visuels de pente d'approche (cf. annexe V de l'arrêté du 7 juin 2007)

2 - Bases méthodologiques de numérisation

Préambule :

La DGAC mène un projet de diffusion des plans d'exposition au bruit (PEB), plan de gêne sonore (PGS) et plan de servitudes aéronautiques (PSA) sur le Géoportail national en partenariat avec l'IGN. Ainsi, les plans de servitudes aéronautiques, correspondant aux servitudes aéronautiques de dégagement T5 du futur portail national de l'urbanisme, seront diffusés au grand public via Géoportail.fr dès 2014.

2.1 - Définition géométrique

2.1.1 - Les générateurs

Le générateur est constitué par l'axe de la (ou des) piste(s) et de l' (ou des) aire(s) d'approche finale et de décollage. Les plans annexés à l'arrêté indiquent les coordonnées X,Y des extrémités de la (ou des) piste(s) ou celles des bornes d'axe de piste et du centre de l' (ou des) aire(s) d'approche finale ou de décollage. Ces points d'infrastructures sont reproduits grâce aux informations contenues dans le plan.

2.1.2 - Les assiettes

L'assiette est constituée par une surface en trois dimensions dont l'altitude par rapport au sol varie selon la distance avec les infrastructures et aides visuelles. La représentation sur un plan se fait par projection de cette forme. Des polygones d'espacement régulier indiquent une altitude que les obstacles peuvent atteindre sans occasionner de danger ou de gênes.



Pour rester en conformité avec les possibilités actuelles de GéoSUP, seule la polygone extérieure sera numérisée. Il est théoriquement possible de restituer cette polygone dans un logiciel de Dessin Assisté par Ordinateur (DAO). Il faudra toutefois veiller à la représenter le plus fidèlement possible par rapport au document opposable, celui-ci pouvant reporter des constructions géométriques fausses.

Les services de la DGAC, producteurs de données (DSAC-IR, STAC et SNIA) produisent aujourd'hui les données au format numérique au standard COVADIS des servitudes d'utilité publique (SUP) en Lambert 93. Une assiette est créée

pour chaque zone délimitée par une altitude que les obstacles peuvent atteindre sans occasionner de danger ni de gênes dans la zone concernée.

2.2 - Référentiels géographiques et niveau de précision

Référentiels : La construction à partir d'éléments repérés en coordonnées pourrait se passer de référentiel. Pour respecter la conformité au document original, un fond de plan de précision équivalente au fond de plan original doit tout de même être recherché (il s'agit principalement du Scan25 au 1/25000ème). Cela permet de s'assurer du calage des éléments produits par rapport à des points singuliers du terrain.

Si la numérisation est faite à partir d'un plan scanné, le plan doit être calé dans le système planimétrique qui a servi à l'élaboration du plan (le plus souvent projection Lambert-zone, système NTF)

Précision : Échelle de saisie maximale,
Échelle de saisie minimale, le 1/25000

3 - Numérisation et intégration

3.1 - Numérisation dans MapInfo

3.1.1 - Préalable

Télécharger à partir du site du PND Urbanisme (http://ads.info.application.i2/rubrique.php3?id_rubrique=178) les documents suivants :

- la documentation sur la structure des fichiers MapInfo ;
- les modèles de fichiers MapInfo (actes, générateurs, assiettes, liens sup / communes) ;
- le standard COVADIS des Servitudes d'Utilité Publique

3.1.2 - Saisie de l'acte

Ouvrir le fichier modèle XX_ACT.tab puis l'enregistrer sous le nom T5_ACT.tab.

Saisir les données alphanumériques liées aux actes conformément aux consignes de saisie figurant au *chapitre 2* du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

3.1.3 - Numérisation du générateur

- **Recommandations :**

Privilégier :

- la numérisation au niveau départemental,

▪ **Précisions liées à GéoSUP :**

1 seul type de générateur est possible pour une sup T5 :


- un polygone : correspondant au tracé des installations aéronautiques de type surfacique (ex. : une piste d'atterrissage).

Remarque : plusieurs générateurs et types de générateurs sont possibles pour une même servitude T5 (ex. : une piste et une aire d'approche finale ou de décollage ou deux pistes croisées.).

▪ **Numérisation :**

Ouvrir le fichier XX_SUP_GEN.tab puis l'enregistrer sous le nom **T5_SUP_GEN.tab**.

Le générateur est de type surfacique :

- dessiner l'installation aéronautique à l'aide de l'outil polygone  (trame transparente, ligne continu, épaisseur 1 pixel).

Si plusieurs générateurs sont associés à une même servitude :

- dessiner les différents générateurs à l'aide des outils précédemment cités puis assembler les en utilisant l'option Objets / Assembler. Penser ensuite à compacter la table MapInfo.

Remarque : ne pas assembler des générateurs de types différents (ex. : un point avec une surface). Les générateurs assemblés doivent être similaires pour pouvoir être importés dans GéoSUP.

▪ **Saisie des données alphanumériques associées :**

Saisir les données alphanumériques liées à la création du générateur conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 3** du document **Structure des modèles mapinfo.odt**.

Si plusieurs générateurs sont associés à une même servitude le champ NOM_SUP devra être saisi de façon similaire pour tous les objets créés. En revanche le champ NOM_GEN devra être saisi de façon distinct.

Pour différencier le type de représentation graphique du générateur dans GéoSUP, le champ CODE_CAT doit être alimenté par un code :

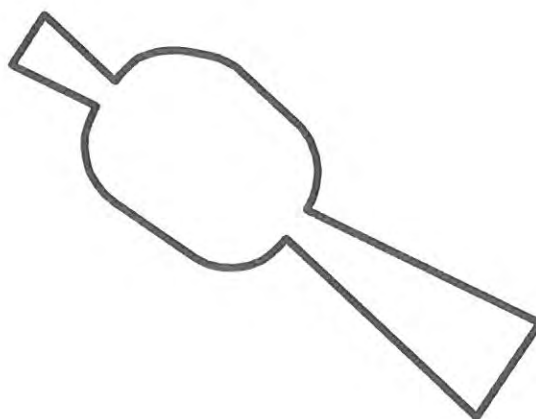
- **T5** pour les servitudes aéronautiques de dégagement.

3.1.4 - Création de l'assiette

▪ Précisions liées à GéoSUP :


1 seul type d'assiette est possible pour une sup T5 :

- une surface : correspondant aux surfaces de protection des installations aéronautiques ou aux zones de dégagement.



▪ Numérisation :

Si l'assiette est une surface de protection des installations aéronautiques ou une zone de dégagement:

- ouvrir le fichier XX_ASS.tab puis l'enregistrer sous le nom **T5_ASS.tab**.
- dessiner les zones de dégagement ou de protection à l'aide de l'outil polygone  (trame transparente, ligne continu, épaisseur 1 pixel)

Si plusieurs assiettes sont associées à une même servitude :

- dessiner les différentes assiettes à l'aide des méthodes précédemment citées puis assembler les en utilisant l'option Objets / Assembler. Penser ensuite à compacter la table MapInfo.

▪ Saisie des données alphanumériques associées :

Saisir les données alphanumériques liées aux générateurs conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 4** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

Important :

Pour identifier le type de représentation graphique du générateur dans GéoSup, le champ CODE_CAT doit être alimenté par un code :

- **T5** pour les servitudes aéronautiques de dégagement.

Pour identifier le type d'assiette dans GéoSup (surfaces de protection des installations aériennes), le champ TYPE_ASS doit être en adéquation avec le type de catégorie saisi dans le champ CODE_CAT :

- pour la catégorie **T5 - Rel. Aériennes : dégagement** le champ TYPE_ASS doit être égale à **Zone maximale de dégagement** (respecter la casse).

Remarque : Pour reprendre les règles de nommage définies entre le SNIA et l'IGN pour la livraison des données au Géoportail, qui complètent le standard COVADIS : NOM_ASS prendra la forme : **T5_Aerodrome_de_XXXXX_ass**

3.1.5 - Lien entre la servitude et la commune



Ouvrir le fichier XX_LIENS_SUP_COM.tab puis l'enregistrer sous le nom T5_SUP_COM.tab.

Saisir toutes les communes impactées par l'emprise (assiette) de la servitude, conformément aux consignes de saisie figurant au *chapitre 5* du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

3.2 - Données attributaires

Consulter le document de présentation au paragraphe "règles de nommage des objets" (page 6/11) ainsi que le modèle conceptuel SUP du CNIG et/ou le standard COVADIS SUP.

3.3 - Sémiologie

Type de générateur	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Surfacique (ex. : une piste d'atterrissage)		Polygone composée d'aucune trame Trait de contour continu de couleur noire et d'épaisseur égal à 2 pixels	Rouge : 0 Vert : 0 Bleu : 0
Type d'assiette	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Surfacique (ex. : une surface de protection de l'espace aérien)		Polygone composée d'aucune trame Trait de contour continu de couleur noire et d'épaisseur égal à 2 pixels	Rouge : 0 Vert : 0 Bleu : 0

3.4 - Intégration dans GéoSup

Importer les fichiers MapInfo dans l'ordre suivant :

- les actes,
- les sup et les générateurs,
- les assiettes,
- les liens sup / communes.

conformément aux consignes figurant *aux chapitres 4, 5, 6, et 7* du document *Import_GeoSup.odt*.

Horizontes, territoires, habitats et logement

Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement
Direction générale de l'Aménagement,
du Logement et de la Nature
Arche Sud
92055 La Défense Cedex

www.developpement-durable.gouv.fr

Département de l'Yonne

Commune de BRANCHES



5A3

communauté
de l'auxerrois



PLAN LOCAL D'URBANISME

Plans de la servitude aéronautique

Vu pour être annexé à la
délibération

du 04/04/2019

approuvant
le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :



POS approuvé le 01 décembre 1980

Prescription du PLU le 22 juin 2015
Dossier du PLU réalisé par :

PERSPECTIVES
2, rue de la Gare
10 150 CHARMONT s/B.
Tél : 03.25.40.05.90.
Mail : perspectives@perspectives-urba.com

PLANETE VERTE - Agence Centre-Nord
42 bis, rue de la Paix
10 000 TROYES
Tél : 03.25.40.55.74.
Mail : planeteverte.troyes@orange.fr



Département de l'Yonne



5A4

Commune de BRANCHES



communauté
de l'auxerrois

PLAN LOCAL D'URBANISME

Données forestières

Vu pour être annexé à la
délibération

du 01/04/2019

approuvant
le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :



POS approuvé le 01 décembre 1980

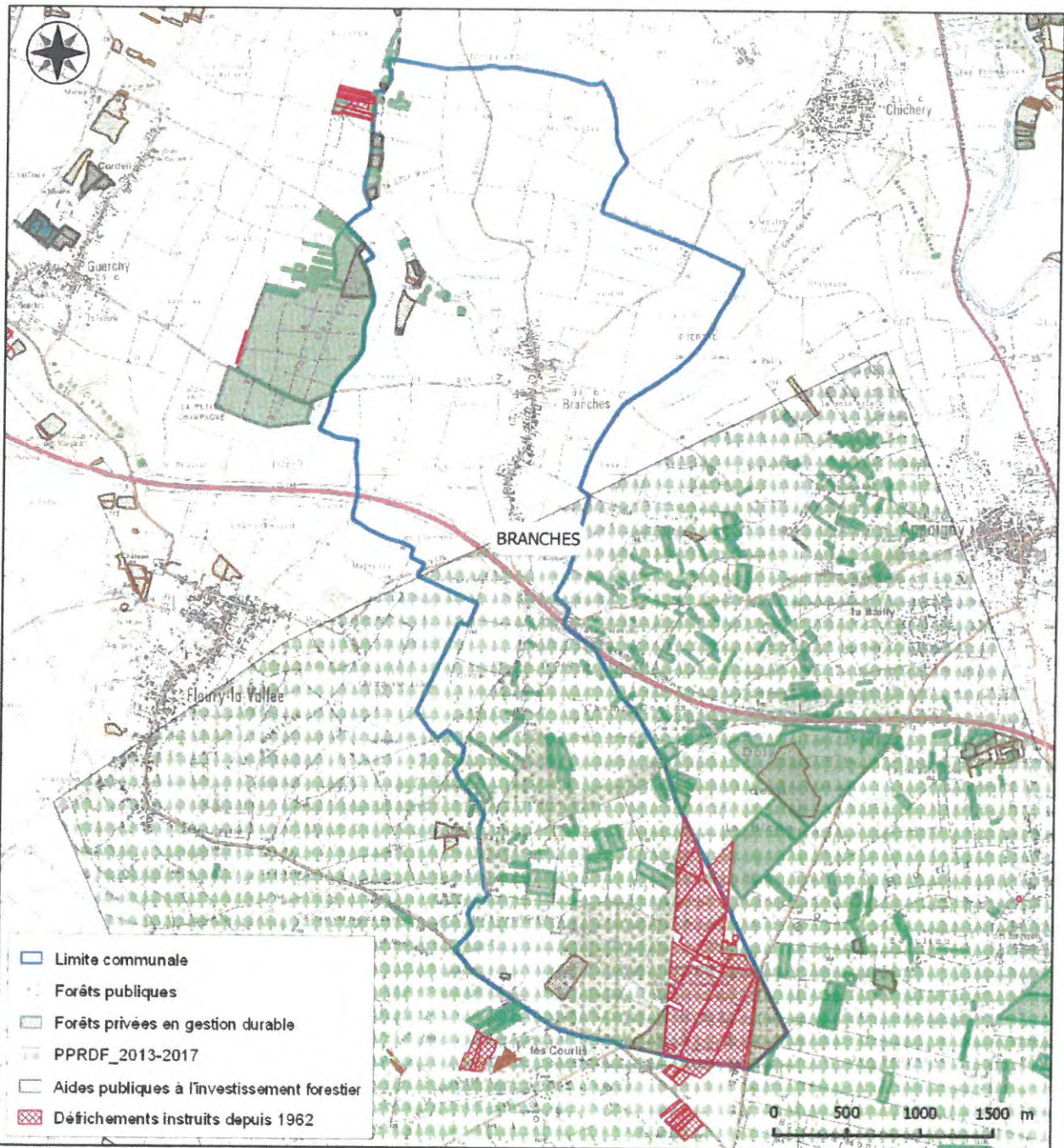
Prescription du PLU le 22 juin 2015
Dossier du PLU réalisé par :

PERSPECTIVES
2, rue de la Gare
10 150 CHARMONT s/B.
Tél : 03.25.40.05.90.
Mail : perspectives@perspectives-urba.com

PLANETE VERTE - Agence Centre-Nord
42 bis, rue de la Paix
10 000 TROYES
Tél : 03.25.40.55.74.
Mail : planeteverte.troyes@orange.fr



Données forestières de la commune de Branches



Département de l'Yonne



5B1

Commune de BRANCHES

communauté
de l'auxerrois



PLAN LOCAL D'URBANISME

Plan du réseau d'Alimentation en Eau
Potable – Ensemble de la commune
Plan fourni par SUEZ EAU FRANCE DIJON

Vu pour être annexé à la
délibération

du 01/04/2019

approuvant
le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :



POS approuvé le 01 décembre 1980

Prescription du PLU le 22 juin 2015

Légende

- Basin de rétention
- Noeud Aaet déposé
- Station de relèvement / Relèvement
- Traitement Eau Pluviale
- Ventouse Aaet
- E-Accessoire déposé
- E-Appareil de mesure
- Décharge
- Ventouse
- E-Exhausteur
- Poteau incendie
- E-Noeud déposé
- Point de service général en place
- Point de service général à la rue
- E-PDS
- Purge extrémité
- raccord
- E-Relèvement
- E-Régulateur de débit
- Régulateur de pression
- E-Stockage
- VANNE 1/4
- VANNE
- Conduite AEP étage 3
- Conduite AEP étage 2
- Conduite AEP étage 1
- E-Tronçon déposé
- F-Détail linéaire
- E-Emprise d'ouvrage
- Batiment privé dur
- Batiment privé léger / hangar
- F-Batiment
- F-Détail surfacique
- F-Hydrographie
- F-Ilot
- Limite de commune
- F-Parcelle



BRANCHES

Réseau Eau Potable

Plan général



AGENCE DE MAINTENANCE

11 RUE BOUCHERIE A VAILLANT

37000 MAINTENON

Téléphone : 02 53 41 11 11

Site web : www.suec.fr

Plan N°

Echelle: 1/6000

Date de Travaux: 07/12/2017

Édition de 07/12/2017

Nivèlement:

0.00

Dessiné par: M. BOUTIER

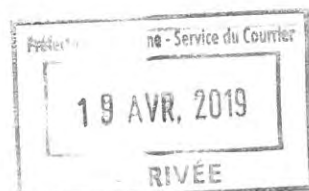
Département de l'Yonne

Commune de BRANCHES



5B2

communauté
de l'auxerrois



PLAN LOCAL D'URBANISME

Plan du réseau d'Alimentation en Eau
Potable – Plan du bourg

Plan fourni par SUEZ EAU France DIJON

Vu pour être annexé à la
délibération

du 04/04/2019

approuvant
le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :



POS approuvé le 01 décembre 1980

Prescription du PLU le 22 juin 2015

- Légende**
- Bassin de rétention
 - Noeud Aaai déposé
 - Station de refoulement / Relevement
 - Traitement Eau pluviale
 - Ventouse Aaai
 - E-Accroisse déposé
 - E-Appareil de mesure
 - Décharge
 - E-Exhaure
 - Poteau incendie
 - E-Noeud déposé
 - Point de service général en place
 - E-PDS
 - record
 - E-Retournement
 - E-Régulateur de débit
 - Régulateur de pression
 - E-Stockage
 - VANNE 1/4
 - VANNE
 - Branchement incendie
 - Branchement Classe 6
 - E-Branchement
 - Conduite AEP étage 3
 - Conduite AEP étage 2
 - E-Tronçon déposé
 - F-Détail linéaire
 - E-Emprise couvrage
 - Bâtiment privé dur
 - Bâtiment privé léger / tanger
 - F-Bâtiment
 - F-Détail surfaçage
 - F-Hydrographie
 - F-lot
 - Limite de commune
 - F-Parcelle



BRANCHES

Réseau Eau Potable

Plan Centre



AGENCE REGIONALE
44 BOULEVARD VAUVILLER
44000 NANTES
Téléphone : 02 51 12 34 56
Fax : 02 51 12 34 56
Site Internet : www.sue2.fr

Projet : Réseaux d'Assainissement
N° de Plan : 1/2000
Date de Mise à Jour : 01/2017

Département de l'Yonne



5B3

Commune de BRANCHES



communauté
de l'auxerrois

PLAN LOCAL D'URBANISME

Plan du réseau d'assainissement

Plan fourni par la commune de Branches

Vu pour être annexé à la
délibération

du 26/04/2019

approuvant
le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :



POS approuvé le 01 décembre 1980

Prescription du PLU le 22 juin 2015



Département de l'Yonne



5B4

Commune de BRANCHES

communauté
de l'auxerrois



PLAN LOCAL D'URBANISME

Défense incendie

Vu pour être annexé à la
délibération

du 04/04/2019

approuvant
le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :



POS approuvé le 01 décembre 1980

Prescription du PLU le 22 juin 2015

Dossier du PLU réalisé par :

PERSPECTIVES
2, rue de la Gare
10 150 CHARMONT s/B.
Tél : 03.25.40.05.90.
Mail : perspectives@perspectives-urba.com

PLANETE VERTE - Agence Centre-Nord
42 bis, rue de la Paix
10 000 TROYES
Tél : 03.25.40.55.74.
Mail : planeteverte.troyes@orange.fr





PRÉFET DE L'YONNE

Direction
Départementale des
Territoires

Service Départemental
d'Incendie de Secours

ARRETE N° PREF-CAB-2014-0652

**portant approbation des règles de dimensionnement
des besoins en eau et aux voies d'accès
pour la défense extérieure contre l'incendie dans l'Yonne**

**Le préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-24, L.211-1, L.2212-2 § 5, L.2321-1, L.2323-2 et L.1424-2 ;
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R.111-2 ;
- Vu la loi n°92-3 modifiée en date du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- Vu la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 portant sur la défense contre l'incendie ;
- Vu la circulaire interministérielle du 20 février 1957 portant sur la protection contre l'incendie dans les communes rurales ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 16 décembre 1999 portant approbation du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 11/2003/ DDSIS du 17 janvier 2003 modifié portant règlement opérationnel du département de l'Yonne ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° PREF-CAB-SSI-2013-0166 du 22 mai 2013 portant approbation des règles de dimensionnement des besoins en eau et aux voies d'accès pour la défense extérieure contre l'incendie dans l'Yonne ;

Considérant qu'en milieu rural, il convient d'adapter les dispositifs de sécurité incendie aux possibilités de collectivités locales et à la nature et l'importance des risques à défendre ;
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours et de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours et de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,

ARRETE :

ARTICLE 1 :

Les dispositions relatives aux règles de dimensionnement des besoins en eau et aux voies d'accès aux bâtiments pour la défense extérieure contre l'incendie dans le département de l'Yonne, telles qu'elles sont annexées au présent arrêté, sont approuvées.

ARTICLE 2 :

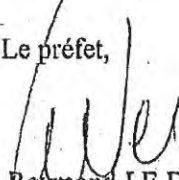
L'arrêté n°PREF-CAB-SSI-2013-0166 du 22 mai 2013 portant approbation des règles de dimensionnement des besoins en eau et aux voies d'accès pour la défense extérieure contre l'incendie dans l'Yonne est abrogé.

ARTICLE 3 :

L'arrêté PREF/DDSIS/2007/0569 du 25 juillet 2007 déterminant les conditions auxquelles devront répondre les voies d'accès des bâtiments d'habitation des 1^{ère} et 2^{ème} famille est abrogé.

Fait à Auxerre le 14 NOV. 2014

Le préfet,


Raymond LE DEUN

Madame la Secrétaire Général de la préfecture, M. le Directeur de Cabinet, M. le Sous-Préfet de SENS, M. le Sous-Préfet d'AVALLON, M. le Directeur Départemental des Territoires, M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs. Il sera notifié à l'ensemble des maires du département.

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :

- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision et/ou un recours auprès du ministre. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant son intervention. Il en est de même en cas de décision explicite à compter de sa notification.

- soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'YONNE



La défense contre l'incendie dans les communes du département de l'Yonne

Document à l'usage des maires du département

Janvier 2015

“

Le mot du Préfet

”



La sécurité est l'affaire de tous. Les communes y participent pleinement, notamment en prévenant les incendies par leurs compétences en matière d'urbanisme et de défense contre l'incendie (DECI).

Les réglementations à respecter en la matière sont exigeantes. Le nombre important de décisions des juridictions administratives portant sur des refus de permis de construire face à une insuffisance de DECI l'atteste. Les mairies rencontrent souvent des difficultés sur ce point pour instruire des certificats d'urbanisme et des permis de construire.

Le principe de 1951 selon lequel les sapeurs-pompiers doivent trouver en tout lieu 120 m³ utilisables en 2 heures reste la meilleure des références pour mettre en place une DECI efficace.

Toutefois, face à l'évolution des risques et grâce à l'amélioration des techniques de lutte contre l'incendie, les besoins en eau ne sont plus les mêmes dans toutes les situations.

Une nouvelle conception de la défense contre l'incendie a donc été définie. Elle place l'analyse des risques au cœur de la définition des ressources en eau pour l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie.

Pour répondre à cette évolution et aux difficultés rencontrées par les maires, notamment ceux de communes rurales, j'ai décidé d'assouplir localement et pour certains biens les règles de 1951 afin d'atténuer les contraintes réglementaires, pour les constructions qui présenteraient moins de risques, notamment les exploitations agricoles.

Ce changement est l'occasion pour les maires, les services municipaux et les citoyens de se familiariser avec une réglementation dont le respect est essentiel à la lutte contre l'incendie. J'espère que ce document clair et illustré les aidera dans cette tâche.

Raymond LE DEUN
Préfet de l'Yonne



“ Les textes ”

L'examen d'un projet vis-à-vis de la défense extérieure contre l'incendie est encadré par des textes issus de différentes sources comme le code général des collectivités territoriales, le code de l'urbanisme, les arrêtés préfectoraux et les circulaires spécifiques aux règles de défense contre l'incendie.

Les textes essentiels

Le Code Général des Collectivités Territoriales

Article L.2212-2

extrait ...La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment :

Le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature, tels que les incendies, de pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours et, s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure.

Article L.2321-2

extrait ...Les dépenses obligatoires comprennent notamment : Les dépenses de personnel et de matériel relatives au service d'incendie et de secours.

Le Code de l'Urbanisme

Article R 111-1-2

extrait ...Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.

Article R.111-4

extrait ...Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Les règles départementales issues de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2014

Cet arrêté permet une adaptation de la circulaire interministérielle du 10 décembre 1951 en fonction du risque généré par la construction.

La circulaire interministérielle du 10 décembre 1951 relative à la défense extérieure contre l'incendie

Ce texte compile quelques principes généraux sur les débits en eau à prévoir pour l'alimentation du matériel d'incendie et sur les mesures à prendre pour constituer des réserves d'eau suffisantes.



“ Les responsabilités ”

La défense contre l'incendie de chaque commune est placée sous l'autorité et la responsabilité principale du maire au titre de ses pouvoirs de police administrative.

La commune doit donc disposer des équipements ou des ouvrages permettant la fourniture d'eau destinée à la lutte contre l'incendie.

Cette obligation recouvre en particulier de veiller à la réalisation, au contrôle et à l'alimentation des points d'eau tels que poteaux, bouches d'incendie et réservoirs.

L'insuffisance d'implantation de points d'eau nécessaires, ou leur défaut d'entretien est de nature à engager la responsabilité de la commune en cas d'accident.

Ainsi, il convient d'informer sans délai le SDIS de l'Yonne lors de tout changement de l'état des moyens de défense contre l'incendie (implantation de nouveaux poteaux incendie, indisponibilité temporaire ou définitive d'un point d'eau ...).

Toutefois la responsabilité de la commune peut être atténuée en tout ou partie dès lors que la cause du dommage ne relève pas de la commune (comportement du sinistré, mauvais fonctionnement d'un service extérieur à la commune...).

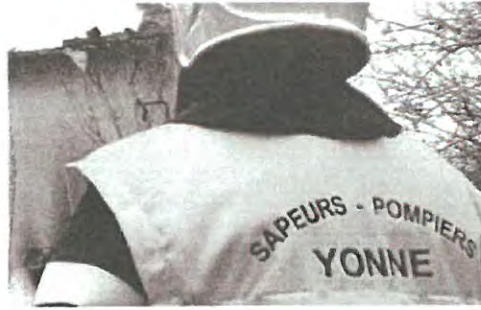
A l'occasion de la délivrance d'une autorisation d'urbanisme, le défaut ou l'insuffisance de la défense contre l'incendie doit être prise en compte et peut justifier un refus de demande d'autorisation d'urbanisme.

Dans ce cas le refus du projet portant atteinte à la sécurité publique s'appuie sur les dispositions de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme. Cet article d'ordre public peut être opposé également à une demande de certificat d'urbanisme.

Le fait que d'autres permis aient été accordés dans le même secteur est sans incidence sur la légalité d'un refus de permis de construire basé sur l'insuffisance de défense contre l'incendie.

“
*La défense contre
l'incendie de
chaque commune
est placée sous
l'autorité et la
responsabilité
principale du
maire.*

”



uite . . . Les responsabilités

Les nombreuses décisions récentes des juridictions administratives sont constantes dans l'affirmation de la nécessaire défense contre l'incendie des constructions par des moyens suffisants.

L'article R.111-2 s'applique sur le territoire de toutes les communes y compris celles couvertes par un document d'urbanisme.

La demande d'autorisation d'urbanisme peut également être refusée en application des dispositions de l'article R.111-5 du code de l'urbanisme si les caractéristiques de la desserte en voirie sont insuffisantes pour les véhicules de lutte contre l'incendie.

Attention ! Cet article, au contraire de l'article R.111-2, n'est pas applicable dans les communes couvertes par un document d'urbanisme. Dans ce cas, ce sont les dispositions du document d'urbanisme qui s'appliquent.

Il est également possible de refuser la demande d'autorisation d'urbanisme si le projet implique des investissements trop importants pour le budget communal en application des dispositions de l'article R.111-13 du code de l'urbanisme.

Cet article n'est pas applicable dans les communes couvertes par un document d'urbanisme.

L'article L.111-4 applicable dans toutes les communes impose à l'autorité compétente de refuser la demande d'autorisation d'urbanisme dès lors qu'elle n'est pas en mesure d'indiquer par qui et dans quel délai les équipements publics seront réalisés.

Il n'est pas possible de demander au pétitionnaire de prendre en charge une partie du coût de la défense incendie.

Toutefois les équipements de défense contre l'incendie peuvent être mis à la charge des aménageurs ou des constructeurs dans le cadre strict des participations exigibles définies par l'article L.332-6 et suivants du code de l'urbanisme.

Lorsque un pétitionnaire réalise lui-même une réserve d'eau, l'ouvrage doit être adapté et dimensionné conformément à l'arrêté préfectoral du 22 mai 2013.

Une aide financière peut être attribuée aux communes pour la création de réserves d'eau pour la lutte contre les incendies au titre de la dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) dans le respect du règlement d'attribution adopté chaque année par la commission d'élus en application de l'article L 2334.37 du CGCT .



“ Les atténuations ”

L'analyse des risques est au cœur de la définition des ressources en eau pour l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie. C'est pourquoi le niveau de réponse se doit d'être cohérent avec les spécificités des communes.

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Yonne accepte certains aménagements de la règle concernant la défense contre l'incendie des maisons d'habitation (pavillon avec un étage maximum), des exploitations agricoles et des petits bâtiments divers.

*La DECI :
Défense
Extérieure
Contre
l'Incendie*

CONSTRUCTIONS CONCERNÉES	DÉFENSE CONTRE L'INCENDIE
→ Maison d'habitation individuelle isolée d'une autre construction d'au moins 8 m et d'une surface de plancher développée de moins de 250 m ² .	DECI de 30 m ³ d'eau minimum utilisable en 1 heure à moins de 400 m du risque.
→ ERP de 5 ^{ème} catégorie sans locaux à sommeil isolé des tiers d'au moins 8 m et d'une surface de plancher développée de moins de 250 m ² .	
→ Exploitations agricoles	DECI comprise entre 30 m ³ et 240 m ³ à 400 m - après étude des différents scénarios envisageables par le SDIS -
→ Petits bâtiments d'une surface développée de moins de 20 m ² isolés des tiers d'au moins 8 m.	Absence de DECI tolérée mais il est recommandé d'avoir un extincteur.
→ Parcs photovoltaïques Un panneau photovoltaïque, bien que combustible, ne présente pas de risque notable. Néanmoins, la multitude de panneaux posés les uns à cotés des autres ainsi que le bâtiment concentrant les batteries et les transformateurs font qu'un minimum de DECI doit être assurée.	Une réserve d'au moins 60 m ³ accessible par tout temps à moins de 50 m de l'accès principal du parc. <i>Une étude avec le SDIS devra être réalisée.</i>
→ Parcs éoliens Les éoliennes ne présentent pas de risque au regard de l'incendie, ni de propagation notable.	Absence de DECI tolérée



“ Les moyens ”

La Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI), n'est constituée que d'aménagements fixes. Elle peut être satisfaite indifféremment par :

- Un réseau de distribution d'eau comprenant des hydrants :
 - poteaux incendie, bouches incendie.
- Des points d'eau naturels et artificiels :
 - mares, cours d'eau, étangs, réserves aériennes, citernes, réservoirs, canaux...

Le principe de l'utilisation cumulative de plusieurs ressources en eau est établi, dès lors que chacune à un volume supérieur à 30 m³.

LE RÉSEAU DE DISTRIBUTION

Les hydrants doivent être installés et réceptionnés conformément à la norme en vigueur. Le branchement destiné à l'alimentation d'un hydrant doit présenter au moins le diamètre nominal équivalent à celui de l'engin sapeurs-pompiers alimenté. La pression de fonctionnement des hydrants doit être de 1 bar minimum pour permettre l'utilisation de tuyaux souples d'alimentation. La source d'alimentation doit permettre d'assurer le débit défini pendant au moins 2 heures. Leur efficacité ne doit pas être réduite ou annihilée par les conditions météorologiques. Leur accessibilité doit être permanente. Si le réseau est alimenté par une réserve d'eau (château d'eau par exemple), celle-ci devra être de 120 m³ minimum.

Il existe 2 types d'hydrants :

- Le poteau incendie, dispositif hors sol
- La bouche incendie, dispositif enterré, non recommandé car non visible notamment en période de neige ou lors de stationnement anarchique...

Le poteau incendie

- 1 sortie de diamètre 100 mm et 2 sorties de diamètre 65 mm (NFS 61-213) [recommandé]
- 2 sorties de diamètre 100 mm (NFS 61-213)
- 1 sortie de diamètre 65 mm (NFS 61-214)

Un poteau doit être implanté :

- sur le trottoir, voie piétonne, etc., sans constituer un obstacle dangereux ou gênant pour la circulation des piétons (y compris poussette pour enfants ou fauteuil roulant).
- sur un emplacement le moins vulnérable possible à la circulation automobile (exemple : décrochement de mur, pan coupé, ...).

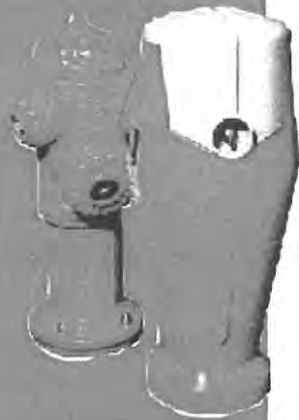
Lorsque cette condition ne peut être remplie, il peut être mis à l'abri des chocs par un système de protection (murette ou barrière) Il doit être situé à une distance comprise entre 1 et 5 m du bord de la chaussée accessible aux engins de lutte contre l'incendie. Une attention particulière doit être portée à l'espace libre en périphérie de l'appareil de 0,50 m afin de permettre la manœuvre aisée de tous les organes avec les outils adaptés (ouverture et fermeture du coffre, des bouchons, du robinet, raccordement des tuyaux sans plis, etc.).

“

*Pression minimum
1 bar*

*Débit assuré sur
minimum 2 heures*

”





La bouche incendie

1 sortie de diamètre 100 mm (NF.S 61-211)

Une bouche incendie doit être implantée à un emplacement non réservé au stationnement des véhicules. Le volume sphérique de 10 m de rayon ayant pour centre la bouche d'incendie, ne doit pas contenir d'installation électrique supérieure à 20 kV. Elle doit être située entre 1 m et 5 m du bord de la chaussée accessible aux véhicules de secours. Un espace libre de 0,60 m de rayon, et de 2 m de haut doit exister autour de la bouche.

Son emplacement doit être signalé par une plaque normalisée (norme NF S 61-221).

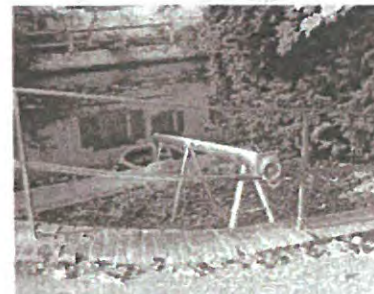
Les points d'eau naturels et artificiels (PENA)



Cours d'eau avec aire d'aspiration



Citerne souple avec poteau d'aspiration



Puisard aménagé dans la rivière avec ligne d'aspiration



Poteau d'aspiration

Tous les dispositifs retenus doivent présenter une pérennité et une accessibilité dans le temps et l'espace. Ils peuvent concerner de très nombreux cas tels que lac, étang, citerne, mare, canaux ou encore rivière. Pour ce dernier cas, il convient de se renseigner sur le débit et la hauteur d'eau minimale de la rivière auprès de la DDT. Concernant les canaux, leur utilisation dépend de la durée et de la fréquence des périodes de chômage du tronçon concerné pour protéger un territoire et de l'analyse des enjeux à défendre.

Les engins de lutte contre l'incendie vont se mettre en aspiration. Il existe un dispositif permettant de raccorder facilement le matériel des services de lutte contre l'incendie et le PENA : le poteau d'aspiration.

Dans tous les autres cas, les PENA doivent respecter les caractéristiques suivantes :

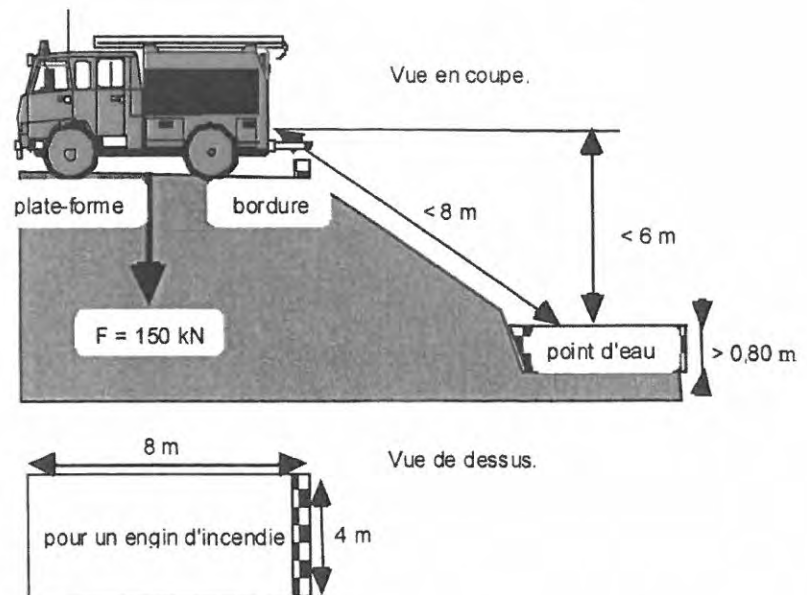
- ➔ Etre en mesure de fournir, en toute situation, le volume d'eau adapté à la situation à défendre
- ➔ Disposer d'une hauteur d'aspiration inférieure à 6 mètres en toutes circonstances
- ➔ Disposer d'une hauteur d'eau supérieure à 1 mètre en toute saison
- ➔ Etre signalé par un panneau " Point d'aspiration d'incendie " accompagné d'une interdiction de stationner.



- Aménager une plate forme d'aspiration, accessible en permanence par une voie de circulation (voie engin), à proximité immédiate du point d'eau.
- Lorsqu'il n'est pas possible d'approcher suffisamment le point d'eau, il est possible de relier celui-ci à un puisard par une tranchée ou une conduite enterrée (en outre, il est recommandé de prévenir les chutes de personnes à l'eau par des dispositifs de protection adaptés).

Cette plate forme d'aspiration doit répondre aux caractéristiques suivantes :

- Largeur parallèle au point d'eau : 4 m
- Longueur perpendiculaire au point d'eau : 8 m
- Force portante : $F = 150 \text{ kN}$
- Hauteur entre la pompe et le niveau d'eau : $< 6 \text{ m}$
- Longueur de la pente entre la pompe et le plan d'eau : $< 8 \text{ m}$
- Pente douce (2%) permettant l'évacuation des eaux (gel).
- Une bordure doit être construite entre cette plate-forme et la pente afin d'éviter la chute d'un engin.



Tous ces aménagements sont répertoriés par le SDIS et font l'objet d'une visite annuelle.

Il est primordial d'informer sans délai le SDIS lors de tout changement de l'état de la défense incendie de votre commune (implantation d'un nouveau point d'eau, indisponibilité temporaire d'un point d'eau...).



“ Les cas particuliers ”

Certains projets d'urbanisme ou de construction peuvent présenter des risques particuliers.

La défense extérieure contre l'incendie doit alors être étudiée au cas par cas, au regard d'une analyse de risques en collaboration avec le SDIS.

Il peut être demandé la mise en œuvre de mesures constructives particulières (murs coupe-feu, désenfumage,...) ainsi que des aggravations à la règle générale, notamment dans les cas suivants :

- ➔ Secteurs sauvegardés – Monuments historiques
- ➔ Immeubles d'habitations de la 3^{ème} et de la 4^{ème} famille
- ➔ Etablissements recevant du public (ERP)
- ➔ Risques industriels.





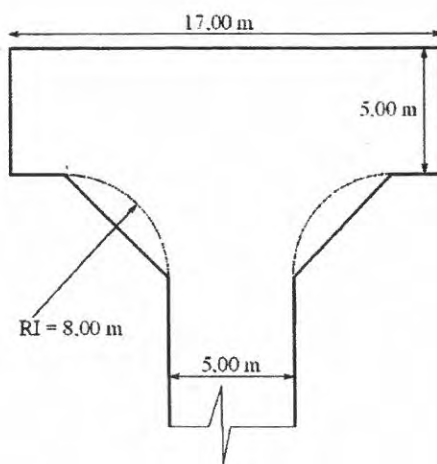
“ Les voies d'accès pour les véhicules de secours ”

En dehors d'une réglementation plus contraignante, et hormis le cas où une défense extérieure contre l'incendie n'est pas requise, le terrain prévu pour la construction d'un bâtiment devra être desservi par une voie possédant les caractéristiques minimales suivantes :

- Largeur de la voie : 3 mètres
- Hauteur libre de passage : 3,50 mètres
- Rayon intérieur : 11 mètres
- Pente inférieure à 15%
- Stabilité de la bande de roulement permettant le passage des véhicules : 130 kN.

Si cette voie est en cul-de-sac (distance entre l'entrée du terrain la plus éloignée et la voie accessible aux engins d'incendie ≥ 60 m), **une aire de retournement devra être aménagée** selon l'une des solutions suivantes :

- Raquette de 9 mètres de rayon minimum
- " T ", possédant les caractéristiques suivantes :



L'aire de stationnement des engins de lutte contre l'incendie devra répondre aux caractéristiques minimales suivantes :

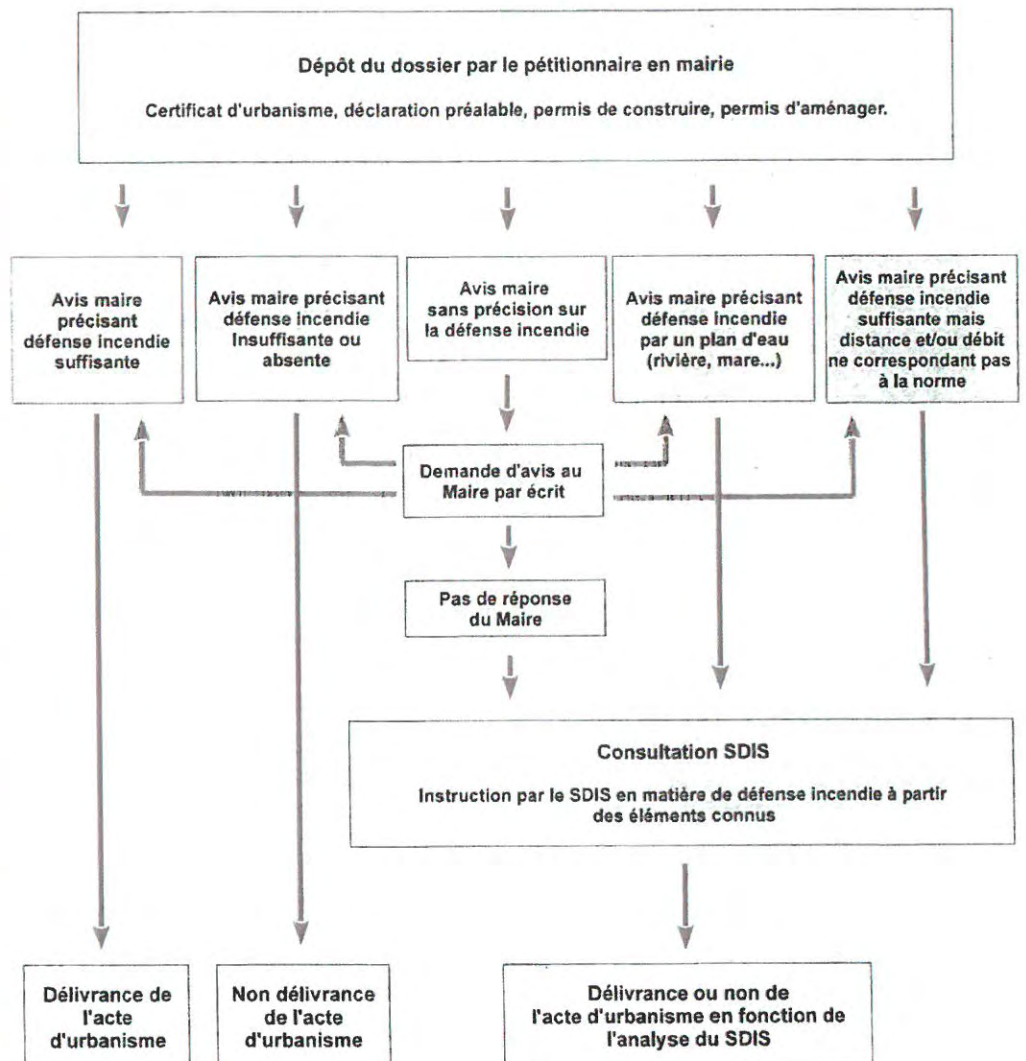
- Largeur minimale : 5 mètres
- Longueur minimale : 10 mètres
- Pente inférieure à 10%
- Stabilité de la bande de roulement permettant le passage des véhicules : 130 kN.



“ La procédure ”

d'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme

Le schéma ci-dessous décrit la procédure mise en œuvre dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisations d'urbanisme au regard de la défense contre l'incendie.





Renseignez-vous



Vos questions concernent,

la défense contre l'incendie

auprès du SDIS

27 avenue Charles de Gaulle - BP 157 - 89002 Auxerre cedex
Groupement Opérations

Tél : 03 86 94 44 00 Courriel : cdsp89@sdis89.fr

l'urbanisme

auprès de la DDT

3 rue Monge - BP 79 - 89011 Auxerre cedex
Service Urbanisme, Habitat et Renouvellement urbain
Tél : 03 86 48 41 31 Courriel : ddt-suhr@yonne.gouv.fr



Service
Départemental d'
Incendie et de
Secours de l'Yonne



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET
DE L'YONNE



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE L'YONNE

INSTRUCTION
RELATIVE AUX REGLES DE DIMENSIONNEMENT
DES BESOINS EN EAU
et
AUX VOIES D'ACCES AUX BATIMENTS
POUR LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE
DANS LE DEPARTEMENT DE L'YONNE

Annexe à l'arrêté préfectoral n° PREF-CAB-2014-0652 du 14 novembre 2014

1 - PROBLÉMATIQUE

Les besoins en dimensionnement de la défense extérieure contre l'incendie (DECI) font l'objet de références réglementaires incomplètes. Elles sont aujourd'hui basées sur un principe datant de 1951 et indiquant que les sapeurs-pompiers doivent trouver en tout lieu 120 m³ utilisables en 2 heures.

L'évolution des risques, des matériels et techniques de lutte contre l'incendie fait qu'aujourd'hui les besoins en eau ont changé. Les mairies rencontrent des difficultés en matière de DECI dans le cadre de l'instruction des certificats d'urbanisme et des permis de construire.

Une nouvelle approche de conception de la défense contre l'incendie est définie : l'analyse des risques est au cœur de la définition des ressources en eau pour l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie.

Aussi, afin de permettre la mise en œuvre des moyens mécanisés de lutte contre l'incendie, les bâtiments, hormis pour ceux où une défense extérieure contre l'incendie ne semble pas nécessaire, devront être accessibles par des voies compatibles à la circulation et/ou au stationnement des engins.

2 – DEFINITION DES RISQUES ET DIMENSIONNEMENT

2.1- RISQUE COURANT

2.1-1. Risque courant faible : il peut être défini comme un risque d'incendie dont l'enjeu est faible et limité en terme patrimonial, environnemental, isolé, à faible potentiel calorifique ou à risque de propagation quasi nul. Il concerne notamment les hameaux, les zones d'habitat dispersé ou isolé en zone rurale. La quantité d'eau demandée doit correspondre à un besoin au regard du risque réel que constitue le bâtiment.

On peut distinguer les bâtiments ayant une surface au sol inférieure ou égale à 20 m², isolés de toute autre construction ou d'élément facilitant une propagation extérieure à moins de 8 mètres. Ce risque étant très limité, aucune défense extérieure contre l'incendie n'est nécessaire.

Les bâtiments à usage d'habitations individuelles, lotissement pavillonnaire compris, tout comme les établissements recevant du public de la 5ème catégorie n'ayant pas de locaux à sommeil, ayant une surface de plancher développée d'au maximum 250 m², et isolés de 8 mètres de tout autre risque ou autre construction de plus de 20 m², doivent avoir au minimum une défense extérieure contre l'incendie de 30 m³ utilisable en 1 heure, et distante de moins de 400 mètres par rapport au risque.

2.1-2. Risque courant ordinaire : il peut être défini comme étant un risque d'incendie à potentiel calorifique modéré et à risque de propagation faible ou moyen. Il peut concerner par exemple un lotissement de pavillons à moins de 8 mètres les uns des autres, un immeuble d'habitations collectives ou une zone d'habitats mitoyens. Les établissements recevant du public de la 3ème et 4ème catégorie, ainsi que les établissements de 5ème catégorie avec locaux à sommeil, sont généralement dans ce cadre, sauf dispositions plus contraignantes dans l'étude du permis de construire au regard d'une analyse de risque.

La quantité d'eau demandée est de 120 m³ utilisables en 2 heures, ou 60 m³/h, et distante de 200 mètres par rapport au risque, distance pouvant être portée à 400 mètres dans les écarts ou hameaux.

2.1.3. Risque courant important : il peut être défini comme un risque d'incendie à enjeux humains, à fort potentiel calorifique et/ou à risque de propagation fort. Les immeubles d'habitation de la 3ème et 4ème famille, et les établissements recevant du public de la 1ère et 2ème catégorie sont concernés.

La défense extérieure contre l'incendie doit être étudiée au cas par cas, au regard d'une analyse de risque en collaboration avec le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de l'Yonne.

2.2- CAS PARTICULIERS

2.2-1. Secteurs sauvegardés – Monuments historiques

Cela concerne par exemple une agglomération avec des quartiers saturés d'habitations, un quartier historique (rues étroites, accès difficiles...), de vieux immeubles où le bois prédomine, une zone mixant l'habitation et des activités artisanales ou de petites industries à fort potentiel calorifique.

La défense extérieure contre l'incendie doit être étudiée au cas par cas, au regard d'une analyse de risque en collaboration avec le SDIS.

2.2-2. Exploitations agricoles

Les éléments à prendre en compte étant multiples, une analyse doit être réalisée par le SDIS au regard des moyens opérationnels à mettre en œuvre pour combattre les différents sinistres envisageables.

Dans tous les cas, la défense incendie doit être comprise entre 30m³ et 240m³ à une distance maximale de 400 mètres et minimale de 8 mètres, distances mesurées entre le point d'eau et le bâtiment.

2.2-3. Parcs éoliens

Les éoliennes ne présentant pas de risque au regard de l'incendie, ni de propagation notable, on peut considérer qu'aucune défense extérieure contre l'incendie n'est nécessaire.

2.2-4. Parcs photovoltaïques

Un panneau photovoltaïque, bien que combustible, ne présente pas de risque notable. Néanmoins, la multitude de panneaux posés les uns à cotés des autres ainsi que le bâtiment concentrant les batteries et les transformateurs font qu'un minimum de défense extérieure contre l'incendie doit être assurée.

Une réserve d'au moins 60 m³ doit donc être accessible en tout temps et située à moins de 50 mètres de l'accès principal du parc. En tout état de cause, une étude portant notamment sur le cheminement à l'intérieur du parc et la sectorisation des risques devra être réalisée avec le SDIS.

2.2-5. Risques industriels

Les éléments à prendre en compte étant multiples, une analyse doit être réalisée par le service départemental d'incendie et de secours au regard des moyens opérationnels à mettre en œuvre pour combattre les différents sinistres envisageables.

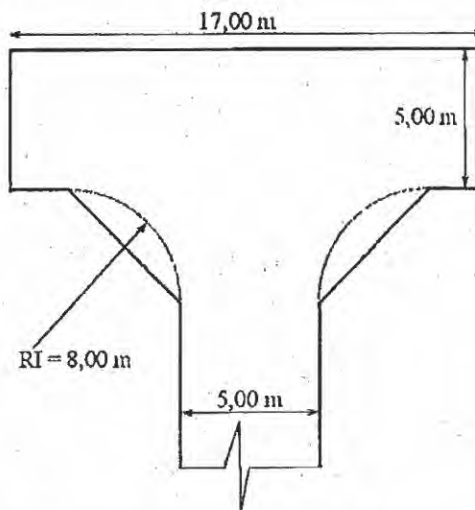
3 – VOIES D'ACCES POUR LES VEHICULES D'INCENDIE DE SECOURS

En dehors d'une réglementation plus contraignante, et hormis le cas où une défense extérieure contre l'incendie n'est pas requise, le terrain prévu pour la construction d'un bâtiment devra être desservi par une voie possédant les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la voie : 3 mètres ;
- hauteur libre de passage : 3,50 mètres ;
- rayon intérieur : 11 mètres ;
- pente inférieure à 15%
- stabilité de la bande de roulement permettant le passage des véhicules : 130 kN.

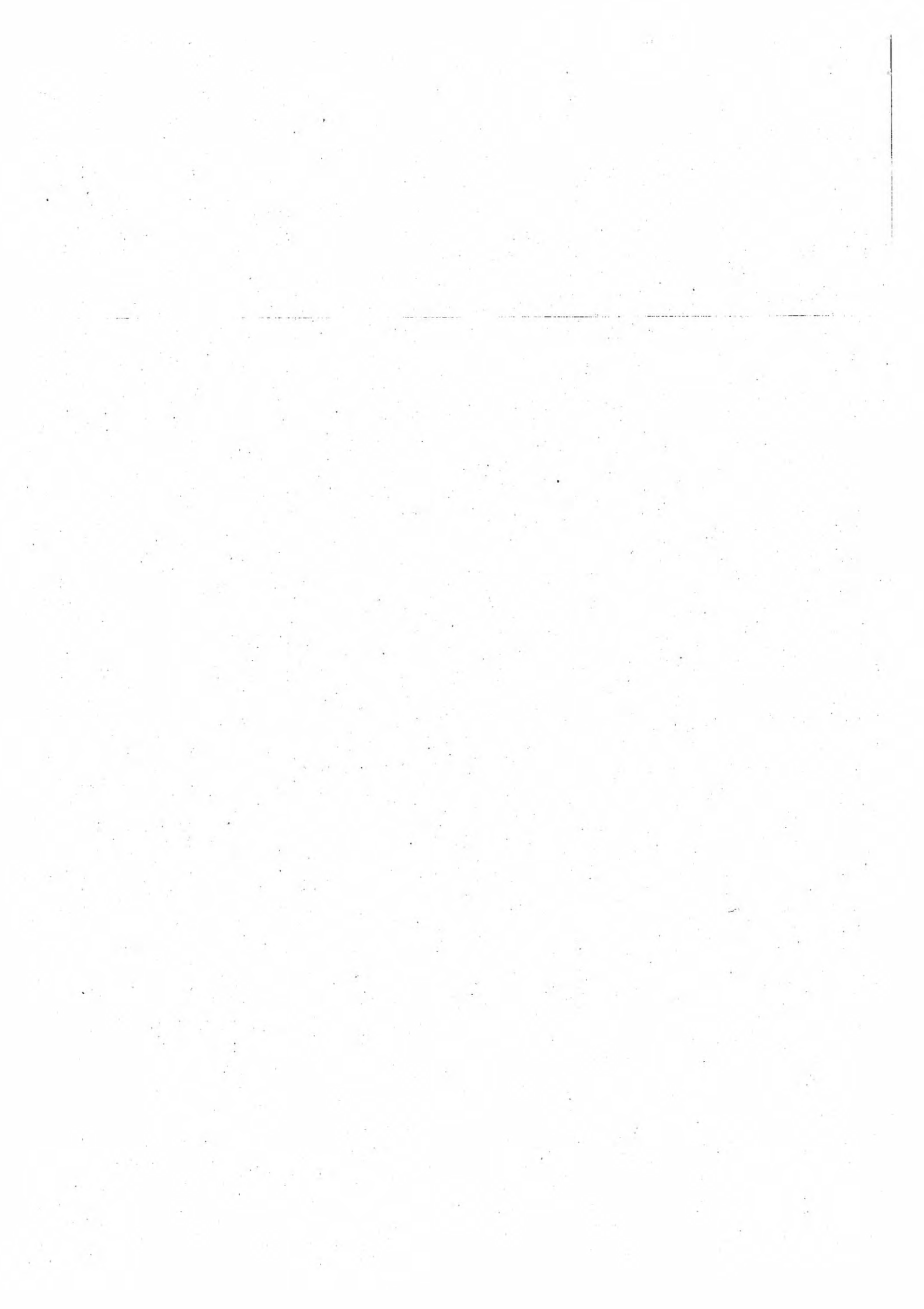
Si cette voie est en cul-de-sac (distance entre l'entrée du terrain la plus éloignée et la voie accessible aux engins d'incendie ≥ 60 m), une aire de retournement devra être aménagée selon l'une des solutions suivantes :

- raquette de 9 mètres de rayon minimum ;
- « T », possédant les caractéristiques suivantes :



L'aire de stationnement des engins de lutte contre l'incendie devra répondre aux caractéristiques minimales suivantes :

- largeur minimale : 5 mètres ;
- longueur minimale : 10 mètres ;
- pente inférieure à 10%
- stabilité de la bande de roulement permettant le passage des véhicules : 130 kN.



Département de l'Yonne



5C1

Commune de BRANCHES



communauté
de l'auxerrois

PLAN LOCAL D'URBANISME

Carte et notice aléa retrait gonflement des argiles

Vu pour être annexé à la
délibération

du 04/04/2019

approuvant
le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :



POS approuvé le 01 décembre 1980

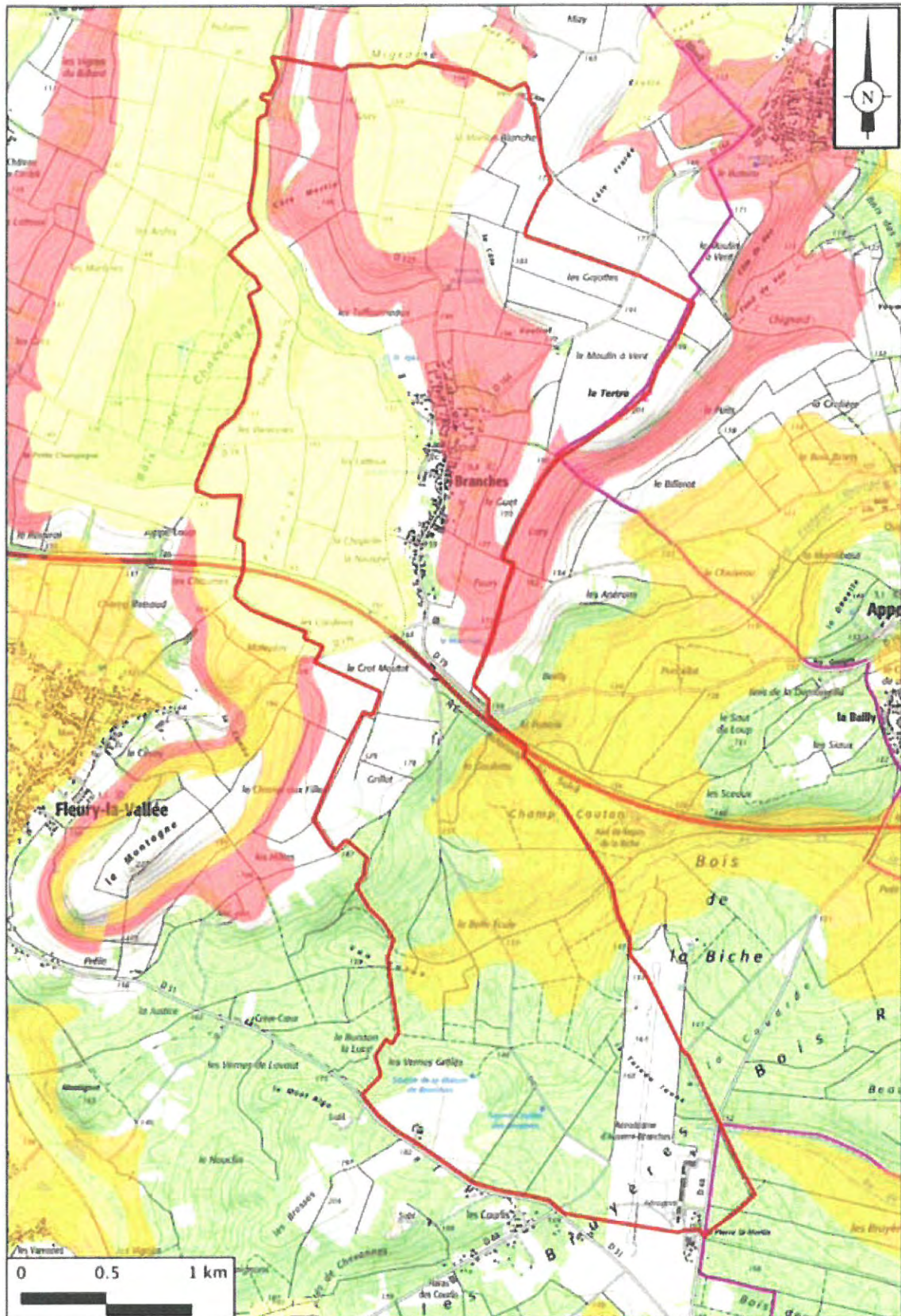
Prescription du PLU le 22 juin 2015

Dossier du PLU réalisé par :

PERSPECTIVES
2, rue de la Gare
10 150 CHARMONT s/B.
Tél : 03.25.40.05.90.
Mail : perspectives@perspectives-urba.com

PLANETE VERTE - Agence Centre-Nord
42 bis, rue de la Paix
10 000 TROYES
Tél : 03.25.40.55.74.
Mail : planeteverte.troyes@orange.fr





LÉGENDE

	Risque retrait gonflement argiles - aléa faible
	Risque retrait gonflement argiles - aléa moyen
	Risque retrait gonflement argiles - aléa fort

SÉCHERESSE ET CONSTRUCTION SUR SOL ARGILEUX :

réduire les dommages

Les désordres aux constructions consécutifs à la sécheresse touchent plus de 75 départements. Ils présentent un coût élevé pour la collectivité et gênent de très nombreux habitants. Cependant l'ampleur de cette sinistralité et des indemnités peut être largement limitée par le respect des règles de construction et par la prise en compte des conditions géologiques locales.

En effet, le coût d'adaptation au sol, garant de la pérennité de la maison, est sans rapport avec les frais et les désagréments des désordres potentiels. C'est pourquoi agir pour la prévention est l'intérêt de tous.

Vous êtes constructeur : votre responsabilité peut être engagée. Même si la sécheresse était imprévisible, vous devez justifier d'avoir pris toutes les mesures utiles pour empêcher les dommages. La jurisprudence précise qu'un événement relevant de la catégorie des catastrophes naturelles, au sens de la loi du 13/07/1982, ne constitue pas nécessairement pour autant un cas de force majeure exonératoire de la responsabilité des constructeurs.

En effet, les deux conditions posées par l'article L 125-1 du code des assurances sont " que la cause déterminante des dommages soit l'intensité anormale d'un agent naturel et que les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'aient pu empêcher leur survenance " (Cour de Cassation, CIV 1^{ère} chambre 09/06/1998 et 07/07/1998, 3^{ème} CIV 27/06/2001).

Ensemble: mobilisés pour réduire les futurs dommages dus au retrait-gonflement. Cette brochure présente des recommandations préventives pour réaliser des bâtiments neufs sur sol argileux. En les mettant en œuvre, vous limitez le risque de désordres. De plus, lorsque la commune sur laquelle vous construisez est dotée d'un Plan de Prévention des Risques (PPR) retrait-gonflement, ces recommandations sont réglementaires et connues du grand public.

Les techniques de réparation des constructions endommagées par la sécheresse ne sont pas abordées ici.



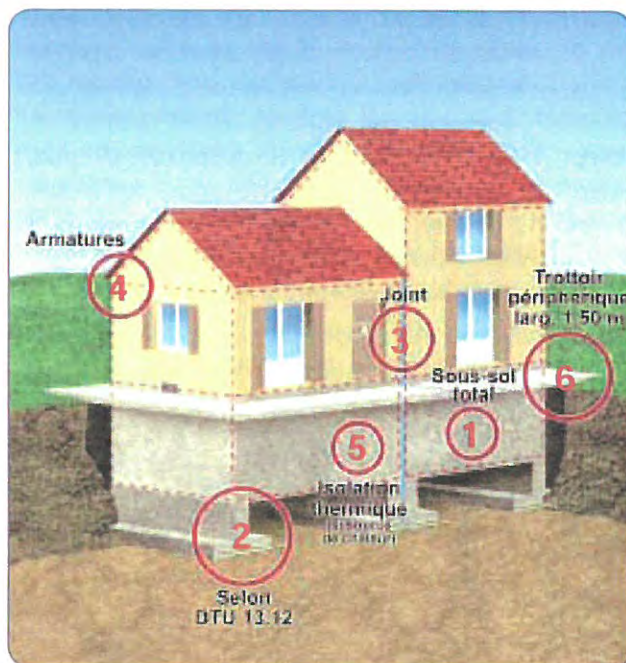
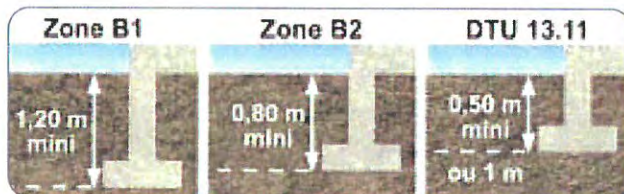
Dispositions préventives : 2 cas

❶ Pour réaliser des maisons individuelles - hors permis groupé - en zones classées sensibles, le Plan de Prévention des Risques (PPR) retrait-gonflement prévoit la construction selon les missions géotechniques ou à défaut, le respect de dispositions constructives forfaitaires.

❷ Pour tous les autres projets de construction - hors bâtiments annexes non accolés et bâtiments à usage agricole - les missions géotechniques sont obligatoires afin d'adapter la réalisation en fonction des caractéristiques du sol.

DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES FORFAITAIRES

Le PPR distingue deux zones réglementaires caractérisées par des niveaux d'aléa croissants. Dans ces zones, pour les maisons individuelles, les dispositions constructives forfaitaires se distinguent par les profondeurs minimales de fondation préconisées en l'absence d'étude de sol : 1,20 m minimum en zone B1 (aléa fort) et 0,80 m minimum en zone B2 (aléa moyen à faible) - sauf rencontre de sols durs non argileux. Les conditions de dépassement sont relatives à l'exposition à un risque exceptionnel ou à l'examen du fond de fouille.



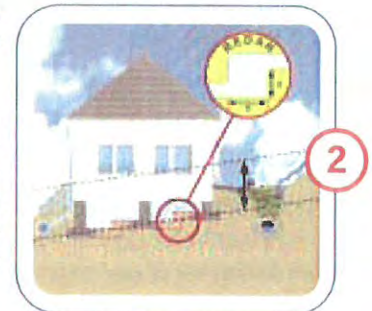
Avec ces profondeurs de fondations, il convient dans les deux zones de respecter les règles suivantes :

▪ Certaines dispositions sont **interdites**, telles que : exécuter un sous-sol partiel sous une même partie de bâtiment. ❶ Sous un sous-sol total, le sol d'assise est le même, ce qui limite le risque de tassement différentiel.



▪ Certaines dispositions sont **prescrites**, telles que :

- sur terrain en pente, descendre les fondations plus profondément à l'aval qu'à l'amont, afin de garantir l'homogénéité de l'ancrage ; ❷



- réaliser des fondations sur semelles continues, armées et bétonnées à pleine fouille, selon les préconisations du DTU 13.12 (Fondations superficielles) ;

- désolidariser les parties de construction fondées différemment au moyen d'un joint de rupture sur toute la hauteur de la construction ; ❸



DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ADAPTÉES SELON LES MISSIONS GÉOTECHNIQUES

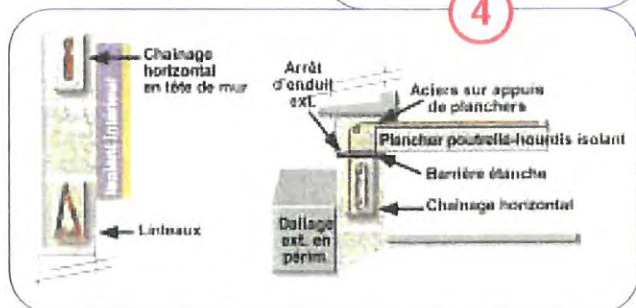
Le PPR préconise la réalisation de la maison individuelle à partir des missions G0 (sondages, essais et mesures) + G12 (exemples de prédimensionnement des fondations), définies dans la norme NF P 94-500.

OU

- mettre en œuvre des chaînages horizontaux et verticaux des murs porteurs liaisons selon les préconisations du DTU 20.1 ④ - en particulier au niveau de chaque plancher ainsi qu'au couronnement des murs ; la continuité et le recouvrement des armatures de chaînage concourants en un même nœud permettent de prévenir la rotation de plancher. Ainsi, la structure résistera mieux aux mouvements différentiels ;



4



- adapter le dallage sur terre plein, à défaut de la réalisation d'un plancher sur vide sanitaire ou sur sous-sol total. La présence d'une couche de forme en matériaux sélectionnés et compactés est nécessaire pour assurer la transition mécanique entre le sol et le corps du dallage. Le dallage sur terre plein doit être réalisé en béton armé, selon les préconisations du DTU 13.3 ;
- prévoir un dispositif spécifique d'isolation thermique des murs en cas de source de chaleur en sous-sol ; ⑤
- mettre en place un trottoir périphérique et/ou une géomembrane d'1.50 m de large pour limiter l'évaporation à proximité immédiate des murs de façade. ⑥

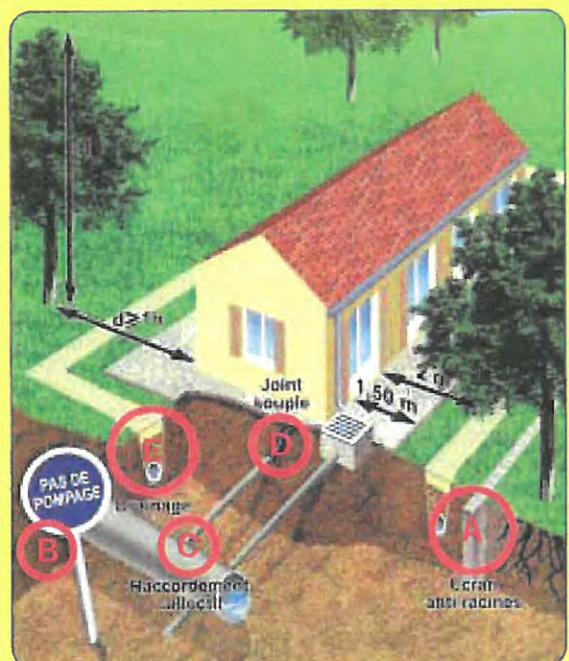
DISPOSITIONS RELATIVES À LA VIABILITÉ ET À L'ENVIRONNEMENT

▪ Certaines dispositions sont **interdites** telles que :

- toute plantation d'arbre ou d'arbuste à une distance inférieure à la hauteur adulte H (1 H pour les arbres isolés et 1,5 H pour les haies) sauf mise en place d'un écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m ; ①
- le pompage dans une nappe superficielle à moins de 10 m de la construction ; ②

▪ Certaines dispositions sont **prescrites** telles que :

- les rejets d'eaux usées en réseau collectif ou à défaut, un assainissement autonome conforme aux dispositions de la norme XP P 16-603, référence DTU 64.1. Les rejets d'eaux pluviales doivent se faire à distance suffisante de la construction ; ③
- l'étanchéité des canalisations d'évacuation et la mise en œuvre de joints souples aux raccordements ; ④
- le captage des écoulements superficiels – avec une distance minimum de 2 m à respecter entre la construction et la présence éventuelle d'un drain, mis en place selon le DTU 20.1 ; ⑤
- sur une parcelle très boisée, le respect d'un délai minimal d'un an entre l'arrachage des arbres ou arbustes et le début des travaux de construction.



SINISTRALITÉ ET OUTILS DE PRÉVENTION

Phénomène naturel

Les variations de teneur en eau dans le sol induisent des variations de volume, à l'origine des tassements différentiels.

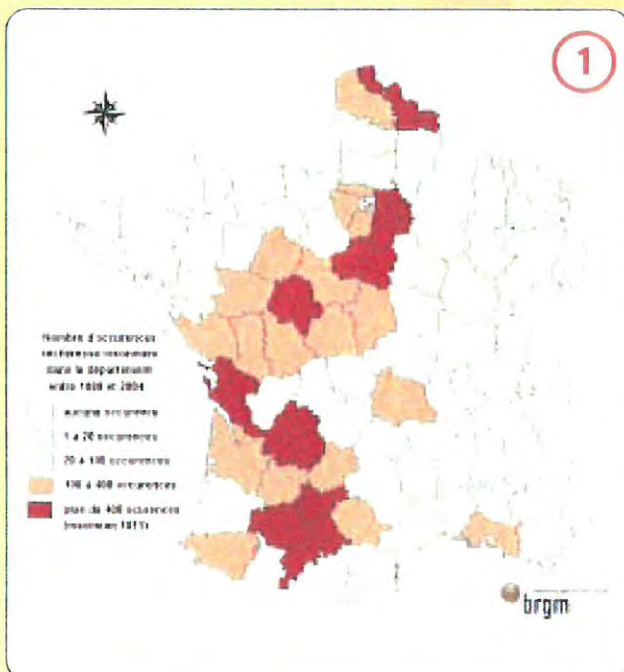
Dispositions constructives vulnérables

L'exemple type de la construction sinistrée par la sécheresse est une maison individuelle, avec sous-sol partiel ou à simple rez-de-chaussée et avec dallage sur terre plein, fondée sur semelles continues, peu ou non armées, pas assez profondes (moins de 80 cm voire moins de 40 cm) et reposant sur un sol argileux, avec une structure en maçonnerie, sans chaînage horizontal. Ce type de structure ne peut pas accepter sans dommages de mouvements différentiels supérieurs à 2 mm/m.

Sinistralité : combien et où?

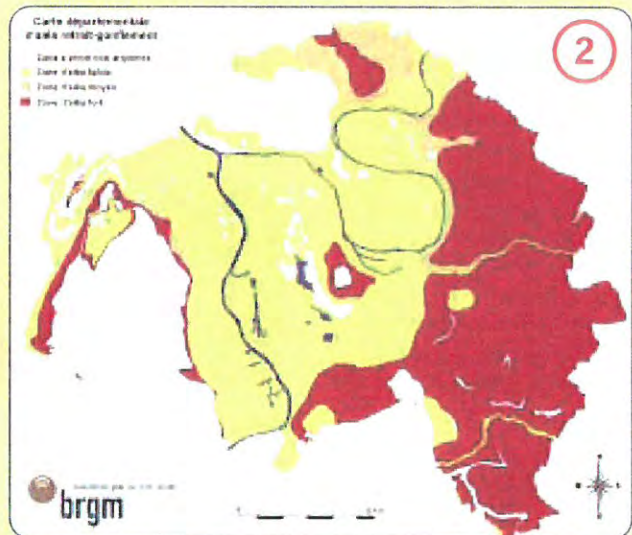
- Principales périodes de sécheresse : 1989/92 et 1996/97 - 5 000 communes dans 75 départements ; 2003 - 7 000 communes demandent leur classement en état de catastrophe naturelle. ①
- Coût global : 3.3 milliards d'euros de 1989 à 2002 hors coûts pris en charge par l'assurance construction.
- Coût moyen d'un sinistre : 10 000 €.

La sécheresse répétée, identifiée depuis 1976, a eu d'importantes répercussions sur le comportement de certains sols argileux et par voie de conséquence, de nombreuses constructions fondées sur ces terrains ont subi des dommages plus ou moins graves. C'est un phénomène peu spectaculaire, qui ne met pas en danger de vie humaine mais qui a touché 300 000 maisons entre 1989 et 2002.



Qu'est-ce qu'une carte départementale d'aléa? ②

Un programme de cartographie de l'aléa retrait-gonflement est en cours sur une quarantaine de départements, les plus touchés par le phénomène. Établies par le BRGM, à la demande du ministère de l'Écologie et du développement durable et des préfetures, ces cartes départementales d'aléa, accessibles sur Internet (<http://www.argiles.fr>) au fur et à mesure de leur parution, visent à délimiter les zones qui sont susceptibles de contenir, dans le proche sous-sol, des argiles gonflantes et qui peuvent donc être affectées par des tassements différentiels par retrait, en période de sécheresse.



Plans de Prévention des Risques (PPR): quelles contraintes?

À partir des cartes d'aléa, les PPR retrait-gonflement des argiles ont pour objectif de faciliter la prise en compte du risque au stade de la conception des projets de construction dans les communes les plus affectées par le phénomène. Comme indiqué en pages centrales, ils contiennent : des prescriptions constructives simples, des exigences réglementaires peu contraignantes et n'entraînent pas d'inconstructibilité ; des recommandations pour une gestion de l'environnement proche de la maison afin de limiter les mouvements différentiels dus aux variations hydriques.

Pour en savoir plus

- *Qualité Construction*, n° 87 nov./déc. 2004, éd. AQC.
- *Sinistres liés à la sécheresse*, éd. CEBTP, 2001.
- *La construction économique sur sols gonflants*, P. Mouroux, P. Margron et J-C. Pinte, *Manuels et Méthodes* n° 14, éd. BRGM, 1988.
- *Guide de la Prévention Sécheresse et Construction* ministère de l'Écologie et du développement durable, éd. La documentation française, 1993.

Sites Internet

- <http://www.qualiteconstruction.com>
- <http://www.prim.net>
- <http://www.brgm.fr>
- <http://www.argiles.fr>
- <http://www.mrn-gpsa.org>

Mesures de prévention des risques naturels prévisibles de mouvements de terrain différentiels liés au phénomène de retrait-gonflement des argiles.

Dans le cadre du programme de cartographie du phénomène de retrait-gonflement des argiles développé par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, le bureau d'études BRGM a dressé la carte des aléas de ce phénomène. Cette carte est consultable depuis le site internet www.argiles.fr.

Ce document vise donc à guider l'élaboration des constructions sur sols argileux en conseillant certaines mesures et en déconseillant d'autres.

Titre I- Mesures conseillées aux projets de constructions

Chapitre I- Mesures recommandées aux logements individuels hors permis groupés

A défaut d'étude géotechnique couvrant la conception, le pré-dimensionnement et l'exécution des fondations, ainsi que l'adaptation de la construction et de son environnement immédiat aux caractéristiques du site, conformément à la mission géotechnique type G0 + G12 spécifiée dans la norme NF P94-500 : Missions géotechniques – classifications et spécifications, sont conseillées les dispositions suivantes :

A) Mesures structurales :

Article I-I-1 Est fortement déconseillé :

l'exécution d'un sous-sol partiel.

Article I-I-2 Sont fortement recommandées :

1- les dispositions de conception et de réalisation des fondations suivantes :

- la profondeur minimum des fondations est fixée à
 - 0,80 m en zone faiblement à moyennement exposée
 - sauf rencontre de sols durs non argileux à une profondeur inférieure ;
- sur terrain en pente et pour des constructions réalisées sur plate-forme en déblais ou déblais-remblais, ces fondations doivent être descendues à une profondeur au moins aussi importante à l'aval qu'à l'amont afin d'assurer une homogénéité de l'ancrage ;
- les fondations sur semelles doivent être continues, armées et bétonnées à pleine fouille, selon les préconisations de la norme DTU 13-12 : Règles pour le calcul des fondations superficielles.

2- les dispositions de conception et de réalisation des constructions suivantes :

- toutes parties de bâtiment fondées différemment et susceptibles d'être soumises à des tassements ou des soulèvements différentiels doivent être désolidarisées et séparées par un joint de rupture sur toute la hauteur de la construction ;
- les murs porteurs doivent comporter un chaînage horizontal et vertical liaisonné selon les préconisations de la norme DTU 20-1 : Règles de calcul et dispositions constructives minimales ;

- la réalisation d'un plancher porteur sur vide sanitaire ou sur sous-sol total est fortement recommandée. A défaut, le dallage sur terre-plein doit faire l'objet de dispositions assurant l'atténuation du risque de mouvements différentiels vis-à-vis de l'ossature de la construction et de leurs conséquences, notamment sur les refends, cloisons, doublages et canalisations intérieures. Il doit être réalisé en béton armé, après mise en œuvre d'une couche de forme en matériaux sélectionnés et compactés, et répondre à des prescriptions minimales d'épaisseur, de dosage de béton et de ferrailage, selon les préconisations de la norme DTU 13.3 : Dallages – conception, calcul et exécution ;
- la mise en place d'un dispositif spécifique d'isolation des murs en cas de source de chaleur en sous-sol.

B) Mesures applicables à l'environnement immédiat :

Article I-I-3 Sont fortement déconseillées :

- toute plantation d'arbre ou d'arbuste avide d'eau à une distance de la construction inférieure à leur hauteur à maturité (1,5 fois en cas de rideau d'arbres ou d'arbustes) sauf mise en place d'un écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m ;
- tout pompage à usage domestique, entre mai et octobre, dans un puits situé à moins de 10 m d'une construction et où la profondeur du niveau de l'eau (par rapport au terrain naturel) est inférieure à 10 m.

Article I-I-4 Sont fortement conseillées :

- le rejet des eaux pluviales et usées dans le réseau collectif lorsque cela est possible. A défaut, les éventuels rejets ou puits d'infiltration doivent être situés à une distance minimale de 15 m de toute construction ;
- la mise en place de dispositifs assurant l'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales (raccords souples...) ;
- la récupération des eaux de ruissellement et son évacuation des abords de la construction par un dispositif de type caniveau ;
- la mise en place, sur toute la périphérie de la construction, d'un dispositif d'une largeur minimale de 1,50 m s'opposant à l'évaporation, sous la forme d'un écran imperméable sous terre végétale (géomembrane) ou d'un revêtement étanche (terrasse) dont les eaux de ruissellement seront récupérées par un système d'évacuation de type caniveau ;
- le captage des écoulements de faible profondeur, lorsqu'ils existent, par un dispositif de drainage périphérique situé à une distance minimale de 2 m de toute construction ;
- l'arrachage des arbres et arbustes avides d'eau situés à une distance de l'emprise de la construction projetée inférieure à leur hauteur à maturité.

- à défaut de possibilité d'abattage des arbres situés à une distance de l'emprise de la construction inférieure à leur hauteur à maturité, la mise en place d'un écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m.

Chapitre II- Mesures conseillées à tous les autres bâtiments à l'exception des bâtiments à usage agricole et des annexes d'habitation non accolées

Article II-II-1 Est conseillée:

la réalisation d'une étude définissant les dispositions constructives nécessaires pour assurer la stabilité des constructions vis-à-vis du risque avéré de tassement ou de soulèvement différentiel et couvrant la conception, le pré-dimensionnement et les modalités d'exécution des fondations, ainsi que l'adaptation de la construction et de son environnement immédiat aux caractéristiques du site, conformément à la mission géotechnique type G0 + G12 spécifiée dans la norme NF P94-500.

Titre II- Mesures conseillées aux constructions existantes

Article III-1 Sont conseillées les mesures suivantes :

- 1- le respect d'une distance supérieure à leur hauteur à maturité (1,5 fois en cas de rideau d'arbres ou d'arbustes) pour toute nouvelle plantation d'arbre ou d'arbuste avide d'eau, sauf mise en place d'un écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m ;
- 2- le respect des mesures préconisées par une étude de faisabilité, en application de la mission géotechnique G12 spécifiée dans la norme NF P94-500, pour les travaux de déblais ou de remblais modifiant localement la profondeur d'encastrement des fondations ;
- 3- l'interdiction de pompage, à usage domestique, entre mai et octobre dans un puits situé à moins de 10 m d'une construction et où la profondeur du niveau de l'eau (par rapport au terrain naturel) est inférieure à 10 m.
- 4- la récupération des eaux de ruissellement et son évacuation des abords de la construction par un dispositif de type caniveau ;
- 5- la mise en place de dispositifs assurant l'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales (joints souples...) en cas de remplacement de ces dernières ;

Aléa moyen à faible

Mesures de prévention des risques naturels prévisibles de mouvements de terrain différentiels liés au phénomène de retrait-gonflement des argiles.

Dans le cadre du programme de cartographie du phénomène de retrait-gonflement des argiles développé par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, le bureau d'études BRGM a dressé la carte des aléas de ce phénomène. Cette carte est consultable depuis le site internet www.argiles.fr.

Ce document vise donc à guider l'élaboration des constructions sur sols argileux en conseillant certaines mesures et en déconseillant d'autres.

Titre I- Mesures conseillées aux projets de constructions

Chapitre I- Mesures recommandées aux logements individuels hors permis groupés

A défaut d'étude géotechnique couvrant la conception, le pré-dimensionnement et l'exécution des fondations, ainsi que l'adaptation de la construction et de son environnement immédiat aux caractéristiques du site, conformément à la mission géotechnique type G0 + G12 spécifiée dans la norme NF P94-500 : Missions géotechniques – classifications et spécifications, sont conseillées les dispositions suivantes :

A) Mesures structurales :

Article I-I-1 Est fortement déconseillé :

l'exécution d'un sous-sol partiel.

Article I-I-2 Sont fortement recommandées :

1- les dispositions de conception et de réalisation des fondations suivantes :

- la profondeur minimum des fondations est fixée à
 - 0,80 m en zone faiblement à moyennement exposée
 - sauf rencontre de sols durs non argileux à une profondeur inférieure ;
- sur terrain en pente et pour des constructions réalisées sur plate-forme en déblais ou déblais-remblais, ces fondations doivent être descendues à une profondeur au moins aussi importante à l'aval qu'à l'amont afin d'assurer une homogénéité de l'ancrage ;
- les fondations sur semelles doivent être continues, armées et bétonnées à pleine fouille, selon les préconisations de la norme DTU 13-12 : Règles pour le calcul des fondations superficielles.

2- les dispositions de conception et de réalisation des constructions suivantes :

- toutes parties de bâtiment fondées différemment et susceptibles d'être soumises à des tassements ou des soulèvements différentiels doivent être désolidarisées et séparées par un joint de rupture sur toute la hauteur de la construction ;
- les murs porteurs doivent comporter un chaînage horizontal et vertical liaisonné selon les préconisations de la norme DTU 20-1 : Règles de calcul et dispositions constructives minimales ;

- la réalisation d'un plancher porteur sur vide sanitaire ou sur sous-sol total est fortement recommandée. A défaut, le dallage sur terre-plein doit faire l'objet de dispositions assurant l'atténuation du risque de mouvements différentiels vis-à-vis de l'ossature de la construction et de leurs conséquences, notamment sur les refends, cloisons, doublages et canalisations intérieures. Il doit être réalisé en béton armé, après mise en œuvre d'une couche de forme en matériaux sélectionnés et compactés, et répondre à des prescriptions minimales d'épaisseur, de dosage de béton et de ferrailage, selon les préconisations de la norme DTU 13.3 : Dallages – conception, calcul et exécution ;
- la mise en place d'un dispositif spécifique d'isolation des murs en cas de source de chaleur en sous-sol.

B) Mesures applicables à l'environnement immédiat :

Article I-I-3 Sont fortement déconseillées :

- toute plantation d'arbre ou d'arbuste avide d'eau à une distance de la construction inférieure à leur hauteur à maturité (1,5 fois en cas de rideau d'arbres ou d'arbustes) sauf mise en place d'un écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m ;
- tout pompage à usage domestique, entre mai et octobre, dans un puits situé à moins de 10 m d'une construction et où la profondeur du niveau de l'eau (par rapport au terrain naturel) est inférieure à 10 m.

Article I-I-4 Sont fortement conseillées :

- le rejet des eaux pluviales et usées dans le réseau collectif lorsque cela est possible. A défaut, les éventuels rejets ou puits d'infiltration doivent être situés à une distance minimale de 15 m de toute construction ;
- la mise en place de dispositifs assurant l'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales (raccords souples...) ;
- la récupération des eaux de ruissellement et son évacuation des abords de la construction par un dispositif de type caniveau ;
- la mise en place, sur toute la périphérie de la construction, d'un dispositif d'une largeur minimale de 1,50 m s'opposant à l'évaporation, sous la forme d'un écran imperméable sous terre végétale (géomembrane) ou d'un revêtement étanche (terrasse) dont les eaux de ruissellement seront récupérées par un système d'évacuation de type caniveau ;
- le captage des écoulements de faible profondeur, lorsqu'ils existent, par un dispositif de drainage périphérique situé à une distance minimale de 2 m de toute construction ;
- l'arrachage des arbres et arbustes avides d'eau situés à une distance de l'emprise de la construction projetée inférieure à leur hauteur à maturité.

- à défaut de possibilité d'abattage des arbres situés à une distance de l'emprise de la construction inférieure à leur hauteur à maturité, la mise en place d'un écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m.

Chapitre II- Mesures conseillées à tous les autres bâtiments à l'exception des bâtiments à usage agricole et des annexes d'habitation non accolées

Article II-II-1 Est conseillée:

la réalisation d'une étude définissant les dispositions constructives nécessaires pour assurer la stabilité des constructions vis-à-vis du risque avéré de tassement ou de soulèvement différentiel et couvrant la conception, le pré-dimensionnement et les modalités d'exécution des fondations, ainsi que l'adaptation de la construction et de son environnement immédiat aux caractéristiques du site, conformément à la mission géotechnique type G0 + G12 spécifiée dans la norme NF P94-500.

Titre II- Mesures conseillées aux constructions existantes

Article III-1 Sont conseillées les mesures suivantes :

- 1- le respect d'une distance supérieure à leur hauteur à maturité (1,5 fois en cas de rideau d'arbres ou d'arbustes) pour toute nouvelle plantation d'arbre ou d'arbuste avide d'eau, sauf mise en place d'un écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m ;
- 2- le respect des mesures préconisées par une étude de faisabilité, en application de la mission géotechnique G12 spécifiée dans la norme NF P94-500, pour les travaux de déblais ou de remblais modifiant localement la profondeur d'encastrement des fondations ;
- 3- l'interdiction de pompage, à usage domestique, entre mai et octobre dans un puits situé à moins de 10 m d'une construction et où la profondeur du niveau de l'eau (par rapport au terrain naturel) est inférieure à 10 m.
- 4- la récupération des eaux de ruissellement et son évacuation des abords de la construction par un dispositif de type caniveau ;
- 5- la mise en place de dispositifs assurant l'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales (joints souples...) en cas de remplacement de ces dernières ;

Aléa fort

Mesures de prévention des risques naturels prévisibles de mouvements de terrain différentiels liés au phénomène de retrait-gonflement des argiles.

Dans le cadre du programme de cartographie du phénomène de retrait-gonflement des argiles développé par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, le bureau d'études BRGM a dressé la carte des aléas de ce phénomène. Cette carte est consultable depuis le site internet www.argiles.fr.

Ce document vise donc à guider l'élaboration des constructions sur sols argileux en conseillant certaines mesures et en déconseillant d'autres.

Titre I- Mesures conseillées aux projets de constructions

Chapitre I- Mesures recommandées aux logements individuels hors permis groupés

A défaut d'étude géotechnique couvrant la conception, le pré-dimensionnement et l'exécution des fondations, ainsi que l'adaptation de la construction et de son environnement immédiat aux caractéristiques du site, conformément à la mission géotechnique type G0 + G12 spécifiée dans la norme NF P94-500 : Missions géotechniques – classifications et spécifications, sont conseillées les dispositions suivantes :

A) Mesures structurales :

Article I-I-1 Est fortement déconseillé :

l'exécution d'un sous-sol partiel.

Article I-I-2 Sont fortement recommandées :

1- les dispositions de conception et de réalisation des fondations suivantes :

- la profondeur minimum des fondations est fixée à
 - 1,20 m en zone fortement exposée (correspondant à un aléa fort de retrait-gonflement des argiles)
 - 0,80 m en zone faiblement à moyennement exposée (correspondant à un aléa faible à moyen de retrait-gonflement des argiles)sauf rencontre de sols durs non argileux à une profondeur inférieure ;
- sur terrain en pente et pour des constructions réalisées sur plate-forme en déblais ou déblais-remblais, ces fondations doivent être descendues à une profondeur au moins aussi importante à l'aval qu'à l'amont afin d'assurer une homogénéité de l'ancrage ;
- les fondations sur semelles doivent être continues, armées et bétonnées à pleine fouille, selon les préconisations de la norme DTU 13-12 : Règles pour le calcul des fondations superficielles.

2- les dispositions de conception et de réalisation des constructions suivantes :

- toutes parties de bâtiment fondées différemment et susceptibles d'être soumises à des tassements ou des soulèvements différentiels doivent être désolidarisées et séparées par un joint de rupture sur toute la hauteur de la construction ;

- les murs porteurs doivent comporter un chaînage horizontal et vertical liaisonné selon les préconisations de la norme DTU 20-1 : Règles de calcul et dispositions constructives minimales ;
- la réalisation d'un plancher porteur sur vide sanitaire ou sur sous-sol total est fortement recommandée. A défaut, le dallage sur terre-plein doit faire l'objet de dispositions assurant l'atténuation du risque de mouvements différentiels vis-à-vis de l'ossature de la construction et de leurs conséquences, notamment sur les refends, cloisons, doublages et canalisations intérieures. Il doit être réalisé en béton armé, après mise en œuvre d'une couche de forme en matériaux sélectionnés et compactés, et répondre à des prescriptions minimales d'épaisseur, de dosage de béton et de ferrailage, selon les préconisations de la norme DTU 13.3 : Dallages – conception, calcul et exécution ;
- la mise en place d'un dispositif spécifique d'isolation des murs en cas de source de chaleur en sous-sol.

B) Mesures applicables à l'environnement immédiat :

Article I-I-3 Sont fortement déconseillées :

- toute plantation d'arbre ou d'arbuste avide d'eau à une distance de la construction inférieure à leur hauteur à maturité (1,5 fois en cas de rideau d'arbres ou d'arbustes) sauf mise en place d'un écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m ;
- tout pompage à usage domestique, entre mai et octobre, dans un puits situé à moins de 10 m d'une construction et où la profondeur du niveau de l'eau (par rapport au terrain naturel) est inférieure à 10 m.

Article I-I-4 Sont fortement conseillées :

- le rejet des eaux pluviales et usées dans le réseau collectif lorsque cela est possible. A défaut, les éventuels rejets ou puits d'infiltration doivent être situés à une distance minimale de 15 m de toute construction ;
- la mise en place de dispositifs assurant l'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales (raccords souples...) ;
- la récupération des eaux de ruissellement et son évacuation des abords de la construction par un dispositif de type caniveau ;
- la mise en place, sur toute la périphérie de la construction, d'un dispositif d'une largeur minimale de 1,50 m s'opposant à l'évaporation, sous la forme d'un écran imperméable sous terre végétale (géomembrane) ou d'un revêtement étanche (terrasse) dont les eaux de ruissellement seront récupérées par un système d'évacuation de type caniveau ;
- le captage des écoulements de faible profondeur, lorsqu'ils existent, par un dispositif de drainage périphérique situé à une distance minimale de 2 m de toute construction ;

- l'arrachage des arbres et arbustes avides d'eau situés à une distance de l'emprise de la construction projetée inférieure à leur hauteur à maturité.
- à défaut de possibilité d'abattage des arbres situés à une distance de l'emprise de la construction inférieure à leur hauteur à maturité, la mise en place d'un écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m.

Chapitre II- Mesures conseillées à tous les autres bâtiments à l'exception des bâtiments à usage agricole et des annexes d'habitation non accolées

Article II-II-1 Est conseillée:

la réalisation d'une étude définissant les dispositions constructives nécessaires pour assurer la stabilité des constructions vis-à-vis du risque avéré de tassement ou de soulèvement différentiel et couvrant la conception, le pré-dimensionnement et les modalités d'exécution des fondations, ainsi que l'adaptation de la construction et de son environnement immédiat aux caractéristiques du site, conformément à la mission géotechnique type G0 + G12 spécifiée dans la norme NF P94-500.

Titre II- Mesures conseillées aux constructions existantes

Article III-1 Sont conseillées les mesures suivantes :

- 1- le respect d'une distance supérieure à leur hauteur à maturité (1,5 fois en cas de rideau d'arbres ou d'arbustes) pour toute nouvelle plantation d'arbre ou d'arbuste avide d'eau, sauf mise en place d'un écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m ;
- 2- le respect des mesures préconisées par une étude de faisabilité, en application de la mission géotechnique G12 spécifiée dans la norme NF P94-500, pour les travaux de déblais ou de remblais modifiant localement la profondeur d'encastrement des fondations ;
- 3- l'interdiction de pompage, à usage domestique, entre mai et octobre dans un puits situé à moins de 10 m d'une construction et où la profondeur du niveau de l'eau (par rapport au terrain naturel) est inférieure à 10 m.
- 4- la récupération des eaux de ruissellement et son évacuation des abords de la construction par un dispositif de type caniveau ;
- 5- la mise en place de dispositifs assurant l'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales (joints souples...) en cas de remplacement de ces dernières ;

Département de l'Yonne



5C2

Commune de BRANCHES

communauté
de l'auxerrois



PLAN LOCAL D'URBANISME

Canalisation de gaz

Vu pour être annexé à la
délibération

du 04/04/2019

approuvant
le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :



POS approuvé le 01 décembre 1980

Prescription du PLU le 22 juin 2015

Dossier du PLU réalisé par :

PERSPECTIVES
2, rue de la Gare
10 150 CHARMONT s/B.
Tél : 03.25.40.05.90.
Mail : perspectives@perspectives-urba.com

PLANETE VERTE - Agence Centre-Nord
42 bis, rue de la Paix
10 000 TROYES
Tél : 03.25.40.55.74.
Mail : planeteverte.troyes@orange.fr



FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE ET COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de la commune de BRANCHES est impacté par deux ouvrages de transport de gaz naturel, exploités par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à ces ouvrages ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Rhône Méditerranée
Equipe Travaux Tiers et Urbanisme
33 rue Pétrequin
BP 6407
69413 LYON Cedex 06
Téléphone : 04.78.65.59.59

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24 : 0800 246 102

II. CANALISATIONS TRAVERSANT LE TERRITOIRE

Cet ouvrage impacte le territoire à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique de d'implantation et de passage) et pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation).

Nom Canalisation	DN (-)	PMS (bar)
AUXERRE – CLAMECY - AVALLON	250	67.7

DN : Diamètre nominal (sans unité) ; PMS : Pression Maximale en Service

Canalisation hors service hors gaz traversant le territoire

Cet ouvrage impacte le territoire uniquement pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage).

Nom Canalisation	DN (-)	PMS (bar)
Canalisation Hors Service Hors Gaz	150	0

DN : Diamètre nominal (sans unité) ; PMS : Pression Maximale en Service

**FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE
PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION**

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral arrêté n°PREF-DCPP-SE-2017-0168 du 20/03/2017 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression.

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité de la canalisation jusqu'aux distances figurant dans le tableau suivant :

Nom Canalisation	DN (-)	PMS (bar)	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
AUXERRE – CLAMECY - AVALLON	250	67.7	75	5	5

DN : Diamètre nominal (sans unité) ; PMS : Pression Maximale en Service

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 modifié.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné ».

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n°3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

Les ouvrages indiqués dans la fiche de présentation ont été déclarés d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée à l'ouvrage AUXERRE – CLAMECY - AVALLON, une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable) de 6 mètres de largeur totale (4 mètres à droite et 2 mètres à gauche de l'axe de la canalisation en allant de CHAMPLAY à PERRIGNY).

Dans le cas général, est associée à l'ouvrage hors service hors gaz Ø 150 mm, une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable) pouvant aller jusqu'à 20 mètres de largeur totale.

Dans cette bande de terrain (*zone non aedificandi et non sylvandi*) aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessaires pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ;

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à nos ouvrages dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique...Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

En application des dispositions de l'article R.555-30-1 du Code de l'environnement, **le maire doit informer GRTgaz de toute demande** de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager concernant un projet situé dans la zone SUP1.

GRTgaz conseille d'étendre cette pratique à tout projet de travaux relevant d'une simple déclaration préalable dès lors qu'il prévoit une extension de construction ou des terrassements en direction d'un ouvrage GRTgaz, afin de détecter une éventuelle incompatibilité avant l'envoi par le responsable de projet des DT-DICT imposées par le code de l'environnement (Livre V – Titre V – Chapitre IV).

Il en va de même pour les autorisations de travaux, au titre des articles R.122-22 et R.123-22 du code de la construction et de l'habitation.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.

GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.

En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».

Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.

Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Étude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

FICHE DE RAPPEL DE LA REGLEMENTATION ANTI-ENDOMMAGEMENT

Les collectivités territoriales sont un acteur clé de la prévention de l'endommagement des réseaux lors de travaux et peuvent être concernées à plusieurs titres, notamment :

- exploitant de réseaux en propre ;
- maître d'ouvrage lorsque vous avez des projets de travaux ;
- exécutant de travaux lorsque vos services techniques entreprennent eux-mêmes la réalisation de travaux.

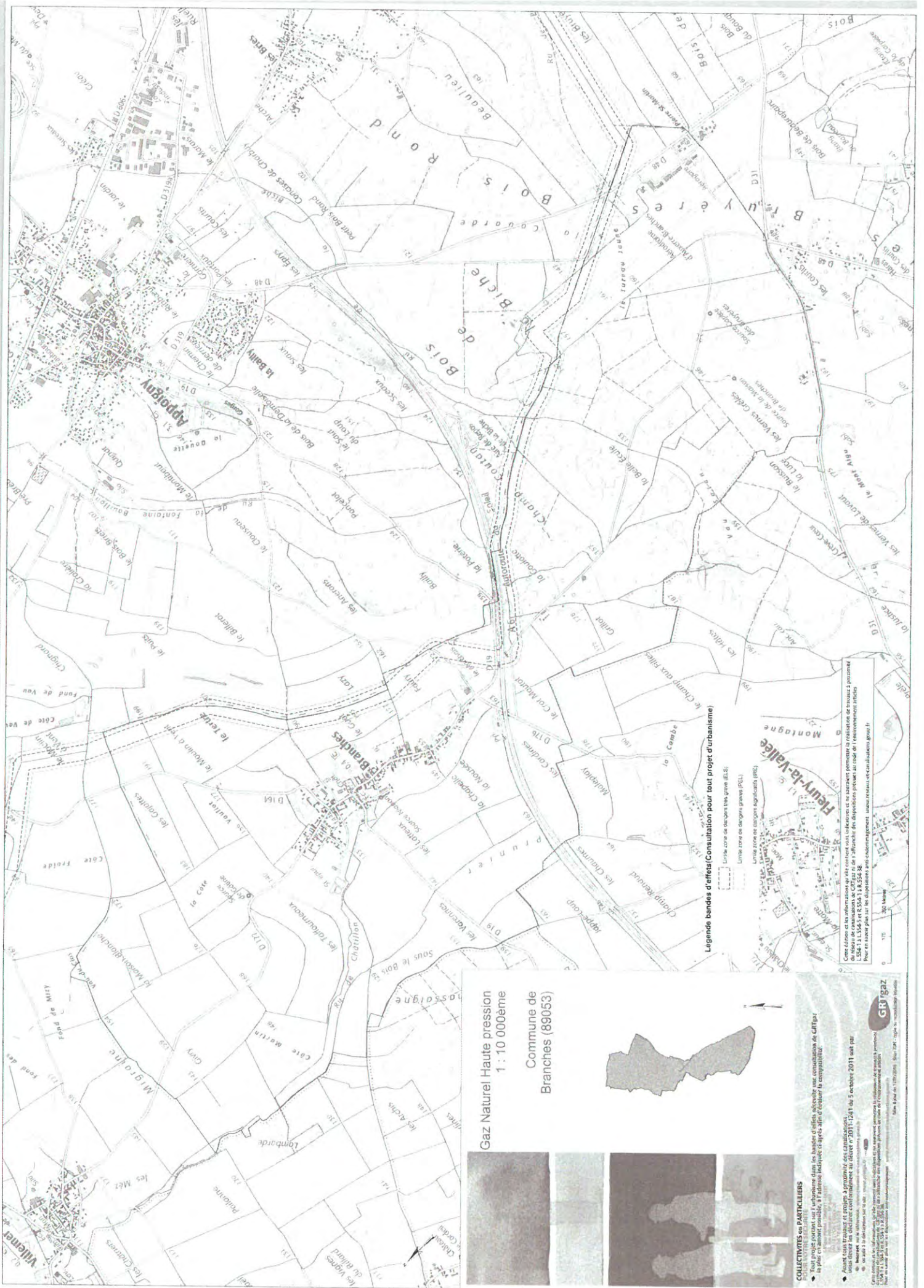
Pour plus d'information sur cette réglementation, merci de consulter le site internet du guichet unique des réseaux : www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr

Il est également à noter que chaque mairie doit fournir un accès internet au guichet unique des réseaux, ou tenir à disposition de ses administrés qui n'auraient pas de connexion internet, une liste exhaustive et les coordonnées des exploitants d'ouvrages implantés sur son territoire (service offert par le guichet unique sur demande de la mairie).

Plus particulièrement, le Code de l'Environnement – Livre V – Titre V – Chapitre IV impose à tout responsable d'un projet de travaux, sur le domaine public comme dans les propriétés privées, de consulter le Guichet Unique des réseaux (téléservice www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr) afin de prendre connaissance des noms et adresses des exploitants de réseaux présents à proximité de son projet, puis de leur adresser une Déclaration de projet de Travaux (DT).

Les exécutants de travaux doivent également consulter le Guichet Unique des réseaux et adresser aux exploitants s'étant déclarés concernés par le projet une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT).

Conformément à l'article R.554-26 du Code de l'Environnement, lorsque le nom de GRTgaz est indiqué en réponse à la consultation du Guichet Unique des réseaux, **les travaux ne peuvent être entrepris tant que GRTgaz n'a pas répondu à la DICT et repéré ses ouvrages lors d'un rendez-vous sur site.**



Gaz Naturel Haute pression
 1 : 10 000ème
 Commune de
 Branches (89053)



COLLECTIVITES ou PARTICULIERS

Tous projets relatifs à l'urbanisme dans les bandes d'effets, doivent être soumis en consultation de GRDF à la plus grande échelle possible. L'adresse indiquée ci-après a pour but d'assurer la compatibilité.

Appuyez-vous sur le site www.grdf.fr pour plus d'informations.

Service Clientèle GRDF : 09 69 32 34 34 (du lundi au vendredi, de 8h à 18h) ou 01 20 39 69 32 (du lundi au vendredi, de 8h à 18h) ou 01 20 39 69 32 (du samedi de 9h à 12h) ou 01 20 39 69 32 (du dimanche de 10h à 12h)

GRDF

Legende bandes d'effets (Consultation pour tout projet d'urbanisme)

Limite zone de dangers graves (ZLGS)

Limite zone de dangers graves (ZLGS)

Limite zone de dangers graves (ZLGS)

Création et de réajustement de ces contours sont indiqués et ne s'appliquent qu'à la réalisation de travaux à proximité des zones d'effets. Ils sont à l'attention des collectivités locales et des particuliers en vue de l'urbanisme et des travaux à proximité.

Pour en savoir plus sur les dispositions applicables, consultez le site www.grdf.fr

Département de l'Yonne



5D1

Commune de BRANCHES

communauté
de l'auxerrois



PLAN LOCAL D'URBANISME

Carte et arrêté préfectoral portant classement sonore des infrastructures de transport terrestre - Autoroute A6

Vu pour être annexé à la
délibération

du 04/04/2019

approuvant
le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :



POS approuvé le 01 décembre 1980

Prescription du PLU le 22 juin 2015

Dossier du PLU réalisé par :

PERSPECTIVES
2, rue de la Gare
10 150 CHARMONT s/B.
Tél : 03.25.40.05.90.
Mail : perspectives@perspectives-urba.com

PLANETE VERTE - Agence Centre-Nord
42 bis, rue de la Paix
10 000 TROYES
Tél : 03.25.40.55.74.
Mail : planeteverte.troyes@orange.fr



PREFECTURE DE L'YONNE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DU DEVELOPPEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU CADRE DE VIE

ARRETE n° PREF-DCLD-2001-0035

du 10 JANVIER 2001

portant classement sonore des infrastructures de transport terrestre
Autoroute A 6

Le Préfet de l'Yonne,

VU le code de la construction et de l'habitation et notamment son article R 111.14.1 ;

VU la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14 ;

VU le décret n° 95-20 pris pour l'application de l'article L 111.11.1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements ;

VU le décret n° 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement ;

VU l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

VU l'avis des communes mentionnées à l'article 5 du présent arrêté ;

ARRETE

Article 1

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de l'YONNE aux abords du tracé de l'**autoroute A 6**.

Article 2

Le tableau suivant donne pour chacun des tronçons de l'**autoroute A 6** le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit ainsi que le type de tissu urbain.

Article 3

Les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Article 4

Le présent arrêté fait l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département, ainsi que dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Article 5

Les quarante-quatre (44) communes concernées par le présent arrêté sont les suivantes :

Appoigny, Athie, Auxerre, Béon, Branches, Chitry, Cisery, Courgis, Cravant, Cudot, Fleury-la-Vallée, Guerchy, Guillon, Gurgy, Joux-la-Ville, Laduz, Lichères-près-Aigremont, Magny, Monéteau, Niry, Piffonds, Précy-sur-Vrin, Provency, Quenne, Sacy, Saint-André-en-Terre-Plaine, Saint-Cyr-les-Colons, Sainte-Colombe, Saint-Loup-d'Ordon, Saint-Martin-d'Ordon, Saint-Romain-le-Preux, Sauvigny-le-Beuréal, Sauvigny-le-Bois, Savigny-en-Terre-Plaine, Savigny-sur-Clairis, Sceaux, Senan, Sépeaux, Thory, Trévilly, Venoy, Vermenton, Villiers-sur-Tholon, Volgré.

Article 6

Une copie de cet arrêté doit être affichée à la mairie des communes visées à l'article 5 pendant un mois minimum.

Article 7

Le présent arrêté doit être annexé par les maires des communes visées à l'article 5 au plan d'occupation des sols.

Les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 doivent être reportés par les maires des communes visées à l'article 5 dans les documents graphiques du plan d'occupation des sols.

Article 8

Ampliation du présent arrêté sera adressée au(x) :

n sous-préfets des arrondissements de Sens et d'Avallon

n maires des communes visées à l'article 5

n directeur départemental de l'équipement

Article 9

Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets des arrondissements de Sens et d'Avallon, les maires des communes visées à l'article 5 et le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général







signé

Philippe PORTAL

Classement sonore des infrastructures terrestres



Conception : DDT 89
Date d'impression : 21-06-2016

-  Catégorie 1: Largeur maxi affectée par le bruit D=300
-  Catégorie 2: Largeur maxi affectée par le bruit D=250
-  Catégorie 3: Largeur maxi affectée par le bruit D=100
-  Catégorie 4: Largeur maxi affectée par le bruit D=30
-  Catégorie 5: Largeur maxi affectée par le bruit D=10
-  Limite communale

Description :

Le classement des infrastructures a été défini par des arrêtés préfectoraux (consultables sur le site)

Carte publiée par l'application CARTELIE
© Ministère de l'Égalité des territoires et du Logement / Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie
SG/SPSSI/PSI/PSI1 - CP2I (DOM/ETER)

Département de l'Yonne



5D2

Commune de BRANCHES



communauté
de l'auxerrois

PLAN LOCAL D'URBANISME

Brochure APRR

Vu pour être annexé à la
délibération

du 06/06/2019

approuvant
le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :



POS approuvé le 01 décembre 1980

Prescription du PLU le 22 juin 2015

Dossier du PLU réalisé par :

PERSPECTIVES
2, rue de la Gare
10 150 CHARMONT s/B.
Tél : 03.25.40.05.90.
Mail : perspectives@perspectives-urba.com

PLANETE VERTE - Agence Centre-Nord
42 bis, rue de la Paix
10 000 TROYES
Tél : 03.25.40.55.74.
Mail : planeteverte.troyes@orange.fr





**Recommandations d'APRR pour la prise en compte des contraintes
autoroutières dans les aménagements et l'élaboration ou la modification des
documents d'urbanisme**

Document informatif

Année 2016

Préambule

La société APRR est une société exploitant des infrastructures et des ouvrages concédés par l'Etat imposant des contraintes particulières aux aménagements et documents d'urbanisme du fait d'une part, des décisions prises par DUP et d'autre part, de l'activité de service public qu'elle gère.

La société, très engagée dans une démarche de développement durable, porte une attention particulière à l'intégration des infrastructures autoroutières dans leur environnement au sens large.

Les abords immédiats de l'autoroute font souvent l'objet d'aménagement par divers maîtres d'ouvrages dont les collectivités locales, ce qui tend à multiplier les sources de contentieux entre le concessionnaire de l'autoroute et ses riverains.

C'est pourquoi la société APRR souhaite que les présentes recommandations autoroutières soient prises en compte dans les politiques d'aménagement et les documents d'urbanisme, par la mise en place d'une concertation préalable avec les maîtres d'ouvrages dont les collectivités riveraines.

Ce document d'information permettra de rappeler les aspects réglementaires liés à l'activité autoroutière et de préciser les contraintes à intégrer dans le cadre des documents d'urbanisme, opérations d'urbanisme, et aménagements implantés aux abords de l'infrastructure.

Avant tout projet, il est utile de prendre connaissance du tracé de l'emprise du domaine public autoroutier. Cela permet au maître d'ouvrage de localiser les principales zones à enjeux et leurs limites, surtout aux abords des aires de services, de repos, des barrières de péages, des diffuseurs et échangeurs.

Dans le présent livret de recommandation le maître d'ouvrage s'entend, sauf stipulation contraire, comme tout porteur d'un projet de document de planification, porteur d'un projet d'urbanisme ou de construction.

1- Recommandations

En traversant un territoire, une infrastructure autoroutière génère des effets d'emprise, de coupure et de bruit dont les conséquences pour le paysage, l'environnement et le cadre de vie des riverains peuvent être limitées par une bonne intégration de l'autoroute dans le site. Des prescriptions réglementaires dans les documents d'urbanisme, les études en application de l'article L111.1.4, et les aménagements réalisés aux abords des infrastructures autoroutières permettent d'optimiser l'intégration de l'infrastructure.

Le bruit

L'infrastructure autoroutière est génératrice de nuisances sonores pour les riverains. La société autoroutière a des obligations de résorption des points noirs de bruit sur les secteurs urbanisés antérieurement à l'infrastructure. Par contre, lors de la construction de nouveaux bâtiments d'habitation à proximité d'une infrastructure existante, c'est au maître d'ouvrage du bâtiment de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les futurs occupants ne subissent pas de nuisances excessives vis-à-vis du bruit lié à l'infrastructure (respect des distances vis-à-vis de l'infrastructure, isolement des constructions).

Conformément aux arrêtés de classement des infrastructures de transport terrestre, les autoroutes imposent pour toutes constructions d'habitation, d'enseignement, de santé, de soins et d'action sociale, d'hébergement à caractère touristique, la mise en place de prescriptions d'isolement acoustique. Ces prescriptions s'imposent dans une bande de bruit de 300 mètres maximum de part et d'autre de leur axe (pour les infrastructures classées en catégorie 1 et 250 mètres pour les infrastructures de catégorie 2).

Objectif : ne pas renforcer l'exposition au bruit des populations.

Recommandations :

Dans le SCOT :

- Afficher dans le DOG (Document d'Orientation Générale) une orientation permettant d'éviter le rapprochement des zones d'habitat de l'infrastructure.

Dans la carte communale :

- Eloigner les zones constructibles de l'infrastructure,

Dans le PLU ou les PLUi :

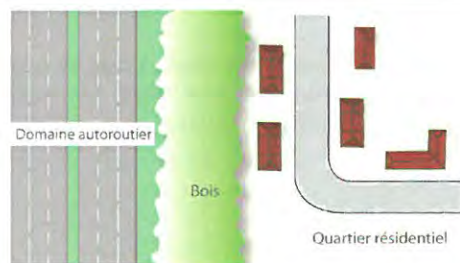
- afficher clairement sur le document graphique annexe la zone affectée par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure, et qui impose des conditions d'isolement spécifiques (à la charge du maître d'ouvrage),
- annexer au PLU l'arrêté de classement sonore de l'infrastructure,
- informer des nuisances phoniques dans le rapport de présentation et le règlement (cadre général).

Avant les opérations ou aménagements sis aux abords de l'autoroute, prévoir dans les orientations d'aménagement et de programmation du PLU des mesures permettant de préserver du bruit les espaces résidentiels plus vulnérables que d'autres types d'occupations. Ces mesures sont également à prendre en compte dans les études loi Barnier (article L.111-8 du code de l'urbanisme) pour les cas où il y aurait une demande de constructibilité dans la bande de recul inconstructible de 100m hors agglomération.

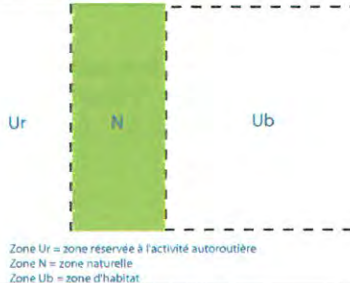
Pour cela il est possible de mettre en œuvre les mesures suivantes :

- conserver des retraits suffisants entre l'autoroute et l'urbanisation, par des « bandes tampon ». Une bande de part et d'autre de l'infrastructure serait souhaitable et à préserver de toute construction.
- traiter ces retraits par des aménagements paysagers et acoustiques de transition : buttes densément plantées, merlons paysagers...
- il est souhaitable que les espaces naturels sis au sein du domaine public autoroutier ne soient pas classés « Espaces Boisés Classés » car l'activité autoroutière peut nécessiter certains défrichements qui ne sont pas interdits en zone N.

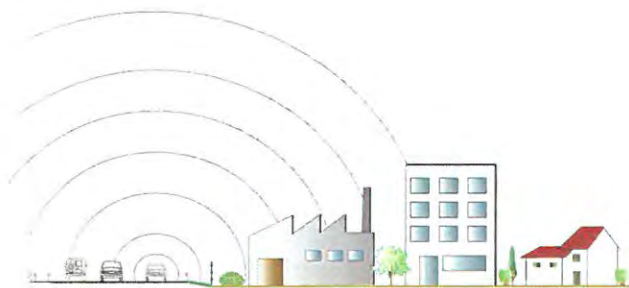
Situation réelle



Traduction possible dans le PLU



- travailler sur l'épannelage des constructions : des constructions d'activités, ou tertiaires plus hautes en premier front bâti peuvent servir d'écran acoustique.

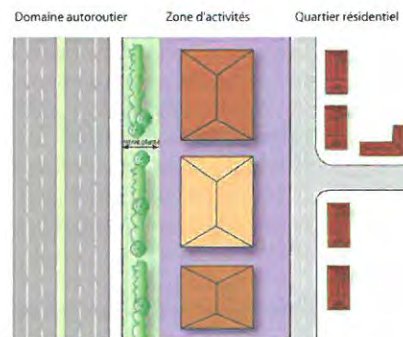


Traduction possible dans le PLU

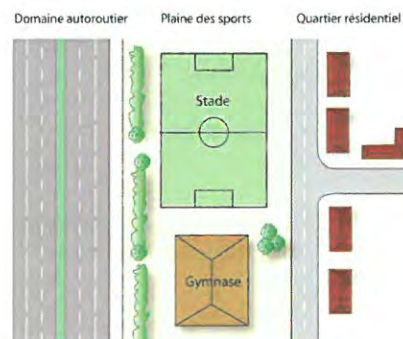
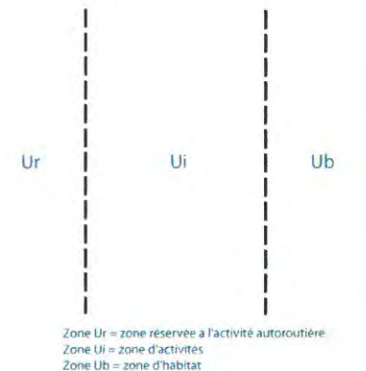


Il est également rappelé que la réglementation ne devra pas nuire à la réalisation et à l'entretien des écrans anti-bruit. Les dispositions réglementaires devront contenir des mesures dérogatoires propres à leur mise en place.

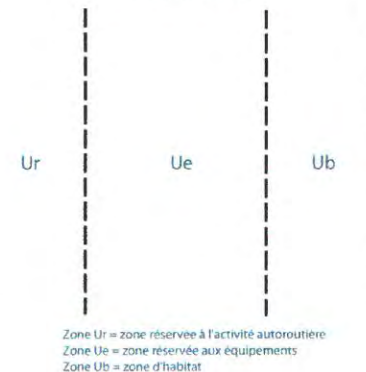
- réserver l'urbanisation nouvelle la plus proche de l'autoroute à des implantations moins sensibles au bruit que l'habitat : boisements, équipements, activités économiques. Ces occupations peuvent facilement être traduites dans la partie réglementaire du PLU (zonage, etc.),



Traduction possible dans le PLU



Traduction possible dans le PLU



Le paysage

Une urbanisation trop proche de l'infrastructure génère bien souvent une banalisation paysagère des territoires traversés et une mauvaise image. Cette banalisation est plus flagrante aux entrées de villes et à proximité des diffuseurs où l'autoroute représente un facteur d'attractivité pour les activités économiques.

Objectif : préserver et valoriser les paysages traversés.

Recommandations :

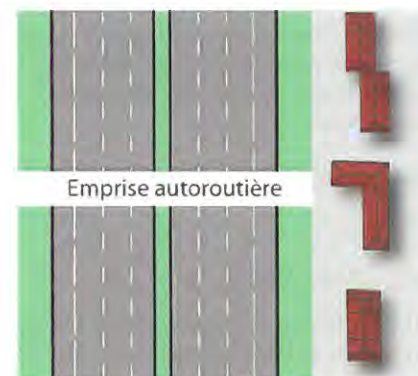
Une marge de recul suffisante entre l'infrastructure et les urbanisations devrait toujours être conservée quel que soit le type d'occupation aux abords de l'infrastructure.

- Préserver des bandes inconstructibles suffisamment larges entre l'infrastructure et les zones constructibles et déterminer leur traitement paysager et ainsi favoriser la biodiversité.
- « Travailler » le paysage traversé par l'autoroute par des séquences composées : séquences construites, séquences végétales...
- Encourager une concertation avec les élus en amont lors de l'établissement des prescriptions et en aval avec l'aménageur (dans le cadre des orientations d'aménagement et de programmation), pour favoriser des aménagements en cohérence et en prolongement de ceux de l'autoroute et de la Collectivité.
- Favoriser le renouvellement urbain au lieu de l'extension linéaire le long des axes autoroutiers.

Ces mesures peuvent être mises en œuvre :

- dans les SCOT, les PLU et les PLUi, notamment dans le cadre des orientations d'aménagement et de programmation, et dans le zonage,
- dans les études en application de l'article L111.8 du Code de l'urbanisme,
- dans les aménagements.

Implantation aux abords des autoroutes



Implantation trop proche de l'autoroute
à proscrire y compris dans le cadre de l'article L 111 - 1 - 4



Le territoire naturel

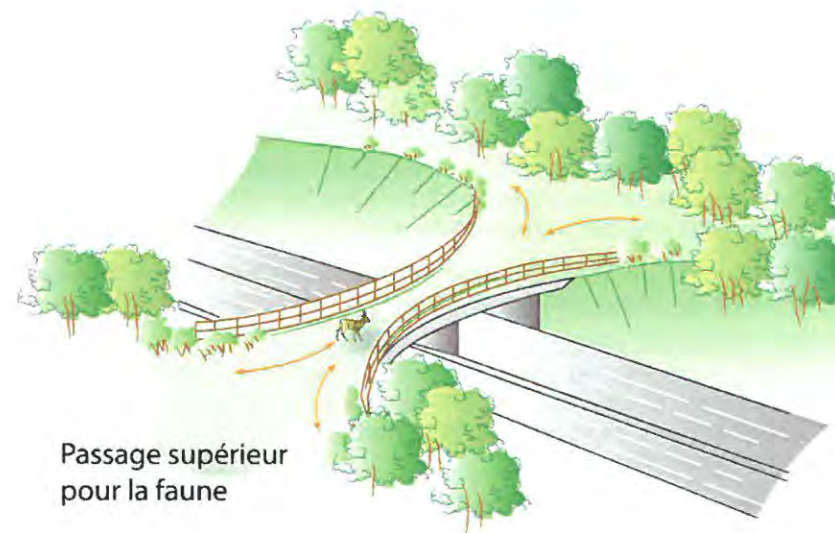
L'infrastructure autoroutière génère souvent un effet de coupure dans le fonctionnement naturel du territoire (rupture dans les corridors biologiques). Pour compenser ces effets négatifs sur la biodiversité et sur le fonctionnement des populations animales, la société autoroutière a maîtrisé des espaces naturels complémentaires et a mis en place des passages à faune. Ces espaces doivent être reliés en continuité et en cohérence avec ceux existants sur le territoire de proximité. Or on constate parfois des défrichements de ces trames vertes rendant inopérants ces ouvrages.

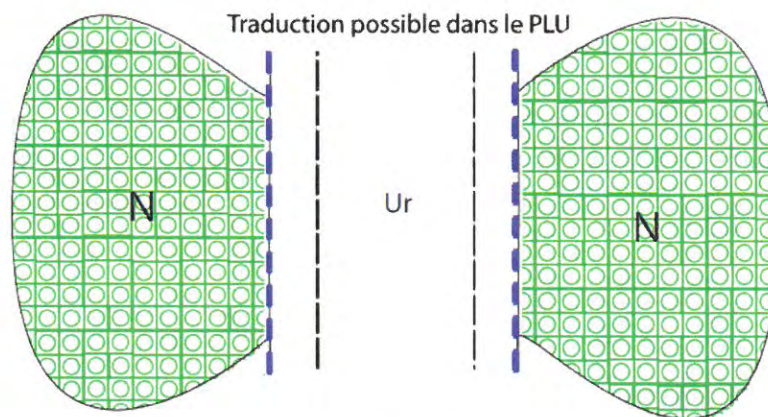
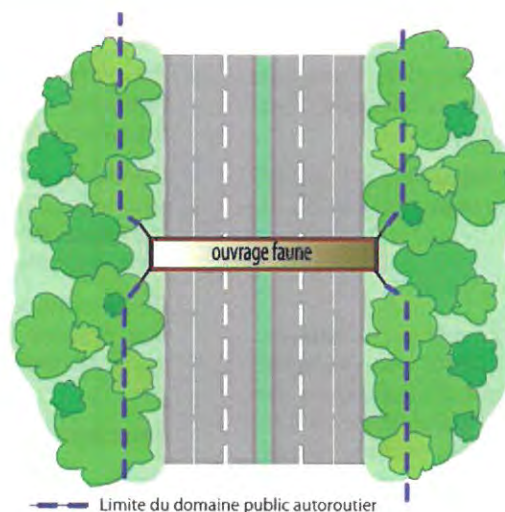
Objectifs : préserver les corridors biologiques



Recommandations

Dans les SCOT, les PLUi et les PLU :

- En dehors de l'emprise du domaine public autoroutier, inscrire à l'appui des espaces naturels complémentaires et des ouvrages à faunes (tête de passage) une vocation boisée par la mise en place d'espaces boisés classés modérés d'environ 0.5 ha (que les boisements existent ou non).
- Créer une fiche paysage (Article L.151-23 du code de l'urbanisme) sur les trames vertes en lien avec les ouvrages naturels complémentaires.
- préserver des espaces inconstructibles et classés en zone N (naturelle) aux abords des ouvrages naturels complémentaires et des ouvrages à faunes.
- Réserver et aménager des corridors sur l'ensemble de la commune
- Mettre en place une concertation pour ne pas instituer d'EBC sur des emprises destinées à être aménagées (augmentation de voies, parkings, bassin de rétention, merlons...).
- Lorsque les défrichements sont interdits, veiller à exempter les aménagements, constructions, équipements et installations liés aux activités autoroutières.





- Ur = zone réservée à l'activité autoroutière
- N = zone naturelle protégée
-  = Espace Boisé Classé (interdiction de défricher)
-  = Limite du domaine public autoroutier

Protection de la ressource en eau

Préoccupée par la protection de la ressource en eau, la société met en place des ouvrages de récupération et de traitement des eaux pluviales, notamment dans le cadre de la protection des zones sensibles (zone de captage).

Ces installations sont validées par l'Administration et sont réservées à l'activité autoroutière, elles sont dimensionnées pour protéger le milieu naturel de la pollution générée par les infrastructures autoroutières.

Recommandations

Rappeler dans les dispositions générales du règlement qu'il convient, dans les aménagements aux abords de l'infrastructure, de ne pas utiliser ces ouvrages pour des occupations non liées à l'activité autoroutière (sauf accord exprès du concessionnaire). Ainsi, les nouveaux aménagements (urbanisation, voirie) implantés à proximité de l'infrastructure doivent voir leur propre réseau d'évacuation suffisamment dimensionné.

Le droit de préemption urbain (DPU)

Il est rappelé que la Commune est en mesure d'instituer un droit de préemption urbain sur les zones urbaines ou à urbaniser de son territoire.

L'emprise du domaine public autoroutier étant inaliénable, il convient de ne pas l'inscrire dans le DPU autant que possible, en fonction de la configuration de zonage.

L'assainissement

Recommandations

Le PLU doit autoriser, au sein du règlement, les deux types de raccordements (collectif, individuel) pour ne pas restreindre les possibilités d'aménagement d'APRR, en particulier lorsqu'il existe des aires de service ou de repos sur la Commune.

Les clôtures :

Pour information, il est précisé que les clôtures autoroutières ne délimitent pas l'emprise du domaine public autoroutier, ces dernières étant implantées en retrait pour faciliter leur entretien.

L'édification de clôture n'est normalement pas soumise à déclaration préalable, sauf dans certains secteurs comme les AVAP (aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine), les périmètres de monuments historiques, et dans les zones instituées par les Communes par délibération.

Ce ne sont pas les PLU ou les cartes communales qui soumettent l'édification des clôtures à déclaration préalable, mais les PLU doivent comprendre les secteurs concernés en annexe.

Recommandations

- Le maître d'ouvrage, à l'occasion de l'élaboration de son document d'urbanisme, devra vérifier que les emprises traversées par les infrastructures autoroutières ne soient pas soumises à DP car cela alourdit les procédures de gestion d'APRR et n'est pas compatible avec le caractère d'urgence qu'il peut y avoir à remplacer ou créer un tronçon de clôture pour la sécurité des usagers.
- Si les emprises autoroutières sont concernées, il convient de modifier la délimitation des secteurs dans lesquels l'édification des clôtures est soumise à DP par la procédure adéquate.
- Il convient également de veiller à exempter les clôtures liées au domaine public autoroutier des règles de hauteur des documents d'urbanisme (article 11).

La sécurité autoroutière

Plusieurs types d'aménagements ou d'urbanisations aux abords de l'infrastructure peuvent représenter des sources potentielles d'insécurité routière : voiries, merlons, activités nuisantes, fumées...

Objectif : conforter la sécurité routière.

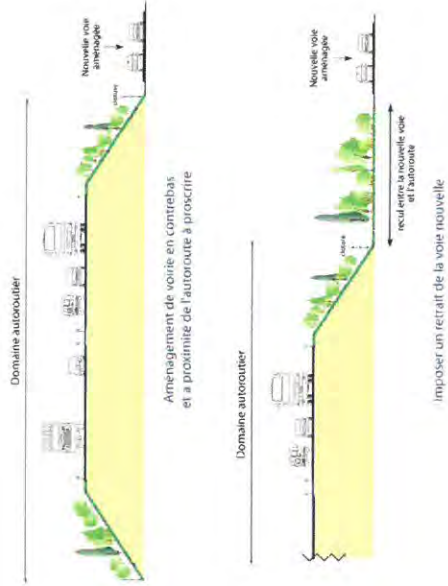
Recommandations

- aménagements de voiries

La création de voiries trop proches de l'infrastructure, ou le changement de destination de voies traversantes existantes, peuvent engendrer des incompatibilités avec la sécurité routière des usagers de l'autoroute et nécessitent ainsi des réflexions particulières comme le retrait suffisant entre les nouvelles voies et l'infrastructure autoroutière, les équipements de sécurité.... Cette exposition est plus importante quand ces voiries nouvelles sont en contrebas ou au niveau de l'infrastructure autoroutière.

Il convient d'imposer dans les aménagements, des SCOT, PLUI, PLU et les études loi Barnier une prise en compte de ces contraintes en concertation avec APRR. Il s'agit d'éviter des accidents entre véhicules de l'autoroute et des voiries qui peuvent être très circulées.

Aménagement de voirie



Imposer un retrait de la voie nouvelle

Il convient également de ne pas nuire au développement de voies ou chemins nécessaires à la gestion et à l'entretien de l'autoroute (chemins liés à la phase chantier ou à la phase de fonctionnement par exemple).

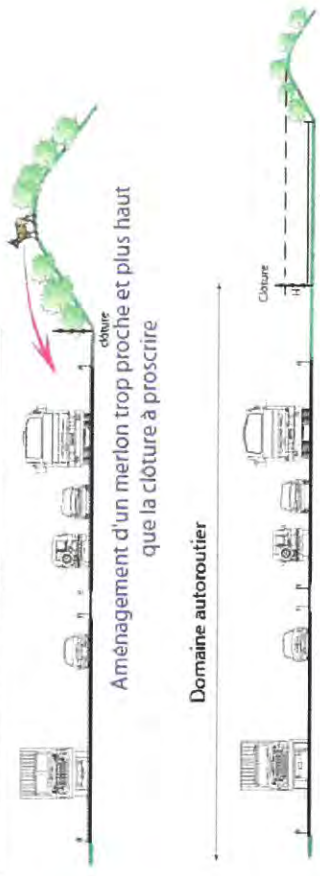
- aménagements de merlons, remblais etc.

Il arrive que des merlons soient aménagés aux abords de l'autoroute lors d'une opération d'urbanisation ou de travaux. Si ces merlons sont situés de façon trop rapprochée de l'autoroute et de sa clôture, ou plus hauts que la clôture autoroutière, ils facilitent l'intrusion des animaux sur le domaine autoroutier. En cas d'aménagement de ce type il conviendra de prévoir un retrait suffisant entre le merlon (ou remblai) et la clôture et/ou de limiter notamment la hauteur de l'ouvrage à celle des clôtures délimitant le domaine public autoroutier.

En cas de limitation ou d'interdiction des affouillements ou exhaussements de sols dans le règlement, veillez à bien exempter ceux liés à l'activité autoroutière.

Aménagement de merlons

Domaine autoroutier



Aménagement d'un merlon trop proche et plus haut que la clôture à proscrire

Domaine autoroutier

Imposer une hauteur inférieure à la clôture ou en retrait suffisant pour éviter l'effet de trempin et prévoir une marge de retrait entre la clôture et le bord du merlon.

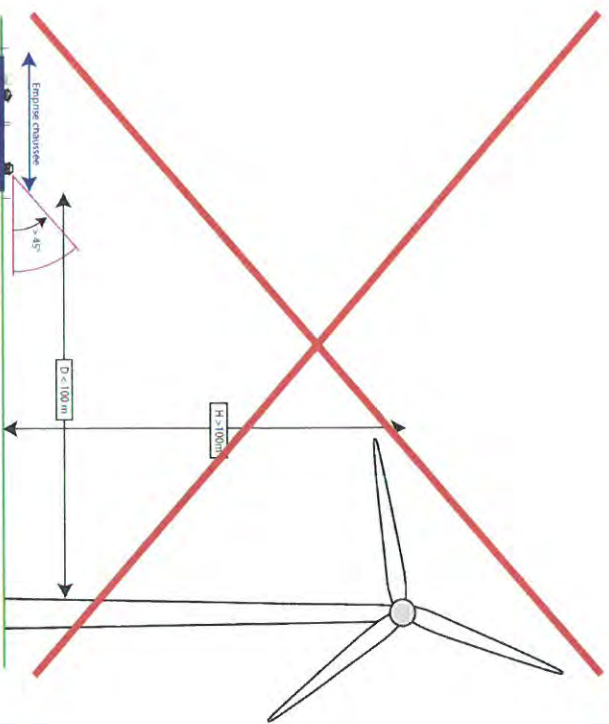
- Pylônes, mâts, éoliennes :

Pour les pylônes et mâts, prévoir un retrait minimal équivalent à la hauteur de l'ouvrage ($D=H$) sauf pour les ouvrages liés à l'activité autoroutière.

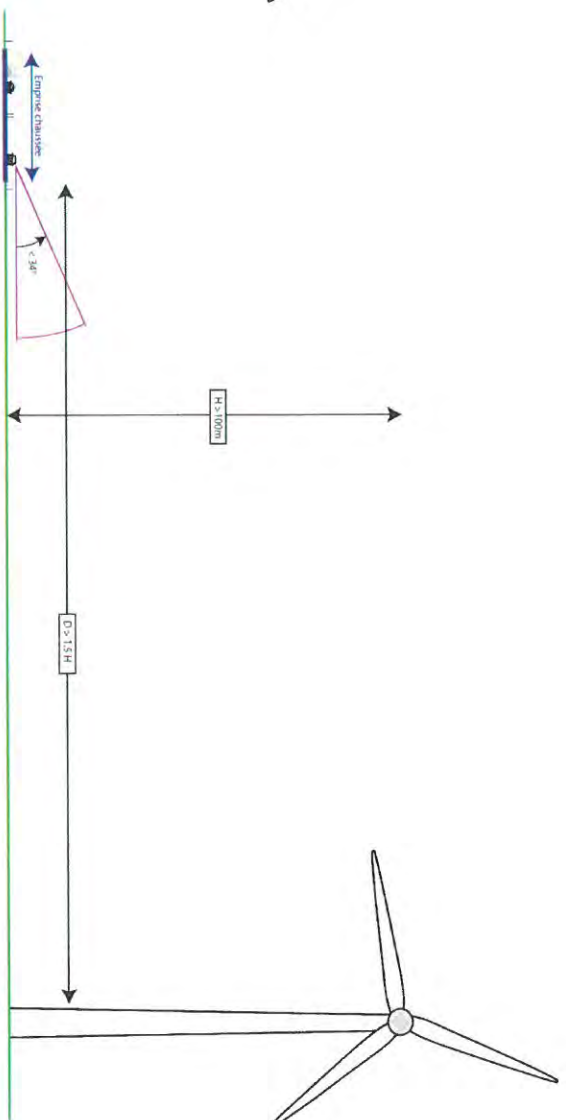
Pour les éoliennes de grande hauteur, le retrait minimal sera à déterminer en fonction du risque de chute ou de sécurité pour les usagers de l'autoroute (ne pas attirer de façon excessive l'attention de l'automobiliste). Une bande de vigilance de 300 m de part et d'autre de l'autoroute doit être mise en œuvre pour ce type d'ouvrage.

Dans la négative, APRR se réserve le droit de demander à l'Administration de faire déplacer ledit ouvrage pour éviter que son implantation ne compromette la sécurité des usagers et la circulation autoroutière.

Implantation non adaptée à l'infrastructure



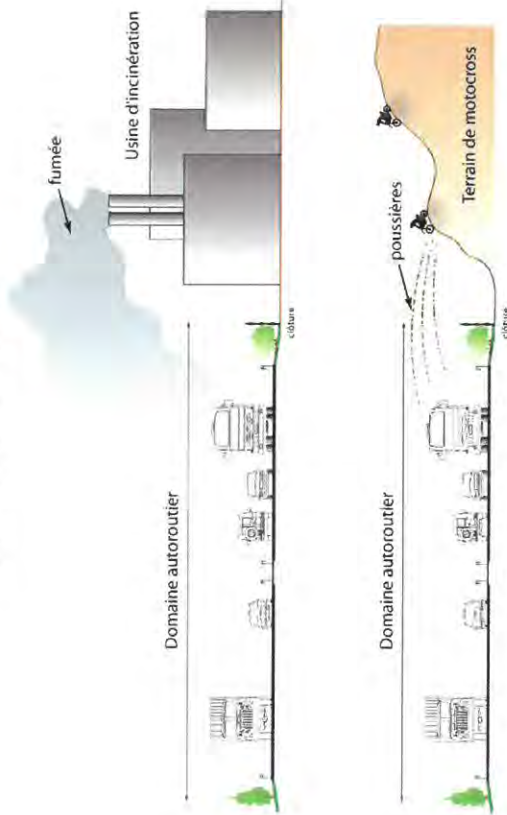
Implantation minimale à respecter $D > 1,5H$



- les installations nuisantes :

Certaines activités sont génératrices de poussières ou de fumées (moto cross, usines d'incinération, carrières etc.). Leur implantation à proximité du domaine autoroutier peut représenter une gêne pour les usagers de l'autoroute et peut être une source d'accidents. Ce type d'implantations à proximité de l'infrastructure devra faire l'objet d'aménagement particulier en concertation avec la Société d'autoroute afin de garantir la sécurité des usagers. Il est rappelé qu'en cas d'implantation d'une ICPE (installation classée pour la protection de l'environnement) ou d'une installation soumise à la réglementation SEVESO, une distance de précaution vis-à-vis de l'infrastructure autoroutière doit être respectée.

Les installations nuisantes



- la publicité, les enseignes et préenseignes

La publicité et les enseignes sont les facteurs de banalisation et de médiocrité du paysage les plus importants, elles sont aussi sources d'insécurité routière (enseignes trop nombreuses, ou lumineuses qui représentent des gênes pour la conduite).

Outre les dispositions réglementaires du code de la route (articles R418-1 à R418-9) et du code de la voirie routière (articles L122-2 et R122-4), en dehors de

l'agglomération, les publicités et les enseignes publicitaires sont interdites lorsqu'elles sont visibles de l'autoroute.

En agglomération, une attention particulière doit être apportée aux abords des autoroutes. Il conviendrait notamment dans les aménagements des zones d'activités ou commerciales ou en secteurs urbains :

- de limiter en nombre et en taille les enseignes et publicités par un regroupement des enseignes sur un totem par exemple dont la hauteur doit être limitée,
- d'éviter les enseignes qui débordent des toitures, préconiser une enseigne intégrée à la façade du bâtiment,
- d'éloigner ces éléments de l'infrastructure autoroutière,
- Privilégier les enseignes en lettres découpées sans panneaux de fond ou sur panneaux transparents qui s'intègrent mieux à la façade qui les accueille,
- Associer APRR lors de l'élaboration des règlements locaux de publicité pour des motifs de considérations fonctionnelles en matière d'aires de services ou de repos.

La même attention doit être apportée lors de l'élaboration des règlements locaux de publicité.

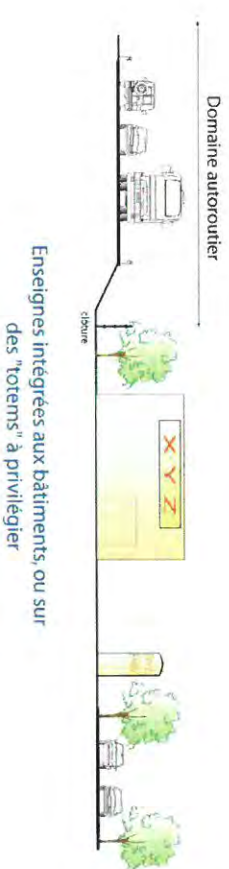
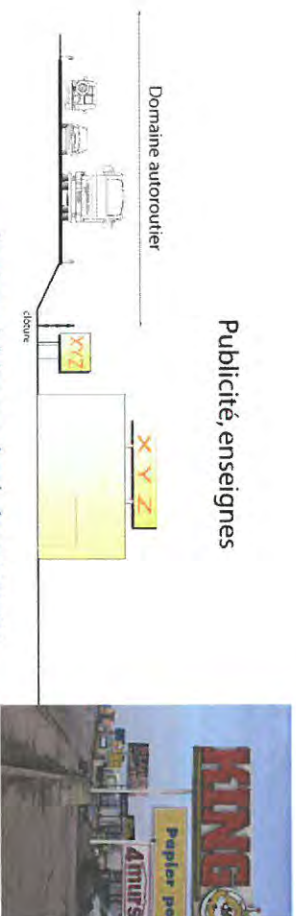
Il convient également de rappeler dans le rapport de présentation des documents d'urbanisme, la réglementation actuelle en matière de publicité et notamment l'article R.418-7 du code de la route :

« En agglomération, la publicité et les enseignes publicitaires et pré enseignes visibles d'une autoroute ou d'une route express sont interdites, de part et d'autre de celle-ci, sur une largeur de 40 mètres mesurée à partir du bord extérieur de chaque chaussée. Toutefois, l'autorité investie du pouvoir de police peut les autoriser dans les limites et aux conditions qu'elle prescrit.

Hors agglomération, la publicité et les enseignes publicitaires et pré enseignes visibles d'une autoroute ou d'une route express sont interdites de part et d'autre de celle-ci, sur une largeur de 200 mètres mesurée à partir du bord extérieur de chaque chaussée.

Les dispositions du présent article ne font pas obstacle à l'installation de panneaux ayant pour objet de signaler, dans les conditions déterminées par les règlements sur la signalisation routière, la présence d'établissements répondant aux besoins des usagers ».

Publicité, enseignes



2- Dispositions spécifiques à intégrer dans les documents d'urbanisme

Certains besoins d'exploitation de service public d'APRR comme les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, les bassins, les aires... peuvent se trouver en incompatibilité avec les règlements des zones A (agricoles) et N (naturelles) des PLU. Il apparaît donc souhaitable de réserver au domaine autoroutier un zonage et un règlement particuliers, adaptés à la nature des projets ou problématiques majeures.

- le zonage

Un zonage spécifique au fonctionnement autoroutier, (zone Ur par exemple) pourra être mis en place sur les secteurs susceptibles de recevoir des constructions, installations, aménagements et / ou ouvrages liés à l'activité autoroutière : aires (de services et de repos si projet de développement particulier), péages, districts etc.

Ce zonage spécifique devra englober les terrains nécessaires pour les aménagements évoqués ci-dessus et ne devra pas comporter ou être grevé de dispositions incompatibles avec leurs destinations.

Les secteurs uniquement routiers (portions de voies) pourront s'intégrer dans les zonages avoisinants à condition que le règlement autorise clairement les occupations liées à l'infrastructure (cf. proposition de rédaction ci-après).

Il est également rappelé que le droit commun impose une marge d'inconstructibilité pour certaines constructions (article L.111-6 du code de l'urbanisme), hors espaces urbanisés, de 100 mètres de part et d'autre de l'axe de l'autoroute. Sont toutefois admis au sein de cette marge les constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières, aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières, aux bâtiments d'exploitation agricole et aux réseaux d'intérêt public.

En cas de dérogation de l'article L111.6 suite à l'amendement Dupont, dans les secteurs urbanisés ou destinés à l'être (entrée de ville), une marge de recul suffisante doit être fixée en fonction des problématiques et possibilités d'évolutions de l'infrastructure autoroutière compte tenu du contexte local.

Dans les secteurs non urbanisés pour les constructions non soumises à la marge de recul, et en cas de réduction par une étude d'entrée de ville, il serait nécessaire de préserver une bande inconstructible d'environ 50 mètres de part et d'autres de l'infrastructure, comptée à partir de l'axe, sauf pour les aménagements, constructions, ouvrages et installations liés à l'activité autoroutière qui doivent pouvoir s'implanter librement aux abords de l'autoroute à laquelle ils sont liés.

- Les orientations d'aménagement et de programmation

Dans toutes les zones sises à proximité des infrastructures autoroutières et sur lesquelles sont instituées des Orientations d'Aménagement et de Programmation, une concertation préalable avec le concessionnaire autoroutier doit être imposée afin qu'APRR puisse rendre un avis sur le projet porté au regard des problématiques suivantes :

- La gestion des eaux pluviales : étant entendu que les projets ne doivent pas rejeter leurs eaux pluviales dans les ouvrages autoroutiers, sauf accord exprès du concessionnaire, ces derniers n'étant pas dimensionnés pour accueillir une charge pluviale supplémentaire.
- La publicité et les enseignes afin que le concessionnaire autoroutier puisse rappeler les préconisations adaptées au regard du projet et notamment prévoir des préconisations adaptées de nature à réduire tout risques de sécurités vis-à-vis des usagers (détournement d'attention, éblouissements...).
- La réduction des nuisances éventuelles principalement au regard des opérations et constructions projetées (bruit, nuisance visuelle, création de poussières...)
- Les aménagements liés aux constructions (voirie, merlon...) susceptibles de porter atteinte au domaine public autoroutier.

- **Le règlement**

Dans les zones non réservées spécifiquement au fonctionnement autoroutier et notamment dans les zones A (agricoles) et N (naturelles) : des dispositions déroгатoires devront être autorisées pour les constructions, aménagements, exhaussements et affouillements, ouvrages et installations liés à l'activité autoroutière (y compris installations autoroutières), en dérogation aux dispositions réglementaires des articles du PLU.

Dans les zones réservées au fonctionnement autoroutier, la proposition de règlement suivant pourra être mise en œuvre, et éventuellement adaptée au contexte local.

Dans les zones constructibles incluses dans les secteurs affectés par le bruit, rappeler cette contrainte dans le chapeau introductif de la zone ou l'article 2 du règlement.

En outre, d'une manière générale, il convient dans le règlement des zones concernées par des infrastructures autoroutières :

- De mentionner la présence de l'autoroute dans le chapeau réglementaire
- D'exempter les aménagements liés à l'activité autoroutière de l'obligation de pourcentage d'espace vert, de plantation, ou de maintien des plantations existantes (article 13)

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE Ur

CARACTERISTIQUES DE LA ZONE

Il s'agit d'une zone réservée au fonctionnement de l'activité autoroutière.

SECTION I - Nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

Article Ur 1 - Occupations et utilisations du sol interdites

Toutes les constructions et utilisations du sol non liées à l'activité autoroutière sont interdites sauf celles autorisées à l'article 2.

Article Ur 2 - Occupations et utilisations du sol admises

Les constructions, installations et occupations du sol sont admises sous condition d'être liées à l'activité autoroutière et notamment :

- Les activités économiques
- Les affouillements, exhaussements de sols,
- Les aménagements, installations et ouvrages, chemins latéraux, voies d'accès...
- L'hébergement du personnel lié au fonctionnement de l'infrastructure autoroutière.

Toutefois, les équipements publics sont autorisés sous réserve de ne pas être incompatibles avec l'activité autoroutière.

SECTION II - Conditions de l'occupation du sol

Article Ur 3 - Accès et voirie

Il n'est pas fixé de prescription particulière.

Article Ur 4 - Desserte par les réseaux

1 - Eau :

Il n'est pas fixé de prescription particulière.

2 - Assainissement :

Eaux usées :

Un dispositif d'assainissement (individuel ou collectif) conforme à la réglementation en vigueur devra être mis en place.

Eaux pluviales :

Les constructions, installations, aménagements non liés à l'activité autoroutière ne peuvent rejeter leurs eaux pluviales dans le réseau et les ouvrages de gestion liés à l'autoroute sauf accord exprès du concessionnaire.

Article Ur 5 - Caractéristiques des terrains

Il n'est pas fixé de prescription particulière.

Article Ur 6 - Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions doivent s'implanter avec un retrait minimum de 3 m de l'alignement de la voie. Une implantation dans une bande de 0 à 3 m est toutefois admise pour des contraintes techniques ou de sécurité.

Dans le cas où la zone Ur ne correspond pas au seul domaine public autoroutier, et pour les constructions admises non liées à l'activité autoroutière, une marge de recul supérieure pourra être imposée pour des motifs de sécurité (création d'une gêne, risque de chute ou risque d'attirer l'attention des automobilistes de manière excessive...).

Article Ur 7 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions doivent s'implanter avec un retrait minimum de 3m de la limite de la zone Ur. Une implantation dans une bande de 0 à 3 m est toutefois admise pour des contraintes techniques.

Article Ur 8 - Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Il n'est pas fixé de prescription particulière.

Article Ur 9 - Emprise au sol

Il n'est pas fixé de prescription particulière.

Article Ur 10 - Hauteur maximum des constructions

La hauteur des constructions, mesurée à partir du sol naturel avant travaux à l'égout de toiture ou à l'acrotère est limitée à 10 m (hors installations techniques), voire 25 m dans les secteurs où un aménagement hôtelier de 5 à 6 étages peut être autorisé).

Ces limites peuvent ne pas être appliquées à des dépassements ponctuels dus à des exigences fonctionnelles ou techniques (passerelles par exemple). Les ouvrages techniques liés ou nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt collectif pourront être exemptés des règles de hauteur.

En outre, dans le cas où la zone Ur ne correspond pas au seul domaine public autoroutier, le règlement doit prévoir des dispositions différentes pour des raisons de sécurité.

Article Ur 11 - Aspect extérieur – Aménagement des abords

Il n'est pas fixé de prescription particulière.

Article Ur 12 - Stationnement

Il n'est pas fixé de prescription particulière.

Article Ur 13 - Espaces libres – Aires de jeux et de loisirs - Plantations

Il n'est pas fixé de prescription particulière.

Section III – POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Article Ur 14 - Coefficient d'Occupation du Sol

Il n'est pas fixé de prescription particulière.

Section IV : OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS

Article Ur 15 – Obligations imposées en matière de performance énergétiques et environnementales

Il n'est pas fixé de prescription particulière.

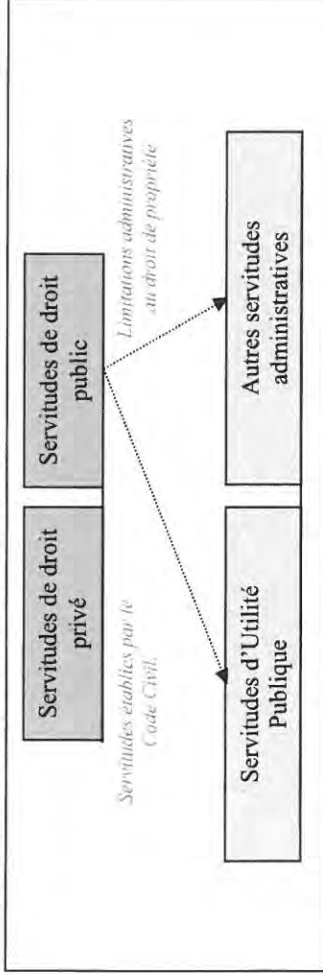
Article Ur 16 – Obligations imposées en matière d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques.

Il n'est pas fixé de prescription particulière.

Les servitudes liées à l'autoroute

Il existe de très nombreuses servitudes émanant de différents textes de loi.

Cette note de présentation, non exhaustive, à vocation à présenter les principales servitudes en lien avec les infrastructures autoroutières à prendre en compte dans vos projets.



Avant toute chose, il est important de rappeler que les servitudes administratives légales (prévues par un texte ou par la jurisprudence) et liées à l'autoroute existent dans le but de protéger, aménager, conserver le Domaine Public Autoroutier (DPAC), ainsi que d'assurer la sécurité de la circulation routière.

Ainsi, les aisances de voirie accordées traditionnellement aux riverains des voies publiques ne s'appliquent pas aux autoroutes (article L.122-2 du Code de la Voirie Routière et article L.111-13 du Code de l'Urbanisme).

Les aisances de voiries auxquelles n'ont pas le droit les riverains des autoroutes sont au nombre de 4 :

- pas de droit d'accès (possibilité d'entrer et de sortir librement),
- pas de droit de vue (ouverture ou maintien de fenêtre sur la voie publique),
- pas de droit d'arrêt momentané (possibilité d'immobiliser le véhicule pour charger ou décharger des personnes ou marchandises),
- pas de droit d'écoulement des eaux pluviales et ménagères.

Par ailleurs, les collectivités locales n'ont pas le pouvoir d'accorder, dans le PLU, des accès aux autoroutes, ce qui constituerait une violation du Code de la Voirie Routière.

1. Les servitudes de droit privé :

D'une manière générale, lorsque les dépendances du domaine public autoroutier se trouvent dans la même situation que les propriétés privées, elles jouissent des mêmes servitudes légales.

Exemple : Les eaux

Les riverains situés en contrebas des voies publiques (fonds servants) sont obligés de recevoir les eaux qui en découlent naturellement (article 640 du Code Civil).

Recommandations : Faire un rappel dans les dispositions générales du règlement.

2. Les servitudes de droit public :

2.1. Les Servitudes d'Utilité Publique (SUP) :

Les SUP sont des servitudes administratives d'ordre public qui doivent résulter d'un acte administratif conformément à la loi qui les institue dans leur principe.

Contrairement aux autres servitudes administratives ou de droit privé, ces dernières ne font pas (en principe) l'objet d'une indemnisation.

Leur non-respect est en principe assorti de sanctions pénales et les litiges relatifs à leur mise en œuvre sont portés devant le juge civil (tribunal de grande instance).

Les SUP sont généralement instituées au profit de l'intérêt général par une déclaration d'utilité publique. Elles supposent un fond dominant. Ce sont des charges d'origine légale pesant sur des fonds privés et caractérisées par leur but d'intérêt général, comportant des interdictions ou des limitations à l'exercice du droit d'occuper ou d'utiliser le sol.

Lorsque les communes sont dotées d'un document d'urbanisme, les servitudes doivent être obligatoirement reportées sur la liste des servitudes d'utilité publique annexée pour être opposables aux tiers.

La liste des SUP qui doivent être annexées est instituée par le code de l'urbanisme (article R.151-51). Il s'agit majoritairement de servitudes liées à l'environnement comme les périmètres des Monuments Historiques, les PPRi, ainsi que celles liées à des ouvrages de transport d'électricité ou de gaz...

Une partie de la doctrine administrative s'étonne que le code de l'urbanisme qualifie de servitudes d'utilité publique les servitudes de visibilité (EL5), d'alignement (EL7) et d'interdiction d'accès (EL11) car il s'agirait plutôt de servitudes administratives instituées au profit du domaine public autoroutier que de réelles servitudes.

Il a été pris le parti dans le présent livret de recommandation de présenter ces servitudes comme des SUP afin d'être cohérent avec le code de l'urbanisme, dans un souci de praticité.

A priori, quatre SUP pourraient être susceptibles de concerner les abords de l'autoroute mais comme il est vu ci-après, l'existence de trois d'entre-elles se révèle rarissime sur le réseau APRR, en raison de la politique d'acquisition foncière menée depuis des années. Ainsi, les terrains qui pouvaient éventuellement faire l'objet de servitude EL5, EL6, EL7 ont été acquis par APRR ou sont en cours d'acquisition, ce qui rend inutile et inexistant ce type de SUP aux abords du domaine public autoroutier concédé à APRR.

En revanche, selon la doctrine ministérielle, la servitude EL11 d'interdiction d'accès sur les autoroutes trouve à s'appliquer de manière générale aux abords du domaine public autoroutier concédé à APRR.

EL11 : Les servitudes d'interdiction d'accès :

Les propriétés riveraines à une autoroute n'ont pas le droit d'avoir d'accès direct sur celle-ci ainsi que sur les points aménagés à cet effet.

Article L122-2 : « Les propriétés riveraines des autoroutes n'ont pas d'accès direct à celles-ci. Les propriétés riveraines n'exercent les autres droits reconnus aux riverains des voies publiques que sous réserve des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat.

Des servitudes destinées à éviter les abus de la publicité peuvent être imposées aux propriétés riveraines dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. »

Cette servitude devra donc être reportée dans les plans des SUP annexés aux documents d'urbanisme, d'une manière générale.

Pour mémoire :

EL5 : Les servitudes de visibilité :

Dans certains cas, les propriétés riveraines ou voisins des voies publiques, situées à proximité de croisements, virages ou points dangereux ou incommodes pour la circulation publique, peuvent être frappées de servitudes destinées à assurer une meilleure visibilité.

Ces servitudes peuvent comporter l'interdiction de bâtir ou l'obligation de supprimer les murs de clôture, les plantations gênantes.

A la lecture des articles L.114-1 et suivants du code de la voirie routière, si une telle servitude existe, elle doit être prévue dans un plan de dégageant, approuvé suite à une enquête publique, qui identifie les parcelles concernées et définit la servitude.

Concrètement, la servitude de visibilité ne devrait pas concerner les autoroutes, non constituées (par principe) de croisements ou virages.

EL6 : Les servitudes de réservation des terrains pour futures autoroutes :

Le décret n°58-1316 du 23 décembre 1958 prévoit que les terrains nécessaires à la création, la rectification, l'élargissement des autoroutes ou à la construction de sections nouvelles, ou la création de champs de visibilité, peuvent être « réservés » pour cause d'utilité publique par décret, dans une zone de 20 mètres au maximum de part et d'autre des limites de la route existante ou projetée.

Sur les terrains réservés et définis dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique, le permis de construire ne peut être accordé pour aucune construction nouvelle ou modification de construction existante, sauf dérogation accordée par le préfet (article 3 dudit décret).

Les propriétés soumises à cette servitude ne peuvent pas faire l'objet d'une servitude d'alignement (article 7 dudit décret).

Cette servitude ne trouve pas application aux abords des autoroutes dans le sens où APRR acquière l'ensemble des emprises nécessaires à la création ou à l'aménagement des autoroutes.

EL7 : Les servitudes d'alignement :

La servitude d'alignement permet de définir la limitation exacte entre le domaine public et le domaine privé. Pour être opposables aux tiers, les servitudes d'alignement doivent être reportées dans les documents d'urbanisme.

Lorsque la servitude est instituée, la propriété des parcelles privées non closes de murs et non bâties sises aux abords des voies est directement incorporée dans le domaine public du concessionnaire. Lorsque les parcelles sont bâties ou closes de murs, la servitude restreint les travaux confortatifs, la propriété du bien ne pourra être acquise directement que lorsque les constructions ou murs de clôtures auront été détruits.

Toutefois la présence de telles servitudes aux abords de l'autoroute semble rarissime considérant que la création ou la modification des autoroutes concernent majoritairement des parcelles agricoles ou naturelles non closes et non bâties, directement incorporées dans le domaine public autoroutier.

2.2. Les autres servitudes administratives :

Pour connaître les servitudes administratives concernant une autoroute en particulier, ainsi que le plan de dérogation, il est possible de consulter la Déclaration d'Utilité Publique et de vérifier si un décret en conseil d'Etat en fixe la liste, voire des arrêtés préfectoraux. Si tel est le cas, cette liste devra alors être annexée au PLU.

2.2.1. Les servitudes d'urbanisme :

Les servitudes d'urbanisme sont des charges réelles résultant de la réglementation d'urbanisme textuellement rédigées dans un but d'aménagement de l'espace urbain et non liées à un fond dominant. Elles sont issues du code de l'urbanisme (règlement national d'urbanisme) ou d'une réglementation locale (PLU, ZAC, plan de sauvegarde...) et se traduisent par des limitations à l'exercice du droit de propriété.

Qu'elles soient d'origine légale (instituées par application du Code de l'Urbanisme) ou particulières (servitudes définies dans un document d'urbanisme), les servitudes d'urbanisme régissent de par leur objet les divers modes d'occupation ou d'utilisation des sols.

Comme les SUP, ce sont des servitudes administratives d'ordre public qui doivent résulter d'un acte administratif conformément à la loi qui les institue dans leur principe. Leur non-respect est en principe assorti de sanctions pénales et les litiges relatifs à leur mise en œuvre sont portés devant le juge civil (tribunal de grande instance).

Exemple 1 : Les marges de recul :

Pour les communes non couvertes d'un document d'urbanisme :

Le Règlement National d'Urbanisme fixe pour principe que le territoire est inconstructible en dehors des secteurs urbanisés (principe de constructibilité limitée – article L.111-3 du Code de l'urbanisme).

En secteurs urbanisés, l'article R.1111-16 du code de l'urbanisme prévoit qu'une marge de recul est imposée pour les bâtiments édifiés en bordure d'une voie publique en fonction d'un rapport entre la distance d'implantation (comptée horizontalement de tout point de l'immeuble au point le plus proche de l'alignement opposé) et la hauteur des constructions projetées ($d=H$).

Pour l'ensemble des communes :

En dehors des secteurs urbanisés, l'article L.1111-6, du code de l'urbanisme fixe une servitude de recul de 100 mètres de part et d'autre de l'axe de l'autoroute. Cette marge de recul s'applique à certaines constructions sises en bordure de ces axes ou en bordure des bretelles d'autoroute constituant une liaison entre deux sections d'autoroute ou une liaison entre une autoroute et une route classée à grande circulation.

Sauf dispositions contraires dans un PLU, cette marge de recul ne s'applique ni :

- aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières, aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières, aux bâtiments d'exploitation agricole et aux réseaux d'intérêt public,
- à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

En outre, une distance minimale à observer entre les ruches d'abeilles et les autoroutes peut être instituée par arrêtés préfectoraux (articles L.211-6 et L.211-7 du code rural). A défaut de décision par le Préfet, les Maires déterminent à quelle distance des voies publiques les ruchers découverts doivent être établis.

Préconisations dans les documents d'urbanisme (PLU et CCO) :

- Faire figurer l'emprise de la marge de recul de manière graphique dans le rapport de présentation du document,

- Pour les constructions exemptées ou en cas de réduction de la marge de recul par une étude d'entrée de ville, il serait nécessaire de préserver une bande inconstructible d'environ 50 mètres minimum de part et d'autre de l'infrastructure pour des raisons de sécurité, avec un recul équivalent à la hauteur des constructions.
- En cas d'institution d'une marge de recul, exempter clairement les constructions, ouvrages, installations, aménagements, exhaussements et affouillements liés à l'activité autoroutière dans les règlements des zones traversées par l'autoroute, que ce soit des zones urbaines, naturelles ou agricoles.
- Le rapport de présentation du document d'urbanisme pourra utilement mentionner l'existence d'une zone de recul des ruches aux abords des autoroutes si elles existent.

Exemple 2 : Pose de canalisation :

A l'exception des installations nécessaires à l'exploitation de l'autoroute, et des installations souterraines autorisées pour le réseau public de transport d'électricité et de télécommunications, aucune autorisation ne peut être accordée pour la pose, à l'intérieur des emprises des autoroutes, de canalisations aériennes ou souterraines longitudinales de quelque nature que ce soit (article R.122-5 du Code de la Voie Routière).

2.2.2. Les servitudes classiques :

Les servitudes administratives classiques sont des charges que doivent supporter des propriétés riveraines du domaine public autoroutier afin de permettre une meilleure utilisation de ce dernier, et ce, dans le respect de son affectation.

Etablies dans l'intérêt général, elles résultent d'un acte unilatéral (une loi), mais un décret peut les instituer.

Leur non-respect est un principe assorti de sanctions pénales et les litiges relatifs à leur mise en œuvre sont portés devant le juge judiciaire.

Concernant le domaine public routier, les servitudes administratives portent sur la réservation des terrains, les plantations et les fouilles, et ce dans un souci principal de **sécurisation** des voies publiques.

Exemple : Prévention et lutte contre l'incendie et obligation de débroussaillage :

Les riverains des autoroutes peuvent être contraints de respecter des règles de gestion forestière dans le but de prévenir les incendies en garantissant notamment une rupture de continuité du couvert végétal (*article L.131-8 du Code forestier nouveau*).

Ainsi, le débroussaillage ou l'essartage peuvent être imposés par arrêté préfectoral aux propriétaires de forêts riveraines de l'autoroute sur des bandes latérales n'excédant pas 100 m de largeur.

De plus, dans les zones situées à moins de 200 mètres de bois et forêts, APRR peut procéder à ses frais au débroussaillage et au maintien en l'état débroussaillé des bois et forêts sans que les propriétaires puissent s'y opposer.

Cette servitude est instituée sur décision de l'autorité administrative compétente de l'Etat dans une bande n'excédant pas 20 m de largeur de part et d'autre de l'emprise de l'autoroute (*article L.134.10 du Code forestier (nouveau)*).

Lorsque les autoroutes sont inscrites au plan départemental ou interdépartemental de protection des forêts contre les incendies, ou répertoriées comme des voies assurant la prévention des incendies, le débroussaillage pourra être réalisé d'office par les collectivités ou leur groupement dans une bande portée à 100 m de largeur maximum de part et d'autre de l'emprise de l'autoroute (*article L.134.10 du Code forestier nouveau*).

Préconisations :

- Annexer les arrêtés préfectoraux s'ils existent,
- Mentionner alors les servitudes dans le rapport de présentation et le règlement des zones concernées,
- Faire figurer graphiquement dans le rapport de présentation les emprises soumises à des règles de gestion particulière, ou à débroussaillage.

Exemple : Distance des plantations et constructions

L'implantation des arbres est soumise à autorisation en bordure de l'autoroute et ce pour ne pas nuire à la sécurité publique et à la circulation autoroutière.

L'article R.116-2-5° du code de la voirie routière prévoit que leur implantation est soumise à autorisation à moins de 2 mètres du domaine public autoroutier.

Préconisation :

- Il convient de rappeler cette servitude dans le rapport de présentation

Exemple : Ecoulement des eaux

Les propriétés riveraines des autoroutes ne jouissent ni du droit de déverser les eaux d'égout des toitures sur les autoroutes ni du droit d'y déverser les eaux ménagères (*article 681 du Code Civil*), sauf lorsque des permissions de voirie prescrivant le cas échéant le paiement d'une redevance, sont accordées considérant que les déversements ne sont pas incompatibles avec les conditions d'établissement et d'exploitation de l'autoroute (*R.122-3 de Code de la Voirie Routière*).

Préconisation :

- Faire un rappel dans les dispositions générales du règlement. Préciser notamment que le déversement des eaux pluviales propres peut être admis avec l'accord du concessionnaire et l'obtention d'une permission de voirie.

Exemple : Les restrictions de publicité :

Des servitudes sont imposées aux propriétés riveraines, limitrophes, ou voisines des axes autoroutiers pour éviter les abus de publicité et favoriser la sécurité routière ainsi que la protection des automobilistes.

Une distance d'éloignement de 40 mètres, mesurés à partir des bords extérieurs de la chaussée, et de 200 mètres en dehors des agglomérations est imposée pour les publicités et les enseignes publicitaires et préenseignes visibles depuis l'autoroute (*l'article 9 du décret n° 76-148 du 11 février 1976 codifié à l'article R.418-7 du code de la Route*).

La procédure de constatation de ces infractions est détaillée dans les articles L.116.2 à L.116.8 de Code de la Voie Routière. La violation de ces interdictions est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième catégorie (*article R.418-9 du code de la Route*).

Le Préfet ou ses représentants, dûment assermentés, sont habilités à constater sur l'ensemble du département les infractions aux différents codes et le Maire exerce les mêmes pouvoirs de police sur sa commune.

Les constatations sont portées devant le juge judiciaire.

2.2.3. Les servitudes de reculement en matière d'alignement :

Ces servitudes sont issues d'un plan d'alignement et ne concernent que les propriétés bâties ou closes de mur car les autres sont transférées en pleine propriété à la personne publique dès approbation du plan.

S'il en existe, elles sont figurées telles des servitudes d'utilité publique d'alignement (EL7).

Elles font l'objet d'une indemnisation comme en expropriation et de recours devant le tribunal administratif pour toute contestation de la procédure ou devant le juge de l'expropriation pour toute contestation de l'indemnité.

3- Prévoir l'avenir

La société autoroutière doit anticiper les besoins futurs et particulièrement en matière foncière.

Les aménagements et les urbanisations trop proches de l'infrastructure rendent impossible la mise en œuvre des aménagements nécessaires aux évolutions de l'infrastructure autoroutière et engendrent parfois des problématiques et nuisances pour le bon fonctionnement du réseau et la sécurité des usagers.

La prise en compte de ces évolutions nécessite une réflexion en amont des projets d'aménagement et d'urbanisation. Comme il a été vu précédemment il apparaît nécessaire d'imposer une concertation préalable entre la société autoroutière et la collectivité locale et/ou le porteur de projet pour tous projets situés à proximité de l'autoroute, et ce de façon à adapter les prescriptions d'urbanisme. Cette concertation peut utilement être imposée dans le cadre des Orientations d'Aménagement et de Programmation des zones concernées.

Pour les zones non soumises à orientation et outre la concertation préalable, il apparaît également indispensable que la société autoroutière puisse **formuler un avis** sur les autorisations d'urbanisme sollicitées à proximité et aux abords immédiats des infrastructures autoroutières. **Une démarche associative doit donc être systématiquement engagée par les services instructeurs en vue de recueillir les préconisations qui s'imposent, le cas échéant, et faire le point sur les éventuels risques sécuritaires encourus.**

4- Rappel des références réglementaires

Décret n° 2007-815 du 11 mai 2007 approuvant le douzième avenant à la convention passée entre l'Etat et la Société des Autoroutes PARIS-RHIN-RHONE (SAPRR) pour la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation d'autoroutes approuvée par décret du 19 août 1986

Thème	Loi	Décret ou circulaire d'application
Réforme de l'urbanisme	Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 Loi n° 2009-967 du 03 août 2009 Loi n° 2010-788 du 10 juillet 2010 Loi n° 2003-590 du 02 juillet 2003	Décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 Décret n° 2012-290 du 29 février 2012 Décret n° 2011-604 du 30 mai 2011
Urbanisme et environnement aux abords des autoroutes en service	Loi n° 95-101 du 2 février 1995, Article 52 L 111-1-4 du C.U.	Circ n° 96-32 du 13 Mai 1996 Circ n°97-110 du 12 décembre 1997
Constructibilité hors agglomération	Idem Loi d'orientation n° 95-115 du 4 Février 1995 Loi n° 95-101 du 02 février 1995	Circ n° 96-21 du 11 Mars 1996 et instructions annexées
Prise en compte de l'environnement et des paysages dans les projets routiers	Idem, Article 88 (Article L 126-1 du Code de l'Urbanisme)	Circ n° 95-56 du 20 Juillet 1995
Prise en compte des servitudes d'utilité publique et des projets d'intérêt national dans les P.O.S.	Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010	Décret n° 2012-118 du 30 janvier 2012
Publicité, enseignes et pré-enseignes	Code de l'environnement, de la voirie routière et du code de la route	Décret n0 2001-251 du 22 mars 2001
Publicité et sécurité routière		

Thème	Loi	Décret ou circulaire d'application
Enseigne : obligation de déclaration préalable	Article 53 loi du 2 Fév 95 Article R.581-6 du Code de l'environnement	
Protection et mise en valeur des paysages	Convention européenne du paysage du 20 octobre 2000 Loi n° 2005-1272 du 13 octobre 2005	Décret N) 2006-1643 du 20 décembre 2006 Décret n° 94-283 du 11 avril 1994 Décret n° 95-23 du 13 mars 1995 Circ n° 94-88 du 21 novembre 1994
Lutte contre le bruit : Classement des infrastructures terrestres en matière de lutte contre le bruit Limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres Dispositions d'isolation à proximité des infrastructures bruyantes	Loi du 29 juin 2010 Articles L.571-10 et L.571-9 du code de l'environnement	Ordonnance n0 2004-1199 du 12 novembre 2004 Circ du 03 octobre 2005 Arrêté du 30 mai 1996 Arrêté du 23 juillet 2013
Prévention des risques industriels : éloignement des installations dangereuses	Intégration des directives "SEVESO 1" (n° 82/501 /C.E.) et "SEVESO 2" (96/82/C.E.) et SEVESO 3 (2012/18/UE) dans :	Décret du 21 septembre 1977 Circ du 03 octobre 2005 Décret n° 2006-55 du 17 janvier 2006 Arrêté du 10 mai 2006

Département de l'Yonne



5E

Commune de BRANCHES

communauté
de l'auxerrois



PLAN LOCAL D'URBANISME

Plan du Droit de Préemption Urbain

- échelle 1/2 000

Plan du bourg

Plan du hameau les Courlis

Plan de l'aéroport

Vu pour être annexé à la
délibération

du 06/04/2019

approuvant
le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :



POS approuvé le 01 décembre 1980

Prescription du PLU le 22 juin 2015

Dossier du PLU réalisé par :

PERSPECTIVES
2 rue de la Gare
10150 CHARMONT s/B.
Tél : 03.25.40.05.90
Mail : perspectives@perspectives-urba.com

PLANETE VERTE - Agence Centre-Nord
42 bis, rue de la Paix
10 000 TROYES
Tél : 03.25.40.55.74
Mail : planeteverte.troyes@orange.fr



PLAN LOCAL D'URBANISME

Plan du Droit de Prémption Urbain
- échelle 1/2 000
Plan du bourg
Plan du hameau les Courlis
Plan de l'aéroport

Vu pour être annexé à la délibération
du _____
approuvant
le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :

POS approuvé le 01 décembre 1980
Prescription du PLU le 22 juin 2015

Dossier de PLU réalisé par :

PERSPECTIVES
2 rue de la Gare
10150 CHAUCHEY, 18
Tél : 03 25 40 25 50
Mail : perspectives@perspectives-cha.com

PLANNIE VERTE, Agence Centre-Nord
42 rue, rue de la Poste
10 000 SENS
Tél : 03 25 40 25 51
Mail : planverte@projetorange.fr

DEFINITION DES ZONES

UA	Zone urbaine mixte
UE	Zone à vocation économique
1AU	Zone d'urbanisation future
A	Zone agricole
N	Zone naturelle et forestière

LEGENDE

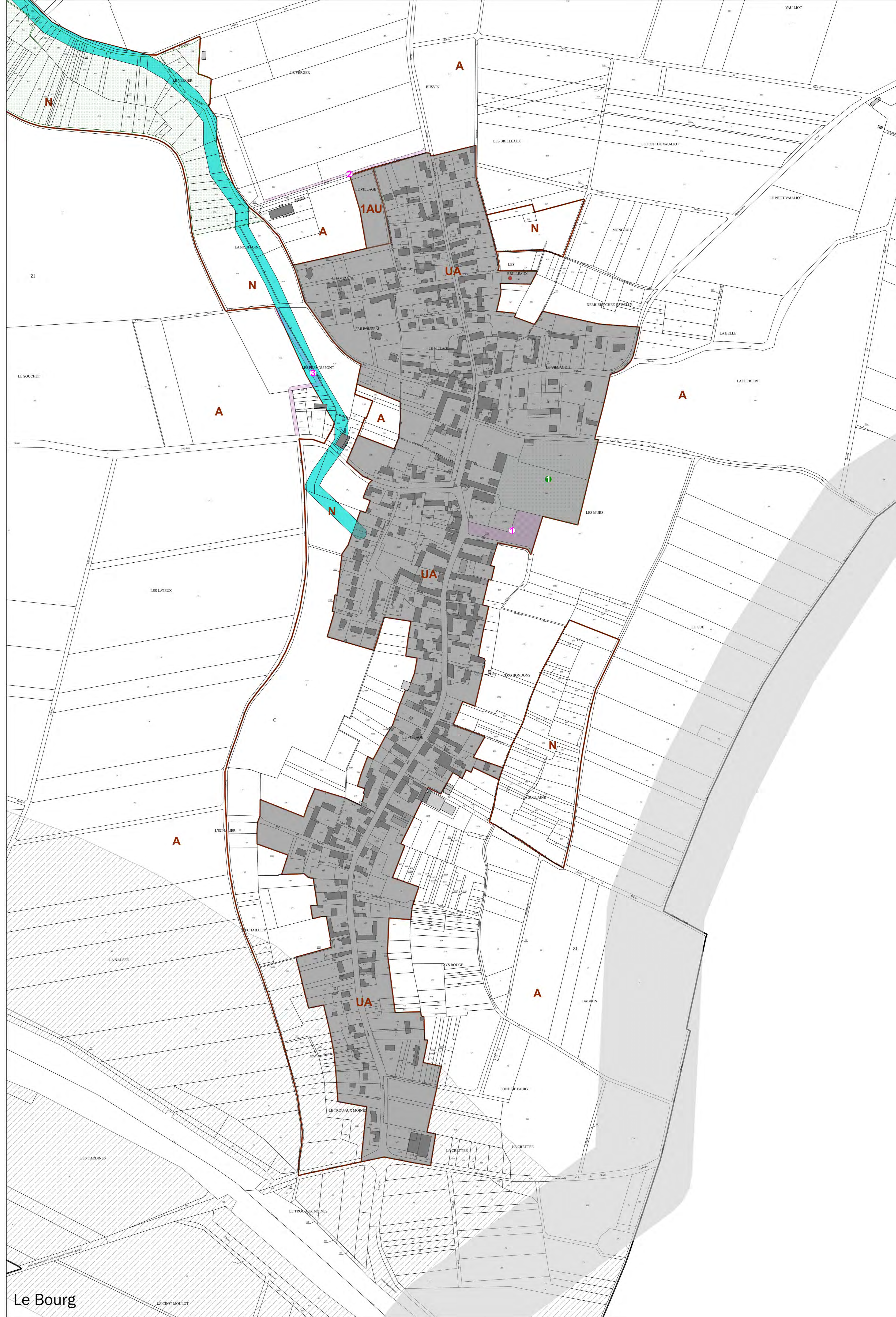
	Limite de zone		Espace Bois Classé
	Emplacement réservé		Elément de paysage (L.151-19 CU)
	Zone humide (à titre indicatif)		Zone de protection acoustique (à titre indicatif)
	SUP1 GRT Gaz (à titre indicatif)		Construction manquante (à titre indicatif)
	Périmètre dans lequel s'applique le Droit de Prémption Urbain défini par les articles L.211-1 et suivants du Code de l'Urbanisme		

EMPLACEMENT RESERVE

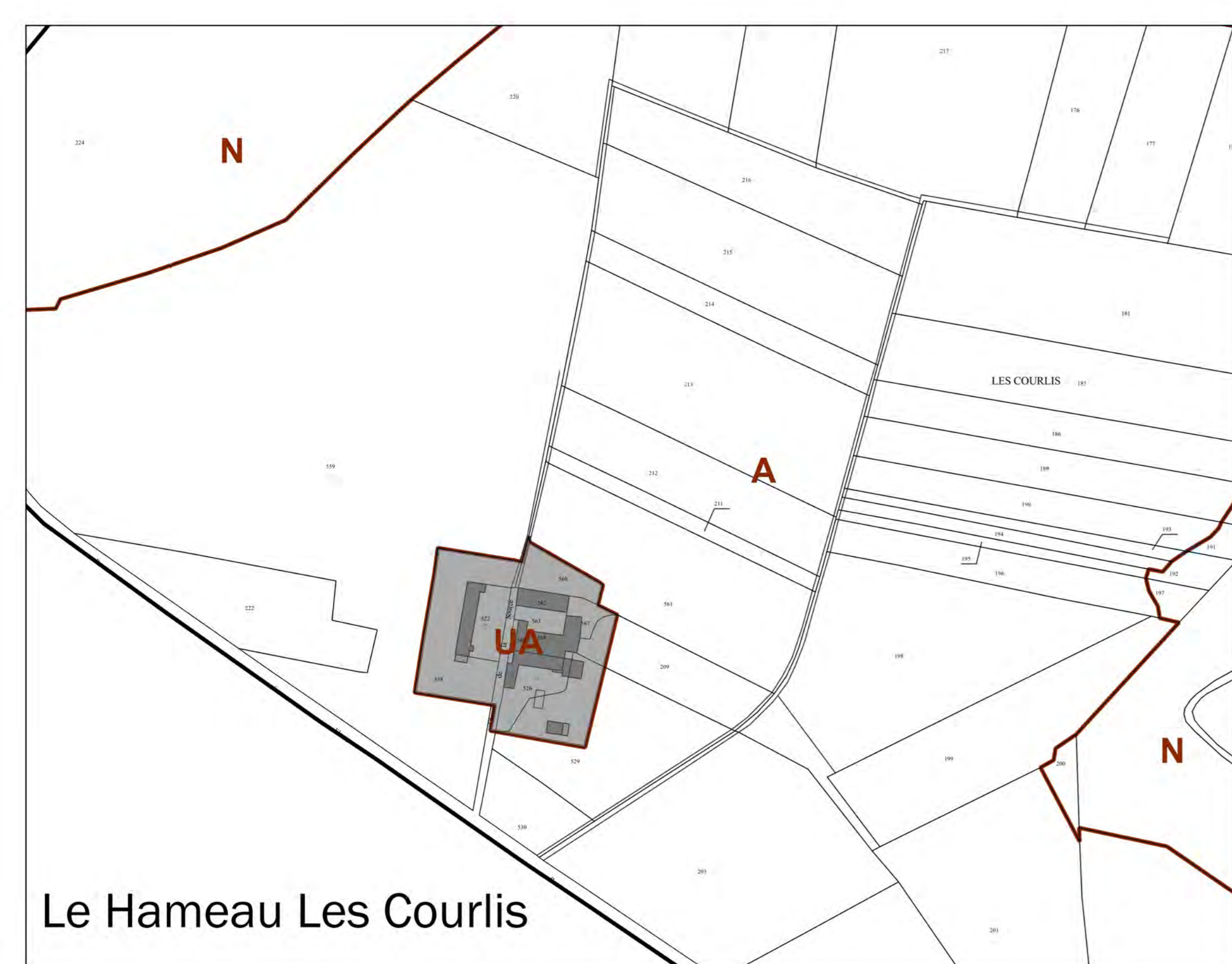
	Désignation	Superficie approximative	Bénéficiaire
1	Réalisation d'un espace de stationnement et extension du cimetière	3 220 m ²	Commune
2	Elargissement d'un chemin et création d'un pan coupé	920 m ²	Commune
3	Elargissement d'un chemin	1 500 m ²	Commune

ELEMENT DE PAYSAGE (L.151-19 CU)

	Désignation
1	Parc d'une grande maison



Le Bourg



Le Hameau Les Courlis



L'Aéroport

Modifications apportées au PLU de Branches suite à l'Enquête Publique

Rapport de présentation

- L'analyse des espaces naturel et agricole consommés dans le cadre du PLU est complétée par l'analyse de l'impact de l'urbanisation future sur chaque exploitant agricole (réserve n°3 de la Préfecture).

- Il est précisé au sein des justifications du rapport de présentation que les éléments du patrimoine bâti ou naturel mis en avant au sein du diagnostic de territoire ne sont pas identifiés au titre de l'article L151-19 CU ; ces derniers se trouvant au sein de l'espace public et ne nécessitant pas une protection particulière (réserve n°5 de la Préfecture).

- Le diagnostic de territoire et les justifications sont complétés pour indiquer que la commune tient compte depuis longtemps du phénomène de ruissellement par la création ou le confortement de fossés. C'est la raison pour laquelle il n'a pas été nécessaire au sein du PLU d'édicter de préconisation particulière pour s'en protéger (réserve n°7 de la Préfecture).

- La justification du classement en zone N des espaces situés sur le pourtour de l'enveloppe urbaine est revue pour préciser que ces espaces sont occupés essentiellement par de la friche ou des arbres ou des bosquets qui n'ont pas un intérêt écologique majeur mais uniquement paysager (réserve n°9 de la Préfecture).

- Le diagnostic du territoire et l'évaluation environnementale sont mis à jour pour présenter le PGRI du bassin Seine Normandie et démontrer la compatibilité du PLU avec ce dernier (réserve n°10 de la Préfecture).

- Le rapport de présentation est adapté afin de corriger certaines « coquilles » relevées par les services de la Préfecture (remarque annexe de la Préfecture).

- Le diagnostic de territoire est complété pour nommer les canalisations de gaz traversant le territoire et pour renvoyer vers l'annexe correspondante (Demande GRT Gaz).

- Les justifications et l'évaluation environnementale sont mises à jour afin de tenir compte de l'ensemble des modifications apportées au dossier du PLU (zonage, règlement, OAP et annexe).

Règlement

- Au sein des destinations autorisées de la Zone N, il est précisé que les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont admis uniquement si leur implantation est nécessaire et ne peut pas être située à un autre endroit pour des raisons techniques et financières (réserve n° 8 de la Préfecture).

- Les articles 6 des zones UE et N sont complétés pour tenir compte du recul minimum de 25 mètres à partir de l'axe de la chaussée de la RD48 (recommandation n°4 de la Préfecture).

- Les articles 6 des zones UA, A et N sont complétés pour tenir compte du recul minimum de 5 mètres imposé depuis l'alignement des RD 19, 31, 164, 176 et 177 (recommandation n° 4 de la Préfecture).

- Les destinations autorisées au sein de la zone A sont adaptées afin de supprimer les commerces et activités de services en lien avec l'exploitation agricole puisque la référence à celle-ci n'est pas nécessaire (recommandation n°5 de la Préfecture).

- La rédaction du règlement écrit est reprise pour correspondre aux dispositions des articles R123-1 à R123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 (réserve n° 13 de la Préfecture).

- Dans le cadre de la reprise de la rédaction du règlement écrit, les destinations interdites et autorisées sont remises en cohérence au sein de la zone A afin d'admettre les équipements collectifs (réserve n° 14 de la Préfecture).

- L'article UA7 est adapté pour permettre l'implantation des constructions en limite séparative peu importe leur hauteur (réserve n° 15 de la Préfecture).

- Les articles A6 et A9 sont complétés pour définir des règles d'implantations et d'emprise au sol pour les annexes et extensions autorisées en zone agricole (réserve n°16 de la Préfecture).

- Les articles 4 des zones UA et 1AU sont complétés afin d'indiquer que si les eaux ne peuvent être infiltrées à la parcelle, le raccordement des trop-pleins pourront être raccordés au réseau collectif (remarque annexe de la Préfecture).

- La définition de l'annexe est complétée pour préciser qu'une annexe peut être accolée à la construction principale si elle ne constitue pas le prolongement de celle-ci par une communication interne (remarque annexe de la Préfecture).
- L'article UA2 est complété pour rappeler les dispositions applicables aux travaux intervenant sur les éléments de paysage identifiés au titre de l'article L151-19 CU.
- L'article 1AU1 est complété pour préciser que les constructions et installations sont soumises aux prescriptions de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation s'appliquant à la zone (remarque annexe de la Préfecture).
- Les articles 6 des zones UA, UE, 1AU et A sont complétés afin de préciser que le recul imposé est mesuré depuis l'alignement.
- Le règlement est adapté afin de corriger certaines « coquilles » relevées par les services de la Préfecture (remarque annexe de la Préfecture).
- Au sein des dispositions générales, un paragraphe est créé pour rappeler la présence d'ouvrage GRT Gaz et la définition des règles qui leur sont applicables et présentes en annexe du PLU (Demande GRT Gaz).

Zonage

- Suppression de l'indication de zone humide sur les parcelles E542 et 414 suite aux éléments apportés par Monsieur CASTEL (observations n°1, 3, 5 et 8 de l'enquête publique).
- Classement en zone naturelle N des parcelles situées entre le chemin rural n°13 et la partie bâtie Ouest du bourg en continuité de la zone naturelle existante. Il s'agit des parcelles C1439, 84, 201 à 206, 210, 1315, 1357, 1359 en partie, 231 en partie, 234, 235 en partie, 238, 239, 242, 1409 et 1291 (observation n°6 de l'enquête publique).
- La limite de la zone UA longeant la construction de la parcelle C1270 est reculée de 10 mètres pour permettre le confortement de cette construction (observation n°9 de l'enquête publique).
- Classement en zone naturelle de la parcelle E571 située dans le prolongement de la déchetterie (réserve n°1 de la Préfecture).

- Les limites des Espaces Boisés Classés sont redéfinies afin de prendre en compte la servitude aéronautique T5, l'arrêté de protection de Biotope DCLAE-B1-88-003 du 14 janvier 1988 et la zone non-aedificandi de la servitude I3. Ainsi, la surface des EBC est réduite de 314ha à 53,43ha (réserves n° 6 et 11 de la Préfecture et demande GRT Gaz).
- Le zonage est complété pour faire apparaître la SUP d'effet (SUP1) pour la maîtrise de l'urbanisation de la canalisation GRT Gaz (Demande GRT Gaz).

OAP

- Le sens du sens unique imposé sur le sentier Fournier dans le cadre de l'OAP de la zone 1AU n'est plus indiqué. L'entrée et la sortie du sens unique seront définies selon les besoins réels (observation n° 8 de l'enquête publique).
- Les orientations de l'OAP de la zone 1AU sont complétées pour favoriser l'utilisation de matériaux permettant les économies d'énergie (réserve n° 2 de la Préfecture).
- Les orientations de l'OAP de la zone 1AU sont complétées pour faire apparaître une densité minimale de 10 logements/ha (réserve n° 4 de la Préfecture).

Annexe

- Création d'une annexe 5A3 pour les plans de la servitude aéronautique (réserve n° 6 de la Préfecture).
- Le plan des SUP (pièce 5A1) est mis à jour pour supprimer la servitude PT2 conformément au décret n°TRAA1801957 D en date du 12 avril 2018 (demande de la DDT 89 SAAT/UPAT).
- L'annexe 5C2 concernant les canalisations de gaz est mise à jour pour tenir compte des nouvelles fiches d'informations fournies par GRT Gaz (Demande GRT Gaz).
- Création d'une annexe 5A4 pour les données forestières (Demande de l'ONF).